





Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116492596>

CA/
XY12
-024

Gouvernement
Publication

(17)

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 24

Wednesday, March 1, 1995

Joint Chairs:

Honourable Gérald Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 24

Le mercredi 1^{er} mars 1995

Coprésidents:

L'honorable Gérald Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee on*

Official Languages

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
des*

Langues officielles

RESPECTING:

Annual Report 1993-94 of the President of the Treasury
Board of Canada entitled "Official Languages in Federal
Institutions"

CONCERNANT:

Rapport annuel 1993-1994 du Président du Conseil du Trésor
du Canada intitulé «Les langues officielles dans les
institutions fédérales»

APPEARING:

The Honourable Arthur C. Eggleton,
President of the Treasury Board

WITNESSES:

(See back cover)

COMPARAÎT:

L'honorable Arthur C. Eggleton,
Président du Conseil du Trésor

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994-95

Première session de la trente-cinquième législature, 1994-1995

STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: Honourable Gérard Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chair: Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Eugène Bellemare
Mauril Belanger
Bob Ringma
Benoît Serré

Associate Members

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gérard Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Warren Allmand
Eugène Bellemare
Mauril Belanger
Bob Ringma
Benoît Serré

Membres associés

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

ORDER OF REFERENCE**SENATE**Wednesday, March 1, 1995

Pursuant to Rule 86(4) of the Senate:

Jean-Robert Gauthier replaced Jean-Louis Roux

ORDRE DE RENVOI**SÉNAT**Le mercredi 1^{er} mars 1995

En vertu du Règlement 86(4) du Sénat:

Jean-Robert Gauthier a remplacé Jean-Louis Roux

HOUSE OF COMMONSWednesday, February 22, 1995

Pursuant to Standing Order 114 and Report of the Striking Committee adopted February 22, 1995:

Mauril Bélanger replaced Don Boudria

CHAMBRE DES COMMUNESLe mercredi 22 février 1995

Conformément à l'article 114 et au Rapport du Comité de sélection adopté le 22 février 1995:

Mauril Bélanger a remplacé Don Boudria

PROCÈS-VERBALLE MERCREDI 1^{er} MARS 1995

28

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 32, dans la pièce 253-D de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (coprésidente).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Gérald Comeau, Jean-Robert Gauthier, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Eugène Bellemare, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais.

Membres suppléants présents: Suzanne Tremblay pour Pierre de Savoye, Marc Assad pour Warren Allmand.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Comparaît: L'honorable Arthur C. Eggleton, Président du Conseil du Trésor.

Témoins: Madeleine Ouellon, sous-secrétaire, Direction des langues officielles et de l'équité en matière d'emploi; Gaston Guénette, directeur, Harmonisation et stratégies, Langues officielles; Gérard Finn, directeur, Langues officielles et équité en emploi; Pierre Pronovost, directeur, Politiques, Langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, études des politiques et programmes des Langues officielles du Conseil du Trésor.

Il est convenu, — Que le président de la Société Radio Canada ainsi que le président de la Société canadienne des Postes soient invités à comparaître devant le Comité.

Art Eggleton fait une déclaration préliminaire et avec les témoins répond aux questions.

À 17 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le coggreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MARCH 1, 1995

(28)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 3:32 o'clock p.m. this day, in Room 253-D, Centre Block, the Joint-Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Gérald Comeau, Jean-Robert Gauthier, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Eugène Bellemare, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais.

Acting Members present: Suzanne Tremblay for Pierre de Savoye, Marc Assad for Warren Allmand.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Appearing: The Honorable Arthur C. Eggleton, President of the Treasury Board of Canada.

Witnesses: Madeleine Ouellon, Deputy Secretary, Official Languages and Employment Equity Branch; Gaston Guénette, Director, Harmonization and Strategy, Official Languages; Gérard Finn, Director, Official Languages and Employment Equity; Pierre Pronovost, Director, Policy, Official Languages.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee resumed its review of Official Languages policies and programs.

It was agreed, — That the president of the Canadian Broadcasting Corporation and the President of Canada Post Corporation be invited to appear before the Committee.

Art Eggleton made an opening statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, March 1, 1995

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 1^{er} mars 1995

• 1530

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'appelle le Comité à l'ordre.

En premier lieu, nous devons discuter de quelques sujets qui ont été présentés à la fin de la dernière rencontre. Peut-être qu'on pourrait distribuer aux membres du Comité l'avis de motion soumis par Mme Tremblay dont on devra discuter à notre prochaine rencontre. C'est une des premières choses dont nous pourrions discuter à notre prochaine rencontre.

L'autre sujet de discussion possible à notre prochaine rencontre, c'est une liste de témoins qui fut proposée par M. Ringma. On va vous en faire des copies et nous les distribuerons à tous les membres du Comité pour qu'ils puissent en prendre connaissance.

Étant donné que la semaine prochaine est semaine de relâche au Parlement, le Comité ne siégera pas, mais on avait déjà demandé au greffier de planifier une rencontre pour la semaine prochaine avec M. Manera, de la Société Radio-Canada. Compte tenu de la démission de M. Manera, j'ai pensé demander au greffier d'inviter le directeur exécutif de la Société Radio-Canada pour la semaine suivant la semaine de relâche. Est-ce que tous les membres du Comité sont d'accord sur cette suggestion-là? Le directeur exécutif de Radio-Canada est le second aux commandes de Radio-Canada, en d'autres mots.

Mme Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Celui qui vient tout de suite après le président?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui. Étant donné la démission de M. Manera, je crois que toutes les personnes autour de cette table tiennent à discuter de toute la question du RDI afin qu'on puisse faire des recommandations. Je crois qu'on devrait faire des efforts pour entendre des gens de Radio-Canada pour traiter du sujet, pour ne pas laisser la question sans réponse. Monsieur Gauthier.

Le sénateur Gauthier (Ontario): Est-ce que M. Manera, qui va démissionner à la fin de mars, ne pourrait pas venir pendant cette semaine-là, comme entendu, et nous donner la position de Radio-Canada là-dessus?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On va demander au greffier, M. Lahaie, d'établir le contact avec la Société Radio-Canada pour inviter M. Manera ou. . .

Le sénateur Gauthier: Laissez-le décider, car c'est lui le patron. Qu'il vienne et qu'il nous explique sa position.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Alors, on s'entend sur ces propos?

Une autre suggestion m'a été faite.

• 1535

On m'a demandé de poursuivre le dossier qu'on avait déjà entamé au niveau de la Société canadienne des postes et d'inviter à nouveau les gens de la Société en ce qui concerne l'automatisation des adresses postales. Ce sont les deux invitations qu'on va lancer pour mars dès demain matin. Est-ce que tout le monde est d'accord? D'accord.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I hereby call this meeting to order.

First of all, we should discuss a few matters that were raised towards the end of the last meeting. Perhaps we could distribute Mrs. Tremblay's notice of motion to the members of the Committee. This matter will be discussed at our next meeting. This will, in fact, be one of the first things that we could discuss at our next meeting.

The other topic that we could discuss at our next meeting could be Mr. Ringma's witness list. We will make copies of this list and have them distributed to all members of the Committee for their information.

Since Parliament will not be sitting next week, the Committee will not be sitting either. We had, however, already asked the clerk to plan a meeting, for next week, with Mr. Manera, of the CBC. Considering that Mr. Manera has resigned, I thought I would ask the clerk to invite the executive director of the CBC to come here some time during the week following the parliamentary break. Are all of the members of the Committee in agreement with this suggestion? The executive director of the CBC is the second in command at the CBC, in other words.

Mrs. Tremblay (Rimouski—Témiscouata): The person who is right after the President?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes. Considering that Mr. Manera has resigned, I believe that everyone sitting around this table would like to discuss this whole issue of the RDI so that we can make some recommendations. I believe that we should make an effort to hear the people from the CBC in order to deal with this matter, so that all of our questions are answered. Mr. Gauthier.

Senator Gauthier (Ontario): Couldn't Mr. Manera, who will be resigning at the end of March, come during that week, as we had originally agreed, and give us the CBC's position on this matter?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We'll ask the clerk, Mr. Lahaie, to contact the CBC to invite Mr. Manera or. . .

Senator Gauthier: Leave it up to him to decide, because he is the boss. He should come and explain his position to us.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): So, do we agree with this?

Another suggestion was made to me.

I was asked to pursue the study we had already begun on Canada Post and to extend another invitation to the people from Canada Post to come and talk to us about postal addressed automation. These are the two groups that we will be inviting to appear in March. The invitations will be going out tomorrow morning. Is everyone in agreement? Okay.

[Text]

Monsieur le ministre, vous avez la parole.

Hon. Arthur C. Eggleton (President of Treasury Board):
Bonjour et merci, co-chairs and members of the committee.

Je suis très heureux de me présenter devant vous aujourd'hui pour vous parler de mon dernier rapport annuel sur les langues officielles dans les institutions fédérales.

Let me begin by introducing the departmental officials who are joining me here at the table. Madeleine Ouellon is Deputy Secretary of the Official Languages and Employment Equity Branch. Three of our directors, Gérard Finn, Gaston Guénette, and Pierre Pronovost, are also here at the table.

Later in my remarks I will address the study of the Commissioner of Official Languages on service to the public in a number of federal offices required to serve the public in both official languages, which he released on February 16. I'll also be responding to Mr. Ringma's motion, adopted by this committee, which endorsed the study's recommendations.

Our 1993-94 report describes the status of official language programs in federal institutions under the Treasury Board's responsibility pursuant to section 46 of the Official Languages Act. The report reviews progress in the implementation of the official languages program in federal institutions during the 12-month period ending March 31, 1994, which was largely under the previous government but partly under the current government's jurisdiction. There is a number of concrete initiatives in the official languages field that I want to outline.

In 1993-94, the accomplishments of previous years were consolidated and progress was seen in a number of areas. For example, the number of public service employees meeting the language requirements of their bilingual positions continued to rise, representing 90% of all persons in bilingual positions as of March 31, 1994. Equally significant is that almost 90% of bilingual employees in the public service had competence in their second official language at the intermediate or at the superior level.

Ces résultats positifs se répercutent sur chacune des trois composantes du programme des langues officielles.

They mean that all Canadians, whether English-speaking or French-speaking, can be better served by their government in the official language of their choice where so legislated. It also means that the ability of institutions to serve their own employees in the official language of their choice in locations where they are required to do so also continues to grow.

Under the Official Languages Act, the government is committed to ensuring that English-speaking and French-speaking Canadians have equal opportunities to obtain employment and advancement in federal institutions and that the overall composition of the federal public service reflects the presence of both the official language communities of Canada. The data on the participation of English-speaking and French-speaking employees in the federal public service reveals that

[Translation]

Minister Eggleton, the floor is yours.

L'honorable Arthur C. Eggleton (président, Conseil du Trésor): «Good morning and thank you», madame la coprésidente et membres du comité.

I'm very pleased to appear before you today to discuss my most recent Annual Report on Official Languages in Federal Institutions.

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter les fonctionnaires de mon ministère qui m'accompagnent aujourd'hui. Madeleine Ouellon, sous-secrétaire de la Direction des langues officielles et de l'équité en matière d'emploi et trois de nos directeurs, Gérard Finn, Gaston Guénette, et Pierre Pronovost, qui sont également autour de cette table.

Je traiterai un peu plus tard de l'étude du Commissaire aux langues officielles sur le service au public dans plusieurs bureaux fédéraux tenus de servir le public dans les deux langues officielles, qui a été rendue publique le 16 février dernier. Je discuterai également de la motion proposée par M. Ringma, adoptée par votre comité pour endosser les recommandations contenues dans l'étude.

Le rapport 1993-1994 fait le point sur l'état des programmes de langues officielles au sein des institutions fédérales dont est responsable le Conseil du Trésor aux termes de l'article 46 de la Loi sur les langues officielles. Ce rapport passe en revue les progrès de la mise en oeuvre du programme des langues officielles dans les institutions fédérales au cours de la période de 12 mois terminée le 31 mars 1994, une période plutôt sous le régime du gouvernement précédent mais également en partie sous le régime du gouvernement actuel. J'aimerais faire état d'un certain nombre d'initiatives concrètes en matière de langues officielles.

En 1993-1994, les acquis des dernières années ont été maintenus et consolidés tandis que les progrès ont été observés sur plusieurs autres plans. Par exemple, dans la Fonction publique, le nombre d'employés satisfaisant aux exigences linguistiques de leur poste bilingue a continué d'augmenter et représentait 90 p. 100 de l'ensemble des titulaires de postes bilingues au 31 mars 1994. Fait également significatif, le bassin d'employés bilingues dans la Fonction publique était composé à près de 90 p. 100 de personnes ayant une connaissance intermédiaire ou supérieure de l'autre langue officielle.

These positive results have an impact on each of the three components of the Official Languages Program.

Ils montrent que les Canadiens dans leur ensemble, qu'ils soient d'expression française ou d'expression anglaise, sont en mesure d'être mieux servis par les institutions de leur gouvernement dans la langue officielle de leur choix, là où la législation le prévoit. Ils indiquent également que la capacité de ces mêmes institutions à fournir des services à leurs employés dans la langue officielle de leur choix, là où elles sont tenues de le faire, continue de croître.

Aux termes de la Loi sur les langues officielles, le gouvernement s'est engagé à veiller à ce que les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise aient des chances égales d'emploi et d'avancement dans les institutions fédérales et à ce que, dans l'ensemble, les effectifs de la Fonction publique fédérale tendent à refléter la présence au Canada des deux collectivités de langues officielles. Cet engagement, les institutions fédérales ont veillé à continuer de le respecter en

[Texte]

federal institutions continued to respect this commitment during 1993-94.

In organizations subject to the Official Languages Act, overall the participation of English-speaking and French-speaking Canadians was approximately 73% and 26% respectively, the remaining 1% representing employee records that have yet to be clarified.

Ces résultats pour les trois composantes du programme des langues officielles, dont le Conseil du Trésor est responsable, sont d'autant plus satisfaisants qu'ils ont été obtenus à moindre coût.

[Traduction]

1993, 1994 ainsi que l'indiquent les données sur la participation des francophones et des anglophones au sein des institutions fédérales.

Dans l'ensemble des organismes ayant des obligations en matière de langues officielles, la participation des Canadiens d'expression française et d'expression anglaise était de l'ordre de 26 p. 100 et 73 p. 100 respectivement (le solde de 1 p. 100 représentant des employés dont les dossiers n'avaient pas encore été mis à jour).

These results for the three components of the Official Languages Program for which the Treasury Board is responsible are particularly gratifying in that they were achieved at lower cost.

• 1540

The direct costs of the program in federal institutions—that is, the cost directly attributable to the implementation, such as support and administrative measures—total \$282 million, as of March 31, 1994. That includes the translation, the language training, particularly. That's some 5% below the costs for the previous year. Moreover, these costs are modest and reasonable, given the benefits they provide to Canadians. They amount to only 0.25% of the government's total program expenditures.

I would like now to discuss some of the initiatives the Treasury Board launched in, again, that timeframe of 1993-94, if you can think back to then. They include, first, coordinating the designation of offices required to serve the public in both official languages; second, calling on federal institutions to meet their obligations to serve the public in the official language of its choice; and third, compiling lists of designated federal offices and points of service that were later inserted into official languages minority community newspapers. That's something we did quite successfully last summer, in fact.

Finally, I should mention the importance and increased attention given to verifying the attainment of the objectives of the official languages program and the efficiency and effectiveness of its implementation. The very nature of these measures demonstrates the emphasis the government has placed on the program's priority elements: making federal institutions aware of their obligations under the act, informing the public, monitoring the program's application, and verifying the efficiency and effectiveness of its implementation. These initiatives also illustrate the seriousness of the government's commitment to official languages and the principle of Canada's linguistic duality.

Cependant, la situation n'est certainement pas parfaite partout. À cet égard, le commissaire aux langues officielles joue un rôle particulier qui diffère de celui du Conseil du Trésor.

One role of the commissioner of official languages is to alert us to shortcomings that might otherwise escape our scrutiny and to recommend measures that could bring about real and sustainable improvement. The commissioner's official

Les coûts directs du programme dans les institutions fédérales, c'est-à-dire les coûts directement attribuables à sa mise en oeuvre tels ceux des mesures d'appui et de l'administration, s'établissaient à 282 millions de dollars au 31 mars 1994. Ceci comprend la traduction et surtout la formation linguistique. En effet, les coûts ont baissé de près de 5 p. 100 par rapport à l'année précédente. Ces coûts sont en outre modestes et raisonnables en regard des avantages qu'ils procurent à nos concitoyens. Ils ne représentent en fait qu'un quart de 1 p. 100 environ de l'ensemble des dépenses du programme du gouvernement.

Je voudrais maintenant partager avec vous certaines des initiatives lancées par le Conseil du Trésor en 1993-1994, si votre mémoire le permet. Ce sont, en premier, la coordination de la désignation des bureaux tenus de servir le public dans les deux langues officielles, les rappels faits aux institutions fédérales pour qu'elles s'acquittent de leurs obligations de servir le public dans la langue officielle de son choix; et, troisièmement, la compilation des listes des bureaux et points de services fédéraux désignés qui ont par la suite été publiées sous forme d'encarts dans les journaux des collectivités minoritaires de langue officielle. En fait, c'est quelque chose que nous avons très bien réussi l'été dernier.

C'est enfin l'importance et la place accrue accordées à la vérification de l'atteinte des objectifs du programme des langues et de l'efficacité et de l'efficience de sa mise en oeuvre. De par leur nature même, ces mesures montrent que le gouvernement a mis l'accent sur les éléments prioritaires du programme: la sensibilisation des institutions fédérales à leurs obligations législatives, l'information du public, la surveillance de l'exécution du programme, et la vérification de l'efficacité et de l'efficience de sa mise en oeuvre. Ces initiatives démontrent aussi le sérieux de l'engagement du gouvernement envers les langues officielles et le principe de la dualité linguistique canadienne.

Of course, the situation is not perfect everywhere in the country. And, in this respect, the Commissioner of Official Languages plays a special role that is different from that of the Treasury Board.

L'un des rôles du Commissaire aux langues officielles est en effet d'attirer notre attention sur les points qui laissent à désirer, et qui peuvent échapper à notre vigilance, et de nous recommander alors des mesures susceptibles d'engendrer des

[Text]

languages study, mentioned at the outset of my remarks, illustrates this very well. The results of this study show that Canadians of the two linguistic groups can presumably be served in the official language of their choice at 79% of the offices surveyed.

For the most part, these findings are in keeping with conclusions drawn from a series of consultations conducted by Treasury Board Secretariat staff in more than 700 federal regional offices across Canada in 1994. The primary purpose of these consultations was to assist managers and their employees with the implementation of the official language regulations and to identify strengths and weaknesses in the way it is taking place. The secretariat found 82% of the offices visited were able to provide services of comparable quality in both official languages.

So the two studies, going on at much the same time, were producing very similar results. Of course the situation can vary from one region to another and from one office to another, as the results of the studies also revealed.

Like the commissioner, we will not be fully satisfied until services of comparable quality are offered to English-speaking and French-speaking Canadians wherever required under the act.

To turn to the motion of the committee endorsing the recommendations of the commissioner's study, I know the motion encourages the Treasury Board to draw up an action plan to implement these recommendations in as cost-efficient and expedient a manner as possible, and that my officials be invited to appear before this committee for the purpose of tabling this action plan at the earliest possible date. Let me say I fully endorse the ten recommendations contained in the commissioner's study. I will also follow up on the committee's motion concerning these recommendations.

[Translation]

améliorations réelles et durables. C'est d'ailleurs ce qu'illustre fort bien l'étude du Commissaire aux langues officielles que j'ai mentionnée au début de mon allocution. Les résultats de cette étude montrent que les Canadiennes et les Canadiens des deux groupes linguistiques peuvent vraisemblablement être servis dans la langue officielle de leur choix dans 79 p. 100 des bureaux étudiés.

Ces résultats recoupent généralement les conclusions d'une série d'interventions menées par le Secrétariat du Conseil du Trésor dans plus de 700 bureaux régionaux, d'institutions fédérales à travers tout le Canada en 1994. Ces consultations visaient avant tout à aider les gestionnaires et leurs employés à mettre en oeuvre le Règlement sur les langues officielles et à identifier les forces et faiblesses de la mise en oeuvre. Le Secrétariat a constaté que 82 p. 100 des bureaux visités étaient en mesure de fournir un service de qualité comparable dans les deux langues officielles.

Les résultats de ces deux études, entamées en même temps, étaient donc très semblables. Bien entendu, la situation peut varier d'une région ou d'un bureau à l'autre, comme le démontrent les résultats de ces deux études.

Bien entendu, tout comme le Commissaire aux langues officielles, nous ne serons totalement satisfaits que lorsque des services de qualité comparable seront offerts aux Canadiens d'expression française et d'expression anglaise partout où la législation le requiert.

En ce qui concerne plus particulièrement la motion adoptée par votre comité pour endosser les recommandations contenues dans l'étude du Commissaire, je constate qu'elle encourage le Conseil du Trésor à mettre au point un plan d'action visant à appliquer ces recommandations de la manière la plus économe et la mieux appropriée possible et que mes fonctionnaires sont invités à comparaître devant le comité afin d'y déposer ce plan d'action dans les plus brefs délais. Je voudrais vous dire que je souscris pleinement aux 10 recommandations contenues dans l'étude du Commissaire. Je donnerai également suite à la motion du comité relative à ces recommandations.

● 1545

The development of the action plan the Treasury Board is encouraged to draw up will proceed as follows. On the basis of the results of the commissioner's study and of our own regional consultations, heads of federal institutions will be asked, by letter from the secretary of the Treasury Board, to develop their own institutional action plans in cooperation with the secretariat, for those offices designated to serve the public in both official languages, whose performance is found to be lacking, using the relevant recommendations of this study as a basic reference point. Concurrently, heads of institutions will be asked to assess along the same lines the performance of those offices designated to serve the public in both official languages that have not so far been surveyed, and to report on their findings together with action plans for those not meeting the official language service requirements.

Le processus d'élaboration du plan d'action que le Conseil du Trésor est invité à mettre au point se déroulera comme suit: à partir des résultats de l'étude du Commissaire et nos propres consultations régionales, le Secrétaire du Conseil du Trésor écrira aux administrateurs généraux des institutions fédérales pour leur demander de préparer, avec la collaboration du Secrétariat, des plans d'action visant les bureaux tenus de servir le public dans les deux langues officielles dont le rendement a été jugé insatisfaisant, en s'appuyant sur les recommandations pertinentes de l'étude. Parallèlement, il sera demandé aux administrateurs généraux des institutions fédérales d'évaluer de la même manière le rendement des bureaux tenus de servir le public dans les deux langues officielles qui n'ont pas jusqu'à présent été inspectés et de faire rapport sur leur constatation en prévoyant des plans d'action pour les bureaux qui ne satisfont pas aux exigences des langues officielles en matière de service au public.

[Texte]

This exercise is to be completed by September of this year and will result in office-specific corporate action plans to be filed with the Treasury Board Secretariat. A compendium of action plans will be tabled with this committee in response to its motion.

Throughout these concurrent exercises, Treasury Board Secretariat will be working with federal institutions to assist them in every way possible with the assessment process and with the definition of appropriate corrective measures to form part of their action plans. Every effort will be made to be cost-efficient and expedient, notably by being as purposeful as possible and focusing energy on bilingual-designated offices that need improvements. Appropriate deployment of bilingual staff and active offer are key elements. Treasury Board Secretariat staff will give, where needed, workshops to assist federal employees in designated offices to acquire active-offer skills—actively offering the services in both languages, in other words.

Federal institutions will have to report on the implementation of their action plans by March 31, 1996, and every six months thereafter. The plan and the follow-up are in place on that timetable. The Treasury Board Secretariat, following a reasonable period of time, will carry out spot checks, will continue to go as we did this past summer to a number of the offices—spot checks on the implementation of the action plans.

With respect to the study's recommendation concerning the periodic review and update of the list of designated bilingual points of service to ensure that all information is current, which you also endorsed, the Treasury Board Secretariat will reinforce the procedure already in place. At the moment the list of designated bilingual offices is updated on a yearly basis. Federal institutions are being asked to notify the Treasury Board of any changes to their list as they occur so that it's constantly kept up to date.

With respect to the recommendation to the Treasury Board that the public be informed of the location of designated offices, it is intended to republish periodically such updated information in the official language minority press. Lists are available to members of the public at their request. Giving access to the list through Internet is also being looked at.

We are determined to follow up vigorously, Madam Chair, on the commissioner's recommendations and on our own findings. Next September the committee will be fully apprised of our progress as we reach that particular deadline.

In the related perspectives of efforts by the Treasury Board Secretariat regarding the monitoring and the audit of official language services to the public requirements, we have met with officials of several departments to discuss problems identified by departmental audits and to call on them to carry out official language audits in the next fiscal year. Of course, these initiatives will now have to be reconciled with the action plans I've already described, which are part of the study of the commissioner.

[Traduction]

Cet exercice devra être terminé d'ici septembre prochain et déboucher sur la présentation au Secrétariat du Conseil du Trésor de plans d'action institutionnels adaptés à la situation des bureaux en infraction. Un recueil de ces plans d'action sera déposé auprès de ce comité pour donner suite à la motion.

Durant ces exercices, le Secrétariat du Conseil du Trésor collaborera avec les institutions fédérales afin de les aider de toutes les manières possibles à évaluer le rendement des bureaux et à arrêter les mesures correctives appropriées qui feront partie des plans d'action. Nous ferons de notre mieux pour que ces exercices soient exécutés de la manière la plus économe et la mieux appropriée possible, notamment en allant droit au but et en faisant porter nos efforts sur les bureaux désignés bilingues où des améliorations sont requises. La réaffectation appropriée des ressources bilingues et l'offre active seront des éléments clés du processus. Là où cela s'impose, les fonctionnaires du Secrétariat du Conseil du Trésor donneront des ateliers pour aider les employés fédéraux dans les bureaux désignés à acquérir les compétences requises pour offrir activement leurs services—c'est-à-dire, les offrir activement dans les deux langues officielles.

Les institutions fédérales devront rendre compte de la mise en oeuvre de leurs plans d'action d'ici le 31 mars 1996 et, par la suite, tous les six mois. Cet échéancier prévoit la soumission du plan ainsi que le suivi. Après un délai raisonnable, le Secrétariat du Conseil du Trésor fera des vérifications au hasard de la mise en oeuvre des plans d'action, tout comme celles que nous avons effectuées l'été dernier dans un certain nombre de bureaux.

En ce qui concerne la recommandation de l'étude voulant que la liste des points de service devenus bilingues soient révisée et mise à jour régulièrement afin de s'assurer que tous les renseignements sont exacts, quelque chose que vous avez également approuvé, le Secrétariat du Conseil du Trésor renforcera le processus existant. Actuellement, la liste des bureaux désignés bilingues est mise à jour chaque année. Il sera dorénavant demandé aux institutions fédérales d'aviser au fur et à mesure le Conseil du Trésor de tout changement apporté à la liste afin que celle-ci soit constamment à jour.

Pour ce qui est de la recommandation voulant que le Conseil du Trésor s'assure que le public est informé de l'emplacement des bureaux désignés, nous avons l'intention de publier périodiquement des renseignements à jour dans la presse des collectivités minoritaires de langue officielle. Le public a déjà accès à ces listes sur demande. Nous examinons aussi la faisabilité d'accéder à ces listes au moyen d'Internet.

Madame la présidente, nous sommes résolus à donner rigoureusement suite aux recommandations du Commissaire et à nos propres constatations. En septembre prochain, c'est-à-dire la date limite, le Comité sera informé de l'état de ces suivis.

Dans le domaine connexe des mesures prises par le Secrétariat du Conseil du Trésor en matière de vérification et de surveillance des exigences des langues officielles en matière de services au public, permettez-moi de vous dire que nous avons rencontré des fonctionnaires de plusieurs ministères afin de discuter des problèmes identifiés dans le cadre de vérifications ministérielles et de leur demander de mener des vérifications des langues officielles au cours du prochain exercice. Bien entendu, il faudra maintenant que ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des plans d'action déjà mentionnés, qui font partie de l'étude du Commissaire.

[Text]

Also, with a view to helping federal institutions assess clientele satisfaction with respect to official languages, we are in the process of finalizing a questionnaire on client satisfaction with services in both official languages. This is part of determining what the client wants—in short, a client-focused, quality service.

• 1550

I cannot place too much emphasis on this, because we must ensure government institutions respect and honour the right of the public to be served in the official language of its choice. We must make sure Canadians can communicate easily and directly with these institutions and they are aware that not only can they be served in the official language of their choice but they also have a right to such service.

That is why monitoring implementation of the official languages program in federal institutions in all regions of the country is important. Let me assure you the Treasury Board will continue to contribute actively to the process of implementation through its leadership and coordination activities.

This contribution can take various forms. Thus there is at the moment a brochure on language of work, to be published jointly by the Commissioner of Official Languages and the Treasury Board Secretariat. The brochure, in the process of completion, is to be distributed to employees in federal institutions in designated bilingual regions.

In conclusion, let me point out that the program review will not in any way lessen our legislative obligations in official languages, nor will it weaken our resolve to ensure the requirements of the act are fulfilled. As the Prime Minister emphasized in his address to the French Senate on December 1 of last year:

Enrichi par sa diversité culturelle, notre pays reste caractérisé par sa dualité linguistique, française et anglaise. Cette dualité est au coeur de notre société et de nos institutions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Avant qu'on procède à la période des questions, j'aimerais signaler qu'il y a un nouveau membre permanent à ce Comité, le député d'Ottawa—Vanier, M. Mauril Bélanger. Il nous fait plaisir que vous vous joigniez à notre Comité.

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le ministre, j'aurais deux questions capitales à mes yeux, compte tenu de l'actualité.

Compte tenu de l'annonce de la mise à pied de près de 45 000 fonctionnaires de la fonction publique canadienne, est-ce que vous avez établi un plan de mises à pied pour faire en sorte que les objectifs de la Loi sur les langues officielles et les trois règles établies par votre ministère au niveau des services à la population canadienne dans les deux langues officielles soient respectés? Comment allez-vous implanter cela et vous assurer que ces règlements et la Loi sur les langues officielles soient respectés et que le service à la population soit maintenu?

[Translation]

De plus, et dans le but d'aider les institutions fédérales à évaluer la satisfaction de la clientèle à l'égard des langues officielles, nous sommes en train de mettre la dernière main à un questionnaire sur la satisfaction du public à l'endroit des services fournis dans les deux langues officielles. Ceci s'inscrit dans le cadre de notre évaluation des besoins de la clientèle—c'est-à-dire un service de qualité axé sur les besoins des clients.

Je ne saurais trop le souligner. Il nous faut nous assurer que les institutions du gouvernement respectent et honorent le droit du public de se faire servir dans la langue officielle de son choix. Il nous faut veiller à ce que les Canadiens puissent aisément et directement communiquer avec ces institutions. Il nous faut faire en sorte que les Canadiens sachent non seulement qu'ils peuvent, mais également qu'ils ont le droit de se faire servir dans la langue officielle de leur choix.

C'est pour cette raison qu'il est tellement important de surveiller la mise en oeuvre du programme des langues officielles dans les institutions fédérales et dans toutes les régions du pays. Je tiens à vous assurer que le Conseil du Trésor continuera de contribuer activement par son leadership et ses activités de coordination à la mise en oeuvre du programme.

Cette contribution peut prendre diverses formes. Ainsi, le Commissaire aux langues officielles et le Secrétariat du Conseil du Trésor collaborent à une brochure sur la langue de travail qu'ils publieront conjointement. La brochure, qui est en voie d'être terminée, doit être distribuée aux employés des institutions fédérales dans les régions désignées bilingues.

En conclusion, je tiens à préciser que la revue des programmes n'affaiblira aucunement nos obligations législatives en matière de langues officielles et qu'elle n'émoussera aucunement notre volonté de veiller à ce que les exigences de la loi soient respectées. Car, comme l'a souligné le Premier ministre devant le Sénat français, le 1^{er} décembre dernier:

Enriched by its cultural diversity, our country is characterized by its linguistic duality, English and French. This duality is central to our society and our institutions.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Before turning to questions, I would like to point out that we have a new permanent member in this Committee, the member from Ottawa—Vanier, Mr. Mauril Bélanger. We are pleased that you have joined our Committee.

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): Thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Minister, I have two questions which are very important, I feel, given the current situation.

An announcement has been made that nearly 45,000 public servants will be cut from Canada's Public Service. Have you prepared a lay-off plan that ensures compliance with the objectives of the Official Languages Act and the three regulations established by your department with respect to services to the Canadian public? How are you going to implement all of this and how are you going to ensure compliance with these regulations and with the Official Languages Act and what steps will you take to ensure that service to the public is maintained?

[Texte]

Mr. Eggleton: As I said in my opening remarks, we will be ensuring that our obligations under the Official Languages Act are met through this period of transformation, when, as you know, a sizeable downsizing is going to be taking place in the public service. But people have a right to be served in the official language of their choice, and we intend to maintain that. We intend to monitor the situation to ensure that happens.

You'll appreciate that at this point not all the departments know exactly where their cuts are going to come. Some of them have advanced a little further than others, but a lot of them still have to work out the details to see which particular positions in which parts of the country are going to be part of those 45,000.

We will be drawing to their attention the need for them to remember their obligations under the Official Languages Act and regulations, and we will not be diminishing those obligations while we go through this transformation period. But we also want to be helpful to them, by helping them to provide the necessary information and the necessary guidance to help them achieve that. So we'll be monitoring the situation very closely to make sure that the obligations continue to be met.

• 1555

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce que cela implique, monsieur le ministre, que votre ministère sera en contact écrit avec chaque responsable de département, dans chaque bureau désigné, pour s'assurer qu'à l'intérieur de chacun de ces bureaux, vos règlements seront mis en application?

Mr. Eggleton: Yes.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ma deuxième question, qui est fort importante et qui est d'actualité, a trait aux sommes d'argent du gouvernement fédéral qui sont utilisées par d'autres paliers gouvernementaux. Est-ce que vous croyez, monsieur le ministre, que le gouvernement fédéral, lors de transferts d'argent ou de subventions quelconques, a l'obligation de faire respecter la Loi sur les langues officielles?

Mr. Eggleton: My area of responsibility is relevant to federal institutions. There are additional funds provided to provinces or community organizations, but they come under the jurisdiction of the Minister of Canadian Heritage. I'm sure he could respond to that.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): For example, concerning infrastructure programs, I guess your department will be signing agreements with the different provinces in regard to infrastructure programs. Within those agreements, do you have articles that will ensure that the federal funds used will also include services provided in both official languages?

Mr. Eggleton: In what respect? These programs are carried out at the municipal level. Certainly any of the documentation the federal government is involved with... Take the announcements, for example, of these projects. Certainly the ones I've seen have been in both official languages. But the projects are carried out at the municipal level; they're not carried out by the federal government.

[Traduction]

M. Eggleton: Comme je l'ai dit dans ma déclaration préliminaire, nous allons nous assurer que nos obligations aux termes de la Loi sur les langues officielles soient atteintes pendant cette période de transformation, cette période pendant laquelle, comme vous le savez, les effectifs de la Fonction publique seront réduits de façon importante. Les gens ont le droit de se faire servir dans la langue officielle de leur choix, et nous avons l'intention de respecter ce droit. Nous avons l'intention de surveiller la situation pour nous assurer que c'est bel et bien le cas.

Pour le moment, vous pouvez comprendre que certains ministères ne savent pas encore où les coupures vont être effectuées. Certains ont fait plus de travail préparatoire que d'autres, mais il existe encore un bon nombre qui doivent toujours mettre au point un plan qui prévoit quels postes vont faire partie de ces 45 000 postes éliminés et dans quelles régions du pays.

Nous allons leur rappeler ces obligations aux termes de la Loi sur les langues officielles et les règlements, et nous n'allons pas limiter ces obligations pendant cette période de transformation. Nous voulons, en même temps, leur être utiles, en leur fournissant les renseignements et les conseils nécessaires dans le but d'atteindre ces objectifs. Alors nous allons surveiller la situation de près pour s'assurer qu'on respecte toujours les obligations.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Eggleton, does that mean that your department will be writing to every department head, in every designated office, to ensure that all of these offices will be complying with your regulations?

M. Eggleton: Oui.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): My second question, which is extremely important and topical, pertains to the amount of federal government money that is used by other government levels. Mr. Eggleton, do you believe that the federal government, in transferring money or in providing some type of subsidy, has an obligation to ensure compliance with the Official Languages Act?

M. Eggleton: Mes responsabilités ont trait aux institutions fédérales. Il y a des sommes d'argent additionnelles qui sont fournies aux provinces ou aux organismes de la collectivité, mais c'est le ministre de Patrimoine canadien qui en est responsable. Je suis certain qu'il pourrait répondre à ces questions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Prenons l'exemple des programmes d'infrastructure. J'imagine que votre ministère va signer des ententes avec les diverses provinces en ce qui concerne ces programmes d'infrastructure. Est-ce que ces ententes prévoient des dispositions stipulant que toute utilisation d'argent fédéral comprend également la prestation des services dans les deux langues officielles?

M. Eggleton: À quel égard? Ce sont les gouvernements municipaux qui vont se charger de ces programmes. Il est certain que tout document préparé de concert avec le gouvernement fédéral... Prenons, à titre d'exemple, les annonces de ces projets. Les annonces que j'ai vues ont été faites dans les deux langues officielles. Mais c'est le palier municipal qui se charge de ces projets et non pas le gouvernement fédéral.

[Text]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Part of it is with federal funds?

Mr. Eggleton: Yes.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'll be back with more concrete examples.

Je vais céder la parole à M^{me} Tremblay.

Mme Tremblay: Bonjour, monsieur le ministre. Nous avons préparé à mon bureau un ensemble de documents et je demanderais qu'on les distribue. Il y a deux tableaux qui indiquent la situation province par province en ce qui concerne les postes bilingues. Le premier tableau est assez éloquent, car on y compare la population et le nombre de postes bilingues qu'on devrait avoir. Il faudrait peut-être qu'on s'inspire un peu de la situation au Québec, de façon à ce que les francophones hors Québec puissent avoir un traitement juste et équitable.

La première colonne du tableau contient des statistiques qui ont été prises dans votre rapport de 1993-1994, puisque dans celui qui vient de nous être remis, on ne les avait pas par province. On a donc pris les chiffres par province en 1994. C'est bien entendu que ce tableau devra être remis à jour quand on connaîtra les effets des coupures, mais on n'avait pas ces données pour l'instant. On se base donc sur le fait que toutes les proportions sont gardées; il y aura des ajustements à faire, mais c'est pour faire ressortir le problème.

• 1600

Donc, vous avez, dans la première colonne, le pourcentage de postes bilingues reconnus comme tels dans l'ensemble du pays. Au Québec, on a une minorité qui représente 9,20 p. 100 de la population, mais d'après Statistique Canada, comme on le voit dans la quatrième colonne, 53 p. 100 postes sont désignés bilingues. Dans l'ensemble de la population canadienne, la minorité francophone qui habite dans la zone de la capitale représente 24 p. 100 de la population et a droit à 56 p. 100 des postes bilingues. C'est comme ça pour l'ensemble du pays.

Regardez dans la deuxième et la troisième colonnes. Ce sont des chiffres qui viennent de l'étude que vient de déposer le commissaire aux langues officielles.

Dans la cinquième colonne, vous avez le pourcentage réel de services efficaces en français ou en anglais, compte tenu de la situation. Par exemple, à Terre-Neuve, on devrait avoir 1,5 p. 100 de postes bilingues; en réalité, il y en a seulement 0,7 p. 100. Au Nouveau-Brunswick, on devrait en avoir 38,4 p. 100; en réalité, il n'y en a que 30,9 p. 100.

La sixième colonne est reproduite dans le deuxième tableau où vous voyez qu'au Québec, toutes proportions gardées, les services en langue de la minorité sont cinq fois et demie plus importants que le poids relatif de la minorité anglophone au Québec.

Pour l'Île-du-Prince-Édouard, qui semble un peu excentrique par rapport aux autres, vous avez un service national pour les anciens combattants. C'est ce qui lui donne une allure un peu différente par rapport aux autres.

Monsieur le ministre, ça fait 25 ans que la Loi sur les langues officielles existe et ça fait 25 ans qu'on essaie de «bilinguise» le Québec et de laisser assimiler les minorités francophones à travers le pays. Cela fait 13 ans qu'il y a une

[Translation]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Mais une partie de ces programmes va être financé par le gouvernement fédéral?

M. Eggleton: Oui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vais vous fournir des exemples concrets un peu plus tard.

I will now turn the floor over to Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay: Good morning, Mr. Minister. My office has prepared some documents and I would ask that they be distributed. There are two tables showing the status of bilingual positions on a province by province basis. The first table says a lot, because it compares the population and the number of bilingual positions that should exist. Perhaps we should base our approach on the one taken in Quebec, so that francophones outside Quebec will be able to receive fair and equitable treatment.

The first column in the table contains statistics taken from your 1993-1994 report, because a breakdown on a province by province basis was not provided in the document that you have just submitted to us. We therefore took the figures, broken down on a per province basis, in 1994. Of course, this table will have to be updated once we know the impact of the cutbacks, but, right now this data is not available to us. All things being considered, some adjustments will have to be made, however, the tables we have prepared illustrate the problem.

So, in the first column, you have the percentage of bilingual positions recognized as such all across the country. In Quebec, there's a minority representing 9.2% of the population but according to Statistics Canada, as you can see in the fourth, 53% of the positions are designated bilingual. For the whole Canadian population, the French speaking minority living in the national capital regions represents 24% of the population and gets 56% of the bilingual positions. It's that way all across the country.

Look at the second and third columns. Those figures come from the study the Commissioner of Official Languages has just tabled.

In the fifth column, you have the real percentage of effective services in French or English depending on the situation. For example, in Newfoundland, 1.5% of positions should be bilingual; in reality, it's only 0.7%. In New Brunswick, you should have 38.4% in reality, it's only 30.9%.

The sixth column is reproduced in the second table and you can see that in Quebec, proportionately speaking, services in the minority language are five and a half times higher than the relative weight of Quebec's English speaking minority would indicate.

Prince Edward Island may seem a little different as compared to the others, but you have a national service for veterans there. That explains the difference.

Minister, the Official Languages Act has been in existence for 25 years and for 25 years now the attempt has been to "bilingualize" Quebec and let the francophone minorities all across the country be assimilated. For 13 years now there's been

[Texte]

[Traduction]

charte qui oblige les provinces à donner des services en français dans les écoles dans l'ensemble du pays; cette charte n'est même pas appliquée dans beaucoup de provinces. Est-ce que vous trouvez vraiment que cette situation—là est juste, et qu'est-ce que vous entendez faire personnellement, comme ministre responsable de la Fonction publique, pour que les francophones aient accès à des services dans leur langue, puisque plusieurs études démontrent qu'une façon d'assimiler une population, c'est de la servir dans la langue de la majorité?

Mr. Eggleton: As you know and as members I'm sure understand, we have a formula in the regulations that deals with the question of significant demand. We are responding to needs where they exist, wherever they exist in the country in terms of the declaration of bilingual positions and bilingual offices.

We want to be able to meet that significant demand formula because where there are people who want to deal with the Government of Canada—and we're talking about the Government of Canada because that's our area of responsibility, not the provincial governments or other levels—we want them to be able to deal in the official language of their choice. It's their right to do that.

Now that doesn't mean to say the whole system here is perfect. Even with the formula, as of course the commissioner found out and our own people found out in their examination, there still is a need for improvement. That's what I'm here to tell you we're going to do. We want to do it, we're committed to doing it, and we will carry out improvement.

In respect to Quebec, yes, there are much higher numbers of bilingual people in the public service in Quebec. There are some traditional historic reasons for that related to communications with people in other parts of the country or in the United States or abroad where the language of communications is primarily English. So there has been a greater need and higher level of that need for service in the province of Quebec.

• 1605

Certainly with respect to the other provinces, our endeavours are to improve so we can meet our obligations under the act, not just in terms of the letter of the law, but in terms of the actual practical application of it with somebody walking in off the street and being able to get an active offer to start with, and services subsequent in the language of their choice.

Mme Tremblay: Il reste, monsieur le ministre, que si on appliquait les mêmes règles. . . Vous avez beau essayer de m'expliquer la situation au Québec, on sait très bien que le Québec a une minorité anglophone qui a été très bien servie par la majorité anglophone à Ottawa. Par ailleurs, la minorité francophone du pays a été négligée par Ottawa.

Si on appliquait au Nouveau-Brunswick, par exemple, les mêmes règles qu'on a appliquées au Québec, les 7 142 postes de fonctionnaires devraient être bilingues. Si on appliquait en Ontario la même règle qu'on a appliquée au Québec, ce ne serait pas 2 908 postes bilingues qu'on devrait avoir, mais 10 447 postes. Tous les postes qui sont dans la capitale fédérale devraient être bilingues, si on applique les mêmes règles qu'au Québec. Pourquoi y a-t-il tant de postes bilingues au Québec

a charter obliging the provinces to give service in French in schools all across the country; this charter isn't even being implemented in many of the provinces. Do you really find that situation is fair and what do you intend to do personally, as Minister responsible for the Public Service, so that francophones can access services in their own language as many studies have shown that one way of assimilating the population is to serve it in the language of the majority?

M. Eggleton: Comme vous le savez, et je suis sûr que les membres du comité le comprennent, il y a une formule dans les règlements concernant l'importance de la demande. Nous répondons aux besoins là où ils existent partout au pays au niveau de la déclaration de postes et de bureaux bilingues.

Nous voulons pouvoir respecter cette formule concernant la demande importante parce que là où il y a des gens qui veulent traiter avec le gouvernement du Canada—et il s'agit du gouvernement du Canada parce que c'est là notre domaine de responsabilité, cela n'a rien à voir avec les gouvernements provinciaux ou autres—donc, nous voulons que les gens puissent traiter avec leur gouvernement dans la langue officielle de leur choix. C'est leur droit.

Cela ne veut pas dire que tout le système est parfait. Même avec cette formule, comme le Commissaire l'a découvert et comme nos propres gens l'ont découvert lors de leur étude, il existe toujours un besoin d'amélioration. Je suis ici pour vous dire que nous allons le faire. Nous voulons le faire, nous nous y sommes engagés et nous verrons à ce que l'amélioration se fasse.

Pour ce qui est du Québec, oui, il y a beaucoup plus de bilingues au sein de la Fonction publique au Québec. Il y a des raisons historiques et traditionnelles pour cela concernant le besoin de communiquer avec les gens ailleurs au pays, aux États-Unis ou même à l'étranger où la langue de communication est surtout l'anglais. Le besoin, et le niveau de ce besoin, sont donc plus grands dans la province de Québec.

Pour ce qui est des autres provinces, nous essayons d'améliorer les choses afin de respecter nos obligations en vertu de la loi, non seulement en vertu de la lettre de la loi, mais au niveau de l'application pratique de cette loi c'est-à-dire qu'un passant qui entre dans un bureau se voit non seulement offrir le service dans sa langue mais qu'on le lui fournit.

Mrs. Tremblay: Nevertheless, Minister, if the same rules were to be applied. . . You can do your best to explain the Quebec situation to me but we know very well that Quebec has an anglophone minority that was very well served by the anglophone majority in Ottawa. On the other hand, the country's francophone minority has been neglected by Ottawa.

If we were to apply to New Brunswick, for example, the same rules that are applied in Quebec, the 7,142 positions in the Public Service would have to be bilingual. If we were to apply the same rule in Ontario as the one applied in Quebec, you wouldn't have only 2,908 bilingual positions, you'd need 10,447. All the positions in the federal capital would have to be bilingual if you applied the same rules that are applied in Quebec. Why are there so many bilingual positions in Quebec

[Text]

alors que vous négligez tant la minorité francophone? Comment pouvez-vous nous expliquer cela d'une façon acceptable aux francophones?

Mr. Eggleton: As I've said before, we are trying to ensure that the regulations are met with respect to the provision of service. You can't just do it on these raw numbers here. They don't necessarily tell the message of significant demand of service, which is the basis of the regulation and the basis of the act. Certainly we have every intention of trying to improve the service where it is not adequate, to ensure that it meets the standards set out in the act or regulations, so people can have the official language of their choice whenever they deal with the federal government.

Mme Tremblay: Monsieur le ministre, au Nouveau-Brunswick et en Ontario, il y a des besoins.

Le sénateur Gauthier: Est-ce que je peux revenir à votre question originale? Étant donné les coupures annoncées dans les effectifs, est-ce qu'il y a des directives qui ont été données aux fonctionnaires pour s'assurer que l'on maintienne les services dans les deux langues officielles dans les postes désignés et qu'on ne renvoie pas des gens qui, essentiellement, travaillent dans un bureau du gouvernement désigné en vertu de la Loi sur les langues officielles? Est-ce qu'il y a des directives qui ont été données ou qui vont l'être pour s'assurer que les gestionnaires des ministères soient responsables de l'application de la loi?

Vous êtes un peu le grand manitou de cette affaire-là, mais vous n'êtes pas là tous les jours pour vous assurer que les ministères sont conscients du besoin de préserver et surtout de protéger certains services pour le grand public canadien, c'est-à-dire le droit d'être servi dans sa langue par l'institution fédérale. Est-ce qu'il y a des directives qui ont été envoyées aux ministères à cet effet-là? Vous faites signe que oui, mais je voudrais l'entendre.

Mr. Eggleton: Yes. With reference to the instructions, a letter is going out, as I indicated in response to the chair's previous question on this. Remember, the budget came down only two days ago, and the details on the numbers were put out at that time. However, there will be a letter going from the Treasury Board Secretariat to the departments that will remind them of their obligations under the act, and those obligations will not be diminished.

Le sénateur Gauthier: Est-ce que vous pourriez nous envoyer une copie de cette lettre-là, monsieur le ministre, en temps et lieu?

Mr. Eggleton: Of course, we'd be happy to do that.

Le sénateur Gauthier: Dans 60 p. 100 des bureaux visités par le Comité des langues officielles, les bureaux n'affichaient pas ouvertement leur capacité bilingue. On le faisait à l'extérieur en affichant: *Gouvernement du Canada—Government of Canada*, mais en-dedans, il n'y avait pas beaucoup d'affiches.

Enfin, 40 p. 100 de ces bureaux-là étaient en défaut au niveau de l'affichage et de la signalisation pour indiquer que les services étaient disponibles.

[Translation]

while the francophone minority is being subject to such neglect? How can you find an acceptable explanation for francophones?

M. Eggleton: Comme je l'ai déjà dit, nous essayons de veiller à ce que les règlements concernant la prestation de services soient respectés. On ne peut pas seulement se fier aux données brutes que nous avons devant nous. Ces données ne nous disent pas nécessairement qu'il y ait une demande importante de service qui est à l'origine des règlements et de la loi. Évidemment, nous avons tout à fait l'intention d'essayer d'améliorer le service là où il n'est pas adéquat afin de nous assurer qu'il répond aux normes prévues dans la loi ou dans les règlements de façon à ce que les gens puissent utiliser la langue officielle de leur choix lorsqu'ils traitent avec le gouvernement fédéral.

Mrs. Tremblay: Minister, there are needs in both New Brunswick and Ontario.

Senator Gauthier: Could I get back to your original question? With all these cuts in staff being announced, were any directives given to ensure that services in both official languages are maintained in the designated positions and that people who, essentially, work in a government office designated under the Official Languages Act are not laid off? Were there or will there be any directives issued to ensure that departmental managers are made responsible for the implementation of the Act?

You are sort of the head honcho for this whole thing, but you're not there every day to make sure that the departments are aware of the need to preserve and especially to protect certain services for the Canadian public, in other words, the right to be served in their own language by any federal institution. Have any directives to that effect been sent out to the departments? You're nodding assent, but I'd like to hear it.

M. Eggleton: Oui. Pour ce qui est des instructions, on envoie une lettre, comme je l'ai dit en répondant à la question de la présidente à ce propos tout à l'heure. N'oubliez pas que le budget n'est vieux que de deux jours et que c'est seulement à ce moment que nous avons eu les détails sur les chiffres. De toute façon, le Secrétariat du Conseil du Trésor va faire parvenir une lettre aux divers ministères pour leur rappeler leurs obligations en vertu de la loi et ces obligations ne seront pas limitées.

Senator Gauthier: Could you send us a copy of that letter, Minister, in due course?

M. Eggleton: Nous le ferons avec plaisir.

Senator Gauthier: In 60% of the offices visited by the Official Languages Committee, bilingual capacity was not openly advertised. It was done outside with a *Gouvernement du Canada—Government of Canada* sign but there weren't very many other signs inside the offices.

Finally, 40% of those offices were at fault in the area of signage or posting indicating the services were available.

[Texte]

[Traduction]

Est-ce qu'encore là, vous avez l'intention d'agir pour que les ministères soient plus conscients de leurs responsabilités, pour laisser entendre au client, le Canadien ou la Canadienne, que c'est son droit d'être servi dans sa langue dans ces bureaux—là, ou bien va-t-on continuer à faire cette érosion et à décourager le Canadien moyen lorsqu'il s'adresse à un bureau alors qu'il est déjà dans une situation un peu tendue, que ce soit au sujet de l'impôt sur le revenu ou bien de l'assurance-chômage? Il arrive avec un cas qui peut être un peu contentieux et il n'est pas trop certain de se faire recevoir dans sa langue maternelle. Il ne voit rien dans le bureau qui lui indique qu'il y a là un service actif en français ou en anglais.

Est-ce que vous avez l'intention d'utiliser votre pouvoir de responsable des langues officielles à la Fonction publique pour vous assurer que ces ministères—là soient conscients de leur obligation?

Mr. Eggleton: The short answer again is *oui*. As I indicated in my opening remarks, the action plan we're developing and the subaction plans of the different institutions that flow from that include such things as active offer and signage, which you mentioned.

Le sénateur Gauthier: Est-ce que vous êtes disposé à donner des instructions afin que les décrets d'exclusion ne soient pas acceptés durant la période de mise en place des réductions de la Fonction publique?

En un mot, on ne pourra pas utiliser un décret d'exclusion pour dire: Le poste, malheureusement, a été comblé par une personne qui n'est pas capable de satisfaire aux exigences du poste, mais c'est par exception. Cela s'est souvent fait autrefois. Je ne sais pas si cela se fait encore aujourd'hui, car je n'ai pas vu les chiffres récemment, mais je voudrais que vous nous le disiez. Si vous avez vraiment l'intention d'agir fermement, il faudra interdire à un ministère d'exclure le poste «A» ou le poste «B» du service bilingue dans un bureau qui a été désigné bilingue.

Mr. Eggleton: We're not getting down to specific positions as to whether or not they are declared surplus under the downsizing program. We will, though, draw to their attention, as I said in answer to your previous question, that the obligations under the Official Languages Act and regulations remain and that we expect the department to incorporate that into their plan for the downsizing of their department.

Le sénateur Gauthier: Je comprends tout ça.

I understand that, Mr. Minister. All I'm asking you is whether you are going to show leadership here and tell them they cannot use the

décret d'exclusion dans l'application des règles de diminution des effectifs.

Mr. Eggleton: We're going to tell them they can't get out of their obligations under the Official Languages Act or its regulations.

Senator Gauthier: I know that. But would you tell them they cannot use

le décret d'exclusion? Quel est le terme en anglais?

An hon. member: Exclusion order.

Once again, do you intend to see to it that departments are made more aware of their responsibilities to inform the client that it's his or her right to be served in their own language in those offices or are you going to continue with this erosion and discourage the average Canadian using one of these offices where he's already in a bit of a tense situation whether it's for income tax or unemployment insurance? I mean, they show up with a case that might be a bit contentious and they're not too sure of being greeted in their mother tongue. There's nothing in the office indicating that there's active service in French or English in that office.

Do you intend using your authority as the person responsible for official languages in the Public Service to make sure that those departments are aware of their obligations?

M. Eggleton: En un mot oui. Comme je l'ai dit au début, les plans général et détaillés que nous préparons pour les différents services portent justement sur les questions concernant l'offre active de services et l'affichage.

Senator Gauthier: Are you ready to give instructions that exclusion orders not be accepted during the implementation period of a Public Service downsizing?

In brief, you couldn't use an exclusion order to say: Unfortunately, the position was filled by a person who doesn't meet the requirements of the position, but it's an exception. That was done often in the past. I don't know if it's still being done today, because I haven't seen the figures recently, but I'd like you to tell us. And if you really intend to act firmly, departments will have to be forbidden excluding position A or position B from bilingual service in an office designated bilingual.

M. Eggleton: Nous n'allons pas dans le détail des postes à savoir si un poste est excédentaire ou non en vertu du programme de compression des effectifs. Cependant, comme je l'ai dit en répondant à votre autre question, nous signalerons que les obligations en vertu de la Loi sur les langues officielles et des règlements demeurent toujours et que nous nous attendons à ce que les ministères intègrent ce facteur à leur plan de compression du ministère.

Senator Gauthier: I understand all that.

Je comprends cela, monsieur le ministre. Je vous demande tout simplement si vous allez faire preuve d'initiative et leur dire qu'ils ne peuvent se servir du

exclusion order in implementing the downsizing plan.

M. Eggleton: Nous allons leur dire qu'ils ne peuvent se soustraire à leurs obligations en vertu de la Loi sur les langues officielles ou de ses règlements.

Le sénateur Gauthier: Je sais ça. Mais allez-vous leur dire qu'ils ne peuvent pas invoquer

the exclusion order? What's the English term?

Une voix: *Exclusion order.*

[Text]

Senator Gauthier: Will you tell them they cannot use the exclusion order to get around this?

Mr. Eggleton: What exclusion order?

Senator Gauthier: I just explained to you that an exclusion order is where a position is occupied by a bilingual person and that person is declared surplus to the needs of the department and is put on the list of those who are going to be leaving. That position has to be filled by somebody who can comply with the requirements of the act—that is, enact the services of that office in both official languages. The usual practice in older days was that you would just fill the position and use an exclusion order and say at the moment they cannot meet with the requirements of the job, but eventually they have good intentions to do so. We'll send them on course, we will do this, we will do that. That can be done.

Mr. Eggleton: That's not what this downsizing is about. This downsizing has to do with programs and services we're no longer going to provide or will provide to a lesser extent. So if a particular position is declared surplus, it's because we won't be providing that service in any language. We won't be providing that service.

Now, what we are telling the departments as they go through their downsizing exercise is that they're not being excluded from the Official Languages Act or its regulations. They still have to abide by those.

Senator Gauthier: Some 45,000 public servants out of a total of—is it 250,000?

• 1615

Mr. Eggleton: That includes the military and the RCMP.

Senator Gauthier: Is it 275,000?

Mr. Eggleton: We're about 350,000, counting the... Our own so-called Treasury Board universe is about 230,000 at the moment.

Senator Gauthier: It's about a 14% reduction?

Mr. Eggleton: A 14% reduction, yes.

Senator Gauthier: If I use the 14% reduction as a figure, I say okay, 14% of those jobs that have been designated bilingual will be cut.

Mr. Eggleton: This is not an across-the-board kind of cut. This 45,000 was not a specifically targeted figure. It's a consequence of the program review. The program review specifically looked at programs and services together with the departments and said we're going to have to get out of some of these areas. We can't afford them or they're not appropriate for the federal government to be in them any longer. The positions that are declared surplus are targeted, so the programs and services will be discontinued.

Senator Gauthier: Of those services, 14% could be bilingual jobs? No? Yes?

[Translation]

Le sénateur Gauthier: Allez-vous leur dire qu'ils ne peuvent pas se servir du décret d'exclusion pour contourner leurs obligations?

M. Eggleton: Quel décret d'exclusion?

Le sénateur Gauthier: Je viens de vous expliquer qu'un décret d'exclusion, c'est lorsqu'un poste est comblé par une personne bilingue, que cette personne est déclarée excédentaire pour les besoins du ministère et que son nom se retrouve sur la liste de ceux qui vont partir. Ce poste doit être comblé par quelqu'un qui peut répondre aux exigences de la loi—c'est-à-dire, offrir les services du poste dans les deux langues officielles. Dans le bon vieux temps, on comblait le poste en se servant d'un décret d'exclusion, c'est-à-dire que pour le moment la personne ne répond pas aux exigences du poste, mais qu'elle est pleine de bonnes intentions et qu'elle y répondra un jour. Nous enverrons la personne suivre un cours, nous ferons ceci, nous ferons cela. Cela peut se faire.

M. Eggleton: Les compressions actuelles, ce n'est pas du tout ça. Il s'agit de programmes et de services que nous n'offrirons plus du tout ou que nous offrirons à une échelle réduite. Donc, si un poste est aboli, c'est parce que nous ne fournirons plus ce service du tout dans aucune langue. Nous ne fournirons plus le service.

Donc, nous signalons aux divers ministères que ces compressions d'effectifs ne les soustraient pas de obligations imposées par la loi ou les règlements sur les langues officielles. Les ministères doivent toujours respecter ces dispositions.

Le sénateur Gauthier: Quelque 45 000 fonctionnaires sur un total de 250 000, c'est bien ça?

M. Eggleton: Et cela comprend les Forces armées et la GRC.

Le sénateur Gauthier: Cela fait 275 000 personnes?

M. Eggleton: Cela fait environ 350 000 personnes, en comptant les... À l'heure actuelle, le Conseil du Trésor emploie environ 230 000 personnes.

Le sénateur Gauthier: C'est donc une baisse d'environ 14 p. 100?

M. Eggleton: Oui, une baisse de 14 p. 100.

Le sénateur Gauthier: En retenant donc ce chiffre de 14 p. 100, c'est dire qu'on éliminera 14 p. 100 des postes désignés postes bilingues.

M. Eggleton: Il ne s'agit pas d'une réduction générale. Nous n'avons pas décidé d'avance de couper 45 000 postes. Ce chiffre est le résultat de notre examen des programmes. L'examen des programmes a porté de manière précise sur les programmes et les services ainsi que sur l'ensemble des ministères. Nous avons décidé de nous retirer de certains domaines d'activité, soit que nous n'ayons plus les moyens de les assurer, soit qu'il n'appartienne plus au gouvernement fédéral de s'en mêler. Les postes en question seront les postes déclarés excédentaires, les programmes et les services correspondants étant éliminés.

Le sénateur Gauthier: Mais dans ces services-là, 14 p. 100 des postes supprimés seront des postes bilingues? Est-ce bien cela, oui ou non?

[Texte]

Mr. Eggleton: We don't know which jobs they are. We don't know which positions are going to be declared surplus. That has to be worked out by the departments.

Senator Gauthier: Yes, I know that. That's where my concern is. Tell those departments they can't use exclusion orders.

Mr. Eggleton: I said that ten minutes ago.

Senator Gauthier: Thank you. That's all I wanted to hear.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On va passer la parole à M. Ringma, mais je me permettrai d'abord une petite question.

On sait que dans le pays, au niveau des services à la population canadienne à l'échelle nationale, il y a des régions qui ont beaucoup plus d'effectifs fédéraux que d'autres. Concernant ces effectifs nationaux, à l'échelle du pays, il y a des régions qui sont appelées à offrir des services à l'ensemble de la population canadienne. Dans les chiffres qui nous ont été soumis en ce qui a trait au Québec par M^{me} Tremblay tout à l'heure, il y a une question qu'on pourrait regarder. Au Québec, est-ce qu'il y a des bureaux fédéraux qui sont appelés à livrer des services à l'échelle nationale?

Mme Madeleine Ouellon (sous-secrétaire, Direction des langues officielles et de l'équité en matière d'emploi, Conseil du Trésor): Je peux vous dire qu'en rapport avec le service au public, il y a 4 200 points de services bilingues et que ces 4 200 points de services bilingues sont répartis à travers l'ensemble des institutions fédérales au pays.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Cela ne répond pas à ma question. J'y reviendrai. Monsieur Ringma.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madame la présidente, j'aimerais d'abord invoquer le Règlement. Ces deux feuilles distribuées par M^{me} Tremblay sont en français seulement. Je me demande si les règles de ce Comité n'exigent pas que ce soit dans les deux langues officielles.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est un rappel au Règlement qui est retenu. Nous ferons la traduction des documents pour les membres du Comité.

Mr. Ringma: I have a question for the President of the Treasury Board. You mentioned in your speech that you're going to table an action plan compendium, which is good. As my colleagues here know, I'm always after costs. I try to pin down costs. When you table that, could you ensure that a full costing is included with it?

Mr. Eggleton: We've provided full costing. We provide the costing of the direct services, which we calculate relevant to things like translation, training, the administration of the program, and the bilingual bonus. All those direct costs we do provide and we will continue to provide.

The operation of the government on a day-to-day basis, though, incorporates the costs of providing services in both the official languages of this country. It is not divided out and shouldn't be divided out. So the costs that have been provided will continue to be provided.

[Traduction]

M. Eggleton: Nous ne savons pas encore de quels postes il s'agit. Nous ne savons pas encore quels postes seront déclarés excédentaires. Tout cela sera décidé par les ministères.

Le sénateur Gauthier: Oui, je le sais et c'est bien ce qui m'inquiète. Dites à ces ministères—là qu'ils ne peuvent pas recourir à des décrets d'exclusion.

M. Eggleton: Je l'ai déjà dit il y a 10 minutes.

le sénateur Gauthier: Je vous remercie. C'est tout ce que je voulais savoir.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We'll now turn to Mr. Ringma, but I would first like to ask a brief question.

We all know that, in terms of services provided nationwide to the Canadian public, some regions have a much higher number of federal public servants than others. Taking into account that distribution, nationwide, some regions are asked to provide services to the whole population. With respect to the figures concerning Quebec, submitted earlier on by Mrs. Tremblay, there is one question we might consider. Are there in Quebec, federal agencies that provide services nationwide?

Mrs. Madeleine Ouellon (Deputy Secretary, Official Languages and Employment Equity Branch, Treasury Board): I can say, regarding services available to the public, that there are 4,200 bilingual service outlets and that these 4,200 bilingual service outlets are spread out among the various federal agencies throughout the country.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That does not answer my question. I'll come back to it later. Mr. Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madam Chair, I would first of all like to raise a point of order. These two sheets handed out by Mrs. Tremblay are in French only. I wonder whether the rules of this Committee do not require that they be in both official languages.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Your point of order is sustained. We'll see to it that these documents are translated for the members of the Committee.

M. Ringma: Ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Dans votre allocution, vous avez déclaré votre intention de déposer un répertoire de votre plan d'action. Cela me paraît une bonne chose. Mes collègues du comité savent que je m'intéresse toujours aux coûts. J'essaye toujours d'obtenir des précisions à ce sujet. Lorsque vous déposerez ce répertoire, pourriez-vous veiller à ce qu'il comprenne un exposé complet des coûts?

M. Eggleton: Nous avons déjà fourni un exposé complet des coûts. Nous indiquons le coût des services directs que nous calculons en fonction de facteurs tels que la traduction, la formation, l'administration du programme, et la prime au bilinguisme. Nous fournissons tous ces coûts directs et nous continuerons à le faire.

Mais, dans l'administration quotidienne du gouvernement figure le coût de services qui sont fournis dans les deux langues officielles. Nous ne les détaillons pas et il n'y a pas lieu de le faire. C'est dire que nous continuerons à fournir le coût de ces services.

[Text]

[Translation]

• 1620

Mr. Ringma: But they won't necessarily be provided with this compendium. You mean just in the normal manner you're presenting them now.

Mr. Eggleton: No, this is a specific action plan on how to improve the provision of the service, but with the annual report each year we will provide the numbers, as we have this year.

Mr. Ringma: I would like the same thing, if it can be made available when you do your report on the recommendations, which is coming in September as well. All ten recommendations are going to say this is how the departments have reacted on this. It would be helpful if you could provide with that the costs that are associated with it.

Mr. Eggleton: We'll be happy to provide information on whatever direct costs we have.

Mr. Ringma: I have a question concerning main estimates and it might have a very simple answer. In perusing estimates tabled yesterday, I see that in quite a number of departments a decrease in spending is accompanied by an increase in funding for translation services. For example, Canadian Heritage has a decrease of \$167 million in spending, but that's accompanied by an increase of \$2.5 million in funding for translation services. If you go throughout this outline of estimates, you'll find that in almost every department there is an increase in funding for translation services.

Canadian Heritage has a decrease in overall budget, but an increase in translation. The Public Service Commission has a decrease in its budget, but an increase of \$1.1 million in translation. Citizenship and Immigration is a little different. It has a net increase of \$11 million in spending that is also accompanied by an increase of \$1.7 million for translation services. Environment has a decrease of \$100-odd million in its budget, but it is increasing its cost of translation services by \$3.6 million. Throughout this document there is quite an accumulation of increases in the cost of translation services. To what do you attribute that?

Mr. Eggleton: It's a redistribution of the costs. The costs were centralized previously under the translation bureau. They've now been disbursed into the various departments, so each department is now accountable for its own translation costs.

Mr. Ringma: So it probably does not indicate a real increase in cost.

Mr. Eggleton: No.

Mr. Ringma: It's just bookkeeping.

Mr. Eggleton: I should point out, translation costs for 1993-94 are going from \$111.3 million to \$117.5 million, so there is a slight increase. This is because of more documentation and such.

M. Ringma: Mais ces chiffres n'accompagneront pas nécessairement ce répertoire. Vous voulez dire qu'ils seront fournis de la manière dont vous les présentez régulièrement.

M. Eggleton: Non, il s'agit d'un plan d'action précis sur les moyens d'améliorer la prestation du service mais dans le rapport annuel publié chaque année, nous fournirons les chiffres comme nous l'avons fait cette année.

M. Ringma: J'aimerais avoir les mêmes données, si vous pouvez nous les transmettre lorsque vous présenterez, en septembre, votre rapport sur les recommandations. Ces dix recommandations indiqueront la manière dont les ministères ont réagi. Si vous pouviez nous fournir les coûts en question cela nous serait utile.

M. Eggleton: Nous vous fournirons volontiers tous les renseignements dont nous disposons au sujet des coûts directs.

M. Ringma: J'ai une question à vous poser au sujet du budget des dépenses principal, et la réponse est peut-être très simple. En examinant le budget des dépenses déposé hier, j'ai constaté que dans un bon nombre de ministères, la baisse des dépenses s'accompagne d'une augmentation des crédits affectés à la traduction. On constate, par exemple, une baisse de 167 millions des crédits affectés au Patrimoine canadien, mais cette baisse s'accompagne d'une augmentation de 2,5 millions de dollars au titre des services de traduction. Dans cet exposé des prévisions budgétaires, vous constaterez, dans presque tous les ministères, une augmentation des crédits affectés à la traduction.

Le budget global du Patrimoine canadien accuse une diminution mais le coût de la traduction a augmenté. Il en va de même pour la Commission de la Fonction publique dont le budget a diminué mais la traduction accuse une augmentation de 1,1 million de dollars. Le cas du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration est légèrement différent. On constate, pour ce ministère-là, une augmentation nette de 11 millions de dollars au chapitre des dépenses mais cette augmentation, qui s'accompagne, encore une fois, d'une augmentation de 1,7 million pour la traduction. Le ministère de l'Environnement a vu son budget baissé d'une centaine de millions de dollars, mais on constate une augmentation de 3,6 millions de dollars au titre de la traduction. On trouve, dans ce document, toute une série d'augmentations des coûts de la traduction. Quel en serait, d'après vous, la cause?

M. Eggleton: Il s'agit d'une nouvelle répartition des frais. Auparavant, les frais de traduction étaient centralisés au sein du bureau de la traduction. Ces frais sont maintenant répartis entre les divers ministères et, dorénavant, chaque ministère assumera les frais de traduction le concernant.

M. Ringma: Ces chiffres ne correspondent donc pas à une augmentation effective des coûts de la traduction.

M. Eggleton: Non.

M. Ringma: C'est simplement pour des raisons de comptabilité.

M. Eggleton: Je précise qu'au cours de l'année financière 1993-1994, les coûts de traduction sont passés de 111,3 millions de dollars à 117,5 millions. C'est dire qu'il y a tout de même eu une légère augmentation. Cela est dû notamment à l'accroissement du volume de la documentation.

[Texte]

[Traduction]

Mr. Ringma: Maybe it's just a reflection of the increase in paper in government.

Mr. Eggleton: It could well be, but individual departments are now accountable for it as opposed to the centralized accounting.

Mr. Ringma: What about bilingualism bonuses? The report states the cost has risen over the years to \$50.9 million this year, yet the government, as you're well aware, says it's looking all over for ways to cut costs. Commissioner after commissioner has said to cut out the bilingualism bonuses, and yet the government keeps them in place. Why it is flying in the face of other recommendations?

Mr. Eggleton: There are two reasons for that, and I think they are still valid. It should be pointed out it was put in place as a recognition of additional skills. It compensates those who are required to use both official languages in their work. Notwithstanding that, you're quite right, both the current and previous commissioners have pointed out that it could perhaps be eliminated.

• 1625

The Prime Minister rose in the House several months ago, I think, and indicated that we are reviewing the matter, and that's the case: we are reviewing the matter. However, there are two things that need to be taken into consideration here. One is that, as you know, there has been a freeze on wages in the public service for five out of the last six years, and it's not easy to come along with this kind of measure at this point in time under those circumstances.

Secondly, it's in the collective agreement, so we'd have to negotiate that with the unions. I'm not sure they're of a mind to do that at this point in time with wage freezes in five out of the last six years, not to mention other things. However, that matter is still under consideration and will be dealt with. I'm not going to say it's going to be dealt with soon, but it's going to be dealt with at the appropriate time.

Mr. Ringma: I would guess that the review is complicated by the fact that the RCMP now have the potential for the bonus.

Mr. Eggleton: The total budget within my sphere goes from \$282 million in the year I'm reporting on in the annual report to \$307.7 million for this past fiscal year as a result of the paying of this additional bonus to the RCMP.

Mr. Ringma: So it is already in effect, then. It is being done now.

Mr. Eggleton: Yes.

Mr. Ringma: I wasn't really aware of that.

Mr. Eggleton: Yes, and that deals with the past service. It goes back to January 4, 1984. So that's the reason for that increase. It's a one-time only increase, although there will be an annualized amount of about \$3 million to continue to pay the bonus to the RCMP.

Mr. Ringma: Okay. Thank you very much.

The Joint Chair (Ms Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, just maybe to show there is no favouritism from the chair, I would like to point out to you that the proposed list of witnesses was submitted to the chair in English only.

M. Ringma: Cela ne fait peut-être que traduire une augmentation du nombre de documents utilisés par le gouvernement.

M. Eggleton: Peut-être, mais dorénavant chaque ministère assumera les frais de traduction le concernant alors qu'auparavant tout cela était comptabilisé au sein d'un organisme central.

M. Ringma: Et le primes au bilinguisme? D'après le rapport, le coût de ces primes a augmenté pour atteindre, cette année, 50,9 millions de dollars. Pourtant, vous le savez très bien, le gouvernement dit chercher des moyens de réduire les coûts. Pourtant tous les commissaires qui se sont succédé ont dit de supprimer la prime au bilinguisme. Pourtant, le gouvernement la maintient. Pourquoi va-t-il à l'encontre des recommandations?

M. Eggleton: Il y a, pour cela, deux raisons qui conservent d'après moi toute leur validité. Il s'agissait, au départ, de récompenser ceux qui avaient cette aptitude en plus. La prime continue à récompenser ceux qui sont tenus de travailler dans les deux langues officielles. Néanmoins, vous avez parfaitement raison, et le commissaire actuel et son prédécesseur ont bien dit qu'on pourrait peut-être l'éliminer.

Il y a quelques mois, me semble-t-il, le premier ministre a dit à la Chambre que l'on examinait toute la question et c'est bien le cas: et nous sommes en train de l'examiner. Cependant, il y a deux choses dont il faut tenir compte. Tout d'abord, comme vous le savez, les salaires des fonctionnaires sont gelés depuis cinq ans et ce n'est pas facile de présenter une mesure du genre dans les circonstances.

Deuxièmement, la prime figure dans les conventions collectives alors il nous faudrait négocier cela avec les syndicats. Je ne suis pas sûr qu'ils seraient prêts à le faire à ce moment-ci vu le gel de salaires depuis les cinq dernières années, sans parler d'autres choses. De toute façon, cette question est à l'étude et nous nous en occuperons. Je ne dis pas que cela va se régler bientôt, mais on s'en occupera en temps et lieu.

M. Ringma: J'imagine que cette étude se complique du fait que la GRC peut maintenant profiter de cette prime.

M. Eggleton: Mon budget total passe de 282 millions de dollars pour l'année qui nous intéresse à 307,7 millions de dollars pour la dernière année financière à cause du versement de cette prime additionnelle au personnel de la GRC.

M. Ringma: Donc, cette mesure est déjà en vigueur. Vous versez déjà cette prime.

M. Eggleton: Oui.

M. Ringma: Je n'étais pas vraiment au courant.

M. Eggleton: Oui, et c'est pour les services passés. C'est rétroactif au 4 janvier 1984. C'est la raison de cette augmentation. C'était une augmentation ponctuelle, même s'il faudra continuer à verser 3 millions de dollars par an à la GRC aux fins de cette prime.

M. Ringma: Parfait. Merci beaucoup.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, pour que vous sachiez que la présidente ne fait pas de favoritisme, j'aimerais vous signaler que la liste de témoins proposés a été reçue en anglais seulement.

[Text]

Je pose ma question d'une façon différente en ce qui a trait à l'information que je désirais recevoir plus tôt. Ma question est beaucoup plus technique. Combien de postes fédéraux situés dans la province de Québec servent la population canadienne en entier? Combien de postes fédéraux situés au Nouveau-Brunswick sont appelés à desservir la population canadienne d'un océan à l'autre? Combien de postes fédéraux situés dans chacune des autres provinces, et plus particulièrement en Ontario, sont appelés à desservir la population canadienne d'un océan à l'autre?

Mme Ouellon: Je regrette, madame, mais nous n'avons pas ces renseignements.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Pourriez-vous me les fournir le plus rapidement possible?

Mme Ouellon: Certainement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci. Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Vous avez signalé le problème de la correspondance de M. Ringma, mais au moins, les chiffres de M^{me} Tremblay étaient bilingues. Avantage M^{me} Tremblay.

Je voudrais revenir, monsieur le ministre, à la restructuration de l'administration publique fédérale. Dans le rapport du commissaire aux langues officielles ou dans les travaux que vous faites au Conseil du Trésor, je cherche, et c'est l'esprit fondamental de la Loi sur les langues officielles, à voir que les clients, c'est-à-dire la population canadienne, que ce soit du côté francophone ou anglophone, puisse recevoir le service dans sa langue, qu'elle s'adresse à un ministère, qu'elle soit dans un aéroport ou dans un bureau d'assurance-chômage.

• 1630

Les chiffres de l'enquête du commissaire des langues officielles et les chiffres que M^{me} Tremblay a présentés devant le Comité sont assez éloquentes.

Ma grande crainte, et je voudrais que vous élaboriez là-dessus, est que dans le cadre de la restructuration, de la perte de la sécurité d'emploi et de la mise à la retraite, les fonctionnaires qui risquent de payer davantage que les autres soient ceux au bas de l'échelle, comme cela se voit dans n'importe quel type d'organisation. Tous ceux en haut vont probablement s'en tirer et garder leur poste. Ils sont bien sympathiques, ils sont bien compétents, mais ils ont moins d'effet direct sur la fourniture des services dans l'une ou l'autre des deux langues.

Je voudrais vous entendre dire que, dans votre plan de mise en oeuvre des restrictions budgétaires, vous allez vous soucier du fait que ce sont précisément les petits au bas de l'échelle de la fonction publique qui fournissent les services dans les deux langues et vous allez éviter que ce soit eux qui soient les plus nombreux parmi les 45 000 fonctionnaires qui seront mis à la retraite ou congédiés d'ici trois ans. Comment allez-vous faire pour vous assurer que les dispositions de la Loi sur les langues officielles soient vraiment respectées dans la restructuration de la fonction publique? Comment allez-vous faire—compte tenu de l'état du mode de réaction de la fonction publique—pour obtenir des gestionnaires la collaboration que vous cherchez pour faire en sorte que la Loi sur les langues officielles soit respectée?

[Translation]

About that information I wanted earlier, I'll put my question differently. My question is far more technical. How many federal positions located in the province of Quebec serve the Canadian population in general? How many federal positions located in New Brunswick serve the Canadian population from coast to coast? How many federal positions located in each of the other provinces, and more specifically in Ontario, serve the Canadian population from coast to coast?

Ms Ouellon: I'm sorry, madam, but we don't have that information.

The Joint Chair (Ms Ringuette-Maltais): Could you provide it as quickly as possible?

Ms Ouellon: Certainly.

The Joint Chair (Ms Ringuette-Maltais): Thank you. Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): You pointed out the problem with Mr. Ringma's correspondence but at least Ms Tremblay's figures were bilingual. Advantage, Ms Tremblay.

Minister, I'd like to come back to the restructuring of the federal public administration. In the Commissioner of official languages' report or in the work done at Treasury Board, and this is the basic spirit of the Official Languages Act, I'm trying to see to it that the clients, in other words the Canadian people, whether on the English-speaking or French-speaking side, can get service in their own language whether they're dealing with a department, an airport or an unemployment insurance office.

The figures from the Commissioner of Official Languages investigation and the figures Mrs. Tremblay submitted to the Committee are rather eloquent.

My great fear, and I'd like you to elaborate on that, is that with all this restructuring, loss of job security and retirement taking, the public servants who will probably pay a heavier price than the others are at the bottom of the ladder like in any other organization. The ones at the top will probably all manage to keep on going and keep their jobs. They are very nice people, they're quite competent, but they have less direct effect on the provision of the services in one or the other of both languages.

I'd like to hear you say that in your plan to implement the budget cuts, you're going to be concerned with the fact that it's the small people at the bottom of the Public Service ladder who provide the services in our both official languages and that you're going to avoid having them making up the bulk of the 45,000 who will be retired or fired during the next three years. How are you going to make sure that the provisions of the Official Languages Act are really respected when the Public Service is being restructured? Knowing how the Public Service reacts, how are you going to get the managers to show the cooperation you want so the Official Languages Act is respected?

[Texte]

Il y a encore beaucoup de progrès à faire au niveau du comptoir pour fournir les services dans les deux langues. On va couper et j'ai l'impression que c'est le gars ou la dame au comptoir qui va perdre son emploi et c'est celle qui, malheureusement, s'adonnera à être la personne bilingue dans le point de service.

Mr. Eggleton: I understand and I agree. Treasury Board is not micro-managing the departments. Each department has to determine its plan for carrying out the downsizing, but we do establish overall policies and help to enforce and to guide departments with respect to meeting their obligations.

As I indicated earlier, we will bring it to the attention of the departments that they must meet their obligations under the Official Languages Act and regulations. We do not intend to diminish that particular need. We will be monitoring that situation carefully.

We'll also be monitoring, not only for that reason but for reasons of fairness and equity and proper balance within the structure of government, how this downsizing affects different ranks, whether it be front-line workers, middle managers or the senior executive ranks. We expect there will not be a disproportionate amount in any one particular level, and we're going to monitor that situation to make sure that happens. We're going to tell the departments they must operate within that kind of framework and then monitor the situation carefully to see how it's carried out.

In fact, all aspects of this downsizing will be very carefully monitored by the Treasury Board, which will issue guidelines and assistance with respect to meeting those obligations. Again, we will expect departments to meet their official language obligations.

Le sénateur Rivest: Donc, je comprends que dans la mise en route de la restructuration de la fonction publique, étant donné que la Loi sur les langues officielles est une caractéristique fondamentale du pays, vous allez vous assurer que la loi soit respectée, quelles que soient les restructurations qu'il y aura dans la fonction publique. C'est cela?

Mr. Eggleton: Well said. Yes, I agree.

Le sénateur Rivest: Monsieur le ministre, pour ce qui est des services au comptoir, je dirais d'une façon un peu lapidaire qu'il faudrait peut-être, pour remplacer la prime au bilinguisme, donner aux fonctionnaires bilingues qui fournissent ces services un genre de prime de sécurité d'emploi.

Des voix: Ah, ah!

Mr. Eggleton: I think there are some people who may want to talk to me.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La parole est à M. Bélanger.

M. Bélanger: J'ai deux ou trois séries de questions.

[Traduction]

There's still a lot of progress to be made at the counter to provide services in both languages. Cuts are going to happen and I get the impression it's the fellow or the lady behind the counter that's going to be losing his or her job and who, unfortunately, just happen to be the bilingual person at that service point.

M. Eggleton: Je vous comprends et je suis d'accord. Le Conseil du Trésor ne fait pas la micro-gestion des ministères. Chaque ministère doit décider de son plan de compressions, mais nous avons adopté des prises de positions générales qui guideront et aideront les ministères à respecter leurs obligations.

Comme je l'ai dit plus tôt, je vais signaler aux divers ministères qu'ils doivent respecter leurs obligations en vertu de la Loi et des règlements sur les langues officielles. Nous n'entendons pas diminuer ce besoin particulier. Nous surveillerons la situation de très près.

Pas seulement pour la question des langues officielles, mais aussi pour des questions de justice et d'équité et d'un juste équilibre au sein de l'appareil gouvernemental, nous surveillerons aussi quels sont les effets de ces compressions sur les divers niveaux de fonctionnaires, qu'il s'agisse d'employés ordinaires, de gestionnaires ou de hauts fonctionnaires. Nous ne nous attendons pas à constater des disproportions à quelque niveau que ce soit et nous allons surveiller la situation pour nous assurer que c'est bien le cas. Nous allons dire aux ministères qu'ils doivent fonctionner dans ce contexte et nous suivrons ensuite de très près la situation pour voir ce qui se passe.

Donc, tous les aspects de ces réductions d'affectifs seront contrôlés de très près par le Conseil du Trésor qui émettra des directives à ce propos et fournira l'aide nécessaire dans le contexte. Encore une fois, nous nous attendons à ce que tous les ministères respectent leurs obligations concernant les langues officielles.

Senator Rivest: So in the implementation of the restructuring of the Public Service, as the Official Languages Act is a fundamental characteristic of the country, I understand that you're going to make sure the legislation is respected no matter what restructuring takes place in the Public Service. Is that it?

M. Eggleton: Bien parlé. Oui, tout à fait.

Senator Rivest: Minister, about the counter services, to coin a pithy saying, maybe we should suggest replacing the bilingual bonus with a sort of job safety bonus for the bilingual public servants providing those services.

Some honourable members: Ho, ho!

M. Eggleton: J'ai l'impression qu'il y en a qui aimeraient peut-être m'en toucher un mot.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bélanger has the floor.

Mr. Bélanger: I have two or three series of questions.

● 1635

Premièrement, monsieur le ministre, vous avez dit dans votre allocution et je vous cite:

First, Minister, in your presentation you said, and I quote:

[Text]

Federal institutions will have to report on the implementation of their action plans by March 31, 1996, and every six months thereafter.

Dans le texte qui nous a été distribué, il y a un petit bout de phrase qui a été ajouté: *as appropriate*.

Vous ne l'avez pas dit. Était-ce votre intention qu'il n'y ait pas *as appropriate* et qu'il y ait un rapport tous les six mois, sans que ce soit laissé à la discrétion des institutions? Était-ce votre intention?

Mr. Eggleton: If indeed very substantive progress is being made in a department and it doesn't require that kind of six-month reporting then we could certainly waive that. But we would want to make sure that it's only because everything we want to have happen in the action plan is being met.

I didn't deliberately leave it out. I don't necessarily say every word per se, but there's no meaning to be taken in the fact that I didn't use those words.

M. Bélanger: Dans le rapport 1993-1994, à la page 4, on fait allusion à la préparation d'un instrument d'évaluation de la satisfaction des employés en matière de langue de travail. Quand entend-on appliquer cet instrument d'évaluation et quand pourra-t-on connaître les résultats de l'application de cet instrument?

Mr. Eggleton: It's ready to be used now, as I understand. It's in the form of a questionnaire. By the way, we can give a copy of it to the committee. We'd be very happy to provide it to you so you can see what we intend to ask.

I mentioned there are two questionnaires. There's one for employees for language of work, and the other one is for customers—

M. Bélanger: Je suis intéressé surtout par celui de la satisfaction des employés, parce que l'on a quand même divers instruments pour juger de la satisfaction de la clientèle. Il serait intéressant de connaître le degré de satisfaction ou d'insatisfaction des gens qui fournissent le service.

On pourra en obtenir une copie, mais quand?

Mr. Eggleton: Probably within one month.

Ms Ouellon: That's right.

M. Bélanger: De par le pays?

M. Gaston Guénette (directeur, Harmonisation et stratégies—Langues officielles, Conseil du Trésor): Le questionnaire sera disponible dans un mois.

M. Bélanger: Oui, mais quand sera-t-il administré?

M. Guénette: Le questionnaire pourra être administré soit par les ministères eux-mêmes, par des gestionnaires, ou par les unités de vérification centrale ou encore par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

M. Bélanger: D'accord, mais quand?

M. Guénette: Dans un mois.

M. Bélanger: Il le sera dans un mois.

[Translation]

Les institutions fédérales devront rendre compte de la mise en oeuvre de leurs plans d'action d'ici au 31 mars 1996 et, par la suite, tous les six mois.

In the text we were given, there was a bit added: *s'il y a lieu*.

You didn't read that. Does that mean you intend there will be no *as appropriate* and that there will be a report every six months without the institutions being left any discretion? Was that your intent?

M. Eggleton: Si un ministère fait des progrès retentissants et qu'il n'est pas nécessaire d'avoir ce genre de rapports semestriels, nous pourrions certainement nous en passer. Mais il faudrait être bien sûr que c'est seulement parce que tous les engagements du plan d'action sont respectés.

Je n'ai pas laissé tomber ce petit bout de phrase exprès. Je ne lis pas nécessairement tous les mots d'un discours, mais n'allez pas attribuer un sens quelconque à cette omission.

Mr. Bélanger: In the 1993-94 report, on page 4, there's something mentioned regarding the preparation of an assessment tool on employee satisfaction with language of work. When is this assessment tool going to be implemented and when can we get the results of the implementation?

M. Eggleton: C'est déjà prêt, si j'ai bien compris. Il s'agit d'un questionnaire. Nous pouvons même en fournir un exemplaire au comité. Nous serions heureux de vous le fournir et vous saurez ainsi quelles questions nous entendons poser.

J'ai dit qu'il y avait deux questionnaires. Il y en a un concernant les employés et la langue de travail et l'autre pour les clients. . .

Mr. Bélanger: I'm mainly interested in the employee satisfaction one because we do have different ways to judge client satisfaction. It would be interesting to know the degree of satisfaction or dissatisfaction of the people providing the service.

We can get a copy, but when?

M. Eggleton: D'ici un mois, probablement.

Mme Ouellon: Exactement.

Mr. Bélanger: All across the country?

Mr. Gaston Guénette (Director, Harmonization and Strategy—Official Languages, Treasury Board): The questionnaire will be available in a month.

Mr. Bélanger: Yes, but when will it be filled out?

Mr. Guénette: The questionnaire can either be filled out by the departments themselves, by the managers or by the central audit units or again by the Treasury Board secretariat.

Mr. Bélanger: Fine, but when?

Mr. Guénette: In a month.

Mr. Bélanger: It will be in a month.

[Texte]

M. Guénette: Il sera disponible, oui.

M. Bélanger: Savez-vous quand il sera administré?

M. Guénette: Nous avons organisé un atelier thématique qui doit avoir lieu le 27 mars prochain pour présenter le questionnaire aux ministères et pour l'expliquer. À partir de ce moment-là. . .

M. Bélanger: Il n'y a donc pas d'échéancier de prévu pour administrer le questionnaire à ce moment-ci, si je comprends bien.

M. Guénette: Non, pas aujourd'hui.

M. Bélanger: On y reviendra l'an prochain s'il n'a pas été administré.

Mr. Minister, there are, according to the reports—*le tableau un*—some 29% of all public service positions that are "bilingual imperative", which I guess is the proper nomenclature. That number, of course, is being reduced now by some 45,000 over the next three years. Is the objective of Treasury Board to maintain the same percentage of bilingual imperative jobs? If so, how will that be accomplished?

Mr. Eggleton: The imperative is really to meet the conditions of the regulations. It's to provide the service where there is significant demand. That's what drives the percentage, as opposed to the other way around. If you have a downsizing that's done proportionately and where the services continue to be provided, then it could well be the same percentage. I don't know.

Mr. Bélanger: But that's not the objective.

Mr. Eggleton: No. The objective is to meet the regulation. It's specific about the measurement of significant demand.

Mr. Bélanger: So this could then increase as a percentage?

• 1640

Mr. Eggleton: It could. It has increased over the last year. It could, I suppose. It's not what drives the figures.

M. Bélanger: Si on en est arrivé à ce chiffre pour satisfaire à la demande de la clientèle de par le Canada et qu'on a l'intention de continuer à satisfaire à cette demande, le nombre de postes, logiquement, ne devrait pas diminuer. Pour continuer à rencontrer la demande, il faudra conserver les postes dits bilingues impératifs. Donc, à ce moment-là, le pourcentage, sur la population globale de la fonction publique, pourrait augmenter.

Mr. Eggleton: I suppose the percentage could, but not the number. The number of offices and the number of people will be downsized as the whole service is. The percentage? Yes, I guess it could remain the same.

M. Bélanger: Au Conseil du Trésor, a-t-on l'intention de maintenir le pourcentage de postes de titulaires à grosso modo 73-26? Est-ce l'intention du Conseil du Trésor de maintenir ce pourcentage?

Mme Ouellon: Certainement, oui.

[Traduction]

Mr. Guénette: It will be available, yes.

Mr. Bélanger: Do you know when it will be completed?

Mr. Guénette: We've organized a thematic workshop for the 27th of March to introduce the questionnaire to the departments and explain it. From that point on. . .

Mr. Bélanger: So there's no schedule set out for completing the questionnaire at this point in time if I understand you correctly.

Mr. Guénette: No, not today.

Mr. Bélanger: We'll get back to you next year if it hasn't been done.

Monsieur le ministre, d'après les rapports—le tableau I—quelque 29 p. 100 de tous les postes de la fonction publique sont désignés «bilingues impératifs», qui est la nomenclature correcte, je crois bien. Ce nombre de postes, évidemment, sera coupé d'environ 45 000 pendant les trois prochaines années. Est-ce l'objectif du Conseil du Trésor de maintenir le même pourcentage de postes «bilingues impératifs». Si c'est le cas, comment vous y prendrez-vous?

M. Eggleton: En réalité, l'impératif est de respecter les conditions des règlements. Il s'agit de fournir le service où il y a une demande importante. Voilà ce qui nous dicte le pourcentage, plutôt que le contraire. S'il y a une compression des effectifs proportionnelle et que l'on continue quand même à fournir les services, il se pourrait fort bien que ce soit le même pourcentage. Je ne le sais pas.

M. Bélanger: Mais là n'est pas l'objectif.

M. Eggleton: Non. L'objectif, c'est de respecter le règlement qui est très précis concernant la façon de mesurer cette demande importante.

M. Bélanger: Donc, le pourcentage pourrait fort bien augmenter.

M. Eggleton: Peut-être. Il a augmenté au cours de l'année dernière. Il pourrait augmenter j'imagine, mais ce n'est pas ce qui dicte les chiffres.

Mr. Bélanger: If we have arrived at that figure in order to respond to customer demand throughout the country, and if we intend to continue to respond to that demand, then, logically, the number of positions should not go down. If we wish to continue to meet the demand, you have to keep those so-called bilingual imperative positions. If so, the percentage of bilingual positions in the overall Public Service might even increase.

M. Eggleton: J'imagine que le pourcentage pourrait augmenter, mais pas le nombre de ces postes-là. Le nombre de postes et les effectifs seront comprimés comme va l'être l'ensemble de la fonction publique. Le pourcentage? Oui, j'imagine qu'il pourrait rester stable.

Mr. Bélanger: As far as the actual percentages goes, does Treasury Board intend to more or less stick to the present 73-26 ratio? Does Treasury Board intend to stick to that percentage?

Ms Ouellon: Certainly.

[Text]

[Translation]

M. Bélanger: Comment pensez-vous y arriver?

Mr. Bélanger: How do you intend to do that?

Mme Ouellon: Nous avons des mécanismes de *monitoring* et d'évaluation du travail qui est fait par les ministères. Par exemple, nous avons des protocoles d'entente qui sont négociés et signés avec les ministères. Il y a des objectifs de travail qui sont établis à l'intérieur de ces plans. Les ministères nous fournissent un rapport annuel de gestion par rapport à la mise en oeuvre de leurs plans. C'est de cette manière-là que l'on travaille avec les ministères.

Ms Ouellon: Each department has job monitoring and evaluation procedures. For example, following negotiations, we sign letters of understanding with the various departments. Work objectives are set and, each year, the departments submit to us an annual management report describing the implementation of their plans. That is the way we deal with various departments.

M. Bélanger: Parlez-vous des protocoles d'entente qui exigent qu'un rapport soit déposé? Que je sache, il n'y a pas un ministère qui en a déposé un jusqu'à maintenant. Parlez-vous de ces protocoles d'entente-là?

Mr. Bélanger: Do you mean the letters of understanding requiring that a report be submitted? As far as know, there isn't one single department that has to date submitted such report. Are you talking about those letters of understanding?

Mme Ouellon: Les ministères rencontrent leurs obligations. Il y a une cinquantaine de rapports annuels de gestion qui ont été déposés par les ministères.

Ms Ouellon: The departments have carried out their obligations. The various departments have submitted approximately 50 annual management reports.

Lorsqu'un rapport de gestion est déposé par un ministère, on fait le travail d'analyse qui s'impose pour voir dans quelle mesure le ministère a rencontré ses objectifs.

When a department submits a management report, we do the necessary analysis to gauge the extent to which the department has met its objectives.

M. Bélanger: Comme la fonction publique sera réduite, n'y aurait-il pas lieu que le Conseil du Trésor prenne des mesures proactives, c'est-à-dire donner des directives qui devraient être suivies pour assurer le maintien de l'équilibre?

Mr. Bélanger: Considering the proposed downsizing of the Public Service, should Treasury Board not take some proactive measures, and send out mandatory directives to ensure that the balance will be maintained?

Mr. Eggleton: Well, as I think I indicated a few moments ago, each department, each minister, each deputy minister has the responsibility for carrying out the downsizing, just as they have responsibility for the Official Languages Act. We can't go in there and say thou must do this or thou must do that. We can issue guidelines and give all sorts of assistance and workshops and hold them accountable—the key word is accountability—but they have to carry it out.

M. Eggleton: Eh bien, comme je crois l'avoir dit il y a quelques instants, chaque ministère, chaque ministre, chaque sous-ministre est responsable de la compression des effectifs comme ils étaient responsables de l'application de la Loi sur les langues officielles. On ne peut pas simplement s'immiscer dans leur activité et leur dire ce qu'ils doivent et ne doivent pas faire. Nous pouvons émettre des directives, leur accorder notre aide et nos conseils, organiser des ateliers et les tenir pour responsables—et cela me semble être le mot clé—mais c'est à eux de faire ce qu'il faut faire pour atteindre les résultats voulus.

The other thing in terms of specific positions that has to be borne in mind is that we operate on the merit principle. That has to be taken into consideration in terms of positions. We will certainly monitor the situation. We will hold the departments accountable for ensuring that they continue to abide by their obligations under the act and regulations.

Au niveau des postes, il faut également garder à l'esprit le fait que tout se fait en fonction du principe du mérite. Il faut tenir compte de cela au niveau des postes. Nous allons, bien sûr, suivre de près la situation. Nous continuerons à rendre les ministères responsables de leur action et ils devront continuer à respecter les obligations que leur impose la loi et les règlements.

M. Bélanger: Merci, madame la présidente.

Mr. Bélanger: Thank you, Madam Chair.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Gauthier.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Gauthier.

Senator Gauthier: Mr. Minister, I'm perplexed. In your experience, I can understand it; you've only been there for a year. But I've been around here for a few years and I've never heard of one measure taken by Treasury Board or by any department to discipline or to maybe issue a punitive measure to punish an administrator, *un gestionnaire* who hasn't done his or her job.

Le sénateur Gauthier: Monsieur le ministre, je suis perplexe. Vu votre expérience je peux comprendre, puisque vous n'êtes là que depuis un an. Mais, moi, qui suis ici depuis déjà un certain temps, je n'ai jamais entendu dire que le Conseil du Trésor ou un ministère ait jamais pris une seule mesure pour punir ou discipliner un administrateur ou un gestionnaire qui n'a pas fait son travail.

Mr. Eggleton: That's not our authority.

M. Eggleton: Cela ne relève pas de notre compétence.

[Texte]

[Traduction]

Senator Gauthier: I know that. You can tell them you don't have the authority, I think were the words you used. You can hold them to the fire and say now you have to be respectful of the law and you should be doing this and you should be sensitive to these things. But indeed in terms of correcting a situation which could be systemic in certain cases, in certain offices, you don't have the authority, do you?

Mr. Eggleton: No. It's up to each minister and each deputy minister to carry that out. Certainly we can bring to light the information so it can lead to those kinds of actions being taken, but it's up to each minister and deputy minister in each department.

• 1645

Senator Gauthier: Can you tell me if any minister or deputy minister, or any administrator, for that matter, with authority has ever taken a measure to correct a situation by saying here, you're going to do it? Do you know of any corrective measure or disciplinary action that was taken against those who resist in this field? Could you find out for me?

Mr. Eggleton: As you pointed out, you've been here a lot longer than I have—

Senator Gauthier: I've never heard of one.

Mr. Eggleton: —so maybe you should be telling me.

Senator Gauthier: Maybe your advisers can tell you, yes, we've done it in certain departments, or the Commissioner of Official Languages has the authority to do that. I asked him the other day. I put to him the same question I put to you.

Mr. Eggleton: This government is committed to the Official Languages Act—

Senator Gauthier: I know that.

Mr. Eggleton: —and is committed, as you know, to meeting our obligations. Certainly there can be reasons why difficulties arise from time to time and why things aren't done properly. We certainly are out to do everything we can to help correct those situations and to provide the kinds of resources and help—

Senator Gauthier: I understand that, but my question to you—

Mr. Eggleton: If at the end of the day it isn't being done, those people certainly are going to be accountable for why they're not doing it.

Senator Gauthier: To whom? They don't give a damn.

Mr. Eggleton: Accountable to the government.

Le sénateur Gauthier: Je le sais. Vous pouvez leur dire que cela ne relève pas de votre compétence, je crois que c'est bien l'expression que vous avez utilisée. Vous pouvez toujours les menacer et leur dire que désormais ils vont devoir respecter les dispositions de la loi, et devoir faire ceci et tenir compte de cela. Mais lorsqu'il s'agit de remédier à une situation qui, dans certains cas, est liée à un problème systémique, et cela est vrai dans certains services, vous ne disposez pas de la compétence nécessaire, n'est-ce pas?

M. Eggleton: En effet. Il appartient à chaque ministre et à chaque sous-ministre d'assurer l'exécution de ces diverses mesures. Nous pouvons, bien sûr, faire état de certaines informations afin de favoriser les mesures en question, mais, dans les ministères, la mise en oeuvre appartient à chaque ministre et à chaque sous-ministre.

Le sénateur Gauthier: Êtes-vous en mesure de me dire si jamais un ministre, un sous-ministre, voire un administrateur doté de la compétence nécessaire, a agi pour remédier à une situation en disant eh bien oui, vous allez faire cela? Avez-vous connaissance d'une mesure corrective ou d'une mesure disciplinaire prise à l'encontre de ceux qui, dans ce domaine, renâclent à la tâche? Pourriez-vous vous informer sur ce point?

M. Eggleton: Comme vous le faisiez remarquer tout à l'heure, vous êtes ici depuis bien plus longtemps que moi. . .

Le sénateur Gauthier: On ne m'a jamais rapporté un seul cas.

M. Eggleton: . . . et c'est donc peut-être vous qui devriez me le dire.

Le sénateur Gauthier: Peut-être vos collaborateurs pourront-ils vous dire que oui, effectivement, cela s'est fait dans certains ministères ou, alors, que le Commissaire aux langues officielles a la compétence nécessaire pour cela. Je lui ai posé la question l'autre jour. Je lui ai posé à lui la question que je viens de vous poser à vous.

M. Eggleton: Notre gouvernement s'est engagé à faire respecter la Loi sur les langues officielles. . .

Le sénateur Gauthier: Je le sais.

M. Eggleton: . . . et, comme vous le savez, s'est engagé à respecter les obligations qui nous incombent en ce domaine. Il est clair que, pour une raison ou pour une autre, des problèmes peuvent surgir de temps en temps lorsque les choses ne sont pas faites comme elles devraient l'être. Il est clair que notre intention est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour essayer de remédier à ce genre de situations et de fournir les ressources et l'aide nécessaires. . .

Le sénateur Gauthier: Je comprends, mais la question que je vous pose. . .

M. Eggleton: Si, au bout du compte, la chose n'est pas faite, eh bien les personnes impliquées en seront tenu responsables.

Le sénateur Gauthier: Mais devant qui? Elles s'en moquent complètement.

M. Eggleton: Elles seront tenues responsables par le gouvernement.

[Text]

Senator Gauthier: Twenty-five percent of Canadians in the national capital, Mr. Minister, did not receive satisfactory service at the offices they addressed themselves to. That's a crime as far as I'm concerned.

It has been going on for 25 years. We've had the law. Since 1973 we've had discussions in the House on that. It's not new. It has been there for a long, long time, but nothing is happening. Every year we come back to you and the commissioner and ask if there's anything new.

Mr. Eggleton: You don't come back me, because—

Senator Gauthier: Well, no, but you'll be back here next year. I'll get back to you then.

Mr. Eggleton: That's fine. It would be a lot fairer in that case, because 25 years ago I certainly wasn't here, and I can't be accountable for that. Indeed, for most of the year I'm reporting on here today I wasn't a part of the problem. Still, I'm committed and the government's committed, and just watch us.

Senator Gauthier: Can you tell me why departments like yours were doing the same thing the Commissioner of Official Languages was doing? Why were the two of you doing the same thing? Don't you talk to each other?

Mr. Eggleton: Yes, we do. We're not doing the same thing.

Senator Gauthier: He did it. He gave us a complete report on his findings, and you tell me that simultaneously or pretty near the same time you were doing it also.

Mr. Eggleton: No, not with the same purpose in mind. He was going out to check to see that the service was provided. We're going out to see how we can help these organizations do a better job in providing the service, how we can make sure they have the tools and training and what they need to do the job. We'll continue to do that. We'll complement each other and dialogue with each other in bringing that about.

Senator Gauthier: Get yourself a big stick, Mr. Minister, never mind the carrots.

The Joint Chair (Senator Comeau): I'd like to ask a small supplementary to that one question because it had, in fact, disturbed me that the Treasury Board people were out explaining the official languages program and sensitizing their officers at the same time that the Commissioner of Official Languages was trying to evaluate whether the services were being well provided. It in fact gives the impression that it could create a biased report. If your officials had been there the day before the official languages people were there, obviously you would have somebody at the front wicket who could speak both official languages. I'm just suggesting that it might have been more appropriate to do it at a different time.

Mr. Eggleton: I was under the impression they were sort of going as a tag team to each office. That wasn't the case. They were both carrying out their obligations in their own way. In fact, I understand they ran across each other very few times. It

[Translation]

Le sénateur Gauthier: Monsieur le ministre, 25 p. 100 des Canadiens habitant la région de la capitale nationale n'ont pas réussi à se faire servir de manière satisfaisante par le personnel des bureaux auxquels ils se sont adressés. Je dirais que c'est criminel.

Cela dure depuis 25 ans; et cela malgré la loi. Depuis 1973, on en débat à la Chambre. Il n'y a rien de neuf. Le problème existe depuis longtemps déjà, mais pourtant rien ne se fait. Tous les ans, on vous revoit, vous et le commissaire, et on vous demande s'il y a du nouveau.

M. Eggleton: Vous ne revenez pas me voir moi, étant donné que...

Le sénateur Gauthier: Eh bien, non, mais l'année prochaine vous reviendrez. Je vous en reparlerai alors.

M. Eggleton: Entendu. Ce serait plus juste, car il est clair qu'il y a 25 ans je n'étais pas ici et je ne saurais répondre de ce qui s'est passé à l'époque. Je précise même que je n'ai rien à voir avec la plus grande partie de l'année au sujet de laquelle je vous rends des comptes aujourd'hui. En tout état de cause, mon engagement est clair sur ce point, l'engagement du gouvernement est clair et je vous demande de nous juger aux vus du résultat.

Le sénateur Gauthier: Êtes-vous en mesure de me dire pourquoi les ministères, tel que le vôtre, avaient les mêmes activités que le Commissaire aux langues officielles? Pourquoi faisiez-vous la même chose? Vous ne communiquez donc pas?

M. Eggleton: Bien sûr que oui. Nous ne faisons pas la même chose.

Le sénateur Gauthier: Mais lui, oui. Il nous a donné un compte rendu complet de ses conclusions, et vous me dites qu'en même temps, ou à peu près, vous faisiez la même chose.

M. Eggleton: Non, pas dans le même dessein. Lui, vérifiait que le service était effectivement assuré. Nous, par contre, nous cherchons les moyens d'aider ces organismes à mieux assurer ce service-là, en veillant à ce qu'ils aient les outils et la formation nécessaires pour le faire. Et nous allons continuer dans cette voie. Nous avons une action complémentaire et nous nous concertons sur les moyens d'y parvenir.

Le sénateur Gauthier: Allez vous chercher un gros bâton, monsieur le ministre, et renoncez aux carottes.

Le coprésident (le sénateur Comeau): J'aimerais vous poser une petite question supplémentaire car, effectivement, j'ai été gêné d'apprendre que les gens du Conseil du Trésor avaient décidé d'aller expliquer le programme des langues officielles et de sensibiliser leurs propres agents alors que, en même temps, le Commissaire aux langues officielles essayait de voir si les services étaient effectivement bien assurés dans les deux langues. On a donc l'impression que cela pourrait donner un compte rendu peu objectif. Si vos agents s'étaient rendus dans un service donné la veille de l'arrivée des gens du Commissaire aux langues officielles, il est clair que vous trouveriez à la réception quelqu'un qui connaît les deux langues officielles. Il me semble, simplement, qu'il aurait peut-être été préférable de vous y prendre à un moment différent.

M. Eggleton: J'avais l'impression qu'ils allaient faire équipe pour se rendre dans les divers services. Ce n'est pas comme cela que les choses se sont passées. Chacun accomplissait sa mission à sa manière. Je crois savoir, en fait,

[Texte]

wasn't a question of going to the same offices either. They didn't necessarily have the same agenda. Last year when I was here reporting on a previous Parliament's activity in this regard, I said we were going to draw it to people's attention. We were going to make sure the service is provided properly in accordance with the act. So our people went to 700 offices this past summer. It happened to be at much the same time that the commissioner was going around, but we were going around for different purposes. We weren't tripping over each other. We were going to different offices.

Le coprésident (le sénateur Comeau): J'aimerais suggérer que la prochaine fois que le commissaire effectuera une étude de ce genre, vos fonctionnaires n'aillent pas sensibiliser les bureaux afin que l'étude du commissaire soit un peu plus valide. En d'autres mots, ne faites pas des travaux en même temps.

[Traduction]

qu'ils ne se sont croisés que très rarement. Il n'est pas exact de dire, non plus, qu'ils se rendaient dans les mêmes services. Ils n'avaient pas nécessairement les mêmes raisons ou le même emploi du temps. L'année dernière, lorsque j'ai comparu ici pour rendre compte de ce qui s'était passé en ce domaine au cours de la législature précédente, j'ai dit que nous entendions porter la question à l'attention des gens. Nous allions veiller à ce que le service soit effectivement assuré conformément aux dispositions de la loi. C'est ainsi que l'été dernier, nos agents se sont rendus dans 700 bureaux. Par hasard, nous avons fait cela à peu près à l'époque où les agents du Commissaire se rendaient, aussi, dans divers services. Mais nos objectifs n'étaient pas les mêmes. Ce n'est pas comme si nous étions les uns sur les autres. Nous nous rendions dans des services différents.

The Joint Chair (Senator Comeau): May I suggest that the next time the commissioner carries out this type of study, your officials not go around raising people's awareness in the various offices. The commissioner study might then have greater validity somehow. In other words, don't go at the same time.

• 1650

Mr. Eggleton: I don't think it was. As I said, we weren't exactly tripping over each other. If we pull our people back from going out to do their job, then you're going to be critical of our not doing our job and not getting the better service you want us to do.

We're serious about the implementation of these action plans and we intend to go about doing them. We don't want to interfere with what the commissioner is doing at all. He is performing a separate and valued function and we want to implement his recommendations. I agree with his recommendations, but don't tie our hands in attempting to do that.

The Joint Chair (Senator Comeau): I don't think you're understanding the spirit with which I have asked the question, so I'll let it ride.

Mr. Eggleton: Well, we do have a responsibility to implement the regulations. I know what you mean and I'm saying we didn't do that, but we have to go out and meet our obligations by implementing the regulations.

M. Eggleton: Je ne pense pas que c'était le cas. Comme je le disais, nous n'étions pas les uns sur les autres. Si nous empêchons nos agents de faire leur travail vous allez nous critiquer en nous disant que nous ne faisons pas ce qu'on attend de nous et que vous n'obtenez pas de nous le service amélioré que vous désirez obtenir.

Nous sommes très sérieux quant à la mise en oeuvre de ces plans d'action et nous avons la ferme intention de les mettre en place. Nous ne voulons en aucune façon nuire aux activités du Commissaire. Il s'acquiesce d'une fonction distincte et fort appréciée et nous voulons mettre en oeuvre ses recommandations. Je suis d'accord avec ses recommandations, mais il faut éviter de nous lier les mains alors que nous essayons d'y donner suite.

Le coprésident (Le sénateur Comeau): Je pense que vous ne saisissez pas l'esprit dans lequel j'ai posé ma question, et je vais donc laisser tomber.

M. Eggleton: Nous avons bel et bien la responsabilité de mettre en oeuvre les règlements. Je sais ce que vous voulez dire, et j'ai dit que ce n'est pas ce que nous avions fait, mais nous devons assumer nos obligations en faisant appliquer les règlements.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

Mr. Ringma: Mr. Minister, everyone is talking about delivery of government services to people in the language of their choice. You're talking about it right here, the senator is talking about it, the Commissioner of Official Languages is talking about it. We're all talking about it, yet it's never quite satisfactory.

I think a lot of these services are delivered over the telephone. I tried an idea on your colleague, the Minister of Human Resources, some months ago in the House, which he didn't really cotton to. The idea was very simply that we don't have to have all of these positions staffed by bilingual people. We can deliver services from unilingual French-speaking and unilingual English-speaking people by telephone.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

M. Ringma: Monsieur le ministre, tout le monde parle de faire la prestation des services gouvernementaux dans la langue de choix du client. Vous en parlez vous-même ici, ainsi que le sénateur et le Commissaire aux langues officielles. Nous en parlons tous, et pourtant ce n'est jamais tout à fait satisfaisant.

Je pense que dans de nombreux cas, ces services sont donnés au téléphone. Il y a quelques mois à la Chambre j'ai soumis une idée à votre collègue, le ministre responsable du développement des ressources humaines, mais cela n'a pas eu l'heur de lui plaire. Mon idée était, tout simplement, qu'il n'est pas nécessaire que des employés bilingues occupent tous ces postes. Au téléphone, nous pouvons faire la prestation de services offerts par des unilingues francophones et des unilingues anglophones.

[Text]

I used as an example the government service centre in Bathurst, New Brunswick, which was set up last year. I think it employs about 60 people. I tried to make the point that not all of them had to be totally bilingual. You could have unilingual French people and unilingual English people delivering services by telephone to people across the land. I'd like to get your reaction to this. It seems to me that the technology we have today in communications should be used to better advantage so that we could really deliver better services cheaper in this way.

Mr. Eggleton: I'm all for better services at less cost. In fact, that's certainly a condition we're going to find ourselves in generally, to a great extent. I didn't think it would be more for less, but certainly doing better, and I think with our very professional public service doing the best we have.

I don't know whether that specifically is a problem or whether that could be accomplished. The bottom line is that we still have to meet our obligations under the act. It may be possible in some circumstances, in some services, to be able to do that, but I just don't know offhand. As long as the obligations under the act and regulations are being met, I'm quite open to innovative and different ways of doing things.

Mr. Ringma: That's fine. That's all I really want. I think the climate is right now, when you're trying to reduce here, there, and the other place, to ask how we can deliver better services for less money. I think it deserves pursuing.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vais donner la parole à M. Bellemare.

Le sénateur Rivest: J'aurais une petite question à la suggestion de M. Ringma. Une petite seconde, monsieur Bellemare.

M. Ringma suggère d'utiliser les services téléphoniques. D'abord, ces services-là, dans la fonction publique, ne sont peut-être pas de la meilleure qualité parce que les lignes téléphoniques ne peuvent donner que des renseignements généraux.

Selon l'esprit de la Loi sur les langues officielles, il s'agit d'individus qui ont un problème personnel avec l'administration publique et cela ne peut être enregistré sur les services téléphoniques. Si on abusait de l'utilisation des services techniques dans le domaine de la Loi sur les langues officielles, j'ai l'impression que beaucoup de francophones à travers le pays ne parleraient au gouvernement canadien que par téléphone. Je ne voudrais pas qu'on introduise cela.

• 1655

Selon l'esprit de la loi, le mandat du gouvernement est de fournir des services en français et en anglais, selon les situations minoritaires, par l'entremise de fonctionnaires qui parlent aux gens et qui s'occupent des cas particuliers. Ce n'est pas d'appuyer sur le 1, allez sur le 2, voyez cela. . .

[Translation]

J'ai cité comme exemple le centre de services gouvernementaux de Bathurst, au Nouveau-Brunswick, qu'on a établi l'an dernier. Je pense qu'environ 60 personnes y travaillent. J'essayais de montrer qu'il n'est pas nécessaire que tous ces employés soient parfaitement bilingues. Il est tout à fait plausible que des francophones unilingues et des anglophones unilingues offrent le service au téléphone à des gens des autres coins du pays. J'aimerais savoir ce que vous en pensez. Il me semble que nous devrions utiliser à meilleur escient les technologies dont nous disposons aujourd'hui dans le domaine des communications afin de pouvoir livrer de meilleurs services à moindre coût de cette façon.

M. Eggleton: Je suis pour tout ce qui peut nous permettre d'offrir de meilleurs services à moindre coût. C'est sans doute ce qui va nous arriver de toute façon, dans une large mesure. Je ne pense pas que nous puissions en faire plus avec moins, mais nous pouvons certainement tenter d'améliorer le service, et notre Fonction publique éminemment professionnelle va nous permettre de faire les choses au mieux.

Je ne sais pas si cette idée pose certains problèmes précis, ou si elle est réalisable. Quoiqu'il en soit, nous devons assumer nos obligations en vertu de la loi. Peut-être serait-ce possible dans certaines circonstances, pour certains services, mais au pied levé, je ne le sais tout simplement pas. Dans la mesure où nous nous acquittons des obligations qui nous sont imposées par la loi et les règlements, je suis tout à fait disposé à envisager des façons novatrices de faire les choses.

M. Ringma: D'accord. C'est tout ce que je vous demande, au fond. Je pense que le climat s'y prête à l'heure actuelle, alors qu'on essaie de réduire les dépenses ici et là; c'est le moment propice de vous demander comment nous pouvons offrir de meilleurs services à moindre coût. Je pense que c'est une idée qu'il vaut la peine d'examiner davantage.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I am going to give the floor to Mr. Bellemare.

Senator Rivest: I'd like to ask a brief question about Mr. Ringma's suggestion. I'll be very quick, Mr. Bellemare.

Mr. Ringma suggests that we use the phone to deliver services. My first comment would be that, in the Public Service, it might be difficult to deliver top quality services in that way, because you can only provide general information over the phone.

Pursuant to the spirit of the Official Languages Act, we are dealing here with individuals who have a personal problem with government, and that can't be properly recorded over the phone. If we were to overuse technology in the field of the Official Languages Act, I am under the impression that a lot of French speaking Canadians throughout the country would only communicate with the federal government by phone. I would not like to see that introduced.

According to the spirit of the act, the government's mandate is to deliver services in French and in English in minority situations through the work of public servants who speak to people and deal with particular cases. The government's mandate is not to tell people to press 1 if they want this, or 2 if they want that. . .

[Texte]

M. Ringma: Je parle de pourcentage.

Le sénateur Rivest: Je trouve cela très coûteux, monsieur Ringma. Faites attention.

Mr. Eggleton: There are all sorts of new ways of delivering government services that advanced technology is bringing us in contact with. Starting in the Chicoutimi area later this year we'll be plugging into a UBI system on an interactive basis. We'll be able to get information about government services on our televisions in our living-rooms.

Of course there are the freenets, the internets, the kiosks, and the plazas. It's the phone, of course, and the fax. So there are all different ways that government services will be provided. We're going to be mindful of them in terms of our ability to be able to provide these services in the language people choose using that new kind of technology.

Coming back to what Mr. Ringma said, I have no objection to something that can provide a service more efficiently and effectively, but at the same time it must meet the obligations. If it doesn't meet the obligations, then obviously it isn't doing the job it's required to do.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je pourrais vous donner un exemple.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le centre de service de la TPS fournit un service à l'échelle nationale. Pourtant, il est situé dans une province qui n'est pas dans le centre du pays. C'est pour cela qu'il est très important de faire la distinction entre ces postes-là et les autres afin d'obtenir des chiffres réels. Je suis persuadée que dans les villes de Montréal et Toronto, il y a une quantité assez imposante d'employés fédéraux qui sont appelés à rendre un service à l'échelle nationale. Il est très important d'avoir de vrais chiffres, des chiffres qui démontreraient vraiment la réalité, pour qu'on puisse faire la distinction entre un service local, un service provincial et un service national.

Monsieur Bellemare.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): The Reform Party keeps bringing up the issue of cost savings, and in its presentations it always brings up its philosophy and great belief in unilingualism. Mr. Ringma of the Reform Party, other people and commissioners of languages often raise the issue of the bilingualism bonus. Do you have any intention of cutting out the bilingualism bonuses in the downsizing of government services?

If so, would you be willing to designate bilingual jobs—they're already designated—in the sense that they would be guaranteed bilingual jobs for bilingual persons, and not pseudo-bilingual people on a learning mode that could take 30 years? They keep on—the French expression is *baragouiner comme une vache espagnole*—in the other language, and sometimes you want them to go back to their original language because you don't understand anything they're saying.

If there are plans to cut the bilingual bonus and fold it into the salary, the job would then have to be designated truly bilingual, and the person holding the job would have to be a truly bilingual person at the highest level.

[Traduction]

Mr. Ringma: I'm talking about percentages.

Senator Rivest: I find the idea very costly, Mr. Ringma. Be careful.

M. Eggleton: La technologie de pointe nous permet d'envisager une foule de nouvelles façons d'offrir les services gouvernementaux. Plus tard cette année, dans la région de Chicoutimi pour commencer, nous allons être reliés à un système UBI interactif. Ce système permettra aux gens d'obtenir de l'information à propos des services gouvernementaux à l'écran de leur téléviseur, dans leur salon.

Il y a bien sûr aussi le Freenet, l'Internet, les kiosques et les mails. Il y a le téléphone, naturellement, et le télécopieur. Les services gouvernementaux seront donc offerts par des moyens divers. En ayant recours à cette nouvelle technologie, nous devons toujours nous souvenir que nous voulons offrir les services dans la langue choisie par le client.

Pour en revenir à ce que disait M. Ringma, je ne m'oppose aucunement à quelque chose qui pourrait nous permettre d'offrir de meilleurs services à moindre prix, mais nous devons par la même occasion continuer de respecter nos obligations. Si ce système ne nous permettait pas de le faire, il n'atteindrait pas ses objectifs, c'est évident.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I could give you an example.

The GST Service Centre in Prince Edward Island provides a service on a national scale. And yet, it is located in a province that is not in central Canada. That is why it is very important to distinguish between those positions and the others in order to obtain real figures. I am convinced that in Montreal and Toronto, there is a fairly large number of federal employees who provide services on a national scale. It is very important to have real figures, figures that will give us a true picture of reality, so that we can differentiate local service from provincial service and national service.

Mr. Bellemare.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Le Parti réformiste soulève constamment la question de la réduction des coûts, et dans leurs exposés, les membres de ce parti font toujours état de leur philosophie et de la grande importance qu'ils accordent au fait d'être unilingues. M. Ringma du Parti réformiste, ainsi que d'autres gens et divers commissaires aux langues officielles, ont souvent soulevé la question de la prime au bilinguisme. Avez-vous l'intention d'éliminer la prime au bilinguisme en comprimant les services gouvernementaux?

Dans l'affirmative, seriez-vous disposé à désigner des postes bilingues—they sont déjà désignés—en ce sens que ces postes bilingues seraient réservés à des personnes bilingues, et non pas à des pseudo-bilingues qui apprennent l'autre langue, et qui pourraient bien y mettre 30 ans? Ils persistent à baragouiner comme une vache espagnole dans l'autre langue, et parfois on voudrait tout simplement qu'ils parlent leur langue d'origine parce qu'on ne comprend rien à ce qu'ils disent.

Si vous envisagez d'éliminer la prime au bilinguisme et de l'intégrer au salaire, il faudrait désigner de véritables postes bilingues, et les doter de personnes réellement bilingues, à un niveau supérieur.

[Text]

[Translation]

• 1700

Mr. Eggleton: First of all, I'm advised about 93.6% of public servants meet the requirements of their jobs now with respect to language proficiency.

Mr. Bellemare: That's not my question.

Mr. Eggleton: No, no, but I'm leading into the answer on your question with respect to a concern that a person could be declared surplus and replaced by someone who isn't as proficient, and what we're saying is there is a very high degree of proficiency now and of course our endeavours, if the position is being abolished and nobody's going to be replacing them. . . But certainly we are concerned that we maintain, as much as we can, the proficiency in our personnel, and at 93.6% it sounds as if it's at a pretty good level to start with. So your concern about being replaced by somebody who's just learning the second language would appear to be somewhat responded to by that particular statistic.

Working now to your question on the bilingualism bonus, the bonus is a part of the collective agreement and therefore would not be removed without negotiations with the unions. Now, I would suggest, is probably not the time to be doing that, particularly since we've frozen salaries five out of the last six years. While this has a specific purpose attached to it and recognizes the skill and the need to communicate in both languages, it nevertheless is also part of the pay cheque. I don't think under the circumstances the thought of removing it at this point in time would be well received.

However, having said that, the matter is under review. The Prime Minister has indicated that and I've indicated that previously and when the opportunity arises the matter will be further pursued. But it does require going to the bargaining table because it is part of the collective agreement.

Mr. Bellemare: Since I touched the learning mode of a second language by public servants, are there any intentions to cut down on the continuing education or second language training programs?

Mr. Eggleton: I'm glad you raised that too, because we have talked a lot about continuing to meet our obligations. Certainly one of the ways of helping to meet those obligations is to continue with training programs, and yes, we will continue to be meeting obligations, helping our departments, our institutions, to meet their obligations by providing training.

Mr. Bellemare: I'm taking it too.

Mr. Eggleton: I'm getting there.

M. Bellemare: J'ai observé, monsieur le ministre, que vous avez fait de grands efforts et que votre français s'améliore constamment. J'ai même peur qu'un jour on en arrive à vous aimer beaucoup.

M. Eggleton: Premièrement, on me dit qu'environ 93,6 p. 100 des fonctionnaires répondent aux exigences linguistiques de leur poste à l'heure actuelle.

M. Bellemare: Vous ne répondez pas à ma question.

M. Eggleton: Non, mais c'était mon préambule; vous craignez qu'un employé soit déclaré excédentaire et remplacé par quelqu'un de moins bilingue, et je vous réponds qu'à l'heure actuelle les capacités linguistiques des employés sont à un très haut niveau. Bien sûr, il peut arriver qu'un poste soit aboli et que la personne ne soit pas remplacée. . . Quoi qu'il en soit, nous voulons maintenir dans la mesure du possible les compétences linguistiques de notre personnel et ce chiffre de 93,6 p. 100 indique un haut niveau de compétence au départ. Donc, il me semble que cette statistique répond, dans une certaine mesure, à la crainte que vous avez exprimée, qu'on remplace un employé bilingue par quelqu'un qui commence à apprendre la deuxième langue.

Pour répondre maintenant à votre question à propos de la prime au bilinguisme, cette prime est incluse dans les conventions collectives et il faudrait négocier son élimination avec les syndicats. Selon moi, ce n'est sans doute pas le bon moment de faire cela, puisqu'il n'y a pas eu d'augmentation salariale pendant cinq des six dernières années. Cette prime vise un but précis et reconnaît la compétence et le besoin de communiquer dans les deux langues, mais elle constitue néanmoins une partie du chèque de paye. Dans les circonstances actuelles, je pense que l'idée de procéder à son élimination serait très mal reçue.

Cela dit, toutefois, on est actuellement en train d'examiner la question. Le premier ministre l'a laissé entendre, je l'ai dit aussi précédemment, et cette question sera examinée plus à fond quand l'occasion s'en présentera. Mais l'élimination de cette prime ne peut se faire qu'à la table de négociations, puisqu'elle est intégrée aux conventions collectives.

M. Bellemare: Puisque j'ai introduit le sujet de l'apprentissage d'une langue seconde par les fonctionnaires, avez-vous l'intention de retrancher les programmes de formation en langue seconde, ou l'éducation permanente à ce titre?

M. Eggleton: Je suis heureux que vous ayez soulevé la question, car nous avons beaucoup parlé de la nécessité de continuer à respecter nos obligations. L'une des façons d'y arriver est certainement de maintenir les programmes de formation, et oui, nous allons continuer à répondre à nos obligations, et à aider nos ministères et nos institutions à respecter leurs obligations, par le biais de cette formation.

M. Bellemare: Je suis moi-même en formation.

M. Eggleton: Je progresse lentement, mais j'y arrive.

Mr. Bellemare: Indeed, Mr. Minister, I noted that you were making prodigious efforts and that your French was improving constantly. In fact, I'm even concerned that one of these days we're going to wind up liking you a great deal.

[Texte]

La fonction que vous occupez au Conseil du Trésor n'est sûrement pas le «Public Relations Office» du gouvernement. À la page 4, au deuxième paragraphe, vous parlez du «direct cost of the program in federal institutions». Vous avez également dit qu'il s'était dépensé 282 millions de dollars en 1994, soit 5 p. 100 de moins que l'année précédente.

Dans vos prévisions budgétaires, qui ont été présentées hier, est-ce qu'il y aura une diminution du coût direct de la livraison de ces programmes et quel sera le pourcentage de cette diminution?

Mr. Eggleton: The figures are actually going up, and that's because of the bilingual bonus being paid to the RCMP. But basically, while there are cuts generally in the public service, most of these figures are pretty well holding. Translation services were \$88 million for 1993-94. Then they went up to \$90 million. . . I'm sorry, I've got a 1994-95 schedule here.

[Traduction]

The position you occupy at Treasury Board is certainly not the government Public Relations Office. On page 4, in the third paragraph, you refer to the "coûts directs du programme dans les institutions fédérales". You also state that 282 million dollars were spent in 1994, or 5% less than the previous year.

Do the budget estimates which you presented yesterday provide for a decrease in the direct cost of delivering those programs, and what would the percentage of that decrease be?

M. Eggleton: De fait, les chiffres augmentent, et c'est dû au fait que la prime au bilinguisme est versée aux membres de la GRC. Mais essentiellement, bien qu'il y ait des réductions dans l'ensemble de la fonction publique, on peut dire que ces chiffres se maintiennent assez bien. Les services de traduction se chiffraient à 88 millions de dollars en 1993-1994, pour ensuite atteindre 90 millions de dollars. . . Je suis désolé, j'ai le tableau de 1994-1995 ici.

• 1705

It's not on a percentage basis, but the costs generally are with respect to meeting the needs under the Official Languages Act, so there's not a cut here per se. The training and the translation—all of the support elements are in accordance with meeting our obligations and generally holding.

M. Bellemare: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

M. Ringma: D'abord, j'aimerais apporter une correction. M. Bellemare n'est pas un bon porte-parole pour le Parti réformiste. Nous ne sommes pas en faveur de l'unilinguisme. Nous sommes en faveur du bilinguisme. Nous sommes simplement contre les dépenses sans limite. Nous sommes pour le bilinguisme

for the minister.

Back to Bathurst, Minister, this last year there was a complaint from some public servants about the bilingual positions. The commissioner ruled that Human Resources Development was in violation of the Official Languages Act by designating all 68 of those positions bilingual, but Human Resources Development disregarded the commissioner's recommendation to eliminate some of those bilingual positions. Because of that refusal of Human Resources Development to go along with this, the case is now going to court, resulting in taxpayers having to foot the bill for one arm of government to fight the other.

If I take at face value your words that you indeed want to provide better services at less cost, while still meeting the full obligations of the act, I wonder if you would agree to direct the Minister of Human Resources Development, if you have that power, to follow the commissioner's recommendations regarding Bathurst.

Mr. Eggleton: All I can say about this matter at this point is that the matter is under review and is being discussed. I think that's all I could say. As you point out, it might well be going to court. The matter is under review.

Ce n'est pas exprimé en pourcentage, mais ces chiffres représentent ce qu'il en coûte de satisfaire aux exigences de la Loi sur les langues officielles, et il n'y a donc pas ici de compressions en tant que telles. La formation, la traduction—tous ces éléments viennent soutenir les efforts que nous faisons pour respecter nos obligations, et sont généralement maintenus au même niveau.

Mr. Bellemare: Thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

Mr. Ringma: First, I'd like to correct something. Mr. Bellemare is not a good spokesperson for the Reform Party. We do not favour unilingualism. We are in favour of bilingualism. We are, however, against unbridled spending. We are in favour of bilingualism

du ministre.

Pour revenir à Bathurst, monsieur le ministre, au cours de la dernière année, certains fonctionnaires ont déposé une plainte à propos des postes bilingues. Le commissaire a rendu une décision selon laquelle le ministère du Développement des ressources humaines avait enfreint la Loi sur les langues officielles en désignant les 68 postes comme postes bilingues, mais le ministère n'a pas tenu compte de la recommandation du commissaire d'éliminer certaines désignations. Parce que le ministère du Développement des ressources humaines a refusé de donner suite aux recommandations, la cause sera maintenant entendue par les tribunaux, ce qui signifie que les contribuables devront faire les frais d'un conflit où s'opposent deux organismes gouvernementaux.

Si je vous prends au mot quand vous dites que vous voulez fournir de meilleurs services à moindre coût, tout en respectant chacune des exigences de la loi, je me demande si vous pourriez dire au ministre responsable du Développement des ressources humaines, si vous en avez l'autorité, de mettre en oeuvre les recommandations du commissaire à propos des postes à Bathurst.

M. Eggleton: À l'heure actuelle, tout ce que je peux vous dire, c'est que cette question est en train d'être revue et fait l'objet de discussions. Je pense que c'est tout ce que je peux dire. Comme vous l'avez fait remarquer, il se peut très bien que l'affaire soit entendue par les tribunaux. On est en train de revoir la question.

[Text]

Mr. Ringma: It would be a good one to pursue.

Le sénateur Gauthier: Dans son rapport, déposé devant le Comité la semaine dernière ou il y a quelques semaines, en février 1995, le commissaire aux langues officielles dit:

La plupart des bureaux non désignés (51 p. 100) ne pouvaient pas fournir le service demandé dans la langue de la communauté linguistique minoritaire et n'orientaient pas leurs clients vers des bureaux désignés.

Plus loin, il dit:

Nous avons constaté que seulement 10 p. 100 des bureaux non désignés aiguillaient des clients vers un bureau désigné pour y obtenir un service dans les deux langues officielles.

Vous avez dit plus tôt que vous aviez accepté les recommandations du commissaire, que vous les mettiez en oeuvre et que vous verriez à prendre des mesures. Une des recommandations du commissaire aux langues officielles veut que les institutions fédérales mettent en place, dans les bureaux non désignés, un mécanisme efficace pour orienter vers les bureaux désignés la clientèle qui désire obtenir les services dans l'autre langue officielle.

C'est un des problèmes. M. Ringma le soulève quand il dit qu'il y a des bureaux qui n'ont pas la capacité, mais qui devraient peut-être être plus généreux et plus actifs dans l'orientation du client et lui dire: Nous ne sommes pas un bureau désigné, mais on sait très bien qu'à tel ou tel endroit, vous allez avoir le service dans la langue de votre choix.

N'y a-t-il pas là aussi un besoin de faire en sorte que non seulement les bureaux désignés soient suivis, encouragés et soutenus, mais que tous les bureaux du fédéral, les 4 300 postes de service et le 7 400 bureaux de poste, soit 13 700 points de service au Canada, le soient?

• 1710

Ne pourrait-on pas envoyer une directive disant: Le Canada ayant deux langues officielles, on voudrait que vous fassiez en sorte qu'on puisse respecter cela à des coûts moindres et avec un peu moins de problèmes dans l'application de la loi? Je vous encourage, je vous demande, je vous supplie. En tant que président du Conseil du Trésor, ne voulez-vous pas faire cela? Oui?

Mr. Eggleton: Your questions are all easy. I can give you all positive answers.

Through these action plans, we're bringing to the attention of each of the institutions the recommendations of the commissioner. We're saying that this is what we want implemented, we agree with these, and this is what we want done.

Senator Gauthier: I understand all that. My only concern is that you don't have a stick to make it stick. You know what I mean? You can threaten them and coerce them, but you cannot make them do it.

Mr. Eggleton: I think we also have a very professional public service that understands what the requirements of the law, the act, and the regulations are, and they want to do a good job. We're going to help them make sure they do that.

[Translation]

M. Ringma: Il serait bon qu'on donne suite à cette affaire.

Senator Gauthier: In his report, tabled before the Committee last week, or a few weeks ago, in February 1995, the official languages commissioner said:

Most non-designated offices could not provide service in the minority official language and did not refer clients elsewhere.

Further on, he says:

We found that only 10% of non-designated offices referred clients to an office designated to provide service in both languages.

You said earlier that you had accepted the commissioner's recommendations and that you were taking steps to implement them. One of the recommendations made by the commissioner of official languages is that federal institutions put in place, in non-designated offices, an effective mechanism to direct clients who want to obtain services in the other official languages to designated offices.

That is one of the problems. Mr. Ringma alludes to that very problem when he says that some offices do not have the necessary bilingual capacity, but they might be more generous and more proactive in directing the client, and they might say to him: We are not a designated office, but we know that if you go to such and such a place, you will be able to obtain the service you need in the language of your choice.

Should we not also see to it that all federal offices, not only designated offices, are followed, encouraged and supported; I'm thinking here of the 4,300 service points and the 7,400 post offices, i.e. the 13,700 service points in Canada.

Could you not send out a guideline which would state that: Since Canada has two official languages, we would like you to take measures to respect that at a lesser cost, and to eliminate problems in enforcing the Act? I encourage you to do that, I urge you to do that, I beg you to do that. As president of Treasury Board, won't you do it? Yes?

M. Eggleton: Toutes vos questions sont faciles. Je peux vous donner des réponses positives dans tous les cas.

Par ces plans d'action, nous attirons l'attention de chaque institution sur les recommandations du commissaire. Nous disons que nous sommes d'accord, que nous voulons qu'elles soient mises en oeuvre, et que certaines mesures soient prises en conséquence.

Le sénateur Gauthier: Je comprends tout cela. Ce qui me préoccupe, par contre, c'est que vous n'avez aucune façon d'imposer leur mise en oeuvre. Voyez-vous ce que je veux dire? Vous pouvez les menacer et les contraindre, mais vous ne pouvez pas les forcer à agir.

M. Eggleton: Je pense que nous avons une fonction publique très professionnelle qui comprend les exigences de la loi et des règlements et qui veut faire du bon travail. Nous allons simplement les aider à y arriver.

[Texte]

Senator Gauthier: Mr. Minister, still a quarter of them don't understand it some years after the passage of the law. This is some years after people of goodwill like you, who want to help and assist, still haven't been successful in getting that minority to realize the importance of this.

Mr. Eggleton: I don't intend to just rely on good will—

Senator Gauthier: Thank you.

Mr. Eggleton: —and sit back here and tell them to let us know how they're doing. We're going to be in there with spot checks and monitoring and any other mechanism we need to make sure it happens.

Senator Gauthier: Will you tell the the Public Service Commission a few things on the application of the law?

Mr. Eggleton: They're coming here too, aren't they?

Senator Gauthier: Yes.

Mr. Eggleton: Good. Please tell them as well.

Senator Gauthier: Thank you. I will.

M. Bélanger: Monsieur le ministre, pourrait-on avoir la liste des ministères et des organismes qui n'ont pas encore signé le protocole d'entente avec le Conseil du Trésor? Peut-on les connaître? Si M^{me} la présidente le veut bien, un jour, on pourrait les inviter à venir nous rencontrer et à nous dire pourquoi ils n'ont pas encore signé, et nous pourrions leur demander ce qu'ils attendent. Peut-on connaître cette liste?

Mr. Eggleton: Yes, we will make that list available to you. The list is of a number of departments. There are ten departments in all. The one thing they all have in common is that they are part of the reorganization of the government in 1993 under the previous Campbell administration. As a result of getting reorganized, they don't have all the information and everything assembled yet to be able to meet the provisions of the letters of understanding.

We will be doing that within the year. I expect that the next time I'm here I will report we have all of those letters of understanding.

M. Bélanger: Suggérez-vous qu'on attende un an pour que vous ayez le temps de négocier et de signer un protocole d'entente ou nous donnerez-vous cette liste?

Mr. Eggleton: We're ready to sign the letters of understanding tomorrow, but we understand that the plea from these departments that have gone through this reorganization is that they need some more time to be able to prepare—

Mr. Bélanger: You're willing to give them one year or is it sometime within the next year or the rest of this year?

Mr. Eggleton: Yes, within the year.

Mr. Bélanger: The calendar year?

[Traduction]

Le sénateur Gauthier: Quoi qu'il en soit, monsieur le ministre, 25 p. 100 des fonctionnaires ne comprennent toujours pas, bien que la loi ait été adoptée il y a un certain nombre d'années. Plusieurs années se sont écoulées et pourtant les gens comme vous, les gens de bonne volonté qui pensent qu'il est suffisant d'offrir de l'aide, n'ont pas encore réussi à faire comprendre l'importance de ces mesures à cette minorité.

M. Eggleton: Je n'ai pas l'intention de ne dépendre que de la bonne volonté. . .

Le sénateur Gauthier: Merci.

M. Eggleton: . . . et d'attendre tout bonnement qu'ils viennent nous dire dans quelle mesure ils ont fait des progrès. Nous allons faire des vérifications ponctuelles, des contrôles, et mettre en place tout autre mécanisme nécessaire à la bonne marche du projet.

Le sénateur Gauthier: Pourriez-vous, par la même occasion, dire quelques mots à la Commission de la fonction publique en ce qui a trait à l'application de la loi?

M. Eggleton: La Commission va aussi comparaître devant votre comité, n'est-ce pas?

Le sénateur Gauthier: Oui.

M. Eggleton: Tant mieux. Vous pourrez leur dire aussi.

Le sénateur Gauthier: Merci. Je n'y manquerai pas.

Mr. Bélanger: Mr. Minister, can you provide us with the list of departments and organizations that have yet to sign the letter of understanding with Treasury Board? May we be made aware of that? With our Joint Chair's approval, we could invite them here some day to meet with us and explain why they have not yet signed the LOU, and we could ask them what they are waiting for. May we have that list?

M. Eggleton: Oui, nous allons vous fournir cette liste. C'est une liste où figure le nom de dix ministères, au total. Ils ont une chose en commun, qui est qu'ils faisaient tous partie de la réorganisation du gouvernement en 1993 sous le gouvernement précédent, celui de M^{me} Campbell. À cause de cette restructuration, ils n'ont pas encore toute l'information et tous les éléments qu'il leur faut pour pouvoir mettre en oeuvre les dispositions du protocole d'entente.

Nous allons voir à ce qu'elles soient toutes signées avant la fin de l'année. Lors de ma prochaine comparution, j'ai bon espoir de pouvoir vous dire que nous avons en main tous les protocoles signés.

Mr. Bélanger: Are you suggesting that we will have to wait one year to give you the time to negotiate and get those letters of understanding signed, or are you going to give us the list?

M. Eggleton: Nous sommes disposés à les faire signer demain matin, mais nous comprenons le fait que ces ministères nous prient instamment de leur accorder un peu plus de temps pour se préparer, à cause de cette restructuration qu'ils ont subie.

M. Bélanger: Vous êtes disposé à leur accorder une année pour y arriver, ou est-ce que cela peut se faire avant la fin de cette année?

M. Eggleton: Oui, avant la fin de l'année en cours.

M. Bélanger: L'année civile?

[Text]

Mr. Eggleton: The fiscal year.

Mr. Bélanger: 1995-1996?

Mr. Eggleton: Yes, by March 31, 1996, we would have those completed.

M. Bélanger: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Y a-t-il d'autres questions?

Prenez le tableau qui vous a été remis par M^{me} Tremblay et revenons à ma question du début. À l'Île-du-Prince-Édouard, le pourcentage des postes bilingues est de 24 p. 100, celui des services au public est de 80 p. 100 et le pourcentage de la minorité est de 4,5 p. 100.

Cela reflète justement les services qui sont offerts à l'intérieur de la province et qui doivent être dispensés à la totalité de la population canadienne en ce qui a trait à la TPS et aux services aux anciens combattants.

• 1715

Donc, les chiffres ne reflètent pas la réalité locale. C'est très important qu'on puisse avoir l'information pour vraiment connaître les chiffres réels. On a beau dire qu'au Québec, 9,2 p. 100 de la population est minoritaire, mais 98,8 p. 100 des services sont disponibles dans la langue de la minorité.

Le sénateur Rivest: Il est normal qu'on fasse mieux qu'ailleurs.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il y a des services gouvernementaux fédéraux au Québec qui sont appelés à fournir de l'information et des services à la population canadienne d'un océan à l'autre. Lorsque nous aurons l'information que vous allez nous fournir, nous pourrions comparer les deux.

Le sénateur Gauthier: Pourrais-je ajouter à votre requête en demandant au ministre de nous donner, par province également, la proportion des employés fédéraux d'origine francophone ou anglophone? Au Québec, même s'ils ont un service exceptionnel au niveau des langues, au niveau de la représentativité, la minorité anglophone n'est pas aussi bien représentée qu'elle devrait l'être. Ils n'ont pas 9 p. 100 des postes. Ce sont les chiffres pour le fédéral seulement. En tout cas, selon mon expérience, au Québec, ce n'est pas 9 p. 100 des postes qui sont occupés par des anglophones.

Le sénateur Rivest: Les gens sont plus bilingues. . .

Le sénateur Gauthier: C'est cela, la solution, mais pour répondre à la question de. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On attend des réponses à toutes ces questions. Pour terminer, avez-vous quelque chose à rajouter, monsieur le ministre?

Mr. Eggleton: I'm just going to respond to your comments about the GST centre in Prince Edward Island or I guess the immigration centre in Vegreville, Alberta. I think you're quite right about those kinds of situations, and I'd be happy to provide further information. I think we can also provide the information that the senator asked for.

[Translation]

M. Eggleton: L'exercice financier.

M. Bélanger: 1995-1996?

M. Eggleton: Oui, nous devrions avoir tout terminé d'ici le 31 mars 1996.

Mr. Bélanger: Thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Are there any other questions?

Please look at the table that Ms. Tremblay gave you, and I'd like to get back to the question I raised in the beginning. In Prince Edward Island, the percentage of bilingual positions is 24%, the percentage of service point positions is 80%, and the minority language community represents 4.5% of the population.

That is a reflection of the services provided within the province, and of the services that must be provided to the Canadian population as a whole with regard to the GST, and to services provided to veterans.

So, the figures don't reflect local reality. It is very important that we have the information we need to determine the real figures. In Quebec, 9.2% of the population belongs to the minority, but 98.8% of services are available in the minority language.

Senator Rivest: It's normal that we make a better showing.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): There are federal government services in Quebec that have to provide information and services to the Canadian population from sea to sea. When we have the information you are going to give us, we will be able to compare the two.

Senator Gauthier: Might I add something to your request by asking the Minister to provide us, also by province, with the percentage of federal employees of francophone or anglophone origin? In Quebec, even though they enjoy exceptional service in their own language, the anglophone minority is not as well represented as it should be within the federal Public Service. They occupy less than 9% of positions. These figures concern federal positions only. My experience, in any case, is that in Quebec, anglophones do not occupy 9% of positions.

Senator Rivest: People tend to be more bilingual. . .

Senator Gauthier: That is the solution, but to reply to the question put by. . .

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We will be expecting answers to all of those questions. Do you have something to add to conclude our hearing, Mr. Minister?

M. Eggleton: Je veux simplement répondre à vos commentaires à propos du centre de traitement de la TPS à l'Île-du-Prince-Édouard ou, par la même occasion, du centre d'immigration à Vegreville, en Alberta. Je pense que vous avez tout à fait raison en ce qui a trait à ce genre de situations, et je serai heureux de vous fournir de plus amples renseignements. Je pense que nous pouvons aussi fournir l'information demandée par le sénateur.

[Texte]

I'm seeing Madam Tremblay's statistics for the first time, so it's difficult to comment on them offhand and to reconcile them back to our own—on the spot, that is. We'll do that later.

You can get anomalies in certain situations. Here, for example, a lot of these offices on Prince Edward Island would serve the entire island because it's a small province. So you can get some distortion in how the figures come out.

Let me just ask my colleagues if they want to add anything about this particular chart at this point.

M. Gérard Finn (directeur, Langues officielles et équité en emploi, Conseil du Trésor): Madame la coprésidente, dans certains cas, comme à l'Île-du-Prince-Édouard, étant donné qu'il y a une minorité de plus de 5 000 personnes et que plusieurs bureaux desservent l'ensemble de la province, il y a aussi de nombreuses lignes téléphoniques qui les lient avec les bureaux en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick, si bien qu'on rejoint l'ensemble de la province à travers un bureau. Cela donne un chiffre particulier pour cette province.

Dans les autres provinces, il y a certainement des cas particuliers comme celui-là qui vont s'identifier.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il est bon qu'on puisse identifier ces régions, un peu comme le centre d'immigration dans l'Ouest qui est appelé à desservir la population dans les deux langues. Il y aura une distortion. On ne peut faire autrement avec un service qui n'est pas seulement local, mais national.

Sur ce, nous vous remercions infiniment d'avoir répondu à nos questions. Pour conclure, monsieur le ministre, au niveau du programme national d'infrastructures, si nous aidons une province et une municipalité à construire, par exemple, un centre multifonctionnel, les enseignes à l'intérieur de ce centre devraient refléter la réalité de notre pays. Les enseignes devraient être dans les deux langues officielles. J'aimerais que cela puisse faire partie des protocoles d'entente que vous pourriez signer.

Le sénateur Gauthier: Comme sur les routes.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Comme sur les routes. C'est tout. Merci beaucoup.

La séance est levée.

[Traduction]

C'est la première fois que je prends connaissance des statistiques de Mme Tremblay et il m'est donc difficile de les commenter, au pied levé, et de les comparer aux nôtres sans avoir eu l'occasion de m'y préparer. Mais nous le ferons plus tard.

Certaines situations peuvent donner lieu à des anomalies. Dans ce cas-ci, par exemple, un grand nombre de ces bureaux à l'Île-du-Prince-Édouard offriraient des services à l'Île dans son ensemble, puisque la province est petite. Cette situation particulière peut créer des distorsions et faire mentir les chiffres.

Permettez-moi de demander à mes collègues s'ils veulent ajouter quelque chose à propos de ce tableau particulier.

Mr. Gérard Finn (Director, Official Languages and Employment Equity, Treasury Board): Madam Chairperson, in some cases, as on Prince Edward Island, since there is a minority of more than 5,000 individuals and since several offices do serve the entire island, there are also many phone lines that link them with offices in Nova Scotia or New Brunswick, so that all of the provincial offices can be reached through one office. This is what explains the unusual figure you get for that province.

We will certainly discover that there are, similar cases in other provinces.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): It would be useful to identify those regions, like the immigration centre in Western Canada that has to provide services to the population in both languages. There will be a distortion. That has to be the case for a service that is national as well as local.

And on that note, we want to thank you most sincerely for having answered our questions. In conclusion, Mr. Minister, in connection with the national infrastructure program, if we help a province or a municipality to build a multipurpose centre, for instance, the signs posted in that centre should reflect our country's reality. They should be in both official languages. I would like that to be a part of the letters of understanding you will be signing.

Senator Gauthier: Like road signs.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Like road signs. That is all. Thank you very much.

The meeting stands adjourned.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

Madeleine Ouellon, Deputy Secretary, Official Languages and Employment Equity Branch;

Gaston Guénette, Director, Harmonization and Strategy, Official Languages;

Gérard Finn, Director, Official Languages and Employment Equity;

Pierre Pronovost, Director, Policy, Official Languages.

TÉMOINS

Madeleine Ouellon, sous-secrétaire, Direction des langues officielles et de l'équité en matière d'emploi;

Gaston Guénette, directeur, Harmonisation et stratégies, Langues officielles;

Gérard Finn, directeur, Langues officielles et équité en emploi;

Pierre Pronovost, directeur, Politiques, Langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 25

Tuesday, April 4, 1995

Joint Chairs:

The Honourable Gérald Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 25

Le mardi 4 avril 1995

Coprésidents:

L'honorable Gérald Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee on*

Official Languages

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
des*

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b) a review of Official
Languages policies and programs of Canadian Broadcasting
Corporation.

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)(b) du Règlement, étude des
politiques et programmes des langues officielles de la
Société Radio-Canada.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gérald Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chair: Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Mauril Belanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Benoît Serré

Associate Members

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

Thursday April 6, 1995

Pursuant to Standing Order 114 and Report of the Standing Committee adopted April 6, 1995

Francis Sheridan replaced Benoît Serré

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gérald Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Warren Allmand
Mauril Belanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Benoît Serré

Membres associés

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Le jeudi 6 avril 1995

Conformément à l'article 114 du Règlement et au rapport du Comité de sélection adopté le 6 avril 1995

Francis Sheridan remplace Benoît Serré

Published under authority of the Senate and of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 4 AVRIL 1995

(29)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 35, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltaï (coprésidente).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Gérald Comeau, Jean-Robert Gauthier, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltaï, Benoît Serré.

Membre associé présent: Suzanne Tremblay.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: De la Société Radio-Canada: Renault Gilbert, Directeur exécutif, RDI; Alain Pineau, Vice-président, planification et réglementation; Gilles Desjardins, Directeur, mise en marché.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)(b) du Règlement, le Comité entame l'étude des politiques et programmes des langues officielles de la Société Radio-Canada relativement à l'implémentation du réseau d'information RDI.

Alain Pineau fait une déclaration préliminaire et avec les témoins répond aux questions.

À 17 h 05, la séance est levée.

À 17 h 10, la séance reprend.

Suzanne Tremblay soumet la proposition suivante:

«Que le comité recommande que le CRTC prenne toutes les dispositions nécessaires afin que la diffusion de **RDI** et **News-world** soit décrétée obligatoire pour tous les câblodistributeurs du Canada, tant dans les marchés francophones qu'anglophones, et ce, dans un délai de trois(3) mois;

Que le président du CRTC se présente devant le comité dans un délai de deux semaines afin de rendre compte des mesures concrètes qu'il entend prendre pour répondre aux présentes recommandations;

Que le ministre du Patrimoine canadien prenne ses responsabilités et intervienne, le cas échéant, auprès du gouverneur en conseil afin que celui-ci prenne toutes les mesures nécessaires pour que la diffusion de **RDI** et **News-world** soit décrétée obligatoire partout au Canada, tant dans les marchés francophones qu'anglophones.»

Après débat, par consentement unanime, la motion est retirée.

À 18 h 08, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 4, 1995

(29)

[Translation]

The Standing Committee on Official Languages met at 3:35 p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltaï, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Gérald Comeau, Jean-Robert Gauthier, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltaï, Benoît Serré.

Associate member present: Suzanne Tremblay.

Also in attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Associate.

Witnesses: From the Canadian Broadcasting Corporation: Renault Gilbert, Executive Director, RDI; Alain Pineau, Vice-President, Planning and Regulatory Affairs; Gilles Desjardins, Director, Marketing.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(4)(b), the Committee began its consideration of Official Languages policies and programs at the Canadian Broadcasting Corporation, concerning the implementation of the Réseau de l'information (RDI).

Alain Pineau made an opening statement and, with the other witnesses, answered questions.

At 5:05 p.m., the Committee adjourned.

At 5:10 p.m., the Committee reconvened.

Suzanne Tremblay moved:

«That the Committee recommend that the CRTC take all the steps necessary to order that carriage of **RDI** and **News-world** be compulsory for all cable carriers in Canada, in both English-speaking and French-speaking markets, within three months;

That the Chairman of the CRTC appear before the Committee within two weeks in order to report on the concrete measures he intends to take in response to these recommendations;

That the Minister of Canadian Heritage assume his responsibilities and, if necessary, intervene with the Governor in Council so that the Governor in Council takes all the steps necessary to order that carriage of **RDI** and **News-world** be compulsory in all parts of Canada, in both English- and French-speaking markets.»

After debate, by unanimous consent, the motion was withdrawn.

At 6:08 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, April 4, 1995

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 4 avril 1995

• 1534

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre.

Il nous fait plaisir d'accueillir aujourd'hui M. Alain Pineau, vice-président de la planification et de la réglementation, et M. Renaud Gilbert, directeur exécutif du Réseau de l'information.

Monsieur Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): On a point of order, Madame Chairman, are we going to have some time to discuss committee business?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, we always do that after. Is that all right?

Mr. Ringma: That's fine.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Messieurs, nous vous souhaitons la bienvenue au Comité des langues officielles.

• 1535

Soyez assurés que les faux commentaires véhiculés par M^{me} Francis, la journaliste, ne reflètent pas exactement ce qui se passe à ce Comité. Vous pouvez vous adresser aux membres de ce Comité dans les deux langues officielles puisque tous et chacun parlent les deux langues officielles de notre beau pays.

M. Alain Pineau (vice-président, Planification et réglementation, Société Radio-Canada): Madame la présidente, monsieur le président, honorables sénateurs, honorables députés, nous allons faire la présentation. Puisqu'on qu'on vient parler de RDI, il nous semblait approprié de parler en français. On sait d'ailleurs que les services d'interprétation du Parlement sont excellents. Cependant, on pourra répondre à vos questions en anglais si cela s'avère nécessaire.

Nous sommes certainement honorés de l'attention dont RDI est l'objet. Nous nous réjouissons de votre préoccupation que le service soit accessible au plus grand nombre de citoyens des deux langues officielles, tout particulièrement à ceux de langue française. Je peux vous assurer que cela a été l'objectif de la Société Radio-Canada depuis le tout début du projet. Nous sommes ici aujourd'hui pour vous démontrer à quel point nous avons progressé dans l'atteinte de ce but après seulement trois mois d'exploitation.

Nous sommes venus vous parler de ce que nous considérons être un succès remarquable de notre nouveau service RDI, d'abord un succès de programmation, un succès quant à la présence dans les marchés, petits et grands, francophones et anglophones, à travers le pays et, par conséquent, un succès auprès des auditoires atteints.

Il n'y a pas tellement longtemps, l'idée d'un réseau d'information continue pour l'ensemble des francophones et francophiles du pays était un rêve que plusieurs qualifiaient d'utopique ou d'inutile. On avait besoin de cela comme d'un

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Order please.

We are pleased to welcome today Mr. Alain Pineau, vice-president, Planning and Regulatory Affairs and Mr. Renaud Gilbert, executive director, RDI.

Mr. Ringma.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): J'invoque le Règlement, madame la présidente. Aurons-nous du temps pour discuter des travaux du Comité?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, nous le faisons toujours après. Est-ce que cela vous convient?

M. Ringma: C'est bien.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Gentlemen, welcome to the Official Languages Committee.

Please be assured that the false comments made by Mrs. Francis, the journalist, do not reflect exactly what is going on in this Committee. You may address Committee members in either official languages since every one of them speaks both official languages of our beautiful country.

Mr. Alain Pineau (Vice-President, Planning and Regulatory Affairs, Canadian Broadcasting Corporation): Madam Chair, Mr. Chair, Honourable Senators, Honourable members, we are going to make a presentation. Since we're here to talk about RDI, we thought it would be appropriate to speak in French. Anyway, we know that Parliament has excellent interpretation services. However, we can answer questions in English if necessary.

We are certainly pleased with the attention RDI has received and delighted with your desire to ensure that this service will be accessible to the greatest number of citizens of the two official languages, and, in particular, to those of the French language. I can assure you that this has been the goal of the CBC since the very conception of this project. We are here today to show you how far we have come towards achieving this end after only three months of operation.

We want to tell you about what we consider to be the remarkable success of our new service, RDI. Success in terms of programming, success in terms of its presence in the marketplace, large and small, francophone and anglophone, across this country; and, as a result, success in terms of the audience reached by the service.

It was not so long ago that the idea of a 24 hour French-language news service was but a dream, a dream many thought to be utopian and unnecessary. We needed that like being hit on the head with a shovel. We had to look after the first network,

[Text]

coup de pelle sur la tête. Il fallait s'occuper du premier réseau, etc.. Qu'est-ce qu'on n'a pas entendu là-dessus! Tout à coup, après à peine 13 semaines, on se comporte comme si RDI avait toujours été là, avait toujours dû être là. On déclare que c'est un service indispensable. On voudrait le voir décrété «service d'intérêt national». Je dois vous dire qu'on n'est pas peu fiers d'assister à un tel revirement de situation!

Parlons en premier du succès de programmation. La programmation que RDI offre émane de tous les coins du pays où nous sommes présents. Elle présente à la population canadienne un reflet de l'ensemble des régions que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Même nos critiques traditionnels, et Dieu sait qu'on n'en manque pas, reconnaissent la qualité, l'originalité et l'utilité de l'information que nous offrons maintenant aux téléspectateurs. C'est un service qui est en voie de devenir indispensable.

Comme mon collègue Renaud vous l'expliquera plus en détail tout à l'heure, on est également fiers des résultats à ce jour concernant la distribution de RDI. Il y a au Canada 7,5 millions de foyers câblés. À l'heure où on se parle, RDI est disponible à 5,7 millions abonnés, dont plus de 4 millions à l'extérieur du Québec. Par comparaison, après presque cinq ans et demi d'exploitation, Newsworld, notre service d'information continue en langue anglaise, atteint près de 6,8 millions foyers.

Enfin, RDI connaît des succès d'écoute remarquables pour un nouveau service. Il faut penser aussi que c'est un service spécialisé. Les parts d'écoute sont beaucoup plus petites, mais en moyenne, durant les trois premiers mois de son existence, RDI a atteint une part de marché de 1,2 p. 100. Cela a commencé à 1,7 p. 100 dans la première semaine; en moyenne, cela s'établit à 1,2 p. 100. C'est 50 p. 100 de plus que ce qu'on avait prévu dans notre plan d'affaires à la fin de la première année.

Chaque semaine, près de 2,2 millions de personnes regardent au moins une fois RDI. Renaud me disait hier que la spéciale que nous avons faite sur le budget, celle qui durait cinq heures, je pense, a été regardée, à un moment ou à un autre—les gens ne se sont pas assis devant cela pendant cinq heures—par 550 000 personnes. C'est considérable dans le genre de marché qu'on couvre.

Vous vous étonnerez peut-être que je vienne faire étalage des succès de RDI et vous dire qu'on est content de nous-mêmes, comme si je n'avais pas lu le compte rendu de votre séance du 21 février, alors que vous avez grillé M. Spicer qui, lui aussi, trouvait que les choses allaient bien. Il y en a d'autres, dont la Fédération des communautés francophones et acadienne, qui sont venus vous dire, chiffres en main, qu'ils avaient de la peine à se reconnaître dans les statistiques qu'avancait le CRTC, que 81 territoires prioritaires sur 110 ne recevaient pas RDI, que la seule chose à faire était de déclarer ce service d'intérêt national et d'en rendre la distribution obligatoire.

[Translation]

etc.. What haven't we heard on that subject! But here we are, after only 13 weeks, acting very much as if RDI has always been here. The service is being called indispensable, and there are demands for RDI to be designated as being in the national public interest. I cannot tell how absolutely proud and delighted we are by this situation!

Let us begin by talking about the programming that RDI offers: it comes from all parts of the country, presenting to the Canadian public a reflection of the regions which simply cannot be found anywhere else. Even our critics—and I assure you we have no shortage of them!—recognize the quality, the originality and the value of this information service which we are now offering viewers. It is a service which is becoming indispensable.

As my colleague Renault will describe for you in greater detail shortly, we are equally proud of the results we have achieved to date in terms of the distribution of RDI. There are today in Canada approximately 7.5 million cable households. At this moment, even as we speak, RDI is distributed in 5.7 million of those households, more than 4 million of which are outside Quebec. By comparison, after five years of operation, CBC Newsworld, our English-language 24 hour news service, is available in approximately 6.8 million households.

Further, RDI has enjoyed remarkable success in terms of audiences for a new service. One shouldn't forget that it is a specialty service. The market share is much smaller, but on average, during its first three months of operation, RDI has established a reach of 1.2% of the market. It started at 1.7% during the first week; but on average, it is 1.2%, which is 50% more than we envisaged it would earn by the end of the first year of operations.

Each week nearly 2.2 million Canadians watch RDI at least once. Renault was telling me yesterday that the special we had on the budget, which, I think, lasted five hours, was watched at one time or another—people do not watch it during the whole five hours—by 550,000 people. It is quite considerable for the kind of market we cover.

Perhaps you will be astonished by my coming here to tell you that we are quite happy with the success achieved by RDI as if I had never read the transcript of your February 21st session and was not aware of the rough ride you had given Mr. Spicer when he too came before you to tell you that things were going very well! Others, specifically the Federation of Francophone and Acadian communities, have come before you, their own set of figures in hand, to say they have difficulty jibing the statistics put forward by the CRTC because 81 out of 110 francophone communities do not yet receive RDI, and suggesting that the only thing to be done to correct this situation is to declare the RDI service to be in the national public interest and to make its carriage mandatory.

[Texte]

[Traduction]

● 1540

Il faudrait bien se comprendre. On est tout à fait d'accord sur les objectifs de la Fédération. D'ailleurs, on est tout à fait reconnaissants du fait qu'elle soit si diligente à cet égard-là. Là où on diverge d'opinions depuis le début, et cela se continuera jusqu'à preuve du contraire, c'est quant aux moyens à adopter. On va y revenir dans un instant.

Donc, j'aurai la témérité de dire qu'en ce qui concerne RDI, je partage l'enthousiasme et l'optimisme du président du CRTC. Dieu sait qu'on n'est pas toujours d'accord. J'irais même jusqu'à dire, aussi paradoxal que cela puisse vous paraître, que je ne crois pas que nous aurions eu autant de succès si nous avions utilisé l'arme atomique de la distribution obligatoire.

Il est important de bien s'entendre sur un certain nombre de concepts fondamentaux pour évaluer la situation actuelle de RDI.

Le premier concept, c'est que RDI est un service spécialisé. Je suis tout à fait d'accord, et mes collègues aussi, pour qu'on dise—mais on doit également le dire de Newsworld—qu'il s'agit là de services spécialisés qui sont différents des autres services spécialisés. Ce sont des services spécialisés qui ont une importance nationale particulière.

D'ailleurs, dans les faits, ce caractère de RDI est reflété dans la distribution que nous avons atteinte à ce jour. Presque tous les abonnés reçoivent RDI au service de base. En lui accordant cette place, les câblodistributeurs des marchés anglophones comme francophones ont reconnu *de facto* le statut particulier de RDI. RDI n'est pas un service discrétionnaire comme la télévision payante, avec un décodeur et un tarif mensuel plus élevé.

Cela étant dit, il n'en reste pas moins que RDI et Newsworld sont, aux termes des règles du jeu qui existent, des services spécialisés et sont, comme tels, soumis aux règles du jeu des services spécialisés. C'est la loi du pays pour le moment.

La deuxième chose à considérer, c'est que RDI et Newsworld sont des produits dérivés des services nationaux de la SRC. Comme tels, selon les règles actuelles, ils ne peuvent pas être financés directement par les fonds publics. D'ailleurs, il y a des règles très précises qui nous forcent à charger toute dépense supplémentaire causée au service de base par l'existence de ces deux services-là. On récupère annuellement des fonds des deux.

Ces fonds publics doivent aller aux réseaux de base et aux stations régionales de la Société qui sont mandatés par la Loi sur la radiodiffusion pour offrir une très large programmation qui—vous connaissez la formule—renseigne, éclaire et divertit. Parce que tous les Canadiens payent pour ces services mandatés, tous les Canadiens ont le droit de les obtenir, d'où la distribution par émetteur qui rejoint 99 p. 100 de la population dans sa langue maternelle.

RDI et Newsworld n'offrent pas cette large programmation. Par définition, ils sont des services de niche, des services complémentaires au mandat du diffuseur national. C'est la raison pour laquelle les nombreux Canadiens qui ne peuvent pas ou qui ne veulent pas s'abonner au câble n'ont pas besoin de financer RDI.

Please do not misunderstand us: we are fully in accord with the objectives of the Federation and we are, at the same time, grateful for the vigilance and the interest which it has demonstrated in RDI. The only area where our opinions diverge is in terms of the means. . . I will return to that presently.

I have the temerity to suggest that so far as RDI is concerned, I share the enthusiasm and optimism of the president of the CRTC. God knows we do not always see eye to eye. I would even go so far as to say, as paradoxical as this may seem to you, that I frankly do not believe we would have had the success we have enjoyed to date had we employed the ultimate solution—mandatory carriage.

It is important to bear in mind a number of fundamental concepts, in evaluating the current situation of RDI.

The first thing to consider is that RDI is a specialty service. I fully agree with those who say about RDI, and therefore who should say the same thing about Newsworld, that these are specialty services unlike any other specialty services—they are, in fact, services of a particular national public interest.

As a matter of fact, the actual nature of RDI is reflected in the distribution it has obtained to date. Almost all cable subscribers who receive RDI receive it on the basic cable service. In treating RDI in this fashion, cable operators in both anglophone and francophone markets across Canada have recognized, *de facto*, the particular status of RDI. RDI is not a discretionary service, as pay television is, with a decoder and a higher monthly fee.

Having said this, however, at the same time it cannot be forgotten that RDI and Newsworld are both specialty services and as such, are subject to the regulatory rules of the game for specialty services. It's the law of the land for the time being.

The second thing to consider is the fact that RDI and Newsworld are both products which are derived from the national services of the CBC, and as such, are not, according to the rules put in place by the CRTC, allowed to be financed directly from public funds. Besides, there are very specific rules that obliged us to charge any additional expense cost to the basic service by the existence of those two services. Every year we recover funds from both of them.

Public funds must be devoted to the core networks and regional stations of the Corporation which have been mandated, by the Broadcasting Act, to offer a wide range of programming which informs, enlightens and entertains. And because all Canadians pay for these mandated services, all Canadians have the right to receive them, wherever they live. On this basis our transmitters reach 99% of the Canadian population of either official language.

RDI and Newsworld do not offer the broad range of programming that is required of CBC by the act. These are niche services, complementary services to the mandate of the national public broadcaster. It is for that reason that those Canadians who cannot receive it, or who do not wish to subscribe to cable, also do not have to finance RDI.

[Text]

La troisième chose à considérer, c'est que, selon les règles actuelles du CRTC, le concept de distribution obligatoire ne s'appliquerait qu'aux entreprises desservant 2 000 abonnés ou plus. Or, c'est particulièrement dans ces entreprises de 2 000 abonnés ou moins que RDI n'est actuellement pas distribué pour des raisons dont on va parler dans un instant.

Avant de déposer notre demande au CRTC, tant pour Newsworld d'abord qu'ensuite pour RDI, on a longuement examiné, à l'intérieur de la boîte, la possibilité de demander la distribution obligatoire. On y a renoncé, en tout cas pour le moment, convaincus qu'il était de loin préférable de s'en remettre à la persuasion et à la qualité du service offert dans le respect des règles du jeu de l'ensemble des services spécialisés.

Je vais maintenant céder la parole à mon collègue, Renaud Gilbert, qui va vous décrire l'approche que l'on a utilisée pour faire la mise en marché de RDI et vous dire plus précisément où on en est dans la distribution du service à travers le pays.

M. Renaud Gilbert (directeur exécutif, Réseau de l'information, Société Radio-Canada): Madame la présidente, mes chers amis, j'ai pris le temps de lire attentivement, comme Alain, le compte rendu de vos dernières délibérations sur la distribution de RDI à travers le pays. Je vais essayer de répondre à vos préoccupations en trois temps.

D'abord, je vais essayer de rappeler le contexte à l'intérieur duquel la décision de demander une distribution non obligatoire a été prise. Ensuite, je voudrais vous parler de notre stratégie de distribution et finalement des résultats qu'Alain a déjà évoqués.

• 1545

Dans un premier temps, parlons du contexte. Il faut se souvenir qu'en 1989, le CRTC avait refusé à la Société Radio-Canada une licence pour exploiter une chaîne d'information continue. Quand on a commencé à travailler sur le projet à nouveau en avril 1993, il y a presque deux ans, on s'est très rapidement posé la question de la distribution. On est quand même conscients du fait qu'à l'extérieur du Québec, en particulier, il y a beaucoup de francophones qui vivent en milieu minoritaire et on s'est demandé si on ne devait pas demander une distribution obligatoire du service.

Très rapidement, il nous est apparu que si on faisait cette demande, on tuerait la poule dans l'oeuf. En d'autres mots, on aurait risqué de faire dévier le débat sur le mode de distribution alors que l'enjeu fondamental était de savoir si les francophones auraient, oui ou non, droit à une chaîne d'information continue au pays.

On a fait le choix d'opter pour un mode de distribution facultatif et d'y aller par la persuasion. En fait, Newsworld, qui est notre chaîne soeur à la Société Radio-Canada, n'avait pas obtenu de statut spécial. Newsworld n'a pas eu de coup de baguette magique au premier jour pour décréter que tous les câblodistributeurs devaient obligatoirement distribuer ce service. Alors, on s'est dit: Pourquoi est-ce que nous aurions un traitement de faveur la première journée alors qu'il y avait eu autant de résistance à l'implantation de cette chaîne en 1988-1989. On s'est donc dit qu'on procéderait plutôt par voie de distribution facultative dans le marché anglophone et qu'on emprunterait la voie de la persuasion.

[Translation]

The third matter to consider is that, according to the current regulations of the Commission, the concept of mandatory carriage is applicable only to cable systems with two thousand subscribers or more. However, it is mostly on cable systems with subscriber basis of less than 2 000 where RDI is not distributed at present, for reasons which we will talk about in a moment.

Before filing our application for Newsworld with the CRTC, and the same applies to RDI, we gave lengthy consideration to the possibility of seeking mandatory carriage for these services. We made the decision not to proceed in this fashion, for the moment at least, convinced that it would be preferable for us to rely on our powers of persuasion and the quality of the services we planned to offer, in line with the rules of the game put in place by CRTC for specialty services.

I will now turn the microphone over to my colleague, Renaud Gilbert, who will describe for you the approach we adopted to launch RDI and to bring you up to date as to where we are in terms of its distribution across Canada.

Mr. Renaud Gilbert (Executive-Director, RDI, Canadian Broadcasting Corporation): Madam Chair, dear friends, I took the time to read attentively, like Alain, the transcript of your last meeting on the distribution of RDI throughout the country. I will attempt to address your concerns in three stages.

First, I will try to recall the circumstances which led to the decision to request a non mandatory carriage. I will then talk about our distribution strategy and finally, I will share with you the results which Alain has already touched on.

Let us put things in perspective first. You will recall that the CBC had already undergone one rejection in 1989 when the CRTC turned down our first application for a French-language news and information service. By 1993, almost two years ago, when we reapplied, it didn't take us very long to ask ourselves the question about distribution, we are aware of the fact that outside Quebec, there is an important francophone minority and we asked ourselves whether we should be putting in a request for mandatory carriage.

But we very quickly realized that such a request would cause the project to abort. In other words, there was a risk of the debate turning on the distribution mode thus jeopardizing the fundamental objective of a 24 hour news and information service for francophones in this country.

We therefore opted for a voluntary distribution mode and to use persuasion. In fact, Newsworld, our sister network at CBC, never received a special status. Newsworld didn't get the benefit of the wave of any magic wand when it was launched to say that all cable companies had to carry the service. So we asked ourselves why we would be getting a special treatment on the first day when there was so much opposition to the introduction of that network in 1988-89. That is how we decided to proceed by voluntary distribution in the anglophone market and use persuasion.

[Texte]

Bien sûr, il fallait convaincre beaucoup de monde de ce que cela marcherait. Notre stratégie a été de faire en sorte que la Société Radio-Canada adopte une position très claire et très ferme, à savoir qu'on ferait tous les efforts requis pour que la distribution du Réseau de l'information soit la plus large possible à travers le pays. Il fallait donc utiliser toute notre énergie et tous nos efforts pour d'aller convaincre les câblodistributeurs un à un. Il fallait aller les rencontrer chez eux. C'est ce qu'on a fait dans beaucoup de cas.

Comme il s'agissait d'un service qui voulait s'imposer comme un service essentiel pour améliorer la qualité de la vie démocratique, on s'est dit qu'il fallait laisser s'exercer la démocratie locale et qu'on ferait tous les efforts requis pour réussir. Nous nous sommes dit: La Société Radio-Canada s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires, mais par ailleurs, on va essayer d'y aller de manière persuasive.

Parlons de la distribution la plus large possible. On estimait, d'une part, qu'il y avait non seulement les francophones de langue maternelle, mais encore les francophones de langue officielle, tous ceux qui veulent apprendre le français, tous ceux qui veulent comprendre, qui veulent voir ce qui se passe purement et simplement.

Si vous regardez la couverture à la CBC et la couverture à la Société Radio-Canada, vous cherchez à savoir si les francophones couvrent la même chose et s'ils la couvrent de la même façon. On voulait que le service soit accessible partout à travers le pays. Par exemple, on ne couvre pas le procès d'O.J. Simpson de la même façon que Newsworld le fait. Ça ne vous fait pas pleurer? Moi non plus!

C'est de cette façon qu'on s'est dit qu'il était important que tous les francophones partout aient accès au service, non seulement les francophones, mais tous les citoyens à travers le pays.

Dans nos sondages, 85 p. 100 des francophones nous avaient dit: On pense qu'il est important que les francophones aient accès à un service d'information continue dans leur langue. On savait aussi que les individus et les groupes de francophones à travers le pays allaient appuyer notre projet et notre démarche auprès des câblodistributeurs. C'est un autre élément important.

● 1550

En fait, selon notre licence, il faut bien comprendre qu'un marché francophone, c'est un marché—et là toutes sortes de chiffres ont circulé—où il y a 50 p. 100 plus un abonnés dits francophones.

On savait qu'il existait très peu de marchés francophones à l'extérieur du Québec. En fait, il y a là 60 000 abonnés. Le Québec, à toutes fins pratiques, compte 6 millions d'abonnés. On savait qu'il y en avait très peu à l'extérieur du Québec. Par conséquent, on s'est dit qu'il fallait faire tous les efforts requis pour aller chercher cette clientèle-là.

La première décision qu'on a prise a été d'offrir le service à un prix neuf fois inférieur. Il y a beaucoup de gens qui, même là, ont contesté ce rapport. Pour Newsworld, le service offert du côté anglophone, il y a un rapport de 3 à 1. On l'a offert en fonction d'un rapport de 9 à 1. On s'est dit qu'avec un tarif aussi bas que celui-là, on risquait de rejoindre une clientèle beaucoup plus large.

[Traduction]

Of course, we would have to convince a lot of people that it would work. Our strategy was to make sure that the CBC had a very firm and a very clear position, i.e. to pursue all necessary means to seek as large a distribution base as possible for RDI throughout the country. Therefore we had to use all our energy and efforts to try and convince cable companies one by one. We had to go and meet them at their place. That is what we did in many cases.

As a service dedicated to providing evidence of the quality of the democratic debate, we felt that we had to let the local democracy decide and that we would make all necessary efforts to succeed. We told ourselves: the CBC is committed to pursue all necessary means to achieve this end, but we will try to use persuasion.

Let's talk about the widest distribution possible. On the one hand, we felt that there were not only those who are francophones by birth, but also all official language francophones, those who want to learn French, all those who want to understand, who simply and purely want to see what's going on.

If you look at CBC's coverage and the Société Radio-Canada's coverage, you try to find out if francophones cover the same events and whether they cover them in the same manner. We wanted the service to be accessible throughout the country. For example, we're not covering the O.J. Simpson trial in the same manner as Newsworld. That doesn't make you cry? Me neither!

That is how we decided that it was important for francophones across the country, not only for francophones, but for all Canadians across the country to have access to the service.

In our surveys, 85% of francophones had told us: We consider it important to have a French-language news service at our disposal. We also knew that we had the support of francophones as well as groups of francophones across the country in our effort to win over the cable companies. That is another important factor.

In fact, according to the definition set out in our licence, a francophone market is a market—and there were many different numbers published to that effect—with 50% plus one so-called francophone subscribers.

We knew that there were very few francophone markets outside of Quebec. In fact, there are 60,000 subscribers outside of Quebec whereas Quebec has 6 million subscribers. So we knew that there were very few francophones outside of Quebec. Therefore we felt that we had to make every effort possible to try and win them over.

The first decision we made was to offer the service to cable licensees in the anglophone markets at a monthly rate nine times lower than the rate in the francophone market. There are a lot of people who even then challenged this ratio. For Newsworld, the service offered on the anglophone market, there is a ratio of 3 to 1. We have offered it with a ratio of 9 to 1. We felt that with such a low rate, we could reach a wider audience.

[Text]

Deuxièmement, on s'est dit qu'on avait certainement la chance de rejoindre autant de foyers que TV 5, qui rejoignait à cette époque-là, en 1993, 3,5 millions de foyers à l'extérieur du Québec. On s'est dit: Pourquoi ne réussissons-nous pas à en faire autant?

Finalement, on s'est dit que le CRTC nous la possibilité de retourner devant lui dans chaque cas où on n'obtenait pas satisfaction dans nos négociations avec le câblodistributeur.

Je reviens là-dessus parce c'est une règle très importante. Si on n'est pas satisfaits de ses négociations avec un câblodistributeur donné, on peut toujours faire appel pour ce câblodistributeur spécifique et demander la médiation au CRTC. Par la suite, on peut demander au CRTC de prendre une décision si on n'arrive pas à s'entendre. Ce n'est pas du tout la même chose que demander une distribution obligatoire pour tous les câblodistributeurs. Là on y va cas par cas.

Dès l'obtention de notre licence, le 6 juin dernier, il y a huit mois, on est tout de suite allés voir les câblodistributeurs dans le marché francophone.

Dans le marché anglophone, notre approche a été un peu différente. Comme vous le savez, il est très difficile d'établir avec précision le nombre de foyers francophones dans un marché donné. En fait, il n'y a aucun câblodistributeur qui recense la langue d'usage d'un foyer donné. Ce n'est pas recensé. C'est une projection de Statistique Canada dans un territoire donné sur l'ensemble des abonnés d'un câblodistributeur qui fait qu'on dit que dans ce territoire, s'il y a 5 p. 100 de francophones, parmi les abonnés au câble, il devrait normalement y avoir 5 p. 100 de foyers francophones.

On s'est dit qu'on devrait aller du côté des câblodistributeurs les plus importants, c'est-à-dire ceux qui avaient le plus grand nombre d'abonnés, par ordre décroissant, et on a spécifié, bien sûr, certaines régions où on savait qu'il y avait un plus grand nombre de francophones.

Alain vient d'énoncer les résultats. Le 1^{er} janvier, on avait 1 664 000 abonnés dans les marchés dits francophones, dans le marché du Québec, et 3,5 millions dans le marché hors Québec, pour un total de 5,2 millions d'abonnés. Aujourd'hui, le 4 avril, on a 1 684 000 abonnés, soit 20 000, de plus dans le marché francophone du Québec et 4 millions d'abonnés à l'extérieur du Québec, pour un total de 5,7 millions.

Ce succès est dû aux câblodistributeurs du marché francophone, Vidéotron, CF Cable, COGECO, mais aussi à ceux du marché anglophone, Rogers, Shaw Communications, Cablenet et Fundy Cable en particulier, qui ont exercé un rôle de leadership et accepté très rapidement de nous distribuer.

La Fédération des communautés francophones et acadienne est intervenue et, à partir des données fournies par le ministère du Patrimoine canadien, a établi un certain nombre de territoires à travers le pays, soit 110, où il y a un plus grand nombre de francophones. La Fédération estimait que nous devions distribuer le service dans ces territoires de manière prioritaire.

[Translation]

Secondly, we were confident that we would be able to achieve outside of Quebec at least the same number of subscribers as those achieved by TV5, which is to say 3.5 million cable households. We asked ourselves, why shouldn't we be just as successful?

Finally, we knew that the CRTC would allow us to appeal to it for assistance in the event that we are not satisfied our negotiations with cable distributors.

I mention it once again because it's a very important rule, if we're not satisfied with our negotiations with a cable distributor, it is always possible to ask the CRTC for assistance and mediation. Then, if it is not possible to reach an agreement, we can ask the CRTC to make a decision. It is not at all the same thing as asking mandatory carriage for all cable distributors. We proceed case by case.

As soon as we obtained our license on June 6, 1994, eight months ago, we immediately approached all cable distributors in the francophone markets.

But in the anglophone markets, our approach was slightly different, as you know, it is very difficult to establish precisely how many francophone subscribers reside in any given cable market. In fact, no cable operator surveys the language used by its subscribers. It's just not done. The anglophone and francophone markets have been identified on the basis of Statistics Canada population records for each given area, which enables us to say that in a given area, if among cable subscribers there are 5% of francophones, there should normally be 5% of francophone households.

So we felt that approach the most important cable distributors, i.e. those with the greatest number of subscribers, by decreasing order, and we specified, of course, certain areas where we knew there was a greatest number of francophones.

Alain just gave you the results. On January 1, we had 1,664,000 subscribers in francophone markets in Quebec, and 3,500,000 subscribers in anglophone markets, outside of Quebec, for a total of 5.2 million subscribers. Today, on April 4, we have 1,684,000 subscribers, that is 20,000 more, in the Quebec francophone market and 4 million subscribers outside of Quebec, for a total of 5.7 million subscribers.

We have been able to achieve such a success thanks to the collaboration of cable licensees in the francophone market, Vidéotron, CF Cable, COGECO, but also thanks to those in the anglophone market, Rogers, Shaw Communications, Cablenet and Fundy Cable who have played a crucial leadership role and very quickly accepted to carry our service.

The Federation of anglophone and Acadian communities intervened and, from data provided by the Heritage Department, established a list of 110 francophone areas in the country where there are a greater number of francophones. The Federation felt that as a priority we should distribute the service in those areas.

[Texte]

[Traduction]

• 1555

La situation actuelle par rapport à ces territoires est que, dans les faits, sur ces 110 territoires, il y en a neuf où il n'y a actuellement pas de compagnies de câblodistribution. Neuf territoires ne sont pas desservis par des compagnies de câblodistribution. Il est donc difficile de distribuer le RDI dans ces territoires. Il y a 40 territoires où les câblodistributeurs ne distribuent aucun nouveau service spécialisé, ni les services anglophones ni les services francophones, la plupart du temps pour des problèmes de capacité ou parce que ce sont des compagnies de câble qui ont entre 10 et 100 abonnés. Vous savez, il n'est pas obligatoire d'avoir 100 abonnés pour être une compagnie de câble. Par conséquent, dans ces territoires, on n'a pas la capacité technologique ou la capacité financière d'acheter les équipements requis.

Enfin, nous sommes encore en négociation avec 16 compagnies qui représentent les abonnés de ces territoires et sur 110 territoires identifiés. Le Réseau de l'information est distribué dans 45 de ces territoires. Il est important de retenir que dans ces 45 territoires, nous rejoignons 85 p. 100 des abonnés francophones. Si les négociations avec les 16 autres aboutissent convenablement d'ici quelques mois, nous atteindrons 95 p. 100 des abonnés francophones dans ces territoires.

En quelques mois, nous sommes arrivés à ce résultat par la persuasion, par la vigilance du CRTC—nous en reparlerons tantôt—et par la vigilance de la Fédération et de toutes sortes de groupes qui exercent de la pression pour que le service soit distribué. Nous n'avons pas atteint cela seuls. Nous l'avons fait parce qu'il y a un tas de gens autour de nous qui nous appuient.

Nous pensons que cela s'est fait dans le respect des câblodistributeurs, de leur marché et de leurs entreprises. Nous pensons également que nous pourrions continuer à améliorer ces résultats dans les prochaines semaines. Je vous remercie.

M. Pineau: Madame la présidente, monsieur le président, j'aimerais ajouter quelques mots sur la distribution obligatoire. Je tiens à dire de façon non équivoque que si nous avons renoncé pour l'instant à demander que RDI ou Newsworld soit distribué de façon obligatoire, c'est que nous croyons que, dans le contexte actuel, il vaut mieux s'en remettre à la persuasion et au temps qui joue en notre faveur.

Je vous rappelle que nous avons donné des garanties par écrit au ministre du Patrimoine canadien pour lui rappeler que, s'il est nécessaire de procéder cas par cas, nous utiliserons les moyens qui sont à notre disposition pour nous assurer que RDI rejoigne les auditoires auxquels il est destiné. Nous n'avons pas eu à le faire encore et nous ne croyons pas devoir le faire non plus, mais la possibilité existe.

Je vous signale d'ailleurs que nous avons projeté, dans notre plan d'affaires, d'avoir 4,9 millions d'abonnés en l'an 2001. Nous en avons eu 5,7 millions en trois mois d'exploitation. Si ce n'est pas la preuve que notre stratégie fonctionne, je me demande ce que c'est.

Enfin, je vous signale que nous n'avons jamais dit que nous renoncions à jamais à faire déclarer officiellement RDI et Newsworld services d'intérêt public et, par conséquent, à demander qu'ils soient distribués obligatoirement, non

But the fact is that nine of these 110 territories have no cable service available to them and carriage of RDI is therefore impossible. Forty systems do not offer any of the newly licensed specialty services, either in English or French, most often because they have a capacity problem or because they have only between 10 and 100 subscribers. You know that a cable company doesn't necessarily have to have 100 subscribers. Therefore, in those areas, they don't have the technological or the financial capacity to purchase the necessary equipment.

Finally, we are still currently negotiating with 16 companies which represent subscribers in those areas and on the 110 areas identified. RDI is currently being distributed in 45 of these areas. It is important to know the RDI is now available to 85% of the francophone subscribers in those 45 territories. If our negotiations with the 16 other companies are successful over the next few months, we will reach 95% of francophone subscribers in those territories.

In only a few months, we have achieved those impressive results using persuasion, and thanks to the vigilance of the CRTC—we will get back to this in a moment—and thanks to the vigilance of the Federation and of all kinds of groups lobbying for the distribution of the service. We didn't achieve that by ourselves. We've achieved it because a lot of people around us are supporting us.

We believe we have done so while respecting cable distributors, their market as well as their companies. We also believe that we can continue to improve those results over the next few weeks. Thank you.

Mr. Pineau: Madam Chairman, Mr. Chairman, I would like to add a final word on the matter of mandatory distribution. I would like to remind you that if we have renounced, for the moment, any notion of seeking mandatory distribution for either RDI or Newsworld, it is because we believe that, in the current context, it is more useful to rely on persuasion and on the fact that, in our view, time works in our favour.

I would also remind you that we have given a written guarantee to the Minister of Heritage to the effect that if it becomes necessary we would proceed case by case and use whatever means are at our disposal to ensure that RDI is able to reach the audience for whom it has been created and designed. We have not had to do so yet, and we hope we don't have to do so at any time. But the possibility is always there.

By the way, I would like to point out that in our business plan, we had projected 4.9 million subscribers by the year 2001. After three months of operations, we already have 5.7 million subscribers. If that doesn't prove that our strategy works, I wonder what will.

Finally, we have never said that we have renounced forever our intention to have the RDI and Newsworld services declared to be services in the national public interest and to demand, therefore, that they be distributed on a mandatory basis not just

[Text]

seulement par le câble, mais également par tous les autres moyens de distribution à venir. Le contexte actuel change tellement dans le monde des télécommunications: l'univers éclaté de 500 canaux, les compagnies de téléphone, la distribution directe par satellite, etc.

[Translation]

on cable but on whatever means of distribution may be forthcoming. The current context in the telecommunication world is in constant evolution. The 500 channel universe, telephone companies, direct carriage by satellite, etc.

• 1600

Le contexte change beaucoup. On garde toutes nos options ouvertes à ce moment-ci. Je pense que c'est prudent.

J'aimerais, avec votre permission, inviter le directeur responsable de la mise en marché de RDI, M. Gilles Desjardins, à se joindre à nous pour répondre à des questions spécifiques que vous pourriez avoir.

Je vous remercie beaucoup de votre attention.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On vous remercie de votre présentation. J'aimerais aussi vous remercier de remercier les membres de ce Comité de l'excellente publicité que nous avons faite au réseau RDI.

J'aimerais poser une question sur une chose que je ne retrouve pas dans votre présentation. Au sujet de la cote d'écoute de RDI, vous parlez d'un service spécialisé versus la cote d'écoute du réseau de base de Radio-Canada. Est-ce que vous pouvez me fournir l'information? Dans l'ensemble du pays, quelle est la cote d'écoute de RDI versus la cote d'écoute des services de base régionaux de Radio-Canada?

M. Pineau: Mon collègue, Renaud Gilbert, pourra ajouter s'il pense que ma réponse n'est pas complète.

Il faut bien s'assurer de comparer des choses comparables. Si on veut parler de la cote d'écoute du service de base de la chaîne principale de Radio-Canada, prenons, puisque vous me parlez de RDI, la chaîne française. On la compare avec les parts de marchés de TVA ou de Quatre-Saisons, qui sont des services disponibles par ondes hertziennes et aussi retransmis par le câble. Ce sont des services généralistes, populaires.

Les chiffres de la semaine dernière indiquent une cote de 30 p. 100 pour l'ensemble de la journée, d'environ 35 p. 100 pendant la période de pointe. Donc, de 19 heures à 23 heures, 35 p. 100 des auditeurs écoutent Radio-Canada. C'est la moyenne en la semaine. On connaît tous *La petite vie* qui nous sort par les oreilles par les temps qui courent; c'est dans tous les médias. Là, évidemment, on crève des scores absolument incroyables et c'est plus que 35 p. 100. Mais en moyenne, c'est 35 p. 100.

Un service spécialisé n'est pas du tout utilisé de la même façon. Les gens viennent là un peu comme pour le service météo. Au service d'information, il y a une chose qui les intéresse. Ils veulent les nouvelles maintenant parce qu'ils ne pourront pas les écouter plus tard. C'est donc une utilisation beaucoup plus ponctuelle, et c'est le chiffre qui correspond aux 35 p. 100. C'est celui que je citais tout à l'heure. Il y a 1,2 p. 100 de la population en moyenne, à n'importe quel moment de la semaine ou presque, qui écoute un service spécialisé. Ce chiffre est tout à fait comparable. Il est à peu près identique à celui de Newsworld et à peu près comparable à l'ensemble des services spécialisés.

The context is changing a great deal. We are keeping all our options open at this time; I think that is wise.

With your permission, I would now like to invite the RDI marketing director, Mr. Gilles Desjardins, to join us in order to answer any specific questions you might have.

Thank you very much for your attention.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you for your presentation. I would also like to thank you for thanking the members of the committee for the publicity we have generated for the RDI network.

I would like to ask you a question on something I cannot find in your presentation. On the topic of RDI ratings, you mentioned "a specialized service as compared to the SRC's basic ratings". Can you give me that information? For the country as a whole, what are RDI's ratings as compared to the ratings for the SRC's core regional services?

Mr. Pineau: My colleague Renaud Gilbert may have something to add if he feels my answer is not complete.

We must make sure that we are comparing things that are comparable. If you want to talk about the ratings for core services on the CBC's main channel, since we are talking about RDI, let's take the French channel. We compare it with the market shares held by TVA or Quatre-saisons, whose services are broadcast on Hertzian waves and also redistributed by cable. They broadcast programs of a general, popular type.

Last week's figures show a rating of 30% over the whole day and of approximately 35% for peak hours. So, from 7:00 to 11:00 pm, 35% of the audience listens to the SRC. That is an average for the week. We are all familiar with *La petite vie*, which we are all saturated with these days; it's been picked up by all the media. Were that program is concerned, of course, the ratings are sky high, well over 35%. But on the average, they are in the 35% range.

People do not make use of a specialized service in the same way as they do core services. Their listening behaviour is comparable to the way they tune in to the weather service. They will tune in to the information service because they are interested in one thing; they want the news now because they won't be able to listen to it later. Thus, they use the service much more sporadically, and it is that use that is reflected in the 35% which I referred to earlier. On the average, at practically any given time during the week, 1.2% of the population is listening to a specialized service. That figure compares favourably with readings for other channels; it is almost identical to the Newsworld rating and generally comparable to the figures for all of the specialized services.

[Texte]

Il y en a qui ont une plus grande part. Par exemple, au Québec, le Canal famille va rejoindre à peu près 4,5 p. 100 des gens dans la journée. Le soir, cela tombe à presque rien car les enfants ne sont plus là. Je ne suis même pas sûr que le service diffuse. Le nouveau canal documentaire-divertissement, le Canal D, qui a été créé au Québec au mois de janvier en même temps que RDI, va chercher de 3,2 à 3,3 p. 100 de part d'écoute en moyenne. Le Réseau des sports va chercher 4 p. 100 quand il n'y a pas de grèves dans tous les sports qu'il couvre.

Ce sont des services d'une tout autre nature.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Dans votre présentation, vous parlez du succès de la programmation du service RDI qui accentue la nécessité de ce service à travers le pays. Je pourrais vous référer à un article paru dans *L'Acadie nouvelle*, un journal provincial du Nouveau-Brunswick, du 16 mars 1995, dans lequel on demandait à la SRC pourquoi la programmation ne touchait pas ou touchait très peu les autres communautés francophones du pays. La programmation de la Société Radio-Canada est essentiellement centrée sur les activités de la grande région métropolitaine de Montréal.

• 1605

M. Pineau: Je pense avoir vu cet article—là, mais je ne l'ai pas sous la main.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vais vous en donner une copie immédiatement.

M. Pineau: Je pense qu'on parlait fondamentalement de la programmation de la chaîne de base. Je pense que cette critique—là ne peut pas s'appliquer au RDI. La programmation de RDI est beaucoup plus diversifiée. Ce sont deux mondes complètement séparés. On couvre les différentes régions le pays d'une façon beaucoup plus exhaustive. À ce chapitre—là—j'y reviens parce que vous semblez lier cela à la cote d'écoute ou à des parts de marché—, une cote de 1,2 p. 100 est très honorable pour un service spécialisé de cette nature. Cela se compare avantageusement à toutes les chaînes d'information spécialisées. Que ce soit à Newsworld ou à CNN là où il est disponible, c'est à peu près le taux d'utilisation. Donc, à ce chapitre—là, c'est vraiment un succès.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Surtout lorsqu'on prend en considération vos remarques au sujet des deniers publics qui financent complètement les services et la programmation de la Société Radio-Canada dans les régions comparativement à RDI qui vise l'autofinancement. RDI inclut dans sa programmation les grandes régions de ce pays. Je crois qu'il y a là une leçon à tirer.

M. Pineau: Encore une fois, je ne voudrais surtout pas amorcer un débat qui nous mènerait sur un tout autre terrain.

M. Gilbert: Alain disait qu'on rejoignait deux millions de personnes chaque semaine. C'est assez considérable. Cela veut dire que les gens viennent nous voir une fois de temps en temps. Le mode de consommation d'une chaîne spécialisée n'est pas du tout le même que celui d'une chaîne traditionnelle.

[Traduction]

Some have a greater market share than others. In Quebec, for instance, approximately 4.5% of the population listens to the Family Channel during the day. That figure pales into insignificance in the evening because the children are no longer listening. I am not even sure that they continue to broadcast during the evening hours. The new documentary—entertainment channel, Channel D, which was created in Quebec in January at the same time as RDI, has a 3.2% or 3.3% market share on the average. The Sports Network reaches 4% of the viewing audience normally, when all of the sports it covers have not been taken off the air by strikes.

Those services are completely different.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): In your presentation, you referred to the success of RDI's programming, which has emphasized the need for such a service throughout the country. I could refer you to an article published in *Acadie nouvelle*, a newspaper that is distributed province-wide in New Brunswick. The article was published on March 16, 1995; in it, the SRC is asked why that programming ignores, or barely touches on, the other francophone communities in our country. Radio-Canada's programming is essentially focused on activities in the greater metropolitan Montreal area.

Mr. Pineau: I believe I saw that article but I don't have it with me.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'll give you a copy immediately.

Mr. Pineau: I believe that article was referring to the basic channel programming. I don't think that criticism can apply to RDI. RDI's programming is much more diversified. The two kinds of programming are worlds apart. RDI gives the country's various regions much more exhaustive coverage. In this regard—I raise this again because you seem to be linking coverage with ratings or market share—a 1.2% rating is very honourable for a specialized service of this type. It compares favourably with ratings for all of the specialized news channels. Whether you compare it to Newsworld or to CNN where it is available, the ratings are more or less similar. So, in that regard, the channel is really a success.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Especially if one takes into account the comments you made to the effect that the services and programming of the SRC are entirely publicly funded in the regions, as opposed to the RDI which wants to become self financing. RDI covers the various regions of the country in its programming. I think there is a lesson to be drawn from this.

Mr. Pineau: Once again, I want to avoid launching a debate that would lead us into a whole other field.

Mr. Gilbert: Alain was saying that we reach 2 million viewers weekly. That is quite significant. It means that people tune in to us from time to time. People don't make use of a specialized channel in the same way as they use a traditional channel; the consumption patterns are quite different.

[Text]

Chez nous, comme on le disait très bien dans la proposition qu'on avait déposée au CRTC, on offre deux produits spécifiques. On offre des bulletins de nouvelles à toutes les heures. Si vous préférez regarder *Le Téléjournal* à 21 heures ou si vous préférez regarder un bulletin de nouvelles à 17 heures.

Quand on parle de deux millions de personnes, ces gens sont distribués sur toutes les heures du jour et de la nuit. C'est difficile de mesurer, car ce n'est pas le même type de consommation.

Il y a un deuxième phénomène. Quand nous avons déposé notre proposition au CRTC, nous avons dit qu'un de nos objectifs était de produire des émissions spéciales à chaque fois que l'actualité l'exigerait, en particulier l'actualité canadienne. On a mis en ondes environ 125 émissions depuis le lancement du Réseau de l'information. Je signale, et cela m'a fait sourire un peu, qu'on a diffusé un discours de M. McKenna sur l'état du Nouveau-Brunswick en heure de grande écoute chez nous, en plein milieu de soirée.

Donc, ce sont des choses que la première chaîne ne fait pas et qu'on peut se permettre de faire. Dans ce sens-là, le service a son utilité.

M. Pineau: Il est vraiment complémentaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il ne faut pas monopoliser le dialogue.

Monsieur de Savoye, on vous cède la parole.

M. de Savoye (Portneuf): Monsieur Gilbert, monsieur Pineau, votre approche positive, voire enthousiaste, concernant RDI est certainement tout à votre honneur. J'ai quand même quelques questions à vous poser, mais je vais d'abord faire certaines réflexions sur lesquelles vous voudrez sans aucun doute commenter.

• 1610

Certains prétendent que les câblodistributeurs, en obligeant le client à payer une facture de base accrue, refilent en réalité une taxe aux consommateurs pour financer RDI. D'autres, par ailleurs, se demandent si les câblodistributeurs ne devraient pas être tenus d'offrir RDI sans augmentation de tarif. D'autres encore, lorsque sondés, se rebiffent devant une hausse de tarifs qu'ils jugent abusive, à tort ou à raison, et moment, refusent le service.

Je ne veux pas parler des 110 territoires, mais d'un seul territoire qui s'appelle le comté de Portneuf.

Dans le comté de Portneuf, on a plusieurs sociétés de câblodistribution. Celle qui dessert ma localité s'appelle la Coopérative de câblodistribution de Sainte-Catherine. Dans *Le Catherinois*, du 23 février 1995, on disait:

Malgré ses investissements majeurs...

Je souligne que la Coopérative a investi et investit toujours pour remplacer son câble par de la fibre optique.

Malgré ses investissements majeurs, la Coopérative est en mesure d'offrir gratuitement à ses membres le Réseau de l'information de Radio-Canada.

Je signale aussi que le prix du service de base est de 25,89\$ par mois.

[Translation]

As we said quite clearly in the proposal we tabled with the CRTC, we offered two specific products. We offer news bulletins every hour on the hour. You have a choice; according to your preference, you can watch *Le Téléjournal* at 9:00 p.m., or you can catch a news bulletin at 5:00 p.m.

The 2 million people we referred to are distributed throughout all of the hours of the day and night. It is difficult to measure viewing, because the consumption pattern is different.

There is a second phenomenon. When we tabled our proposal with the CRTC, we said that one of our objectives was to produce special programs whenever current events warranted it, Canadian events in particular. Since the French-language news channel began its operations, we have broadcast approximately 125 of those programs. I might point out—and I must admit this made me smile—that we broadcast one of Mr. McKenna's speeches on the situation in New Brunswick during our peak hours, half way through the evening.

That is the kind of thing the first channel does not do and which we can afford to do. The service is also useful in that regard.

Mr. Pineau: It really is complementary.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): You mustn't monopolize the dialogue.

Mr. de Savoye, you have the floor.

Mr. de Savoye (Portneuf): Mr. Gilbert, Mr. Pineau, you are to be commended for your positive approach, your enthusiasm even, concerning RDI. I do have a few questions I would like to put to you, but first of all I would like to make certain observations you will no doubt want to respond to.

Some people claim that the cable distribution companies, by forcing subscribers to pay a higher basic rate, are in fact levying a tax on consumers to finance RDI. Others wonder whether cable companies should not be forced to offer RDI without increasing their rates. Others, when asked, bristle in the face of what they consider an unwarranted rate increase—rightly or wrongly—and they refuse to subscribe to the service.

I'm not referring to the 110 territories, but to a single one, the riding of Portneuf.

In the Portneuf riding, there are several cable distribution companies. The one that provides service in my area is called the Coopérative de câblodistribution de Sainte-Catherine. In *Le Catherinois*, on February 23 1995, one could read the following comments:

In spite of its large investments...

Let me explain that the Coopérative has invested and continues to invest to replace its cable with fibre optics.

In spite of its large investments, the Coopérative is able to offer the French language news and information channel of the SRC free to its subscribers.

I might also mention that the basic monthly cable service rate is \$25.89.

[Texte]

Parallèlement à ceci, Télécâble Régional, une entreprise qui couvre l'ensemble du territoire québécois, dessert six municipalités dans le comté de Portneuf. Ils ont fait des sondages auprès de la population qui indiquent que RDI pourrait être offert pour un dollar de plus. Le coût actuel est de 29,95\$.

Une seule des six municipalités, que je sache, a exprimé le désir d'avoir RDI. Ceci veut donc dire que dans six autres municipalités, RDI n'est pas là.

Que pensez-vous de la stratégie de mise en marché de Télécâble Régional? Entre autres, on sait qu'elle couvre 33 territoires à travers le Québec, dont l'île d'Orléans et la côte de Beaupré. À votre avis, quel sera l'aboutissement prévisible de ce type de mise en marché?

M. Pineau: Je dois demander à M. Desjardins, qui fait affaire avec les compagnies de câble individuellement, de répondre à cette question.

M. Gilles Desjardins (directeur de la mise en marché, Réseau de l'information): Je voudrais d'abord vous remercier de nous donner l'occasion de témoigner devant vous aujourd'hui.

Je vais faire un premier commentaire sur la Coopérative de câblodistribution de Sainte-Catherine. Je dois rendre hommage aux propriétaires de cette coopérative qui ont décidé d'offrir RDI sans frais à leurs abonnés pour l'année 1995, je crois, bien que la coopérative, comme tout autre système de câble, paye à RDI 90 cents par abonné. C'est différent des entreprises privées, comme vous le savez.

Maintenant, pour ce qui est de Télécâble Régional, je pense que vous avez choisi l'épine du rosier du Québec quand vous avez choisi cette compagnie-là. Je crois que cette compagnie-là, pendant un certain temps, a eu certaines difficultés financières. De toute façon, après bien des discussions avec elle et après certaines enquêtes dont vous faites mention, elle a décidé d'offrir le service de RDI sur un certain nombre de systèmes. Elle a maintenant 22 000 abonnés au Québec, dont 9 000 abonnés à RDI. Dans mes discussions avec elle, j'ai bien mis l'accent sur le fait que d'ici la fin de l'année 1995, elle ferait tous les efforts possibles, en collaboration avec nous, pour offrir RDI aux 13 000 abonnés qui ne le reçoivent pas encore.

• 1615

Il reste que, même si je pense que leur stratégie de marketing a pu laisser à désirer, ce sont des entreprises sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle.

Évidemment, nous cherchons à travailler avec elles de la façon la plus positive possible. Je suis assez confiant, malgré toutes les difficultés de parcours que cette compagnie a eues, que d'ici la fin de l'année, RDI devrait être sur l'ensemble de son réseau. Cela nous permettra, à toutes fins pratiques, d'atteindre à peu près 100 p. 100 de couverture au Québec.

M. Pineau: J'aimerais faire un commentaire général sur ce qui est dans votre préface. Je suis un peu mal à l'aise quand on m'attaque. C'est très courant actuellement, car il y a un vaste ressac contre les compagnies de câble. C'est peut-être un peu leur faute, d'une certaine façon, mais il ne faudrait quand même pas entreprendre une espèce de chasse aux sorcières du type de celle qu'on fait subir aux fumeurs. J'en parle à mon aise, car je ne suis pas fumeur. Il s'agit de gens qui font des

[Traduction]

At the same time, Télécâble Régional, a company that is provincial in scope and present throughout Quebec, offers service to six municipalities in the Portneuf county. Surveys show that RDI could be offered for a dollar more than the basic rate. Their rate is \$29.95 at this time.

To my knowledge, only one of the six municipalities indicated that it would like to have access to RDI. This means that RDI is not offered in the other five municipalities.

What is your opinion of Télécâble Régional's marketing strategy? We know that it covers 33 areas throughout Quebec, including the Isle of Orleans and the Beaupré Coast, among others. What is the foreseeable outcome of this type of marketing's scheme, according to you?

Mr. Pineau: I must ask Mr. Desjardins, who deals with individual cable companies, to respond to that question.

Mr. Gilles Desjardins (Director of Marketing, RDI): First off, allow me to thank you for giving us this opportunity of appearing before the committee today.

My first comment will be about the Coopérative de câblodistribution de Sainte-Catherine. I must commend the owners of that Coopérative for their decision to offer RDI without cost to their subscribers for 1995, I believe, even though the Coopérative, like any other cable distribution system, pays RDI 90 cents for each subscriber. Things are different for private businesses, as you know.

Now, as for Télécâble Régional, I think you really picked the thorn in the Quebec rose bush when you chose that particular company. I believe that it had financial difficulties for a while. In any case, after a number of discussions with them, and following the surveys you referred to, the owners decided to offer RDI services on a certain number of systems. The company now has 22,000 subscribers in Quebec, and 9,000 of those subscribe to RDI. In the discussions I had with that company, I really stressed the fact that we wanted them to make every possible effort before the end of 1995, in cooperation with us, to offer RDI to the 13,000 subscribers who still do not have that service.

Even though I think that their marketing strategy may not have been ideal, the fact remains that these are businesses over which we have no control.

Obviously, we try to work with them in the most positive way we can. In spite of the difficulties this company has experienced, I remain quite confident that RDI will be offered throughout its network before the end of the year. For all practical purposes, that will allow us to reach 100% coverage in Quebec, or just about.

Mr. Pineau: I want to make a general comment on the content of your preamble. I am a bit uncomfortable when I am under attack. That is a fairly common occurrence these days, because there is a huge backlash against cable companies. They may be somewhat to blame, in a way, but I think people should avoid a witch hunt of the type smokers are subjected to. I can say that without problem, because I'm not a smoker. The people we are talking about are in business and their purpose is to sell

[Text]

affaires et qui sont là pour vendre un produit. Quand on nous vante constamment, à nous de l'entreprise publique, les mérites de l'entreprise privée. . . Je sais que c'est une entreprise privée qui sera en situation de monopole pendant encore un certain temps sur ces territoires, mais il faut faire attention un peu.

Il y a aussi la question du coût. On dit que c'est cher. Oui, 25\$ par mois, c'est cher, mais ce n'est pas tant quand on considère le temps que les gens passent devant leur téléviseur, qui est source de divertissement. On dénigre beaucoup la télévision en général, mais il y a quand même beaucoup d'émissions éducatives là-dedans. Payer 300\$ ou 400\$ par année pour du divertissement. . . Je ne sais pas si vous êtes allé au cinéma récemment. J'y suis allé avec ma famille en fin de semaine et j'ai payé 27\$ pour voir un film qui a duré une heure et demie. Il faut quand même garder un certain sens des proportions.

Il y a autre chose. Vous citiez des gens qui ne veulent pas payer pour ceci ou cela. Cela, me déprime à deux chapitres. Évidemment, comme diffuseur public qui voit ses budgets diminuer, ça me déprime que les gens disent: On ne veut pas payer pour ceci ou cela. Est-ce qu'on veut payer pour être quelque chose, quelqu'un, quelque part? Je me dis qu'il y a un prix à être Canadien, un prix à la culture, un prix aux divertissements, et qu'il faut y faire face.

M. de Savoye: Je suis heureux de vous entendre dire qu'il y a un prix à être Canadien ou Québécois. J'en conviens avec vous.

Monsieur Desjardins, vous semblez déplorer l'attitude de Télécâble Régional. Vous dites que vous n'avez aucun contrôle sur cette compagnie. Est-ce qu'il y a d'autres entreprises à travers le Canada qui ont une attitude comparable à celle de Télécâble régional, d'une part? D'autre part, est-ce qu'il serait souhaitable que vous ayez un contrôle quelconque?

M. Desjardins: Comme on l'a mentionné, en général, on a eu une excellente collaboration de la part de l'ensemble des compagnies de câble à travers le pays. Actuellement, les entreprises qui ne distribuent pas encore RDI sont, dans la plupart des cas, des entreprises qui n'ont pas la capacité de distribuer le service. Comme on l'a mentionné dans le document, dans les communautés où le service n'est pas distribué, dans la majorité des cas, aucun des six nouveaux services anglophones n'est distribué non plus.

Actuellement, les compagnies de câble dans l'ensemble du pays s'affairent à augmenter la capacité de leur réseau de câble et plusieurs vont être en mesure d'offrir des services additionnels au cours de l'année.

Notre approche est de nous assurer que les compagnies de câble qui vont augmenter leur capacité au cours de l'année et instaurer les nouveaux services anglophones offriront aussi RDI. Je crois que dans le contexte actuel, on n'a pas besoin de contrôle additionnel.

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): Je veux revenir à votre décision d'y aller de façon persuasive plutôt que de façon coercitive.

• 1620

Durant votre présentation, vous avez insisté à deux ou trois reprises sur le fait que vous n'écarteriez pas la possibilité de retourner au CRTC. Vous gardez cela dans votre inventaire d'outils. D'ailleurs, si je ne m'abuse, le président de Radio-Canada l'avait signifié par écrit au CRTC.

[Translation]

a product. Since those of us who work in the public sector are constantly being told about the merits of private enterprise. . . I know that a private business will continue to hold a monopoly in those areas for some time yet, but I think we should be careful.

There's also the matter of cost. People say that it is expensive. Yes, \$25 a month is high, but it isn't that much when you consider the time people spend in front of their TV set, which is a source of entertainment. We constantly hear television in general being disparaged, but there are a lot of educational programs being broadcast nonetheless. Paying \$300 or \$400 a year for entertainment. . . I don't know if you have been to the movies recently. I went with my family over the weekend and I paid \$27 to see a film that lasted an hour and a half. I think we have to put things in perspective.

There is another thing. You mentioned people who do not want to pay for this or that. That depresses me for two reasons. Of course, as a public broadcaster who sees his budgets shrinking, it depresses me to hear people say that they don't want to pay for this, that, or the other thing. Are people willing to pay to be something, someone, somewhere? What I think is that being Canadian has a price, culture has a price, entertainment has a price, and we have to come to terms with that.

Mr. de Savoye: I'm happy to hear you say that being a Canadian or a Quebecer has a price. I concur.

Mr. Desjardins, you seem to deplore Télécâble Régional's attitude. You say that you have no control over that company. Are there other companies elsewhere in Canada whose attitudes are comparable to that of Télécâble Régional? Further, would it be desirable for you to have some kind of control over such companies?

Mr. Desjardins: As was said, generally speaking, cooperation has been excellent on the part of most cable companies throughout the country. At this time, the companies that do not distribute RDI yet are for the most part companies that lack the capacity to carry the service. As we mentioned in the document, in the communities where the service is not offered, in the majority of cases, none of the six new English-language services is distributed either.

At this time, cable companies throughout the country are busy increasing the capacity of their cable networks and several will be able to offer additional services in the course of the year.

Our approach is to ensure that the cable companies that will be increasing their capacity during the year and picking up new English-language services will also be offering RDI. I think that in the present context, we do not need additional control.

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): I'd like to get back to your decision to use a persuasive approach rather than a coercive one.

In your presentation, you mentioned two or three times that you do not rule out the possibility of asking the CRTC to rule on the issue. It is still a possibility. And, unless I'm mistaking, the Chairman of CBC had mentioned it in writing to the CRTC.

[Texte]

Dans quelles circonstances retourneriez-vous devant le CRTC?

M. Gilbert: En lisant le document du CRTC, j'ai vu qu'ils avaient fait beaucoup d'appels téléphoniques et que beaucoup de personnes avaient procédé. . . Vous savez, nous ne sommes pas une armée pour nous promener à travers le pays afin d'aller voir les câblodistributeurs et les convaincre. C'est d'abord sa responsabilité. Cela prend du temps. Il faut avoir du temps.

On commence par s'attaquer aux câblodistributeurs chez qui on espère avoir du succès le plus rapidement possible. Comme je le disais, nous sommes allés vers les plus importants, ceux qui risquaient de distribuer auprès du plus grand nombre d'abonnés francophones, etc. Lorsque nous arriverons à la fin de cette démarche, nous déterminerons les critères qui devront nous diriger.

M. Bélanger: Quel est l'échéancier, monsieur Gilbert?

M. Gilbert: Je crois que nous avons besoin d'une année.

M. Bélanger: Une année à partir de quand?

M. Gilbert: À partir du 1^{er} janvier dernier.

M. Bélanger: Donc, à la fin de l'année 1995, la Société Radio-Canada ou le RDI déciderait si, oui ou non, il doit avoir recours au CRTC.

M. Gilbert: À la médiation. Cela peut arriver avant, selon le temps qu'il faudra pour les rencontrer un par un et négocier avec chacun d'entre eux.

M. Bélanger: On s'entend pour dire que la prochaine initiative revient au Réseau?

M. Gilbert: Oui.

M. Bélanger: D'accord. Sur les 110 communautés, il y en a 9 qui ne sont pas desservies. Parmi le reste de ces communautés, il y en a une quarantaine qui n'ont aucun service incluant Newsworld?

M. Pineau: Aucun des nouveaux services.

M. Bélanger: Sur les 101 territoires, combien reçoivent Newsworld? Le savez-vous?

M. Desjardins: Les communautés qui n'ont actuellement aucun nouveau service ne reçoivent pas les nouveaux services anglophones comme Discovery et le Country Network. Ces communautés, dans une très grande majorité, reçoivent Newsworld. Les 16 communautés qui sont en négociation actuellement reçoivent aussi Newsworld.

M. Bélanger: Alors, chacune des 101 communautés, sauf une ou deux, reçoit Newsworld.

M. Desjardins: C'est exact.

M. Bélanger: Merci.

M. Pineau: Non, il y a les neuf communautés qui n'ont pas de service.

M. Bélanger: Vous dites que dans votre plan de mise en oeuvre, vous prévoyiez d'avoir au-delà de 4,9 millions d'abonnés seulement en l'an 2001. que vous espériez avoir au delà de 4,9 millions d'abonnés. Est-ce que ce plan avait été dessiné avant que vous preniez la décision d'offrir le Réseau à des tarifs neuf fois réduits ou plus tard?

[Traduction]

In what circumstances would you present a request to the CRTC?

Mr. Gilbert: When I read the paper prepared by the CRTC, I noticed that the Commission had made several phone calls and that a lot of people had. . . You know, we are not an army we cannot travel throughout the country to meet with cable operators and to convince them to carry RDI. It is up to the CRTC. It takes time. We must have time.

We start by dealing with cable operators where we feel our chances of success are the greatest. As I have mentioned, we have met the most important cable operators, those who would have the greatest number of francophone subscribers and so on. When we are finished with them, we will decide what to do next.

Mr. Bélanger: What is your deadline, Mr. Gilbert?

Mr. Gilbert: I think that we need a year.

Mr. Bélanger: A year from when?

Mr. Gilbert: From the 1st of January 1995.

Mr. Bélanger: Thus, at the end of 1995, the Société Radio-Canada or RDI will decide if it must ask the CRTC to rule on mandatory carriage.

Mr. Gilbert: We're talking mediation. It can happen before, depending on how long it will take us to meet every single cable operator and to negotiate with every single one of them.

Mr. Bélanger: You will agree that the ball is not in RDI's court?

Mr. Gilbert: Yes.

Mr. Bélanger: Very well. Out of these 110 territories, 9 of them receive no cable service at all. Among the others, just about 40 receive none of the new specialty services including Newsworld. Am I right?

Mr. Pineau: They receive none of the new specialty services.

Mr. Bélanger: Out of the 101 territories, how many receive Newsworld? Do you know?

Mr. Desjardins: Those that have no new service, do not receive the new specialty services like Discovery and Country Network. These areas, at least most of them, receive Newsworld. The 16 areas which are negotiating currently also receive Newsworld.

Mr. Bélanger: This means that all 101 communities, except for one or two, receive Newsworld.

Mr. Desjardins: That is right.

Mr. Bélanger: Thank you.

Mr. Pineau: No, there are nine territories that have no cable service whatsoever.

Mr. Bélanger: You say in your corporate plan that you expect to have over 4.9 million of subscribers in the year 2001. Were these the numbers you expected before you decided to offer RDI at rates that are nine times lower than those that had been planned or was it later?

[Text]

[Translation]

M. Gilbert: Cela faisait partie du plan de l'entreprise.

M. Bélanger: Ce que je cherche à savoir, c'est si votre réduction de tarif a influencé. . .

M. Pineau: C'était identifié dans la demande. Les chiffres que je cite font partie de la demande que nous avons déposée au CRTC. On demandait un tarif de 90¢ dans les marchés dits francophones et un tarif de 10¢ dans les marchés dits anglophones. Nos projections indiquaient que nous atteindrions 4,9 millions d'abonnés en 2001.

• 1625

M. Ringma: Merci de votre présentation. J'ai quelques mots à dire, mais je vais m'exprimer en anglais pour protéger mes droits linguistiques et peut-être pour le bénéfice de Diane Francis.

It probably won't thrill you to get bouquets from the Reform Party, but I have gone through your analysis and I think you've made exactly the right decision. You looked at it carefully and asked "Do we go through this with force or do we do it the better way—the democratic way?"

I say this as a representative of the west, or perhaps even of the anglophone community throughout Canada, other than Quebec. There are two sentiments out there. There's one very positive sentiment that says "We love the French language, we love Quebec and we're willing to participate—to tune in and learn French." But that's a voluntary thing.

If you ever got it on the other side—as you saw, not directed at French, but in this January revolt of the people against the cable pressure—that's exactly what you would get. I think if there had been any effort on your part to do this in a compulsory way, you'd have had precisely what you don't want, which is a negative reaction—people saying "Enough, we're fed up."

You've made the right decision and I just have to applaud it. I have only one tiny question. Did you go out to the west? Did you do it through CBC or what? How did you tune in as well as you did to what might have happened if you'd gone the other way?

Mr. Pineau: On your specific question, I shall let Mr. Desjardins and Mr. Gilbert tell you exactly what they did, because they did it.

I will just say at the outset that if the point is to make Mrs. Francis happy and give her thrills, I will also by speaking English here at this moment.

As to the question of getting flowers and compliments, these days we take them wherever they come from, and if they come from the Reform Party, we're particularly delighted, I assure you. Thank you.

Mr. Gilbert: I'll just say a word first. I've met personally with some key people in the biggest cable carriers, but Gilles has met many of them.

Mr. Desjardins: I want to thank you very much for—

Mr. Gilbert: It was part of the corporate plan.

Mr. Bélanger: What I'm trying to find out is whether the decrease in rates had any impact on. . .

Mr. Pineau: It was identified in the request. The numbers I am giving you are part of the request we presented to the CRTC. We requested a rate of 90 in markets identified as French markets and a rate of 10 in those identified as English markets. Our forecast indicated that we would reach 4.9 million subscribers in 2001.

Mr. Ringma: Thank you for your presentation. I have got a few things to say, but I will speak English in order to protect my linguistic rights and also may be to please Diane Francis.

Vous ne serez probablement pas très enchanté de recevoir des fleurs du Parti réformiste, mais j'ai lu votre analyse et je crois que vous avez pris la bonne décision. Vous avez étudié de très près la question et vous êtes demandé: «Devons-nous imposer la distribution de RDI? Devrions-nous plutôt opter pour la méthode démocratique?»

Et je vous fais ce compliment à titre de représentant de l'Ouest, ou peut-être même de la communauté anglophone de l'ensemble du pays, à l'exception du Québec. Il y a deux façons de penser. Il y a le sentiment fort positif de ceux qui se disent: «Nous adorons la langue française, nous aimons le Québec et nous sommes disposés à participer—à écouter RDI et à apprendre le français.» Mais c'est une décision volontaire.

Mais si vous abordiez la question d'une autre façon—vous savez ce qui se passerait, vous avez vu ce qui s'est passé en janvier lorsque les abonnés se sont soulevés contre les pressions exercées par les câblodistributeurs. Remarquez que cela n'avait rien à voir avec les services en français. Je crois que si vous aviez essayé d'imposer le nouveau réseau, vous auriez eu exactement la réaction que vous cherchez à éviter, soit une réaction négative. Les gens auraient dit: «Nous en avons assez.»

Vous avez donc pris la bonne décision et je dois vous en féliciter. Je n'ai qu'une question à vous poser. Êtes-vous allé dans l'Ouest? L'avez-vous fait par l'entremise de la SRC ou quoi? Comment avez-vous pu si bien comprendre ce qui se serait passé si vous aviez demandé la distribution obligatoire du réseau?

M. Pineau: Je laisserai M. Desjardins et Gilbert vous dire exactement comment ils ont procédé parce que ce sont eux qui se sont occupés de ces travaux.

Je veux simplement dire que si vous parlez anglais simplement pour rendre M^{me} Francis heureuse et lui donner des sensations, je parlerai anglais moi aussi.

Pour ce qui est des fleurs et des compliments, de nos jours on les accepte peu importe qui nous les offre. Et si ces compliments viennent du Parti réformiste, je puis vous assurer que nous sommes encore plus heureux de les accepter. Merci.

M. Gilbert: J'aimerais faire un petit commentaire. J'ai rencontré personnellement certains des cadres des plus importants câblodistributeurs, mais Gilles en a rencontré beaucoup lui aussi.

M. Desjardins: Je tiens à vous remercier de. . .

[Texte]

M. Ringma: Vous pouvez me répondre en français.

Mr. Desjardins: I can speak English, because when I went out west to sell RDI to the cable companies — outside Quebec it's called RDI, because it makes it more understandable—I explained the service to them in English. I spoke English to them.

I want to thank you for recognizing that our approach was the right approach. I spent many years working with the cable companies before, so I know them. I've travelled across this country and I know the approach to take outside Quebec.

When I went to talk to the cable companies, I said RDI was a service of course for the francophones of this country but also for the anglophones who know French and want to learn French, especially the youngsters who are in school. There are many young people out west in the immersion school.

[Traduction]

Mr. Ringma: You can answer in French.

M. Desjardins: Je peux parler anglais, parce que lorsque je suis allé dans l'Ouest pour convaincre les câblodistributeurs de distribuer RDI—à l'extérieur du Québec on l'appelle RDI, parce que c'est plus facile à comprendre—je leur ai expliqué ce qu'était ce service en anglais. Je leur ai parlé anglais.

Je tiens à vous remercier d'avoir signalé que nous avions choisi la meilleure façon de procéder. J'ai travaillé pendant plusieurs années avec les câblodistributeurs, et je les connais bien. J'ai visité tout le pays, et je sais comment il faut procéder à l'extérieur du Québec.

Lorsque je me suis adressé aux câblodistributeurs, j'ai dit que RDI était évidemment un service pour les francophones du pays mais également pour les anglophones qui connaissent le français et qui veulent apprendre le français, surtout les jeunes qui vont à l'école. Il y a beaucoup de jeunes dans l'Ouest qui suivent des cours d'immersion.

• 1630

This is the approach that was taken and the approach also to make them responsible for the decision. The service was explained to them. The approach was that RDI was a national service like Newsworld. And though the service could have been offered on an optional basis on the extended basic tier—they had the opportunity to do that—in the discussion with them I suggested it was a service like Newsworld and for that reason it should be distributed on basic, and this is what happened.

Outside of Quebec, the service is also distributed on the basic cable service by the cable company. It is not something we forced them to do, but we left them the opportunity to do it and they in fact did it.

That's basically the approach that was taken, and when we went out there with a video and with print material to explain what RDI was all about, we had documents in video, not only in French but also in English. In summary, this is the approach we took, with the result you know of.

In fact we're not finished, either, because we are going to continue. We have the possibility of increasing the number of basic subscribers by about 600,000 in the next two or three months. After that, in the other phase, we are going to concentrate on the smaller cable companies that don't distribute the new services to make sure that when they distribute the new English services they will also include RDI.

Finally, in the following phase we will concentrate on the very small systems. We will work with and help those systems that don't necessarily distribute many cable services to ensure that they distribute RDI, because there are a number of francophones and anglophones interested in French in those places to make sure that—Our objective is to try to attain as high a distribution as Newsworld has.

Thank you.

Mr. Ringma: I have one additional comment. In any event, you certainly made the right decision. It is interesting, to put a little leavening in here, to note Mr. Spicer's comment on the spread of RDI in English-speaking Canada. He said that we

C'est la façon dont nous avons procédé; nous voulions également laisser les câblodistributeurs décider. Nous leur avons expliqué le service. Nous avons dit que RDI était un service national tout comme Newsworld. De plus, même si le service avait pu être offert de façon facultative dans le service de base élargi—c'est ce qu'auraient pu choisir les câblodistributeurs—lors de mes discussions avec eux je leur ai dit qu'il s'agissait d'un service comme Newsworld et que pour cette raison le RDI devrait faire partie du service de base, et c'est effectivement le cas.

À l'extérieur du Québec, le RDI fait également partie du service de base offert par le câblodistributeur. Nous n'avons pas forcé les câblodistributeurs à choisir cette option, nous leur avons donné le choix, et c'est ce qu'ils ont choisi.

C'est la façon dont nous avons procédé, et nous sommes allés les rencontrer et avons apporté une bande magnétoscopique et des documents pour leur expliquer ce qu'était RDI. Nos documents étaient disponibles non seulement en français mais également en anglais. Bref, c'est la façon dont nous avons procédé. Nous connaissons tous les résultats.

Nous n'avons pas encore terminé parce qu'il se pourrait que nous puissions avoir 600 000 abonnés de plus au cours des deux ou trois prochains mois. Par la suite, lors de l'autre étape, nous concentrerons nos efforts sur les plus petits câblodistributeurs qui n'offrent pas ces nouveaux services. Nous voulons nous assurer que lorsqu'ils offriront les nouveaux services en anglais, ils offriront également RDI.

Enfin, lors de l'étape suivante, nous nous pencherons sur les très petits câblodistributeurs. Nous prêterons même main forte aux câblodistributeurs qui n'offrent pas nécessairement beaucoup de chaînes afin de nous assurer qu'ils distribueront RDI, parce qu'il y a un bon nombre de francophones et d'anglophones qui s'intéressent au français dans les régions où ces câblodistributeurs offrent leurs services. . . Notre objectif est d'avoir une distribution aussi générale que Newsworld.

Merci.

M. Ringma: Je voudrais faire un dernier commentaire. De toute façon, vous avez certainement pris la bonne décision. Il est intéressant de noter les commentaires de M. Spicer sur la portée de RDI au Canada anglais. Il a dit que nous avions été

[Text]

were a little sneaky to do this, but we allowed the English-language cable systems in western Canada, for example, to bring in another, more popular American service that will be of direct interest to the English-speaking people at the same time. So he too was doing a bit of marketing, and he admitted it in conversation with this committee, which I think is fine. He was being a businessman. Thank you very much.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Au risque de froisser M^{me} Francis, je vais parler en français.

Je voudrais revenir à la question des 40 territoires où il n'y a aucun nouveau service. Qu'est-ce que ça veut dire? Est-ce que ça veut dire qu'on ne peut pas additionner. . .

M. Desjardins: Non. Vous savez que le CRTC, en juin 1994, a autorisé, après des audiences et plusieurs demandes, huit nouveaux services spécialisés, deux en langue française et six en langue anglaise. Ces nouveaux services-là ont commencé à être disponibles le 1^{er} janvier et c'est à ce moment-là que les entreprises de câble ont commencé à les distribuer.

Dans les territoires où il n'y a aucun nouveau service, le système de câble, pour un certain nombre de raisons, n'a introduit aucun de ces huit nouveaux services; il n'a introduit aucun de ces six nouveaux services anglophones.

Il serait un peu illusoire de penser que ces marchés-là, qui sont à prédominance anglophone, vont distribuer RDI alors qu'ils ne distribuent aucun nouveau service anglophone. Mais ils ont l'intention de le faire dans plusieurs cas, sinon dans la totalité des cas, au cours de 1995, au plus tard au mois de janvier 1996.

On est en discussion avec ces gens-là parce qu'ils sont en train de faire leur plan. Comme ils ont construit une capacité additionnelle pour leurs câbles, ils vont être en mesure d'offrir de nouveaux services. Alors, on est en discussion.

• 1635

Je parlais avec le vice-président-directeur général du système de Sydney en Nouvelle-Écosse et je lui disais: Avez-vous l'intention de dispenser de nouveaux services au mois de juin ou au mois de septembre? Je lui disais qu'on comprenait sa situation, mais qu'on serait très heureux s'il pouvait à ce moment-là inclure RDI. Il m'a dit qu'il était très intéressé, à condition qu'on s'entende.

C'est ce que cela veut dire.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Dans ces 40 territoires, est-ce que ces gens pourraient laisser tomber des stations ou une des stations. . .

M. Desjardins: Non, parce que les entreprises de câble laissent rarement tomber des services qu'ils ont commencé à distribuer. Dans ce cas-là, je serais très surpris qu'ils enlèvent des services pour en mettre d'autres, anglophones ou francophones.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Vous avez parlé de l'analyse de la Fédération des communautés francophones et acadienne, surtout de la question de leurs 110 territoires. Vous nous avez distribué votre document juste après votre présentation. Je l'ai examiné un peu, mais je n'en ai pas encore fait l'analyse. Est-ce que vous avez discuté de ce document avec des gens de la Fédération avant de le distribuer?

[Translation]

un petit peu sournois car nous avons permis aux câblodistributeurs anglais de l'Ouest, par exemple, d'offrir un autre service américain plus populaire qui intéressera directement les anglophones au même moment. Lui aussi faisait donc un peu de marketing, et en fait il l'a admis lorsqu'il s'est adressé à nous. C'est parfaitement acceptable. Il se posait en fait en homme d'affaires. Merci.

The Joint Chairman (Senator Comeau): At the risk of upsetting Ms. Francis, I will speak French.

I would like to come back to the 40 areas where none of the new specialty services are offered. What does that mean? Does that mean that we cannot add—

Mr. Desjardins: No. You know that the CRTC, in June 1994, after holding hearings and receiving several requests, authorized eight new specialty services, two in French and six in English. These new services were available from January 1st and this is when the cable operators started offering them.

In the areas where there are no new services, the cable system, for several reasons, did not offer any of those eight new services; it did not offer any of the six new English services.

We would be fooling ourselves if we thought that these markets, which are English majority markets, would carry RDI when they do not carry any new English specialty service. But in several cases, if not in all cases, in 1995 or at the latest January 1996 they intend to carry RDI.

We are discussing the issue with them right now because they are preparing their corporate plans. Since they have added additional capacity to their cable, they will be able to offer new services. That's why we are discussing the issue with them right now.

I was talking with the vice-president and CEO of the Sydney system in Nova Scotia, and I asked him if he intended to offer new services in June or September? I told him that we understood his situation but that we'd be very happy if he could include RDI at that point. He told me he was very interested, if we could come to an agreement.

That's what that means.

The Joint Chairman (Senator Comeau): In those 40 territories, could those people drop stations or one of the stations—

Mr. Desjardins: No, because cable companies rarely drop services they've started broadcasting. In that case, I'd be very surprised if they were to drop some services and replace them by others, whether English or French.

The Joint Chairman (Senator Comeau): You talked about the analysis made by the Federation of Francophone and Acadian Communities, especially the part about their 110 territories. You distributed your document just after your presentation. I examined it a little, but I haven't looked at it in-depth yet. Did you discuss this document with the people from the Federation before distributing it?

[Texte]

[Traduction]

M. Pineau: Non, et je vais vous dire pourquoi. C'est que mes collègues ont failli être en retard ici, au Comité, parce que ce document était encore à l'impression. On s'est rencontrés hier pour retoucher le discours qu'on vous a présenté. C'est pour cela que vous ne l'avez pas eu avant ce matin. Il y a une semaine, dans notre ébauche, on vous disait qu'on était en négociation avec tant de câblodistributeurs, mais en ce moment, ces gens ont commencé à diffuser le service. La situation a évolué très rapidement. On n'a pas eu l'occasion de les voir, mais je crois qu'on leur a fait parvenir un exemplaire de notre document.

À ce chapitre, je tiens à souligner une chose qui est peut-être passée un peu inaperçue dans l'exposé qu'on a fait. Actuellement, même s'il est vrai que neuf des territoires identifiés n'ont pas de câble et que 40 d'entre eux qui n'ont pas la capacité d'ajouter de nouveaux services, que ce soit en anglais ou en français, les statistiques démontrent qu'en étant présents dans 45 des 110 territoires identifiés, nous rejoignons 85 p. 100 de l'ensemble des francophones de ces 110 territoires. Si on règle les cas des 16 avec lesquels on est en négociation, on atteindra 95 p. 100 des francophones.

Pour l'ensemble des francophones de ces territoires-là, il ne reste que 5 p. 100 de francophones à atteindre dans les 40 marchés dont on parle. C'est un faible nombre, mais on veut les rejoindre. Je ne dis pas qu'ils ne méritent pas le service, mais je veux quand même mettre les choses en perspective.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Selon mon expérience, la Fédération fait généralement son devoir. Elle ne nous donne pas des chiffres qui viennent de l'air du temps. Il aurait été avantageux que vous consultiez la Fédération dans ce cas-ci. Je suis en train d'examiner la question de la Nouvelle-Écosse. Vous dites que dans mon petit coin, que je connais très bien, c'est-à-dire la Pointe de l'Église, on n'a aucune société de câble. Ma facture de câble s'élève à 35\$ ou 40\$. Je peux donc affirmer que vos chiffres sont faux, car il y a chez moi une société de câble. Si vous aviez consulté la Fédération, vous ne donneriez peut-être pas de tels chiffres.

Je vois qu'il manque aussi d'autres communautés qui ne sont même pas mentionnées. La communauté de Yarmouth, où il y a beaucoup d'Acadiens et qui reçoit le câble, n'est même pas mentionnée. Je vois que vous mentionnez une petite communauté, Pubnico, à l'intérieur de la région d'Argyle. Elle est desservie par deux compagnies de câble.

Moi-même, dans mon propre petit territoire, je peux commencer à remettre en question vos chiffres qui ne sont pas exacts. Peut-être devrions-nous remettre en question tout le document que vous nous avez distribué!

• 1640

Je fais ce petit commentaire en passant. Je ne sais pas si vous voulez le commenter.

M. Desjardins: Oui. Je voudrais vous dire que les territoires qui sont mentionnés dans ce document-là sont les mêmes 110 qui ont été mentionnés dans le document préparé par la Fédération.

Deuxièmement, depuis que nous avons obtenu notre licence, nous nous sommes promenés à travers le pays et j'ai parlé aux entreprises de câble presque quotidiennement. J'ai discuté avec les fédérations des francophones locales, par exemple à Halifax,

Mr. Pineau: No, and I'll tell you why. It's because my colleagues were almost late here, in committee, because that document was still being printed. We met here yesterday to put the last touch to the presentation we just made. That's why you didn't get it before this morning. A week ago, in our draft, we said that we were negotiating with a certain number of cable distributors, but these people have already started broadcasting at this point. The situation evolved very rapidly. We didn't have the opportunity to meet with them, but I think that we sent them a copy of our document.

On that, I would like to point out something that may have gone almost unnoticed in our presentation. Right now, even if it's true that 9 of the identified territories don't have cable and that 40 of them don't have the capacity to add new services, in English or in French, statistics show that being present in 45 of the 110 identified territories, we're reaching 85% of the francophones over those 110 territories. If we settle with the 16 others we're already negotiating with, we'll be reaching 95% of the francophones.

Out of all the francophones in those territories, we only have 5% of francophones left to reach in the 40 markets we're talking about. It's a very low number, but we do want to reach them. I'm not saying they don't deserve the service, but I would like to put things in perspective.

The Joint Chairman (Senator Comeau): In my experience, the Federation usually does its homework. They don't just pull figures out of the air. You should have consulted the Federation in this case. I'm looking at the Nova Scotia situation. You say that in my little area, and I know it very well, in other words Pointe de l'Église, we don't have any cable company. I'm paying \$35 or \$40 for my cable. So I can tell you that your figures are misleading because there is a cable company where I am. If you had consulted the Federation, maybe you wouldn't be giving figures like that.

I also see that there are communities missing and they're not even mentioned. The Yarmouth community, where there are a lot of Acadians and where there is cable, isn't even mentioned. I see that you do mention a little community, Pubnico, inside the Argyle region. It's served by two cable companies.

So just for my little corner of the world, I can start questioning your figures, as they are not accurate. Maybe we should start questioning the entire document you've just distributed?

I am just commenting in passing; I do not know if you have any comments of your own.

Mr. Desjardins: Yes. I would like to say that the territories mentioned in that document are the same 110 that were mentioned in the document prepared by the Federation.

Secondly, since we obtained our license, we have been going across the country and I have been speaking to cable firms almost daily. I have had discussions with the local francophone federations in Halifax, for example, with Mr. Daniel Comeau,

[Text]

avec M. Daniel Comeau, etc. Il y a trois jours, je discutais avec lui. Nous avons travaillé ensemble à plusieurs endroits, par exemple au Nouveau-Brunswick. Dans le cas de Cable 2000, nous avons travaillé de concert avec les fédérations pour obtenir les résultats que vous connaissez.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Je reviens à ce que je disais. La communauté qui compte le plus de francophones en Nouvelle-Écosse est celle de Baie-Sainte-Marie, où je demeure. Personnellement, je paie ma facture de câble tous les mois et vous dites que nous n'avons aucun service de câble. Vous avez oublié de parler à quelqu'un.

M. Desjardins: Non, à Baie Sainte-Marie. . .

Le coprésident (le sénateur Comeau): On parle ici de Pointe de l'Église, mais c'est Baie Sainte-Marie en Nouvelle-Écosse. Vous dites que nous n'avons aucun service de câble. Nous l'avons. C'est là.

M. Desjardins: Dans le cas de Baie Sainte-Marie, c'est. . .

Le coprésident (le sénateur Comeau): Ce n'est pas la DNO? Non, nous n'avons pas la DNO, mais nous avons le service de câble.

M. Desjardins: Ce que vous dites aujourd'hui, c'est que Baie Sainte-Marie dessert Pointe de l'Église.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Eh bien, on parle de Pointe de l'Église, mais c'est la région de la Baie Sainte-Marie.

Une voix: C'est la même chose.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Vous dites qu'à Pointe de l'Église, ou à Baie Sainte-Marie, nous n'avons aucun service de câble. Je vous dis que nous en avons un, car je paie ma facture tous les mois.

M. Desjardins: D'accord, mais laissez-moi vous parler du cas de Baie Sainte-Marie. J'ai parlé aux gens de cette compagnie-là, et ils ne distribuent aucun nouveau service maintenant. Ils ne distribuent pas les nouveaux services anglophones. Ils ont l'intention de commencer à diffuser les nouveaux services au mois de juin et, à ce moment-là, d'inclure RDI.

Quant au cas précis auquel vous faites allusion, il y a une partie de Pointe de l'Église qui est desservie, je crois, par le système de Baie Sainte-Marie. C'est ce que vous dites?

Le coprésident (le sénateur Comeau): Non. À Pointe de l'Église, il y a un service de câble qui s'appelle Le Câble de la Baie, ce qui veut dire le câble de la Baie Sainte-Marie. Ce sont les gens dont vous parlez qui ont tort. Vous nous dites qu'il n'y a pas de câble.

M. Desjardins: L'entreprise Seabreeze Cablevision ne distribue actuellement aucun nouveau service. Donc, l'entreprise de Baie Sainte-Marie. . . Je vous concède qu'il y a une partie de Pointe de l'Église qui est desservie par le câble.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Non, je ne dis pas cela. Je dis que nous avons le service de câble dans notre région. C'est bien simple.

M. Desjardins: D'accord.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Vous disiez qu'il n'y avait pas de service, et moi, je dis qu'il y en a un.

[Translation]

and so on. I was discussing things with him three days ago. We worked together in several areas, in New Brunswick for example. In the case of Cable 2000, we worked in concert with the federations and got the results you heard of.

The Joint Chairman (Senator Comeau): I will come back to what I was saying. The community that has the most francophones in Nova-Scotia is Baie Sainte-Marie, where I come from. Personally, I pay my cable bill every month and you are telling me we do not have any cable service. You forgot to speak to somebody.

Mr. Desjardins: No, at Baie Sainte-Marie. . .

The Joint Chairman (Senator Comeau): We are talking about Pointe De l'Église here, but that is Baie Sainte-Marie in Nova-Scotia. You are telling me we have no cable service. We do. It is right there.

Mr. Desjardins: In the case of Baie Sainte-Marie it is. . .

The Joint Chairman (Senator Comeau): It is not the DNO? No, we do not have the DNO, but we do have cable service.

Mr. Desjardins: What you are saying today is that Baie Sainte-Marie is serving Pointe de l'Église.

The Joint Chairman (Senator Comeau): Well, we are talking about Pointe de l'Église. But it is the Baie Sainte-Marie area.

An Honourable Member: It is the same thing.

The Joint Chairman (Senator Comeau): You are saying that at Pointe de l'Église or at Baie Sainte-Marie, we have no cable service. I am telling you we do have it because I pay my bill every month.

Mr. Desjardins: Fine, but let me tell you about Baie Sainte-Marie. I spoke to the people from that company and they are not providing any new service now. They are not offering the new English services. They intend to start broadcasting the new services in June and at that point they will include RDI.

As for the specific situation you are talking about, part of Pointe de l'Église, I think, is served by the Baie Sainte-Marie system. Is that what you are saying?

The Joint Chairman (Senator Comeau): No. At Pointe de l'Église, there is a cable service called *Le câble de la Baie*, which means cable for Baie Sainte-Marie. It's the people you were talking to who are wrong. You are telling us that there is no cable.

Mr. Desjardins: Sea Breeze Cablevision is presently distributing no new service. So the Baie Sainte-Marie company. . . I will grant you that part of Pointe de l'Église does get cable.

The Joint Chairman (Senator Comeau): No, That is not what I am saying. I am telling you we get cable in our region. It is that simple.

Mr. Desjardins: Fine.

The Joint Chairman (Senator Comeau): You were saying that there is no service and I am telling you there is.

[Texte]

M. Desjardins: D'accord. Je vais vous dire qu'il peut arriver que dans le cas d'une petite communauté comme celle-là. . .

Le coprésident (le sénateur Comeau): Non!

Le sénateur Gauthier (Ontario): Pourrait-on avoir une conférence par la suite?

[Traduction]

Mr. Desjardins: Fine. I will tell you that can happen in the case of a small community like that one. . .

The Joint Chairman (Senator Comeau): No!

Senator Gauthier (Ontario): Could we have a conference later on?

• 1645

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je pense qu'il est question d'une erreur dans l'information à être transmise.

M. Desjardins: Nous acceptons qu'il y ait une erreur parce qu'il y a des milliers de petits villages que nous ne connaissons pas du tout. Cela peut arriver.

De toute façon, le résultat dans ce cas, comme vous le dites, est qu'ils ne distribuent aucun des nouveaux services. La compagnie de Baie Sainte-Marie a l'intention de les distribuer de sorte qu'à Pointe de l'Église, le service devrait être donné au cours de l'année. Je ne pense pas qu'il faille mettre en doute la crédibilité du document. Nous y avons apporté énormément d'efforts et nous discutons avec les associations francophones.

Le service a été inauguré le 3 avril, lundi de cette semaine, à Halifax et à Dartmouth. C'est le résultat de beaucoup de travail et d'une étroite collaboration avec la Fédération. Vous pouvez demander à ces gens de quelle façon nous avons travaillé avec eux.

J'accepte qu'il puisse s'être glissé une erreur, mais il ne faudrait pas remettre en cause tout le document. On a appelé à plusieurs endroits pour savoir un nombre de choses.

Le sénateur Gauthier: Il y a neuf régions et il y en a une qui est mise en doute, Pointe de l'Église. On se demande si elle est couverte ou non par une compagnie de câble. Quant à moi, je favorise mon ami Comeau.

Des voix: Ah, ah!

Le coprésident (le sénateur Comeau): Je paye ma facture.

Le sénateur Gauthier: Il paye son compte tous les mois et il me dit qu'il y a une compagnie de câble. Alors, je donne le bénéfice du doute à M. Comeau. À part cela, c'est un sénateur. Je pense qu'il ne raconterait pas d'histoires.

M. Bélanger: Les sénateurs ne font pas d'erreurs.

Le sénateur Gauthier: L'Anse-à-Canards et la Grand'Terre, à Terre-Neuve, est-ce une ou deux régions? J'ai compté les régions et j'arrive à huit!

M. Desjardins: Cela ne compte que pour une région.

Le sénateur Gauthier: Donc, il y a seulement huit régions.

M. Desjardins: C'est possible. S'il y a d'autres corrections à apporter, nous le ferons. Il n'y a pas de problème.

Le sénateur Gauthier: Donc, là, il y aurait deux corrections; trouver le neuvième territoire et ajuster votre tir pour que le sénateur Comeau soit satisfait.

M. Pineau: Pour Pointe de l'Église.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I think this is about the matter of a mistake being made in the information to be transmitted.

Mr. Desjardins: We would admit to errors because there are thousands of small villages we don't know about at all. It can happen.

In any case, the result in this case, as you say, is that they're not distributing any new services. The Baie Sainte-Marie company intends to distribute them so that at Pointe de l'Église they should be getting the service during the year. I don't think we should doubt the credibility of the document. We put a lot of effort into it and we are holding discussions with the francophone associations.

The service was inaugurated on April 3, Monday this week, in Halifax and Dartmouth. It's the result of a lot of work and close cooperation with the Federation. You can ask them how we worked with them.

I can admit to there being a mistake, but we shouldn't be questioning the whole document because of that. We phoned up a number of places to find out a lot of things.

Senator Gauthier: There are nine regions and there's only one that's being questioned, Pointe de l'Église. We're simply wondering if it's covered by a cable company or not. As far as I'm concerned, I'll listen to my friend Mr. Comeau.

Some hon. members: Ah, ah!

The Joint Chairman (Senator Comeau): I pay my bills.

Senator Gauthier: He pays his bill every month and he tells me there is a cable company. So I'll give the benefit of the doubt to Mr. Comeau. Besides that, he's a senator. I don't think he'd be telling us any stories.

Mr. Bélanger: Senators never make mistakes.

Senator Gauthier: L'Anse-à-Canards and Grand'Terre, in Newfoundland, are they one or two regions? I've counted the regions and I get eight!

Mr. Desjardins: That counts for only one region.

Senator Gauthier: So, there are only eight regions.

Mr. Desjardins: That's possible. If there are any other corrections, we'll make them. No problem.

Senator Gauthier: So there we'd have two corrections; finding the ninth territory and readjusting your aim to satisfy senator Comeau.

Mr. Pineau: For Pointe de l'Église.

[Text]

Le sénateur Gauthier: Vous aviez un plan qui promettait de faire certaines choses dans des délais précis. Vous êtes en opération depuis trois mois à peu près?

M. Pineau: Oui.

Le sénateur Gauthier: Où en êtes-vous aujourd'hui par rapport à votre plan d'affaires? Êtes-vous en avance? Cela ne m'impressionne pas qu'on dise qu'on s'est trompé dans l'évaluation il y a un an. Plus tôt, vous disiez avoir prévu 4 millions et qu'on en est maintenant à 5 millions. On peut se tromper dans l'évaluation. Dans le concret, où en êtes-vous rendus exactement dans votre plan d'affaires? Avez-vous tenu parole?

M. Gilbert: Tout dépend de quoi on parle. Si vous me demandez si, le 1^{er} janvier, on a démarré une chaîne d'information continue avec 168 heures de programmation par semaine, pratiquement sans bavure au plan technique et avec une image d'une qualité assez exceptionnelle, je dirai: On a réussi; on a atteint un objectif qui était vraiment très important pour nous.

Si vous me parlez du nombre d'abonnés, c'est évident que, dans le marché anglophone, nous avons dépassé nos cibles. Si vous parlez du marché francophone, dans le document auquel Alain faisait allusion plus tôt, nous avions prévu 1,725 millions d'abonnés dans le marché du Québec. Au 1^{er} janvier, nous en avions 1,664 millions. Ce sont des abonnés à 90 cents.

À l'extérieur du Québec, nous avions prévu 60 000 abonnés pour le marché francophone. Au 1^{er} janvier, Cable 2000 n'était pas là. Par conséquent, plus ou moins 45 000 abonnés du Nouveau-Brunswick étaient absents. Du côté de l'Ontario, il nous en manquait aussi. Nous en avions prévu 15 000 en Ontario. Il nous en manquait plusieurs au 1^{er} janvier.

• 1650

Par conséquent, au niveau des revenus, nous sommes en retard et nous avons dû nous ajuster.

Le sénateur Gauthier: Où en êtes-vous aujourd'hui?

M. Gilbert: Nous sommes en progression. Cependant, le CRTC ne nous a pas accordé le taux d'inflation sur le tarif.

Le sénateur Gauthier: Quand vous avez droit à 10c., combien demandez-vous?

M. Gilbert: Oui, nous demandions l'inflation sur 10c.. Sur une période de sept ans, cela représente pas mal d'argent.

M. Pineau: En bout de piste, cela faisait 2c. de plus en 2001, pour la durée de la licence, mais ils nous ont dit que cela devait être 90c. et 10c. pour nos cinq ans d'exploitation.

Le sénateur Gauthier: Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'en trois mois, vous avez fait un bon travail, les gars. Je trouve cela fantastique et je vous en félicite. Je suis content de ce que vous avez fait jusqu'à maintenant. Ne lâchez pas, parce qu'il reste des choses à faire. Les petites communautés sont importantes.

Souvenez-vous que Radio-Canada, en 1973, ne couvrait pas les petites communautés de 500 habitants et moins. On les couvre aujourd'hui parce qu'il y a eu une décision de prise dans cette Chambre-ci. Merci.

[Translation]

Senator Gauthier: You had a plan promising to do certain things within a given timeframe. You've been in operation for close to two or three months now?

Mr. Pineau: Yes.

Senator Gauthier: Where are you at today as compared to your business plan? Are you ahead of it? I'm not really impressed when I'm told that a mistake was made in the evaluation a year ago. Earlier on, you were saying you had provided for 4 million dollars and that you are now up to 5 million dollars. You can make mistakes in evaluations. In concrete terms, where are you exactly in your business plan? Did you manage to meet your commitment?

Mr. Gilbert: It all depends on what we're talking about. If you're asking me whether, on January 1, we got a continuous information network on the air with 168 hours of programming a week, practically without any technical problems and with a picture of a rather exceptional quality, I will tell you that we were successful; we attained an objective that was really important to us.

If you're talking about the number of subscribers, it's clear that in the anglophone market we've exceeded our targets. If you're talking about the francophone market, in the document Alain mentioned before, we had forecast 1.725 million subscribers in the Quebec market. As of January 1, we had 1.664 million. These are 90¢ subscribers.

Outside Quebec, we had banked on 60,000 subscribers for the francophone market. As of January 1, Cable 2000 wasn't there. So we had 45,000—more or less—subscribers in New Brunswick that were absent. On the Ontario side, there were some who weren't there also. We had forecast 15,000 in Ontario. There were a lot missing as of January 1.

Thus, where income is concerned, we're behind schedule and we've had to adjust.

Senator Gauthier: And what is the current situation?

Mr. Gilbert: We're making progress. However, the CRTC hasn't granted us inflation on the rate.

Senator Gauthier: When you're getting 10 cents, how much are you asking for?

Mr. Gilbert: Yes, we were asking for inflation on 10 cents. Over the seven-year period, it's a lot of money.

Mr. Pineau: At the end of the day, it was 2 cents more in the year 2001 for the duration of the license, but they told us it had to be 90 cents and 10 cents for our five years of operation.

Senator Gauthier: All I can tell you is that in three months, you've done good work, gentlemen. I find it fantastic and I just have to congratulate you. I'm happy with what you've done so far. Don't stop now because there's still work to be done. The small communities are important.

Remember that in 1973 Radio-Canada didn't cover small communities of 500 people or less. We're covering them today because a decision was made in this House. Thank you.

[Texte]

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Vous auriez dû demander au sénateur francophone de la Nouvelle-Écosse s'il écoutait. Il est peut-être l'une de ces personnes qui reçoivent des comptes et qui paient automatiquement sans vérifier s'ils ont reçu le produit. On ne sait jamais.

Quant à moi, je paye et je suis heureux de payer parce que j'écoute. Je souffre d'insomnie et souvent, la nuit, j'écoute RDI. Votre première émission spéciale portait sur les jumelles Dionne. Il y avait un programme semblable à CBC.

Le sénateur Gauthier: Sur les mêmes jumelles?

M. Bellemare: Le sénateur Gauthier et moi-même connaissons très bien le responsable de l'éducation des jumelles Dionne. Je puis vous dire que, tous les deux, nous savions que la production qui était faite à RDI était supérieure en qualité et en renseignements à celle de la CBC, que j'aime beaucoup.

Cela dit, parlons de pénétration du marché.

M. Pineau: Je veux simplement dire que, dans le cas de RDI, il s'agissait d'un documentaire alors que dans l'autre, c'était une dramatique. On a peut-être pris des libertés en dramatique, mais ce n'est pas le même genre.

M. Bellemare: Vous avez mangé de mon temps en apportant cette précision que je connaissais très bien. Je voulais vous féliciter. Il n'est pas facile de féliciter les gens aujourd'hui.

M. Pineau: Vous allez payer pour les autres.

M. Bellemare: Alors, vous allez payer.

M. Pineau: Pas sur le *corporate*.

M. Bellemare: Je vous félicite pour ce qui est de la pénétration. Si mes calculs sont corrects, elle est de 98 p. 100 au Québec et de 75 à 80 p. 100 hors Québec, en moyenne. Elle est de plus de 80 p. 100 au Canada après trois mois, et il y a 7,5 millions d'abonnés du câble.

Après cinq ans, c'est 87 p. 100 pour Newsworld. C'est seulement 7 points de plus. Craignez-vous qu'une fois le «party» initial terminé, à la longue, les gens disent: Eh bien, on est habitués maintenant; on écoute un peu moins?

M. Pineau: On aimerait croire que c'est comme la cigarette, que l'habitude croît avec l'usage. Règle générale, c'est le cas. Quand les services spécialisés sont distribués et que les gens ont commencé à les prendre, il est rare qu'ils les abandonnent. Nous avons confiance dans la qualité de notre produit. Donc, je ne pense pas que cela va disparaître.

M. Bellemare: Parlons maintenant de la cote d'écoute. Là où il y a eu de la résistance, c'est parce qu'on n'avait pas la capacité technique de transmettre vos émissions.

Qui fait l'étude de vos cotes d'écoute? C'est Nielsen à Chicago, je crois.

M. Pineau: C'est Nielsen Canada, est une succursale de la compagnie américaine.

M. Bellemare: Vous avez dit que votre part du marché était de 1,2 p. 100. Quelle est la cote d'écoute de Newsworld?

• 1655

M. Pineau: La portée est à peu près la même. C'est-à-dire que la proportion de la population qui écoute la chaîne au moins une fois durant la semaine pour une durée minimum calculée est pratiquement la même. Pour l'ensemble des services

[Traduction]

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): You should have asked the francophone Senator from Nova Scotia if he watches television. Maybe he's one of those people who get bills and pay them automatically without checking if they got the product. You never know.

As far as I'm concerned, I pay and I'm happy to pay because I listen. I have insomnia and I often watch RDI at night. Your first special program was on the Dionne quintuplets. There was a similar program on CBC.

Senator Gauthier: The same quintuplets?

Mr. Bellemare: Senator Gauthier and myself know the person responsible for the education of the Dionne quintuplets very well. I can tell you that we both knew that the program that was shown on RDI was superior in quality and in information to the one on CBC, that I like a lot.

That said, let's talk about market penetration.

Mr. Pineau: I'd simply like to say that what you had on RDI was a documentary whereas the other one was dramatized. We may have taken some dramatic license but it's not the same kind of program.

Mr. Bellemare: You've taken up some of my time by giving us that detail that I knew very well. I just wanted to congratulate you. It's not easy to congratulate people today.

Mr. Pineau: You'll pay for the others.

Mr. Bellemare: So you're going to pay.

Mr. Pineau: Not on the corporate.

Mr. Bellemare: So I'll congratulate you for your penetration. If my figures are correct, it's 98% in Quebec and 75 to 80% outside of Quebec, on average. It's over 80% for all of Canada after three months and there are 7.5 million cable subscribers.

After five years, it's 87% for Newsworld. That's only 7 points more. Aren't you afraid that once the initial rush of interest is over, people will eventually say: "Well, we're used to it now; we'll listen a little less?"

Mr. Pineau: We'd like to think it's a bit like cigarettes and that habit increases with use. Generally speaking, that's the case. When specialized services are being distributed and people start using them, it's rare that they drop them. We're quite confident in the quality of our product. So I don't think it's going to disappear.

Mr. Bellemare: Now, let's talk about ratings. You encountered a bit of resistance where distributors didn't have the technical capacity to broadcast your programs.

Who does the ratings for you? I think it's Nielsen, in Chicago.

Mr. Pineau: It's Nielsen Canada, a branch of the American company.

Mr. Bellemare: You said your share of the market was 1.2%. What is the rating for Newsworld?

Mr. Pineau: The reach is just about the same. That's because the proportion of the population tuning into the network at least once a week for a given minimum period of time is practically the same. For all of these specialized services,

[Text]

spécialisés, le concept de portée est très important. Le nombre de gens rejoints est plus important que le nombre de gens rejoints à un moment quelconque. Dans les deux cas, c'est à peu près 25, 26 ou 27 p. 100.

Un peu plus du quart de la population regarde Newsworld et un peu plus du quart de la population, chaque semaine, regarde RDI au moins une fois. C'est la mesure minimum.

M. Bellemare: Voyez-vous TV 5 de façon négative?

M. Pineau: Non. Je ne vois pas où vous vous voulez en venir avec cette question. Il y avait une certaine crainte, au début, qu'il y ait double emploi entre TV 5 et RDI, mais c'était avant la conception du projet. Le projet a été mis en place en concertation avec TV 5 dans la mesure où on va chercher des bulletins à l'étranger.

M. Gilbert: Sur trois points, nous n'avons absolument aucune crainte. D'une part, nous avons promis au CRTC, et le CRTC en a fait une condition de licence, un contenu canadien à 90 p. 100. Par conséquent, nous diffusons très peu de programmes étrangers. Deuxièmement, nous avons des bulletins de nouvelles et nous savons que nous en avons l'exclusivité. De plus, nous produisons beaucoup d'émissions spéciales d'actualité. Nous savons que TV 5 ne le fait pas. Nous cherchons plutôt à coopérer avec eux pour éviter que, dans certains cas, les fournisseurs augmentent les prix.

M. Bellemare: D'ici six mois ou un an, nous reviendrez-vous avec des statistiques sur la pénétration et la cote d'écoute? J'imagine qu'à ce moment-là, la plupart des députés voudront examiner votre rentabilité au point de vue financier et non pas au point de vue du patriotisme.

Y a-t-il un risque que les coupures constantes massacrent la rentabilité de RDI?

M. Pineau: D'une part, du côté de la pénétration, à savoir là où nous sommes disponibles à travers le pays, il est bien évident que nous voudrions revenir ici dans un an pour vous dire que nous sommes présents dans tous les foyers qui reçoivent le câble.

C'est notre objectif et dans ce sens, nous sommes tout à fait d'accord avec la Fédération. Nous n'aurons pas de repos tant que nous ne serons pas rendus dans tous les foyers qui reçoivent le câble, un objectif que nous n'atteindrons peut-être pas si j'en juge par l'ensemble des services spécialisés, y compris Newsworld, qui ne sont pas dans tous les foyers actuellement. Mais c'est notre objectif.

D'ici un an, nous aurons certainement amélioré la pénétration de la distribution de RDI. Il n'y a pas de doute là-dessus. Quant à la part de marché de 1,2 p. 100 dont on parle, l'objectif est toujours de l'augmenter, mais il faut être réaliste. C'est à peu près le genre de part d'écoute qu'un service comme celui-là peut atteindre.

On s'était dit qu'on atteindrait 0,8 p. 100 dans la première année et on a déjà dépassé cela de 50 p. 100. On peut l'augmenter, mais disons qu'on ne serait pas du tout mal à l'aise de vous revenir l'année prochaine en vous disant qu'on est à 1,2 p. 100.

M. Bellemare: Vos contrats prévoient-ils des limites de temps pour l'acceptation de la pénétration chez les câblodistributeurs de langue anglaise?

M. Desjardins: Des contrats sont signés pour une période de quatre ans et huit mois, ce qui représente la période de licence de RDI.

[Translation]

the reach concept is very important. The number of people reached is more important than the number of people reached at a given point. In both cases, it's about 25, 26 or 27%.

A bit more than a quarter of the population watches Newsworld and slightly more than one quarter of the population watches RDI at least once, every week. That's the minimum measurement.

Mr. Bellemare: Do you see TV 5 in a negative way?

Mr. Pineau: No. I don't see what you're getting at with that question. At the beginning, there was some fear that there might be duplication between TV 5 and RDI, but that was before the conception of the project. The project was set up in concert with TV 5 insofar as we use foreign newscasts.

Mr. Gilbert: On three points, we have no fear whatsoever. First, we promised the CRTC—and the CRTC made this a condition of the license—that there'd be 90% Canadian content. Therefore, we broadcast very few foreign programs. Secondly, we have news bulletins and we know that they're exclusive. Besides that, we produce a lot of special current events programs. We know that TV 5 does not do that. What we're trying to do is to co-operate with them to avoid having suppliers increase their prices in some cases.

Mr. Bellemare: Within six months to a year, will you come back to us with statistics on penetration and ratings? I imagine that at that point most members will want to have a look at your financial viability as opposed to your patriotic viability.

Is there a danger that constant cuts could massacre the viability of RDI?

Mr. Pineau: On the one hand, on the penetration side, where we are available across the country, it's clear that we would like to come back here in a year to tell you that we're everywhere in every home that gets cable.

That's our objective and in that sense we're quite in agreement with the Federation. We will not stop trying until we have reached into every home with cable, even though that is an objective we may not attain if I'm to judge by all the specialized services, including Newsworld, that are not reaching all homes right now. But that's our objective.

Within a year, we will certainly have improved our penetration and RDI's distribution. There's no doubt about that. As for the 1.2% market share we're talking about, the objective is always to increase it, but you have to be realistic. That's just about the kind of ratings a service like ours can reach.

We had expected to reach 0.8% the first year and we already improved on that by 50%. We might increase that figure, but let's say that we wouldn't be uncomfortable if we came back next year with a 1.2% rating.

Mr. Bellemare: Do your contracts provide for any kind of deadlines for penetration acceptance by English language cable distributors?

Mr. Desjardins: Contracts are signed for a period of four years and eight months, which is the term of RDI's license.

[Texte]

[Traduction]

Le sénateur Rivest (Stadacona): Pour le Québec, avez-vous des chiffres pour les francophones et les anglophones? Je suppose que non. C'est plutôt pour l'ensemble du territoire. Quel est le portrait sur le territoire québécois? On me disait qu'en Gaspésie, il y a quelques régions où ce n'est pas disponible.

Senator Rivest (Stadacona): Do you have figures for francophones and anglophones in Quebec? I suppose not. It's probably more for the whole territory. What's the picture for Quebec overall? I'm told that in the Gaspé, there are a few regions where it's not available.

• 1700

M. Desjardins: Oui, en Gaspésie il y a, par exemple, Rivière-au-Renard. Le système de câble Baie-des-Chaleurs compte 2 000 abonnés, et ce n'est pas disponible. Il y a une transaction en cours, et ils attendent. Et il y a quelques autres très, très petits systèmes qui ne distribuent pas. Il y a le Télécable Régional qui compte 13 000 abonnés.

Mr. Desjardins: Yes; that is the case, for example, at Rivière-au-Renard in the Gaspé. The cable system from Baie-des-Chaleurs has 2,000 subscribers and it's not available. There's a transaction under-way and they're waiting. And there are a few very, very small systems that don't distribute it either. There's Télécable régional that has 13,000 subscribers.

Mais actuellement, le pourcentage d'abonnés au câble qui ont accès à RDI est de 98.5 p. 100 pour être très précis. Donc, il reste seulement 1.5 p. 100 des abonnés à atteindre.

However, presently, the percentage of cable subscribers who can access RDI is 98.5% to be very specific. So there's only 1.5% of subscribers left to be reached.

M. Gilbert: C'est toujours le plus difficile. Il y a un petit nombre d'abonnés, et ce sont de petits systèmes qui n'ont pas beaucoup d'employés à temps plein. Mais là où ce n'est pas distribué, cela n'a rien à voir avec la composition démographique des abonnés au câble. De toute façon, un système de câble a le choix de distribuer le service à tous ses abonnés, quelle que soit leur langue.

Mr. Gilbert: That's always the most difficult part. You have a small number of subscribers, and they are small systems that don't have many full-time employees. But where RDI is not distributed, it has nothing to do with the demographics of the cable subscribers. In any case, a cable system has the choice of distributing the service to all its subscribers whatever their language may be.

Le sénateur Rivest: Est-il trop tôt pour juger si RDI a eu un impact sur les cotes d'écoute de émissions d'information du réseau de Radio-Canada?

Senator Rivest: Is it too early to tell if RDI has had an impact on Radio-Canada network information program ratings?

M. Gilbert: Non. Nous examinons de très près les résultats de Nielsen qui commencent à entrer. Quand on est dans de petits auditoires, il faut avoir plusieurs résultats positifs pour valider les données. J'ai demandé qu'on examine l'écoute de chacun. Je voulais avoir l'écoute à 0-2 minutes de chaque heure. Je sais que j'ai des bulletins de nouvelles à ce moment-là. Je voulais savoir si les gens regardent mon bulletin de nouvelles ou l'émission qui suit. Ils m'ont dit qu'avant trois mois, je ne serais pas capable d'avoir cela.

Mr. Gilbert: No. We're looking very closely at the Nielsen results that are just starting to come in. When you're dealing with small audiences, you need a lot of positive results to validate the data. I asked that the ratings of each one be examined. I wanted to have the rating at two minutes past the hour for every hour. I know that I have news bulletins on at that time. I wanted to know if people are watching my news bulletin or the following program. They told me that I wouldn't be able to get that information before three months.

Les données sont trop peu nombreuses. Un jour donné, vous pouvez avoir une cote d'écoute de 20 000. D'autres jours, vous n'avez qu'un tiret. La journée suivante, ce peut être 50. Actuellement, nous n'avons pas de données, sauf pour les heures de grande écoute. On sait actuellement que *Le Téléjournal* n'a pas été affecté.

The data just aren't numerous enough. On any given day, you can have a 20,000 rating. Other days, you only have a dash. The next day, it might be 50. Presently, we don't have any data except for peak periods. We do know right now that *Le Téléjournal* has not been affected.

Le sénateur Rivest: Donc, Bernard a encore une chance de gagner un Métrostar. *Le Téléjournal* est perçu plus comme un service complémentaire.

Senator Rivest: So Bernard still has an opportunity to win a Métrostar. *Le Téléjournal* is seen as more of a complementary service.

M. Pineau: *Le Téléjournal* est perçu plus comme un service complémentaire.

Mr. Pineau: *Le Téléjournal* is perceived more as a complementary service.

Le sénateur Gauthier: *Le Téléjournal* de 22 heures?

Senator Gauthier: The 10:00 p.m. *Le Téléjournal*?

Le sénateur Rivest: Oui, parce qu'il passe aussi à 21 heures.

Senator Rivest: Yes, because it's also on at 9:00 p.m..

Dans le contexte des restrictions budgétaires, etc., j'écoutais hier le président actuel de Radio-Canada parler de coupures, même dans le domaine de l'information comme telle. RDI commence. Radio-Canada existe, fait de l'information, et vous en faites. Vous en produisez à titre de réseau d'information continue. Il est encore trop tôt pour penser que quelqu'un quelque part dans l'administration de Radio-Canada dira peut-être: Le réseau ne fera plus cela; ce sera RDI qui le fera; ou

In the context of budget cuts and so forth, yesterday I was listening to the current president of Radio-Canada talking about cuts, even in the area of information as such. RDI is starting up. Radio-Canada exists, and is doing information programs just like you. You're producing news as an ongoing information network. It's still too early to think that someone somewhere in the SRC administration may say: the network won't do that any more; from now on RDI will do it; or RDI won't do that any

[Text]

bien RDI ne fera plus cela car ce sera le réseau. Il n'y a encore rien de ce côté? Est-ce trop tôt?

M. Pineau: Il faut bien comprendre que RDI et Newsworld sont des services dérivés. Ils ont très peu de personnel journalistique à eux. Et le personnel journalistique qu'ils ont, fondamentalement, ce sont ceux qui sont au centre et qui vont chercher les reportages ailleurs.

Le sénateur Rivest: Sauf les présentateurs.

M. Pineau: Sauf les présentateurs, un certain nombre de réalisateurs et des rédacteurs. De plus, RDI ajouté certaines équipes dans les régions. Dans ce sens-là, RDI a un peu plus d'équipes en région que Newsworld. Il est bien évident que cela recoupe la question de M. Bellemare. Les réductions auxquelles la Société doit faire face, selon l'endroit et la façon dont elles seront appliquées, pourront avoir un impact autant sur Newsworld que sur RDI, mais il est encore trop tôt pour en parler.

Le sénateur Rivest: S'ils restreignent la production ou l'ensemble des moyens que possèdent Radio-Canada pour l'information, s'ils les coupent, s'ils les diminuent, cela va nécessairement affecter le produit que diffuse RDI.

M. Pineau: Si vous fermez l'ensemble des salles de nouvelles anglaises et françaises en télévision à travers le pays, vous n'aurez plus le même genre de service du tout parce qu'aucun des deux services, ni RDI ni Newsworld, n'a de reporters.

• 1705

Le sénateur Rivest: Il reste Radio-Québec, votre associé.

M. Pineau: Il ne restera plus que cela. Il ne restera que les salles nationales, c'est tout.

Le sénateur Gauthier: Quel est le tarif chargé par Newsworld comparativement à RDI?

M. Pineau: C'est 55c., je crois.

M. Gilbert: C'est 55c. et 15c.

Le sénateur Gauthier: Pour tout le monde?

M. Gilbert: C'est 55c. dans le marché anglophone et 15c. dans le marché francophone.

Le sénateur Gauthier: Et le marché est de l'ordre de 90/10. Pourquoi cette différence?

M. Pineau: Parce que ce sont des services qui doivent être autofinancés. La base démographique du côté français étant plus petite, il faut que le prix soit plus élevé. Du côté de Newsworld, on peut répartir les 50c. sur beaucoup plus de gens.

Le sénateur Rivest: Et le produit est supérieur du côté francophone.

M. Pineau: Je vous laisse juger de cela.

M. Bélanger: Je voudrais revenir aux 60 000 abonnés qui sont dans des territoires francophones hors Québec. C'est le chiffre exact?

M. Gilbert: C'est le nombre d'abonnés dans les marchés francophones hors Québec.

[Translation]

more, the network will. There's nothing like that yet? Is it still too soon?

Mr. Pineau: You have to understand that RDI and Newsworld are derivative services. They have very few reporters on staff. And the staff that they do have, basically, are the ones who are at the centre and go get the reporters' stories from somewhere else.

Senator Rivest: Except for the anchors.

Mr. Pineau: Except for the anchors, a certain number of producers, and writers. On top of that, RDI has added a few teams in the different regions. In that sense, RDI has a few more teams in the different regions than Newsworld. It's clear that this comes back to Mr. Bellemare's question. The decreases that the Corporation has to face, depending on where and how they're applied, might have as much of an impact on Newsworld as on RDI but it's a bit too early to talk about that.

Senator Rivest: If they restrict production or the total resources SRC has available for information, if they cut them, if they reduce them, that will necessarily affect the product broadcast by RDI.

Mr. Pineau: If you close all the English and French television newsrooms across the country, you won't have the same kind of service at all any more because neither of the services, RDI or Newsworld, has any reporters.

Senator Rivest: That would leave your associate, Radio-Québec.

Mr. Pineau: Yes but nothing more. The national news rooms will be the only ones left.

Senator Gauthier: And what rate does Newsworld charge compared with RDI?

Mr. Pineau: I believe it's 55¢.

Mr. Gilbert: The rates are 55¢ and 15¢.

Senator Gauthier: For everyone?

Mr. Gilbert: Well, it's 55¢ in the anglophone market, and 15¢ in the francophone market.

Senator Gauthier: And the ratio in the market is about 90 to 10. Why is there that difference?

Mr. Pineau: Because these services must be self-financed. Since the demographic base on the French side is smaller, the price has to be higher. In the case of Newsworld, however, the 50¢ can be distributed among a lot more people.

Senator Rivest: But the product is of superior quality on the French side.

Mr. Pineau: Well, I'll let you be the judges of that.

Mr. Bélanger: I would just like to briefly come back to the 60,000 cable subscribers living in francophone areas outside Quebec. Is that the exact figure?

Mr. Gilbert: Yes, that is the number of subscribers in francophone markets outside Quebec.

[Texte]

M. Bélanger: Majoritairement francophones.

M. Gilbert: Il se pourrait que, dans certains cas, il y ait 49 p. 100 d'anglophones.

M. Bélanger: Je comprends cela. Et vous en êtes rendus où exactement? Vous avez dit plus tôt qu'il vous en manquait 45 000 au Nouveau-Brunswick.

M. Gilbert: Le 1^{er} janvier. Actuellement, on peut. . .

M. Bélanger: Quelle est la situation actuelle?

M. Gilbert: Actuellement, au Nouveau-Brunswick, il y a deux compagnies principales qui desservent 95 p. 100 des abonnés du câble. Il y a la compagnie Fundy qui compte environ 125 000 abonnés, et la compagnie Cable 2000 qui en compte 45 000.

Actuellement, la compagnie Cable 2000 assure la distribution de RDI à 40 000 abonnés au service de base. Il en reste environ 5 000 à qui ce n'est pas distribué. Ces 5 000 se trouvent dans des marchés anglophones qui comptent plus de 50 p. 100 de foyers anglophones. Ils sont dans la région de Woodstock.

M. Bélanger: Où il n'y a pas d'abonnés. Ils ne l'ont pas encore?

M. Gilbert: Ils ne l'ont pas encore.

M. Bélanger: Vous en avez 40 000 sur 45 000. C'est cela?

M. Desjardins: Oui.

M. Bélanger: J'imagine que les autres sont dans l'Est ontarien.

M. Desjardins: Oui, dans l'Est de l'Ontario.

M. Bélanger: À Hawkesbury et dans les environs.

M. Desjardins: Et aussi dans la région de Sudbury-Timmins. Il reste encore un certain nombre de petits marchés dits francophones qui vont recevoir le service l'automne prochain. Ces petits marchés francophones du Nord de l'Ontario vont recevoir RDI d'ici la fin de 1995. C'est la même chose pour les marchés francophones du Nouveau-Brunswick.

M. Bélanger: Qu'est-ce qui retarde les choses?

M. Desjardins: C'est que dans tous ces petits marchés, on n'a pas la capacité de canaux nécessaire pour le faire. Ils n'ont aucun nouveau service, ni anglophone ni RDI.

M. Bélanger: On ne sait pas quel est le tarif.

M. Desjardins: Non.

M. Bélanger: J'aimerais qu'on puisse revoir ces messieurs à la table à la fin de l'année 1995, lorsqu'ils auront terminé leurs négociations.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bélanger, je crois que les personnes qui sont devant nous aujourd'hui n'ont pas à craindre de ne pas être invitées de nouveau pour attester du résultat obtenu à la fin de l'année 1995. Vous avez sûrement compris, lors des dernières réunions de ce Comité, qu'il s'agit d'un service dont les membres de ce Comité veulent assurer l'accessibilité à tous et chacun.

[Traduction]

Mr. Bélanger: For markets where there is a majority of francophones.

Mr. Gilbert: In some cases, 49% of subscribers could be anglophone.

Mr. Bélanger: Yes, I see. And how do things stand now? You said earlier that you still needed about 45,000 in New Brunswick.

Mr. Gilbert: That was on the 1st of January. At this time. . .

Mr. Bélanger: What is the current situation, then?

Mr. Gilbert: Right now, we have two main companies serving 95% of cable subscribers in New Brunswick. There's the Fundy Company with approximately 125,000 subscribers, and Cable 2000, with about 45,000.

At this time, Cable 2000 is distributing RDI to some 40,000 subscribers receiving basic service. That leaves about 5,000 subscribers who are not receiving it at this time. Those 5,000 are located in anglophone markets where more than 50% of households are anglophone. They are in the Woodstock region.

Mr. Bélanger: Where there are no subscribers. So they are not yet receiving it?

Mr. Gilbert: No, they are not.

Mr. Bélanger: In other words, you have 40,000, out of a total of 45,000. Am I right?

Mr. Desjardins: Yes, that's correct.

Mr. Bélanger: I imagine the others are in Eastern Ontario.

Mr. Desjardins: Yes, in Eastern Ontario.

Mr. Bélanger: In Hawkesbury and the surrounding area.

Mr. Desjardins: Yes, and also in the Sudbury-Timmins area. There are still a number of small so-called francophone markets that will be receiving the service starting this fall. Those small francophone markets in Northern Ontario will start receiving RDI sometime between now and the end of 1995. The same would apply to francophone markets in New Brunswick.

Mr. Bélanger: Why the delay?

Mr. Desjardins: Well, in all of these small markets, we do not have the channel capacity we need to provide it. They are not receiving any new service—neither English language services nor RDI.

Mr. Bélanger: And we don't know what the rate is?

Mr. Desjardins: No.

Mr. Bélanger: I would like these gentlemen to be invited back to the committee near the end of 1995, when they have completed their negotiations.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bélanger, I don't think our witnesses have any reason to be worried about not being invited back to apprise us of the results of their negotiations late in 1995. I am sure you must have realized, having taken part in recent committee meetings, that committee members are determined to ensure that this service is accessible to all.

[Text]

[Translation]

• 1710

Nous vous remercions pour le professionnalisme de vos réponses et vous souhaitons le meilleur des succès dans la distribution du RDI. C'est, pour l'ensemble des membres de ce Comité, une question prioritaire.

M. Pineau: Madame la présidente, ce sera un échange de remerciements. Il y a beaucoup de facteurs qui ont contribué au succès de la distribution de RDI. Nous avons déjà mentionné la préoccupation de la Fédération des communautés francophones et acadienne. Nous avons déjà mentionné la possibilité d'avoir recours à l'arme que nous donne le CRTC. Nous avons mentionné la collaboration des câblodistributeurs. Je pense qu'on doit également mentionner ce Comité-ci.

Il est bien évident que les câblodistributeurs ne sont pas sourds à la préoccupation que vous exprimez au nom du public canadien. Cela nous a aidés. Je ne voulais pas le faire d'entrée de jeu parce qu'on aurait pu—Dieu sait où on en est rendu dans les lois sur la probité des gens élus et nommés au Sénat—être accusés de tentative de pots-de-vin et de corruption, mais on vous a apporté une petite épinglette de RDI pour que vous continuiez à promouvoir la bonne cause.

C'est que que j'avais à vous dire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On vous remercie.

Nous faisons une pause de cinq minutes. Nous devons discuter de beaucoup de choses. 1713

• 1718

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le Comité poursuit sa séance. Le prochain sujet à l'ordre du jour est une motion de M^{me} Tremblay.

Mme Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Est-ce à huis clos ou public?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Cela peut être public, car je ne crois pas que qui que ce soit ait de choses à cacher à ce sujet.

M. de Savoye: Il va y avoir des choses intéressantes.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois que vous avez tous reçu la motion de M^{me} Tremblay. Est-ce que vous voulez que j'en fasse la lecture intégrale?

M. Bellemare: Non.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci. Est-ce qu'on a des questions? Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Je propose qu'on passe au vote.

M. Ringma: Franchement, après avoir entendu le témoignage cet après-midi,

I'd like to move that we withdraw the motion, because of the testimony of the witnesses.

We want to thank you for the professionalism you have demonstrated in answering members' questions and we wish you the best of success with RDI distribution. This is something committee members see as a priority.

Mr. Pineau: Madam Chairman, I, too wish to express my thanks. There are a number of factors that have contributed to the success of RDI's distribution. We already referred to the role played by the Federation of Francophone and Acadian Communities. We also spoke of possibly having recourse to the means given to us by the CRTC, if need be. We further talked about the co-operation of cable operators. So, I think it is only fair to mention the role of this committee.

Clearly, cable operators cannot simply ignore the concerns you express on behalf of the Canadian public. That has obviously helped us. I didn't want to say this at the outset of the meeting for fear that—and especially not having any idea what current conflict of interest legislation demands of elected officials and persons appointed to the Senate—we might be accused of attempted bribery and corruption; however, we brought with us a small RDI pin for you, to encourage you to continue to promote a very good cause.

Those are the comments I wanted to make.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much.

We will now take a five-minute break. After that, we have a great many issues to discuss.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to call this meeting back to order. The next item on our agenda is a motion by Ms Tremblay.

Ms Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Is this meeting to be open to the public or in camera?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Well, I believe it could be open to the public, as I see no reason why members would have anything to hide in discussing this item.

Mr. de Savoye: This ought to be an interesting discussion.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I believe you all received Ms Tremblay's motion. Would you like me to read it?

Mr. Bellemare: No.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you. Are there any questions? Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: I move that we call the question immediately.

Mr. Ringma: Frankly, after hearing the witnesses' testimony this afternoon. . .

Je voudrais proposer que nous retirions cette motion, vu la teneur des témoignages que nous avons entendus.

[Texte]

Est-ce que cela mérite une discussion?

M. de Savoye: La présentation que nous avons eue cet après-midi par les gens de RDI est très significative en ce sens que oui, la pénétration se fait, mais pas encore partout et pas encore autant qu'on l'aimerait. On voit cependant qu'il sont dans la bonne voie. J'ai cru comprendre dans la conclusion de nos invités que le fait que notre Comité se soit intéressé à cette question leur donne un point d'appui non négligeable pour faire avancer leurs négociations.

{Traduction}

Is there any discussion?

Mr. de Savoye: Certainly, the presentation made by the representatives of RDI this afternoon is quite significant in the sense that penetration is improving, but at the same time the service is still not available everywhere and not as widely available as we would like it to be. They do seem to be on the right track, though. I understood our guests to say, in making their concluding comments, that our committee's interest in this matter had provided them with considerable support and contributed to moving the negotiations along.

• 1720

Me permettez-vous de suggérer que la motion soit suspendue quitte à ce que dans quelques mois, nous révisions la situation en indiquant que le Comité ne néglige pas ces questions, mais qu'il croit simplement que nous devons laisser au processus actuel la chance de courir et que nous vérifierons plus tard si nous avons eu raison de laisser le processus courir?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous avons une motion en vue du vote, une motion pour retirer la motion et une motion pour suspendre la motion.

Monsieur de Savoye, nous avons indiqué tout à l'heure à nos témoins qu'à la fin de l'année, nous demanderions de les rencontrer à nouveau pour savoir s'ils ont atteint leurs objectifs.

Je crois qu'il serait un peu futile de suspendre cette motion pour une période de 10 mois. Ou bien on passe à la question, ou bien on retire la motion.

Le sénateur Gauthier: Nous pourrions demander au greffier de nous donner un conseil en ce qui concerne la réglementation de la Chambre des communes là-dessus, sur la procédure visant à suspendre une motion.

Le greffier du Comité: La motion devrait soit être retirée. . . De toute façon, la motion n'a pas encore été distribuée. Elle n'a pas été proposée. Si elle avait été proposée, on devrait la retirer ou voter pour ou contre. Comme elle est maintenant donnée comme avis de motion. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Excusez-moi. Elle a été donnée comme avis de motion, il y a deux semaines, lorsqu'elle a été remise par M^{me} Tremblay. C'est une proposition et j'ai même indiqué tout à l'heure que je pouvais en faire la lecture aux membres du Comité si cela était nécessaire.

Mme Tremblay: La motion a été déposée à la suite du long débat que nous avons eu avec M. Spicer, alors que nous avons essayé de «ramasser» des éléments. Vous-même, madame la présidente, vous m'aviez dit de «ramasser» cela, d'écrire quelque chose et de l'apporter au Comité. Je reconnais aussi ce que le greffier nous dit, étant donné que personne n'a dit: «Sur une proposition de Suzanne Tremblay appuyée par. . .». On demande de passer au vote. La motion n'a pas été déposée formellement et je pense qu'il serait plus simple de la retirer.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M^{me} Tremblay retire la motion.

Perhaps I could suggest that this motion be held in abeyance for a few months and that we take another look at the situation at that time; we could simply indicate that although the committee has no intention of neglecting these issues, it believes that the current process should be allowed to proceed and that our intention is to review the situation at a later date to determine whether or not we were right to allow things to proceed in the normal fashion?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Well, we have a motion to put the question, another motion to withdraw the motion and a third motion to hold the original motion in abeyance.

Mr. de Savoye, we indicated to our witnesses a few moments ago that between now and the end of the year, we would ask them to come back before the committee again to determine whether or not they have attained their goals.

As far as I'm concerned, it does not make much sense to hold this motion in abeyance for ten months. Either we deal with it immediately, or we simply withdraw it.

Senator Gauthier: We could ask the Clerk to advise us with respect to House of Commons rules governing deferment of motion.

The Clerk of the Committee: The motion should either be withdrawn. . . In any case, the motion has not yet been distributed. It has not really been moved. If it had been moved, members would have the option of either withdrawing it or voting for or against it. As it now exists only in the form of a notice of motion. . .

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Excuse me. While it was presented in the form of a notice of motion by Ms Tremblay two weeks ago, it is now an official motion, and I even indicated earlier that I could read it to committee members, if that was their wish.

Ms Tremblay: This motion was tabled following a long debate with Mr. Spicer, when we were trying to put something together. You yourself, Madam Chair, asked me to try and put something together—in other words, to draft something and present it in committee. At the same time, I realize the Clerk is right in the sense that no one has actually said: “Moved by Suzanne Tremblay, seconded by. . .”. There has just been a suggestion to put the question. The motion per se was never formally tabled, and I think it would probably just be simpler to withdraw it.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Ms Tremblay is withdrawing her motion.

[Text]

Le deuxième sujet à l'ordre du jour est l'étude des crédits budgétaires. Nous avons un échéancier. Ce sont les crédits budgétaires du commissaire aux langues officielles. Le délai pour faire l'étude de ces crédits et remettre notre rapport est la fin du mois de mai.

Comme c'est un sujet pressant et que nous avons un délai, je vous proposerais de demander au greffier d'essayer d'avoir une rencontre avec le commissaire aux langues officielles concernant les crédits et prévisions budgétaires le plus tôt possible, selon notre disponibilité et la sienne. Êtes-vous d'accord que ce sujet soit mis en priorité à l'ordre du jour? Monsieur le greffier, vous ferez les contacts nécessaires.

En ce qui concerne le commissaire aux langues officielles, il y a la question du rapport. Donc, il faudra avoir le rapport annuel du commissaire aux langues officielles pour en faire l'étude. Nous pourrions demander au greffier du Comité de prévoir deux rencontres, une pour les crédits et une pour le rapport annuel, auprès du commissaire. Êtes-vous d'accord là-dessus?

Le sénateur Gauthier: Est-ce que j'ai bien compris? Il y aurait une réunion. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Deux réunions.

Le sénateur Gauthier: Une réunion pour les prévisions budgétaires en général et une réunion pour le rapport annuel. Je trouve que ce n'est pas beaucoup. Vous passez rapidement sur des dossiers importants.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est la raison pour laquelle je vous y invite. C'est prioritaire.

• 1725

Nous devons avoir terminé notre étude des crédits budgétaires à la fin du mois de mai. Si après une première réunion, on juge qu'il y a a matière à tenir d'autres réunions sur ce sujet spécifique, il faudra prévoir en conséquence.

Le sénateur Gauthier: Ce n'est pas ce que je dis. Il y a le congé de Pâques qui s'en vient et on a deux semaines de relâche. La Chambre ne siège pas vendredi de cette semaine à cause du congrès du Bloc québécois à Montréal. Il ne reste pas grand temps.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est exact.

Le sénateur Gauthier: Vous faites mieux d'avertir le commissaire tout de suite et de fixer des dates au lieu de dire au greffier de nous revenir dans une semaine pour nous dire quand le commissaire sera libre.

Le sénateur Rivest: C'est le Comité qui donne le mandat de fixer les dates.

Le sénateur Gauthier: Oui, la présidence a ce mandat.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On va faire tout le nécessaire pour que d'ici la fin de la semaine, nous ayons des dates fixes pour rencontrer le commissaire. . .

Le sénateur Gauthier: Parfait.

[Translation]

The second item on the agenda is consideration of the estimates. As you know, we have a schedule in place. We are to review the estimates of the Commissioner of Official Languages and present our report by the end of May.

Because this is rather a pressing subject and we have a deadline to meet, I suggest asking the Clerk to try and arrange a meeting with the Commissioner of Official Languages to discuss the estimates as soon as possible, based on our availability and his. Would you agree to making this a priority item for our agenda over the next little while? I would ask the Clerk to go ahead and make the necessary arrangements.

As far as the Official Languages Commissioner is concerned, there is also the matter of his report. We must have the Commissioner of Official Languages' annual report before we can review it. So, we could ask the Clerk of the committee to arrange two meetings with the Commissioner, one to discuss the estimates, and another to discuss his annual report. Would that be an acceptable way of proceeding?

Senator Gauthier: I want to be certain I understood you correctly. You said there would be one meeting. . .

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Two meetings.

Senator Gauthier: Yes, one meeting to discuss the estimates, and one meeting to discuss his annual report. That doesn't seem like much to me. We would have very little time to review what are really very important issues.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That's the reason why I'm inviting you to take part. They are very much a priority.

We must complete our consideration of the estimates by the end of May. If, after a first meeting with the Commissioner, we realize that there is a need for further meetings to discuss a specific matter, we can always make arrangements at that time.

Senator Gauthier: That's not what I mean. Easter is coming up and there will be a two-week recess. The House is not sitting on Friday of this week because of the BQ convention in Montreal. What I am saying is, we really won't have much time.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): You are absolutely right.

Senator Gauthier: I think it would be better to advise the Commissioner immediately and set dates and times now, rather than asking the Clerk to come back a week from now to tell us when the Commissioner might be free.

Senator Rivest: It is the committee's responsibility to set dates.

Senator Gauthier: Yes, through the joint chairs.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We will do whatever is necessary between now and the end of the week to ensure that we have agreed upon dates for meeting with the Commissioner. . .

Senator Gauthier: Perfect.

[Texte]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): . . . et pour discuter en premier lieu des crédits. S'il y a lieu de tenir deux ou trois rencontres sur les crédits, on le fera.

Le sénateur Rivest: Il faudrait indiquer qu'il est possible de prévoir cela si on voit qu'il nous faut deux séances pour étudier les crédits.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui. On l'indiquera au commissaire lorsqu'on entrera en contact avec lui au sujet de sa disponibilité.

Le sénateur Rivest: D'accord.

Mr. Ringma: I have two things that it is appropriate right now to bring up. One is that the commissioner is not here. But if he's got a representative here, I'd like him perhaps to come to the table to answer one question.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, the commissioner has a representative here.

C'est M. Therrien, si je ne me trompe.

Mr. Ringma: This concerns supplementary estimates, which we started to talk about. Page 108 of supplementary estimates shows that the commissioner's office was over the budget by \$192,000. I would simply like to ask why the commissioner was over that amount. Your original allocation was \$10,780,000. You were over by \$192,000. Why?

Mr. Marc Therrien (Director General, Office of the Commissioner of Official Languages): I can't reply right now.

Mr. Ringma: That's fine. So the next time that can be answered.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Yes.. Monsieur Therrien, serait-il possible que le commissaire réponde par écrit, ce qui serait probablement plus rapide, et fasse parvenir la réponse à cette question au greffier qui en fera la distribution à tous les membres de ce Comité?

M. Therrien: Bien sûr.

Senator Gauthier: Is that for this year, for 1994-95?

Mr. Ringma: That's right.

Senator Gauthier: So it's the end of the last fiscal year.

Mr. Ringma: That's right. There's a little detail. I'd like a detailed breakdown of the extra expenses, what information cost \$100,000, what professional and special services you bought for the \$50,000, what the \$15,000 for utilities and materials was for. Just give me a breakdown of that if you will.

Senator Gauthier: All right.

Mr. Ringma: Not me. It's for the committee.

[Traduction]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): . . . and for discussing the estimates, as a priority. If there is a need for two or three meetings to discuss the estimates, we will have those meetings.

Senator Rivest: Perhaps we should indicate that we may want to make those arrangements if we realize that two meetings are needed to discuss the estimates.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes. We will make that clear to the Commissioner as soon as we get in touch with him to discuss his availability.

Senator Rivest: Fine.

M. Ringma: J'ai deux questions à soulever, et je crois que c'est le moment de le faire. D'abord, le commissaire n'est pas parmi nous aujourd'hui. Cependant, si un de ses représentants assiste à la séance, je voudrais qu'il se présente à la table pour répondre à une question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, le représentant du commissaire est parmi nous.

I believe it is Mr. Therrien.

M. Ringma: Ma question porte sur le budget des dépenses supplémentaires, dont nous discutons déjà depuis un moment. À la page 108 du budget des dépenses supplémentaires figure un dépassement de budget de 192 000\$ pour le bureau du commissaire. J'aimerais simplement savoir pourquoi il y a eu ce dépassement. Le crédit était de 10 780 000\$ à l'origine. Vous avez dépassé votre budget de 192 000\$. Pourquoi?

M. Marc Therrien (directeur général, Bureau du commissaire aux langues officielles): Je suis dans l'impossibilité de vous répondre tout de suite.

M. Ringma: Très bien. Vous pourrez me donner votre réponse la prochaine fois.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes. Mr. Therrien, would it be possible to get the Commissioner to reply in writing, which would probably be faster, and to have him forward his answer to the Clerk, who will then distribute it to all committee members?

Mr. Therrien: Yes, of course.

Le sénateur Gauthier: Est-ce que ce dépassement concerne l'année actuellement en cours, c'est-à-dire l'année 1994-1995?

M. Ringma: Oui.

Le sénateur Gauthier: Donc, la fin de l'année financière qui vient de se terminer.

M. Ringma: C'est exact. On donne quelques détails dans ce document, mais je voudrais avoir la ventilation des dépenses supplémentaires, et savoir quels renseignements vous ont coûté 100 000\$, quels services professionnels et spéciaux vous vous êtes procurés pour 50 000\$, et à quoi ont servi les 15 000\$ que vous indiquez sous la rubrique des services publics et matériaux. Ayez donc l'obligeance de me fournir la ventilation de ces sommes.

Le sénateur Gauthier: Très bien.

M. Ringma: Ce n'est pas pour moi, mais pour l'ensemble des membres du comité.

[Text]

Le coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Vous connaissez la pratique usuelle qui consiste à faire parvenir les réponses au greffier.

Mr. Ringma: That is all for the commissioner's office, thank you. I have one other very small notice of motion. Can I enter that now?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): No. We have a few other items we want to discuss. Does your notice of motion have anything to do with the Commissioner of Official Languages?

Mr. Ringma: No, it hasn't. It has to do with estimates again.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): With estimates in regard to the commissioner?

Mr. Ringma: Yes. I will want to introduce a motion for debate on vote 25 of the estimates.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): If you want to give a copy of that motion—

Mr. Ringma: I can give that to you right now.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): D'accord.

Je dois aussi vous dire que nous avons prévu une rencontre avec la Société canadienne des postes pour le 27 avril. On a eu une première rencontre où il a été question de la codification des adresses, de la normalisation, etc. Donc, la Société canadienne des postes témoignera le 27 avril prochain.

Au sujet des témoignages devant notre Comité, on doit regarder le rapport annuel du ministre du Patrimoine canadien.

• 1730

Là aussi, on va établir un contact avec le bureau du ministre Dupuy pour fixer une rencontre avec notre Comité. Comme vous pouvez le voir, les charges s'accumulent.

Le sénateur Rivest: On n'aura pas le temps de faire le référendum si ça continue. Il va falloir le reporter d'après moi.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Ce sera au plaisir de M. Parizeau.

Sous «Autres», en ce qui concerne les témoins, M. Ringma avait soumis une liste de témoins qu'il voulait suggérer aux membres de ce Comité. Je crois que M. de Savoye désirait aussi suggérer des témoins aux membres de ce Comité.

M. de Savoye: Oui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): J'ai aussi reçu une lettre de M. Bélanger qui indiquait son inquiétude quant à l'autoroute de l'information et à l'accès à un réseau francophone à l'intérieur de cela. Puisqu'on se penche sur le sujet des communications au niveau des langues, il nous suggérerait de demander une présentation de représentants de FreeNet ou de Libertel.

M. Bélanger: C'est l'équivalent français de FreeNet.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Quel est le sentiment des membres de ce Comité?

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): I am sure you are aware of the usual practice, which is to have the answers sent to the Clerk of the committee.

M. Ringma: C'est tout pour le bureau du commissaire; merci. J'ai également un avis de motion à présenter. Puis-je le faire maintenant?

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Non. Nous avons d'abord quelques autres questions à débattre auparavant. Votre avis de motion concerne-t-il le commissaire aux langues officielles?

M. Ringma: Non. Il concerne les prévisions budgétaires, encore une fois.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Les prévisions budgétaires du bureau du commissaire?

M. Ringma: Oui. Je voudrais présenter une motion invitant le comité à débattre le crédit 25 du budget.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Si vous voulez bien me donner une copie de votre motion. . .

M. Ringma: Oui, je peux vous la donner immédiatement.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): Fine.

I also want to let members know that we have arranged a meeting with the Canada Post Corporation for April 27. We had an initial meeting where we discussed addresses, coding, standardization, and so forth. So, the Canada Post Corporation will appear before the committee on April 27.

As regards testimony before this committee, we also have to review the annual report of the Minister for Canadian Heritage.

Again, we will be making contact with Minister Dupuy's Office to arrange a meeting with the committee. As you can see, the work is starting to pile up.

Senator Rivest: At this rate, we won't even have time to hold a referendum. I think we may well have to postpone it.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): I'm sure Mr. Parizeau would be delighted to go along with that suggestion.

Under the heading "other", with respect to future witnesses, Mr. Ringma has submitted a list of potential witnesses for the committee's consideration. I believe Mr. de Savoye also wanted to recommend a couple of witnesses to members.

Mr. de Savoye: Yes.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): I have also received a letter from Mr. Bélanger indicating his concern about access to a francophone network in the context of the information highway. Since we are looking at the whole issue of communications in both languages, he has suggested that we ask the representatives of FreeNet or Libertel to make a presentation to the committee.

Mr. Bélanger: It's the French equivalent of FreeNet.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): What are members' views on this?

[Texte]

[Traduction]

M. Bélanger: Si vous me le permettez, madame la présidente, j'aimerais suggérer que le Comité se penche sur la question de l'autoroute de l'information et des bretelles d'accès francophones et sur la question de savoir comment la Loi sur les langues officielles va affecter l'autoroute de l'information, surtout dans le projet CANARIE, qui avance assez rapidement, pour tenter de prévenir au lieu de guérir. Cela pourrait exiger une série de rencontres, mais c'est un sujet que j'aimerais beaucoup explorer. Je pense que cela intéresserait la population francophone également.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous présente tous ces sujets. On doit établir certaines priorités au niveau du temps concernant les crédits budgétaires et le rapport annuel, mais on pourra par la suite se réunir pour discuter d'autres sujets.

Mme Tremblay: Je pense que le CRTC est en train de faire des audiences là-dessus et qu'il doit remettre son rapport avant la fin de notre session si les choses vont bien. Quand on aura en main le rapport du CRTC, on va voir ce qu'il fait comme recommandations et quelle place il fait aux langues officielles là-dedans. On serait alors mieux placés pour faire venir d'autres personnes comme témoins et poser des questions précises, parce qu'il va y avoir un élément politique par rapport à l'autoroute électronique.

Le sénateur Gauthier: Certains membres du Comité ont proposé que nous entendions des témoins. Un témoin peut venir soit dans le cadre des prévisions budgétaires qu'on étudie, soit dans le cadre d'un ordre de renvoi quelconque. Quel est l'objet d'avoir des témoins ici, et pour nous parler de quoi au juste? Quel encadrement législatif a-t-on pour décider de recevoir ces gens-là? S'il y en a un, je pense que c'est la question des prévisions budgétaires. On peut facilement étendre notre étude du budget du commissaire à des témoins qui viendraient nous parler dans ce cadre-là.

Si on fait cela, madame la présidente, nous pourrions faire une liste des témoins proposés et les inviter pour 10 ou 15 minutes chacun. Ils viendront nous parler. Il faut rattacher cela à quelque chose. On ne peut pas avoir des témoins ici qui vont venir nous parler des habitudes sexuelles de la mouche tsé-tsé, en français et en anglais.

Des voix: Ah, ah!

Le sénateur Gauthier: Est-ce que quelqu'un a pensé à un encadrement législatif pour nos témoins? Si oui, lequel?

• 1735

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, dans quel encadrement les témoins que vous avez suggérés se situent-ils?

M. de Savoye: Est-ce qu'on a disposé de la question de M. Bélanger?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, on discute de l'ensemble. On pourra ensuite décider des priorités. D'accord?

Mr. Bélanger: With your permission, Madam Chair, I would like to suggest that the committee take a look at the information highway and link-ups for francophones, as well as the issue of the impact of the Official Languages Act on the information highway, particularly in the context of the CANARIE project, which is moving forward quite quickly, the ultimate goal being prevention rather than cure. This could require a series of meetings, and I just wanted committee members to know that this is a subject I would very much like to explore. I think this is also something that could be of interest to the francophone population.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I am simply introducing these topics today. We obviously have to set some priorities, given the limited time we have to review the estimates and the annual report, but after that is completed, we can certainly get together to discuss other issues we might like to review.

Ms Tremblay: I believe the CRTC is currently holding hearings on that very subject and that it will be submitting its report before the end of this session, if things go according to plan. Once we have the CRTC report, we can take a look at the recommendations it makes and the role of the official languages in that specific context. We would then be in a better position to choose the people we want as witnesses and to put specific questions to them, because there will clearly be a political component to the electronic highway.

Senator Gauthier: Some committee members have suggested hearing witnesses. A witness may appear either through our consideration of budget estimates or in relation to a specific order of reference. I would like someone to explain what the purpose of hearing witnesses is, and just exactly what these witnesses will be discussing with us. What legislative framework gives us the authority to invite these people? It seems to me that our authority for proceeding to hear witnesses stems from our review of the estimates. In my view, we can easily extend the parameters of our review of the Commissioner's budget in order to be able to invite witnesses to appear.

If we decide to do that, Madam Chair, we could draw up a list of suggested witnesses and ask them to make a 10 or 15 minute presentation each. Then they could come and present their views. But the hearing of witnesses has to be linked to something specific. We can't just invite witnesses to come before the committee to talk about the sexual habits of the tse-tse fly, in French and in English.

Some hon. members: Oh, oh!

Senator Gauthier: Has anyone thought about what the legislative framework for hearing these witnesses might be? And if so, perhaps they could enlighten us.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, what legislative framework were you considering for hearing the witnesses you have suggested?

Mr. de Savoye: Have we disposed of Mr. Bélanger's question?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No, we are discussing all of these issues now. Later, we can decide what our priorities should be. Is that acceptable to everyone?

[Text]

M. Ringma: J'ai demandé qu'on invite deux personnes, Lori Nash et Carol Milstone, qui ont fait récemment une présentation à Ottawa, au Embassy West Motor Hotel, avec le professeur Hammerly de l'Université Simon Fraser. Ces trois personnes sont des experts. Elles présentent un certain point de vue sur le *French immersion training*. D'après moi, il serait intéressant pour le Comité de discuter de cette affaire et d'entendre des présentations de faits, je l'espère.

Those three could be together: Nash, Milstone, and Hammerly.

The other person I would like is a Francis Sheridan. I think Senator Gauthier is familiar with that. She has some complaints about French in the public service, that she's not getting her just desserts, and I think that should be aired.

Finally, to counter-balance Maurice King of the Chateaugay Valley English-speaking group, who had this thing about the United Nations and how he's badly done in the province of Quebec, I would propose two Franco-Ontarians, Roland Desroches and Marc Labelle, who have been talking about the cultural genocide of the Franco-Ontarians.

Well, you may laugh, but—

Senator Gauthier: The reason is that they had a fight recently.

Mr. Ringma: For the sake of democracy, I'd say to let them come before the committee, let them present their case, let us listen.

I have three groups of witnesses I would like to call.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, I gather from your comment that you would be proposing these witnesses in the legislative framework of the annual report of the estimates.

Senator Gauthier: You can only go to what the commissioner refers to.

Vous ne pouvez aller qu'au document. M. Ringma veut qu'on entende des témoins dans le cadre des prévisions budgétaires. Est-ce qu'il y a des dépenses publiques dans les projets. . .

M. Ringma: Cela n'a rien à voir avec les prévisions budgétaires. Ce sont des témoins que j'aimerais voir devant ce Comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Cela n'a rien à voir avec les prévisions budgétaires.

Mme Tremblay: Cela n'a rien à voir avec le Comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, on rattacherait ces témoignages-là au rapport annuel du commissaire au langues officielles.

Mr. Bellemare: Je connais les témoins de M. Ringma. Je peux vous dire qu'ils ne viendront pas ici pour frapper le tambour en faveur de la francophonie ou de l'immersion. D'ailleurs, un journaliste unilingue de langue anglaise a attaqué les gens de ce groupe-là parce qu'ils étaient venus à Ottawa faire des «bourdilles» contre les cours d'immersion.

[Translation]

Mr. Ringma: I asked that the committee invite two people—Lorie Nash and Carol Milstone—who recently made a presentation in Ottawa at the Embassy West Motor Hotel with professor Hammerly of Simon Fraser University. These three people are experts and have a specific viewpoint regarding the effectiveness of French immersion. I think it would be interesting for the committee to have a look at this issue and ask some witnesses to make presentations—at least, I hope we will be able to do that.

On pourrait recevoir ces trois personnes en même temps: M^{me} Nash, M^{me} Milstone et le professeur Hammerly.

L'autre témoin que je voudrais proposer s'appelle Francis Sheridan. Je crois que le sénateur Gauthier la connaît déjà. Elle a déjà formulé des plaintes concernant l'utilisation du français dans la fonction publique, et puisqu'on ne lui donne pas satisfaction, il me semble normal de la recevoir pour entendre ses doléances.

Enfin, pour servir de contrepoids à la position de Maurice King du groupe représentant les anglophones de Châteauguay, qui a parlé du rôle des Nations Unies et du fait qu'il est maltraité dans la province du Québec, je propose que le comité entende deux franco-ontariens, Roland Desrochers et Marc Labelle, qui parlent justement du génocide culturel des franco-ontariens.

Vous pouvez bien rire, mais. . .

Le sénateur Gauthier: C'est parce qu'ils ont eu un malentendu récemment.

M. Ringma: Dans l'intérêt de la démocratie, il me semble normal de les inviter à comparaître devant le comité pour présenter leurs points de vue.

J'ai donc trois groupes de témoins à recommander au comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je conclus donc que vous proposez d'inviter ces témoins à comparaître dans le contexte de l'examen des prévisions budgétaires annuelles.

Le sénateur Gauthier: À ce moment-là, vous ne pouvez parler que des questions qui visent directement le commissaire.

You can only base yourself on what the estimates say. Mr. Ringma wants the committee to hear witnesses in the context of its review of the estimates. But are there actually public expenditures involved in these projects. . .

Mr. Ringma: This has nothing whatsoever to do with the estimates. These are simply witnesses I would like to hear presentations from before this committee.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): So, this has nothing whatsoever to do with the estimates process.

Mr. Tremblay: And it has nothing whatsoever to do with the committee.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): So, we would receive this testimony in the context of reviewing the Commissioner of Official Languages' annual report.

Mr. Bellemare: I know the witnesses Mr. Ringma refers to. I can tell you right now that they will not come before this committee to speak favourably of francophones or immersion. The fact is, a unilingual English language reporter attacked the members of that group because they came to Ottawa to stir up anti-French immersion sentiment.

[Texte]

Il y avait aussi parmi la gang, et je dis bien la gang, un membre de l'APEC pour mettre la crème sur le gâteau. Si on veut les faire venir ici, j'aimerais qu'on fasse un débat général. Je peux vous assurer que cela va dégénérer en chicane.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

Mr. Ringma: I attended this meeting at the Embassy West. I heard what went on and I found it very instructional. You're getting both sides of the question, but at least it's instructional.

Senator Gauthier: Who's projecting the other side?

Mr. Ringma: A lady who's the president of Parents for French.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, we have already met Parents for French.

M. de Savoye: Je veux ajouter à la liste.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À la liste de témoins?

[Traduction]

To top it off, this particular gang—and I use that term advisably—included a member of the APEC. If there is a suggestion to invite them to appear, I would like the committee to have a full debate on the issue. I can practically guarantee you the discussion will degenerate into a nasty argument.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

Mr. Ringma: J'ai assisté à la réunion qui s'est tenue à l'Embassy West. J'ai bien suivi la discussion et j'avoue que j'ai appris bien des choses. Au moins on entend les deux points de vue, et on apprend bien des choses.

Le sénateur Gauthier: Qui défend l'autre point de vue?

M. Ringma: Une dame qui est présidente de l'organisation Parents for French.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, nous avons déjà rencontré les représentants de Parents for French.

Mr. de Savoye: I would like to add some names to that list.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): To the witness list?

• 1740

M. de Savoye: Cela se rattache évidemment à l'application de la Loi sur les langues officielles, ce qui est directement le mandat de notre Comité. Je pense au ministre des Affaires étrangères. Je pense aussi, et peut-être d'abord et surtout, au Président de la Chambre, et voici pourquoi.

Vous savez qu'actuellement, le Comité de gestion de la Chambre envisage de cesser la traduction. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est décidé.

M. de Savoye: . . .des comptes rendus des comités. C'est-à-dire que les comptes rendus des comités ne seraient disponibles que dans la langue où les propos ont été exprimés. Ce qui serait disponible comme traduction, ce serait l'interprétation qui est faite sur le vif par l'interprète. C'est peut-être suffisant pour la langue parlée, mais la langue écrite n'a pas toujours la même façon de se faire comprendre. Par conséquent, on n'aurait plus accès à ces bonnes traductions.

Il y a autre chose. On parle de rendre les comptes rendus disponibles sur Internet. Ceci veut dire que dans le monde entier, on pourra consulter les documents relatant les travaux des comités dans un anglais ou un français qui sera loin d'être élégant.

Ce Comité mixte dont nous sommes membres se bat, réunion après réunion, chacun d'entre nous se penche entre les réunions sur les accrocs à l'application de la Loi sur les langues officielles, et notre propre Chambre veut commettre un accroc que je considère majeur.

Je demanderais que le Président de la Chambre vienne rendre compte de l'exercice de son mandat dans ce contexte-là.

Le sénateur Rivest: D'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Tout le monde est d'accord.

M. de Savoye: This obviously ties in with the implementation of the Official Languages Act, which falls directly within the mandate of this committee. I am thinking of the Minister of Foreign Affairs. I am also thinking, and perhaps first and foremost, of the Speaker of the House, and I'll tell you why.

You know that the Board of Internal Economy of the House is thinking of putting an end to the translation of. . .

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): The decision has been made.

Mr. de Savoye: . . .the committees proceedings. Which means that committees proceedings will be available only in the language used in committee. What would be available as a translation would be the interpretation made on the spot by the interpreter. It may be sufficient for the spoken language, but the written language is not always expressed in the same way. As a consequence, we would no longer have access to those good translations.

There's another thing. There is talk of having the proceedings made available on Internet. That would mean that across the world, people could have access to the documents relating the work of committees in a far from elegant English or French.

This joint committee of which we are members is fighting, meeting after meeting, and between meetings, everyone of us looks into infringements to the implementation of the Official Languages Act, and our own House wants to infringe on the Act in a major way, in my opinion.

I would ask that the Speaker of the House come here to report on the fulfilment of his mandate in that context.

Senator Rivest: Agreed.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Everybody is in agreement.

[Text]

M. Bélanger: Sur la suggestion?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sur la suggestion de M. de Savoye d'inviter le Président de la Chambre.

M. de Savoye: Sur ce point-là, j'en ai terminé. J'ai autre chose.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non. On est en train d'établir. . .

M. de Savoye: Je les dépose et on va avoir tantôt une grosse vedette.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On parle toujours des témoignages, monsieur de Savoye?

M. de Savoye: Absolument. Ici, j'ai un problème et je demande votre éclairage.

On sait que lorsque la Chambre ne siège pas, le canal français du CPAC, qui diffuse les travaux parlementaires, diffuse majoritairement en anglais. Je ne sais pas à qui m'adresser à ce sujet-là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est toujours au Président de la Chambre.

M. de Savoye: Cela aussi est de la juridiction du Président de la Chambre.

Une voix: On ferait d'une pierre deux coups.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, c'est une responsabilité du Président de la Chambre.

M. de Savoye: Alors, nous pourrions peut-être l'entretenir de deux sujets si c'est le bon vouloir des membres de ce Comité.

Merci, madame la présidente. Je n'ai pas autre chose à ajouter.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je reviens à l'ordre des priorités. Est-ce que tout. . .

Madame Tremblay.

Mme Tremblay: J'aimerais revenir à la proposition de M. Ringma.

Il est très clair que le Comité peut faire venir des gens juste dans le cadre de son mandat. Le problème de l'immersion française est de juridiction provinciale. Ça relève de l'éducation. Ça n'a rien à voir avec l'application de la Loi sur les langues officielles.

Donc, à mon avis, cela ne concerne pas ce Comité-ci, malheureusement, même si le sujet peut être intéressant. L'immersion française ne concerne pas l'application de la Loi sur les langues officielles.

M. Ringma: Ce n'est pas juste, parce qu'on dépense de l'argent du gouvernement fédéral dans ces programmes d'immersion.

Mme Tremblay: Cela, c'est une autre paire de manches.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Si je comprends bien, au niveau de l'ordre des priorités, nous allons demander. . .

Mme Tremblay: Refilez le dossier à Jan Brown.

M. Ringma: La question de la langue est une question fédérale. On dépense de l'argent au niveau fédéral.

[Translation]

Mr. Bélanger: On that suggestion?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): On Mr. de Savoye's suggestion to invite the Speaker of the House.

Mr. de Savoye: On that point, I am finished. I have something else.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No. We are about to establish. . .

Mr. de Savoye: I will table them and we will soon have a big star here.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We are still talking about witnesses, Mr. de Savoye?

Mr. de Savoye: Absolutely. Here, I have a problem and I need your guidance.

We know that when the House is not sitting, the CPAC French channel, which broadcasts parliamentary sittings, broadcasts mainly in English. I don't know who to talk to on that issue.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Again, that would be the Speaker of the House.

Mr. de Savoye: That also falls within the purview of the Speaker of the House.

A member: We'll be killing two birds with one stone.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, that's the Speaker of the House's responsibility.

Mr. de Savoye: So we could perhaps discuss these two issues with him, if such is the will of the members of the committee.

Thank you, Madam Chair. I have nothing else to add.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Let's get back to the order of priorities. Is everybody. . .

Ms Tremblay.

Ms Tremblay: I would like to get back to Mr. Ringma's proposal.

It is quite obvious that the committee can only hear witnesses convened in the context of its mandate. The issue of French immersion falls within provincial jurisdiction. It is a matter of education. It has nothing to do with the implementation of the Official Languages Act.

So, in my view, this committee cannot look into it, unfortunately, even though the issue may be interesting. French immersion has nothing to do with the implementation of the Official Languages Act.

Mr. Ringma: That's not fair because the federal government is spending money on these immersion programs.

Ms Tremblay: That's another kettle of fish.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): If I've followed this properly, with regard to the order of priorities, we will ask. . .

Ms Tremblay: Ask Jan Brown to look into this.

Mr. Ringma: The issue of language is a federal issue. We are spending federal money here.

[Texte]

Le sénateur Gauthier: Je ne veux pas prêcher, mais M^{me} Tremblay a absolument raison. Il faut s'accrocher à une procédure ou à un encadrement législatif. M. Ringma a raison: c'est une dépense fédérale. Deux cents millions de dollars par année sont dépensés pour l'enseignement des langues secondes.

Mme Tremblay: C'est à l'autre de poser les questions.

Le sénateur Gauthier: Oui, c'est au ministre de se défendre. C'est M. Dupuy.

[Traduction]

Senator Gauthier: I don't want to preach to you, but Ms Tremblay is perfectly right. We must stay within a procedural or a legislative framework. Mr. Ringma is right: that's a federal expense. We are spending 200 million dollars a year for second language teaching.

Ms Tremblay: Let the other fellow ask the questions.

Senator Gauthier: Yes, it's up to the Minister to defend himself. That's Mr. Dupuy.

• 1745

Si vous voulez faire venir M. Dupuy dans l'encadrement de ses prévisions budgétaires, dans lesquelles se trouvent les 200 millions de dollars, je suis bien d'accord avec vous, mais est-ce qu'on donne cela à ce Comité-ci?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, car il y a un Comité du patrimoine canadien.

Le sénateur Gauthier: M^{me} Tremblay a absolument raison.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous n'avons qu'à examiner les prévisions budgétaires du commissaire aux langues officielles qui est chargé de l'application de la Loi sur les langues officielles.

Le sénateur Gauthier: Alors, c'est à M. Ringma de trouver un encadrement législatif. Il n'a pas l'encadrement des prévisions budgétaires.

M. Bélanger: Cela va au Patrimoine canadien. Les questions de génocide vont au ministère de la Justice.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Si je comprends bien, la majorité des membres de ce Comité n'acceptent pas de recevoir vos témoins dans le cadre des prévisions budgétaires, monsieur Ringma. Vous pourriez chercher un autre encadrement, dans un temps futur, et trouver un thème de discussion. Les prévisions budgétaires, comme l'a expliqué le sénateur Gauthier, relèvent du ministère du Patrimoine canadien. On ne peut pas les faire venir dans le cadre des études. . .

Mr. Ringma: But does it have to be a budgetary... or a consideration of estimates if it is a question of language? And it is a question of language. It goes on both sides of it. But French immersion training... there's the accusation that it is disturbing things in the linguistic field. There are others who will protect it and say no, it's not; it's a good thing.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, the point is if you want to have these people come before a committee of the House about the spending by the House on training in one or the other official language, those budgetary items are on *patrimoine*. So you would have to ask one of your colleagues who sit on that committee to invite these people to come on expenditures, budget items.

Mr. Ringma: Okay. As a budget item, I understand that. How do we go on the question of straight linguistics: finding out for the benefit of the people of Canada to what extent this French immersion program is a good thing or a negative thing?

If you want to hear Mr. Dupuy defend his estimates, where you will find those 200 millions dollars, I am in full agreement with you, but do we give that to this committee?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No, because there is the Canadian Heritage Committee.

Senator Gauthier: Ms Tremblay is perfectly right.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): All we have to do is examine the estimates of the Commissioner of Official Languages who is responsible for the implementation of the Official Languages Act.

Senator Gauthier: So it would be up to Mr. Ringma to find a legislative framework. The estimates do not provide that framework.

Mr. Bélanger: That goes to Canadian Heritage. The issue of genocide goes to the Justice Department.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): If I understand correctly, the majority of the members of this committee do not want to hear your witnesses within the estimates framework, Mr. Ringma. You could find another framework, at a future date, and find a subject matter. As Senator Gauthier explained, the estimates fall within the main Heritage Department's purview. We cannot convene the witnesses in the context of examining the estimates. . .

M. Ringma: Mais ça n'a pas besoin d'être une question budgétaire... ou de l'étude des prévisions budgétaires si c'est une question de langue? Et il s'agit d'une question de langue. Il y a les deux côtés de la question ici. Mais l'immersion française... on lui reproche de déranger les choses dans le domaine linguistique. Il y en a d'autres qui la protègent et qui disent non, que ce n'est pas le cas; que c'est une bonne chose.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, le fait est que si un comité de la Chambre veut inviter ces personnes à discuter des dépenses qu'engage la Chambre pour la formation dans l'une ou l'autre langue officielle, cette question budgétaire relève du «Patrimoine». Vous devriez donc demander à l'un de vos collègues qui siègent à ce comité d'inviter ces personnes à discuter du budget des dépenses.

M. Ringma: D'accord. S'il s'agit du budget, je comprends. Mais qu'en est-il de la question linguistique elle-même: comment savoir, pour le bien du public canadien, dans quelle mesure ce programme d'immersion française est une bonne ou une mauvaise chose?

[Text]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): Maybe after we'll look at the annual report from the Commissioner of Official Languages and within that we'll see there's some space for questioning. But you will not be able to question on budgetary items.

Mr. Ringma: Let's go back a point, then. We had the lady who spoke at the Embassy West here as a witness before this committee. I remember her sitting there and talking about Canadian Parents for French. Why was she here? What we're saying is let's have both sides of the story.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): I think she was here exactly to put both sides of the story.

Mr. Ringma: No, she was saying very much, all-pro, that this was the most wonderful thing since sliced bread. There is another side of the story, and I'd like to bring out the other side of the story. If the first witness was saying how wonderful it is and we have other witnesses who say it's not so wonderful, surely we don't have to switch committees to do that. It's only justice, I think.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): Mr. Ringma, you have to understand that in the first place we cannot invite them in the spectrum of estimates, budgetary issues. First things first. If you want to look at the spending on that kind of training, you'll have to bring it to the other parliamentary committee.

Mr. Ringma: That's fine.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): That's fine. That's our priority right now. You understand that?

Mr. Ringma: I'm still going to leave my case here, that I would like these witnesses to come to give the counter-argument.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): Yes, and I think the members of this committee agree we should keep your suggestion until the right timeframe for the subject of discussion.

Mr. Ringma: Okay, if the budget has priority, then I'll—

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): We have a deadline on the budget.

Mr. Ringma: But it's still on the books, then.

[Translation]

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Peut-être après que nous aurons examiné le rapport annuel du Commissaire aux langues officielles, nous verrons alors s'il nous reste du temps pour poser des questions. Mais nous ne pourrons pas l'interroger sur la question du budget.

M. Ringma: Revenons à un autre sujet alors. Une dame qui était à l'Embassy West a déjà témoigné devant notre comité. Je me rappelle qu'elle était là et qu'elle parlait de Canadian Parents for French. Pourquoi était-elle ici? Ce que nous disons, nous, c'est qu'il faut voir les deux côtés de la médaille.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Je crois qu'elle était ici justement pour expliquer les deux cotés de la médaille.

M. Ringma: Non, elle était tout à fait pour, elle disait que c'était la plus belle invention depuis le pain tranché. Il y a un autre côté à cette médaille, et je veux qu'on entende l'autre version. Si le premier témoin dit que c'est merveilleux et que d'autres témoins disent que ce n'est pas si merveilleux que cela, on n'est sûrement pas obligé de changer de comité pour faire ça. Ce n'est qu'une question de justice, à mon avis.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Monsieur Ringma, vous devez comprendre au départ que nous ne pouvons pas inviter ces personnes pour parler du budget. Chaque chose en son temps. Si vous voulez examiner les dépenses engagées pour ce genre de formation, il faut vous adresser à l'autre comité parlementaire.

M. Ringma: Très bien.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Bien. C'est la priorité que nous avons maintenant. Vous comprenez cela?

M. Ringma: Je tiens à dire que j'aimerais entendre les témoins qui ont une thèse différente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Oui, et je crois que les membres du comité s'entendent pour dire que nous devons conserver votre suggestion jusqu'au moment où nous aurons trouvé le cadre approprié pour ce sujet de discussion.

M. Ringma: D'accord, si le budget a la priorité, alors je. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Nous avons un délai à respecter pour le budget.

M. Ringma: Mais alors on peut encore en parler.

● 1750

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): It's still on the books.

Ce dossier est mis en veilleuse.

Le sénateur Rivest: Est-ce que nous en avons d'autres?

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Après ça, nous aurons le Président de la Chambre. Je crois que tous les membres du Comité sont d'accord qu'on l'invite à comparaître devant le Comité.

Le sénateur Rivest: Pensez-vous que le Président de la Chambre peut venir témoigner devant un comité mixte?

Le sénateur Gauthier: Cela ne s'est jamais fait encore, mais. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): C'est toujours prévu.

It's just been put on the back burner.

Senator Rivest: Do we have any others?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): After that, we will hear from the Speaker of the House. I think that all members of the committee agree that we should invite him to appear before our committee.

Senator Rivest: Do you think that a Speaker of the House can appear before a joint committee?

Senator Gauthier: It has never been done before, but. . .

[Texte]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il y a quand même lieu de faire respecter la Loi sur les langues officielles à l'intérieur de la Chambre des communes.

Le sénateur Rivest: Qu'il vienne, je suis d'accord.

Le sénateur Gauthier: C'est actuellement une politique arrêtée du Parlement et la politique, que je sache, a été annoncée par le Président de la Chambre. Si j'ai bien compris la question de mon ami du Bloc québécois, il s'oppose ou remet en question. . .

M. de Savoye: Cela n'est pas conforme à l'esprit de la Loi sur les langues officielles, qui oblige le gouvernement à donner les services dans les deux langues officielles.

Le sénateur Rivest: Qu'on siège en appel de ce qui a été décidé à la Chambre et qu'il vienne expliquer en quoi sa décision est compatible avec les exigences de la Loi sur les langues officielles.

Le sénateur Gauthier: Je vais faire une petite mise au point. On parle d'interprétation et non pas de traduction. Ce que l'on a ici, c'est de l'interprétation et non pas de la traduction.

M. de Savoye: Je vous remercie de cette nuance importante.

Le sénateur Gauthier: Vous dites au Comité que l'interprétation va devenir le texte soi-disant traduit de la langue originale.

M. de Savoye: Disponible au grand public.

Le sénateur Gauthier: Je ne suis pas tout à fait d'accord sur cela non plus.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On pourra questionner le Président lorsqu'il viendra témoigner. Alors, je crois le greffier a suffisamment de contacts à établir pour fixer les rencontres et j'espère que nous pourrions avoir quelque chose de définitif d'ici la fin de semaine en ce qui concerne les différents témoins qu'on va inviter à venir devant nous pour que l'on puisse ensuite prévoir des choses additionnelles. Est-ce qu'il y a d'autres choses?

M. de Savoye: Si je vous comprends bien, nous prévoirons des choses additionnelles à la suite de notre prochaine rencontre, lorsque le greffier aura déjà agi sur ces choses dont nous venons de disposer.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On vient de dresser une liste des priorités.

M. de Savoye: Merci, madame la présidente.

M. Ringma: J'ai beaucoup d'autres choses à faire, mais j'aimerais en finir avec les témoins suggérés. On a disposé de trois témoins. Pour ce qui est de l'immersion française, on a dit que cela devait être retardé. Et qu'est-ce qu'on fait des autres, Francis Sheridan, Desroches, Marc Labelle? Est-ce qu'on les recevoir maintenant ou plus tard?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est un groupe de personnes que vous avez soumis. On va dresser nos priorités, monsieur Ringma; on garde vos suggestions pour un moment approprié. Soyez assuré de cela. Vous aviez une motion?

Mr. Ringma: No. I've already put my motion forward.

[Traduction]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We must make sure that the Official Languages Act is enforced in the House of Commons.

Senator Rivest: Let him come. I agree.

Senator Gauthier: This is an official policy of Parliament, and I think that this policy was announced officially by the Speaker of the House. If I understood the question correctly from my friend from the Bloc Quebecois, he is opposed to this policy or he is questioning. . .

Mr. de Savoye: It goes against the spirit of the Official Languages Act, which stipulates that government must offer services in both official languages.

Senator Rivest: Let us appeal the decision made by the House of Commons and let the Speaker come here and prove that his decision is compatible with the requirements of the Official Languages Act.

Senator Gauthier: I would like to point something out. We're talking here about interpretation and not translation. The service we have here in this room is interpretation and not translation.

Mr. de Savoye: Thank you for this very important information.

Senator Gauthier: You are telling the committee that interpretation will become the so-called translated version of what was said on the floor.

Mr. de Savoye: And available to the general population.

Senator Gauthier: I do not agree with this policy at all.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We will be able to ask questions of the Speaker when he will appear before us. I think that our Clerk has quite a few people to contact to organize meetings; I hope that we will be able to have a more definitive program by the end of the week regarding the witnesses we will invite to appear before us. Then we'll be able to deal with other issues. Is there anything else?

Mr. de Savoye: If I understand you correctly, after our next meeting, when our Clerk will have acted on the issues we've already settled, we will discuss our future business.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We just drafted a list of priorities.

Mr. de Savoye: Thank you, Madam Chair.

Mr. Ringma: I have a lot of other things to take care of, but I would like to hear all the witnesses that have been suggested. We've already heard three witnesses. As for French immersion, we said that this should be postponed. What are we going to do with the others, Francis Sheridan, Desroches, Marc Labelle? Are we going to hear them now or later?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): This is a group of witnesses that you suggested. We are going to establish our priorities, Mr. Ringma; we're keeping your suggestions in mind for a more appropriate time. We are not forgetting what you suggested. Did you have a motion?

M. Ringma: Non, j'ai déjà présenté ma motion.

[Text]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Okay.

Mr. Ringma: Quite apart from that, I have some other questions for the chair, some of them going back to this RDI session we've had here. I've a series here. One goes back to the last session, when Mr. Spicer was here and you were giving your figures compared with his. I asked, well, what is your source; where did you get those figures? Your answer was that this is data compiled in your office; your research examined the different minority communities across the country; based on a geographic map, you made phone calls.

So I'll ask again. Where did you get those figures from?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'll answer you the same way; and Mr. Ringma, I have to add that even though you send some press people to get more, that's the information I've provided to you. That's it. *The Vancouver Sun* will not receive additional information, Mr. Ringma, even though you probably made the contacts for them to do that.

Mr. Ringma: You're wrong there. You're absolutely wrong.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That's the information we got, and how we got it.

• 1755

Mr. Ringma: Then let me ask about this report. This is from the parliamentary library, prepared for the Standing Joint Committee on Official Languages.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): My eyesight is not good enough to see it.

Mr. Ringma: I don't think this report—do you want to see it?

The Joint Chairman (Senator Comeau): No. I think I know which one it is. It's the report on the numbers between the *fédération* and Mr. Spicer, the CRTC.

Mr. Ringma: This is RDI.

The Joint Chairman (Senator Comeau): That is something I requested. I asked our researcher to approach the library to see if it could provide an analysis of the discrepancy between the CRTC and the *fédération*. We were receiving conflicting opinions regarding the penetration of Radio Canada.

I asked for this to be done in my name, which is something any parliamentarian can do, and I made it available. I don't know if it's been distributed.

Mr. Ringma: There is a dispute there, because any parliamentarian can ask for that, but you were doing it as a co-chair of this committee.

[Translation]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Très bien.

M. Ringma: Dans un autre ordre d'idées, j'aimerais poser d'autres questions au président, et certaines d'entre elles portent sur cette réunion que nous venons d'avoir sur le RDI. J'ai toute une liste de questions. Une d'entre elles porte sur la dernière réunion lors de laquelle nous avons accueilli M. Spicer, et lors de laquelle vous compariez des chiffres à ceux qu'il vous donnait. Je vous ai demandé la source de ces chiffres. J'ai demandé où vous aviez obtenu ces chiffres. Vous m'avez dit qu'il s'agissait de données compilées à votre bureau. Vos chercheurs avaient étudié les communautés linguistiques minoritaires au pays; en vous inspirant d'une carte géographique, vous aviez fait des appels.

Je vous poserai donc la même question encore une fois. Où avez-vous obtenu ces chiffres?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous donnerai la même réponse. Monsieur Ringma, je dois ajouter que même si vous avez demandé à des journalistes d'obtenir de plus amples renseignements sur la question, je leur ai donné la même réponse que je vous ai donnée. Un point c'est tout. Les journalistes du *Vancouver Sun* ne recevront pas de renseignements supplémentaires, monsieur Ringma, même si c'est probablement vous qui leur avez demandé de se renseigner.

M. Ringma: Vous vous trompez. Vous vous trompez complètement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ce sont là les renseignements que nous avons obtenus et la façon dont nous les avons obtenus.

M. Ringma: Permettez-moi donc de vous poser des questions sur ce document. Il provient de la Bibliothèque du Parlement, et il a été préparé pour le Comité mixte permanent des langues officielles.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je suis trop loin pour bien voir ce document.

M. Ringma: Je ne crois pas que ce rapport—voulez-vous le voir?

Le coprésident (le sénateur Comeau): Non, je crois que je sais de quoi il s'agit. Il s'agit du rapport sur les chiffres présentés par la Fédération, et par M. Spicer du CRTC.

M. Ringma: Ce document porte sur RDI.

Le coprésident (le sénateur Comeau): C'est un document que j'ai demandé qu'on prépare. J'ai demandé à notre attaché de recherche de communiquer avec la Bibliothèque pour voir si on pouvait nous fournir une analyse de l'écart qui existait entre les chiffres cités par le CRTC et ceux qui avaient été cités par la Fédération. Nous recevions des rapports divergents sur la pénétration de Radio-Canada.

J'ai demandé personnellement qu'on fasse cette analyse, et c'est une chose que les parlementaires peuvent faire. Puis je l'ai rendue publique. Je ne sais pas si elle a été distribuée.

M. Ringma: Il existe un certain conflit ici parce que je sais que tout parlementaire peut demander qu'on procède à une telle analyse, mais vous l'avez fait à titre de coprésident de ce comité.

[Texte]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I don't recall that Senator Comeau asked for that as co-chair. He asked for it as a private member.

The Joint Chairman (Senator Comeau): As a parliamentarian, I can ask the Library of Parliament to do any kind of research. It can say yes or no.

Mr. Ringma: It says here it's prepared for the Standing Joint Committee on Official Languages. That's this committee, yet we never got a copy of it.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I don't have a copy of it.

The Joint Chairman (Senator Comeau): I have a copy, but I haven't distributed it.

A voice: That was just a mistake. I couldn't do it, so I sent it to an economist. Because it came from the co-chair of the committee, that's how that got on the —

Mr. Ringma: What I'm questioning here is the whole operation of this committee and I —

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, I would like you to know one thing. Any member of this committee can call the Library of Parliament and ask for information of whatever sort.

The Joint Chairman (Senator Comeau): I should really be the one whose nose is out of joint about this, because I asked for it, not as the joint chairman, but as a member. If the paper I requested information on was distributed and you have it in your possession, I should really be the one who is asking questions and whose nose should really be out of joint. I was the one who asked the question, not as joint chairman but as a member, a parliamentarian. I'm the one whose parliamentary privileges might be trampled on by the very fact you have it in your possession, but I'm not making a federal case out of it because every dot is not placed or every "t" is not crossed.

If the staff of the Library of Parliament felt or thought it might be some kind of special or official request from the joint chairman of this committee, so be it. I'm not going to make a federal case out of it, but I am the one whose privileges are being trampled on, not yours.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, I agree with Senator Comeau on this issue. It was a major mistake on behalf of the person who did that study. Any time we receive people who come here, the researchers of this committee always do a background paper that is given to every member of this committee. If a member of this committee, within this committee, requests through this chair to have certain research done, it will be asked for by this chair for the members of the committee. It will be sent and done in that manner.

That's the explanation behind it. You're the only other member of this committee to have benefited from the additional information that was asked for personally by Senator Comeau.

Senator Gauthier: The question should be asked, how did Mr. Ringma get a copy?

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je ne crois pas que le sénateur Comeau ait demandé qu'on prépare cette analyse à titre de coprésident. Il l'a demandée à titre de simple parlementaire.

Le coprésident (le sénateur Comeau): À titre de parlementaire, je peux demander à la Bibliothèque du Parlement de procéder à n'importe quel type de recherche. Les responsables de la Bibliothèque peuvent accepter ou refuser ma demande.

M. Ringma: On dit ici qu'il a été préparé pour le Comité mixte permanent des langues officielles. C'est notre comité, pourtant nous n'avons jamais reçu copie de ce rapport.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je n'ai pas reçu de copie non plus.

Le coprésident (le sénateur Comeau): J'ai une copie, mais je ne l'ai pas encore distribuée.

Une voix: C'était simplement une erreur. Je ne pouvais pas le faire et j'ai demandé à un économiste de s'en charger. Puisque la demande venait du coprésident du comité, on a écrit sur la page titre. . .

M. Ringma: Ce que je remets en question ici, c'est le fonctionnement du comité et je. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, je voudrais que vous sachiez quelque chose. Tout membre de ce comité peut s'adresser à la Bibliothèque du Parlement et demander n'importe quel renseignement.

Le coprésident (le sénateur Comeau): C'est plutôt moi qui devrais être mécontent de la situation, parce que j'ai demandé ce document, non pas à titre de coprésident, mais à titre de parlementaire. Si le document que j'avais demandé qu'on prépare a été distribué et que vous l'avez reçu, c'est moi qui devrais poser des questions et qui devrais être mécontent de la situation. C'est moi qui avais posé la question, non pas à titre de coprésident mais à titre de parlementaire. C'est mon privilège parlementaire qu'on a peut-être enfreint simplement parce que vous avez en main ce document. Cependant je n'en fais pas tout un plat parce que le tout n'est pas très clair.

Si le personnel de la Bibliothèque du Parlement a pensé qu'il s'agissait là d'une demande officielle ou spéciale du coprésident de ce comité, tant pis. Je n'en ferai pas tout un plat, même si après tout, ce sont mes privilèges qu'on a enfreint et non pas les vôtres.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, je suis d'accord avec le sénateur Comeau à cet égard. Cette erreur a été faite par celui qui a fait cette étude. Chaque fois que nous accueillons un témoin, les attachés de recherche du comité préparent toujours des notes d'information qu'on distribue alors à tous les membres du comité. Si l'un d'entre eux, un membre du comité, demande par l'entremise d'un des coprésidents que certains travaux de recherche soient effectués, c'est le coprésident qui fera cette demande au nom des membres du comité. C'est la façon dont on procédera.

C'est la seule explication qu'on puisse vous donner. Vous êtes le seul membre du comité qui ait reçu les renseignements supplémentaires qu'avait demandé personnellement le sénateur Comeau.

Le sénateur Gauthier: Il faut donc se demander, comment M. Ringma a-t-il pu se procurer une copie?

[Text]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, that's a very interesting question.

Mr. Ringma: It's because it was the understanding that the paper was being done, as it says on the cover, for this committee.

Senator Gauthier: That was a mistake. The researcher admits that.

Mr. Ringma: Okay. But I would hope the committee welcomes the discussion of these things here. Let's not have any antagonism in the committee. Let's have it operate smoothly and openly.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

The Joint Chairman (Senator Comeau): Agreed.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): But please, Mr. Ringma, if there's an open and up-front person, I can vouch for my own person in that regard.

Mr. Bélanger: I appreciate Mr. Ringma's comments that we should appreciate the discussion we just had, and I do. But it would be best if questions of this kind were brought as questions and not as accusations—as they almost were, sir.

Mr. Ringma: Let me ask the question, why was last week's committee meeting cancelled?

The Joint Chairman (Senator Comeau): Mr. Ringma, last week a great number of the regular members of the standing committee were away, including the joint chairman, Pierrette. I believe Jean-Robert was away at that time. Most of the regular members of the committee from the government side were away. My experience over time has been that if you bring in replacement members to sit for that one committee meeting, the result turns into a shambles. So rather than bring in a whole group, or ask the government whip to bring in a whole group, of replacement people to get the meeting going, I asked the clerk just to postpone the meeting to this week.

Mr. Ringma: I have other questions. In view of the hour and the climate, *l'ambiance*, I'll put them in writing.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Okay.

Il n'y a pas d'autres sujets de discussion?

La séance est levée.

[Translation]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est vrai, c'est une question fort intéressante.

M. Ringma: C'est parce qu'on avait cru que ce document était préparé, comme on le dit sur la page couverture, pour le comité.

Le sénateur Gauthier: C'était une erreur. Le chercheur le reconnaît.

M. Ringma: Très bien. J'espère que le comité accepte que ce genre de choses fassent l'objet de discussions lors des réunions. Il ne faudrait pas qu'il y ait d'antagonisme au sein du comité. Nous voulons quand même qu'il fonctionne sans heurt, de façon transparente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est vrai.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Oui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Mais s'il vous plaît, monsieur Ringma, j'aimerais vous rappeler que s'il y a une personne franche et directe, c'est bien le coprésident.

M. Bélanger: Je suis d'accord avec M. Ringma qui dit que ce genre de discussion doit avoir lieu à sein du comité. Il vaudrait cependant peut-être mieux que l'on pose des questions plutôt que de faire des accusations—ce qui était pratiquement le cas ici.

M. Ringma: Je vais donc poser une question. Pourquoi a-t-on annulé la réunion de la semaine dernière?

Le coprésident (le sénateur Comeau): Monsieur Ringma, la semaine dernière, un grand nombre des membres en règle du comité permanent étaient à l'extérieur, y compris la coprésidente, Pierrette. Je crois d'ailleurs que Jean-Robert aussi n'était pas ici. La majorité des membres permanents du comité, représentant le gouvernement, étaient absents. J'ai constaté au fil des ans que si vous invitez quelqu'un à remplacer un membre permanent, ça complique beaucoup trop les choses. Plutôt que d'inviter tout un groupe de nouveaux parlementaires pour participer aux travaux, ou de demander au whip du gouvernement de choisir des remplaçants, simplement pour que la réunion puisse avoir lieu, j'ai demandé au greffier de reporter cette réunion à cette semaine.

M. Ringma: J'ai d'autres questions. Cependant, puisqu'il est tard et compte tenu de l'ambiance, je les présenterai par écrit.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Très bien.

Are there any questions?

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Canadian Broadcasting Corporation:

Renault Gilbert, Executive Director, RDI;
Alain Pineau, Vice President, Planning and Regulatory Affairs;
Gilles Desjardins, Director, Marketing.

TÉMOINS

De la Société Radio-Canada:

Renault Gilbert, directeur exécutif, RDI;
Alain Pineau, vice-président, planification et réglementation;
Gilles Desjardins, directeur, mise en marché.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 26

Thursday, April 27, 1995

Joint Chairs:

The Honourable Gérald Comeau, Senator

Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 26

Le jeudi 27 avril 1995

Coprésidents:

L'honorable Gérald Comeau, sénateur

Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee on

Official Languages

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent des

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b) a review of Official Languages policies and programs of Canada Post Corporation

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)(b) du Règlement, étude des politiques et programmes des langues officielles de la Société canadienne des postes

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gérald Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chair: Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Robert Gauthier
Jean-Claude Rivest

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Associate Members

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

Wednesday, April 26, 1995

Pursuant to Rule 66(4) of the Senate

Jean-Louis Roux replaced Jean-Robert Gauthier.

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gérald Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Robert Gauthier
Jean-Claude Rivest

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Membres associés

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Le mercredi 26 avril 1995

Conformément à l'article 66(4) du Règlement du Sénat

Jean-Louis Roux remplace Jean-Robert Gauthier.

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 27 AVRIL 1995
(Séance n° 30)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 08h32, dans la pièce 237-C de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais, (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Jean-Louis Roux.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Mauril Bélanger, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: De la Société canadienne des postes: André Villeneuve, vice-président, Ressources humaines; Robert Gauthier, Gestionnaire, Langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, le Comité reprend l'étude des politiques et programmes des langues officielles de la Société canadienne des postes.

André Villeneuve fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

À 09h38, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 27, 1995
(Meeting No. 30)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 8:32 o'clock a.m. this day, in Room 237-C, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Jean-Louis Roux.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Mauril Bélanger, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witnesses: From Canada Post Corporation: André Villeneuve, Vice-President, Human Resources; Robert Gauthier, Manager, Official Languages.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee resumed consideration of Canada Post Corporation's official languages policies and programs.

André Villeneuve made an opening statement and answered questions.

At 9:38 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, April 27, 1995

• 0833

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sans plus tarder, nous allons commencer les délibérations du Comité.

J'aimerais indiquer aux membres du Comité que, pour les fins administratives, les rapports du Comité vont continuer d'être imprimés comme ils l'étaient dans le passé, jusqu'à ce qu'il y ait une entente entre le Parlement et le Sénat.

Nous recevons aujourd'hui des représentants de la Société canadienne des postes, M. Robert Gauthier, qui est gestionnaire aux langues officielles, et M. André Villeneuve, qui est vice-président aux ressources humaines. Nous vous laissons la parole, messieurs.

M. André Villeneuve (vice-président, Ressources humaines, Société canadienne des postes): Merci, madame la coprésidente.

Honorables sénateurs, mesdames et messieurs les députés, je vous remercie de nous avoir invités aujourd'hui pour discuter du programme des langues officielles à la Société canadienne des postes. Je suis accompagné de M. Robert Gauthier et j'ai également l'appui technique de M. David Wilson, qui est directeur au niveau de la gestion des adresses pour les fins de la collecte et de la livraison, et de M. Raj Mediratta, directeur de la gestion des adresses.

Lorsque nous nous sommes présentés devant ce Comité, il y a moins de cinq mois, à la fin du mois de novembre, M. Clermont et moi avons souligné les progrès importants que la Société avait réalisés dans le domaine des langues officielles au cours des dernières années.

• 0835

Si je me rappelle bien, la Norme canadienne d'adressage avait suscité beaucoup de confusion.

[Traduction]

On a créé la Norme canadienne d'adressage pour indiquer aux gros expéditeurs de courrier comment adresser les envois de façon à ce que tous les éléments de l'adresse soient présentés de manière à faciliter et à uniformiser le traitement mécanisé et manuel du courrier.

Essentiellement, la Norme vise à améliorer l'efficacité la livraison. Pour les usagers du service postal, cela se traduit par un meilleur service et par des coûts moins élevés. En effet, l'adressage uniforme et exact permet d'éviter à l'expéditeur et à la Société des étapes additionnelles de manutention et de réexpédition du courrier.

Selon la Norme, l'adressage peut être «optimal» ou «courant». Les éléments de l'adressage optimal, sont abrégés, tandis que ceux de l'adresse courante peuvent tous être écrits au long. Les tarifs préférentiels s'appliquent dans l'un ou l'autre cas, et le choix de l'adressage optimal ou courant est laissé à la discrétion de l'utilisateur.

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 27 avril 1995

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Without further ado, I would like to call the meeting to order.

I would like to tell committee members that for administrative reasons, the reports of committee proceedings will continue to be printed as they were in the past, until the House of Commons and the Senate reach an agreement on the matter.

Our witnesses today are from the Canada Post Corporation: Mr. Robert Gauthier, Manager, Official Languages, and Mr. André Villeneuve, Vice-President, Human Resources. You have the floor, gentlemen.

Mr. André Villeneuve (Vice-President, Human Resources, Canada Post Corporation): Thank you, Madam Joint Chair.

Honourables senators and members of Parliament, I would like to thank you for inviting us here today to discuss Canada Post Corporation's official languages program. With me today is Robert Gauthier. I can also call on technical support from David Wilson, who is the director, Address Management, Collection and Delivery, and Raj Mediratta, director, Address Management.

When we appeared before this committee less than five months ago, in late November, Mr. Clermont and I emphasized the considerable progress made by the corporation in the area of official languages in recent years.

If I recall correctly, the Canadian addressing standard created much confusion.

[English]

The *Canadian Addressing Standard* was created to indicate to large volume mailers how to address mail so that all the elements in an address could be presented in a way that would facilitate and standardize mechanized and manual mail processing.

Basically, the standard is designed to improve delivery efficiency. For postal service users, this results in better service and a lower cost. In fact, standard, accurate addressing enables mailers and the corporation to avoid additional stages in handling and redirection of mail.

Under the standard, addressing may be optimum or acceptable. The elements in an optimum address are abbreviated, while those in a standard address may all be written out in full. The preferential rates apply in both cases, and a decision to use optimum or acceptable addressing is left to the user's discretion.

[Français]

La Norme canadienne d'adressage tient compte des exigences de la langue française puisqu'on y accepte les majuscules, les minuscules, les accents, les points abrégatifs, ainsi que l'écriture au long des éléments de l'adresse séparés, le cas échéant, par des signes de ponctuation.

De plus, l'Office de la langue française du Québec, comme je le soulignais en novembre, a pris connaissance de la norme et a confirmé que c'est la manière courante d'écrire des adresses et que cette manière répond aux exigences de la langue française et est compatible avec les lignes directrices de sa publication *Le français au bureau*.

[Traduction]

Soyez assurés que la Société continuera de respecter ses obligations linguistiques en vertu de la Loi sur les langues officielles. J'accueillerais maintenant les questions des membres du Comité.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous sommes heureux de vous revoir aujourd'hui pour poursuivre notre discussion sur cette question fort importante pour l'ensemble de la population canadienne. Les normes que vous avez établies pour fins d'expédition et d'efficacité, comme vous dites, ne sont peut-être pas acceptables au niveau du français.

Par contre, vous semblez indiquer que vous vous êtes fiés au document *Le français au bureau* pour produire vos normes. Si ma mémoire est bonne, lors de votre dernière comparution, vous disiez que les expéditions étaient beaucoup moins coûteuses pour les gens et les gros expéditeurs de courrier qui utilisaient vos lignes directrices, et il y a eu des changements à ce propos depuis notre rencontre.

M. Villeneuve: Il n'y a pas eu de changements. Je voudrais indiquer aux députés et sénateurs, ainsi qu'à vous, madame la présidente, que le tarif d'une lettre est actuellement de 43 cents. C'est le tarif «lettre» qui s'applique universellement. Cela fait partie du privilège exclusif que de l'accorder à tous les Canadiens et de livrer à tous les points au Canada.

Dans la mesure où les grands expéditeurs de courrier peuvent faire une préparation du courrier et que cette préparation nous épargne de l'argent, nous partageons ces bénéfices avec ces grands expéditeurs. Dans certains cas, cela n'a rien à voir avec la langue, ni même avec l'adresse. Dans certains cas, par exemple, des compagnies de service public préparent le courrier de manière à ce qu'il soit prêt à être distribué par facteur. Comme il ne passe pas par nos établissements de traitement de courrier, nous économisons de l'argent et nous partageons les économies. Dans d'autres cas, on utilise un code à barres qui permet de déterminer l'adresse de façon mécanographiée. Là encore, nous offrons un rabais parce que nous sautons des étapes de manutention. Le service s'en trouve amélioré, tant au niveau du temps qu'à celui des frais encourus.

C'est le même phénomène qui se présente au niveau d'une adresse standard, dans la mesure où elle est localisée selon des paramètres et des normes canadiennes d'adressage. Ces grands expéditeurs bénéficient d'un rabais qui représente une partie du rabais dont nous bénéficions. Pour nous, ce n'est aucunement une question linguistique.

[Translation]

The Canadian Addressing Standard reflects the requirements of the French language because upper and lower case letters, accents and periods and abbreviations are accepted, as well as the elements of an address written in full, separated, if necessary, by punctuation marks.

Moreover, the Office de la langue française du Québec has, as I said in November, examined the Standard and has confirmed that the «acceptable» method of writing addresses meets the requirements of the French language and is compatible with the guidelines contained in its publication *Le français au bureau*.

[English]

Rest assured that the corporation will continue to comply with its language obligations under the Official Languages Act. I will now be very pleased to answer any questions from the committee members.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We're pleased to have you back today to continue our discussion on this very important issue for the Canadian public. The standards you have set for purposes of delivery and efficiency may not be acceptable in French.

However, you seem to be saying that you used the document entitled *Le français au bureau* in producing your standard. If I recall correctly, when you last appeared, you said that the individuals and large-volume mailers who follow your guidelines could send their mail much more cheaply. There've been some changes in this regard since our last meeting.

Mr. Villeneuve: There have not been any changes. I would like to tell Members of Parliament and Senators and yourself Madam Chair, that the letter rate is currently 43 cents. That is the «letter» rate that is universally applied. Giving this rate to all Canadians and delivering to all parts of Canada is part of the exclusive privilege we provide.

To the extent that large-volume mailers can prepare their mail in such a way that we save money, we pass on these savings to our large-volume mailers. In some cases, this has nothing to do with language, or with the address. In some cases, for example, public utilities prepare their mail in this way so that it can be delivered by letter carriers. Since it does not go through our mail processing centres, we save money and we pass on our savings. In other cases, people use a bar code which is read by a machine. There again, we offer a reduced rate, because we can skip some of the stages in the handling process. Thus, the service is faster and cheaper.

The same is true of the standard address, to the extent that it follows guidelines set out in the Canadian Addressing Standard. Large-volume mailers get a reduction consistent with part of the reduction we enjoy. For us, this in no way a linguistic issue.

• 0840

M. de Savoye (Portneuf): Je me suis préparé un certain nombre de notes puisque vous venez nous rendre visite ce matin. De façon à permettre aux autres membres de ce Comité de mieux me suivre, je suis disposé à leur donner ces notes, si vous me le permettez, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce qu'elles sont dans les deux langues officielles?

M. de Savoye: Non, ce sont mes notes. Je suis disposé à les rendre disponibles. Ils les acceptent ou ils les refusent.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce qu'il y a des membres du Comité qui désirent recevoir les notes?

M. de Savoye: J'attends la distribution avant de commencer. Je suis bien équipé moi-même.

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): S'il y a des notes en anglais seulement, les membres de l'opposition les accepteront.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous ferai remarquer qu'à notre dernière rencontre, lorsqu'on a discuté de la question des notes ou des documents, on a dit que la présidence ferait seulement la distribution de documents qui seraient remis au greffier dans les deux langues officielles.

M. de Savoye: Ce sont mes notes personnelles que, gracieusement, je mets à la disposition des députés et sénateurs qui les désirent. Je ne suis pas un témoin, mais un député. Je peux m'exprimer dans la langue de mon choix. Si vous préférez entendre ces notes traduites par l'interprète, très bien. Il n'y a pas d'autres obligations.

M. Bélanger: Madame la présidente, là n'est pas la question. À la dernière rencontre, un autre membre du Comité a tenté de déposer des notes personnelles dans une langue seulement et on les a refusées. Il ne faudrait pas avoir deux poids, deux mesures.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bélanger, je répète mes commentaires de tout à l'heure. Lors de la dernière rencontre de ce Comité, on avait dit que la présidence, c'est-à-dire le greffier, ne ferait la distribution de documents que s'ils étaient dans les deux langues officielles. Si les gens ont bien voulu accepter le document de M. de Savoye ce matin, je dois tout de même vous indiquer qu'il ne relevait pas du greffier d'en faire la distribution ce matin.

M. de Savoye: J'aurais pu le faire moi-même, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela. C'était une précision. Monsieur de Savoye, vous pouvez continuer.

M. de Savoye: Nous allons parler tout d'abord de la Norme canadienne d'adressage. Le 22 novembre 1994, la Société comparaisait devant le Comité et nous présentait, dans une lettre datée le 30 novembre sous la signature de M. Clermont, un certain nombre de réponses aux interrogations que nous avions manifestées.

Cette lettre précisait entre autres que la Norme indique le minimum de renseignements que doit comporter une adresse—vous venez d'ailleurs de nous le confirmer—et que les renseignements supplémentaires ne réduisent en rien

Mr. de Savoye (Portneuf): I jotted down several notes because I knew you were appearing before the committee this morning. To allow the members of the committee to follow my line of questioning better, I am willing to give them a copy of these notes, if you will allow me to, Madam Chair.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Are these notes in both official languages?

Mr. de Savoye: No, they are only notes I jotted down. I'm willing to distribute them to my colleagues. It's up to them to accept them or not.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Do any of the members wish to receive these notes?

Mr. de Savoye: I will wait until the notes have been distributed before I start my questions. I have kept a copy for myself.

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): If there are notes in English only, members of the opposition will accept them.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to remind you that at our last meeting, when we discussed the issue of notes or documents, we had agreed that the chairs would only distribute documents that would be handed to the clerk in both official languages.

Mr. de Savoye: These are my personal notes and I am, out of politeness, offering them to the members of Parliament and Senators that wish to have them. I am not a witness but a members of Parliament. I can speak in the language of my choice. If you'd rather hear these notes translated by the interpreter, very well. Is that simple.

Mr. Bélanger: Madam Chairman, that is not the problem. At our last meeting, another member of the committee tried to table personal notes in one official language only, and you refused them. We can't have it both ways.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bélanger, I will repeat what I said earlier. At the last meeting of this committee, we had said that the chairs, or therefore the clerk, would only distribute documents available in both official languages. Members of this committee decided to accept Mr. de Savoye's notes this morning; I must however remind you that it was not up to the clerk to decide to distribute the documents this morning.

Mr. de Savoye: I could have done it myself, Madam Chair.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I just wanted to make things clear. Mr. de Savoye, you can ask your questions.

Mr. de Savoye: The first issue we will deal with is the Canadian Addressing Standard. On November 22nd 1994, the corporation appeared before our committee and tabled, in a letter dated November 30th and signed by Mr. Clermont, answers to questions that the committee had asked.

In this letter Mr. Clermont pointed out that the standard is in fact the minimum of information one must find in an address—in fact our witness has just confirmed it—and that supplementary information do not in any way affect eligibility to

[Texte]

l'admissibilité aux escomptes, ce que vous nous avez également confirmé il y a quelques instants. Les utilisateurs du guide d'adressage sont tout à fait familiers avec cette situation. Le choix d'utiliser la norme optimale ou celle dite courante est le leur.

À mon sens, M. Clermont commet ici deux erreurs. D'abord, il n'y a pas deux normes d'adressage, mais une seule, comme en fait foi la pièce B. La pièce B dit:

La norme [...] offre [...] la possibilité de choisir entre deux types d'adresses normalisées.

Il n'y a donc qu'une seule norme avec deux types d'adresse.

Ensuite, à notre avis, non seulement il affirme à tort la familiarité des utilisateurs avec cette situation, mais ce sont justement les utilisateurs qui nous avaient, à l'époque, communiqué leur perception que seule la forme optimale donnait droit aux escomptes. Il semble ignorer certaines pratiques que la Société utilise, dont l'effet est justement contraire.

Ainsi, tout en réaffirmant dans une lettre à mon adjoint datée le 5 décembre—c'est la pièce C—que seule la présentation dite «courante» est compatible avec les règles d'écriture des adresses telles qu'elle le préconise, l'Office de la langue française déplore dans cette même lettre, ainsi que dans une lettre subséquente datée le 19 décembre (la pièce D), le fait que la Société semble continuer de privilégier largement la présentation dite optimale lorsqu'elle informe sa clientèle. L'Office donne à preuve un avis de changement d'adresse (la pièce E) où il est indiqué que votre nouvelle adresse postale a été vérifiée et que sa présentation correspond à la nouvelle norme d'adressage.

• 0845

Or, la Norme prévoit deux présentations et, dans votre document, seule l'optimale est présentée, laissant de toute évidence le client dans l'ignorance de l'alternative.

De son côté, la Banque nationale semble également être mal informée, puisqu'elle considère qu'il y a plusieurs normes au lieu d'une seule, tel qu'on le voit à la pièce F.

Enfin, l'ASULF, dans son édition de mars 1995 (la pièce G), dénonce la présentation optimale, la qualifiant d'à peine minimale.

Je prétends donc que les faits démontrent que la Société n'a pas pris les moyens appropriés pour être aussi clairement comprise de ses clients qu'elle nous laisse entendre qu'elle veut l'être; que l'adresse optimale ne permet ni le respect des conventions de la langue française, ni le respect de celles de la langue anglaise. Cette présentation n'a donc rien d'optimal; bien au contraire, c'est du langage de machine, comme le disait à ce Comité le sénateur Roux. Par ailleurs, la Norme prévoit en alternative et ce, sans restrictions, pénalités ou autres contraintes, l'usage de l'adresse courante, laquelle répond tout à fait aux conventions tant de la langue anglaise que de la langue française.

En conséquence, je demande aux autres membres de ce Comité de se joindre à moi pour exiger de la Société l'élimination pure et simple de la présentation dite optimale, car non seulement elle constitue inutilement un instrument

[Traduction]

preferential rates, which has just been confirmed once again. The users of the addressing guide understand the situation. The decision to use optimum or acceptable addressing is left to the user's discretion.

I believe that Mr. Clermont is making two basic mistakes. First of all, there are not two addressing standards, but only one, as demonstrated in document B. This document states:

The standard allows the user to choose between two standardized types of addresses.

There is therefore only one standard but two types of addresses.

Moreover, we believe he's wrong to say that the users are quite familiar with the standard and its application; in fact, you will remember that users had at that time contacted us because they thought that only the optimum type of addressing would allow them to receive preferential rates. Our witness does not seem to be aware of some of the things that corporation is doing, things that have a contrary effect.

In a letter addressed to my assistant on December 5th—this is document C—the Quebec *Office de la langue française* points out that only the «acceptable» method of writing addresses meets the office's requirements; moreover, the *Office de la langue française* points out in the same letter, as well as in a letter dated December 19th (document D), that the corporation seems to promote quite strongly, when it contacts its clients, the use of the so-called «optimum» method. To support its statement, the office appended to its letter a change of address notification (document E) where the corporation points out that the client's new mailing address has been verified and formatted to Canada Post's new addressing standards.

The standard includes two formats, and in your document, only the optimum standard is presented, obviously leaving the client in the dark as to the alternative.

The National Bank also seems to be ill-informed, because it believes that there are several standards instead of one, as you can see in document F.

Finally, in its March 1995 edition (document G), the ASULF criticized the optimum format, calling it a bare minimum.

Therefore, in my view, the facts show that the corporation has not taken the appropriate means to be as well understood by its clients as it would lead us to believe it has; and that the optimum address is not consistent with writing styles in French or in English. This address style is not optimum at all; on the contrary, it is machine language, as Senator Roux told this committee. In addition, the standard includes the use of the acceptable address as an alternative, without restrictions, penalties or other constraints. This address is fully consistent with the writing styles in English and in French.

Consequently, I ask the other members of this committee to join me in demanding that the corporation simply eliminate the optimum style, as it not only contributes to worsening the linguistic skills of francophones and anglophones in Canada, but

d'appauvrissement du savoir linguistique des francophones et des anglophones du Canada, mais elle nécessite au surcroît une dépense au titre de la mise en marché tout en étant, en définitive, une redondance à éviter.

Mon deuxième point, madame la présidente, ce sont les logiciels d'enregistrement des rues en anglais.

Le 28 janvier dernier, le quotidien *Le Droit* (la pièce H) révélait que le commissaire aux langues officielles tentait d'amener la Société à changer sa façon d'adresser le courrier de manière à respecter le nom original des rues.

L'attaché de presse du commissaire déclarait qu'il était inacceptable que, dans des municipalités où les noms de rues sont francophones, notre courrier soit envoyé sur *Bégin Street* ou *Dupuis Circle*. Ce problème est dû au fait que le logiciel de l'enregistrement des rues est en anglais. La Société reconnaît-elle ici qu'elle ne respecte ni la loi ni sa clientèle francophone? Si oui, quand et comment entend-elle rectifier cette situation?

Mon troisième point, madame la présidente, a trait aux épellations «Xpresspost» et «SkyPak». L'ASULF a dénoncé auprès du commissaire aux langues officielles, dans sa correspondance datée le 16 août (la pièce I), l'usage par la Société de la marque de commerce Xpresspost parce qu'inacceptable en français. Le commissaire, dans sa réponse du 31 août suivant (la pièce J) indique que la Société considère que la modification de cette marque de commerce impliquerait des coûts importants et qu'elle s'engage à mieux faire à l'avenir. Or, le 18 avril 1995, l'ASULF dénonçait auprès du commissaire l'usage par la Société de la marque de commerce SkyPak pour les mêmes motifs, tel qu'on le voit aux pièces K et L.

Par ailleurs, dans une lettre datée le 3 février (la pièce M), l'ASULF considère que la Société est responsable de ses erreurs et doit assumer les coûts nécessaires au respect de la loi.

La Société se considère-t-elle au-dessus des lois? Sinon, quand et comment entend-elle rectifier ses erreurs, à savoir offrir une version francophone de ses deux services?

Mon quatrième point, madame la présidente, a trait au refus de chèques rédigés en français. L'argent n'a peut-être pas d'odeur, mais il a une langue. M. Robert Jolette a dû insister pour qu'une préposée au comptoir postal accepte son chèque rédigé en français. Il a porté plainte au commissaire.

Or, la Société répond que la préposée n'était pas autorisée à encaisser un chèque dont elle ne pouvait authentifier le montant écrit en lettres, celui-ci ayant priorité, selon la loi, sur le montant écrit en chiffres, tel qu'on le voit à la pièce O. La Société ajoute que la préposée aurait dû référer le client au comptoir postal bilingue le plus près de Cambridge, soit celui de Kitchener, situé à quelques kilomètres.

Il n'y a que la Société canadienne des postes pour refuser l'argent d'un client en invoquant le prétexte de la langue. Si la Société avait eu un concurrent, c'est lui qui aurait encaissé le chèque, évidemment. Je confère à la Société un gros zéro pour son service à la clientèle et un autre gros zéro pour son sens des affaires.

Puis-je me permettre de suggérer à la Société, si elle craint tant d'accroître son déficit pour cause de chèques mal libellés, de fournir à tous ses comptoirs postaux unilingues une fiche où les montants de 1 à 1 000\$ seront écrits en lettres? Ainsi, toute

it also costs more to market it, and it is redundant. It must be avoided.

Madam Chair, my second point concerns the software used to register street names in English.

Last January 28th, the daily *Le Droit* (Document H) revealed that the Commissioner of Official Languages was attempting to get the corporation to change the way it addresses mail in order to honour the original names of the streets.

The commissioner's press attaché declared that it was unacceptable for our mail to be sent to *Bégin Street* or *Dupuis Circle* in municipalities where the street names are French. This problem is due to the fact that the software used to register the street names is English. Does the corporation recognize that it is not respecting the act or its francophone clients? If yes, when and how does it plan to rectify the situation?

My third point, Madam Chair, deals with the selling of «Xpresspost» and «SkyPak». The ASULF denounced to the Commissioner of Official Languages, in its letter dated August 16th (document I), the corporation's use of the trademark Xpresspost because it is unacceptable in French. In his response of August 31st (document J), the commissioner indicated that the corporation considered that changing this trademark would be very costly and that it would try to do better in the future. However, on April 18th 1995, the ASULF denounced to the commissioner the corporation's use of the trademark SkyPak for the same reasons, as you can see in documents K and L.

Moreover, in a letter dated February 3rd (document M), the ASULF considers that the corporation is responsible for its mistakes and must absorb the necessary costs to comply with the act.

Does the corporation consider itself above the law? If not, when and how does it plan to rectify these mistakes and offer a French version for the two services?

My fourth point, Madam Chair, deals with the refusal to accept checks written in French. Money may have no sense, but it has a language. Mr. Robert Jolette had to be very insistent to get a postal clerk to accept his check written in French. He lodged a complaint with the commissioner.

The corporation responded that the clerk was not authorized to accept a check for which he could not verify the amount written in letters, which by law takes precedence over the amount written in numbers, as you can see on document O. The corporation added that the clerk should have referred the client to Kitchener, the closest bilingual postal station to Cambridge, a few kilometers away.

Only Canada Post Corporation would refuse money from a client on a pretext of language. If the corporation had any competition, the competition would have obviously accepted the check. I give the corporation zero for its customer service and zero for its business sense.

If the corporation is afraid of increasing its deficit by accepting checks that are not made out properly, may I suggest that it provide its unilingual postal stations with a list which includes all amounts from \$1 to \$1,000 written out in letters?

[Texte]

personne préposée à un comptoir, pour peu qu'elle connaisse l'alphabet, pourra vérifier lettre par lettre la cohérence entre le libellé alphabétique et le libellé numérique. Puis-je aussi recommander à la Société de passer du mode «j'ai une bonne raison de ne pas être serviable» au mode «je vais m'ingénier à améliorer mon service à la clientèle»?

Mon cinquième point, madame la présidente, concerne une transgression de la loi québécoise et vraisemblablement aussi de la Loi sur les langues officielles, puisque la Société y est assujettie.

• 0850

Le 23 août 1994, dans le quotidien *Le Droit*, un citoyen d'Aylmer dénonçait la Société (la pièce P) qui, par l'entremise de sa succursale Média-poste, distribue des dépliants publicitaires anglais non sollicités dans l'Outaouais et dans l'Ontario francophone.

De plus, le même article indiquait que Média-poste agissait au Québec en contravention avec la Charte de la langue française. Depuis, rien n'a changé, tel que l'indique l'Office de la langue française dans une lettre datée le 19 décembre 1994 (la pièce Q).

Or, la Société se sait à l'abri de poursuites de la part du Québec. La Société reconnaît-elle que sa filiale Média-poste agit en contravention avec la Loi sur les langues officielles et avec la loi québécoise? Si oui, qu'entend-elle faire et quand pour que Média-poste cesse d'agir dans l'illégalité?

Enfin, je traiterai d'un dernier point, madame la présidente: Internet. La Société affiche depuis peu sur Internet. Comme la pièce R le démontre, la page frontispice offerte sous Mosaic comporte un menu en langue anglaise exclusivement. Le service dans l'autre langue est offert sous forme du dernier sujet de la table des matières. Lorsqu'on «clique» sur cet article de la table, on obtient un contenu où la raison sociale est affichée dans sa forme anglaise. Il y a ensuite un sous-titre qui dit: «En cours de construction» et finalement un avis en anglais: *We welcome comments, suggestions and questions at. . .* et on donne l'adresse.

J'aimerais faire un commentaire, une suggestion et une question. Voici d'abord mon commentaire. Comment se fait-il que soit proposé le contenu anglophone sans égard au contenu francophone? Autrement dit, pourquoi les anglophones du Canada sont-ils servis avant les francophones?

Ma suggestion est celle-ci: que la page frontispice soit complètement bilingue et que le choix de la langue soit une alternative entre le français et l'anglais, comme dans le cas de tant d'autres sociétés.

Finalement, voici ma question. Ne trouvez-vous pas ironique d'afficher en anglais seulement un message disant: *Every new initiative, product and service is developed with you in mind, now and in the future?*

C'est la fin de mon intervention, madame la présidente. J'écoute maintenant les réponses.

M. Villeneuve: Il y a plusieurs questions. Je vais essayer d'y aller rapidement et selon l'ordre.

Vous ne m'en voudrez pas de ne pas commenter les documents eux-mêmes. Ils ne sont pas en ma possession et je n'en ai pas pris connaissance. Je veux quand même prendre les six points un par un, si c'est possible.

[Traduction]

That way, as long as they know the alphabet, all desk clerks will be able to verify the alphabetical and numerical amounts letter by letter to make sure they're the same. May I also recommend that the corporation go from the «I have a good reason for not being willing to help» mode to the «I'm going to strive to improve my customer service» mode?

My fifth point, Madam Chair, concerns the contravention of the Quebec Act and most likely the Official Languages Act as well, since the corporation is subject to it.

On August 23, 1994, *Le Droit*, an Aylmer resident denounced the corporation (document P) which, through its Admail service, was distributing unsolicited flyers in English in the Outaouais and in francophone regions of Ontario.

Moreover, the same article indicated that Admail was operating in Quebec in contravention with the Charter of the French Language. Since, nothing has changed, as the office de la langue française indicated in a letter dated December 19, 1994 (document Q).

The Corporation knows that Quebec won't launch legal proceedings against it. Does the Corporation recognize that its Admail service is contravening the Official Languages Act and the Quebec Act? If yes, what and when does it plan to do to get Admail to stop operating illegally?

Finally, Madam Chair, my last point deals with the Internet. The Corporation has recently started posting notices on Internet. As document R shows, the first screen offered through Mosaic is a menu in English only. The service in the other language is offered as the last subject in the table of contents. When you click on this item, you get a screen where the company's name is posted in its English form. Then there's a subtitle that says: «En cours de construction» and finally a notice in English: *We welcome comments, suggestions and questions at. . .* and the address follows.

I would like to make a comment, a suggestion and ask a question. How is it that English content be provided without regard for French content? In other words, why are anglophones in Canada served before francophones?

My suggestion is this: that the initial screen be fully bilingual and that there be a choice of English or French, as is the case for other corporations.

Finally, my question. Do you not find it ironic to post a message in English only which says: *Every new initiative, product and service is developed with you in mind, now and in the future?*

That concludes my statement, Madam Chair. I would like to hear some answers.

Mr. Villeneuve: There are several questions. I will try to cover them rapidly and in order.

I hope you won't mind if I don't comment on the documents themselves. I don't have them and I haven't familiarised myself with them. Nevertheless, I'm going to deal with the six points one by one, if possible.

D'abord, il y a la question du logiciel de l'enregistrement. Il n'est ni anglais ni français. C'est un logiciel fait à partir des adresses qui nous sont données par les municipalités. Une adresse, aux fins de la Société, c'est l'information dont nous avons besoin pour livrer un objet du point d'origine au point de destination. Sans une approche uniforme relativement à cette adresse, la livraison est impossible ou très difficile. Ce sont les municipalités qui, au Canada, ont, à travers les provinces, à travers les juridictions provinciales, l'autorité exclusive de désigner les rues. Nous nous basons exclusivement sur cette approche des municipalités.

Ainsi, par exemple, on pourra retrouver dans des villes comme Montréal très peu d'adresses bilingues. Je le sais par expérience, et j'ai noté ici à la plume celles dont je me souviens: Blueridge Crescent, Galt Crescent, Cedar Crescent sont, à Montréal, des noms de rues ou d'avenues qui, au départ, ont des noms bilingues. On trouve aussi Cedar Avenue aussi à Pointe-Claire.

Dans certains cas, c'est une adresse différente. Nous devons nous baser sur l'adresse de la municipalité. Je reviendrai plus tard, s'il y a d'autres questions, sur un exemple pratique.

Pour ce qui est de Xpresspost et de SkyPak, j'aimerais faire deux commentaires. Nous avons déjà indiqué au commissaire que nous serions plus sensibles, à l'avenir, à la désignation des noms de produits, de façon à respecter non seulement la lettre mais aussi l'esprit, même si certains termes publicitaires, dans plusieurs cas, font exception.

J'ai noté, il y a moins d'un mois, une petite guerre larvée en France dans la plupart des journaux contre l'utilisation par la Poste française de SkyPak. Je veux juste souligner que SkyPak est un produit de GDEW International, dans lequel six ou sept administrations postales sont partenaires; on y retrouve la Poste française et les Postes canadiennes. Il s'agit d'un nom international qui est reconnu et nous n'avons aucune liberté de modifier le libellé de ce nom, SkyPak, qui est une appellation internationale. Nous faisons la vente du produit lui-même. Dans ce cas-là, il nous est difficile d'être plus sensibles.

On a dit tout à l'heure que nous nous considérons au-dessus des lois. Au contraire, nous réaffirmons que toute modification de l'adresse de notre part serait placer la Société canadienne des postes au-dessus des lois.

• 0855

La loi donne clairement aux municipalités la responsabilité de le faire. Non seulement cela engendrerait de la confusion, mais cela amènerait la Société canadienne des postes à jouer un rôle de législateur qui n'est pas le sien.

Nous ne sommes pas au-dessus des lois et nous croyons à la Loi sur les langues officielles; nous croyons non seulement à l'application des articles qui définissent la loi, mais aussi à ceux qui visent la promotion du bilinguisme au Canada.

Pour la question du chèque rédigé en français, je suis désolé. Dans ce cas-là, je ne connais pas les détails précis, mais je sais qu'il peut arriver que, par inconscience ou par ignorance, dans des comptoirs unilingues dans certains coins du pays, on trouve des attitudes répréhensibles ou encore de l'ignorance qu'on doit corriger. Nous nous y emploierons. C'est la seule chose que je puisse dire à ce sujet-là.

First of all, regarding the software used for registration. It is neither in English nor French. It's software made up of addresses that are provided by municipalities. An address, for the Corporation's purposes, is the information that we need to deliver an object from its point of origin to its destination. Without a uniform approach to this address, delivery is impossible or very difficult. In Canada, to the provinces and provincial jurisdictions, municipalities have the exclusive authority to designate streets. We base ourselves exclusively on the municipalities' approach.

Therefore, there may be very few bilingual addresses in cities like Montreal, for example. I know from experience, and I have noted a few here that I remember: Blueridge Crescent, Galt Crescent, Cedar Crescent are, in Montreal, names of streets or avenues which have bilingual names. There's also Cedar Avenue in Pointe-Claire.

In certain cases, the address is different. We have to use the municipality's address. I will come back to that later, if there are other questions on a practical example.

Regarding Xpresspost and SkyPak, I would like to make two comments. We have already notified the commissioner that in the future, we will be more sensitive in designating the names of our products, in order to honour not only the letter but also the spirit of the act, even if certain advertising terms, in certain cases are exceptions.

Just under a month ago, I noticed that most newspapers in France were waging a latent war against the post office's use of SkyPak. I would just like to point out that SkyPak is a product provided by GDEW International, a partnership of six or seven postal administrations; it includes the French and Canadian Post Offices. SkyPak is an international name that is recognized and we are in no way free to change the name SkyPak, as it is an international title. We sell the product itself. In this case, it's more difficult for us to be more sensitive.

Earlier, it was said that we consider ourselves above the law. On the contrary, we reaffirm that any change in address in our part would be putting Canada Post Corporation above the law.

The Act clearly places that responsibility in the hands of the municipalities. That would not only cause confusion, but it would also give the corporation a legislative rule that it does not have.

We are not above the law and we believe in the Official Languages Act; we believe not only in enforcing the sections that define the Act, but also in those dealing with promoting bilingualism in Canada.

As for the question about the check written in French, I am sorry. I am not aware of the specific details in that case, but I know that, out of thoughtlessness or ignorance in unilingual postal stations in some areas of the country, there may be people with reprehensible attitudes of ignorance that must be changed. We will go to great lengths to do so. That is all I can say about that.

[Texte]

Quant à l'amélioration du service à la clientèle au niveau de la langue, quand je regarde les plaintes qui ont été faites à la Société canadienne des postes, je vois que nous sommes passés de 202 plaintes en 1991 à 165 en 1992, à 155 en 1993 et à 130 en 1994; en 1995, à ce jour, nous en avons reçu 44. Donc, nous avons encore 130 problèmes majeurs et peut-être davantage à régler, mais il y a une amélioration constante à cet égard et nous faisons des efforts chaque jour.

Pour ce qui est de la distribution de circulaires en anglais seulement, la Société canadienne des postes ne définit pas le contenu de ce qui est distribué, non plus que ses concurrents. J'ai eu vent, il y a trois ou quatre mois, d'un cas où un concurrent distribuait au Québec, et cela a créé un tollé, une publicité en langue anglaise pour le compte d'un grand distributeur. Dans ce cas-là, c'est le distributeur qui s'est amendé rapidement parce que c'était faire de bonnes affaires que de respecter l'esprit de la Loi sur les langues officielles et surtout de respecter le caractère linguistique de sa clientèle. C'est la même chose dans notre cas. Nous ne nous considérons...

M. de Savoye: Excusez-moi, mais cela va continuer. La Charte de la langue française du Québec est spécifique, et ce distributeur est en contravention avec la loi. Normalement, il aurait été poursuivi, mais le Québec ne peut pas poursuivre Postes Canada. Entendez-vous respecter la loi?

M. Villeneuve: Madame la présidente, si M. le député veut communiquer avec des commettants ou d'autres personnes de langue française ou de langue anglaise et décide de le faire lui-même dans une langue, nous le distribuerons dans la langue où M. le député nous l'envoie. Nous ne sommes pas les arbitres ou les juges du contenu de ce qui est distribué. Nous sommes une agence de distribution. Il nous fera plaisir de rappeler aux gens leurs obligations en matière de langue, mais nous ne sommes pas les policiers de la langue au Canada.

Finalement, pour la question d'Internet, je vous avoue que vous m'avez pris par surprise. S'il y a un tel message de la Société canadienne des postes sur Internet, il sera éliminé dès aujourd'hui parce que nous n'avons pas l'intention de nous engager carrément au niveau d'Internet. Nous faisons actuellement des expériences au niveau de la recherche. Si ces expériences se font sans tenir compte des exigences de la loi, nous nous emploierons à corriger cela immédiatement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci. Je passe la parole à M. Bélanger.

M. Bélanger: Je voudrais revenir sur le libellé «Xpresspost», si vous me le permettez. Dans sa lettre, le commissaire aux langues officielles semble affirmer que vous allez à l'encontre de la Loi sur les langues officielles en utilisant ce terme. Est-ce que vous reconnaissez ce fait?

M. Villeneuve: Nous ne le reconnaissons pas comme terme publicitaire, mais nous reconnaissons carrément qu'il peut y avoir une interprétation dans un sens ou dans l'autre. Dans la nomenclature des produits, il y a beaucoup d'acronymes, de création de mots, de néologismes. Certains sont faits avec bon goût, d'autres avec un respect marqué de la logique ou des racines de la langue, d'autres dans une volonté publicitaire de communiquer un message ou une réalité. Nous ne sommes pas seuls dans ce cas.

[Traduction]

As for improving our customer service in terms of languages, when I look at the complaints that Canada Post Corporation has received, I see that it went from 202 complaints in 1991 to 165 in 1992, to 155 in 1993 and to 130 in 1994; in 1995, to date, we have received 44. So we still have 130 major problems and maybe more to resolve, but there is a constant improvement in that respect and we are making an effort each day.

As regards the distribution of flyers in English only, the Canada Post Corporation does not determine the content of what is distributed, no more than its competitors. Three or four months ago, I heard of a case where a competitor distributed an add in English in Quebec for a large distributor, and that caused an outcry. In that case, the distributor quickly changed because it is good business to respect the spirit of the Official Languages Act and especially to respect the linguistic nature of its clients. The same is true in our case. We do not consider ourselves...

Mr. de Savoye: Excuse me, but that's going to continue. The Quebec Charter of the French language is clear, and this distributor is contravening the Act. Normally, legal action would be taken, but Quebec can bring proceedings against Canada Post. Do you plan to comply with the Act?

Mr. Villeneuve: Madam Chair, if the member wants to communicate with English or French speaking constituents or other people and decides to do it himself in one language, we will distribute it in the language in which the member has sent it to us. We're not the referees or the judges of the content of what is distributed, we're a distribution agency. We would be happy to remind people of their language obligations, but we're not the language police in Canada.

Finally, concerning your question on Internet, I must admit that you've taken me by surprise. If there is such a Canada Post Corporation message on Internet, it will be removed today because we don't plan on using Internet. We are currently experimenting with research. If these experiments are being done without taking into account the requirements of the Act, we will do our best to correct that immediately.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you. I will give the floor to Mr. Bélanger.

Mr. Bélanger: If you don't mind, I would like to come back to the expression «Xpresspost». In his letter, the Commissioner of Official Languages seems to affirm that you are contravening the Official Languages Act by using this term. Do you recognize that fact?

Mr. Villeneuve: We do not recognize it as an advertizing term, but we do recognize that it may be interpreted one way or the other. In naming products, there are a lot of acronyms, words created, and neologisms. Some are created in good taste, others with marked respect for the logic or roots of the language, and others with the desire to communicate a message or reality through advertizing. We are not alone in this case.

Dans le cas d'Xpresspost, il faut dire qu'en français, la lettre «X» se prononce «ixe» et non pas «ex», alors qu'en anglais elle se prononce «ex». Pour moi, c'est une question d'interprétation.

Nous avons signalé au commissaire que nous étions sensibles à cet élément-là et que dans la nouvelle nomenclature des produits, chaque fois que nous développerions de nouveaux produits, nous nous attacherions davantage à respecter en tous points à la fois l'esprit et la lettre de la loi, ainsi que certaines interprétations auxquelles tiendraient, de bon droit, des puristes de la langue, d'un côté comme de l'autre.

• 0900

M. Bélanger: Donc, vous ne partagez pas l'opinion du commissaire qui est d'avis qu'il y a infraction à la loi.

M. Villeneuve: Non, nous ne croyons pas qu'il y a proprement infraction à la loi. Il y a peut-être un terme qui peut être jugé malheureux par certains Canadiens.

M. Bélanger: Si le dossier était un peu plus avancé et qu'un jour on en venait à une décision juridique indiquant qu'il y a infraction, j' imagine que la Société canadienne des postes n'hésiterait pas à corriger la situation.

M. Villeneuve: Nous avons l'intention de respecter la langue dans tous ses points. Je n'ai pas de nom, monsieur le député, mais je me demande si, par exemple, la marque de commerce Ski-Doo, qui est courante au Québec, respecte l'esprit de la langue française et l'esprit de la langue anglaise. Je me dis que non, ni dans un cas ni dans l'autre. Mais cela ne l'offense pas non plus, parce que «doo» avec deux «o» n'est pas le «do» anglais; c'est peut-être une autre forme. J'ai de la difficulté à comprendre que ce soit offensant. Je crois que c'est un terme publicitaire.

Le même phénomène se présente dans le cas d'Xpresspost. Je dois dire aussi que nos exemples venaient de différentes administrations postales, y compris celle de la France où, au départ, on retrouve toute une série de produits dont l'appellation se termine par «post». À ce moment-là, on ne voulait pas être plus français que les Français.

On ne s'est pas posé la question. On a cru que c'était acceptable, que c'était déjà reconnu. On a joué ce que j'appelle «le bon citoyen». On n'a peut-être pas suffisamment fouillé, je le reconnais, et on l'a dit au commissaire.

M. Bélanger: J'ai une dernière question sur un autre sujet. Lorsque la Société canadienne des postes a conclu des ententes avec quelqu'un qui exploiterait un bureau de poste privé, j' imagine qu'elle s'est occupée de voir au respect de la Loi sur les langues officielles dans les régions où il est nécessaire de le faire. Que fait la Société canadienne des postes pour vérifier que l'on donne la bonne interprétation de l'application de la Loi sur les langues officielles et du service dans les deux langues? Comment vérifiez-vous et quel suivi faites-vous pour vous assurer que le service est disponible?

M. Villeneuve: D'abord, avant même de faire des suivis, on s'assure de la capacité du bureau à offrir le service. Il y a 285 franchises, puisque c'est de cela qu'il s'agit. Ces gens ne sont pas à l'emploi de la Société, mais offrent les services de la Société dans leurs commerces hôtes.

In the case of Xpresspost, we must admit that in French, the letter «X» is pronounced «ixe» and not «ex», whereas in English, it is pronounced «ex». In my view, this is a question of interpretation.

We advise the Commissioner that we were aware of that element and that each time we develop and name new products, we will endeavour to fully comply with both the spirit and the letter of the Act, as well as certain interpretations that are rightfully important to language purists on one side or the other.

Mr. Bélanger: Therefore, you do not share the Commissioner's opinion that the law was broken.

Mr. Villeneuve: No, we do not believe that the law was broken per say. Perhaps we used a term which certain Canadians may feel to be an unfortunate choice of words.

Mr. Bélanger: If we were a bit further ahead with the file and one day we obtained a legal decision indicating that the law had in fact been broken, I would imagine that Canada Post would not hesitate to rectify the situation.

Mr. Villeneuve: We intend to comply with every aspect of language requirements. I have no name in mind, Sir, but I am wondering whether or not the trade mark Ski-Doo, which is commonly used in Quebec, respects the spirit of either French or English. I would say that it does not in either cases. However, it is not a word that offends either, because «do» with two «O» is not the English «do». It's perhaps another form. I can't see why this would be offensive. I feel that this is an advertising term.

The same thing occurs in the case of Xpresspost. Moreover, I should add that we have examples from various postal administrations, including the one in France, where we found a whole series of products with the suffix «post». We didn't want to be more French than the French.

We didn't ask ourselves this question. We thought that it was acceptable, that it was already recognized. I would say that we acted like a good citizen. Perhaps we didn't do enough searching, I would acknowledge this, and we told the commissioner that this was so.

Mr. Bélanger: I have one final question on another topic. When Canada Post reached an agreement with individuals who would be running post offices, I would imagine that the corporation ensured that these individuals would be complying with the Official Languages Act in regions where it is necessary to do so. How does Canada Post go about ensuring that the Official Languages Act is being interpreted and complied with properly and that service is being provided in both languages; how do you check this and what type of follow-up do you do to ensure that the service is available?

Mr. Villeneuve: First of all, before we do any follow-up work, we ensure that the office is able to offer the service. There are 285 franchises, because the private offices are franchises. These people are not employed by the corporation, but they offer the corporation's services through their host businesses.

[Texte]

Au départ, des normes linguistiques sont imposées à ces exploitants et une formation leur est donnée. Également, il y a toute une panoplie de mécanismes de vérification. Chez nous, au départ, il y a un réseau de gens qui s'occupent des langues officielles, comme M. Gauthier qui est à ma gauche. Ensuite, il y a les directeurs généraux de division dont l'un des objectifs est le respect de la loi et la promotion de la langue française et de la langue anglaise, puisque cela fait partie également de la loi. Il y a également des responsables de comptoir qui ont, en général, la responsabilité de 15 à 40 comptoirs et qui doivent, dans leurs vérifications, vérifier cet aspect du service au public.

Finalement, il y a des vérifications qui sont faites de temps à autre par le Bureau du commissaire. Il y en a une qui a été faite récemment. Le commissaire nous a fait plusieurs recommandations, soit sept ou huit ou neuf, et nous sommes à corriger les infractions qui ont été notées lors de cette vérification, comme nous le faisons immédiatement, lors de chacune de nos vérifications.

La seule contrainte que nous avons eue dans le passé, et que nous avons encore à certains égards bien qu'elle soit un peu moins importante, était le respect de nos conventions collectives.

● 0905

De plus en plus au Canada, et ce n'est pas particulier à la Société canadienne des postes, s'affrontent le droit individuel et le droit collectif. Dans bien des cas, pour respecter la Loi sur les langues officielles, nous avons été obligés de contrevenir à nos conventions collectives de manière à amener le débat, lors d'arbitrages, à un niveau tel qu'à un moment donné, on reconnaisse le besoin de modifier certains de nos contrats avec les représentants de nos employés.

C'est encore difficile pour nous puisque les promotions se font souvent selon l'ancienneté et que nous devons en même temps respecter la loi. Mais c'est beaucoup moins un problème maintenant que ce ne l'était il y a trois ou quatre ans.

M. Bélanger: Merci, monsieur Villeneuve.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

M. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): Je n'ai pas de questions, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je regarde, dans les notes de M. de Savoie, la pièce P signée Andrée Caya. Elle indique clairement que vous livrez un service. Vous n'êtes pas la police de la Loi sur les langues officielles pour toutes les communications qui se font entre les Canadiens et les Canadiennes, où qu'ils soient. Tout le monde, autour de la table, comprend et respecte cela. Il y a quand même certaines limites. Je ne crois pas que les Canadiens et les Canadiennes seraient intéressés à ce que vous commenciez à ouvrir tous les envois postaux pour savoir s'ils sont dans l'une ou l'autre des langues officielles ou s'ils sont bilingues. Il ne faudrait pas pousser trop fort. Il y a d'autres agences qui font cela.

M. de Savoie: J'ai pris connaissance de vos réponses. Elles ne me satisfont pas vraiment et je vais vous dire pourquoi.

Vous ne nous avez pas parlé davantage de la Norme canadienne d'adressage. Je vous avais soumis que cette norme, puisqu'elle offre une alternative, l'«optimale», qui d'après l'ASULF devrait être appelée «la minimale» et la «normale», la

[Traduction]

The people running these franchises must comply with our language standards at the outset and they are given training. Also, there is a wide range of verification mechanisms. To begin with, we have a network of people who look after official languages, such as Mr. Gauthier, who is on my left. Then, there are the division general directors, whose responsibilities include compliance with the act and promotion of both French and English, because these aspects are also contained in the act. There are also the counter heads, who, generally speaking, are in charge of anywhere from 15 to 40 postal counters and who, during the course of their inspections, must determine whether or not service to the public is being provided adequately.

Finally, the Commissioner's Office conducts spot checks. One was conducted recently. The Commissioner made many recommendations, seven, eight or nine recommendations, and we are in the process of rectifying the problems noted during this inspection, just as we would do immediately following each of our inspections.

The only complaint that we have had in the past, and that we are still saddled with in some respects although not quite as much, comes from complying with our collective agreement.

We now see a growing number of instances in Canada, and this is not particular to Canada Post, where individual rights run counter to collective rights. In many cases, we have had to disregard our collective agreements in order to comply with the Official Languages Act and, as a result, during arbitration, we have had to recognize the need to amend some of our contracts with our employee representatives.

It is still difficult for us because promotions are often given according to seniority and we must, at the same time, respect the law. However, this constitutes much less a problem now than it did three or four years ago.

Mr. Bélanger: Thank you, Mr. Villeneuve.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Rigma.

Mr. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): I have no questions, Madam Chair.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): In Mr. de Savoie's notes, I see here an exhibit P signed by Andrée Caya. She indicates clearly that you are delivering a service. You are not the Official Languages Act Police for all forms of communication between Canadians, wherever they may be. Everyone, sitting around this table, understands and respects that. However, there are certain limits. I do not believe that Canadians would like it if you began to open all of the parcels sent through the mail in order to determine whether or not they were in either official languages or whether or not they were bilingual. We mustn't exaggerate. Other agencies take care of that.

Mr. de Savoie: I have read your replies. I do not really find them satisfactory and I will tell you why.

You made no further mention of the Canadian Addressing Standard. Since there is an alternative to this standard, I had suggested to you that we do away with the «optimum» which, according to the ASULS should be called the «minimum» and

«courante», puisqu'il y en a deux et que les deux donnent droit aux mêmes avantages, puisque vos équipements sont capables de traiter l'une et l'autre, et puisque l'une et l'autre permettent de livrer le courrier de façon fiable, il y en avait une de trop, celle qui insultait la langue. Je n'ai pas eu de réponse à cette question.

Le logiciel d'enregistrement des rues en anglais est-il capable de traiter deux appellations différentes pour une même rue? Si oui, les municipalités sont-elles au courant qu'elles peuvent, pour satisfaire leurs citoyens et citoyennes, fournir l'appellation française et l'appellation anglaise? Sinon, qu'arrive-t-il pour ces municipalités qui ont, dans une même rue, des francophones et des anglophones qui, de façon courante, appellent les uns la rue par son nom anglais et les autres, par son nom français?

Mon troisième commentaire a trait à Xpresspost et à SkyPak. Vous avez parlé du «X». Vous auriez pu parler du «e». «Poste» en français s'écrit avec un «e». Vous dites: «Dorénavant nous attacherons davantage d'attention. . .»

Il me semble très facile d'attacher davantage d'attention quand on n'en a pas attaché du tout. C'est insuffisant comme réponse. Il faudrait un engagement ferme comme: «Dorénavant, nous livrerons la marchandise».

Par ailleurs, vous est-il déjà arrivé d'utiliser une appellation dont la racine soit exclusivement francophone? Pourquoi avez-vous ce penchant à livrer la marchandise d'abord en anglais et peut-être, si on y attache davantage d'attention, en français?

En ce qui a trait au refus du chèque rédigé en français, M. Villeneuve a cité une réponse différente de celle que le commissaire nous rappelle. Essentiellement, le commissaire dit—je vais à la pièce «O»—que la Société regrette cette situation et que la préposée a été mise au courant de la politique qui consiste à référer la personne en question à un comptoir postal bilingue; non pas à servir le client en utilisant une ressource que vous lui fourniriez, mais à dire au client: «Il y a un comptoir postal bilingue à tant de kilomètres; comme tu parles le français, tu dois aller là.»

• 0910

Les responsables de la Société ont donc mis la préposée au courant de la procédure à suivre—celle que je viens de vous expliquer—et s'assureront aussi que tous les autres comptoirs postaux, dans la région, soient informés de cette politique. C'est un mauvais service à la clientèle. C'est comme cela que j'appelle cela.

Quant à la transgression de la loi québécoise, vous vous en sortez extrêmement facilement. Avez-vous le droit de livrer de la dynamite? Non. Vous devez assumer une responsabilité que la loi vous impose. Avez-vous le droit de livrer de la drogue? Non. Vous devez respecter les lois. Vous ne pouvez pas, sous le couvert du fait que vous n'êtes qu'un simple transporteur, un simple livreur, assumer, pour une tierce partie, un geste qui va à l'encontre de la loi.

La loi québécoise interdit aux messageries de faire ce que vous faites. C'est vous qui êtes dans l'erreur, et vous devriez agir de la même façon que les autres entreprises se doivent d'agir. Sinon, on appelle cela de la concurrence déloyale, protégée par ce sauf-conduit que vous avez en tant que Société de la Couronne.

adopt the «usual», the «acceptable». I had suggested that you adopt the second standard because although they both offer the same advantages, namely your equipment can process either systems and both enable you to deliver the mail reliably, the first option insulted the language. I have not had an answer to this question.

If the English street registration software were able to process various spellings for the same street? If so, are municipalities aware that they may, in order to satisfy their citizens, provide the French spelling and the English spelling? If not, what happens in the case of municipalities where francophones and anglophones live on the same street and commonly spell the street name in English or in French?

My third comment deals with Xpresspost and SkyPak. You talked about the «x». You could have ????? about the «e». In French, the word «poste» is written with a «e». You said :«Henceforth we will pay greater attention to. . .»

It seems to me that it is easy to pay greater attention when you don't pay any attention at all. That is not an adequate answer. We need a firm commitment such as: «Henceforth, we will deliver the merchandise».

Moreover, have you ever spelled a word derived exclusively from the French? Why do you have this penchant to deliver the merchandise first in English and, perhaps, if you pay greater attention, in French?

As for the person who refused to accept a check written in French, Mr. Villeneuve gave a different answer from that provided by the Commissioner. Essentially, the Commissioner said—I'm referring to exhibit «o»—that the corporation regretted the situation and that the clerk was informed of the policy whereby the individual in question should be referred to a bilingual postal counter; you did not talk about servicing the client by using a resource that you would provide, you said that you would tell the client: «There is a bilingual postal counter so many kilometers from here—since you speak French, you should go there.»

The corporation's representatives told the client what to do—this is what I just explained—and we also make sure that all other postal outlets, in the regions, will be informed of this policy. To my way of seeing things, this is a very poor service for clients.

You have also found the perfect answer when it is mentioned that you are not abiding by the Quebec law. Are you allowed to deliver dynamite? No. You must do what the law says. Are you allowed to deliver drugs? No. You must abide by the law. You therefore cannot, simply because you're a carrier, a deliverer, do, for a third party, something that goes against the law.

The Quebec law does not allow courier services to do what you're doing. You are in the wrong, and you should act the same way other companies do. Otherwise this could be called unfair competition, a competition that would be allowed simply because you're a Crown corporation.

[Texte]

Quant à Internet, que vous l'éliminez, c'est bien, mais pourquoi ne pas avoir fait correctement les choses en premier lieu?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Villeneuve, avant que vous ne répondiez à cette question, je vous soulignerai que ce Comité n'est pas responsable de l'application ou des règlements de l'Office de la langue française du Québec. Ils doivent sûrement avoir leur propre bureaucratie chargée de l'application de leurs lois.

Je crois, et vous me corrigerez si j'ai tort, que les drogues, etc. relèvent, à l'intérieur du pays, de la Gendarmerie royale du Canada et non de la Société canadienne des postes. Si l'on traite de cela au niveau international, il y a toujours Revenu Canada avec l'aide de ses douaniers et de la GRC. Si vous n'êtes pas d'accord sur ce que je viens de dire, vous me corrigerez et j'accepterai volontiers vos corrections.

M. de Savoye: J'invoque le Règlement, madame la présidente. Vous auriez fait un excellent témoin.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci.

M. Villeneuve: Je ne voudrais pas ajouter à la confusion entre «optimale», «courante», etc. Cependant, j'ai, dans les deux langues officielles, *The Canadian Addressing Standard*, la Norme canadienne d'adressage et, avec votre permission, on pourrait la distribuer à chacun des membres du Comité. Ils comprendraient davantage ce qui est relié à l'un ou l'autre des mécanismes d'envoi des lettres. Je vous demanderais d'en assurer la distribution.

J'ai expliqué au départ que l'utilisation optimale de nos équipements et la possibilité d'acheminer le courrier sans passer par l'équipement lorsque toute la préparation est faite par l'expéditeur nous permettaient de faire des économies et que nous partagions ces économies avec l'expéditeur. Cela n'a rien à voir avec la langue.

Bien sûr, les grands expéditeurs qui respectent la Norme canadienne d'adressage profitent d'économies énormes dont ne bénéficieront pas d'autres expéditeurs qui ne font pas le même travail de préparation ou qui ne se soumettront pas à la même norme. Donc, ce n'est pas une question d'avoir les mêmes avantages.

Quant au logiciel, j'ai deux commentaires.

M. de Savoye: Il y a une norme qui permet deux formats: l'optimal ou le courant.

M. Villeneuve: Oui.

M. de Savoye: Les deux formats, sans distinction, donnent droit exactement aux mêmes avantages. Est-ce bien exact?

M. Villeneuve: Je n'ai pas dit qu'ils donnaient droit exactement aux mêmes avantages. J'ai expliqué qu'il n'y avait pas de différence entre les deux pour l'acheminement du courrier et que personne n'était pénalisé s'il n'utilisait pas l'une et l'autre des approches.

J'ai indiqué que les avantages étaient liés à la préparation du courrier. Ils sont liés à la possibilité pour nous de réaliser des économies, soit par l'utilisation de machines, soit en réduisant le nombre de fois qu'un envoi est traité avant d'être distribué. Dans certains cas, l'envoi ne passe même pas par nos équipements mécanisés. C'est à cela que sont liés les avantages.

[Traduction]

As for Internet, it is a good idea for you to eliminate it, but why not have done things correctly from the start?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Villeneuve, before you answer the questions, I would like to point out that this committee is not responsible for the implementation of acts or regulations dealing with the *Office de la langue française du Québec*. This office must certainly have its own officials that would be responsible for the implementation of Quebec laws.

I believe, and you may correct me if I'm wrong, that drugs and other things of the kind would come in Canada under the responsibility of the Royal Canadian Mounted Police and not Canada Post Corporation. If we talk about the international drug trade, this would be the responsibility of Revenue Canada, its customs agents and the RCMP. Please do not hesitate to correct me if I'm wrong.

Mr. de Savoye: On a point of order, Madam Chair. You would have been an excellent witness.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you.

Mr. Villeneuve: I would not want to create even more misunderstanding regarding the «optimum» and «acceptable» types of addressing. However, I have brought a document that is available in both official languages entitled *The Canadian Addressing Standard*, *La norme canadienne d'adressage* and, with your permission, it could be distributed to all members of this committee. They would therefore better understand the two types of addressing. I would ask you to distribute the document.

I explained at the onset that the optimum use of our machinery and the ability to forward mail without using this machinery when the sender has addressed the mail in the appropriate fashion would allow us to save money, and that we would share these savings with the sender. This has nothing whatsoever to do with language.

Of course, large volume mailers using the Canadian Addressing Standard would realize major savings that would not be available to other senders who do not prepare their mail in the same fashion or who do not follow the standard. It is therefore not an issue of offering preferential treatment to one group.

As for the computer programming, I have two comments to make.

Mr. de Savoye: This is a standard that allows two types of addressing: «optimum» or «acceptable».

Mr. Villeneuve: That is correct.

Mr. de Savoye: Whatever the type of addressing used, a sender is eligible to the same types of preferential rates. Is that correct?

Mr. Villeneuve: I did not say that both types of addressing would be accompanied by the same preferential rates. I explained that there was no difference between the two types of addressing for the forwarding of mail and that nobody was penalized for not using these two forms of addressing.

I simply pointed out that preferential rates were linked to the preparation of mail. It depends if we can save money, either because we don't need to use our machinery as often, or because the mail doesn't have to be redirected before being sent to the mailer. In some cases, mail doesn't even go through our mechanized mail processing system. That is where the benefits are.

● 0915

M. de Savoye: Je ne vous comprends pas.

M. Villeneuve: La lecture du document vous permettra d'avoir une meilleure idée.

Permettez-moi, madame la présidente, de toucher au point 2 pour les logiciels. Oui, nos logiciels reconnaissent les adresses françaises et les adresses anglaises. Ils reconnaissent toutes les adresses qui nous sont fournies par les municipalités.

Je n'ai pas fait de vérification auprès de toutes les municipalités au Canada, mais je crois qu'elles sont au courant de la possibilité d'enregistrer leurs noms officiels d'avenues et de rues dans les deux langues officielles. Certaines municipalités le font. D'autres municipalités préfèrent ne pas le faire et ce n'est pas à moi d'en juger les raisons.

Nous faisons déjà, pour 66 p. 100 des adresses, une reconversion automatique d'une langue vers l'autre pour trois appellations de rue. Le problème se présente pour les autres appellations. Nous pouvons facilement sensibiliser les municipalités, et nous l'avons fait avec peu de succès dans le cas de quelques-unes, à l'importance d'enregistrer leurs adresses dans les deux langues.

Mais il s'agit là d'un problème politique municipal qui n'a rien avoir avec la livraison du courrier. Si nous utilisions nous-mêmes nos mécanismes de traduction dans nos logiciels pour décider de l'appellation, il y aurait 13 p. 100 des adresses qui prêteraient à confusion. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire cela.

Nous sommes actuellement, en collaboration avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick, à redéfinir toutes les adresses, surtout en milieu rural, pour l'établissement du système 9-1-1. Il s'agit, dans chacun des cas, de questions de vie ou de mort: il est nécessaire de n'avoir qu'une seule adresse qui ne porte pas à confusion. J'en ai pris une et ce n'est pas la plus mauvaise.

Je veux simplement vous indiquer que dans une seule ville, Calgary, on a Sunvale Crescent, que je peux traduire par croissant ou par rue; Sunvale Crt, que je peux traduire par rue, impasse ou ruelle; Sunvale Drive, que je peux traduire par rue, avenue et boulevard; Sunvale Mews; Sunvale Place, que je peux traduire par rue ou place; et Sunvale Road, que je peux traduire par chemin, route ou rue.

Si la Société se substituait aux municipalités, non seulement elle s'arrogerait un droit qu'elle n'a pas, mais en plus, elle ajouterait à la confusion.

Dans le cas d'Xpresspost, je croyais que le mot «post» ne posait pas problème puisque les Français l'utilisaient dans leurs produits sans le «e» depuis longtemps. Je dis que c'était une faute de bonne volonté et que nous serions beaucoup plus sensibles à l'avenir—et je le maintiens—à l'appellation des produits dans le développement. Cette fois-ci, nous nous étions fiés à des groupes de citoyens et d'expéditeurs de courrier du Québec, de l'Ontario et d'autres provinces des deux langues pour nous assurer de l'acceptabilité du terme.

De ce côté-là, nous avons préjugé de l'effort que nous aurions dû faire dès le départ pour nous assurer d'une bonne appellation qui respecte tous les attributs de la langue, y compris ses origines grecque et latine dans le cas du français.

Mr. de Savoye: I don't understand you.

Mr. Villeneuve: If you read the document, you will have a better idea.

Allow me, Madam Chair, to touch upon the second point, regarding our computer programs. Yes, our computer program recognize French addresses and English addresses. They recognize all addresses provided to us by the municipalities.

I have not checked with all the municipalities in Canada, but I believe they are aware that it is possible for them to register the official names of their avenues and streets in both official languages. Some municipalities have done so. Others prefer not to do so, and it is not up to me to judge their reason.

For 66% of all addresses, we already automatically convert three street types from one language to the other. The problem occurs with the other street types. We can easily inform the municipalities about the importance of registering their addresses in both languages, and we have done so, but with little success in some cases.

But that is a municipal policy issue that has nothing to do with postal delivery. If we were to use the translation mechanisms included in our computer programs to determine the street type ourselves, we would create confusion for 13% of addresses. We cannot afford to do that.

We are currently, in co-operation with the Government of New Brunswick, redefining all addresses, especially in rural areas, in view of implementing the 911 system. In each case, it is a matter of life or death; it is essential that there be a single address that does not cause confusion. I took one and it is not the worst.

I might simply point out to you that in a single city, Calgary, there is a Sunvale Crescent, that I can translate as «*croissant*» or as «*rue*»; Sunvale Crt, that I can translate as «*rue*», «*impasse*» or «*ruelle*»; Sunvale Drive, that I can translate as «*rue*», «*avenue*» and «*boulevard*»; Sunvale Mews, Sunvale Place, that I can translate as «*rue*» or «*place*»; and Sunvale Road, that I can translate as «*chemin*», «*route*» or «*rue*».

If the corporation were to take on this task, instead of the municipalities, not only would it be assuming a right it does not have, it would also add to the confusion.

In the case of Xpresspost, I thought that the word «post» would cause no problem since the French have been using it in their products without the «e» for a long time. I submit that this mistake was made in good faith and we will be much more sensitive in the future—I assure you that—to the name of our products at the development stage. In this case, we relied on groups of French and English-speaking citizens and mailers in Quebec, Ontario and other provinces to assure ourselves that the term was acceptable.

In that case, we prejudged the effort that we should have made from the start to ensure that we had a correct designation that respected all the attributes of the language, including the Greek and Latin origins of the French language.

Pour le chèque, je vous ai indiqué que nous regrettons la situation. Officiellement, je ne peux pas forcer un employé unilingue, dans un comptoir unilingue, dans un milieu unilingue qui n'est pas reconnu bilingue par la loi, à être bilingue. Autant nous cherchons à sensibiliser nos guichetiers à l'aspect de la langue, autant nous cherchons à les sensibiliser au fait qu'il est bon pour les affaires de faire un effort supplémentaire pour reconnaître une autre langue lorsque, sur un chèque, on retrouve le montant exprimé à la fois en chiffres et en lettres.

En ce qui a trait aux colis dangereux, il y a une loi canadienne. Nous en sommes responsables, tant dans le cas de la drogue que de celui des colis, en accord avec les autorités, de la même façon que les compagnies aériennes ont un droit de regard sur la détermination du contenu des colis. C'est beaucoup plus une affaire policière qu'une affaire de respect de la langue. De fait, au niveau des colis dangereux, il y a des procédures qui mettent en cause les autorités policières.

• 0920

J'ai essayé de toucher aux cinq points que M. le député vient de soulever.

M. de Savoye: J'apprécie toutes ces bonnes raisons et toutes ces bonnes excuses que vous me donnez. J'aurais mieux aimé ne pas avoir eu à poser ces questions. J'ai le sentiment que la prochaine fois que vous reviendrez, nous aurons toujours les mêmes questions et toujours les mêmes bonnes raisons. Vous me voyez donc déçu de cette attitude qui vise davantage à expliquer pourquoi les choses ne changeront pas plutôt qu'à expliquer le pourquoi ou à donner des assurances que vous les changerez.

Cependant, pour ce qui est du nom des rues, j'apprécie le fait que vos logiciels sont capables d'assumer la double appellation. Je suis convaincu que la rencontre de ce matin informera les gens de cette possibilité et leur permettra d'en tirer un avantage qu'ils ne soupçonnaient pas.

Je vous remercie.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Allmand, voulez-vous poser votre question?

[Traduction]

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Dans votre exposé préliminaire, vous avez dit que l'Office de la langue française du Québec a pris connaissance de la norme—je suppose que c'est ce document qu'ils ont examiné—et a confirmé que la manière courante d'écrire les adresses répond aux exigences de la langue française et est compatible avec les lignes directrices de l'O.L.F. Pourriez-vous déposer auprès du greffier la lettre dans laquelle l'Office confirme cela ainsi que toute pièce de correspondance échangée entre vous qui a abouti à cette confirmation. En d'autres mots, est-ce vous qui avez pris l'initiative de communiquer avec l'Office pour lui demander si cette norme était acceptable et est-ce donc que l'Office a répondu à votre demande?

M. Villeneuve: Madame la présidente, à la page 2 de la *Norme canadienne d'adressage*, vous trouverez le passage où nous mentionnons que l'Office de la langue française du Québec a pris connaissance de cette *Norme* et confirme que la

As regards the check, I have indicated to you that we are sorry about what happened. Officially, I cannot force a unilingual employee, at a unilingual postal outlet, in a unilingual area not recognized as bilingual under the legislation, to be bilingual. As much as we try to sensitize our wicket clerks to linguistics aspects, as much as we try to make them realize that it is good business to make an additional effort to recognize another language when, on a check, the amount is expressed in numbers and spelled out.

Regarding dangerous parcels, there is a Canadian legislation. We are responsible, both in cases of drugs and in the case of parcels, in agreement with the authorities, just as the airline companies have to right to examine parcels to determine the content. That is a police matter, much more than a matter of respecting the language. In fact, in the case of dangerous parcels, there are procedures involving police authorities.

I have tried to touch upon the five points that the Member just raised.

Mr. de Savoye: I appreciate all these good reasons and excuses you are giving me. I would have preferred not to have to ask these questions. I have the feeling that the next time you appear, we will be asking the same questions and you will be giving us the same good reasons. I'm disappointed by this attitude which aims to explain why things will not change rather than explaining the wherefore or giving assurances that you will make changes.

However, as far as street names are concerned, I appreciate the fact that your computer programs are capable of processing dual designations. I'm convinced that this morning's meeting will inform people of this possibility and will enable them to enjoy benefits they had not suspected.

Thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand, do you want to ask your question?

[English]

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): In your opening statement you said that the Office de la langue française du Québec had examined the standard. I presume they've examined this. They confirmed that the standard was an acceptable method of writing addresses and it met the requirements of the French language and was compatible with their guidelines. I'm wondering if you could table with the Clerk the letter by which they confirmed that and any exchange of correspondence you had with them that led to that confirmation. In other words, did you initiate the matter with them and ask them whether this corresponded and then they responded?

Mr. Villeneuve: Madam Chairman, on page 2 of the *Canadian Addressing Standard* you'll see the mention that L'Office de la langue française du Québec has read the *Canadian Addressing Standard* and confirms that acceptable

manière courante d'écrire les adresses répond aux exigences de la langue française et est compatible avec les lignes directrices de sa publication intitulée *Guide du français au bureau*. Je n'en ai pas assez d'exemplaires pour tout le monde.

M. Allmand: Il suffira que vous en remettiez un exemplaire au greffier qui en fera faire des photocopies. Je voudrais pouvoir lire les termes qu'a utilisés l'Office pour vous dire que cette norme est acceptable.

M. Villeneuve: J'allais vous dire, madame la présidente, que nous avons envoyé une lettre conjointe, le 17 mai 1994, à tous nos principaux clients francophones et anglophones, et que cette lettre portait la signature d'André Donati, directeur général, Division de Montréal et de Québec, au nom de la Société canadienne des postes, et celle de Jean-Claude Rondeau, président de l'Office de la langue française du Québec. Je n'avais pas prévu de déposer ce document ce matin. Je vais voir à ce qu'il soit disponible dans les deux langues officielles et à ce qu'il soit remis au greffier du comité.

M. Allmand: Très bien. Merci.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le sénateur Roux.

Le sénateur Roux (Mille Isles): J'ai deux questions à poser. Dans le cas des termes «Xpresspost» et «SkyPak», vous dites, et je veux bien le croire, qu'il en coûterait cher à la Société canadienne des postes d'apporter certaines rectifications. Mais à supposer que vous puissiez trouver une façon plus humaine et moins «machine» d'utiliser ces expressions — car je suis toujours convaincu que la norme d'adressage de la Société canadienne des postes constitue un langage de machine —, pourriez-vous nous donner une idée du coût que ces changements entraîneraient?

Ma deuxième question se rapporte à une suggestion du député de Portneuf dans le cas des guichets unilingues. Serait-il envisageable, autant dans une langue que dans l'autre, que les employés aient à leur disposition un document où il serait écrit en toutes lettres la façon d'écrire un chiffre en français et en anglais avec le chiffre numérique qui correspondrait? Cela serait-il envisageable?

• 0925

M. Villeneuve: Je voudrais faire une distinction entre Xpresspost et SkyPak.

Dans le cas d'Xpresspost, c'est une marque de commerce qui nous appartient. Le coût d'une marque de commerce, au niveau de la notoriété ou du remplacement, est vraiment trop difficile à définir pour que je puisse y apposer un chiffre, quel qu'il soit. Je crois qu'à ce moment-là, n'importe quel chiffre pourrait être bon. Il y a une évolution dans les produits qui est beaucoup plus rapide maintenant qu'autrefois, surtout dans les services de distribution.

Nous souhaitons revoir toute la question de la distribution des colis, ce qui serait pour nous une occasion en or d'adopter des appellations différentes. Je ne vous dirai pas qu'Xpresspost va disparaître d'ici un an. Je ne peux pas vous donner une

addressing as defined in the standard meets the French linguistic requirements and is compatible with le *Guide du français au bureau*. I do not have a copy for every member.

Mr. Allmand: All I ask is that if you leave one copy with the clerk they will duplicate it. I want to see the terms in which they accepted it in their own words.

Mr. Villeneuve: What I was about to tell Madam Chairman was that we sent a joint letter on May 17, 1994 to all our major customers in French and in English, and that letter was signed by André Donati, divisional general manager, Montreal and Quebec area, for the Canada Post Corporation, and Jean-Claude Rondeau, *président de l'Office de la langue française du Québec*. I was not expecting to table this document this morning. I'll make sure it's available in both official languages and tabled with the clerk of the committee.

Mr. Allmand: Very good. Thank you.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Roux.

Senator Roux (Thousand Islands): I have two questions to ask. Regarding the terms «Xpresspost» and «Skypak», you say, and I'm quite willing to believe you, that it would be expensive for the Canada Post Corporation to make certain corrections. But supposing you were able to find a more human and less «mechanical» way of using these terms — for I remain convinced that Canada Post's addressing standard is a machine language —, could you give us an idea what would be the cost implication of these changes?

My second question relates to a suggestion made by the member for Portneuf about unilingual wickets. Would it be possible to provide to your employees a document in which numbers would be spelled out fully both in French and in English with the corresponding numerical expression? Could that be contemplated?

Mr. Villeneuve: I would like to make a distinction between Xpresspost and SkyPak.

In the case of Xpresspost, it's a trademark which belongs to us. It would be very difficult to evaluate the recognition given to the trademark and how much it would cost to replace it which is why I can't give you any figure whatsoever. I believe that in this context, any number would do. Products are being replaced much more rapidly than before, particularly in the area of distribution services.

We have a plan to review the whole issue of parcel distribution, and it would be a golden opportunity for us to select new names. I won't tell you that Xpresspost is going to disappear within a year. I can't give you a time frame. But you

durée limitée. Mais je me dis que ce n'est quand même pas un produit qui a une notoriété comme Coca-Cola ou comme McDonald. C'est un produit de facture assez récente et, de ce côté-là, on pourra réagir plus rapidement à l'avenir.

Dans le cas d'Xpresspost, nous n'avons pas l'intention, pour des raisons commerciales et de notoriété, de faire machine arrière. Il serait préférable que nous essayions plutôt d'envisager une évolution qui suivrait l'évolution des produits et des demandes qui se modifient au niveau de la nature même des services.

Pour SkyPak, c'est un problème complètement différent. SkyPak est un produit international d'une compagnie qui s'appelle GDEW et qui est propriété d'un ensemble de compagnies, dont la Société des postes, les Postes françaises, la société TNT d'Australie et d'autres. Des administrations postales vendent ce produit sur leurs territoires, car c'est un produit international. Les Postes françaises le vendent et nous le vendons.

Je rappelais à M. le député, plus tôt, que j'avais souri, il y a à peu près un mois, quand j'avais lu dans une revue qu'il y avait eu un tollé par un petit groupe de Français qui faisaient campagne contre l'anglicisation des termes et en particulier contre le fait que les Postes françaises vendaient SkyPak. Cela n'excuse en rien les Postes canadiennes, mais on a la même problématique. Il s'agit d'un produit international qui est vendu sur notre territoire pour concurrencer des produits principalement américains comme FedEx et UPS. Ce n'est pas une marque de commerce qui appartient à la Société canadienne des postes.

Dans le cas des comptoirs postaux et de la capacité et de la volonté de notre personnel, dans bien des cas, il y a une volonté de reconnaître le caractère distinct des appellations françaises ou anglaises sur un chèque. Je crois que la suggestion mérite d'être étudiée et je vais examiner la possibilité de l'implanter ou de trouver quelque chose à cet effet. Je suis persuadé que dans toute grande entreprise, la meilleure façon de corriger ces situations réside non pas par dans des diktats ou des affrontements entre les droits individuels ou collectifs, mais beaucoup plus dans l'éducation et dans le fait de donner davantage d'outils à nos employés. Je pense que la bonne volonté est là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Villeneuve, vous êtes impliqué dans un projet avec le Nouveau Brunswick pour uniformiser les adresses dans les régions rurales non incorporées en municipalités. Je voudrais profiter de cette occasion pour éveiller la Société canadienne des postes à un fait que j'ai constaté et que je vais vérifier dans les prochains jours.

Dans la région rurale du Madawaska, où on a des boîtes individuelles dans les rues, on doit indiquer *P.O. Box* pour le courrier. Ces gens-là sont des francophones à 100 p. 100. Donc, j'espère que les gens de ces régions du Nouveau-Brunswick ont un choix et peuvent indiquer clairement leur adresse en français.

have to realize that it is not a product which is as widely known as Coca-Cola or McDonald's. It was introduced not long ago and this is why we are going to be able to react more quickly in the future.

In the case of Xpresspost, for commercial reasons and because of the product's recognition, we don't intend to backpedal. It would be better to try and follow the development of new products and the evolution of demand, which influence the very nature of the services offered.

In the case of SkyPak, the problem is completely different. SkyPak is an international product offered by a firm called GDEW. It's been bought by a number of companies which include Canada Post Corporation, the French postal services, the TNT Company of Australia and others. Postal administrations sell this product in their respective countries because it's an international product. The French postal services sell it and we do it too.

A little earlier, I told the Honourable Member that I smiled when I read a month ago in a publication that a small group of French nationals who are trying to fight the ever-growing use of English terms by their countrymen were raising hell because the French postal services were selling SkyPak. This does not exonerate in any way Canada Post, but we have the same problem. We are dealing with an international product which is sold in our country to compete with other products which are mostly American such as FedEx and UPS. This is not a trademark that belongs to Canada Post.

Regarding postal outlets and our employees' ability and willingness to recognize both the English and the French way to write a cheque, I believe that in many cases they are willing. The suggestion has some merit and I'm going to look into the possibility of establishing something to that effect. I am convinced that in every large corporation, the best way to improve such things is not to impose any rule or to create a conflict between the right of the individual and the majority, but rather to educate and give our staff the proper tools they require. I believe there is a lot of goodwill.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Villeneuve, you are involved in a project in New Brunswick which has to do with the standardization of addresses in rural areas which are not incorporated into municipalities. I would like to take this opportunity to draw the attention of Canada Post to something I know about and which I'm going to check over the next few days.

In the Madawaska rural region where there are individual boxes along the street, people have to use a p.o. box as their postal address. These people are 100% francophone and so I hope that in these areas of New Brunswick, they'll have a choice and will be able to indicate clearly what their address is in French.

• 0930

Ce ne sont pas les municipalités qui en sont responsables. Ce sont les résidents. Si, comme vous le disiez plus tôt, c'est aux municipalités de vous indiquer comment on doit adresser le courrier, je suppose que c'est la même chose au niveau des résidents. J'espère que la Société canadienne des postes a donné au résidents un choix clair et net. Soyez assuré que je vérifierai.

M. Villeneuve: Il y a deux choses pour le Nouveau-Brunswick. Je pense que c'est une expérience qui devra se faire partout au Canada parce que, de plus en plus, le service 9-1-1 est nécessaire pour permettre une centralisation des services de secourisme et de santé.

Ce qui est intéressant, c'est que beaucoup d'endroits au Nouveau-Brunswick, comme dans plusieurs autres provinces, n'ont pas d'adresse. Beaucoup de personnes habitent sur le rang ou sur le côteau, et nous avons dû attribuer une adresse postale à ces gens. Vous trouviez «boîte postale» ou «*P.O. Box*» ou simplement le code postal du bureau de postes à partir duquel un entrepreneur rural livrait le courrier. Cet entrepreneur savait que Joe habitait en haut et que l'autre habitait là-bas, et il faisait la livraison le plus intelligemment possible.

Au Nouveau-Brunswick, d'ici quelque temps, avec l'aide du gouvernement du Nouveau-Brunswick et de la compagnie de téléphone du Nouveau-Brunswick, tous les citoyens auront une adresse. Ils auront une adresse unique définie par le gouvernement ou les municipalités, et ce sera un adressage normalisé.

Nous le faisons en coopération avec tout le monde. Notre rôle là-dedans est uniquement de reconnaître l'adresse et de nous assurer qu'il n'y a pas de duplication. Nous disons aux municipalités: «Au départ, vous nous compliquez la vie si l'adresse n'est pas la même.» Nous faisons une publicité auprès de tous les gens du Nouveau-Brunswick, en disant: «Nous ne pourrions pas vous aider si nous ne pouvons pas vous trouver.»

On recommande aux gens de travailler très fort avec leur municipalité pour en arriver à avoir une adresse qui soit unique. Ainsi, s'il y a un appel, il ne pourra pas y avoir de confusion. Les Postes sont un petit élément là-dedans. Nous ne sommes vraiment pas l'élément vital. L'élément vital, ce sont les services de pompiers, les services d'ambulance et les services médicaux.

À ce moment-là, votre *P.O. Box* ne devrait se retrouver que dans la mesure où un client qui ne veut pas reconnaître la double appellation française ou anglaise décide d'indiquer qu'il a opté pour une boîte postale pour laquelle il aura vraisemblablement payé. À ce moment-là, on essaiera, de notre côté comme du côté des autorités au Nouveau-Brunswick, de reconnaître le caractère bilingue de la province.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Me confirmez-vous que cela leur est indiqué de façon claire, nette et précise?

M. Villeneuve: Oui. Dans ce cas-ci, madame la présidente, il s'agit d'un petit dépliant, rédigé dans les deux langues officielles, qui est distribué partout au Nouveau-Brunswick. Il me fera plaisir de le distribuer aux membres du Comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est bien. Y a-t-il d'autres questions? Il semble que vous ayez répondu à toutes les questions que les membres du Comité avaient à vous poser, monsieur Villeneuve.

Municipalities have no responsibility in the matter. It's up to the residents. If, as you mentioned earlier, it's up to the municipalities to indicate to you how mail should be addressed, I assume it's the same thing in the case of residents. I hope that Canada Post Corporation gave a very clear choice to residents. I'll check, you can be sure of that.

Mr. Villeneuve: There are two things about New Brunswick. I believe this is an experiment which is going to be undertaken everywhere in Canada because, more and more, the 911 service is required to centralize emergency and other services.

What's interesting is that in New Brunswick, as in several other provinces, there are many places that have no official address. Many people live on a concession road or just up the hill and we had to give them a postal address. They used a P.O. box or a number or simply the post office postal code. There were local entrepreneurs who delivered the mail and they knew that Joe lived up there and that somebody else lived over there and with that, they delivered the mail the best they could.

In New Brunswick, thanks to the co-operation of the provincial government and the telephone company everybody will soon have an address. People will have their very own address as defined by the government or the municipalities, and it will be a standardized address.

We are co-operating with everybody else. Our role is simply to recognize the address in question and to ensure that there is no duplication. We told municipalities, «Right from the beginning, you make our life more difficult if the address is not the same.» We sent an advertisement to people in New Brunswick to say that we would not be in a position to help them if we cannot find them.

We recommend to people to really work hard together with their municipality to ensure that their address is unique. That way, if they have to call, there won't be any confusion. Canada Post is playing a small role in all this. We are not a critical element. It's the fire department, the ambulance and medical services that have a critical role to play.

In this context, there should be a P.O. box given only in the case of a customer who doesn't to use the French and English combined and decides to have a postal box which he presumably will have to pay for. We shall try then, just like the New Brunswick authorities, to recognize the bilingual character of the province.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Do you confirm that people have had very precise and clear instructions?

Mr. Villeneuve: Yes. In this case, Madam Chair, we have distributed everywhere in New Brunswick a small pamphlet written in both official languages. I will be pleased to give a copy to members of the Committee.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): All right. Are there any further questions? I believe you have answered all the Committee member's questions, Mr. Villeneuve.

[Texte]

Nous vous remercions de votre présence. Il se peut que nous vous invitions à nouveau d'ici quelques mois pour traiter de la question des langues officielles au pays. Merci beaucoup.

Je rappelle aux membres Comité que notre prochaine rencontre est prévue pour mardi prochain. Nous rencontrerons alors le commissaire aux langues officielles.

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Monsieur Ringma, avez-vous des questions à poser?

M. Ringma: Madame la présidente, j'ai trois questions à soulever qui portent sur l'administration ou la procédure. Cela ne devrait pas prendre longtemps.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Ça va.

M. Ringma: Merci. Si le témoin veut bien nous excuser, je vais vous dire ce qu'il en est. Merci beaucoup de votre exposé.

Madame la présidente, à la dernière réunion, j'ai demandé que le bureau du commissaire fasse parvenir au comité des précisions à propos de nouveaux crédits se chiffrant à 192 000\$. J'ai demandé une ventilation complète de cette somme qui apparaît dans le budget des dépenses supplémentaire, mais pour toute réponse, le commissaire s'est contenté de nous envoyer une copie de ce même budget.

• 0935

Je trouve la réponse qui a été transmise par son bureau tout simplement inacceptable. Par conséquent, je repose les questions. Quel genre d'information a-t-on acquis pour 100 000\$? Quels services professionnels et spéciaux ont été fournis pour 50 000\$? Quels sont les services publics, les matériaux et les fournitures qui ont coûté 15 000\$? Qu'a-t-on construit ou quelles machines et quel équipement a-t-on acquis pour la somme de 28 000\$? Je peux vous donner une copie de ce document. Je pose à nouveau les questions et je demande une réponse plus complète.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Voulez-vous que nous discussions de cela maintenant?

M. Ringma: Non, je pense qu'il serait plus juste envers le commissaire de lui laisser savoir que nous ne sommes pas satisfaits des réponses qui ont été fournies et que nous voulons par conséquent tout reprendre à zéro.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): La réunion aura lieu mardi prochain.

M. Ringma: La deuxième chose dont je voulais parler, qui n'a rien à voir avec la première, est la suivante: à la dernière réunion, j'ai donné un avis de motion concernant les crédits portant le numéro 25, c'est-à-dire le budget du bureau du commissaire. Étant donné que le budget sera le sujet de notre réunion du 2 mai, j'aimerais reporter ma motion à cette date. On pourra en discuter à ce moment-là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Très bien. Et quel était votre troisième point?

M. Ringma: La troisième et dernière chose dont je voulais parler a trait au préavis de 24 heures qui est requis pour que ce comité puisse discuter une motion. Et d'après mes recherches, les seuls articles du Règlement qui portent sur la question du

[Traduction]

Thank you for coming. We might invite you again in a few months to talk about the issue of official languages in our country. Thank you very much.

I would like to remind the Committee members that our next meeting is scheduled for next Tuesday. We will be meeting with the Official Languages Commissioner.

[English]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltaise): Mr. Ringma, do you have some questions?

Mr. Ringma: I have three administrative or procedural points that I'd like to bring up now, Madame Chair. It shouldn't take long.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltaise): That's okay.

Mr. Ringma: Thank you. If the witness will excuse us, we'll do that. Thank you very much for your presentation.

At the last meeting, Madame Chair, I asked for clarification of about \$192,000 in new appropriations for the commissioner's office through this committee. I asked for a full breakdown of the cost as illustrated in the supplementary estimates, and the commissioner's response was simply to send a copy of those same estimates.

I find that the answer given by his office is just unacceptable. Therefore, I repeat the questions. What information was purchased for \$100,000? What professional and special services were provided for \$50,000? What utilities, materials and supplies were received for \$15,000? What was built and/or acquired for machinery and equipment for \$28,000? I can give you a copy of this. I repeat the questions and ask for a more comprehensive answer.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltaise): Do you want to have comments on this right now?

Mr. Ringma: No, I think it would be fairer to the commissioner to just leave it and say, look, I'm not happy with the answers, let's redo it.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltaise): We're having the meeting next Tuesday.

Mr. Ringma: My second point, completely removed from that, is that at the last meeting I put forward a notice of motion as it pertains to vote number 25, the estimates of the commissioner's office. Since that issue of the estimates is the subject of our meeting on May 2, I'd ask to put forward my motion to that date. We will have it then.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltaise): Okay. And your third point?

Mr. Ringma: The third and final point is one of asking why 24 hours' notice is required before a motion can be debated in this committee. My research says the only Standing Orders that pertain to notice are relevant only for the proceedings of the

préavis s'appliquent uniquement aux délibérations de la Chambre des communes; dans le cas d'un comité, un préavis n'est requis que si le comité en question a établi des règles à cet effet qui ont été approuvées à la majorité.

La présidente peut-elle me fournir une copie des procès-verbaux de ce comité indiquant quand et dans quelles circonstances la règle du préavis de 24 heures a été établie et quel a été le vote du comité à ce propos?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Eh bien, en ce qui concerne votre troisième question. . . monsieur Ringma, je ne veux pas m'aventurer car je veux faire les recherches nécessaires et m'assurer que mes souvenirs sont exacts.

M. Ringma: C'est parfait.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Lorsque ce comité a été établi, nous avons fixé certaines règles sur son fonctionnement.

M. Ringma: Oui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je veux vérifier quelles sont les règles qui ont été adoptées par tous les membres du comité avant de vous donner une réponse.

M. Ringma: C'est ce que j'avais dans l'idée lorsque j'ai posé la question. J'aimerais voir ces règles, quelles qu'elles soient.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Très bien.

M. Ringma: C'est tout, madame la présidente.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci beaucoup.

La séance est levée.

House of Commons, and notice is only required at committee if such rules have been set down and agreed to through a majority vote of the committee.

Can the chair provide evidence from the minutes of this committee that shows when and how we came up with a rule of 24-hour notice and how it was agreed to by the committee?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Maybe on your third point. . . Mr. Ringma, I don't want to venture because I want to research that to make sure my memory is fine.

Mr. Ringma: That's fine.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): When this committee was first set up, we set up some committee rules pertaining to this committee.

Mr. Ringma: Yes.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I want to check out these rules, which all the members of the committee had agreed with before giving you an answer.

Mr. Ringma: That's the intent of the question. I'd like to see them, whatever they are.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Okay.

Mr. Ringma: That's all I have, Madame Chair.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much.

The meeting is adjourned.

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From Canada Post Corporation:

Georges C. Clermont, President and Chief Executive Officer;
Robert Gauthier, Manager, Official Languages;
André Villeneuve, Vice-President, Human Resources.

TÉMOINS

De la Société canadienne des postes:

Georges C. Clermont, président et directeur général;
Robert Gauthier, gestionnaire, Langues officielles;
André Villeneuve, vice-président, Ressources humaines.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 27

Tuesday, May 2, 1995

Joint Chairs:

The Honourable Gérald Comeau, Senator

Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 27

Le mardi 2 mai 1995

Coprésidents:

L'honorable Gérald Comeau, sénateur

Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee on

Official Languages

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent des

Langues officielles

RESPECTING:

Main Estimates for the fiscal year 1995–96. Vote 25 – Commissioner of the Official Languages under PRIVY COUNCIL

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal 1995–1996. Crédit 25 – Commissaire aux langues officielles sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gérald Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chair: Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Associate Members

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gérald Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Membres associés

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 2 MAI 1995

(31)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 32, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Jean-Claude Rivest, Jean-Louis Roux.

Représentant la Chambre des communes: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais, Georgette Sheridan.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoin: Du Bureau du Commissaire aux langues officielles: Victor C. Goldbloom, Commissaire aux langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, le Comité reprend l'étude des politiques et programmes des langues officielles du Bureau du Commissaire aux langues officielles.

Lecture est donnée de l'Ordre de renvoi du mardi 28 février 1995:

Il est ordonné, — Que le crédit 25, sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ, pour l'exercice prenant fin le 31 mars 1996, soit renvoyé au Comité mixte permanent des langues officielles.

Le président appelle le crédit 25, Commissariat aux langues officielles.

Victor Goldbloom fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

À 17 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 2, 1995

(31)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:32 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Jean-Claude Rivest, Jean-Louis Roux.

Representing the House of Commons: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais, Georgette Sheridan.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witness: From the Office of the Commissioner of Official Languages: Victor C. Goldbloom, Commissioner of Official Languages.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee resumed its review of Official Languages policies and programs from the Office of the Commissioner of Official Languages.

The Order of Reference dated Tuesday, February 28, 1995, is being read as follows:

Ordered,—That the Main Estimates for the fiscal year 1995-96, Vote 25, Commissioner of Official Languages, under PRIVY COUNCIL, referred to the Standing Committee on Official Languages.

The Chair called Vote 25, Office of the Commissioner of Official Languages.

Victor Goldbloom made a statement and answered questions.

At 5:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, May 2, 1995

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 2 mai 1995

• 1525

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre!

Nous recevons aujourd'hui comme témoin le commissaire aux langues officielles, M. Goldbloom, pour discuter du crédit 25. Je vous rappelle que la période de questions sera certainement ouverte aux deux récents rapports du commissaire.

Alors, pour ne pas retarder la séance, on vous demande, monsieur le commissaire, de faire vos avant-propos.

• 1530

M. Victor C. Goldbloom (Commissaire aux langues officielles): Madame la présidente, comme j'avais compris qu'il s'agissait notamment de la discussion sur les crédits, je n'ai pas préparé de déclaration liminaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Lors de notre dernière séance, à laquelle vous assistiez, je crois, M. Ringma avait posé une question relative au rapport et au budget. On avait dit que la séance serait ouverte aux deux sujets pour ne pas encombrer indûment votre horaire, mais je réalise que lorsque le greffier s'est adressé à vous, il n'a été question que du crédit budgétaire. Si vous voulez qu'on prévoie une autre rencontre immédiatement pour faire le tout en deux sessions, je crois que ce serait possible.

M. Goldbloom: Madame la présidente, je suis déjà convoqué à plusieurs autres reprises, donc je suis à la disposition du comité. Si vous souhaitez que je fasse une brève entrée en matière concernant le rapport annuel, je suis disposé à le faire, mais je pensais me prêter aux interrogations des membres du comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Alors, je vous cède la parole.

M. Goldbloom: Madame la présidente, j'ai voulu que ce rapport annuel se distingue de ses prédécesseurs, parce que j'en avais déposé trois auparavant et les relisant, j'ai constaté une certaine répétition des plaintes, des recommandations. Je me suis également rendu compte d'une situation un peu paradoxale, c'est-à-dire que le commissaire formule des recommandations et il ne les laisse pas dans le vide; il fait des suivis afin de savoir si ces recommandations ont eu un effet utile quelconque.

D'un côté, je suis très encouragé de constater que les recommandations formulées par le commissaire obtiennent une amélioration dans 90 p. 100 des cas lorsqu'il s'agit de plaintes de la part de citoyens ou de fonctionnaires fédéraux, et dans 82 p. 100 des cas, lorsqu'il s'agit de recommandations formulées comme conséquence d'études poursuivies par le commissaire, de son propre chef, pour une moyenne de 86 p. 100. Alors, des améliorations sont obtenues par l'exercice de la formulation de recommandations.

Pourtant, les plaintes continuent et les situations qui laissent à désirer semblent laisser presque autant à désirer, mais si, à plus long terme, on constate des améliorations par comparaison à la situation d'il y a 15, 20 ou 25 ans. Sur une

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Order!

Today we welcome the Commissioner of Official Languages, Dr. Goldbloom, as a witness to discuss Vote 25. I would remind you that the question period will certainly be open to the Commissioner's two recent reports.

So as not to delay the sitting, then, I would ask you to make your preliminary remarks, Commissioner.

Dr. Victor C. Goldbloom (Commissioner of Official Languages): Madam Chair, as I had understood that our main purpose was to discuss the votes, I have not prepared an opening statement.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): At our last sitting, which I believe you attended, Mr. Ringma asked a question concerning the report and the budget. We said that the sitting would be open to both subjects so as not to clutter your schedule unduly, but I realize that, when the clerk contacted you, he mentioned only the vote. If you want us to schedule another meeting immediately to discuss both matters in two sessions, I believe that would be possible.

Dr. Goldbloom: Madam Chair, I have already been summoned on a number of occasions and am thus at the Committee's disposal. If you wish me to make a brief introduction concerning the annual report, I am prepared to do so, but I thought I would entertain the Committee members' questions.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Then I give you the floor.

Dr. Goldbloom: Madam Chair, I wanted this annual report to be different from its predecessors because I had previously tabled three reports and, in rereading them, I noticed a certain repetition in the complaints and recommendations. I also became aware of a somewhat paradoxical situation, that is to say that the Commissioner made recommendations and did not leave them in a void; he conducted follow-ups in order to determine whether those recommendations had had some useful effect.

On the one hand, I am very much encouraged to see that the recommendations made by the Commissioner resulted in an improvement in 90 per cent of cases concerning complaints by citizens or federal public servants and in 82 per cent of cases concerning recommendations made as a result of studies conducted by the Commissioner at his own initiative, for an average of 86 per cent. Improvements were thus obtained through the exercise of making recommendations.

Complaints nevertheless continue to be filed and the situations that leave much to be desired still appear to leave almost as much to be desired, even though, in the longer run, we have observed improvements relative to the situation of 15,

[Texte]

période plus courte, plus récente, il n'y a pas de changement dramatique dans le portrait global. C'est pour cette raison que je me suis senti obligé d'entreprendre des études systématiques de situations faites aux citoyens ou aux fonctionnaires. Il y en a cinq qui ont été entreprises au cours de l'année; deux ont déjà été rendues publiques, dont l'une ce matin, et les autres suivront.

It seemed to me that it was necessary to take a different approach, to put into the hands of the government a blueprint indicating the situation in its entirety and indicating the kinds of interventions necessary to change once and for all situations about which people continue to complain. I felt in all objectivity that it was appropriate for me in presenting the 1994 annual report to indicate that the present government has been responsive to the problems and to the suggested solutions put forward.

• 1535

When I made public a survey of the provision of services in two languages in federal offices across the country designated to serve the public in both official languages, the President of the Treasury Board came before this committee and committed himself to implementing an action plan to require the implementation of action plans by the departments and institutions in question. He also committed himself to coming before this committee every six months to provide a progress report on the effect of the implementation of action plans.

Today, with the publication of a survey of linguistic working conditions of federal public servants in the national capital region, I was able, with the co-operation of Treasury Board again, to make public at the same time a brochure that the two agencies have prepared jointly. It will be distributed to federal public servants in those regions designated for two-language function in terms of language of work for federal public servants. This obviously sets out not only the rights which federal public servants enjoy and should enjoy and which they do not enjoy in a significant number of instances, but also by implication and in some respects explicitly the obligations of federal institutions to their employees and, by extension, to the public.

It has been my hope that this series of undertakings would bring about a change in the philosophy, in the attentiveness of the federal government to the necessity of ensuring that laws and regulations are not simply words on paper but become real protections of the interests of Canadians in general and, in this instance, of federal public servants in particular.

We shall necessarily be following the outcome of these studies and of the government's response to them. I hope that a year from now I shall be able to provide a favourable report on service to the public and on the ability of federal public servants in regions designated as bilingual to work in the official language of their choice.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. de Savoye a la parole.

M. de Savoye (Portneuf): Monsieur le commissaire, j'ai remarqué que dans vos prévisions budgétaires, vous alliez perdre trois employés. J'ai aussi remarqué que vos budgets s'amincissent. Mon Dieu, cela fait partie d'une cure d'amaigrissement que l'on retrouve dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental. En même temps, je m'aperçois que ce n'est pas parce que le travail manque.

[Traduction]

20 or 25 years ago. There has been no dramatic change in the overall picture over a shorter, more recent period. This is why I felt obliged to conduct systematic studies of situations to which citizens and public servants have been exposed. Five were conducted during the year. Two have already been made public, including one this morning, and the others will follow.

Il m'a semblé nécessaire de changer l'approche, de remettre au gouvernement un plan directeur faisant le point sur l'ensemble de la situation et précisant le genre d'intervention nécessaire pour éliminer une fois pour toutes les problèmes dont continuent de se plaindre les Canadiens. En toute objectivité, j'estimais qu'il convenait de préciser, dans le rapport annuel de 1994, que l'actuel gouvernement est attentif aux problèmes et aux solutions proposées.

Après que j'aie rendu publics les résultats d'une étude relative à la prestation des services dans les deux langues officielles dans tous les bureaux fédéraux du Canada tenus de fournir des services bilingues au public, le président du Conseil du Trésor s'est engagé, lorsqu'il a comparu devant votre comité, à prendre des mesures en vue d'obliger les ministères et institutions visés à mettre en oeuvre des plans d'action. Il a aussi promis de revenir devant vous tous les six mois afin de faire le point sur les résultats de ces plans d'action.

Aujourd'hui, j'ai profité de la publication d'une étude sur les conditions linguistiques de travail des fonctionnaires fédéraux dans la région de la capitale nationale pour publier aussi, grâce, encore une fois, à la coopération du Conseil du Trésor, une brochure préparée conjointement par les deux organismes. Elle sera distribuée à tous les fonctionnaires fédéraux des régions où ceux-ci ont le choix de leur langue de travail. Cette brochure décrit, bien sûr, les droits qu'ont et devraient avoir les fonctionnaires fédéraux—et que, souvent, ils ne peuvent pas exercer—, mais on comprend en lisant les obligations qu'ils impliquent pour les institutions fédérales à l'égard de leurs employés et, par extension, du grand public. D'ailleurs, elle en énonce certaines explicitement.

Je nourris l'espoir que ces mesures entraîneront un changement d'attitude, qu'elles rendront le gouvernement fédéral plus sensible à la nécessité de faire en sorte que les lois et règlements ne soient pas que des vœux pieux, mais qu'ils protègent réellement les intérêts des Canadiens en général et plus particulièrement, dans le cas présent, des fonctionnaires fédéraux.

Nous ne manquerons pas de suivre la suite que l'on donnera à ces études et la réaction qu'elles susciteront au gouvernement. J'espère que, dans un an, je pourrai déposer un rapport favorable sur le service offert au public et la capacité des fonctionnaires fédéraux des régions désignées bilingues de travailler dans la langue officielle de leur choix.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye has the floor.

Mr. de Savoye (Portneuf): Commissioner, I noticed in your estimates that you are going to lose three employees. I also see your budgets are shrinking. Indeed this is part of the slimming cure that we are seeing throughout all of government. I realize at the same time that this is not because there is a shortage of work.

[Text]

Je lisais votre rapport sur la situation de l'usage des deux langues officielles dans la région de la capitale nationale.

[Translation]

I was reading your report on the situation regarding the use of both official languages in the National Capital Region.

• 1540

Je ne fais que citer dans votre gros rapport le premier paragraphe où vous dites: «Le français ne pourra devenir une langue de travail véritable dans les bureaux des organismes fédéraux de la région de la Capitale nationale que lorsque les dirigeants s'engageront personnellement à accorder à cette langue officielle une place équitable et rendront leurs gestionnaires responsables des mesures prises à cet égard.»

I will merely cite the first paragraph of your long report where you say: "French will never become a true language of work in federal institutions in the National Capital Region until executives make a personal commitment to giving it an equitable place and hold their managers accountable for taking the appropriate measures."

Vous n'y allez pas avec le dos de la cuillère. En fait, vos constats vous amènent à voir qu'il y a énormément de travail à faire. Ce qui m'inquiète, c'est que depuis 26 ans et avec des moyens financiers qui, pour les prévisions de l'exercice qu'on voit, vont s'amenuiser légèrement, on n'a pas réussi à atteindre nos objectifs.

You don't mince your words. In fact, your observations have led you to understand that there is an enormous amount of work to do. What concerns me is that, in 25 years and with the financial resources which, under the estimates we see for the fiscal year, will decline slightly, we have not managed to achieve our objectives.

Je prends un cas comme exemple, et je vais vous demander de le commenter. Postes Canada était chez nous la semaine dernière. Vous étiez présent, et on a négligé de vous demander de soulever vos opinions. Je crois qu'on doit s'en excuser. On a manqué une excellente opportunité. Dans quelle mesure, vu la situation que vous nous décrivez sur le plan budgétaire et la situation de l'usage des deux langues dans la région de la Capitale nationale, voyez-vous chez Postes Canada une illustration de malaise? Dans quelle mesure les ressources dont vous disposez vous permettent-elles ou ne vous permettent-elles pas de faire les interventions qui seraient requises?

I'll take a particular case as an example, and I am going to ask you to comment on it. Canada Post was with us last week. You were present, and we neglected to ask you to express your opinion. I apologize for that. We missed an excellent opportunity. In light of the situation you described for us in the Expenditure Plan and the situation regarding the use of both languages in the National Capital Region, to what extent do you see Canada post as an illustration of this problem? To what extent do the resources which you have available to you enable you or not enable you to take the necessary action?

M. Goldbloom: Madame la coprésidente, il y a trois éléments de réponse que je devrais fournir.

Dr. Goldbloom: Madam Chair, there are three parts to the answer I should give you.

Le premier concerne le budget en général. Il est évident que nous avons dû partager avec tous les ministères et organismes la diminution des ressources. Comme tous les ministères et organismes, j'aurais préféré pouvoir conserver toutes les ressources, tous les crédits que j'avais auparavant. Mais devant la politique établie par le gouvernement à l'échelle de tout l'appareil fédéral, il fallait que nous acceptions de suivre la tendance à la baisse et au même rythme que beaucoup d'autres organismes, c'est-à-dire une diminution de 5 p. 100 de nos crédits, par année, sur les trois prochaines années.

The first concerns the budget in general. We clearly had to share in the resource cuts with all the departments and agencies. Like all the departments and agencies, I would have preferred to keep all the resources, all the votes, that I previously had. However, in light of the policy established by government for the federal government as a whole, we had to agree to follow the downward trend, and at the same rate as many other organizations, that is to say a five per cent decrease in our votes per year over the next three years.

En fait, cela nous obligera à diminuer nos effectifs de plus de trois. Ce processus est nécessairement pénible et, sur le plan humain, il me préoccupe énormément. Nous essayons de procéder avec autant d'humanisme et de considération que possible. Nous avons fait un travail considérable en analysant les responsabilités que confère la loi au commissaire et nous nous sommes interrogés sur la possibilité pour le commissaire de continuer d'accomplir sa tâche avec des ressources réduites.

In fact, this will require us to reduce our staff by more than three. This process is necessarily painful and an enormous concern to me in human terms. We are trying to proceed as humanely and considerately as possible. We have done a considerable amount of work analyzing the responsibilities which the Act confers on the Commissioner and we have also considered the possibility of the Commissioner's continuing to perform his duties with reduced resources.

Nous avons dû conclure que c'est possible, que nous ne voudrions pas que notre service au public ou aux fonctionnaires qui s'adressent à nous soit réduit en nombre ou en efficacité. Nous avons dû conclure aussi que certains de nos services internes devront probablement fonctionner au ralenti et être un peu moins efficace. Mais puisque nous avons ce devoir de répondre aux gens qui s'adressent à nous, nous ferons tout effort pour ne pas réduire notre efficacité dans ce domaine.

We have had to conclude that this is possible, that we would not want our service to the public or to public servants who contact us to be reduced in number or efficiency. We also had to conclude that some of our internal services will probably have to operate at a slower pace and be somewhat less efficient. However, since we have this duty to answer people who contact us, we will make every effort not to reduce our efficiency in this area.

[Texte]

Vous m'avez demandé, monsieur de Savoye, si Postes Canada représente un cas typique des problèmes auxquels nous faisons face. La réponse, c'est oui. C'est une source de nombreuses plaintes de la part des citoyens et de certaines plaintes quant aux conditions linguistiques de travail des employés de cette corporation.

Nous avons donc des communications fréquentes et soutenues avec Postes Canada. Et puisque vous avez fait allusion aux témoignages des représentants de cette corporation à la dernière séance de ce comité, j'ai préparé certaines observations. Il me faudra quelques minutes pour passer à travers ceci. J'espère que vous me permettrez de fournir une réponse assez détaillée.

[Traduction]

Mr. de Savoye, you asked me whether Canada Post represented a typical case with regard to the problems we face. The answer is yes. It is a source of numerous complaints by citizens and some complaints with respect to the linguistic conditions of work of that Corporation's employees.

We have therefore had frequent and on-going communication with Canada Post. And since you referred to the testimony of the Corporation's representatives at the last sitting of this Committee, I have prepared certain observations. I will need a few minutes to go through this. I hope you will allow me to give a fairly detailed answer.

• 1545

Nous avons d'abord cherché à établir, avec la Société canadienne des postes, des relations constructives. Effectivement, dans un cas où il s'agissait de la définition des exigences linguistiques de certains postes, nous avons constitué un groupe de travail conjoint et nous nous sommes penchés ensemble sur ce problème et nous sommes arrivés à une solution satisfaisante.

Lorsque nous avons été saisis de la décision de la Société canadienne des postes de lancer le produit qui porte ce nom, Hybrid Express Post/Xpress Postes, nous avons réagi et nous avons constaté que la décision était déjà prise depuis un bon moment et que nous faisons face à un fait accompli. Selon les affirmations de la Société canadienne des postes, demander à la corporation de faire marche arrière aurait été extrêmement coûteux. Des millions de dollars auraient été requis pour refaire le système.

Pas de gaieté de coeur, mais étant quand même obligés d'être pragmatiques, nous avons dit: «Mon Dieu, il semble impossible d'insister, de faire annuler tout ce programme et de faire retirer ce produit. Mais, de grâce, à l'avenir, si vous vous proposez de lancer des choses, consultez-nous à l'avance, afin que nous puissions vous aider à éviter de telles situations.» Je suis obligé, à mon regret, de dire que nous n'avons pas reçu de telles communications, nous n'avons pas été consultés et nous voici devant un nouveau fait accompli qui s'appelle Skypack.

Même si six pays se sont entendus pour l'utilisation conjointe de ce produit, et la France se trouve de ce nombre, je suis sensible au fait que les conditions dans lesquelles la langue française vit et est utilisée au Canada sont différentes de celles de la France. C'est un membre de ce comité qui a soulevé la question: Devons-nous être plus français que les Français? À certains égards, la réponse doit être oui. Nous devons être plus rigoureux dans la défense de la langue, à cause de sa situation minoritaire.

Cela m'amène à commenter l'autre problème, dont le Comité a traité avec la Société canadienne des postes, soit les normes d'adressage. Nous avons exercé des pressions auprès de la corporation pour que les traductions deviennent plus nombreuses que les trois appellations qui, seules, sont reconnues par le système. Avant la séance du Comité, nous avions déjà entendu les arguments, à savoir qu'il s'agit de juridiction municipale, que dans bien des municipalités, il n'y a pas d'ententes sur des traductions et que dans bien des municipalités, il y a plusieurs rues qui portent le même nom, mais avec des désignations différentes.

We first tried to establish constructive relations with Canada Post Corporation. For example, in a case concerning the definition of the language requirements of certain positions, we set up a joint working group, studied this problem together and came to a satisfactory solution.

When we were informed of Canada Post Corporation's decision to launch the product with the hybrid name of Express Post/Xpress Postes, we reacted and realized that the decision had been made some time before and that we were faced with a fait accompli. According to statements by Canada Post Corporation, it would have been extremely costly to ask the Corporation to go back on its decision. Millions of dollars would have been required to redo the system.

Not because we wanted to, but because we have to be pragmatic, we said: "Well, it seems impossible to insist, to have this program cancelled and the product withdrawn, but please, in future, if you plan to launch anything, consult us in advance so that we can help you avoid this kind of situation." To my regret, I am obliged to say that we have not been contacted, we have not been consulted and we are here faced with another fait accompli called Skypack.

Even though six countries including France agreed to use this product, I am sensitive to the fact that the conditions in which the French language exists and is used in Canada are different from those in France. It was a member of this Committee who asked the question: Must we be more French than the French? In certain respects, the answer must be yes. We have to be disciplined in the defence of the language because of its minority situation.

That leads me to comment on the other problem with which the Committee dealt with Canada Post, and that is the addressing standard. We pressed the Corporation for more translations than the three names that are the only ones recognized by the system. Prior to the Committee's sitting, we had already heard the arguments, that is to say that it was a matter of municipal jurisdiction, that, in many municipalities, there were no agreements on translations and that, in many municipalities, there were a number of streets bearing the same name, but with different designations.

[Text]

[Translation]

Ce qui me laisse perplexe, c'est que oui, il y a de telles rues, oui, l'existence de plusieurs rues au sein d'une seule municipalité avec des désignations différentes peut porter à confusion, mais n'est-ce pas que le système des codes postaux a été conçu pour éviter qu'il y ait confusion et que si le nom est le même, le code postal est quand même différent?

What puzzles me is that, yes, such streets do exist, yes, the existence of a number of streets with different designations in a single municipality can be confusing, but wasn't the postal code system designed to prevent confusion, and even if the name is the same, isn't the postal code nevertheless different?

J'ajoute que je me suis permis personnellement de faire de petites recherches.

I would add that I took the liberty of personally conducting a little research.

• 1550

Je me suis dit ceci: On affirme qu'il n'existe pas de traduction reconnue pour certaines désignations de rues. Mais, me suis-je dit, il y a le Québec, il y a la Communauté urbaine de Montréal, où il y a toutes sortes de rues, avec toutes sortes de désignations, et j'en ai fait un relevé. Je trouve, à Montréal, chemin, place, croissant, promenade, square, terrasse, plaza, cercle, parc, ruelle, rive, allée, impasse, côte, carré, rang et montée.

I thought: They say there are no recognized translations for certain street types, but in Quebec and the Montreal Urban Community, there are all kinds of streets with all kinds of designations, and I conducted a survey. In Montreal, I found "chemin", "place", "croissant", "promenade", "square", "terrasse", "plaza", "cercle", "parc", "ruelle", "rive", "allée", "impasse", "côte", "carré", "rang" and "montée".

Et à peut-être une ou deux exceptions près, chacune de ces désignations a son équivalent reconnu généralement en anglais. Donc l'inverse doit être vrai pour le français et l'anglais, en sens inverse.

And with perhaps one or two exceptions, each of these designations has a generally recognized equivalent in English. So the reverse must be true for French and English, in the opposite direction.

J'ai constaté qu'à Montréal il y a, par exemple, dans deux municipalités différentes, une avenue Melbourne, avec des numéros de rue identiques. Alors comment distinguer, si ce n'est pas par le code postal?

I noticed in Montreal, for example, that there is an "avenue Melbourne", with identical street numbers, in two different municipalities. How then do you distinguish between them except by their postal codes?

Tout cela m'amène à conclure qu'il y a—laissez-moi m'exprimer d'une façon délicate—une certaine faiblesse dans l'argumentation de la Société canadienne des postes à ce sujet.

This leads me to conclude that there is—allow me to express myself delicately—a certain weakness in Canada Post Corporation's argument on this subject.

Une dernière observation à ce sujet. La Société canadienne des postes prétend que c'est à cause de la juridiction municipale que la corporation n'est pas capable d'agir. Mais ce n'est quand même pas, à ma connaissance, la municipalité qui livre le courrier, et ce n'est pas la municipalité qui publie le répertoire de codes postaux. Alors, je pense que le comité a raison de vouloir insister davantage auprès de la Société canadienne des postes, et moi aussi je vais continuer d'insister auprès de la corporation pour que la situation soit améliorée, pour ne pas dire corrigée.

A final observation on this point. Canada Post Corporation claims that the Corporation was unable to act for reasons of municipal jurisdiction. However, to the best of my knowledge, it is not the municipality that delivers the mail, and it is not the municipality that publishes the postal code directory. So I think the Committee was right to want to be more insistent with Canada Post Corporation, and I am also going to be insistent with the Corporation so that the situation is improved, and indeed corrected.

J'ai dit que c'était la dernière observation, permettez-moi une vraie dernière. Nous recevons des plaintes de la part de citoyens qui disent ceci: «Je recevais de la part d'une compagnie quelconque mon courrier. Il m'était adressé dans la langue qui n'est pas la mienne. J'ai demandé à la compagnie de corriger ses étiquettes. La compagnie l'a fait. Durant un certain temps, je recevais mon courrier adressé à ma guise. Voilà que les normes d'adressage sont intervenues et, tout d'un coup, je ne reçois plus mon courrier comme je le voudrais. Je m'adresse à la compagnie, qui me dit: "Nous n'y pouvons rien, c'est la Société canadienne des postes qui a décidé que les normes d'adressage doivent s'appliquer, et cela nous coûterait plus cher si nous modifions la situation.»

I said that that was the final observation. Allow me yet another. We receive complaints from citizens who say: "I receive my mail from a particular company. It was addressed to me in the language that was not mine. I asked the company to correct its labels. The company did so. For some time, I received my mail addressed as I wished. Then the addressing standard was implemented and suddenly I was no longer receiving my mail as I would have liked. I contacted the company, which told me: 'We can't do anything about it; Canada Post Corporation has decided that the addressing standard must apply, and it would be more costly for us if we change the situation.'"

Voilà mes réflexions sur cette situation.

Those are my thoughts on the situation.

[Texte]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Goldbloom, je vous suis reconnaissante de vos commentaires concernant nos inquiétudes et nos questions relatives à la Société canadienne des postes. En fin de compte, depuis ce temps, vous avez eu le temps de faire une petite enquête et de nous fournir de l'information fort intéressante que les membres du comité, j'en suis persuadée, voudront poursuivre.

M. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier): Je m'étais préparé pour les deux. J'aurais quelques questions, si vous me le permettez, monsieur le commissaire, au sujet des prévisions budgétaires.

Dans le document *Perspective* que j'ai reçu ce matin et que j'ai eu le temps de lire, vous indiquez à quelques reprises, si je comprends bien, que la diminution des postes sera de 22 pour l'année financière qui s'annonce, puis de 8 pour chacune des deux années subséquentes.

M. Goldbloom: Au moment où nous avons dû fournir des renseignements pour la partie III, nous n'étions pas saisis des exigences quant à notre budget en général. Nous avons dû fournir des données ultérieurement, lorsque nous avons eu la confirmation que c'était 5 p. 100 par année.

• 1555

Nous n'étions pas saisis des exigences quant à notre budget en général. Nous avons dû fournir des données ultérieurement lorsque nous avons eu la confirmation que c'était 5 p. 100 par année.

M. Bélanger: Est-ce que les gens qui seront affectés, ou dont les postes seront éliminés, auront le droit d'avoir recours aux indemnités de départ ou à la possibilité d'une retraite anticipée comme ceux qui sont dans les ministères touchés?

M. Goldbloom: La réponse est oui. Vous vous rappellerez qu'il y a un certain nombre restreint de ministères qui ont été visés de façon plus draconienne que d'autres. Nous ne sommes pas de ce groupe, donc les conditions qui existent présentement continuent de s'appliquer. C'est-à-dire que si une personne veut prendre une retraite anticipée, il y a des arrangements qui sont disponibles et qui constituent une certaine incitation, je pense. Je peux vous dire que, déjà, il y a quelques personnes qui ont opté pour cette solution.

En ce qui concerne les personnes syndiquées dont le poste est déclaré excédentaire, si une personne fait partie d'un groupe où les postes sont identiques, il y a un processus d'évaluation par ordre inverse de mérite qui doit se poursuivre. Les personnes déclarées excédentaires ont le droit de continuer de recevoir leur salaire jusqu'à ce qu'elles aient reçu une offre raisonnable d'emploi.

M. Bélanger: Selon des renseignements qui sont fournis par la Chambre, le tableau 7, page 27, je ne l'ai pas devant moi, mais on soulignerait dans ce tableau un budget de 972 000\$ pour des services professionnels et spéciaux, c'est-à-dire une augmentation par rapport au budget de l'année précédente qui était de 850 000\$, ou les prévisions de 1994-1995 qui étaient de 880 000\$. Ce sont les renseignements qui me sont fournis par la Bibliothèque du Parlement.

Dans le document *Perspective*, toujours, à deux ou trois endroits il est très clair que vous, ou quiconque l'a rédigé, affirmez que le Bureau du commissaire aux langues officielles, et je cite: «utilisera davantage les services juridiques du

[Traduction]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Dr. Goldbloom, I thank you for your comments regarding our concerns and questions about Canada Post Corporation. Ultimately, you have had the time since then to conduct a small investigation and to provide us with very interesting information, which I am convinced the Committee members will want to follow up.

Mr. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier): I prepared for both. With your permission, Commissioner, I have a few questions on the estimates.

In the document *Perspective*, which I received this morning and which I have had the time to read, you mentioned a number of times, if I understand correctly, that 22 positions will be cut in this coming fiscal year and eight in each of the next two years.

Dr. Goldbloom: When we had to provide the information for Part III, we did not yet have our overall budget requirements. We subsequently had to provide figures, when we received confirmation that it was five per cent per year.

We did not yet have the requirements respecting our overall budget. We subsequently had to provide figures, when we received confirmation that it was five per cent per year.

Mr. Bélanger: Will the people who will be affected, or whose positions will be eliminated, be entitled to severance pay or have the opportunity of taking early retirement like those affected in the departments?

Dr. Goldbloom: The answer is yes. You will recall that a certain limited number of departments were subject to more draconian measures than others. We are not in that group and the current conditions will continue to apply. In other words, if a person wants to take early retirement, arrangements are available and, I believe, constitute a certain incentive. I can tell you that a number of persons have already chosen this option.

As to unionized employees whose positions are declared surplus, if a person belongs to a group in which the positions are identical, there is an evaluation process that must be carried out by reverse order of merit. Persons declared surplus are entitled to continue receiving a salary until they have received a reasonable offer of employment.

Mr. Bélanger: According to the information provided by the House, Figure 7, page 27... I don't have it in front of me, but that table indicates a budget of \$972,000 for professional and special services, that is to say an increase over last year's budget of \$850,000 and over the 1994-1995 estimate of \$880,000. This is the information that was provided to me by the Library of Parliament.

Still in the *Perspective* document, it is very clear in two or three places that you, or whoever wrote it, state that the Office of the Commissioner of Official Languages, and I quote, "will make greater use of the Office's legal services and reduce the

[Text]

commissariat et réduira les frais liés au recours à des études privées». À deux ou trois autres endroits on mentionne un resserrement des contrôles de dépenses au titre de contrats. Je me demande comment on peut expliquer ce qui semble être une contradiction.

M. Goldbloom: Madame la coprésidente, j'aimerais inviter M. Marc Therrien, directeur intérimaire des services généraux, à se joindre à moi.

Je crois qu'il y a deux facteurs qui entrent en ligne de compte. D'abord, vous savez que jusqu'à maintenant nous avons pu avoir recours aux services de traduction sans recevoir de facture. Maintenant, la situation est modifiée et nous devons payer, à même notre budget, la traduction que nous commandons à ce service. Il y a donc un montant qui était de 233 000\$ qui représente le coût de la traduction et qui se retrouve à l'intérieur de ce montant.

Je m'aventure et je voudrais vérifier pendant deux secondes avec M. Therrien, si vous me permettez. Je me demande si la réponse à la question soulevée par M. Ringma n'en fait pas partie aussi.

Une voix: Non.

M. Goldbloom: Non, alors je laisse la réponse à la question de M. Ringma pour plus tard.

M. Bélanger: J'y reviendrai peut-être un peu plus tard.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, d'accord. Le sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Il y a deux choses. La première, c'est qu'on est dans un contexte de restrictions budgétaires qui s'appliquent à l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux.

Est-ce que vous vous êtes assuré, dans la diminution des effectifs, que la partie des fonctionnaires qui vont connaître ou qui vont pouvoir fonctionner dans les deux langues et qui seront aptes à offrir des services dans les postes désignés ne diminuera pas au comptoir? On sait que souvent, dans les restrictions budgétaires — et on sait comment cela se passe dans les administrations publiques — ce ne sont pas les gens d'en haut qui perdent leur emploi, ce sont les gens directement affectés au public. Cela me préoccupe et je me demande si c'est une des préoccupations sur laquelle vous avez dû vous pencher?

M. Goldbloom: C'est une préoccupation, mais c'est un sujet fort délicat, parce que devant les diminutions budgétaires, tout le monde est en principe égal. On ne peut tenir compte de la langue maternelle de la personne pour dire qu'elle sera protégée lorsqu'une autre sera mise à pied. C'est une situation qui doit nous préoccuper, parce que s'il y a diminution totale des ressources humaines, il y a fatalement diminution d'un certain nombre de personnes capables de servir le public dans les deux langues. Nous allons suivre l'évolution de cette situation de très près.

Vous vous appellerez, lorsque nous avons déposé notre rapport sur la prestation de services dans les deux langues par des bureaux fédéraux désignés à cette fin, nous avons en même temps rendu visite à un certain nombre de bureaux non désignés. Nous avons trouvé qu'il y avait dans des bureaux non désignés du personnel bilingue, tandis que dans des bureaux désignés, il y a pénurie de personnes capables de répondre au public dans les deux langues.

[Translation]

costs associated with private studies". Tighter spending controls on contracts are mentioned in two or three other places. I wonder how this apparent contradiction can be explained.

Dr. Goldbloom: Madam Chair, I would like to invite Mr. Marc Therrien, Acting Director of Corporate Services, to join me.

I believe there are two factors involved. First, you are aware that, to date, we have been able to call upon translation services without being billed for them. The situation is now changed and we must pay out of our own budget for translation which we commission in this branch. This amount thus includes a figure of \$233,000, which represents the cost of translation.

I am not certain and, with your permission, I would like to check with Mr. Therrien for a moment. I wonder whether the answer to the question raised by Mr. Ringma is not also part of it.

A voice: No.

Dr. Goldbloom: No, then I leave the answer to Mr. Ringma's question for later.

Mr. Bélanger: Perhaps I'll come back to that a little later.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, all right. Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): Two things. The first is that we are in a context of budget cuts which apply to all government departments and agencies.

Did you make sure in these staff cuts that the number of public servants who know or who can function in both languages and are able to provide services to the public in the designated positions will not decline? As we know, often in budget cuts — and we know how this occurs in public administrations — it isn't the people at the top who lose their jobs; it's the people who deal directly with the public. This is a concern for me and I wonder if it is one of the concerns you addressed?

Dr. Goldbloom: It's a concern, but it is a very delicate topic because everyone is theoretically equal when it comes to budget cuts. A person's mother tongue cannot be taken into account to determine whether that person will be protected while another is laid off. It's a situation that must concern us because if there is a total reduction of human resources, there will necessarily be a decline in the number of persons able to serve the public in both languages. We are going to monitor changes in this situation very closely.

You will remember that, when we tabled our report on the delivery of services in both languages by federal offices designated for that purpose, we had visited a certain number of non-designated offices at the same time. We found that there were bilingual staff in non-designated offices, whereas, in designated offices, there was a shortage of persons able to respond to the public in both languages.

[Texte]

Nous avons donc exhorté le Conseil du Trésor et par son intermédiaire, les ministères et organismes, à repenser l'affectation du personnel, afin d'assurer que là où le public doit pouvoir compter sur le service dans les deux langues, le personnel capable de fournir ce service soit concentré.

Le sénateur Rivest: J'ai une autre courte question à vous poser, mais dans un autre ordre d'idées.

Au moment de la publication de votre dernier rapport, vous avez fait des commentaires sur les conseils scolaires d'autres provinces que le Québec et aussi sur certains aspects de la législation du gouvernement du Québec en matière de langue d'enseignement et d'immigration. Est-ce que je pourrais me permettre de vous demander de résumer brièvement votre pensée à ce sujet.

M. Goldbloom: En ce qui concerne l'accès à l'école, le Québec a adopté une loi. Une partie de cette loi, celle qui limitait l'accès à l'école en anglais aux enfants de parents qui avaient reçu leur formation au niveau élémentaire en anglais au Québec, a été rejetée par la Cour suprême du Canada. Il a été décidé que des parents ayant reçu leur éducation élémentaire en anglais au Canada pouvaient envoyer leurs enfants aux écoles de langue anglaise.

Il y a eu une baisse de clientèle scolaire et du côté francophone et du côté anglophone. La diminution du côté anglophone a été un peu plus dramatique et donc, un peu plus inquiétante. Dans diverses discussions que j'ai eues avec des représentants de gouvernements provinciaux successifs, j'ai suggéré que l'on regarde le partage des clientèles scolaires de la façon la plus objective possible.

J'ai souligné, par exemple, certains cas où un enfant qui a reçu son éducation en anglais durant de nombreuses années, arrive au niveau secondaire et n'a pas de formation en français au préalable, que cet enfant serait certainement désavantagé à ce niveau-là. J'ai soumis un certain nombre de cas qui, à mon sens, méritaient un examen objectif et sympathique.

• 1605

En ce qui concerne la formation des immigrants, je me limiterai à dire que notre enquête, qui n'est pas terminée, nous a permis de constater que ce qui se fait pour l'accueil et la formation d'immigrants se fait en français au Québec et se fait en anglais dans les autres provinces. Donc, une situation est le pendant de l'autre. Il reste une situation un peu spéciale dans la région de la capitale nationale, sur laquelle le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration se penche avec des solutions constructives.

Mr. Bob Ringma ((Nanaimo—Cowichan): Madam Chair, I have a number of detailed questions on the estimates. First, I have a couple of general questions.

We are talking about the postal business. We have had quite a lot of dialogue on that, not just with you but with the postal people over several meetings. How important is all of that to your office, to the people who complain to you? Where is it in the scale of importance? Is it an annoyance or is there a great deal of complaint about it? Is it a substantive issue?

[Traduction]

We exhorted Treasury Board and, through it, the departments and agencies to redesign their staff assignments to ensure that staff capable of providing service in both languages would be concentrated where the public needed to be able to rely on that service.

Senator Rivest: I have another brief question to ask you, but in another connection.

When your last report was published, you commented on the school boards of provinces other than Quebec and also on certain aspects of the Quebec government's legislation on language of instruction and immigration. I would like to ask you briefly to summarize your thoughts on that subject.

Dr. Goldbloom: With respect to access to schools, Quebec has passed an act. Part of that act, the part that limits access to English-language schools to the children of parents who received their elementary education in English in Quebec, was rejected by the Supreme Court of Canada. It was ruled that parents who have received their elementary education in English in Canada could send their children to English-language schools.

There has been a decline in school enrolment on the Francophone and Anglophone sides. The decline on the Anglophone side was slightly more dramatic and thus a bit more disturbing. In various discussions which I had with representatives of successive provincial governments, I suggested that the division of school enrolments be looked at in the most objective way possible.

I emphasized, for example, certain cases in which children had received their education in English for many years, reached the secondary level and had no prior instruction in French and would certainly be put at a disadvantage in that respect. I submitted a certain number of cases which, in my view, deserved objective and sympathetic consideration.

As to the training of immigrants, I will merely say that our investigation, which is not complete, has enabled us to observe that what is being done regarding the reception and training of immigrants is being done in French in Quebec and in English in the other provinces. Thus, the one situation is the counterpart of the other. There remains a somewhat special situation in the National Capital Region which the Department of Citizenship and Immigration is examining with constructive solutions.

M. Bob Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madame la présidente, j'ai plusieurs questions détaillées à poser au sujet des prévisions budgétaires, mais j'aimerais d'abord en poser quelques-unes de nature générale.

Nous discutons du service postal. Nous en avons déjà beaucoup parlé, à plusieurs reprises, non seulement avec vous, monsieur le commissaire, mais aussi avec les porte-parole de la Société canadienne des postes. Quelle importance ce dossier revêt-il pour son bureau, pour ceux qui se plaignent? Quelle est l'ampleur du phénomène? Est-on simplement contrarié, ou recevez-vous beaucoup de plaintes à ce sujet? S'agit-il d'une question de fond?

[Text]

Dr. Goldbloom: We hear about it a good deal. The numbers of complaints by themselves do not indicate the degree of discontent provoked by this.

There is a consideration of courtesy to Canadians. When a Canadian says he or she would like to receive their mail addressed in the way they recognize, public institutions have a reasonable obligation to conform.

Canada Post has been resistant to taking a generous approach to the programming of its system. For example, if something is addressed to the Prime Minister, to 24 Sussex Drive or to 24 promenade Sussex, it will get there without costing more to the person sending it.

In that sense it ought to be possible for Canada Post to program its system. It already has with regard to three designations of streets. It ought to be possible for it to do better than that to satisfy the expectations of Canadian citizens.

Mr. Ringma: When we are hearing testimony, questions and concerns, I have had impression for well over a year that most of them concern francophones and the delivery of services in the French language.

To what degree are there English language problems put to your office? What is the percentage of complaints on activity on behalf of minority English language Canadians?

Dr. Goldbloom: It is clear from our evaluation of service to the public that although you have to ask for it in the vast majority of federal offices in Quebec you can obtain service in English. Therefore the numbers of complaints we receive are low.

The English speaking community of Quebec has concerns. Those concerns may not be in the specific areas which give rise to complaints to the Commissioner of Official Languages. They may not concern federal institutions. They concern the educational system. In response to Senator Rivest I was commenting on the greater decrease of school enrolments on the English speaking side than on the French speaking side, hoping there would be reasoned dialogue to arrive at the best solution. I want to emphasize that I am as concerned about the future of the French speaking component of Canadian society as I am about the English speaking component. I recognize the necessity for Quebec to ensure that people who join Quebec's society are able to do so in the language of the majority, just as we expect people who join Manitoban society or British Columbian society to be able to function in the language of the majority.

• 1610

There are concerns that I discuss quite frequently, quite regularly, with the English speaking community of Quebec. However, as a result of their nature they do not show up in complaints to the commissioner because they fall outside the commissioner's jurisdiction.

Mr. Ringma: Let us move on to estimates. At the last couple of meetings I had asked for a breakdown of the extra \$192,000 allocated to your office in the supplementary estimates. Do we have the answer to that?

[Translation]

M. Goldbloom: Beaucoup communiquent avec nous à ce sujet. Le nombre de plaintes comme tel n'est pas indicatif du degré de mécontentement que le problème provoque.

C'est une simple question de courtoisie à l'égard des Canadiens. Lorsqu'un Canadien ou une Canadienne déclare qu'il ou elle aimerait que son courrier lui soit livré comme il ou elle le veut, les institutions publiques devraient, raisonnablement, accéder à ce désir.

Postes Canada refuse de se montrer généreuse sur ce plan dans la programmation de son système. Par exemple, si du courrier adressé au premier ministre est libellé «24 Sussex Drive» ou «24, promenade Sussex», il sera livré sans frais supplémentaires pour l'expéditeur.

C'est pourquoi je dis que Postes Canada devrait être capable de programmer son système. Elle l'a déjà fait en ce qui concerne trois appellations de rue. Elle devrait pouvoir faire mieux afin de répondre aux attentes des Canadiens.

M. Ringma: Depuis plus d'un an, nous entendons des témoins, nous posons des questions, et on nous fait part de diverses préoccupations. J'ai l'impression que cette question vise davantage les francophones et la prestation des services en français.

À quel point votre bureau est-il saisi de problèmes relatifs aux services en anglais? Quel pourcentage des plaintes reçues concernent des groupes minoritaires de Canadiens anglophones?

M. Goldbloom: Notre évaluation du service offert au grand public fait clairement ressortir qu'on peut obtenir des services en anglais dans tous les bureaux fédéraux situés au Québec, bien qu'il faille en faire la demande dans la grande majorité des cas. Par conséquent, le nombre de plaintes que nous recevons est faible.

Il est vrai que les anglophones du Québec ont des préoccupations, mais elles ne découlent pas nécessairement des problèmes précis qui donnent lieu à des plaintes au Commissaire aux langues officielles. Elles portent peut-être plus sur le système d'éducation que sur les institutions fédérales. Comme je le faisais observer, en réponse au sénateur Rivest, au sujet de la baisse de la clientèle scolaire, plus forte du côté anglophone que du côté francophone, j'espère que l'on pourra avoir un dialogue rationnel qui permettra d'en arriver à la meilleure solution. Je tiens à souligner que je me préoccupe tout autant de l'avenir des Canadiens francophones que de celui des Canadiens anglophones. J'admets la nécessité, pour le Québec, de faire en sorte que les nouveaux arrivants s'intègrent à sa société dans la langue de la majorité, tout comme il est normal que les nouveaux arrivants au Manitoba ou en Colombie-Britannique puissent fonctionner dans la langue de la majorité.

Je discute fort souvent, en fait très régulièrement, avec les anglophones du Québec de certaines de leurs préoccupations. Mais en raison de leur nature, elles ne peuvent faire l'objet de plaintes au Commissaire parce qu'elles échappent à sa compétence.

M. Ringma: Passons maintenant aux prévisions budgétaires. Aux dernières réunions, j'ai demandé une ventilation du montant supplémentaire de 192 000\$ affecté à votre bureau, dans le Budget des dépenses supplémentaire. Avez-vous la réponse?

[Texte]

Dr. Goldbloom: Yes, we do. I provided a written response to the first question that Mr. Ringma posed. I pointed out that this is not an amount which was needed through a supplementary budget to cover expenditures that we had incurred or committed ourselves to. This is part of an accounting process whereby to avoid a rush to spend money in the last month of the fiscal year because it is a question of use it or lose it, the Treasury Board decided that it would allow a carryover of up to 5 per cent of budget. This is appreciably less than 5 per cent, but it is the amount we were able not to spend during the previous fiscal year and were therefore authorized to carry over.

The second element of reply to the second part of your question is that if I understand correctly, and I am not an accountant, it is not possible just to say an additional \$190,000 or so will be in your budget. It has to be allocated to budgetary items. Arbitrarily \$100,000 was allocated to one item and the others to other items. These do not represent expenditures incurred. They represent moneys saved which we are authorized to use in the present fiscal year.

Mr. Ringma: I guess I understand. In other words, if I ask what information you purchased for the \$100,000, there is no answer to that.

Dr. Goldbloom: We have not purchased any information for that \$100,000. We have \$100,000 for the purchase of information, which we can spend or not spend in this fiscal year. We have a certain freedom to allocate to other requirements if it becomes necessary.

Mr. Ringma: Let us move on a bit. A study of your office over the last 10 years shows that in every year, except fiscal years 1991-92 and 1992-93, your office spent more than it was allocated in the main estimates. This appears to be a lack of fiscal restraint. Could you explain this overshoot?

Dr. Goldbloom: You excepted 1991-92 and 1992-93.

Mr. Ringma: Yes. Every other year in the last 10 years shows spending in excess of the allocation.

Dr. Goldbloom: I was responsible for 1991-92 and for 1992-93 but not for the preceding years. I would have to do a little inquiry to be able to provide an explanation. I do not know if any of this represents the kind of thing we were just talking about, a carryover from one year to the next.

• 1615

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): J'ai des félicitations à faire au commissaire aux langues officielles. J'ai apprécié la réponse qu'il a donnée au député du Parti réformiste, M. Ringma.

Cependant, j'ai trouvé un peu étrange, de la part d'un député qui se dit croyant dans l'unité canadienne, sa question et ses doutes quant à l'importance des désignations bilingues par Postes Canada.

Je crois que vous auriez peut-être pu ajouter, dans votre réponse au député du Parti réformiste, que c'est aussi une question d'abord de civilité, c'est une question de service à la clientèle, c'est une question de civisme. C'est également une question de croire dans l'historique du Canada et dans l'unité canadienne. Je crois que c'est important que vous le disiez, quand vous en avez la chance.

[Traduction]

M. Goldbloom: Oui, nous l'avons. J'ai répondu par écrit à la première question de M. Ringma. Je lui ai signalé qu'il ne s'agit pas là d'un montant requis pour couvrir des dépenses faites ou engagées, mais que cela fait partie du processus comptable: afin d'éviter la course folle aux dépenses en fin d'exercice puisque si les fonds ne sont pas dépensés, on les perd. Le Conseil du Trésor a permis de reporter jusqu'à 5 p. 100 du budget à l'exercice suivant. Le montant dont vous parlez est nettement inférieur à 5 p. 100. Il représente tout de même ce que nous sommes arrivés à ne pas dépenser au cours du dernier exercice et qu'on nous a autorisés à reporter.

Cela dit, et je réponds ici à la deuxième partie de votre question, on ne peut, si j'ai bien compris—mais je ne suis pas comptable—, simplement demander 190 000\$ de plus dans un budget. Il faut affecter la somme à un poste budgétaire. Nous avons donc arbitrairement affecté 100 000\$ à un poste, et le reste, à d'autres. Ces montants ne représentent pas des dépenses engagées, mais l'argent que nous n'avons pas dépensé et que nous sommes autorisés à utiliser au cours du présent exercice.

M. Ringma: Je vois. En d'autres termes, si je vous demande quelle information vous avez achetée avec les 100 000\$, vous ne pourrez pas me répondre.

M. Goldbloom: Nous n'avons pas acheté 100 000\$ d'information. Nous avons à notre disposition, dans le budget, pour l'achat d'information, 100 000\$ que nous sommes libres de dépenser au cours du présent exercice. Par contre, si cela s'avérait nécessaire, nous pourrions les affecter à d'autres besoins.

M. Ringma: Essayons d'accélérer les choses un peu. Une étude des dépenses effectuées par votre bureau au cours des dix dernières années révèle que chaque année, exception faite des exercices 1991-1992 et 1992-1993, votre bureau a dépensé plus que ce qui était prévu dans le budget principal. Il ne semble donc pas être très conscient des contraintes budgétaires auxquelles nous sommes soumis. Pouvez-vous nous expliquer ce dépassement?

M. Goldbloom: Vous avez dit que les exercices 1991-1992 et 1992-1993 faisaient exception?

M. Ringma: Effectivement. Durant tous les autres exercices des dix dernières années, les dépenses ont excédé les crédits.

M. Goldbloom: J'étais responsable du budget en 1991-1992 et en 1992-1993, mais pas les années précédentes. Pour pouvoir vous donner des explications, il faudrait que j'aie aux renseignements.

Mr. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): I wish to congratulate the Commissioner of Official Languages. I appreciate the answer he gave the Reform Party member, Mr. Ringma.

However, I found his question and his doubts as to the importance of bilingual designations by Canada Post somewhat strange coming from a member who says he believes in Canadian unity.

I believe that you could perhaps have added in your answer to the Reform Party member that this is also a question of courtesy, a question of customer service and a question of civic virtue. It is also a question of believing in the history of Canada and in Canadian unity. I believe it is important for you to say this when you have the chance.

[Text]

Pour Postes Canada, vous avez bien raison en donnant comme exemple plusieurs villes au Québec. Je dois vous assurer—ou vous rassurer—qu'en Ontario, à Ottawa par exemple, dans la région de la Capitale nationale, c'est-à-dire la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, il y a des règlements qui exigent que les désignations des rues soient des désignations bilingues. Cours, ruelles, croissants, etc. dans la région de la Capitale, ici dans Ottawa-Carleton, vous l'avez bel et bien.

Alors, vous pouvez ajouter cela à votre répertoire d'exemples pour des endroits où des municipalités émancipées ne s'objectent pas à ce règlement.

Dans votre rapport que nous avons reçu ce matin, vous faites allusion à des superviseurs qui occupent des postes bilingues. Vous suggérez que—si j'ai choisi les bonnes pages—dans la région de la Capitale nationale, environ 15 p.100 des superviseurs qui occupent des postes bilingues ne rencontrent pas les exigences. Ensuite, vous avez parlé du manque de communication dans les deux langues. Il y avait les francophones qui trouvaient qu'ils ne pouvaient pas communiquer avec leurs patrons, leurs superviseurs, en français.

Est-ce que vous pouvez nous dire si ce sont des cas où le superviseur devrait être bilingue, qu'il aille dans un poste bilingue, mais que lui n'étant pas bilingue, ses employés, ses fonctionnaires, eux ne peuvent pas communiquer avec lui en français, mais qu'ils doivent absolument le faire avec lui en anglais.

M. Goldbloom: Il y a de tels cas. Il y a des personnes Tnon seulement dans cette catégorie de superviseurs, mais dans diverses catégories à travers toute la fonction publique. Il y a chaque année un certain pourcentage de gens que nous évaluons qui ne répondent pas aux exigences linguistiques de leur poste.

Je comprends que dans certaines situations, il y a des droits d'ancienneté qui ont joué. Il y a un régime d'exclusion pour des personnes qui ont des états de service considérables. Nous ne sommes donc pas en mesure, à court terme au moins, d'atteindre 100 p. 100. Mais il y a la situation où la personne qui occupe le poste ne répond pas aux exigences linguistiques. Il y a aussi des situations où la personne peut répondre aux exigences linguistiques, c'est-à-dire passer les examens requis, et pourtant ne pas être vraiment en mesure de fournir une supervision, une appréciation de rendement dans la langue de l'employé.

M. Bellemare: J'apprécie vos commentaires. Souvent on ne peut pas faire de correction parce qu'on manque de spécificité dans certains cas.

• 1620

Si on parle exclusivement de la région de la capitale nationale, si on exclut les cas d'ancienneté et toutes les excuses imaginables qu'on pourrait avoir et qui sont très souvent très raisonnables, si on est spécifique aux cas où il n'y a pas de raison d'être, est-ce que vous pouvez nous nommer des ministères ou des sections où cela existe, pour qu'on puisse être spécifique et puis demander correctement? S'il faut les faire cas par cas pour se rendre au principe, qu'on le fasse, sinon vos rapports sont un tas de papier et ils sont tellement vagues, pas dans le sens péjoratif, mais dans le sens de pouvoir atteindre les objectifs de correctifs.

[Translation]

For Canada Post, you are quite correct in citing a number of cities in Quebec as examples. I must assure you—or reassure you—that in Ontario, in Ottawa, for example, in the National Capital Region, that is to say the Regional Municipality of Ottawa-Carleton, there are by-laws that require the designations of streets to be bilingual designations. You indeed have “cours”, “ruelles”, “croissants”, etc. in the Capital Region, here in Ottawa-Carleton.

So you can add that to your list of examples of places where free-thinking municipalities do not object to this by-law.

In your report, which we received this morning, you refer to supervisors who occupy bilingual positions. You suggest that—if I have chosen the right pages—roughly 15 per cent of supervisors who occupy bilingual positions in the National Capital Region do not meet the requirements. You then spoke of the lack of communication in both languages. There were Francophones who found that they could not communicate with their superiors, their supervisors, in French.

Can you tell us whether these are cases where the supervisor should be bilingual, where he is in a bilingual position, but since he is not bilingual, his employees, his staff cannot communicate with him in French, but must absolutely communicate with him in English?

Dr. Goldbloom: There are such cases. There are persons not only in the supervisor category, but in various categories throughout the Public Service. Every year, there is a certain percentage of people whom we evaluate who do not meet the language requirements of their positions.

I understand that seniority rights come into play in certain situations. There is an exclusion system for persons who have lengthy service records. Consequently, in the short term at least, we cannot achieve 100 per cent. However, there are situations where the person who occupies the position does not meet the language requirements. There are also situations where the person can meet the language requirements, that is to say pass the required exams, and nevertheless is not really able to provide supervision or a performance appraisal in the employee's language.

Mr. Bellemare: I appreciate your comments. Often they cannot make a correction because they lack specific knowledge in certain cases.

Talking exclusively about the National Capital Region, if we exclude the seniority cases and all the excuses one can imagine, which are very often very reasonable, if we consider specifically the cases where there is no reason, can you name departments or sections where this occurs, so that we can be specific and ask properly? If we must go case by case in order to get to the principle, this should be done; otherwise your reports are just a pile of paper and are so vague, not in any pejorative sense, but in the sense of being able to achieve remedial objectives.

[Texte]

M. Goldbloom: Monsieur Bellemare, j'ai voulu justement que mes rapports ne soient pas des mots sur papier, sans effets pratiques. C'est pour cela que j'ai sollicité l'intervention des instances responsables, notamment celle du Conseil du Trésor. Le Conseil du Trésor s'est engagé à intervenir auprès des ministères, notamment dans le cas de l'étude sur les points de service, mais aussi dans ce cas-ci.

Nous n'avons pas été en mesure de compiler des résultats ministère par ministère, qui auraient permis une comparaison valable. On nous aurait demandé, et vous venez de le faire dans un certain sens, quels sont les pires et quels sont les meilleurs, et nous ne nous sentions pas en mesure de faire cette appréciation. Nous aurions risqué d'être injustes. Mais, ce que nous avons fait avec le Conseil du Trésor, c'est de lui fournir, en ce qui concerne le service au public, tous les renseignements que nous avions au sujet des divers ministères et de lui indiquer tout ce que nous savions sur les déficiences, afin de lui permettre de pointer de façon plus précise les endroits où il faut des correctifs.

Dans ce cas-ci, j'espère que vous avez également reçu la brochure que nous avons publiée conjointement avec le Conseil du Trésor, qui s'intitule *Le français et l'anglais au travail: Ce que les employés fédéraux doivent savoir*. Cette brochure sera distribuée par milliers dans les ministères et je pense bien que le fait pour les employés d'être mieux renseignés sur leurs droits amènera leurs supérieurs à mieux respecter ces droits. C'est nettement l'objectif.

M. de Savoye: J'ai donc lu ce rapport que vous venez de rendre disponible, et pour poursuivre dans la ligne qu'a enclenchée mon collègue d'en face, je constate. . .

Une voix: Laquelle?

M. de Savoye: Que vous veniez de faire, monsieur Bellemare. Nous vous écoutions avidement. Ne vous écoutiez-vous pas vous-même?

M. Bellemare: Non.

M. de Savoye: Je ne vous blâmerai pas.

M. Bellemare: Je ne parle pas pour m'entendre.

M. de Savoye: J'ai donc regardé votre rapport et je me rends compte qu'un vieux dicton qu'on a au Québec, à savoir qu'une personne bilingue est un francophone, se révèle à nouveau dans ce rapport, dans une certaine mesure. Là, je me suis amusé à compiler les chances qu'avait un employé francophone, dans la région de la capitale nationale, de faire certaines choses ou de ne pas les faire.

J'aimerais partager ces conclusions avec vous et obtenir vos réactions. Un employé francophone a 80 p. 100 des chances de passer plus de la moitié de son temps à assurer du service au public, parce qu'il est bilingue; a 62 p. 100 des chances de rédiger toujours, ou la plupart du temps, en anglais; a 79 p. 100 des chances de devoir communiquer en anglais avec son superviseur; a 76 p. 100 des chances de participer en anglais à une réunion, et c'est bien pire s'il est dans la GRC. Qu'est-ce que vous en dites?

• 1625

M. Goldbloom: Sans pouvoir, à brûle-pourpoint, confirmer les chiffres que vous avez mis de l'avant, monsieur de Savoye, je dois les confirmer de façon générale dans leurs grandes lignes. Vous avez peint un portrait réaliste de ce qui se passe.

[Traduction]

Dr. Goldbloom: Mr. Bellemare, I precisely wanted my reports not to be merely words on paper, without practical effect. That is why I requested the intervention of the authorities responsible, in particular the Treasury Board. The Treasury Board undertook to intervene with the departments, particularly in the case of the study on service points, but also in this case.

We were unable to compile department-by-department results which would have made a valid comparison possible. We would have been asked, and you have just done so in a sense, which ones were the worst and which ones were the best, and we did not feel we were in a position to make that assessment. We would have risked being unfair. However, what we did with Treasury Board is to provide it with all the information we had on the various departments with respect to service to the public and to mention everything we knew about their deficiencies in order to enable it to indicate more precisely those areas where corrective measures were needed.

In this case, I hope you also received the brochure which we published jointly with the Treasury Board entitled *English and French in the Workplace: What Federal Employees Need to Know*. This brochure will be distributed by the thousands in the departments and I believe that the fact employees will be better informed about their rights will lead their superiors to honour those rights to a greater degree. That is definitely the objective.

Mr. de Savoye: I have read this report which you just made available and, to continue along the line which my colleague opposite has opened, I notice. . .

A voice: Which one?

Mr. de Savoye: Which you just opened, Mr. Bellemare. We were listening to you avidly. Weren't you listening to yourself?

Mr. Bellemare: No.

Mr. de Savoye: I don't blame you.

Mr. Bellemare: I don't speak for the sake of listening to myself.

Mr. de Savoye: I read your report and I realize that the old saying we have in Quebec, that a bilingual person is a Francophone, is again supported to a certain extent by this report. I had fun compiling the chances that a Francophone employee in the National Capital Region had of doing or not doing certain things.

I would like to share these conclusions with you and get your reaction. A Francophone employee has an 80 per cent chance of spending more than half his time providing service to the public because he is bilingual, a 62 per cent chance of writing in English all the time or most of the time, a 79 per cent chance of having to communicate in English with his supervisor and a 76 per cent chance of speaking at a meeting in English, and it's even worse if he is in the RCMP. What do you say to that?

Dr. Goldbloom: Without being able to confirm point-blank the figures you have put forward, Mr. de Savoye, I must generally confirm their gist. You have painted a realistic picture of what is going on.

[Text]

Ce qui est intéressant, c'est de constater qu'au Québec et dans la région de la capitale nationale, on a tendance à trouver aux guichets des personnes capables de répondre au public dans les deux langues. D'autres personnes qui ont des responsabilités plus sophistiquées sont en arrière et sont appelées à contribuer lorsque leur compétence spéciale est en jeu.

Dans les autres régions du Canada, on a tendance à trouver des personnes unilingues aux guichets et les bilingues sont en arrière et sont appelées lorsqu'il faut transiger avec une personne d'expression française.

Justement, si j'ai fait cette étude et si je l'ai rendue publique, si je l'ai communiquée au Conseil du Trésor afin que ce dernier intervienne au moyen de la brochure et autrement auprès des ministères et organismes, c'est pour que cela change.

M. de Savoye: Dans le petit bulletin qui accompagnait la livraison du document, vous dites: «Nos sondages n'ont démontré aucune différence entre la situation des organismes évalués des côtés ontarien ou québécois de la région de la capitale nationale sur le plan de la langue de travail.»

Voyant effectivement la situation, je constate que le gouvernement du Québec, en prenant des mesures, il y a déjà nombre d'années, pour s'assurer que la langue de travail dans l'entreprise soit le français, a réussi, avec son approche, à amener des entreprises considérables — pensons à General Motors à Sainte-Thérèse, pensons à des entreprises dans l'aérospatiale à Longueuil — à opérer en français, alors que le gouvernement fédéral, avec une loi, a manifestement raté le coche.

Je suis heureux de voir qu'il y a des mesures qui sont encore envisagées. Mais vous me permettez, monsieur le commissaire, de ne pas envier votre rôle.

M. Goldbloom: Merci.

M. de Savoye: Monsieur le commissaire, j'ai un petit reproche à vous faire. Il n'est peut-être pas si petit que cela et vous aurez l'occasion, bien sûr, de donner votre point de vue, soyez-en assuré.

On va parler des COFI. Vous avez fait une déclaration et, respectueusement, je me permets de croire que vous êtes dans l'erreur. Si vous avez raison, vous aurez besoin de tripler votre budget pour assurer, dans les autres provinces, au niveau gouvernemental, le respect de la langue, principalement et entre autres, quant à l'accessibilité, dans les hôpitaux, aux patients francophones.

Je me permets de croire que vous avez tort et que vous devriez davantage examiner la situation d'Air Canada et de ses transporteurs régionaux qui n'assurent pas toujours, en dehors du Québec, le service dans les deux langues, ce qui n'est pas seulement une question de courtoisie envers leur clientèle francophone, mais aussi une question de sécurité pour la clientèle francophone unilingue.

Vous me permettez aussi de vous signaler que dans le reste du Canada, c'est bel et bien le gouvernement fédéral qui assure la formation aux immigrants et qui ne l'offre pas dans les deux langues, mais seulement en anglais.

Vous avez maintenant l'opportunité de pouvoir répliquer.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Cela vous donne l'occasion de confirmer ou d'infirmer les commentaires que vous venez d'entendre.

[Translation]

What is interesting to note is that, in Quebec and in the National Capital Region, one tends to find counter staff capable of answering the public in both languages. Other persons who have more sophisticated responsibilities are at the back and are called upon to contribute when their special skill is required.

In the other regions of Canada, one tends to find unilingual persons at the counters and the bilingual people are at the back and are called upon when they have to deal with a French speaker.

My point is, the reason I conducted this study and made it public and forwarded it to the Treasury Board for it to intervene with the departments and agencies through the brochure and in other ways, was precisely so that this would change.

Mr. de Savoye: In the brief note accompanying the document, you say, "Our surveys reveal no significant differences between the Ontario and Quebec parts of the National Capital Region in terms of language of work."

From actually seeing the situation, I note that, by taking measures many years ago to ensure that the language of work in business was French, the Government of Quebec succeeded through its approach in leading large businesses—I'm thinking of General Motors in Sainte-Thérèse and aerospace businesses in Longueuil—to operate in French, whereas the federal government, with one statute, has obviously missed the boat.

I am pleased to see that measures are still being considered, but you will allow me, Commissioner, not to envy you your role.

Dr. Goldbloom: Thank you.

Mr. de Savoye: I have a small criticism to make, Commissioner. Perhaps it is not as small as that, and you will of course have the opportunity to state your point of view, you may be assured of that.

We are going to talk about COFI. You made a statement, and I respectfully believe that you are mistaken. If you are right, you will need to triple your budget mainly to ensure respect for the language in government in the other provinces and, among other things, access to hospitals for Francophone patients.

I believe you are wrong and that you should rather examine the situation of Air Canada and its regional carriers, which, outside Quebec, do not always provide service in both languages, which is not only a question of courtesy toward their Francophone clientele, but also a matter of security for unilingual Francophone passengers.

You will also allow me to point out that it is indeed the federal government that provides training for immigrants in the rest of Canada and which does not provide it in both languages, but rather only in English.

You now have the opportunity to respond.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That will give you the opportunity to confirm or rebut the comments you have just heard.

[Texte]

M. Goldbloom: En réponse à une question du sénateur Rivest, il y a quelques minutes, j'ai souligné que, poursuivant notre enquête de la situation à travers le pays, nous avons effectivement constaté que la formation des immigrants se fait dans une langue: en français au Québec, en anglais dans les autres provinces.

[Traduction]

Dr. Goldbloom: In response to a question by Senator Rivest a few minutes ago, I pointed out that, in conducting our investigation of the situation across the country, we indeed observed that immigrant training was being done in one language: in French in Quebec and in English in the other provinces.

• 1630

Dans la région de la capitale nationale, à cause de la composition de la population et de la présence de personnes en provenance de pays francophones, l'absence de formation en français a causé des problèmes et a donné lieu à des critiques. J'ai mentionné que le ministère se penche là-dessus et veut corriger cette situation.

J'ai été interrogé concernant un point très précis: Est-ce que le gouvernement fédéral peut passer à côté d'une loi fédérale par le truchement d'une entente fédérale-provinciale? Ma réponse a été clairement non. Je reconnais, ayant été saisi de cette question à très court préavis, que j'ai répondu un peu trop rapidement. En fait, notre examen plus approfondi de cette question, dans ce cas particulier, nous mène à la conclusion qu'il n'y a pas d'accroc à la Constitution canadienne par l'existence et les termes de l'entente fédérale-provinciale concernant l'immigration.

M. de Savoye: Merci de cette précision.

Madame la présidente, si j'ai encore une minute, j'aimerais, au nom des francophones du Canada, vous signaler une plainte.

C'était l'époque de l'impôt, du moins jusqu'à la fin du mois dernier. Or, en ce qui concerne le formulaire d'impôt, à la dernière page, à la page 4—on connaît bien la page 4, on sait qu'on y lit au bas «solde dû», «somme jointe» ou «remboursement réclamé»—sur le formulaire qui concerne les personnes qui ont vécu à l'extérieur du Canada pendant l'année, en tout ou en partie, ce formulaire est particulier.

Croyez-le ou non, lorsque le formulaire a été traduit du français vers l'anglais, on a rétabli en anglais la véritable surtaxe à 3 p. 100 que doivent payer les gens, alors que, dans l'original, en français, on avait mentionné une surtaxe de 4,56 p. 100. J'ai fait vérifier les calculs il y a quelques instants, et j'en ai eu la confirmation.

Comment se fait-il qu'en traduisant du français vers l'anglais, on ait rétabli les faits, monsieur le commissaire?

M. Goldbloom: J'ai appris comme vous par les médias ce matin que cette situation invraisemblable avait été créée. De toute évidence, il s'agit d'une erreur qui doit être corrigée.

Il n'y a sûrement pas de volonté de la part de qui que ce soit d'imposer un fardeau plus élevé aux francophones qu'aux anglophones.

J'ai résisté, il y a quelques instants, à la tentation que m'offrait M. Bellemare d'identifier des ministères qui font mieux que d'autres. Je voudrais faire une exception en disant que s'il y a un ministère qui collabore merveilleusement et qui cherche vraiment à servir le public dans les deux langues, c'est bien celui du Revenu national.

M. de Savoye: Je suis heureux de vous l'entendre dire, mais vous n'avez pas répondu à ma question, parce que je ne doutais pas qu'il n'y avait pas de mauvaise intention. Ma question était: «Comment se fait-il que, en traduisant du

In the National Capital Region, the lack of training in French caused problems and provoked criticism because of the make-up of the population and the presence of persons from Francophone countries. I mentioned that the department is working on this and wants to correct this situation.

I was questioned on a very specific point: Can the federal government circumvent a federal statute by means of a federal-provincial agreement? My answer was clearly no. Having had this question put to me on very short notice, I admit that I answered a bit too quickly. In fact, our enhanced examination of this question in this particular case led us to the conclusion that the Canadian Constitution was not violated by the existence and terms of the federal-provincial agreement on immigration.

Mr. de Savoye: Thank you for that clarification.

Madam Chair, if I may have another minute, I would like to file a complaint on behalf of the Francophones of Canada.

It was tax time, at least until the end of last month. On the last page, page 4, of the tax form—we are all familiar with page 4, where it reads at the bottom “balance owing”, “amount enclosed” or “refund”—of the form concerning people who have lived outside Canada all year or for part of the year; this form is particular.

Believe it or not, when the form was translated from French into English, the surtax was restored in English to the actual 3 per cent that people must pay, whereas in the French original, a 4.56 per cent surtax was mentioned. I had the figures checked a few moments ago, and I have received confirmation.

How is it, Commissioner, that the facts were reestablished in the translation from French to English?

Dr. Goldbloom: Like you, I learned through the media this morning that this incredible situation had occurred. It is clearly a mistake that must be corrected.

There was surely no desire on anyone's part to impose a higher burden on Francophones and Anglophones.

A few moments ago, I resisted the temptation that Mr. Bellemare held out to identify departments that are doing better than others. I would like to make an exception by saying that if there is one department that cooperates marvellously and is truly trying to serve the public in both languages, it is Revenue Canada.

Mr. de Savoye: I am pleased to hear you say so, but you did not answer my question because I am sure that there was no malicious intent. My question was: “How is it that the right tax rate was restored in the translation from French to

[Text]

[Translation]

français vers l'anglais, on ait réussi à rétablir le bon taux de cotisation»? Est-ce qu'on n'aurait pas traduit dans le sens que je présume et, dans l'affirmative, est-ce là une illustration de ce que votre rapport prétend?

M. Goldbloom: Je ne peux vous répondre que par cinq mots: mystère et boule de gomme.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je trouve un peu amusant qu'on aborde le sujet des formulaires d'impôt lorsqu'on est au courant de toute la situation. On sait d'ailleurs que les formulaires d'impôt au Québec, dans les dernières heures, n'étaient disponibles qu'en anglais.

De toute façon, on va accorder la parole à M. Bélanger.

English?" Was the translation not made in the direction I assume it was and, if so, is this an illustration of what your report claims?

Dr. Goldbloom: I can only answer you by saying that this is a complete mystery.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I find it a little amusing to discuss tax forms when we are aware of the entire situation. We know too that, in the final hours, tax forms were available in Quebec in English only.

In any case, we are going to give Mr. Bélanger the floor.

• 1635

M. Bélanger: Monsieur le commissaire, j'ai l'impression qu'en 1988, lorsque la Loi sur les langues officielles a été remodelée, on admettait qu'on arrivait à la fin d'une étape et qu'on devait en entreprendre une autre, celle où on devait peut-être agir de façon plus spécifique à l'intérieur des ministères et exiger des plans d'action et des comptes rendus sur ces plans d'action, même de façon biannuelle.

J'ai deux questions à ce sujet. La première est la suivante: Dans votre rapport annuel, vous parlez des plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête. Je fais allusion à la première en particulier—je sais que vous ne pouvez pas identifier le plaignant, mais je pense deviner qui—où on porte une plainte à l'endroit du ministère du Développement des ressources humaines relativement aux négociations qu'il a eues avec la province de l'Ontario concernant la formation de la main-d'oeuvre. Il y a de grandes lacunes relativement aux services en français, de représentation française à l'intérieur des cadres que cette entente établissait. Est-ce que cette enquête est terminée? Sinon, quand en prévoyez-vous la fin et où cela nous mènera-t-il?

Ma deuxième question est la suivante: Il me semble qu'il y a deux ministères qui deviennent de plus en plus importants, soit le ministère du Patrimoine et le Conseil du Trésor. Ces deux ministères sont les maîtres d'oeuvre pour faire avancer ces dossiers. Est-ce que vous êtes satisfait, à l'aise personnellement, ou le commissariat, à l'effet que ces deux ministères sont suffisamment sensibilisés à la question du service dans les deux langues officielles du pays pour faire la leçon aux autres ministères?

M. Goldbloom: Tout d'abord, en ce qui concerne l'enquête que nous poursuivons concernant la formation professionnelle en Ontario, le sujet a fait l'objet de discussions entre moi-même et les dirigeants de l'Association canadienne-française de l'Ontario. Effectivement, j'ai encouragé l'ACFO à me demander une enquête, et elle est présentement en cours. Ce que nous sommes obligés de par la loi, c'est de préparer un rapport provisoire, de le partager avec le plaignant et le ministère visé. Nous sommes rendus à ce point-là.

Il faut que nous attendions les commentaires des deux parties afin de tirer des conclusions définitives et rendre le rapport final disponible. Nous sommes à quelques semaines de cela. Pour être très franc, parce qu'il en était question l'an

Mr. Bélanger: Commissioner, it is my impression that back in 1988, when the Official Languages Act was overhauled, the general view was that we had completed the first stage of the process and that it was time to move on to stage two—in other words, to require more specific action within departments, including the development of action plans and reports detailing results, perhaps even on a biannual basis.

I have two questions in that regard. First of all, you allude in your annual report to various complaints that were investigated by the Commission. I would refer you to the first such complaint—I realize that you are not in a position to identify the complainant, although I think I can guess who it was—where a complaint was filed about the Department of Human Resources Development regarding negotiations on manpower training in which it was involved with the Province of Ontario. There are some major gaps when it comes to services in French and Francophone representation within the framework established by this agreement. Has this investigation been completed? If not, when do you expect it to be completed and what is likely to be the outcome?

My second question is this: It is my feeling that two departments in particular—namely the Department of Heritage and the Treasury Board—are becoming increasingly important. These two departments really play a lead role in terms of moving these issues along. Are you personally and are your colleagues satisfied that these two departments have an adequate awareness and understanding of the issues surrounding service in both official languages to be able to criticize the performance of other departments in that area?

Dr. Goldbloom: First of all, as regards our ongoing investigation of job training in Ontario, I have already discussed this matter with the leaders of the Association canadienne-française de l'Ontario. Indeed, I encouraged ACFO to request such an investigation, and it is now underway. Under the terms of the Act, we are required to prepare an interim report and make it available to both the complainant and the affected department. That is the stage we are currently at.

We are now awaiting the comments of both parties before preparing our findings and making the final report available. That is only a few weeks away. To be perfectly frank, because the issue was raised last year at the Annual General Meeting of

[Texte]

dernier à l'assemblée générale annuelle de l'ACFO, j'avais souhaité être en mesure de partager les résultats avec l'ACFO cette année. Nous nous sommes rendus compte, de concert avec l'ACFO, parce que l'ACFO a une contribution importante à faire en termes de commentaires sur le rapport provisoire, que nous aurons besoin d'un peu plus de temps. J'hésite toujours à fixer une date parce qu'il y a des imprévus, mais j'espère que les conclusions seront disponibles au début de l'été.

Votre deuxième question, est-ce que le Conseil du Trésor et le ministère du Patrimoine canadien sont eux-mêmes suffisamment sensibilisés et à l'abri de critiques, si je vous interprète bien, pour pouvoir faire la leçon à d'autres? Je suis obligé de dire que même si j'ai fait des compliments au ministère du Revenu national, personne n'est à l'abri de critiques. J'aimerais pouvoir dire qu'il y a des ministères ou organismes qui fonctionnent à la perfection. Ce n'est pas le cas. Nous recevons des plaintes à l'endroit de chacun des ministères et organismes.

[Traduction]

ACFO, I had hoped to be in a position to share the results of our investigation with ACFO this year. We realized, after consulting ACFO—because the latter makes an important contribution through its comments on the interim report—that we would require a little more time. I always hesitate to mention a specific date, knowing that the unexpected can always occur, but I do hope the findings will be available in early summer.

Your second question, as I understand it, was whether the Treasury Board and the Department of Canadian Heritage have enough sensitivity to these issues and so perfect a record themselves as to be able to criticize the performance of others? I must say that although I complimented the Department of National Revenue on its performance, no one is ever beyond reproach. I would like to be able to say that there are departments or organizations that perform flawlessly, but that simply is not the case. Indeed, we receive complaints about each and every department and organization.

• 1640

Mais, et le «mais» est très important, j'ai souligné, en présentant le rapport annuel et en répondant aux questions des journalistes, que pour la première fois depuis mon arrivée, il y a bientôt quatre ans, je trouve devant moi un gouvernement qui répond, qui pose des gestes, et je lui dois la reconnaissance de sa volonté d'intervenir afin de corriger des situations.

Si je tiens compte de la volonté manifestée très clairement par le président du Conseil du Trésor devant ce comité par l'annonce faite en août dernier par le ministre du Patrimoine canadien, j'ai des raisons raisonnables de m'encourager pour l'avenir. Dans ces circonstances, je ne suis pas pour tenir rigueur au Conseil du Trésor ou au ministère du Patrimoine pour des imperfections qui peuvent être montées en épingle.

C'est à eux, après tout, d'intervenir. Le commissaire ne peut intervenir autrement que par des recommandations. Les changements doivent être effectués par des gens élus pour le faire. Si j'ai enfin des gens au Conseil des ministres qui sont prêts à assumer des responsabilités, je dois fonder un espoir raisonnable dans leur efficacité et suivre de près, avec espoir, leurs interventions.

Mr. Ringma: Commissioner, during the recent press conference you had on the release of your annual report, in response to a question from a reporter concerning the language of work you conceded the act is not working as it should. Then in response to another question about whether the program demonstrated value for money you stated it was money well spent.

These statements seem to be in contradiction with one another. If the act is not working as it should how could it be money well spent? There is a contradiction there. I would like your explanation, especially given that you do no independent accounting and therefore you are not in a position to objectively comment on whether the money is well spent. It is a subjective thing.

But—and this is important—when presenting my annual report and answering reporters' questions, I pointed out that for the first time since I took up this position, almost four years ago, I find myself dealing with a government that is willing to respond and take action, and it seems only fitting to acknowledge its determination to take corrective measures when problems do arise.

Given the very clear determination demonstrated by the President of the Treasury Board before this very committee and by the Minister of Canadian Heritage in his announcement last August, I have good reason to feel optimistic about the future. Under the circumstances, I certainly do not intend to make an issue of the fact that the performance of either the Treasury Board or the Department of Heritage may be less than perfect.

After all, it is really up to them to take action. The Commissioner can really do no more than make recommendations. The changes must be made by people elected to make them. If, at last, there are Cabinet members willing to assume their responsibilities, I must place reasonable faith in their efficiency and follow closely their interventions, in the hope that they will succeed.

M. Ringma: Monsieur le commissaire, lors de la récente conférence de presse que vous avez donnée à l'occasion de la publication de votre rapport annuel, vous avez admis, en réponse à un journaliste qui vous interrogeait au sujet de la langue de travail, que la loi ne donne pas les résultats escomptés. Ensuite, à une autre question qui demandait si le programme en donnait pour son argent au contribuable, vous avez répondu que c'était de l'argent bien dépensé.

Ces déclarations semblent contradictoires. Si la loi ne donne pas les résultats escomptés, comment pouvez-vous affirmer que c'est de l'argent bien dépensé? J'y vois une contradiction. Je serais curieux de savoir comment vous l'expliquez, d'autant plus que, comme vous ne tenez pas une comptabilité indépendante, vous n'êtes pas en mesure de faire une analyse objective des dépenses. Votre évaluation est subjective.

[Text]

Dr. Goldbloom: Independent accounting is the responsibility of the auditor general. Treasury Board is expected to provide an accurate picture of the use of public funds. Between those two agencies we have to count on their ability to present an accurate portrait.

It would certainly not be sensible to envisage an additional team being provided to the Commissioner of Official Languages so he could do the accounting and auditing of the funds. My appreciation has to be to some degree empirical, based on what happens in the public domain and what has happened over time.

Over time there has clearly been improvement. Over the span of the country with all the imperfections we see there are nevertheless services provided; services which can be obtained in 72 per cent of cases. I said on a previous occasion that 100 per cent is the only acceptable figure because that is proof in advertising. You say you are providing service; the service has to be available.

In saying it is money well spent, I am looking at the moneys used by the federal government. I see they go for education in a second language and in minority language. I see they go for the support of communities which without that support would be hard put to maintain their institutions and their vitality. I think those moneys are well spent.

• 1645

I recognize, if I may say this with great respect and cordiality, that the position you have taken is that the commissioner's office ought to be abolished and that the \$12 million or less than that in the coming year ought not to be spent. Under those circumstances I have little hope of persuading you that you could perceive the money as being well spent. However, I feel it is serving the interests of Canadians and therefore maintain my position.

Mr. Ringma: That is understood. Part III of the estimates of your office contains the heading "Program Effectiveness". It states: "The real measure of the success of the program is in changes in attitude, directions, practices and policies inspired by the Official Languages Act".

That sounds good but the rest of part III is silent on these changes. Could you provide us some data that might demonstrate how meaningful the changes are in this regard and illustrate a degree of program effectiveness?

Dr. Goldbloom: We are obliged to function primarily in response to complaints. You are bringing forward, Mr. Ringma, an increasing preoccupation of mine, that we are forced to look at the negative side of things. When a complaint is received and is found to be justified, as most of them are, we are obliged to show in our annual report that things are not perfect.

I am hoping in subsequent annual reports that I will be able to provide more of a balanced picture because 72 per cent is more than 28 per cent. If 72 per cent is the figure for service that is available it represents a certain achievement.

[Translation]

M. Goldbloom: La responsabilité de tenir une comptabilité indépendante revient au vérificateur général. Le Conseil du Trésor, lui, doit dresser un bilan exact de l'utilisation des fonds publics. Nous devons compter sur ces deux organismes pour avoir une idée juste de la situation.

Il ne serait certes pas sensé de doter le bureau du Commissaire aux langues officielles de sa propre équipe à seule fin qu'il puisse faire sa comptabilité et sa vérification lui-même. Mon évaluation est forcément empirique, jusqu'à un certain point, c'est-à-dire qu'elle est fondée sur ce qui survient dans le secteur public et ce qui s'est produit au fil des années.

Or, il est évident qu'avec le temps, la situation s'est améliorée. En dépit de toutes les lacunes relevées, des services sont offerts dans tout le pays, et on peut les obtenir dans sa langue dans 72 p. 100 des cas. J'ai déjà déclaré que le seul pourcentage acceptable est 100 p. 100, parce que le gouvernement annonce partout qu'il offre les services dans les deux langues. Lorsque l'on affirme offrir un service, il faut le donner.

Lorsque je dis que l'argent est bien dépensé, je parle de l'argent du gouvernement fédéral. Les fonds sont affectés à l'enseignement dans une langue seconde ou dans une langue minoritaire. Ils sont affectés à l'appui des collectivités qui, sans cela, auraient du mal à conserver leurs institutions et leur vitalité. À mon avis, cet argent est bien dépensé.

Si je comprends bien, et je le dis avec beaucoup de respect et de cordialité, vous vous prononcez en faveur de l'abolition du commissariat et vous pensez qu'il ne faudrait pas dépenser ces 12 millions de dollars—d'ailleurs, ce sera encore moins que cela, cette année. Si c'est le cas, je ne peux pas vraiment espérer vous convaincre que cet argent est bien dépensé. Toutefois, je crois que cela sert les intérêts des Canadiens, et je maintiens mon point de vue.

M. Ringma: Je le comprends bien. À la partie III du Budget des dépenses, dans les prévisions du commissariat, on peut lire, sous la rubrique «Efficacité du programme», ce qui suit: «le succès du Programme ne peut être vraiment évalué qu'en fonction des changements d'attitude, d'orientation, de pratiques et de politique inspirés par la Loi sur les langues officielles».

Tout cela est bien beau, mais il n'est nulle part question de ces changements dans le reste de la partie III. Pourriez-vous nous communiquer des données qui montreraient qu'ils sont tangibles et que le programme a une certaine efficacité?

M. Goldbloom: Notre travail consiste essentiellement à répondre aux plaintes. Vous soulevez, monsieur Ringma, un point qui me préoccupe de plus en plus, à savoir que nous sommes obligés d'examiner le côté négatif des choses. Lorsque nous recevons une plainte et que nous l'estimons justifiée, ce qui est presque toujours le cas, nous sommes obligés d'indiquer dans notre rapport annuel que tout n'est pas parfait.

Dans mes prochains rapports annuels, j'espère être en mesure de faire état d'une situation plus équilibrée. Après tout, 72 p. 100, c'est vraiment beaucoup plus que 28 p. 100. Si les services bilingues sont disponibles dans 72 p. 100 des cas, cela représente tout de même une certaine réussite.

[Texte]

Obviously if I undertook in 1994 systemic evaluations of situations it is because I had to be dissatisfied with the continuing picture. Also I had to say to myself that I was not prepared to give up. I am not prepared to accept what some people, particularly journalists, would like to oblige me to say: "The act is not working. Linguistic working conditions for federal public servants in the national capital region are not what they should be. Therefore the act is not working". That is simply not the case. The act has not worked perfectly and there has been—and I hope it is disappearing—a lack of understanding, a lack of commitment in ensuring that it works properly.

It was not the commissioner who adopted the Official Languages Act; it was the Parliament of Canada. The Parliament of Canada in adopting laws commits itself to the application of those laws. I was giving some indication in response to colleagues on the other side of the table that what I see as the beginning of a determination to make sure the law and the regulations are applied the way they should be will change the picture in the future.

Mr. Ringma: I heard you say that, giving the government of the day credit for your perception of what is a change of attitude, one that is more positive. Do you think that by this time next year you will be able to say that there has been a marked change in the success rate because of the attitude of government?

Dr. Goldbloom: I am certainly hopeful that will be possible. In dealing with service to the public and evaluating how long it might take to bring about real improvement, we indicated 12 to 18 months. I certainly hope, and I have been discussing this with my senior colleagues, next year's annual report by virtue of the government's carrying through on what it has indicated it will do, will be able to report a more satisfactory situation, better service to the public and better working conditions for public servants.

• 1650

I am also hoping that in compiling next year's annual report I will be able to provide more of a historic perspective of where we have come from and where we are now and more of a balance between the good side and the negative side, the negative side being my daily bread, unfortunately.

Mr. Ringma: Presumably the recommendations in the report by the President of the Treasury Board go along with this, which he says he will implement.

Dr. Goldbloom: You will receive in six months a progress report from the President of the Treasury Board with regard to service to the public. Members of the committee will be in a position to make their own judgment as to how effective that has been.

Le sénateur Rivest: J'aurais un commentaire. Ce qui me frappe dans les préoccupations de M. Bélanger ou de M. de Savoye, c'est de voir comment les données statistiques dans chacun de vos rapports, ou dans ceux de vos prédécesseurs, ne varient pas beaucoup, de 5 ou 6 p. 100 d'amélioration.

Vous nous dites souvent que vous avez de bonnes raisons d'espérer. Il faut que le commissaire soit déraisonnable à l'occasion afin d'améliorer la situation.

[Traduction]

Il est évident que si j'ai entrepris, en 1994, de faire une évaluation systémique de la situation, c'est parce que je n'étais pas satisfait de ce qui ne cessait de se produire et que je refusais d'abandonner. Je ne suis pas prêt à accepter ce que certains, les journalistes en particulier, aimeraient me faire dire, à savoir: «La loi ne donne pas les résultats escomptés. Les conditions linguistiques de travail des fonctionnaires fédéraux dans la région de la capitale nationale ne sont pas ce qu'elles devraient être. Donc, la loi ne donne rien». Tel n'est tout simplement pas le cas. Les résultats obtenus ne sont pas parfaits, et j'ai remarqué—j'espère que cet état de fait va disparaître—un manque de compréhension, un manque de volonté de faire en sorte que la loi donne les résultats voulus.

Ce n'est pas le commissaire qui a adopté la Loi sur les langues officielles, mais le Parlement du Canada. Lorsqu'il adopte des lois, le Parlement s'engage à en assurer l'application. En réponse aux collègues assis de l'autre côté de la table, j'ai dit que la situation devrait changer, car je crois déceler le début d'une réelle volonté de veiller à ce que la loi et les règlements s'appliquent comme il se doit.

M. Ringma: Si je vous comprends bien, c'est grâce au gouvernement actuel que vous entrevoyez un changement d'attitude, un changement positif. Pensez-vous que grâce à l'attitude du gouvernement, vous serez en mesure, l'an prochain, à pareille date, d'affirmer que la situation s'est vraiment améliorée?

M. Goldbloom: Je l'espère bien. Nous avons indiqué qu'il faudrait de 12 à 18 mois pour régler la question du service au public et savoir combien de temps il faudrait pour véritablement améliorer les choses. J'espère très certainement, et j'en ai parlé avec mes hauts fonctionnaires, que le gouvernement tiendra ses promesses et que l'an prochain, je serai en mesure de faire rapport d'une situation plus acceptable et d'une amélioration du service au public et des conditions de travail des fonctionnaires.

Dans mon prochain rapport annuel, j'espère également mieux réussir à situer nos origines et notre situation actuelle dans une perspective historique et à témoigner d'un meilleur équilibre entre le côté positif et le côté négatif des choses, car pour l'instant, le côté négatif est, malheureusement, mon pain quotidien.

M. Ringma: Les recommandations du président du Conseil du Trésor, qu'il va, selon ses dires, mettre en oeuvre, vont vraisemblablement dans le même sens.

M. Goldbloom: Dans six mois, vous recevrez du président du Conseil du Trésor un rapport d'étape sur le service au public. Les membres du Comité pourront alors juger de l'efficacité des mesures prises.

Senator Rivest: I have a comment to make. What strikes me about the concerns expressed by Mr. Bélanger or Mr. de Savoye is just how little the numbers in your reports or even those of your predecessors have changed over the years; the rate of improvement is only about 5 or 6 per cent.

You often say that you have good reason to be hopeful. But my view is that a commissioner sometimes has to be unreasonable if he really wants things to improve.

[Text]

On fait souvent référence au Québec. M. de Savoye a mentionné un régime linguistique; quand on prend l'exemple de la région de la capitale nationale, s'il y a quelque chose de significatif au titre de la Loi sur les langues officielles, il me semble que c'est la région de la capitale nationale.

Comment voulez-vous que cela marche à Saskatoon ou à Saint-Jean, Terre-Neuve, si on ne réussit pas, à l'intérieur même de la capitale nationale, à changer les chances qu'a un francophone. Les pourcentages sont quand même assez terribles.

Le problème ne provient pas plus des efforts du commissaire que de ceux des ministères. Le problème est que la Loi sur les langues officielles est faite sur la base des droits individuels, strictement sur cette base. On accorde aux individus le droit d'obtenir un service en français, si bien que cela devient très atomisé. Des démarches et des revendications sont faites par le commissaire ou les ministères pour corriger telle ou telle situation, parce qu'à tel ministère, à tel endroit, une dame n'a pas obtenu satisfaction, on corrige la situation et trois jours après une autre personne vient pour la même chose.

J'ai l'impression qu'on court toujours après les mêmes problèmes et les mêmes réalités, si bien qu'en termes de statistiques, après dix ou quinze ans d'application de la Loi sur les langues officielles, les progrès ne sont pas tellement significatifs. En tout cas, c'est ce que les statistiques nous indiquent.

Par ailleurs, si je regarde au Québec, on prend souvent comme référence la situation linguistique au Québec. Que je sache, et d'ailleurs, monsieur le commissaire, vous l'avez bien exprimé en parlant de la question de l'immigration, lorsque vous avez dit que la préoccupation fondamentale de la langue minoritaire en nombre au Québec, qui est l'anglais, de la communauté anglophone québécoise, c'est une préoccupation qui n'est pas du tout ou très peu portée. On entend très rarement des plaintes au Québec.

Il y en a qui sont faites individuellement sur certains aspects de la Loi 101 ou de la Loi 142 sur la fourniture des services de santé, sur l'obtention d'un dépliant ou d'un formulaire du gouvernement. Il en existe, mais beaucoup moins qu'à l'échelle canadienne, parce que la communauté anglophone au Québec a des institutions propres qui lui sont reconnues par la Constitution, sur le plan scolaire, sur le plan des services de santé, tandis qu'à l'échelle canadienne, on court toujours après un service.

À un moment donné, dans tel ministère, il y a eu cinq ou six plaintes cette année, et le rapport du commissaire dit: on a eu cinq ou six plaintes cette année. L'année suivante, il y en a eu cinq ou six autres d'un autre ordre.

[Translation]

The case of Quebec is often referred to. Mr. de Savoye spoke earlier of the language regulations in place in the province. And yet, looking at the National Capital Region, it seems to me that one of the most important provisions of the Official Languages Act is in fact the one dealing with Canada's Capital Region.

How can you possibly expect the situation to improve in Saskatoon or in St. John's, Newfoundland, if we are not even able to improve Francophones' chances here in the National Capital Region. The percentages are, after all, extremely poor.

Indeed, the problem is not caused by a lack of effort on the part of either the Commissioner or departments. The problem is that the Official Languages Act is predicated solely on individual rights. Because the right to obtain services in French is one conferred on individuals, things tend to be very fragmented. The Commissioner intervenes or government departments take steps to correct a situation because a woman dealing with a specific department at a specific location was not satisfied with the services she received, and yet even though the situation seems to have been handled adequately, three days later another person shows up and asks for exactly the same thing.

I really have the feeling we are constantly chasing the same problems and trying to deal with recurring situations, and certainly in terms of the numbers, in the ten or fifteen years that the Official Languages Act has been in force, progress has not been significant. At least, that is what the figures seem to suggest.

At the same time, the language situation in Quebec is often alluded to. As far as I know—and you, Commissioner, expressed this view yourself in reference to the immigration issue when you said that the primary concern of the largest minority group in Quebec, which is the Anglophone community, is not one that is frequently voiced these days. Complaints are rarely heard in Quebec.

There may well be individual complaints about certain aspects of Bill 101 or Bill 142 with respect to the provision of health services or the availability of government forms or brochures. There are some, of course, but they are far fewer in number in relation to Canada as a whole, because the Anglophone community in Quebec has its own institutions—in the areas of education and health services—that are recognized by the Constitution, whereas in the rest of Canada, people are constantly struggling to obtain the services they require.

At one point, in a specific department, there were five or six complaints filed during the year, and the Commissioner's report said only that five or six complaints had been filed that year. The following year, there were five or six other complaints of a different nature.

• 1655

N'avez-vous pas l'impression que c'est pour cela que les statistiques globales sur l'amélioration du respect des langues officielles restent absolument stationnaires? Est-ce que ce n'est pas dans la nature même de la Loi sur les langues officielles qui fait qu'on règle des problèmes pour certains individus ou certaines personnes, mais que le même type de problème se pose à nouveau l'année suivante et on le mentionne dans le rapport?

Do you not have the feeling that that is part of the reason why the overall numbers relating to improved compliance with the Official Languages Act never seem to change? Would you not agree that because of the very nature of the Official Languages Act, we are forever solving the problems of specific individuals, only to find that we are facing the same problem the following year, at which point another reference to it again appears in the annual report?

[Texte]

M. Goldbloom: Exactement. Les problèmes se suivent et ne se ressemblent pas nécessairement, mais se ressemblent dans une bonne mesure d'année en année. Il est vrai que l'un des objectifs fondamentaux de la loi est d'assurer des droits individuels, mais ce n'est pas le seul objectif de la loi. Je prends quelques articles au hasard, dont l'article 21 qui se lit ainsi: «Le public a, au Canada, le droit de communiquer avec les institutions fédérales et d'en recevoir les services, conformément à la présente Partie». L'article suivant se lit ainsi: «Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que le public puisse communiquer», et ainsi de suite.

Le sénateur Rivest: M. de Savoye a cité un bon exemple. On a cherché, par la Loi sur les langues officielles, à modifier sensiblement les pratiques linguistiques d'un ministère, d'un organisme, pour donner satisfaction aux langues minoritaires à travers le pays. Or, manifestement, prenons encore l'exemple de la capitale nationale, on sent qu'il y a des efforts, une bonne volonté, mais on ne réussit pas à le faire. Par contre, on a réussi, par exemple au Québec, dans le secteur privé, tout en gardant des grandes entreprises extrêmement concurrentielles, à changer radicalement les pratiques d'une entreprise.

On l'a fait et il n'y a pas de plaintes de travailleurs ou de gens qui fonctionnent en anglais à l'intérieur de ces entreprises. Par contre, on ne réussit pas, à l'intérieur d'un ministère, à changer d'une façon significative, au-delà des nuances mathématiques, des variations d'une année à l'autre. Comment se fait-il qu'on ne réussisse pas à faire cela, dans la région de la capitale nationale, selon les chiffres que vous avez évoqués dans votre rapport?

M. Goldbloom: Tout ce que je peux dire, c'est que c'est une question de volonté et de leadership. Si nous pouvons susciter cette volonté et obtenir ce leadership, les choses changeront. Là où des gouvernements ont mis tout leur poids derrière la mise en application de mesures adoptées par le législateur, il y a eu des résultats plus généralisés, plus concrets.

Il y a un point que j'aimerais relever. Il est évident, nous le savions avant d'entreprendre l'étude, que la capacité des bureaux fédéraux au Québec de servir le public dans les deux langues est plus impressionnante que dans d'autres provinces. Mais il ne faut pas attribuer cela seulement à une différence de mentalité. Les êtres humains sont à peu près les mêmes n'importe où. Le phénomène qui prévaut au Québec est que le Québec est entouré de populations d'expression anglaise et les fonctionnaires fédéraux au Québec sont obligés, pas à cause des besoins de service de la population anglo-québécoise—c'est un objectif important, d'accord—mais il y a disproportion entre les besoins de postes bilingues pour servir la population minoritaire et le besoin de postes bilingues pour que les institutions fédérales puissent fonctionner en rapport avec les instances environnantes.

[Traduction]

Dr. Goldbloom: You are absolutely right. Problems arise in close succession and although they may not necessarily be similar, they often are remarkably similar from one year to the next. While one of the fundamental goals of the Official Languages Act is indeed to protect individual rights, that is not its only goal. To prove the point, I could cite several randomly selected sections of the Act, such as Section 21, which reads as follows: "Any member of the public in Canada has the right to communicate with and receive available services from federal institutions in accordance with this Part". The following section reads as follows: "Every federal institution has the duty to ensure that any member of the public can communicate. . .", and so on.

Senator Rivest: Mr. de Savoye gave us a very good example earlier. There has been an attempt, through the Official Languages Act, to change to some considerable extent the language practices of various departments and organizations in order to satisfy the needs of minority language groups located across the country. And yet—and here I would again cite the example of the National Capital Region—despite the efforts being made and the determination to bring about change, successes have been few and far between. In the Province of Quebec, we have however succeeded in radically changing the practices of the private sector while maintaining the strong competitive edge of the large corporations.

And yet, it has been possible to accomplish that without any complaints from people working in English within these companies. Inside government departments, however, we seem to be unable to achieve significant change beyond the very slight variations recorded from one year to the next. Why is it our success rate remains so poor in the National Capital Region, according to the figures that appear in your report?

Dr. Goldbloom: All I can really say is that it is really a question of determination and leadership. If we can create that kind of determination and leadership, things will change. In cases where governments put their full weight behind enforcement of measures put in place by the legislator, results have been more positive and widespread.

There is another point that bears mentioning. It is quite clear—and we knew this before going ahead with our study—that the ability of federal offices located in Quebec to serve the public in both official languages is more impressive than in other provinces. At the same time, I do not think that can be attributed solely to a difference in attitude. People tend to be pretty well the same wherever you go. In Quebec, we are dealing with a specific phenomenon: the province is surrounded by an English-speaking population and federal public servants working in Quebec really have no choice, not because of the need to provide services to Quebec's Anglophone population—although that is an important goal—but because the need for bilingual positions to serve the minority population is disproportionate to the need for bilingual positions within federal institutions that must be able to deal effectively with other organizations or authorities in the region.

[Text]

Il faut que les douaniers à la frontière soient bilingues. Il faut que les gens qui s'occupent de relations commerciales avec les États-Unis soient bilingues, et ainsi de suite. Nous avons fait le commentaire que peut-être, il y a une légère exagération du nombre de postes bilingues au Québec. Ce n'est pas une chose dramatique. Le besoin est réel à cause des relations que les instances sises au Québec doivent avoir avec des instances environnantes.

• 1700

Le sénateur Rivest: Je terminerai là-dessus, madame la présidente.

Il ne faudrait pas pousser non plus votre argument trop loin et dire que ce sont les raisons de vie et d'environnement linguistiques continentaux qui font que les francophones au Québec sont plus bilingues que les anglophones. Si c'était le cas, cela voudrait dire que les anglophones, au Québec et même au Canada, n'ont pas d'autres motivations ou incitations à être bilingues que celle de la Loi sur les langues officielles.

Donc il y a une pénurie de Canadiens anglophones qui peuvent fonctionner en français et, ce faisant, les postes désignés bilingues à l'extérieur du Québec ne sont pas toujours comblés par des gens qui ont une connaissance de la langue française.

M. Goldbloom: Mais parler de fonctionnement institutionnel n'est pas la même chose que de parler de fonctionnement individuel. Et partout au Canada comme partout au monde, essentiellement, les êtres humains absorbent les langues auxquelles ils sont exposés.

Par rapport aux deux langues officielles, si la majorité des Canadiens demeure unilingue, et c'est la majorité des francophones autant que la majorité des anglophones mais pas dans les mêmes proportions, il y a quand même une majorité de Canadiens d'expression française qui ne se dit pas bilingue dans les réponses obtenues au recensement, ce n'est pas un manque de volonté ou d'intérêt, c'est un manque d'exposition à la langue, notamment dans des provinces où la population d'expression française est restreinte en nombre et peut-être concentrée dans des communautés qui ne sont pas directement en contact avec la majorité. Ce n'est pas la minorité qui peut se permettre de ne pas être bilingue, mais la majorité qui, n'ayant pas beaucoup de contact avec cette population minoritaire, dans bien des cas, ne se rend même pas compte de l'existence de cette minorité.

Un des regrets que je nourris depuis un bon moment, et j'espère que nous serons en mesure d'agir afin de corriger cette situation, c'est que trop de Canadiens ne sont pas au courant de la contribution des communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire à la société canadienne. Il est grand temps que nous entreprenions un effort pour bien renseigner les majorités concernant la contribution des minorités en leur sein.

Le sénateur Rivest: En réalité, ce sont les Québécois anglophones qui, maintenant, sont devenus bilingues à, quel pourcentage, de 60 à 65 p. 100 au Québec?

M. Goldbloom: Oui, il y a beaucoup de progrès dans ce sens.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je cède maintenant la parole à M^{me} Sheridan.

[Translation]

Of course, customs officers working at border points must be bilingual, as must the people who are responsible for trade relations with the United States, and that sort of thing. We have made the comment that the number of bilingual positions in Quebec may be slightly exaggerated. But there is certainly no cause for alarm. There is a real need there because of the relationship that government organizations located in Quebec must maintain with local or regional authorities.

Senator Rivest: This will be my final point, Madam Chair.

My view is that we cannot take your argument so far as to claim that Francophones in Quebec are more bilingual than Anglophones because of their specific linguistic and continental circumstances. Were that true, Anglophones in Quebec and elsewhere in Canada would have no other reason to want to become bilingual than the Official Languages Act.

So, there is definitely a shortage of English-speaking Canadians able to work in French and, that being the case, positions that have been designated bilingual outside of Quebec are not always filled by people who actually have a knowledge of French.

Dr. Goldbloom: But an institution's ability to function is not the same as an individual's ability to function. And throughout Canada, as is certainly the case throughout the world, people generally pick up the languages to which they are exposed.

In terms of the two official languages, while the majority of Canadians remain unilingual—and I would point out that we are talking both about a majority of Francophones and a majority of Anglophones, even though the percentages differ—the fact is a majority of French-speaking Canadians do not consider themselves to be bilingual according to census data—not because of a lack of desire or interest, but rather a lack of exposure to the language, particularly in provinces where the French-speaking population is small and may be concentrated in communities that do not have direct contact with the majority. Of course, unlike the majority, who may have little contact with the minority population in many cases, and may not even be aware of the latter's existence, a minority cannot afford not to be bilingual.

One of the things that I continue to regret—and I certainly hope we will be able to correct that situation—is that too many Canadians are not even aware of the contribution that minority official language communities make to Canadian society. It is high time we made a concerted effort to raise awareness among majority populations of the contribution of those minorities that live in their midst.

Senator Rivest: In fact, Anglophone Quebecers have become far more bilingual—are we not talking about 60 to 65 per cent in Quebec now?

Dr. Goldbloom: Yes, there has been considerable progress in that respect.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I will now give the floor to Mrs. Sheridan.

[Texte]

Mrs. Sheridan (Saskatoon—Humbolt): I am a newcomer to this committee. When I first came here my intention was to sit quietly and listen to the wisdom of my colleagues and to our witness today, which I have done. However, as I have listened it has disturbed me that the only anglophone voice we have heard from around the table today is urging the complete dismantlement of the official languages policy. I felt for that reason compelled to add my anglophone voice to the mix.

I come from Saskatchewan, clearly an anglophone dominated sector of the country, although my riding has a very small but vocal francophone population. Like my colleague Mr. Ringma, I am from the west but I suspect, at least in so far as official languages are concerned, that is where our similarities end.

My question has to do with the Canada Post problem you were discussing at the beginning. Coming from the west the one place other than the box of Cornflakes which reminds us of the duality of our languages is the post office. I grew up on a farm in a very small town and that was the one point of contact where we had the sense of the bilingual quality. On the question of express post and skypack which you discussed, you kindly characterized the behaviour of Canada Post as reluctance to embrace the sensitivity on this question.

• 1705

I have had difficulties with Canada Post on other issues. Do you have any particular theories on what is behind that reluctance that you would care to discuss today? Can you assist me in my dealings by perhaps relieving them a little of this reluctance?

Dr. Goldbloom: I would have to be subjective in my response. I am perplexed by what seems to me to be an insufficiency of motivation on the part of certain corporations to give good service to the clientele, to respond to the expectations of the clientele in the way the clientele would like to be served.

There is an ancient commercial dictum that the customer is always right. I find it difficult to understand why certain organizations do not put that up on the wall as their motto and say: "The customer is always right. Let us break our necks to serve the customer the way he or she would like to be served".

If I may, I would like to pick on something that Mr. de Savoye said to the representatives of Canada Post last week: "If you had a competitor, the competitor would see to serving the public the way the public wants to be served". In that instance it was the cashing of a cheque. We often say that money has no language and so on and so forth, but in that instance it obviously did.

It is difficult for me to get inside the heads of people who manifest the reluctance or resistance to which I referred. I am being rather harsh but I am being subjective. That is the way I feel about corporations that are there to serve the public, in particular those that do not have competition in so doing.

M. de Savoye: Monsieur le commissaire, je me réfère à votre rapport qui traite des communautés de langues officielles et de leurs problèmes. On sait que la Loi sur les langues officielles n'a pas été mise en place pour assurer au Québec

[Traduction]

Mme Sheridan (Saskatoon—Humbolt): Je suis nouvelle venue dans ce comité. Au départ, j'avais l'intention de ne rien dire et d'écouter tranquillement les propos avisés de mes collègues et de notre témoin d'aujourd'hui, ce que j'ai fait. Toutefois, le seul porte-parole anglophone que nous ayons entendu jusqu'ici recommande fortement l'abolition complète de notre politique de langues officielles, et cela me dérange. C'est la raison pour laquelle je me sens obligée d'intervenir en tant qu'anglophone.

Je viens de la Saskatchewan, un coin à nette prédominance anglophone de notre pays, bien que l'on retrouve dans ma circonscription une population francophone qui sait se faire entendre, même si elle est très peu nombreuse. Tout comme mon collègue, M. Ringma, je viens de l'Ouest, mais je crois, en ce qui concerne les langues officielles à tout le moins, que nos ressemblances s'arrêtent là.

La question que je voudrais poser porte sur le problème de la Société canadienne des postes dont vous avez discuté au début. Dans l'Ouest, le bureau de poste est le seul endroit qui nous rappelle la dualité linguistique de notre pays, exception faite des boîtes de céréales. J'ai grandi à la ferme, dans une très petite ville, et le bureau de poste était le seul endroit où nous ressentions le caractère bilingue du Canada. Lorsque vous avez parlé des produits Express Postes et Skypack, vous avez dit, avec beaucoup de délicatesse, que la Société canadienne des postes tarde à se sensibiliser à cette question.

La Société canadienne des postes m'a également posé d'autres problèmes. Avez-vous une idée de ce qui peut expliquer ce manque d'enthousiasme, et voudriez-vous nous l'exposer? Pourriez-vous m'aider dans mes rapports avec elle, peut-être en faisant en sorte qu'elle manifeste un peu plus d'intérêt?

M. Goldbloom: Ma réponse sera subjective. Certaines sociétés semblent ne pas être suffisamment motivées pour donner un bon service à leur clientèle, pour répondre à ses attentes, et cela me laisse perplexe.

Dans le commerce, un vieil adage dit que le client a toujours raison. J'ai de la difficulté à comprendre pourquoi certains organismes n'affichent pas cette devise au mur comme mot d'ordre: «Le client a toujours raison. Mettons-nous en quatre pour servir la clientèle comme elle souhaite l'être».

Si vous le permettez, j'aimerais revenir sur ce qu'a dit M. de Savoye aux représentants de la Société canadienne des postes, la semaine dernière. Il leur a dit ceci: «Si vous aviez un concurrent, il s'arrangerait pour servir le public comme il veut être servi». Il citait l'exemple de l'encaissement d'un chèque. On dit souvent que lorsqu'il est question d'argent, la langue ne pose aucun problème, mais ce cas précis nous a prouvé le contraire.

J'ai du mal à comprendre ceux qui manifestent l'hésitation ou la résistance dont j'ai fait mention. Je suis assez sévère, mais je suis subjectif. Tel est mon sentiment à propos des sociétés qui sont là pour servir le public, surtout celles qui n'ont pas de concurrents.

Mr. de Savoye: Commissioner, I would like to refer to your report on official language communities and their specific problems. We are all aware that the Official Languages Act was not put in place to protect the use of French in Quebec or the

[Text]

l'usage du français et pour assurer au reste du Canada l'usage de l'anglais. Au contraire, la loi vise à assurer aux minorités de l'une ou l'autre des portions du Canada, la possibilité de maintenir leur culture.

Or, la transmission de cette culture, de génération en génération, passe d'abord, dans le jeune âge, par la fréquentation scolaire dans sa langue. Si cette fréquentation n'est pas possible, s'ensuivent une sous-scolarisation, une pauvreté, même, et surtout, éventuellement, une assimilation qui devient inévitable. La Saskatchewan n'a pas toujours été majoritairement anglaise.

Vous l'avez mentionné vous-même tantôt, monsieur le commissaire, l'humain absorbe les langues auxquelles il est exposé, et vice versa. Nous savons qu'au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta, des efforts ont été faits et des résultats tangibles ont été obtenus. En Colombie-Britannique, en Ontario, en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve, des mesures appropriées n'ont toujours pas été prises pour respecter l'article 23 de la Charte. Quelles mesures êtes-vous apte à mettre en oeuvre et allez-vous mettre en oeuvre pour amener ces provinces, somme toute, à respecter la loi?

M. Goldbloom: Tout d'abord, je l'ai dit à des réunions antérieures de ce comité, nous avons demandé et obtenu le statut d'intervenant devant les tribunaux de la Colombie-Britannique, à l'appui des parents francophones de cette province.

• 1710

C'est la première fois que le commissaire intervient au niveau d'un tribunal de première instance. Dans le passé, c'était au niveau de la Cour suprême du Canada. Les interventions au niveau de la Cour suprême ont porté fruit. Je ne réclame pas le crédit pour le commissaire. Les parents eux-mêmes, avec leurs conseillers juridiques, qui ont demandé aux tribunaux de statuer sur l'interprétation de l'article 23 ont obtenu un jugement confirmant leur interprétation de cet article, et dans les trois provinces que vous avez mentionnées, la gestion scolaire est maintenant chose faite.

J'ai rencontré des ministres de l'Éducation successifs en Colombie-Britannique. J'ai espéré que ce genre d'intervention finisse par amener le gouvernement provincial à mieux comprendre ces obligations et à poser le même geste que dans les trois provinces à l'est de la Colombie-Britannique. Tel n'a pas été le cas. Et c'est non seulement au statut d'intervenant que j'ai contribué, mais à la demande des parents francophones, nos services juridiques ont collaboré avec les leurs pour la préparation des documents volumineux qui sont requis par le tribunal, avec l'effet, je crois bien, de raccourcir le temps requis pour l'audition de la cause.

En Nouvelle-Écosse, il y a maintenant — vous le savez probablement — un livre blanc qui a été déposé. Là aussi j'ai rencontré à plus d'une reprise le ministre de l'Éducation qui s'était engagé au dépôt de ce livre blanc. Ce dépôt a pris plus de temps que prévu, mais c'est maintenant un document public.

[Translation]

use of English in the rest of Canada. On the contrary, this legislation was intended to ensure that minorities living in any region of Canada would be in a position to preserve their culture.

However, culture is passed on from generation to generation through the educational system through which young children are able to receive instruction in their own language. If formal instruction in that language is not available, the education level and linguistic proficiency of those affected decline, to the point where assimilation becomes inevitable. Saskatchewan was not always a predominantly English-speaking province.

You made this point yourself earlier, Commissioner: people absorb languages they are exposed to, and vice versa. We are well aware of the fact that in the provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta, serious efforts have been made, yielding tangible results. In British Columbia, Ontario, Nova Scotia and Newfoundland, however, appropriate measures have not always been taken to comply with Section 23 of the Charter. What steps are you able and prepared to take at this time to ensure that these provinces comply with the Act?

Dr. Goldbloom: First of all, as I have pointed out at previous meetings of this committee, we have requested and been granted intervenor status before the courts of British Columbia in support of Francophone parents living in that province.

This will be the first time a Commissioner has ever intervened before a court of first instance. In the past, our interventions have always been at the level of the Supreme Court of Canada, and those interventions have been successful. I am certainly not suggesting the Commissioner should take credit for this, however. Acting with their legal advisors, the parents who asked the courts to rule on the appropriate interpretation of section 23 did in fact obtain a judgement that confirmed their interpretation of this provision, and in the three provinces you just mentioned, Francophone school governance is now in place.

I have met with successive Ministers of Education in British Columbia. I had hoped that this kind of intervention would result in the provincial government's having a better understanding of its obligations and being prepared to take the same kind of action that has already been implemented in all three provinces east of British Columbia. That has not been the case, however. At the same time, our contribution has not been limited solely to our intervenor status; indeed, at the request of the Francophone parents bringing the action, our legal advisors worked closely with theirs to prepare the lengthy documents required by the court, with the result that it took less time, if I am not mistaken, to hear the case than it would under normal circumstances.

In Nova Scotia — as you probably already know — a White Paper was recently tabled. Again, I had met on more than one occasion with the provincial Minister of Education, who had indeed undertaken to table a White Paper. Although the latter was somewhat delayed, it has now been released and is in the public domain.

[Texte]

Il fallait donc que je consulte les parents acadiens afin de connaître leur appréciation de ce livre blanc. J'ai rencontré la semaine dernière le président des Parents acadiens de la Nouvelle-Écosse. Le point de vue de la communauté est peut-être un peu divisé, mais l'organisme qui représente officiellement les parents francophones trouve favorable son impression du livre blanc. Si l'éventuel projet de loi confirme le contenu du livre blanc, les parents francophones se croient en mesure de compter sur la création d'un conseil scolaire d'expression française, pour la province, qui répondra à leurs attentes. Je le souhaite ardemment.

En Ontario, nous sommes dans une situation, évidemment, où rien n'est possible pour les prochaines semaines. Il faudra attendre les résultats du scrutin. J'ai déjà indiqué à mon équipe que, dès la nomination du nouveau conseil des ministres provincial, je communiquerai avec le ou la ministre de l'Éducation afin de poursuivre le dossier, afin de lui dire: «La Commission royale a fait une recommandation claire. Il ne faut pas discuter, étudier. C'est le temps d'agir.»

Enfin, il y a Terre-Neuve où la situation est assez compliquée et quelque peu délicate, parce que le gouvernement a déposé un projet de restructuration du système scolaire et, devant certaines pressions très fortes, s'est senti obligé de retirer ce projet. Donc, nous sommes dans l'incertitude totale. Entre-temps, j'ai rencontré le premier ministre de cette province. J'ai eu avec lui une discussion qui me paraissait constructive à d'autres égards. Je dois dire qu'il n'a pas voulu envisager, à ce moment-là, la gestion scolaire pour les francophones.

• 1715

Mais il s'est montré sensible aux besoins des petites communautés francophones—elles sont très petites à Terre-Neuve et au Labrador—et a voulu poser certains gestes pour les aider comme, par exemple, la construction d'une route qui relie deux de ces communautés et leur rend la vie beaucoup plus facile, beaucoup plus intéressante. Voilà le portrait de la situation. Je n'ai pas parlé du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest où il y a certains problèmes. Leur situation n'étant pas exactement celle des provinces, je laisserai cela de côté pour l'instant.

M. de Savoye: Monsieur le commissaire, j'ai une suggestion peut-être à faire pour un prochain rapport. On sait que lorsque des organismes veulent atteindre des objectifs, ils préparent un tableau, un thermomètre et ils vont graduer leur progrès sur le tableau ou le thermomètre. En matière d'éducation, nous savons, vous, moi, les membres de ce comité, que le fait que de jeunes francophones ne puissent pas fréquenter une école dans leur langue ou ne puissent pas fréquenter une école dirigée par des gens de leur langue amène des conséquences. Ces conséquences, je le mentionnais tantôt, peuvent être la sous-scolarisation, un appauvrissement, voire même l'assimilation, et cela s'est produit.

Vous serait-il possible dans un prochain rapport d'indiquer le coût en appauvrissement, en sous-scolarisation et en assimilation du retard d'une année de plus de la non-accessibilité aux facilités scolaires auxquelles les francophones

[Traduction]

Once this had taken place, I obviously had to consult with Acadian parents to get an idea of their assessment of the White Paper. Last week, I met with the President of Parents acadiens de la Nouvelle-Écosse. Although opinion is somewhat divided within the community, the organization that officially represents Francophone parents in the province has quite a favourable impression of the White Paper. If the bill to be introduced mirrors the content of the White Paper, Francophone parents in the province believe a French-language school board that would meet their expectations is likely to be established for the province as a whole. That is also my strong hope.

In Ontario, we are now in a situation where everything will have to be put on hold for the next little while. We have no choice but to wait for the election results. I have already made it clear to the members of my team that as soon as a new provincial cabinet has been appointed, I will contact the Minister of Education about this matter and simply say to him or her, quite directly: "The Royal Commission has made a clear recommendation in this regard. This is no longer a matter for discussion or further study. It is now time to act."

And finally, there is Newfoundland, where the situation is fairly complex and delicate, as the government actually tabled a proposal to reorganize the school system but later felt it had no choice but to withdraw it, when faced with very strong public pressure. So, at this point, everything is up in the air. In the meantime, I have met with the Premier of the province. We had what appeared to me to be quite a constructive discussion in many respects. However, he did say he was not prepared at this stage to consider school governance for Francophones.

At the same time, he is sensitive to the needs of small Francophone communities—which are exceedingly small in Newfoundland and Labrador—and has shown a willingness to take some action to help them—such as building a road linking two of these communities, thereby making their lives easier and more interesting. So, that is how things now stand. I did not mention either Yukon or the Northwest Territories where there are also a number of problems. Because their situation is somewhat different from that of the provinces, I will not say anything more about them for now.

Mr. de Savoye: Commissioner, I would like to make a suggestion for a future report. We all know that when organizations decide they want to attain certain goals, they prepare a table of some sort—a chart, if you will—and proceed to measure or chart their progress using this table. As far as education is concerned, you and I and the other members of this committee are all aware that when young Francophones are not able to receive instruction in their own language or to attend a school administered by people who speak their own language, there are definite consequences. As I pointed out earlier, those consequences include a low education level, declining proficiency in their language and possibly even assimilation, something that has already occurred in some regions.

In a future report, would it be possible for you to indicate the costs, in terms of declining proficiency, a low education level and assimilation, of an additional year of non-access to school facilities to which Francophones are entitled under Section 23 of

[Text]

ont droit, selon l'article 23 de la Charte? Je crois que cela démontrerait l'importance de la chose. J'ai l'impression, pour parler en bon québécois, j'ai le «feeling» que parfois on trouve que cela est du folklore et que la bonne intention n'est pas donnée. Je vous fais la suggestion sous toutes réserves.

M. Goldbloom: M. de Savoye, je ne dis certainement pas non. J'ai l'impression à prime abord que c'est toute une commande que vous m'offrez, mais s'il y a moyen de faire une telle évaluation, je serais, autant que vous, intéressé à connaître le portrait juste. Par exemple, je m'inquiète constamment des coûts négatifs de l'analphabétisme qui est tellement un problème en Ontario, chez les francophones. Oui, vous n'avez pas en m'en convaincre, et je n'ai pas à vous en convaincre, c'est une question pratique. Est-ce qu'il y a moyen de façon fiable de faire de tels calculs?

M. de Savoye: Merci, monsieur le commissaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois que la sonnerie d'appel pour un vote à la Chambre vient de débiter, et nous devons arrêter cette séance. Par contre, monsieur le commissaire et membres du comité, nous aurons une prochaine rencontre mardi prochain, à 15 h 30, avec monsieur le commissaire pour poursuivre la question des crédits budgétaires et vos rapports. Est-ce que cela vous convient aux membres du comité?

M. Ringma: Madame la coprésidente, j'aimerais savoir si on discutera cet après-midi de la motion que j'ai présentée il y a quelques semaines.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous désirez qu'on revienne après le vote?

Do we have the time? It is only a 15-minute bell. You decide. If you insist that we deal with it today we will come back after the vote.

Mr. Ringma: No, I will not ask that we come back after the vote. I thought we might be able to handle it now.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Do you want to distribute it?

Mr. Ringma: No, it is just one line.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): One line can lead to a long discussion. We have seen that before.

Mr. Ringma: We will do it next time.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We will deal with it the first thing at our next meeting before hearing the witness.

• 1720

Le sénateur Roux (Mille Îles): Madame la présidente, je voudrais attirer votre attention sur un petit détail. On l'a sans doute fait. J'étais en retard parce qu'on nous a demandé de rester au Sénat, car il y avait une discussion importante.

Nous avons reçu un document qui comporte trois fautes en français. Pourtant, en en-tête, c'est bien écrit «Comité mixte permanent des langues officielles». On dit: «Veuillez trouver ci-joint un document perspective pour du bureau du commissaire des langue officielle.»

[Translation]

the Charter? I believe this would provide a clear demonstration of just how important this access is. I have a feeling that people sometimes see this as nothing more than folklore and accordingly have no serious intention of doing something about it. I would emphasize that this is nothing more than a suggestion that may or may not be appropriate.

Dr. Goldbloom: Mr. de Savoye, I certainly have no intention of saying no to such a request. Although my initial impression is that this is quite a tall order you have given me, if we are in a position to make such an assessment, I would be just as interested as you are in having a better understanding of the situation. For example, I have an ongoing concern about the costs of illiteracy among Francophones in Ontario, as this continues to be a problem. As far as that goes, I certainly do not need any convincing, nor do I need to convince you that this is really more of a practical matter. Is there some way for us to come up with reliable estimates of the kind of costs we are talking about?

Mr. de Savoye: Thank you, Commissioner.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I believe the bells have just started ringing for a vote in the House, and therefore, we will have to adjourn the meeting. I would, however, point out to both the Commissioner and committee members that we will be meeting again with the Commissioner on Tuesday at 3:30 p.m. to continue our consideration of the Main Estimates and the Commissioner's reports. Is that arrangement agreeable to committee members?

Mr. Ringma: Madam Chairman, I would like to know whether we will have an opportunity this afternoon to discuss the motion I tabled a few weeks ago.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Would you like us to come back after the vote?

En aurons-nous le temps? Nous devrions être de retour d'ici 15 minutes. C'est à vous de décider. Si vous voulez absolument que nous nous en occupions aujourd'hui, nous reviendrons après le vote.

M. Ringma: Non, je ne tiens pas à ce que nous revenions après le vote. Je me demandais si nous ne pourrions pas l'étudier tout de suite.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Voulez-vous la distribuer?

M. Ringma: Non, c'est une motion d'une seule ligne.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Une seule ligne peut provoquer un long débat. Cela s'est déjà produit.

M. Ringma: Dans ce cas, nous l'étudierons la prochaine fois.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est le premier point que nous traiterons à notre prochaine séance, avant même d'entendre le témoin.

Senator Roux (Thousand Islands): Madam Chairman, there is something I would like to draw your attention to. I imagine that you are already aware of this. I arrived late because we were asked to remain in the Senate to take part in an important discussion.

We have been given a document that has three mistakes in French. Even though the heading "Comité mixte permanent des langues officielles" is correct, further on in the text the following sentence appears in French: "Veuillez trouver ci-joint un document perspective pour du bureau du commissaire des langue officielle."

[Texte]

Peut-être pourrions-nous faire un petit effort.

La coprésidente Mme Ringuette-Maltais: On nous dit que cette correction devrait se faire auprès du greffier du Sénat, monsieur le sénateur.

Le sénateur Roux: D'accord. Merci.

Le sénateur Rivest: Non, c'est la responsabilité de la présidente.

La coprésidente Mme Ringuette-Maltais: Alors, on se revoit jeudi après-midi, à 15 h 30, alors qu'on recevra le ministre du Patrimoine canadien.

La séance est levée.

[Traduction]

Perhaps an effort could be made to avoid errors of this kind.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator, I am informed that the Clerk of the Senate should be made aware of the corrections that are required.

Senator Roux: Fine. Thank you.

Senator Rivest: No, I do believe that is the Chair's responsibility.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): So, as agreed, we will be meeting again Thursday afternoon at 3:30 p.m., at which time our witness will be the Minister of Canadian Heritage.

The meeting is adjourned.

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

Dr. Victor C. Goldbloom, Commissioner of Official Languages.

TÉMOIN

Du Bureau du Commissaire aux langues officielles:

Victor C. Goldbloom, Commissaire aux langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 28

Thursday, May 4, 1995

Joint Chairs:

The Honourable Gérald Comeau, Senator

Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 28

Le jeudi 4 mai 1995

Coprésidents:

L'honorable Gérald Comeau, sénateur

Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee on

Official Languages

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent des

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b) a review of Official Languages policies and programs of the Department of Canadian Heritage

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)(b) du Règlement, étude des politiques et programmes des langues officielles du ministère du Patrimoine canadien

APPEARING:

The Hon. Michel Dupuy,
Minister of Canadian Heritage

COMPARAÎT:

L'honorable Michel Dupuy,
ministre du Patrimoine canadien

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gérald Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chair: Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Associate Members

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gérald Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Membres associés

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 4 MAI 1995

(32)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 32, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Jean-Louis Roux, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais.

Membre suppléante présente: Suzanne Tremblay pour Pierre de Savoye.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Comparaît: L'honorable Michel Dupuy, ministre du Patrimoine canadien.

Témoins: Du ministère du Patrimoine canadien: Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne; Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, étude des politiques et programmes des langues officielles du ministère du Patrimoine canadien.

Michel Dupuy fait une déclaration préliminaire et, avec Roger Collet, répond aux questions.

À 17 h 12, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 4, 1995

(32)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:32 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Center Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Jean-Louis Roux, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais.

Acting Member present: Suzanne Tremblay for Pierre de Savoye.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Appearing: The Honourable Michel Dupuy, Minister of Canadian Heritage.

Witnesses: From the Department of Canadian Heritage: Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Canadian Identity; Hilaire Lemoine, General Director, Official Languages Support Branch.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee proceeded to review the official languages policies and programs of the Department of Canadian Heritage.

Michel Dupuy made an opening statement and, with Roger Collet, answered questions.

At 5:12 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, May 4, 1995

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 4 mai 1995

• 1535

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'appelle l'assemblée à l'ordre. Monsieur le ministre, nous allons prendre quelques instants et laisser la chance aux gens des médias de prendre quelques prises. Ensuite, nous devons céder la parole à M. Ringma pour discuter d'une certaine chose, et on vous reviendra tout de suite après.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madam Chair, I have a motion regarding estimates on vote 25. I move that vote 25 for the office of the Commissioner of Official Languages in the amount of \$11,130,000 be reduced by that amount to zero.

My argument, which in effect would eliminate the commissioner's office, is that a systematic study of the last ten annual reports of the commissioner shows the futility of his office.

For example, all the following complaints have been raised every year since 1984: language of service; language of work; equitable participation in the public service; translation services; bilingual bonus; language requirements of bilingual positions in the public service; bilingual positions in the public service; official languages; the Criminal Code; court system; minority language education rights; heritage and aboriginal issues. The repetition of these complaints over all that time is evidence of the lack of influence of the commissioner.

Further evidence of the commissioner's lack of influence comes from the 1988 annual report which contained his blueprint for action, a series of 60 recommendations designed to give full effect to the act as well as to ensure renewal of official languages programs. In his 1990 annual report the commissioner noted the progress made by the government in fulfilling these recommendations was not spectacular—quite right. This is certainly further proof, if we needed it, of the futility of the office.

The powers of the commissioner derived from part IX of the Official Languages Act are without any meaningful enforcement provisions. Therefore the commissioner has no authority to impose his recommendations, rendering his position impotent. It is only in the past two years that the commission has even bothered to keep statistics on the government response to his recommendations.

Since part X of the act, sections 76–81, allow complainants to seek a court remedy there is no need to have the commissioner involved in the process. The reinstatement of the court challenges program also eliminates the need for the commissioner's involvement in language issues before the court.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I call the meeting to order. Minister, we will take a few moments to allow the people from the media to take a few pictures. Then, we will give the floor to Mr. Ringma to discuss a particular question, and we will come back to you immediately afterwards.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madame la présidente, j'ai une motion à proposer au sujet du budget des dépenses, plus précisément du crédit 25. Je propose que soit ramené à zéro le crédit 25, d'un montant de 11 130 000\$, affecté au Commissariat aux langues officielles.

Je fais cette proposition, qui aura pour effet de supprimer le Commissariat, parce qu'une étude systématique des 10 derniers rapports annuels présentés par le Commissaire révèle que son bureau est totalement inutile.

Par exemple, tous les ans depuis 1984, il se plaint de la langue de prestation de services, de la langue de travail, de la représentation équitable au sein de la fonction publique, des services de traduction, de la prime au bilinguisme, des exigences linguistiques des postes bilingues à la fonction publique, des postes bilingues à la fonction publique, des langues officielles, du Code criminel, du système judiciaire, des droits à l'enseignement dans une langue minoritaire, du patrimoine et de questions autochtones. La répétition de ces plaintes, année après année, prouve que le Commissaire n'exerce aucune influence.

Le rapport annuel de 1988, qui renfermait son plan d'action, soit une liste de 60 recommandations visant à mettre totalement la loi en vigueur ainsi qu'à garantir le renouveau des programmes des langues officielles, donne une autre preuve du manque d'influence du Commissaire. Dans son rapport annuel de 1990, le Commissaire signalait que les progrès réalisés par le gouvernement dans la mise en oeuvre de ces recommandations n'étaient pas extraordinaires—à juste titre. Il s'agit-là d'une preuve supplémentaire, si toutefois il nous en fallait une, de l'inutilité de ce bureau.

Les pouvoirs du Commissaire découlant de la Partie IX de la Loi sur les langues officielles ne s'accompagnent d'aucune disposition sérieuse permettant de les mettre en vigueur. Par conséquent, le Commissaire n'a aucun pouvoir pour imposer ses recommandations, et son rôle n'a donc aucune incidence concrète. Depuis deux ans seulement, la Commission se donne la peine de tenir une statistique sur la façon dont le gouvernement donne suite à ses recommandations.

Étant donné que la Partie X de la loi, articles 76 à 81, donne aux plaignants une possibilité de recours judiciaire, le Commissaire n'a pas à intervenir dans ce processus. Depuis la remise en place du Programme de contestation judiciaire, le Commissaire n'a plus besoin, non plus, d'intervenir dans les causes linguistiques dont est saisi le tribunal.

[Texte]

The official languages committee has failed to address the commissioner's recommendation in any meaningful way. Our studies dating back ten years show the committee has made no reports to Parliament endorsing or even commenting directly on these recommendations. This could lead one to believe even this committee lacks confidence in the commissioner's recommendations; either that or it simply does not have the will to truly fulfill its mandate, in which case its budget should also be eliminated, a move I would advocate based on the lack of purposeful proceedings I have experienced here in the last year plus.

An analysis of the Official Languages Act indicates the commissioner's mandate comprises five broad functions I believe could easily be transferred to other jurisdictions. For example, investigations and legal matters could be handled by someone under the auspices of the court challenges program.

Research and analysis, communications and administration could be jointly managed by Treasury Board and Canadian Heritage as both these departments carry out some of these functions already.

Adopting this proposal would also fulfil a Liberal red book promise to eliminate duplication and to achieve cost savings by shrinking some boards and commissions and by eliminating those that no longer play a useful role.

[Traduction]

Le Comité des langues officielles n'a pas donné suite de façon concrète à la recommandation du Commissaire. Nos études, qui remontent à 10 ans en arrière, indiquent que le comité n'a présenté aucun rapport au Parlement en vue d'appuyer ou de commenter directement ces recommandations. Cela pourrait porter à croire que le comité lui-même n'a pas confiance dans les recommandations du Commissaire. De deux choses l'une: ou il n'a pas confiance, ou il n'a tout simplement pas la volonté voulue pour vraiment mener à bien son mandat, auquel cas il conviendrait également de supprimer le budget du comité. C'est ce que je recommande, étant donné que depuis plus d'un an que je fais partie de ce comité, je n'ai assisté à aucune délibération vraiment utile.

Une analyse de la Loi sur les langues officielles révèle que le mandat du Commissaire englobe cinq grandes fonctions qui, à mon avis, pourraient facilement être transférées à d'autres instances. Par exemple, les enquêtes et les questions juridiques pourraient fort bien être confiées à un responsable dans le cadre du Programme de contestation judiciaire.

Ainsi, la recherche et l'analyse, les communications et l'administration pourraient être gérées conjointement par le Conseil du Trésor et le Patrimoine canadien puisque ces deux ministères assument déjà certaines de ces fonctions.

L'adoption de cette proposition permettrait également au Parti libéral de tenir l'une des promesses faites dans son Livre rouge, à savoir de supprimer les doublages et de réaliser des économies en réduisant l'importance de certains conseils et commissions et en supprimant ceux qui ne jouent plus de rôle utile.

• 1540

As I pointed out the other day, looking back over the past 10 years, in every year except the 1991-92 and 1992-93 fiscal years the commissioner's office has spent more than it was allocated in the main estimates. This demonstrates a certain lack of fiscal accountability, the same lack of accountability as demonstrated by this committee which in the past 10 years has not completed a detailed analysis of the estimates. In fact over that same period the committee has only reported to Parliament on the estimates on two occasions, in May 1986 and April 1987, but neither report contained recommendations or comments.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): As is the usual practice of this committee, motions presented will be discussed at our next meeting, which is next Tuesday.

Nous vous laissons la parole pour faire votre présentation, suivie des questions des membres de ce comité.

L'honorable Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien): Merci infiniment.

Je devrais peut-être commencer par présenter mes fonctionnaires, quoique vous avez probablement tous eu l'occasion de les rencontrer, M. Normand Dupasquier qui est de mon cabinet, qui s'occupe des affaires francophones et de langues officielles, Roger Collet, qui est notre sous-ministre adjoint, et Hilaire Lemoine qui est directeur général des programmes de langues officielles.

Comme je l'ai signalé l'autre jour, si l'on jette un coup d'oeil sur le bilan des 10 dernières années, tous les ans sauf pendant les exercices 1991-1992 et 1992-1993, le Commissariat a dépensé plus que le montant qui lui était affecté dans le Budget des dépenses principal, manifestant ainsi un certain manque de responsabilité financière, le même dont fait preuve notre comité qui, depuis 10 ans, n'a jamais procédé à une analyse détaillée du budget des dépenses. En fait, au cours de cette période, le comité a présenté un rapport sur le budget des dépenses au Parlement en deux occasions seulement, soit en mai 1986 et en avril 1987, mais aucun d'entre eux ne renfermait de recommandations ou d'observations précises.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Comme le veut l'usage dans notre comité, les motions présentées sont débattues à la séance suivante. Nous débattons donc de la présente motion mardi prochain.

We give you the floor to make your presentation, followed by questions from the members of this committee.

The Hon. Michel Dupuy (Minister of Canadian Heritage): Thank you very much.

I should perhaps begin by introducing my officials, although you have probably all had the opportunity to meet them: Normand Dupasquier, who is from my office and looks after Francophone Affairs and Official Languages, Roger Collet, who is our Assistant Deputy Minister, and Hilaire Lemoine, who is Director General of the Official Languages Support Branch.

[Text]

Madame la présidente, j'aimerais bien écouter la présentation que je vais vous faire—c'est mon habitude—pour donner du champ aux questions. Il y a donc un texte qui vous sera distribué, mais comme c'est un moment particulièrement intéressant dans le développement de nos politiques à l'égard des langues officielles, j'aimerais quand même faire une brève déclaration qui mettra en relief les points principaux qui sont traités plus longuement dans le texte qui sera distribué. Avec votre permission, j'aimerais pouvoir vous faire cette déclaration.

Je reviens toujours au point de départ, c'est-à-dire que nous avons un pays qui est né d'une vision, d'un idéal de liberté. Nous avons une démocratie tout à fait extraordinaire, et cette vision a pris racine dans notre diversité culturelle et linguistique, qui caractérise notre société depuis ses origines et qui fait en grande partie notre force aujourd'hui.

Tous les efforts que le gouvernement du Canada déploie depuis 25 ans pour promouvoir la dualité linguistique au pays s'inscrivent dans le prolongement logique de cette vision. Nous sommes aujourd'hui en mesure d'évaluer ces retombées.

Le chemin parcouru depuis ma dernière comparution devant ce comité en octobre dernier permet au gouvernement et aux communautés francophone et anglophone en situation minoritaire au Canada, de miser sur un certain nombre d'acquis qui sont solides et réels, et je vous en propose un bref bilan.

J'ai déjà réitéré à de nombreuses reprises mon engagement envers les communautés de langue officielle au pays. Cet engagement, vous le savez, vous m'entendez toujours le faire quand nous nous retrouvons. Je me suis fait un devoir de le renforcer et de ne pas le maintenir aux déclarations de principe, mais de l'étayer d'initiatives concrètes qui portent fruit.

Premièrement, il s'est agi de donner plus de latitude aux communautés de langue officielle au Canada en dépit du contexte économique actuel qui, nous le savons tous, est un contexte où les restrictions budgétaires pèsent de façon importante. Ce que nous avons cherché, c'est le partenariat avec les communautés de langues officielles minoritaires, parce que ce partenariat nous semble être vraiment le gage du progrès. On ne progresse plus quand on ne travaille pas ensemble.

• 1545

C'est dans cet esprit qu'au cours des derniers mois, nous avons poursuivi notre exercice de renouveau en collaboration avec les organismes représentant les communautés francophones et anglophones en situation minoritaire. Cet exercice vise essentiellement à remettre entre les mains des communautés le soin de définir leurs priorités et d'y investir le plus efficacement possible les ressources qui leur sont allouées. Je crois à ce genre de responsabilisation de nos communautés minoritaires, et nous avons largement participé à les encourager à prendre leurs propres décisions et à établir leurs propres priorités.

En fait, nous avons mis de l'avant un modèle de collaboration unique qui prend la forme d'ententes conclues directement entre le gouvernement du Canada et les communautés, sans aucun intermédiaire. Ces ententes

[Translation]

Madam Chair, I would like to keep the presentation I am about to make brief—that is my habit—to allow more time for questions. Copies of my presentation will be distributed to you, but since this is a particularly interesting time in the development of our official language policies, I would nonetheless like to make a brief statement which will highlight the main points that will be addressed at greater length in the document to be distributed. With your permission, I would like to be able to make that statement.

I always return to the starting point, namely that we have a country which sprang from a vision, an ideal of freedom. We have a quite extraordinary democracy, and this vision is rooted in the cultural and linguistic diversity that has always been a defining feature of Canadian society, and that is one of our major strengths today.

The efforts that the Government of Canada has made over the past 25 years to promote our linguistic duality are a logical and inevitable extension of that vision. We are now in a position to assess the benefits of those efforts.

The progress made since October, when I last appeared before this committee, has provided a real and solid base on which the government and minority English—and French—language communities in Canada can build, and I am pleased to give you a brief account of that progress.

Time and time again, I have reiterated my commitment to Canada's official language communities. As you know, I always make a point of reaffirming this commitment whenever I appear before your committee. I consider it my duty not only to strengthen that commitment, but also to support it with real initiatives that produce tangible results.

First, one of the goals has been to give Canada's official language communities greater responsibility, despite the current economic context which, as we all know, is characterized by severe budgetary restraint. What we have tried to do is to forge partnerships with the minority official language communities because, in our view, partnership is really the key to success. When we stop working together we stop making progress.

It was in this spirit that in recent months we have continued our renewal process in co-operation with groups representing minority English—and French—language communities. The aim of the exercise was to have communities set their own priorities and decide how to best use the resources allocated to them. I believe in this kind of empowerment of our minority communities, and we have assumed an important role in encouraging them to make their own decisions and to set their own priorities.

Indeed, we have put forward a unique model for co-operation which takes the form of agreements signed directly between the Government of Canada and the communities, without any intermediary. These agreements enable the

[Texte]

permettent aux communautés de mieux répondre aux besoins pressants et aux attentes de leurs membres. En fait, nous avons déjà ratifié des ententes Canada-communautés avec les communautés franco-manitobaines, franco-albertaines et fransaskoises, et j'ai bon espoir que nous allons en ratifier d'autres avec les communautés de l'ensemble des provinces et des territoires d'ici à peu près un an.

Deuxièmement, il est incontestable que l'épanouissement en milieu minoritaire dépend largement des moyens d'éducation qui s'y trouvent. Nous croyons aux jeunes. Nous croyons en notre jeunesse. Ces jeunes francophones en particulier doivent pouvoir recevoir une formation scolaire adéquate dans leur langue pour prendre la relève et porter le flambeau de la culture. Avec eux dépend l'avenir de la francophonie au Canada. C'est pourquoi nous avons déployé ici aussi énormément d'énergie à instituer, à l'extérieur du Québec, un système d'éducation francophone qui offrira un enseignement de qualité en langue française à tous les niveaux de scolarité.

Par exemple, dans la majorité des provinces et territoires au Canada, les francophones en situation minoritaire travaillent à former des conseils scolaires qui veilleront à la gestion des écoles. C'est une entreprise de longue haleine. Elle monopolise un grand nombre d'intervenants, qu'il s'agisse de représentants du ministère du Patrimoine canadien, des gouvernements provinciaux ou des communautés, sans oublier, bien sûr, peut-être les personnes les plus importantes, les parents et les enseignants.

Je suis de très près, au jour le jour, les négociations avec les provinces qui demeurent un peu lentes à agir. Il me fait plaisir de réaffirmer ici que je suis déterminé à appuyer les communautés sur tous les fronts: politique, financier, juridique et moral. Le premier ministre lui-même est intervenu personnellement auprès de ses homologues provinciaux, et, en cela, il respecte un engagement qu'il avait pris devant les représentants de la Fédération des communautés francophones et acadienne en janvier dernier.

En vertu de la Charte, la gestion scolaire est un droit que toutes les provinces doivent respecter. D'ailleurs, j'en suis convaincu, les francophones n'hésiteront pas à recourir au Programme de contestation judiciaire. Comme vous le savez, nous avons rétabli ce programme en octobre dernier pour leur permettre de revendiquer ce droit fondamental devant les tribunaux.

Nos efforts en matière d'éducation ont donné des résultats tangibles. Je me permets de vous citer quelques chiffres parce qu'ils parlent d'eux-mêmes. Plus de 165 000 jeunes francophones étudient dans leur langue maternelle à l'extérieur du Québec, et quelque 2,8 millions de Canadiens et Canadiennes sont inscrits à des cours de français ou d'anglais, langue seconde. On estime—et ce n'est pas que moi—que la génération montante sera la plus bilingue de toute l'histoire du Canada. Au Québec, par exemple, 79 p. 100 des jeunes anglophones de 15 à 19 ans et 77 p. 100 de ceux de 20 à 24 ans sont bilingues.

En outre, selon les données du recensement le plus récent, le taux de transferts linguistiques régresse chez les jeunes francophones hors Québec âgés de moins de 15 ans. Ces chiffres ne sont pas encore publics. Comme je vous l'indique, ce sont

[Traduction]

communities to better meet the pressing needs and expectations of their members. We have already signed Canada-community agreements with the Francophone communities of Manitoba, Alberta and Saskatchewan. We are confident that, within a year, we will be able to do the same in the other provinces and the territories.

Second, to a large extent, the growth and development of minority communities unquestionably depends on education. We believe in young people. We believe in our youth. Young Francophones, in particular, must have access to proper education in French so that they can carry on their cultural traditions: the future of French language and culture in Canada hangs in the balance. That is why we have devoted so much effort and energy to establishing, outside Quebec, a French-language education system that will offer quality instruction in French at all levels.

For example, in most provinces and territories in Canada, minority Francophone communities are working to set up school boards that will ensure the sound management of French schools. This is a time-consuming process that involves a great many groups and individuals, including representatives of the Department of Canadian Heritage, provincial governments and communities and, of course, parents and teachers, who play a vital role.

I am following closely the negotiations with those provinces which remain slow to act. I am pleased to reaffirm here that I am determined to provide the communities with political, financial, legal and moral support. The Prime Minister has intervened personally with his provincial counterparts, honouring the commitment he made to representatives of the Fédération des communautés Francophones et acadienne last January.

Under the Charter, school governance is a right that all provinces are bound to respect. I also believe that Francophones will not hesitate to use the Court Challenges Program. As you know, we reinstated this program last October to enable them to claim this fundamental right before the courts.

Our efforts in the area of education have produced significant and tangible results. Allow me to cite a few figures, since they speak for themselves. More than 165,000 young Francophones are being taught in their mother tongue outside Quebec, and some 2.8 million Canadians are taking courses in English or French as a second language. It is estimated—and not just by me—that the next generation of Canadians will be more bilingual than any generation before it. In Quebec, for example, 79 per cent of young Anglophones between the ages of 15 and 19, and 77 per cent of those between the ages of 20 and 24, are bilingual.

• 1550

Furthermore, according to the latest census, the rate of linguistic transfer is decreasing among Francophones under 15 outside Quebec. These figures have not yet been released. As I am pointing out, these are preliminary figures from the census

[Text]

des chiffres préliminaires des données du recensement. Mais, ils ont une signification particulièrement intéressante, parce qu'ils indiquent que l'absorption, qui a été un phénomène si puissant et qui le demeure, n'est pas un phénomène inattaquable puisque, comme je l'ai dit, le taux des transferts linguistiques régresse chez les jeunes francophones.

Third, the growth and development of minority English and French communities is everyone's concern. Again, partnership is the way. For this reason my colleagues in cabinet have assured me they will support, each in his or her particular area of jurisdiction, the development of Canada's official language communities.

I'm still working hard to raise awareness among the federal institutions concerned and to be an advocate for minority communities. That is following up on the decisions announced last summer on the implementation of articles 41 and 42 of the Official Languages Act. I am awaiting the first business plans federal institutions are to submit to me at the end of June.

Minority communities had repeatedly asked the previous government to take a stand on this issue. The current government has gone one step further. It has put in place the structure needed to make the plan a reality. I see in the annual report of the commissioner of languages a great encouragement because he welcomed our initiative, which is starting to bear fruit.

I could give a list of examples but for the sake of brevity I will say progress is being made, actual projects are moving forward and we could return to this with my officials later.

In brief, the Canadian heritage department is no longer the only one that carries the will and the determination to move ahead with the support of minority language communities. We have co-ordination and we are meeting in unison toward clear objectives. The detailed initiatives may take time but we are not stopping pushing, and the foundation has been laid.

Les partenariats dans les gouvernements provinciaux et les communautés, et d'autre part entre les institutions fédérales, se situent au coeur de l'orientation que s'est donnée le ministère du Patrimoine canadien, en vue de favoriser le développement des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire.

Je constate que, bien que le gouvernement du Québec fasse la promotion d'une option politique différente de la nôtre, sa politique à l'égard de la francophonie hors Québec s'inspire largement de celle que le gouvernement du Canada met en oeuvre avec succès depuis des années. C'est une bonne indication que nous ne sommes pas dans la même voie, et je suis heureux de les voir aussi s'engager dans une action plus positive.

Je conclus avec quelques mots sur les défis et perspectives d'avenir. Ils sont de taille. Le monde change et nous entraîne à sa suite. Bien sûr, on pense toujours à l'autoroute de l'information, comme le grand symbole, le mot de passe, pour décrire ce changement. Je crois qu'elle est plus que ça. Elle peut devenir un instrument extrêmement puissant et positif pour nos institutions et pour nos communautés acadienne et francophones à travers le pays.

[Translation]

data. However, they are particularly interesting and significant because they indicate that assimilation, which was and remains such a powerful phenomenon, is not an invincible one since, as I said, the linguistic transfer rate among Francophones is decreasing.

Troisièmement, l'épanouissement des communautés francophone et anglophone en situation minoritaire est l'affaire de tous. Encore là, le partenariat est la voie royale. C'est pourquoi j'ai obtenu de mes collègues du Cabinet qu'ils appuient, dans le cadre de leur mandat respectif, le développement des communautés de langue officielle au Canada.

Je poursuis assidûment un travail de sensibilisation et de représentation auprès des institutions fédérales concernées. Cela fait suite aux décisions annoncées l'été dernier relativement à la mise en vigueur des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles. J'attends avec impatience les premiers plans d'action que les institutions fédérales doivent me soumettre à la fin de juin.

Les communautés en situation minoritaire avaient réclamé à plusieurs reprises du gouvernement précédent qu'il prenne position dans ce dossier. Le gouvernement actuel a fait plus; il a mis en place les structures nécessaires pour que cette intention devienne réalité. Le rapport annuel du Commissaire aux langues officielles me paraît fort prometteur, car ce dernier a accueilli favorablement notre initiative, qui commence déjà à donner des résultats.

Je pourrais vous citer une liste d'exemples, mais pour gagner du temps, je vous dirai simplement que l'on constate des progrès à ce chapitre et que des projets concrets vont de l'avant. Nous pourrions, mes collaborateurs et moi, vous en dire plus à ce sujet plus tard.

En un mot, le ministère du Patrimoine canadien n'est plus le seul à mettre en oeuvre la volonté ferme du gouvernement de faire tout son possible pour aider les communautés linguistiques en situation minoritaire. Nous travaillons en concertation et nous joignons nos efforts pour atteindre des objectifs précis. Les diverses initiatives prendront peut-être du temps pour se concrétiser, mais nous poursuivons nos efforts, et les bases sont désormais jetées.

Partnerships with provincial governments and communities, and also between federal institutions, are key elements of the approach the Department of Canadian Heritage is taking to foster the development of English and French minority language communities.

I would point out that although the Government of Quebec is promoting a different political option from ours, its policy concerning the Francophone community outside Quebec is derived mostly from the policy which the Government of Canada has been successfully implementing for many years. This is a good indication that we are on the right path, and I am pleased to see them also taking more positive action.

I would like to conclude with a few words on the prospects for the future and the major challenges that lie ahead. The world is changing and we have to change along with it. Of course the information highway is the main symbol, the password, for describing this change. But I believe that it is more than that. It can become an extremely powerful and positive instrument for our Acadian and Francophone institutions and communities across Canada.

[Texte]

J'ai eu moi-même l'occasion de faire ce discours à la conférence ministérielle du G-7 sur la société de l'information, qui s'est tenue à Bruxelles, en février dernier. Ce que j'y ai dit essentiellement, c'est: Ne pensons pas simplement, comme le dit l'expression de nos amis américains, *at the global information infrastructure*, l'infrastructure de l'information globale, mais pensons plutôt société de l'information. Pensons contenu. J'ai exprimé vigoureusement le fait que ce contenu devait être diversifié. Cela ne devait pas être un rouleau compresseur. Il pourrait être riche pour servir l'humanité, sans vouloir utiliser de trop grands mots.

[Traduction]

This is the viewpoint I expressed at the G-7 ministers' conference on the information society, held in Brussels last February. What I said there was essentially that we should not think simply about what our American friends call the "global information infrastructure", but rather about the information society. We should think about content. I vigorously expressed the view that content should be wide-ranging. It should not be a steamroller. Without using too much fancy language, it could be a source of enrichment for humanity.

● 1555

Il faut la diversité, y compris bien sûr, comme je l'ai dit à mes collègues du G-7, la diversité linguistique. Il faut que la population ait accès à ces nouveaux réseaux. À cet égard, je peux vous dire que je comprends la déception de certaines communautés francophones qui ne peuvent pas encore se prévaloir du Service de nouvelles continues en langue française, RDI, entré en ondes le 1^{er} janvier dernier. Le réseau RDI, me dit-on, est accessible à environ 60 p. 100 des abonnés du câble à l'extérieur du Québec, ce qui représente près du double de ce que la Société Radio-Canada avait prévu. De plus, RDI rejoint 98 p. 100 des abonnés du câble au Québec, soit un taux de pénétration supérieur à celui du service de la chaîne TV5 au Canada.

Mais, bien que les progrès soient encourageants, je ne me dis pas satisfait. Je crois que nous devons continuer à progresser de façon à ce que ce service francophone, qui est très apprécié et qui est de haute qualité, soit accessible à la population de langue française dans tout le Canada.

Nous devons renforcer également, je parle toujours des défis à venir, les assises de l'ensemble du système scolaire francophone, de sorte que nous ayons une relève qui soit forte et dynamique. Ce n'est pas tout d'obtenir la gestion des écoles et des établissements d'institutions postsecondaires, il faut que ces outils reflètent les aspirations des francophones et qu'ils répondent aux besoins du marché du travail, si bien que des dossiers comme l'alphabétisation, la re francisation, la lutte contre le décrochage scolaire, la formation de la main-d'oeuvre soient de la plus grande importance. Voilà autant de volets, de perspectives, où nous allons nous appliquer à oeuvrer.

C'est pour cela, à cause de l'importance de l'éducation, que dans notre récent budget, nous avons voulu protéger des coupures, non seulement les fonds destinés à la mise sur pied de nouvelles initiatives, mais encore les mesures spéciales visant à la mise en oeuvre de la gestion scolaire et l'amélioration de l'enseignement postsecondaire en français. Vous le savez, et je le souligne, l'année dernière, j'ai fait exempter de toute réduction budgétaire le financement de la gestion scolaire. Dans un budget encore plus rigoureux, qui est le budget de cette année financière courante, j'ai obtenu le même résultat. Cet aspect du budget est exempté.

Comme l'a fait remarquer le commissaire aux langues officielles, les progrès accomplis en matière d'éducation sont rendus possibles grâce à l'appui des programmes du ministère du Patrimoine canadien. Je suis le premier à reconnaître que dans une période budgétaire difficile, nous allons devoir faire preuve de beaucoup d'imagination, de beaucoup de sens de coopération pour continuer à progresser.

Diversity is essential, including of course, as I told my G-7 colleagues, linguistic diversity. The general population must have access to these new networks. In this regard, I can tell you that I appreciate the disappointment of some Francophone communities whose members still do not have access to the 24-hour French news channel RDI, which went on the air on January 1. However, I am told that the RDI network is available to roughly 60 per cent of cable subscribers outside Quebec, nearly double Radio-Canada's initial projection. Moreover, RDI reaches 98 per cent of cable subscribers in Quebec, a higher rate of penetration than TV5 enjoys in Canada as a whole.

However, although this progress is encouraging, I am not satisfied. I believe that we must continue to progress to ensure that this French-language service, which is highly regarded and of high quality, is available to the entire French-speaking population throughout Canada.

Still on the topic of future challenges, we have to strengthen the base of the entire French-language school system to ensure that French Canada produces a strong and dynamic work force. School governance and post-secondary institutions alone are not enough. These tools have to reflect the aspirations of Francophones and meet the needs of the labour market. Issues like literacy, re francization, efforts to keep students in school and labour force training are critical. These are all issues that we are committed to working to improve.

Because education is so very important, in our recent budget we requested that no cuts be made in funding for new initiatives or in funding for special measures to implement school governance and improve post-secondary education in French. I would stress that last year, as you know, I exempted the funding of school governance from any budget cuts. In an even tougher budget, the budget for the current fiscal year, I obtained the same result. This aspect of the budget was exempted.

As the Commissioner of Official Languages noted, progress in education is made possible by the ongoing support of the Department of Canadian Heritage. I am the first to recognize that, in a period of severe budgetary restraint, we are going to have to display considerable imagination and a strong co-operative spirit if we are to continue to make progress.

[Text]

Nous devons, bien sûr, ne pas oublier les anglophones en milieu francophone majoritaire. Ainsi, le Rapport Chambers, commandé par le gouvernement du Québec, signale plusieurs défis auxquels fait face la communauté anglophone du Québec dans le domaine de l'éducation. J'espère que les États généraux annoncés par le ministre de l'Éducation du Québec fourniront l'occasion de discuter des questions qui préoccupent cette communauté minoritaire au Québec.

No one can challenge that these communities, when they are majority communities, have shown understanding for the minority communities. No one can question that the minority communities, whether of French language or of English language, are making an indispensable contribution to the development of society.

• 1600

After more than 25 years of hard work the time has come to focus our efforts on lasting and promising projects in all key sectors of our society. I am committed to working with my colleagues from the House of Commons and from the other place in pursuing this goal.

In his report the Commission of Official Languages spoke highly of our work with minority communities. This is an indication that we are on the right track.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous allons commencer la période de questions. Madame Tremblay.

Mme Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Merci, madame la Présidente.

Bonjour, monsieur le ministre. Je suis contente de pouvoir vous poser des questions et j'espère avoir des réponses—parce que M. Manley n'est pas venu avec lui—alors, il va me répondre peut-être.

J'ai suivi avec attention votre exposé. J'ai lu le rapport que vous avez émis. En août 1994, vous avez annoncé en grandes pompes, au Congrès des Acadiens, que vous mettiez l'accent sur les articles 41 et 42 de la partie VII, qui est la promotion du français et de l'anglais dans l'ensemble des organismes. Vous avez écrit à beaucoup de gens. Vous demandiez une réponse pour le 31 mars 1995.

Je vais être généreuse en disant que ce rapport-là—il en parle pendant trois pages, mais il donne sur une page la liste des 26 organismes qui vous intéressaient—donc ça ne fait pas grand-chose d'accompli depuis neuf mois. Donc, l'accouchement semble retarder dans les domaines des articles 41 et 42. Combien d'organismes ont répondu à votre demande de déposer leurs plans pour le 31 mars 1995, tel que convenu?

M. Dupuy: Bon, d'abord, vous n'étiez pas là pour savoir si tout se passait en grandes pompes. Tout se passait très simplement. J'espère que dans votre tête il ne s'agit pas de pompes funèbres.

Le détail de ce qui rentre jour après jour, vous m'en voudriez de passer mon temps à faire de la comptabilité. Je ne suis pas un comptable, je m'occupe de politique. Mais vous aurez l'occasion, au cours des prochaines semaines, de pouvoir questionner mes fonctionnaires sur le détail de l'application. Je peux vous parler des politiques. Je vous ai dit que l'ensemble des plans des différents ministères devaient nous parvenir au mois de juin et probablement que mes fonctionnaires ont voulu donner un délai. . .

[Translation]

Of course, we must not forget the minority Anglophone community living in a Francophone majority context. The Chambers Report, commissioned by the Government of Quebec, highlights several challenges facing the Anglophone community in Quebec in the area of education. I hope that the estates general announced by Quebec's Minister of Education will provide an opportunity to discuss issues of concern to this minority community in Quebec.

Nul ne peut nier que ces communautés, lorsqu'elles sont en situation majoritaire, ont fait preuve de compréhension à l'égard des communautés minoritaires. Nul ne doute que ces dernières, qu'elles soient francophones ou anglophones, font une contribution essentielle à l'épanouissement de notre société.

Après plus de 25 années de travail assidu, le moment est venu de concentrer nos efforts sur des projets durables et prometteurs dans tous les secteurs clés de notre société. Je suis déterminé à collaborer avec mes collègues de la Chambre des communes et de l'autre endroit en vue d'atteindre cet objectif.

Dans son rapport, le Commissaire aux langues officielles a fait l'éloge des initiatives que nous avons prises à l'égard des communautés en situation minoritaire. C'est la preuve que nous sommes sur la bonne voie.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We will begin the question period. Ms Tremblay.

Ms Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Thank you, Madam Chair.

Good day, Mr. Dupuy. I am pleased to be able to ask some questions and I hope to get some answers—since Mr. Manley did not come with him—perhaps, he will answer me then.

I followed your presentation attentively. I read the report which you released. In August 1994, you announced, with great pomp, at the Congrès des Acadiens, that you were emphasizing sections 41 and 42 of Part VII, which is the promotion of French and English in all departments and agencies. You wrote to a great many people, requesting an answer by March 31, 1995.

I will be generous in saying that this report—it talks about the subject for three pages, but it provides on one page the list of 26 departments and agencies concerned—in other words, not much has been accomplished in nine months. Therefore, results in the area of sections 41 and 42 are slow in materializing. How many departments and agencies have replied to your request to submit their plans by March 31, 1995, as agreed?

Mr. Dupuy: Well, first of all, you were not there to know whether everything was done with great pomp. Everything was done in a very simple fashion. I hope that you were not thinking of a funeral procession.

As for the details of what comes in from day to day, you would not expect me to spend my time doing accounting. I am not an accountant, I deal with policy. But you will have the opportunity, over the next few weeks, to question my officials about the details of the implementation. I can talk to you about policy. I told you that all the plans from the various departments were supposed to reach us by June and probably my officials wanted to give a deadline. . .

[Texte]

Mme Tremblay: On avait le 31 mars.

M. Dupuy: ...de façon à pouvoir les analyser, les corriger, les améliorer, en consultation avec les autres ministères.

Mme Tremblay: Est-ce que vous nous confirmez que les 26 organismes, dont la liste apparaît à la page 51 de votre rapport, ont été réunis le 27 avril dernier, justement en présence de monsieur le sous-ministre qui vous accompagne? Il a été dit, à cette occasion-là, qu'il y avait peu de fait, peu de choses qui ont été faites, jusqu'à maintenant, concernant la rédaction de ces rapports dans les organismes concernés, y compris dans votre propre ministère, concernant les articles 41 et 42. Pouvez-vous nous confirmer cela?

M. Dupuy: J'aimerais savoir ce que vous appelez «peu de fait».

Mme Tremblay: Vous pourriez demander à votre sous-ministre de me l'expliquer, c'est lui qui l'a dit.

M. Dupuy: Il est, bien sûr, un défi considérable, après des années de négligence, d'établir un système aussi important que la mobilisation du Gouvernement du Canada tout entier.

Mme Tremblay: Je vous ne le fais pas dire.

M. Dupuy: C'est toujours un défi considérable. Peut-être vous attendez-vous à ce que ces choses se fassent en 24 heures. Si elles se faisaient en 24 heures, elles seraient faites superficiellement. Elles seraient mal faites. Je suis tout à fait disposé à donner à mes fonctionnaires, à travers le Canada, le temps nécessaire pour mettre des structures qui soient solides.

En plus, je veux qu'ils aient le temps de consulter les communautés minoritaires. Ce n'est pas du travail que nous faisons derrière des murs et dans des tours d'ivoire, c'est un travail que nous faisons main dans la main avec les gens que nous allons servir. Et cela vous explique pourquoi, le pays étant grand—il n'est pas petit, il n'a pas été ratatiné—il nous faut du temps pour mettre en place des structures solides.

• 1605

Mme Tremblay: Donc, quand vous demandiez qu'on vous achemine des plans pour le 31 mars, aujourd'hui, vous trouvez que ce n'était pas réaliste de faire cela?

M. Dupuy: Je trouve cela parfaitement réaliste. Nous avons établi une politique qui a été annoncée.

Mme Tremblay: Vous trouvez cela réaliste que ce soit le 31 mars 1995; et qu'ils ne soient pas rentrés, vous trouvez cela normal. Je ne comprends plus?

M. Dupuy: Je trouve tout à fait réaliste que nous ayons eu du mois d'août au mois de juin pour mettre en place un certain nombre de plans et mettre en place les structures nécessaires pour assurer que le gouvernement du Canada, en consultation et en coopération avec les communautés linguistiques minoritaires, puisse fonctionner.

Non seulement cela, mais comme je vous l'ai indiqué, avant même que toutes ces structures soient en place et fonctionnent, nous nous sommes assurés comme rodage, comme projet d'essai, d'avoir un certain nombre de projets qui procéderaient. Il y en a, mais je ne veux pas prendre votre temps pour en faire le détail puisque tout cela, vous l'obtiendrez de mes fonctionnaires.

[Traduction]

Ms Tremblay: It was March 31.

Mr. Dupuy: ...that would allow them time to analyse these plans and to correct and improve them, in consultation with the other departments.

Ms Tremblay: Can you confirm that the 26 departments and agencies listed on page 48 of your report met on April 27, in the presence of the Deputy Minister who is accompanying you? It was said, on that occasion, that little had been done, little had been accomplished, to date, in terms of the drafting of these reports by the departments and agencies concerned, including in your own department, with respect to sections 41 and 42. Can you confirm this?

Mr. Dupuy: I would like to know what you mean by "little has been accomplished."

Ms Tremblay: You could ask your Deputy Minister to explain it to me, he is the one who said it.

Mr. Dupuy: It is, of course, a considerable challenge, after years of neglect, to establish a system on such a large scale as one that involves mobilizing the entire Government of Canada.

Ms Tremblay: I am not putting words in your mouth.

Mr. Dupuy: It is still a considerable challenge. Perhaps you are expecting these things to be done overnight. If they were done overnight, they would be done in a very superficial way. They would be done poorly. I am quite willing to give my officials, across Canada, the time needed to build solid structures.

Furthermore, I want them to have the time to consult the minority communities. This is not work that we do behind closed doors and in ivory towers; it is work that we do hand in hand with the people whom we are going to be serving. And that explains why, since this is a big country—it is not small, it has not shrunk—we need time to set up structures that are solid.

Ms Tremblay: So, you asked that plans be submitted to you by March 31 and today you find that it was not realistic to do that?

Mr. Dupuy: I find that perfectly realistic. We have established a policy which was announced.

Ms Tremblay: You consider the March 31, 1995 date realistic; and now that the plans have not been submitted, you consider that normal? I don't understand.

Mr. Dupuy: I consider it entirely realistic that we had from August to June to prepare a certain number of plans and to establish the structures necessary to ensure that the Government of Canada, in consultation and in co-operation with the minority language communities, can function.

Not only that, but as I mentioned to you, even before all these structures are in place and functioning, we took care to ensure, as a trial project, that we had a certain number of projects which would go ahead. There are some, but I would not want to take up all your time to describe them in detail, since you can get this information from my officials.

[Text]

Mme Tremblay: Très bien. Dans un autre ordre d'idées, vous avez su, comme tout le monde, que Alliance Québec a beaucoup moins de membres qu'habituellement et que leur budget de 1,2 million semble pas mal élevé, ce qui fait à peu près 100\$ de subvention par anglophone, ce qui est loin d'arriver au compte de la subvention accordée à la minorité francophone à travers le pays. Est-ce l'intention de votre ministère d'étudier cela et, au besoin, de revoir la subvention allouée habituellement à Alliance Québec?

M. Dupuy: Alliance Québec fait un excellent travail pour présenter les intérêts de la communauté. . .

Mme Tremblay: Ce n'est pas ce qui est en cause.

M. Dupuy: Pardon?

Mme Tremblay: Ce n'est pas la qualité du travail qui est en cause, ce sont les moyens exagérés par rapport au nombre de personnes comparativement aux moyens donnés aux francophones relativement au nombre de francophones à travers le pays. Québec doit travailler sur un territoire très petit par rapport aux francophones qui doivent travailler de Terre-Neuve jusqu'en Colombie-Britannique en passant par les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon. C'est une réalité géographique qu'on ne peut pas nier.

Je suis en train de vous dire, qu'à notre avis, les anglophones ont trop d'argent par rapport à ce que vous donnez aux francophones. Êtes-vous prêt ou non à revoir l'équilibre des subventions pour les deux organismes? C'est cela ma question. Cela ne met pas en doute ni la qualité du travail fait par Alliance Québec ni la qualité du travail fait par les francophones.

M. Dupuy: Ce n'était pas la nature de votre première question, alors j'ai deux questions. La première question, comme je l'ai comprise, était, si avec la taille et le nombre de membres qu'Alliance Québec a, cela représentait l'ensemble des intérêts de la population minoritaire anglophone au Québec.

Mme Tremblay: Non, ce n'est pas ma question. Je n'en ai pas deux, je n'en ai qu'une. C'est la question de nombre par rapport à l'argent, uniquement cela.

M. Dupuy: Je ne crois pas à un calcul qui soit fait sur une base automatique. Je crois qu'il faut avoir du jugement. Alors, si vous me dites à moi, comme ministre responsable: «Monsieur le ministre, ayez des statistiques et n'ayez pas de jugement,» ce n'est pas la voie que je suis.

Mme Tremblay: Non pas tout, au contraire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vais maintenant accorder la parole à M. Bélanger.

Mme Tremblay: Juste une seconde. J'aimerais finir cette question pour que le ministre comprenne bien ce que je dis. Il s'agit justement d'une question de jugement que je vous pose. Le Québec est petit par rapport au Canada; les anglophones sont moins nombreux que les francophones dans le Canada. Les anglophones reçoivent plus que les francophones. Je vous dis que ce n'est pas logique.

M. Dupuy: Ce n'est pas vrai non plus, alors voilà la réponse.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vais céder la parole à M. Bélanger.

[Translation]

Ms Tremblay: Very well. On another topic, you knew, as everyone knows, that Alliance Quebec has far fewer members than it once did and that its budget of \$1.2 million seems quite high—it works out to a subsidy of nearly \$100 per Anglophone, which is much higher than the subsidy given to the Francophone minority across Canada. Does your department intend to study this situation and, if necessary, to review the amount normally allocated to Alliance Quebec?

Mr. Dupuy: Alliance Quebec is doing excellent work to represent the interests of the community. . .

Ms Tremblay: That is not the question.

Mr. Dupuy: Excuse me?

Ms Tremblay: It is not the quality of their work which is in question, it is the exaggerated level of support they receive on a per capita basis compared to the level of support on a per capita basis given to Francophones across Canada. Alliance Quebec has to work on a very small territory compared to Francophones who must work from Newfoundland to British Columbia, as well as the Northwest Territories and the Yukon. This is an undeniable geographical reality.

I am trying to tell you that, in our opinion, Anglophones are being given too much money relative to what you are giving to Francophones. Are you or are you not willing to review the equity of funding given to both groups? That is my question. It is not a matter of doubting either the quality of the work done by Alliance Quebec or the quality of the work done by Francophones.

Mr. Dupuy: This was not the nature of your first question, so I have two questions. The first question, as I understood it, was whether, with the size and number of members that Alliance Quebec has, it represented all the interests of the Anglophone minority in Quebec.

Ms Tremblay: No, that is not my question. I do not have two questions, only one. It is the question of numbers versus money, simply that.

Mr. Dupuy: I do not believe that a calculation should be done mechanically. I believe that we must exercise judgment. So, if you say to me, as minister responsible: "Minister, rely on statistics, not judgment," that is not the path that I follow.

Ms Tremblay: Not at all, on the contrary.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I am now going to give the floor to Mr. Bélanger.

Ms Tremblay: Just a second. I would like to finish this question so that the Minister correctly understands what I am saying. It is precisely a question of judgment that I am asking you. Quebec is small relative to Canada; Anglophones in Quebec are less numerous than Francophones in Canada. Anglophones receive more than Francophones do. I am telling you that this is not logical.

Mr. Dupuy: That is not true either, so there is your answer.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I am going to give the floor to Mr. Bélanger.

[Texte]

[Traduction]

Mme Tremblay: Alors, vos chiffres ne sont pas justes.

M. Bélanger: Si vous permettez, monsieur le ministre, je reviendrai sur les sections 41 et 42, la Partie VII de la Loi sur les langues officielles. Le commissaire aux langues officielles, lorsqu'il a comparu devant le Comité mardi dernier, a reconnu qu'il y avait une volonté politique à l'intérieur de deux ministères en particulier, le Conseil du Trésor et le ministère du Patrimoine, lesquels tentent de mettre sur pied des façons de mettre en application cette partie de la Loi, la section 41, qui est le résultat de l'amendement à la loi en 1988.

Ma question porte surtout sur la situation actuelle des discussions qui ont lieu avec les ministères ou les agences visés et si, effectivement, on peut s'attendre, d'ici la fin juin, qu'il y ait des plans d'action déposés en bonne et due forme et qu'on puisse commencer à avoir un suivi, à tous les six mois, de façon à voir à la mise en oeuvre d'une loi qui a été amendée en 1988 et qui a été négligée jusqu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel.

• 1610

M. Dupuy: Évidemment, oui, nous nous attendons à ce qu'il y ait des plans d'action. Ce que nous avons fait, c'est établir une consultation interministérielle, de façon que mes fonctionnaires et les fonctionnaires à un haut niveau, dans d'autres ministères, soient en mesure de se rencontrer, d'établir leurs objectifs, de bien comprendre et la signification des articles 41 et 42 et la signification des décisions du Cabinet pour, ensuite, se mettre au travail.

Cela s'est fait, se fait et se fera non seulement ici, à Ottawa, mais j'ai voulu également que tous les ministères qui sont décentralisés, y compris le mien, aient, sur le terrain, des consultations entre eux et avec les communautés intéressées qui, elles, sont sur le terrain, de façon que ces plans soient valables et pleins de promesses.

Alors, oui, je m'attends à ce que le système que l'on a maintenant presque totalement mis en place produise des fruits. Oui, je m'attends à ce que je puisse faire rapport sur le système et des résultats et des plans à mes collègues du Parlement.

M. Bélanger: Donc, on peut s'attendre d'avoir les plans d'action annuels pour les agences, dont on parle à la page 51 de votre rapport annuel 1993-1994, d'ici à la fin de juin et qu'ils soient rendus publics très peu de temps par la suite.

M. Dupuy: Les exigences du rapport ne demandent pas qu'ils soient rendus publics avant un an. Donc, on va voir s'il y a des délinquants. Je n'en sais rien, il y en aura peut-être, je ne peux pas anticiper. Notre travail consistera à s'assurer que l'opération de plans est réalisée avec succès et que les plans seront mis en application. Normalement, je ferai rapport après un an. C'est ce qui avait été indiqué dans nos déclarations d'origine.

M. Bélanger: Si je comprends bien, donc, nous ne saurions pas avant juin 1996, à l'été, si, effectivement, les agences et les ministères visés auront soumis un plan et quel en est le résultat, dans le cas où il y en aurait eu un de soumis. Est-ce ce que vous me dites?

M. Dupuy: Nous fonctionnons sur la base d'une année financière. Si j'ai les possibilités de vous fournir un rapport qui soit intéressant et complet en dedans d'une année financière, je le ferai; sinon, comme je viens de l'indiquer, je partirai à la poursuite des délinquants.

Ms Tremblay: So, your figures are not accurate.

Mr. Bélanger: With your permission, Minister, I will return to sections 41 and 42 of Part VII of the Official Languages Act. The Commissioner of Official Languages, when he appeared before this committee last Tuesday, recognized that there was a political will within two departments in particular, the Treasury Board and the Department of Canadian Heritage, which are endeavouring to devise ways of implementing this part of the Act, section 41, which is the result of the amendment of the Act in 1988.

My question deals mainly with the current status of the discussions which have taken place with the departments and agencies concerned and whether, in actual fact, we can expect that genuine action plans will be submitted by the end of June and that we can begin to have some follow-up, every six months, in order to oversee the application of an act which was amended in 1988 and which was neglected until the election of the current government.

Mr. Dupuy: Obviously, yes, we do expect that action plans will be prepared. What we have done is to establish interdepartmental consultation, so that my officials and high-ranking officials in other departments can meet, set their objectives, properly understand the meaning of sections 41 and 42 as well as the meaning of the Cabinet decisions and then get down to work.

This has been done, is being done and will be done, not only here in Ottawa, but I have also tried to ensure that all the decentralized departments, including my own, conduct consultations in the field among themselves and with the communities concerned, so that these plans will be effective and promising for the future.

So, yes, I expect that the system which we have now almost completely put in place will produce results. Yes, I expect that I will be able to report on the system and on the results and plans to my colleagues in Parliament.

Mr. Bélanger: Therefore, we can expect to have annual action plans for the agencies mentioned on page 48 of your 1993-94 annual report by the end of June, and that they will be made public shortly thereafter?

Mr. Dupuy: The requirements of the report do not stipulate that they be made public within a year. So, we will see whether there are any offenders. I do not know; perhaps there will be some; I cannot predict that. Our work will consist in ensuring that the planning operation is carried out successfully and that the plans will be implemented. Normally, I would report after one year. This is what was indicated in our original statements.

Mr. Bélanger: If I understand correctly, then, we will not know before June 1996, in the summer, whether in fact the departments and agencies concerned have submitted a plan and what the results are, if a plan has been submitted. Is that what you are telling me?

Mr. Dupuy: We operate on the basis of a fiscal year. If I have the opportunity to provide you with a worthwhile and complete report within a fiscal year, I will do so. Otherwise, as I have just indicated, I will go after the offenders.

[Text]

M. Bélanger: Donc, ai-je raison de croire qu'il se pourrait que l'on n'ait pas de compte rendu de cette situation avant l'été 1996?

M. Dupuy: Non, je pense que vous l'aurez avant. Vous l'aurez certainement avant. Vous devriez l'avoir au plus tard à la fin de cette année financière. Au plus tard.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je désire aviser les membres que j'ai communiqué avec le ministère afin que les membres de ce Comité obtiennent une session d'information sur tout le processus qui a été suivi jusqu'à maintenant et sur celui qui se fera au sein du comité interministériel dont on parle. Nous visons que cette session d'information à l'intention des membres de ce Comité se tienne au début de juin.

M. Bélanger: Madame la présidente, j'aimerais émettre un voeu au ministre, si vous me le permettez, soit que ce comité sache au moins quelles sont les agences et ministères qui n'auront pas soumis un plan avant la date de tombée de la fin de juin. On pourrait garder les détails du plan pour plus tard, quitte à le travailler à nouveau ou à l'évaluer à huis clos, ce que je ne partage pas, mais si c'est l'intention du ministère, on verra par la suite. Mais est-ce qu'on aura au moins la possibilité de savoir laquelle des agences ne s'est pas pliée aux exigences du Cabinet?

M. Dupuy: Je vous donne une réponse spontanée. D'abord, nous sommes en train d'explorer un terrain vierge. Il n'y a pas de précédent pour nous guider. Donc, nous construisons le système sur des bases que nous avons annoncées, et nous les construisons pour les fins que nous avons déclarées.

• 1615

Il est bien entendu que tous ceux qui sont intéressés à la promotion de la langue française là où elle est minoritaire, et la promotion de la langue anglaise là où elle est minoritaire, sont mes alliés naturels. Je ne suis pas du tout intéressé à abriter les délinquants. Au contraire, je serais plutôt disposé à dire: Voilà ce que le Cabinet a décidé, il va falloir que vous fassiez le travail qu'on attend de vous.

Comme je vous dis, nous n'avons pas pris de décision sur la façon dont chaque plan allait être traité, mais j'écoute vos commentaires et les suggestions que vous faites à travers ces commentaires avec énormément de sympathie.

M. Bélanger: Merci, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, vous avez la parole.

Mr. Bob Ringma (Nanaimo—Cowichan): I do not want to be your spokesman but I would like to correct an impression Mrs. Tremblay left.

Part VIII of the public accounts shows your department has spent \$28 million on language promotion. Four million of that was on behalf of anglophones in Quebec; \$24 million was spent on behalf of francophones outside of Quebec, six times more. I am not arguing whether it is good or bad, but it is there in the public accounts and so let us set the record straight. As I say, I apologise for being your spokesman. It is a strange twist.

In your report you discuss the amalgamation of official languages in the education program with the promotion of the official languages program. You are putting them together in one branch apparently. I wonder if you could tell us when the amalgamation will take place.

[Translation]

Mr. Bélanger: So, am I right to believe that there may be no report on this situation before the summer of 1996?

Mr. Dupuy: No, I think that you will have it before then. You will certainly have it before then. You should have it no later than the end of this fiscal year. At the latest.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to advise the members that I have contacted the department to arrange for the committee members to receive a briefing session on the entire process that has been followed until now and on the process that will take place within the interdepartmental committee we have been talking about. We expect that this briefing session for members of this committee will be held in early June.

Mr. Bélanger: Madam Chair, with your permission, I would like to express a wish to the Minister, namely that this committee be informed at least of which departments and agencies have not submitted a plan by the end-of-June deadline. The details of the plan could be kept until later, in order to rework it or evaluate it behind closed doors—something I do not agree with—but if that is the department's intention, we will see later. But will we at least have the opportunity to find out which agencies have not complied with Cabinet requirements?

Mr. Dupuy: I will give you a spontaneous answer. First of all, we are exploring uncharted territory. There are no precedents to guide us. Hence, we are building the system on foundations that we have announced, and we are building it for the purposes that we have announced.

It is, of course, understood that all those who are interested in the promotion of the French language wherever it is in a minority situation, and the promotion of the English language wherever it is in a minority situation, are my natural allies. I am not at all interested in shielding offenders. On the contrary, I would rather be inclined to say: this is what Cabinet has decided; you are going to have to do the work that is expected of you.

As I told you, we have not made a decision about how each plan will be dealt with, but I am listening to your comments and the suggestions you are making through these comments with a great deal of sympathy.

Mr. Bélanger: Thank you, Madam Chair.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, you have the floor.

M. Bob Ringma (Nanaimo—Cowichan): Je ne veux pas parler à votre place, mais j'aimerais faire une mise au point qui s'impose, après l'intervention de Mme Tremblay.

À la Partie VIII des Comptes publics, il est dit que votre ministère a dépensé 28 millions de dollars à la promotion des langues officielles. De ce montant, 4 millions ont été consacrés aux anglophones du Québec et 24 millions, soit six fois plus, aux francophones hors Québec. Je ne juge pas de l'opportunité de cette mesure, mais puisque cela se trouve dans les Comptes publics, il convient de rétablir les faits. Je le répète, je m'excuse de parler en votre nom. C'est plutôt surprenant.

Dans votre rapport, vous discutez de la fusion entre le programme des langues dans l'enseignement et la promotion des langues officielles. Vous les regroupez apparemment au sein d'une seule direction. Pourriez-vous nous dire quand cette fusion aura lieu?

[Texte]

Mr. Dupuy: Obviously the purpose of it is to make sure we have a lean administration. With respect to the details, I will turn to Mr. Collet.

Mr. Roger Collet (Assistant Deputy Minister, Canadian Identity, Department of Canadian Heritage): The amalgamation of those two sectors is presently taking place.

Mr. Ringma: When do you expect it to be done?

Mr. Collet: As we do this we have to administer the present reductions under the budget.

Mr. Ringma: Will it be a year, six months?

Mr. Collet: Within six to eight months.

Mr. Ringma: What will be the savings produced by this amalgamation?

Mr. Collet: It is a little early to give specifics. The savings will be achieved in the whole sector. As members of the department of heritage we all have targets established in the budget for reduction in our own administration and it is through that kind of realignment that I will meet the targets given to us.

It is difficult to give specifics as to whether they will come from this branch or that branch, but that is part of the whole plan of reduction. I have to do some realigning in multi, which is in the same sector, and in sport and whatever. It is part of the contribution. A year from now I could give more specifics as to how much of it came from that specific amalgamation.

Mr. Ringma: We are still trying to be specific as to the number of people or the number of dollars. Maybe you can take it as a question under advisement and give us a report as we go through the year, rather than wait until next year.

There is a slight change in the emphasis here. In your report, minister, it states three out of four Canadians want their children to learn the second official language. Nearly as many believe it is essential to guarantee minority official language children an education in their own language. What is the source of that figure?

Mr. Dupuy: We did some public opinion polls. I turn again to Mr. Collet for the details.

• 1620

Mr. Collet: They were public opinion polls which came from Ekos surveys published during the last eight or nine months, la Commission des parents francophones du Canada and Angus Reid polls. Those specific data came from the Angus Reid poll published about a year ago commissioned by the association.

Mr. Ringma: I would like to table those two sources with the committee. Your report states the official languages and education program was renewed for a further five years during the 1993-94 fiscal year at a cost of \$1.1 billion. However, at the same time the protocol for grievance has expired.

[Traduction]

M. Dupuy: Cette initiative a manifestement pour objet de dégraisser l'administration. Pour ce qui est des détails, M. Collet peut vous répondre.

M. Roger Collet (sous-ministre adjoint, Identité canadienne, ministère du Patrimoine canadien): La fusion de ces deux secteurs est actuellement en cours.

M. Ringma: Quand sera-t-elle terminée à votre avis?

M. Collet: Il nous faut en même temps gérer les compressions budgétaires qui viennent de nous être imposées.

M. Ringma: Cela se fera-t-il d'ici un an, ou six mois?

M. Collet: D'ici six à huit mois.

M. Ringma: Combien cette fusion permettra-t-elle d'économiser?

M. Collet: Il est un peu tôt pour citer des chiffres précis. Les économies seront réalisées pour l'ensemble du secteur. Tous les fonctionnaires du ministère du Patrimoine se doivent d'atteindre les objectifs fixés dans le budget quant aux compressions de l'administration; c'est grâce à ce genre de rationalisation que je pourrais atteindre les objectifs qui nous ont été fixés.

Il est difficile de préciser maintenant si les économies seront réalisées dans telle ou telle direction, mais cela fait partie intégrante de tout le plan de compressions budgétaires. Je dois réaménager certaines priorités au Multiculturalisme, qui fait partie du même secteur, ainsi qu'au Sport amateur, et ainsi de suite. Cela fait partie du même plan. D'ici un an, je pourrais vous indiquer de façon plus précise combien cette fusion nous a permis d'économiser.

M. Ringma: Nous essayons toujours d'obtenir des renseignements précis quant au nombre de postes ou aux dépenses visés par les compressions. Vous pourriez peut-être prendre cette question en délibéré et nous présenter un rapport dans le courant de l'année, au lieu d'attendre à l'an prochain.

Il semble y avoir ici un léger changement d'orientation. Dans votre rapport, monsieur le ministre, il est dit que trois Canadiens sur quatre souhaitent que leurs enfants apprennent la seconde langue officielle. Ils sont pratiquement aussi nombreux à juger essentiel de garantir aux enfants qui appartiennent aux communautés francophone ou anglophone en situation minoritaire l'enseignement dans leur propre langue. D'où proviennent ces données?

M. Dupuy: Nous avons effectué certains sondages d'opinion. Je vais à nouveau donner la parole à M. Collet qui vous donnera des précisions.

M. Collet: Il s'agit de certains sondages d'opinion effectués par la firme Ekos et publiés au cours des huit ou neuf derniers mois, ou de sondages effectués pour la Commission des parents francophones du Canada par la firme Angus Reid. Les données dont vous parlez proviennent du sondage Angus Reid, tenu à la demande de la Commission et dont les résultats ont été publiés il y a environ un an.

M. Ringma: J'aimerais que vous déposiez ces deux sources d'information auprès du comité. Il est dit dans votre rapport que le programme des langues officielles dans l'enseignement a été renouvelé pour une autre période de cinq ans, dans le courant de l'exercice financier 1993-1994, au coût de 1,1 milliard de dollars. Toutefois, à la même époque, le protocole d'entente est arrivé à échéance.

[Text]

Why has the funding been continued when there is no multilateral agreement in place to ensure the money will be spent as intended?

Mr. Collet: The programs are the source by which through cabinet and Parliament we get funds for programs for four or five years. In this case the official languages and education program is renewed every five years.

That is the route we take to get the funding for the period of five years, renewed or not renewed. That was done two years ago. The way we use, share and fund these programs with provincial governments can be done in many fashions. In the last 12 years there has been a renewed protocol developed through the Canadian Ministers of Education Council which represents all provincial departments of education. That protocol has not been renewed. It is precisely a protocol which can be used if we come to a mutual agreement. If not we then continue to fund under the previous protocol.

Mr. Ringma: You have in effect told me what I told you.

Mr. Collet: Yes, and a protocol goes both ways. We have presented three proposals to the council on our suggestion on how to administer the reductions in that program because it was renewed at a reduced level. It has since been reduced twice through annual budgets. We have presented a written proposal to the council on the reduction level. The last we heard it had established a committee of provincial representatives who would come back to us with an official response.

Mr. Ringma: Let me ask the question one more time in another way. Do you expect to have a renewed protocol? Is that in the offing?

Mr. Collet: That is the intention. However, there are two big parties, the federal government and the provincial governments represented by the council on this matter.

Mr. Ringma: It is in the works.

Mr. Collet: Yes. An offer was sent to them in writing a month and a half ago.

Le sénateur Jean-Claude Rivest: Est-ce que vous avez des responsabilités particulières à l'égard de l'utilisation des langues minoritaires, et en particulier la langue française, dans les ministères et organismes gouvernementaux?

M. Dupuy: La distribution des responsabilités donne au président du Conseil du Trésor et à son secrétariat la responsabilité d'assurer la présence de la langue française dans la fonction publique et de ce fait, d'assurer les services gouvernementaux du gouvernement fédéral dans les deux langues officielles.

• 1625

Donc, non, ce n'est pas une responsabilité qui est la mienne, quoique mon intérêt, qui est beaucoup plus vaste que la fonction publique, fait de moi un peu une conscience. Mais, je n'ai pas le pouvoir de déterminer ce qui se passe dans ce secteur.

[Translation]

Pourquoi a-t-on maintenu le financement s'il n'existe pas d'entente multilatérale pour faire en sorte que les fonds soient bien dépensés aux fins prévues?

M. Collet: Grâce à ces programmes, nous obtenons du Cabinet et du Parlement des fonds pour nos programmes pour quatre ou cinq ans. Le programme des langues officielles dans l'enseignement est reconduit tous les cinq ans.

C'est ainsi que nous obtenons des fonds quinquennaux renouvelables ou pas. Cela s'est fait il y a deux ans. Il y a plusieurs façons de collaborer avec les gouvernements provinciaux pour appliquer et financer conjointement ces programmes. Depuis 12 ans, il existe un protocole d'entente élaboré par le Conseil canadien des ministres de l'Éducation qui représente tous les ministères provinciaux de l'Éducation. Ce protocole n'a pas été reconduit. C'est justement le moyen que nous pouvons utiliser si nous en arrivons à une entente mutuelle. Si nous n'y parvenons pas, nous continuons à financer les programmes aux termes de l'ancien protocole.

M. Ringma: Vous venez en fait de me répéter ce que je vous ai dit plus tôt.

M. Collet: Oui, et un protocole sert les deux parties en cause. Nous avons présenté au Conseil trois propositions quant à la façon d'appliquer les compressions de dépenses visant ce programme, car, lors du renouvellement, les fonds qui y sont alloués ont diminué. Depuis lors, le financement de ce programme a été réduit à deux reprises dans le cadre des budgets annuels. Nous avons présenté au Conseil une proposition écrite relativement au niveau de réduction. D'après les derniers renseignements, le Conseil a mis sur pied un comité composé de représentants provinciaux qui doit nous présenter une réponse officielle.

M. Ringma: Permettez-moi de vous poser encore une fois la question en la formulant différemment. Pensez-vous que le protocole sera reconduit? Est-ce une possibilité?

M. Collet: C'est notre intention. Toutefois, il y a deux parties importantes dans ce dossier: le gouvernement fédéral et les provinces, représentées par le Conseil.

M. Ringma: Le processus est en cours.

M. Collet: Oui. Nous avons soumis une proposition écrite au Conseil, il y a un mois et demi.

Senator Jean-Claude Rivest: Do you have any special responsibilities with respect to the use of minority languages, particularly French, in government departments and agencies?

Mr. Dupuy: According to the division of responsibilities, the Treasury Board President and Secretariat are responsible for ensuring the presence of the French language in the public service and thus for ensuring federal government services in both official languages.

Therefore, no, this is not one of my responsibilities, although my interest, which extends far beyond the public service, makes me something of a conscience. However, I do not have the authority to determine what happens in this sector.

[Texte]

Le sénateur Rivest: Juste pour alimenter ou troubler votre conscience, je porterais à votre attention, je suis sûr que vous en avez pris connaissance, l'enquête qui a été faite par le commissaire aux langues officielles sur l'utilisation du français comme langue de travail, ne serait-ce que dans la capitale nationale, et je présume que vous allez certainement vous préoccuper de la chose.

Je vais vous donner simplement un chiffre: 80 p. 100 des francophones qui travaillent dans la fonction publique ne peuvent pas utiliser leur langue pour s'adresser à leur superviseur. Alors, quand on parle de l'application de la Loi sur les langues officielles dans la fonction publique, c'est quand même assez catastrophique.

M. Dupuy: Je peux vous dire que la première chose que moi je peux faire, c'est de prêcher l'exemple. Vous pourrez constater que le ministère du Patrimoine canadien est très bien équipé au point de vue des langues. Je ne suis jamais satisfait que ça soit à la perfection. Il y a toujours moyen de faire mieux. J'ai été très sensible—et mes prédécesseurs l'ont été aussi—à assurer que nous fournissions les services en tant que ministère du Patrimoine, dans les deux langues, là où cela est justifié.

Le sénateur Rivest: Pour en revenir aux articles 41 et 42 sur le plan, quand vous parlez d'un plan, je comprends qu'on aura une séance d'informations dans les détails avec vos collaborateurs, mais en quoi consiste le plan?

M. Dupuy: Pour résumer cela à l'extrême—parce que là, nous tombons dans des détails administratifs—essentiellement, ce qu'il était important de faire, c'est qu'il y ait une décision du gouvernement du Canada, donc du Cabinet, à savoir que l'on allait mettre à exécution ces deux articles et, deuxièmement, que l'on allait construire une structure qui serait garante de l'exécution.

On a fait allusion à plusieurs reprises à cette structure. Il y a la structure interministérielle, à Ottawa et sur le terrain. Il y a la nécessité, pour un certain nombre de ministères que nous avons identifiés comme étant prioritaires parce qu'ils sont les plus intéressants pour les communautés, de mettre sur pied des plans et d'assurer que les francophones minoritaires et les anglophones minoritaires aient accès à leurs programmes.

Nous avons établi un système de rapport, c'est ce dont nous parlions il y a quelques minutes, de façon à ce que tout le système demeure très transparent. Voilà, si vous voulez, je vous résume à l'extrême, mais c'est cela qui est la machinerie que nous avons construite pour mettre à exécution la décision du gouvernement.

Le sénateur Rivest: Simplement pour conclure, ce que je constate, c'est que cela m'apparaît, dit dans un sens non péjoratif mais très réaliste, très bureaucratique comme démarche. Je dois dire que je m'inquiète un peu, à la suite des questions de M^{me} Tremblay et aussi du député d'Ottawa—Vanier, des délais. C'est presque transparent, mais cela semble beaucoup plus perméable actuellement, parce qu'on ne voit pas le jour où cela va finir par arriver.

Là, vous écrivez, vous fixez des délais, ils ne seront pas respectés, les rapports vont venir quand, etc. Je comprends que vous avez—vous êtes réputé d'ailleurs à ce propos—les meilleures intentions du monde d'exprimer des volontés politiques claires et non comptables, mais à un moment donné, «where is the beef»? Il va falloir qu'on puisse voir exactement où cela arrive. Mais, vous pouvez répondre de cela aussi.

[Traduction]

Senator Rivest: Just to provide some food for thought or to trouble your conscience, I would like to draw your attention to—I am sure that you are already aware of this—the investigation conducted by the Commissioner of Official Languages on the use of French as a language of work, if only in the National Capital, and I presume that you will certainly be looking into this matter.

I will mention just one figure: 80 per cent of Francophones who work in the public service are unable to use their own language when addressing their supervisor. This is really quite devastating in terms of the application of the Official Languages Act in the public service.

Mr. Dupuy: I can tell you that the first thing I can do is to set an example. You will note that the Department of Canadian Heritage is very well equipped in terms of official languages. I am never satisfied that the situation is perfect. There are always ways to improve things. I have been very concerned—as have my predecessors—to ensure that we, as the Department of Heritage, provide services in both official languages where this is warranted.

Senator Rivest: Getting back to sections 41 and 42, to the plan, when you speak of a plan, I understand that there will be a briefing session on the details with your colleagues. But what exactly does this plan consist of?

Mr. Dupuy: To summarize this very briefly—because here we are getting into administrative details—essentially, the important thing was that there be a decision by the Government of Canada, hence of Cabinet, that we would implement these two sections and, secondly, that we would establish a structure to ensure their implementation.

This structure has been alluded to several times. There is the interdepartmental structure, in Ottawa and in the field. There is a need, for a certain number of departments that we have identified as priorities because they are more important in terms of the services they provide to the communities, to draw up plans and ensure that minority Francophone and minority Anglophone communities have access to programs in their own language.

We have set up a reporting system, that is what we were talking about a few minutes ago, to ensure that the entire system remains very transparent. That is a very brief summary, if you will, but that is the process that we have established to implement the government's decision.

Senator Rivest: Just to conclude, what I see ... this seems to me to be a very bureaucratic approach, and I mean this not in a pejorative but rather in a very realistic sense. I must say that I am a little concerned about the deadlines in view of the questions from Ms Tremblay and also from the Member for Ottawa—Vanier. The process is quite open, but now it seems to be very vague, since we cannot tell when, if ever, this will finally come to pass.

You write, you set deadlines, the deadlines are not met, it is not clear when the reports will be submitted, and so on. I understand that you have—indeed, this is your reputation—the best intentions in the world to express a clear political commitment, not from an accounting perspective, but at some point we have to ask “where is the beef?” We must be able to see exactly where this will lead. But, you can be accountable for this as well.

[Text]

M. Dupuy: Merci beaucoup de votre question, parce qu'elle me donne l'occasion d'expliquer quelque chose qui est absolument fondamentale.

Le problème de ces communautés minoritaires, par le passé, c'est qu'elles-mêmes étaient mal équipées pour aller chercher les ressources dans les programmes du gouvernement. Si elles avaient la puissance, l'organisation, le personnel, les priorités nécessaires pour le faire, elles obtiendraient ces services et ces ressources. Mais, justement, elles ne sont pas équipées pour le faire. La tâche que nous nous sommes donnée, qui découle de la mise en vigueur de ces articles, c'est d'aider ces communautés à bien formuler des dossiers qui vont arriver aux différents ministères, et que ces ministères devront suivre selon une procédure normale.

• 1630

En d'autres termes, et c'est ce que j'ai essayé d'expliquer un peu plus tôt, la coopération entre les organismes minoritaires et cette mécanique que j'ai décrite est indispensable pour avoir des résultats. Il est bien sûr que si on fait simplement une mécanique bureaucratique, même avec une volonté politique, et si les dossiers ne viennent pas devant les autres ministères, eh bien, on dira au bout d'un certain temps qu'on n'a pas progressé.

Il est donc absolument nécessaire d'assurer que les communautés elles-mêmes développent leurs projets. Certaines sont capables de le faire et certaines ont d'excellents projets. À ce moment-là, nous pouvons les aider en faisant bouger les dossiers là où ils doivent bouger. C'est précisément parce que cela me préoccupait beaucoup, ça, que cela devienne une structure bureaucratique, mais qui ne fonctionne pas finalement, que j'étais très anxieux, et mes collaborateurs le savent et pourront vous donner des détails, que sans attendre la structure et le fonctionnement de la structure, nous travaillons sur des dossiers particuliers. Là, on peut voir déjà des dossiers qui émergent à la suite d'un travail très particulier qui a été fait et qui devance la structure.

Si vous voulez avoir la liste de ces dossiers et leur cheminement, je m'en remets à mes fonctionnaires. Vous verrez qu'il y en a, et je dirais que la beauté de l'affaire, c'est qu'à travers ces projets pilotes—parce que c'en sont—nous apprenons comment faire marcher le système. Parce que nous aussi, mes fonctionnaires aussi doivent apprendre. Nous sommes vraiment dans quelque chose de nouveau. Nous construisons au fur et à mesure.

Je ne voudrais pas vous laisser l'impression que c'est simplement du brassage bureaucratique. Ce n'est certainement pas ma vision des choses.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Merci, madame la Présidente. Monsieur le ministre, on a eu plus tôt aujourd'hui un son de clairon pour lever le bouclier, de la part d'un des porte-parole des francophones pour abolir la Commission des langues officielles en réduisant le budget de la commission de 11 millions à 0 cent. Est-ce que vous avez des commentaires à faire là-dessus? Croyez-vous qu'on devrait abolir le budget de la commission?

[Translation]

Mr. Dupuy: Thank you for your question because this gives me the opportunity to explain something which is absolutely fundamental.

The problem of these minority communities, in the past, was that they were poorly equipped to seek resources from government programs. If they had the necessary power, organization, staff and priorities to do this, they would obtain these services and resources. But in fact they are not equipped to do so. The task we have undertaken, which stems from the implementation of these sections, is to help these communities to clearly articulate issues and projects that will be submitted to the various departments, which will then have to deal with them according to normal procedures.

In other words—and this is what I was trying to explain earlier—co-operation between minority organizations and this mechanism that I have described is indispensable if there are to be results. If we simply create a bureaucratic mechanism, even if the political will exists, and the issues and projects are not brought to the attention of the other departments, it will no doubt be said after a certain period of time that no progress has been made.

It is therefore absolutely essential to ensure that these communities develop their projects themselves. Some are capable of doing so and some have excellent projects. At this point, we can help them by stimulating movement on issues where movement is. It is precisely because this concerned me a great deal—namely that this might become a bureaucratic structure which ultimately was not effective—that I was so anxious, and my colleagues know this and can give you the details, that even without waiting for the structure to be set up and operational, we have been working on specific issues and projects. We can already see projects emerging as a result of very specific work that was done and which preceded the structure.

If you would like to have a list of these issues and projects and their progress, I refer you to my officials. You will see that there are some and I would say that the beauty of this whole thing is that through these pilot projects—because that is what they are—we are learning how to make the system work. Because we, too, my officials, must also learn. This is really something new. We are building this as we go along.

I do not want to leave the impression that this is simply something dreamed up by bureaucrats. This is certainly not my view of the situation.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Thank you, Madam Chair. Minister, earlier today we heard a strident call to arms from one of the francophone spokesmen demanding the abolition of the Office of the Commissioner of Official Languages by reducing its budget from \$11 million to zero. Do you have any comments to make on that? Do you believe that the budget of the Office of the Commissioner of Official Languages should be eliminated?

[Texte]

M. Dupuy: Pas du tout. Je crois que le commissaire aux langues officielles joue un rôle indispensable. Je crois qu'il a besoin d'être équipé pour jouer ce rôle. Comme vous le savez, il fait rapport directement au Parlement. Il a donc toute la liberté. Je crois que c'est un pouvoir extrêmement important parce qu'à tout moment, le Parlement peut exprimer des vœux, et moi-même, en tant que parlementaire, je peux lui faire part de mes vœux.

Je pense que c'est une institution qui a été bien conçue au départ, qui a joué un rôle extrêmement important. Et en dépit de ce que disent des critiques, et il y en aura toujours, je crois que son rôle a été positif. Il suffit d'être en contact avec les communautés minoritaires de langues officielles, comme je le suis fréquemment, pour s'en rendre compte.

C'est une toute petite anecdote. J'étais à Thunder Bay, il y a quelques semaines, et j'ai eu l'occasion, j'ai pris le temps de rencontrer les communautés francophones qui venaient du nord de l'Ontario, qui ont eu la gentillesse de venir me rencontrer. Écoutez-les et elles vont vous dire: «Il y a énormément de chemin à faire, nous sommes encore très fragiles, mais nous n'en serions pas où nous sommes aujourd'hui si, depuis 25 ans, on ne travaillait pas pour progresser.»

M. Bellemare: Monsieur le ministre, sur la question de Thunder Bay, dans le cadre d'une enquête sur deux plaintes visant le ministère du Patrimoine canadien, votre ministère, les communautés francophones du Nord-Ouest ne semblent pas bien desservies, d'après le commissaire. Il a recommandé que le ministère du Patrimoine canadien veuille à ce que son bureau de Thunder Bay offre des services en français aux communautés francophones et adopte des mesures pour que celles-ci soient servies équitablement et reçoivent une aide favorisant leur épanouissement.

[Traduction]

Mr. Dupuy: Not at all. I believe that the Commissioner of Official Languages plays an indispensable role and that he needs to be given the resources to play that role. As you know, he reports directly to Parliament and therefore enjoys complete I believe that this is an extremely important role because Parliament may express views at any time and I, too, as a Member of Parliament, can inform him of my opinions.

I believe that this is an institution which was well thought out at the outset and which has played an extremely important role. And despite what the critics say—there will always be critics—I believe that its role has been a positive one. One need only be in contact with the official-language minority communities, as I frequently am, to realize this.

I have one very brief story I would like to share with you. I was in Thunder Bay a few weeks ago and while I was there, I had the opportunity, I had the time to meet with the Francophone communities from northern Ontario who were kind enough to come and meet me. Listen to them and they will tell you: "There is still a long way to go; we are still very fragile; but we would not be where we are today if people had not been working for 25 years to make progress."

Mr. Bellemare: Minister, while we are on the subject of Thunder Bay, in connection with an investigation into two complaints relating to the Department of Canadian Heritage, your department, the Francophone communities of the northwest do not. He recommended that the Department of Canadian Heritage ensure that its Thunder Bay office provide services in French to Francophone communities and adopt measures to ensure that these communities are equitably served and receive assistance to promote their development.

• 1635

M. Dupuy: Vous comprenez peut-être pourquoi le ministre du Patrimoine, qui a quand même pas mal de sensibilité, a trouvé bon de rencontrer les communautés intéressées à Thunder Bay. Mais, je vous l'ai dit tout à l'heure, rien n'est jamais parfait et on a toujours moyen d'améliorer les choses. Je cède la parole à M. Collet qui est probablement plus à jour que moi.

M. Bellemare: Spécifiquement qu'avez-vous fait?

M. Collet: Monsieur Bellemare, lorsque ces commentaires, à bon droit, ont été faits par le bureau du commissaire, c'était dans la période de réorganisation du ministère qui est maintenant le ministère du Patrimoine, où la gestion et les services ont dû être réalignés avec une nouvelle structure régionale. Je pourrais vous expliquer cela en grands détails. Nous avons maintenant des services à Thunder Bay, en français, pour la population francophone de Thunder Bay.

M. Bellemare: C'est adéquat?

M. Collet: C'est adéquat. Je fais affaire avec les communautés francophones. . .

M. Bellemare: Via ces gens-là?

M. Collet: Oui, tout à fait.

M. Bellemare: Et c'est adéquat?

Mr. Dupuy: You may understand why the Minister of Heritage, who nevertheless is very sensitive to this issue, thought it advisable to meet with the communities concerned in Thunder Bay. But as I just mentioned, nothing is perfect and there are always ways to improve things. I will now pass the floor over to Mr. Collet, who is probably more up to date on this matter than I am.

Mr. Bellemare: Specifically, what have you done?

Mr. Collet: Mr. Bellemare, the Office of the Commissioner of Official Languages made these comments, and rightly so, during a period when the department, which is now the Department of Heritage, was being restructured, when management and services had to be realigned with a new regional structure. I could explain this to you in great detail. We now have services in French in Thunder Bay for French speakers there.

Mr. Bellemare: And these services are adequate?

Mr. Collet: They are adequate. I deal with the Francophone communities. . .

Mr. Bellemare: Through these people there?

Mr. Collet: Yes, exactly.

Mr. Bellemare: And the services are adequate?

[Text]

M. Collet: Oui.**M. Bellemare:** Alors le problème est corrigé?**M. Collet:** Oui.

M. Bellemare: Une dernière petite question, monsieur le ministre. Dans votre rapport annuel 1993-1994, vous parlez d'avantages pour les communautés régionales en ce qui concerne les langues officielles et l'enrichissement que cela donne financièrement à ces régions. Vous mentionnez plus loin dans le paragraphe que la population bilingue a augmenté de 40 p. 100 dans des endroits comme Halifax, Kitchener, Ottawa, Hull, Regina, Saskatoon, St. John's, Vancouver et Victoria. Attention, M. Ringma! À quoi attribuez-vous cela?

Je suis aussi intrigué lorsque vous mentionnez qu'à Toronto, comme à Ottawa, il y a plus de gens bilingues qu'à Québec. Pourquoi?

Le sénateur Rivest: Parce qu'il y a plus de monde.

M. Dupuy: Mais il faut plus que plus de monde. Il faut qu'il y ait des gens qui soient intéressés à parler plus d'une langue. Un des phénomènes que l'on peut constater, c'est qu'il y a chez les anglophones une sensibilisation qui n'existait pas il y a 20 ans. J'ai eu l'occasion de rencontrer l'organisation Parents for French à plusieurs reprises et à plusieurs endroits. C'est une organisation considérable. Elle est anglophone, mais elle a compris que l'avenir de ses enfants serait mieux assuré si leurs enfants parlaient les deux langues.

Je disais tout à l'heure que nous allons peut-être voir arriver la génération la plus bilingue qu'on ait connue. Enfin, presque que nous tous, ceux qui avons eu l'occasion de côtoyer des milieux anglophones ont connu des familles où les parents sont unilingues et où les enfants se parlent français entre eux, et pourtant, ils parlent à leurs parents en anglais.

Donc, il y a un phénomène qui se déroule dans ce pays, et je crois, je ne suis pas un sociologue, mais je crois que ce phénomène est dû justement à une conscientisation qui est beaucoup plus poussée de l'intérêt d'avoir accès à deux cultures. Moi qui fais partie de deux cultures et qui en suis très fier, je crois que, effectivement, c'est une grande richesse qu'on a dans la vie.

Le sénateur Roux: Madame la coprésidente, vous me direz si je suis en dehors des règles, mais je ne le crois pas, étant donné que nous siégeons au sein d'un comité qui se soucie des deux langues officielles.

Je voudrais poser une question au ministre, qui ne sera pas nouvelle pour lui, au sujet de l'appellation de son ministère, appellation qui a été donnée par le précédent gouvernement. Le changement était sûrement nécessaire à cause de l'élargissement considérable des champs de compétence couverts maintenant par le nouveau ministère et la diversité de ces champs. Donc, on a abandonné l'appellation «ministère des Communications» et on lui a collé ce nouveau nom de «ministère du Patrimoine canadien», et en anglais, «Heritage».

J'ai toujours considéré, même si une partie de vos champs de compétence se référait au passé comme, par exemple, les monuments historiques et une grande partie des musées, que par ailleurs, comme vos champs de compétence couvrent les

[Translation]

Mr. Collet: Yes.**Mr. Bellemare:** So the problem has been corrected then?**Mr. Collet:** Yes.

Mr. Bellemare: Just one brief final question, Minister. In your 1993-94 annual report, you spoke of benefits for the regional communities with respect to official languages and the financial enrichment this provides to these regions. You mention a little later in the paragraph that the bilingual population has increased 40 per cent in places such as Halifax, Kitchener, Ottawa, Hull, Regina, Saskatoon, St. John's, Vancouver and Victoria. Watch out, Mr. Ringma! To what do you attribute this?

I was also intrigued when you mentioned that there are more bilingual people in Toronto, as in Ottawa, than there are in Quebec City. Why is that?

Senator Rivest: Because there are more people.

Mr. Dupuy: But there must be more than just more people. There must be people who are interested in speaking more than one language. We can observe an awareness among Anglophones that did not exist 20 years ago. I have had the opportunity to meet with the organization called "Parents for French" several times and in This is an Anglophone organization, but its members have realized that their children would have better prospects for the future if they spoke both languages.

I said earlier that the next generation of Canadians may be the most bilingual generation we have ever had. Finally, virtually every one of us who have had the opportunity to have contact with Anglophone communities have known families where the parents are unilingual and where the children speak French to each other and yet they speak to their parents in English.

Hence, there is a change taking place in this country, and I believe—I am not a sociologist—but I believe that this is due precisely to a much greater awareness of the benefit of having access to two cultures. I am proud to be part of both cultures and I believe, in fact, that this is a great source of enrichment in life.

Senator Roux: Madam Chair, please tell me if I am out of order, but I don't believe I am, given that we are sitting on a committee that is concerned with the two official languages.

I would like to ask the Minister a question, which will not be new to him, about the title of his department, a title that it was given by the previous government. The change was certainly necessary because of the considerable expansion in the areas over which the new department now has jurisdiction and the diversity of those areas. So the title "Department of Communications" has been abandoned and the new name, "Department of Canadian Heritage", has been attached to it.

I have always felt, even though part of your areas of jurisdiction in the past referred to, for example, historic monuments and many of the museums, that on the other hand, since your areas of jurisdiction cover the two official languages,

[Texte]

deux langues officielles, d'une part, et la culture et les arts, d'autre part, je comprends très bien qu'il ne peut pas être question d'inclure, dans l'appellation du ministère, soit l'un ou l'autre terme puisque, non seulement la province de Québec, mais la plupart des autres provinces aussi protesteraient vigoureusement, j'ai toujours trouvé que le patrimoine, pour moi, se référerait majoritairement au passé. J'ai apporté mon Petit Robert, et je vous donne ici la définition numéro 1: «patrimoine: biens de famille, biens que l'on a hérités de ses ascendants.» On donne comme synonymes: fortune, héritage, propriété.

Les langues, soit française ou anglaise, sont en constante évolution. L'art et la culture, bien sûr, sont en constante évolution et concernent beaucoup plus le présent et même l'avenir que le passé. Ma question est la suivante: Est-ce qu'on se soucie, au sein de votre ministère, de changer cette appellation et est-ce qu'on s'emploie à trouver une nouvelle appellation? Ma deuxième question est la suivante: Est-ce que vous avez considéré ma suggestion qui était celle d'appeler votre ministère le ministère de la Qualité de vie?

Le sénateur Rivest: Le ministre serait ouvert à la question, je pense.

M. Dupuy: Le premier commentaire que je ferais, c'est que votre observation sur le nom du ministère qui fait penser au passé est tout à fait pertinente. Je crois que, effectivement, pour un ministère qui est, en fait, tellement orienté vers l'avenir—je suis en train, en ce moment, de travailler, avec mon collègue M. Manley, sur l'autoroute de l'information et sur la nouvelle société de fin du siècle ou du début du siècle prochain—c'est un des éléments les plus fondamentaux de notre travail. Cela n'a rien à faire avec le passé, quand on parle de convergence et de la numérisation des communications.

Je pourrais vous dire la même chose, pratiquement, de tous les éléments de ce ministère. Les parcs: eh bien, nous sommes en train d'essayer de continuer à développer le système de parcs, c'est-à-dire en créer de nouveaux, créer des zones maritimes protégées, des parcs marins, comme on les appelle. Ça, c'est l'inauguration, c'est du nouveau, c'est du neuf, c'est l'écologie, c'est demain.

Alors, je vous donne raison. C'est vrai que le mot ne colle pas tout à fait à la réalité des choses. Peut-être que nous sommes arrivés trop tard, ou que je suis arrivé trop tard, parce que j'étais bien loin, lorsque j'ai entendu parler du ministère du Patrimoine, de savoir que j'aurais un jour une responsabilité dans ce portefeuille.

Par contre, pour la deuxième partie de votre question: c'est oui. Beaucoup de réflexion a été déployé pour voir s'il y avait des alternatives qui pourraient être plus attrayantes. J'ai moi-même, de mes yeux vu, au moins une quarantaine de propositions. Je pense qu'elles avaient dans l'ensemble deux faiblesses. La première, c'était que souvent elles avaient trop le caractère d'énumération. Bien sûr, on pourrait dire: c'est le ministère des Communications, cultures et problématiques mais des parcs, des sports, etc. Alors, à ce moment-là, on a une énumération. Ce n'est plus un vrai nom. Alors, c'était une grosse difficulté.

Il y avait même la recommandation de revenir au nom de Secrétariat d'État. Et là, effectivement, on aurait pu dire: cela, c'est le passé puisque cela a été le premier ministère du gouvernement du Canada et ça ne rendrait pas beaucoup justice à tout ce qui se passe dans ce ministère.

[Traduction]

on the one hand, and culture and the arts, on the other, I understand quite well that it is not possible to include either of those expressions in the department's title, since not only Quebec but most of the other provinces would vehemently protest, I have always felt that, in my view, heritage or "patrimoine" mainly referred to the past. I have brought my Petit Robert, and I give you definition number 1: "patrimoine": family property, property inherited from one's ancestors. The synonyms given are "fortune, inheritance, property."

Both the English and French languages are in a state of constant change. Art and culture, of course, are constantly changing and relate much more to the present and even the future than to the past. My question is as follows: Is there any concern in your department about changing this title and is any effort being made to find a new title? My second question is as follows: Have you considered my suggestion, which was to call your department the Quality of Life Department?

Senator Rivest: The Minister would be open to the question, I think.

Mr. Dupuy: The first comment I would make is that your observation concerning the name of the department, which suggests the past, is entirely appropriate. I do believe that for a department that is, in fact, so oriented toward the future—at the moment, I am, with my colleague Mr. Manley, working on the information highway and the new society that will exist at the end of the century or the beginning of the next century—this is one of the most fundamental elements of our work. That has nothing to do with the past, when we talk about convergence and digitizing communications.

I could tell you practically the same thing about all elements of this department. Parks: well, we are trying to continue to develop the parks system, that is, to create new parks, to create protected marine areas, marine parks, as we call them. This is the first step, it's something new, an innovation, it's the ecology, it is tomorrow.

It is true that the title does not entirely reflect the reality of the situation. Perhaps we came along too late, or I came along too late, because when I heard of the Heritage Department, I was a long way from knowing that I would one day have responsibility for that portfolio.

On the other hand, as to the second part of your question, the answer is yes. A lot of thought has gone into seeing whether there were alternatives that might be more attractive. Myself, with my own eyes, I have seen some forty proposals. I think that they had two weaknesses, overall. The first was that they looked too much like lists. Of course, we might say: it is the Department of Communications, Culture, Parks, Sports, and so forth. So at that point we have a list. It isn't really a name. So this was a big problem.

There was even a recommendation to go back to the name Department of the Secretary of State. And what could have been said to that is, that is the past, since that was the first department of the Government of Canada and it would not really do justice to everything that goes on in that department.

[Text]

Alors, que vous regardiez un nom ou un autre, il y a eu beaucoup de difficultés à faire un consensus. Et peut-être finalement le dernier aspect des choses, c'est que beaucoup de bonnes suggestions, y compris la vôtre, sont venues un peu tard, parce qu'il y avait déjà un projet de loi qui avait été rédigé. Mes collègues qui l'ont examiné auraient pu, bien sûr, proposer un titre, un nom nouveau à mon ministère. Ils ne l'ont pas fait.

[Translation]

So whatever name you look at, there are a lot of problems reaching a consensus. Perhaps ultimately the final aspect of the situation is that a lot of good suggestions, including yours, came in a little late, because a bill had already been drafted. My colleagues who have examined it could certainly have proposed a new title, a new name for my department. They didn't do so.

• 1645

Je dirais que le temps va faire connaître le patrimoine pour ce qu'il est. Avec le temps, le mot est entré dans le vocabulaire et, de plus en plus, les gens comprennent que, lorsqu'on utilise le mot patrimoine, on veut dire beaucoup plus que le patrimoine.

I would say that time will show heritage for what it is. Over time, the word has entered the vocabulary and people increasingly understand that when we use the word heritage, we mean much more than heritage.

Le sénateur Roux: Mais un projet de loi s'amende, monsieur le ministre.

Senator Roux: But a bill can be amended, Mr. Minister.

M. Dupuy: Il y a toujours la possibilité, pour mes collègues, d'apporter des amendements. Je n'ai pas l'esprit fermé sur ce genre de chose.

Mr. Dupuy: My colleagues always have the option of making amendments. My mind is not closed to this sort of thing.

Le sénateur Rivest: Ministre de la Qualité, vous aimeriez cela, n'est-ce pas? Vous seriez le ministre de la Qualité.

Senator Rivest: Minister of Quality, wouldn't you like that? You would be the Minister of Quality.

Le sénateur Roux: De la qualité de vie.

Senator Roux: Of Quality of Life.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je cède maintenant la parole à M^{me} Tremblay.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I now give Ms Tremblay the floor.

Mme Tremblay: Madame la présidente, je voudrais d'abord apporter une correction, moi aussi, au procès-verbal.

Ms Tremblay: Madam Joint Chair, I too would like first to make a correction to the transcript.

Quand j'ai posé ma question plus tôt, je ne faisais pas référence à l'ensemble de l'argent qui était donné aux francophones versus aux anglophones, je comparais deux montants: celui accordé à Alliance Québec et celui accordé à la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada. Il ne s'agit que de ces deux montants.

When I asked my question earlier, I was not referring to all of the money that was given to Francophones versus Anglophones, I was comparing two amounts: the amount given to Alliance Quebec and the amount given to the Fédération des communautés Francophones et acadienne du Canada. I was referring to those two amounts only.

Pour l'information de M. Ringma, si les provinces canadiennes se comportaient aussi bien que le Québec, il en coûterait beaucoup moins cher au Trésor canadien parce que le Trésor canadien, comme M. le ministre l'a dit, est obligé de payer les provinces, les communautés francophones, pour qu'elles poursuivent leur gouvernement, aller en Cour suprême pour qu'on leur reconnaisse des droits qui sont dans la Charte.

For Mr. Ringma's information, if the Canadian provinces behaved as well as Quebec does, it would cost the public purse much less because the Canadian government, as the Minister said, is required to pay the provinces, the Francophone communities, so that they can bring action against their governments, go to the Supreme Court to have their Charter rights recognized.

Alors, si chaque province appliquait la Charte, le Canada s'en porterait beaucoup mieux et ce serait une véritable économie. Vous en cherchez des économies? Convainquez les provinces de mettre la Charte en application.

So if each province applied the Charter, Canada would get along a lot better and there would be real savings. Are you Persuade the provinces to apply the Charter.

M. Bélanger: Surtout au Québec.

Mr. Bélanger: Particularly in Quebec.

Mme Tremblay: Pardon?

Ms Tremblay: Pardon?

Le sénateur Rivest: Le Secrétariat d'État, à l'époque, a financé Alliance Québec pour contester certaines dispositions de la Loi 101 en matière de langue d'affichage.

Senator Rivest: The Department of the Secretary of State, as it then was, funded Alliance Quebec to challenge certain provisions of Bill 101 relating to the language of signs.

Mme Tremblay: Oui, ils l'ont déjà fait. Ils s'en sont servi.

Ms Tremblay: Yes, they did do that. They used it.

Il y a autre chose. Monsieur le ministre, je voudrais bien savoir une chose précise. À la fameuse réunion du 27, où étaient présents les représentants de ces 26 organismes mentionnés ici et où était présent votre sous-ministre, il

There is another thing. Mr. Minister, I would like to know one precise thing. At the famous meeting on the 27th, attended by the representatives of these 26 agencies which are mentioned here, and which your Deputy Minister attended, it would

[Texte]

semblerait, c'est inscrit dans votre document, que certains organismes voudraient être retirés de cette liste. Vous le mentionnez ici: «Des institutions pourront s'ajouter, d'autres pourront être retirées, tel que convenu entre les différents ministres.»

Il semblerait aussi qu'à cette réunion, quelqu'un ait dit qu'il ne fallait pas mettre la marche trop haute parce que ce serait trop difficile pour tout le monde et qu'il faudrait faire trop de concessions, etc. Que signifie le fait qu'on puisse se retirer ou s'ajouter à cette liste-là? Serait-il possible, par exemple, qu'un ministère décide que les articles 41 et 42, il ne veut rien savoir de cela et qu'il veuille que son nom soit retiré de la liste?

M. Dupuy: Mais il est assez difficile à un ministère d'ignorer une décision du Cabinet.

Mme Tremblay: Supposons, par exemple, Radio-Canada, Statistique Canada et Téléfilm Canada. Comment ces organismes, qui sont des émanations du gouvernement fédéral, pourraient-ils se retirer, tel qu'il est écrit ici?

Cela ne me rassure pas trop si on peut retirer et remettre son nom sur la liste. Cela pourrait signifier que si les exigences devenaient importantes et qu'on se mettait à aider pour vrai les communautés francophones, les gens pourraient reculer et dire: «Non, nous ne sommes plus intéressés; retirez mon nom de la liste.»

M. Dupuy: Je ne sais pas si ma réponse va vous rassurer, mais j'espère qu'elle le fera, après tout ce que j'ai dit et fait pour les francophones.

C'est le ministre du Patrimoine qui recommande qui doit être sur la liste. Étant donné que c'est moi qui suis allé au Cabinet et qui ai obtenu la directive, qui ai la responsabilité de la mettre en vigueur, ça me surprendrait que, d'ici à quelques semaines, je décide de couper la liste en deux.

Mme Tremblay: Mais c'est vous qui avez signé ce rapport. Pourquoi avez-vous accepté de signer un rapport dans lequel il y a une phrase, à mon avis, aussi menaçante que celle-ci, c'est à la page 51: «Des institutions pourront s'ajouter à la liste», c'est très bien, «ou en être retirées»—je regarde et je me demande qui, parmi ceux qui sont là, pourrait être retiré de la liste—«de temps à autres»—c'est-à-dire quand ça fera leur affaire, à mon avis—«tel que convenu entre les ministres concernés.»

Donc vous pouvez, de connivence avec un ministre, c'est-à-dire pas de connivence, mais vous pouvez vous concerter tous les deux et dire: «Cela nous concerne tous les deux; moi, je me retire.»

[Traduction]

appear, it is mentioned in your document, that certain agencies would like to be deleted from that list. You say that here: "Institutions could be added to or deleted from the list of key institutions, as agreed among affected ministers."

It would also seem that at that meeting, someone said that the step should not be too steep because it would be too difficult for everyone and too many concessions would have to be made, and so forth. What is meant by the fact that it is possible to be deleted from or be added to this list? Would it be possible, for example, for a department to decide that it doesn't want anything to do with sections 41 and 42 and that its name should be deleted from the list?

Mr. Dupuy: But it is fairly difficult for a department to ignore a Cabinet decision.

Ms Tremblay: Take, for example, the CBC, Statistics Canada and Telefilm Canada. How could these agencies, which are creatures of the federal government, be deleted, as written here?

This does not reassure me greatly, if a name can be deleted. That might mean that if the requirements became significant and we started to give French-language communities some real help, people could step back and say: "No, we are no longer interested; delete my name from the list."

Mr. Dupuy: I don't know whether my answer will reassure you, but I hope that it will, after all I have said and done for Francophones.

The Minister of Heritage recommends who should be on the list. Given that I am the one who went to Cabinet and obtained the directive, the one who has responsibility for implementing it, it would surprise me if, a few weeks from now, I decided to cut the list in half.

Ms Tremblay: But you are the one who signed this report. Why did you agree to sign a report in which there is a sentence that is, in my view, as threatening as that, on page 48: "Institutions could be added to", that's fine, "or deleted from the list"—I look at this and I wonder which of those that are there could be deleted from the list—"from time to time"—that is, when they felt like it, in my opinion—"as agreed among affected ministers".

So in collusion with a minister, not collusion, that is, but both of you working together, you can say: "That affects both of us; I am deleting my department".

• 1650

M. Dupuy: Écoutez, je pense que là, nous sommes dans l'hypothétique. Mais pensons, par exemple, à une agence x que l'on déciderait de mettre sur la liste, et ensuite on déciderait de faire disparaître les programmes qui pourraient être des programmes qui soient reliés aux communautés de langue officielle minoritaire. À ce moment-là, elles n'auraient plus besoin d'être sur la liste. Ces différentes institutions sont là parce qu'elles ont des programmes ou des mandats qui sont significatifs pour ces communautés minoritaires.

On peut créer de nouvelles institutions aussi, qu'on ne peut pas prévoir aujourd'hui et qu'on verra demain, et peut-être qu'on décidera de le faire. Donc, je pense que ce n'est pas une mauvaise idée ni un signe que le diable est là que de se garder

Mr. Dupuy: Listen, I think that we are talking hypothetically. But take, for example, agency X, which we decide to put on the list, and then we decide to terminate programs that might be programs relating to minority official-language communities. At that point, they would no longer need to be on the list. These various institutions are there because they have programs or mandates that are significant for these minority communities.

We can create new institutions as well, which cannot be foreseen today and that we will see tomorrow, and perhaps we will decide to do it. So I do not think that thinking that retaining a bit of flexibility is necessarily a bad idea or a sign that the Don't

[Text]

une certaine flexibilité. N'y voyez pas des intentions sinistres—et je ne veux parler que pour moi-même—mais je serais très surpris que mes successeurs, et il y en aura à travers le temps, jugeront qu'ils peuvent faire disparaître ce système ou l'écloper, alors qu'ils sont principalement responsables de la Loi sur les langues officielles par rapport aux communautés. Alors, je crois que vos craintes me semblent excessives.

Mme Tremblay: Est-ce qu'il existe un moyen pour arriver à convaincre les provinces qui ont signé la Constitution de 1982, de la respecter? Est-ce qu'il existe un moyen pour forcer les provinces à respecter la Constitution et la Charte, autrement que de soutenir les communautés à même les fonds des contribuables pour aller forcer des gouvernements, via la Cour suprême, à accepter de mettre en application ce qu'ils ont signé?

M. Dupuy: Je crois que nous devons utiliser tous les moyens qui sont disponibles pour obtenir, finalement, justice. Moi, je suis prêt à tout utiliser, lorsqu'il s'agit de droits, et c'est un droit. Alors, qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. Il y a un certain nombre de moyens qui sont disponibles et on les utilise tous. Je continuerai à le faire parce que, comme je vous dis, je crois que c'est extrêmement important, quand on a des droits linguistiques, qu'ils soient respectés.

Mme Tremblay: Oui, mais 13 ans après l'entrée en vigueur de la Charte, il y a encore des provinces qui n'ont pas leur système scolaire. Vous ne pensez pas qu'on peut mettre fin à cela, en 1995, pour que tout le monde ait ces services partout? Est-ce que vous avez des objectifs de cet ordre?

M. Dupuy: Je ne voudrais pas que ce soit en 1995, à la fin de l'année, je voudrais que ça soit demain.

Mme Tremblay: Mais tout à l'heure, vous m'avez dit de ne pas faire les choses en 24 heures. Je vous écoute un peu, parfois.

M. Dupuy: Merci beaucoup! Quand il s'agit d'enseignement, les provinces ont des responsabilités constitutionnelles. Et le défi, précisément, c'est d'assurer que ces responsabilités constitutionnelles soient respectées, mais qu'elles livrent la marchandise. C'est le défi, et comme je vous le disais, il y a un certain nombre d'instruments que nous utilisons avec une extrême vigueur.

M. Collet: Si vous me permettez, madame la présidente, pour ajouter à la première question que vous aviez, madame Tremblay, je veux simplement souligner le fait que la décision du mois d'août, l'an dernier, impose une obligation aux 26 ministères et agences mentionnés de présenter des plans. Mais, l'obligation de respecter l'article 41 s'impose à tous les ministères et toutes les agences du gouvernement fédéral. C'est l'obligation de déposer des plans qui est demandée aux 26 associations.

Le sénateur Rivest: Vous avez évoqué, tout à l'heure, l'initiative récente du gouvernement du Québec pour aider les communautés francophones. Vous avez souligné qu'à votre compréhension du programme québécois, il semblerait que cela s'inspire des démarches que vous poursuivez. Est-ce qu'il y a eu concertation ou discussion pour la mise en oeuvre du programme québécois dans les autres provinces pour aider les communautés francophones, de manière à concerter et à

[Translation]

be seeing sinister intent in it—and I am speaking here only for myself—but I would be very surprised if my successors, and there will be some over time, decide that they can get rid of this system or hobble it, when they are primarily responsible for the Official Languages Act as it relates to these communities. So I believe that your fears seem to be unfounded.

Ms Tremblay: Is there some way of persuading the provinces who signed the 1982 Constitution to respect it? Is there some way of forcing the provinces to respect the Constitution and the Charter, other than by funding these communities out of taxpayers' money so that they can try to force governments, in the Supreme Court, to agree to implement what they signed?

Mr. Dupuy: I believe that we have to use all the means that are available so that ultimately justice will be done. I myself am prepared to use everything, when it comes to rights, and this is a right. So let there be no ambiguity. There are some methods that are available and we are using them all. I shall continue to do so because, as I told you, I believe that it is extremely important, when we have language rights, that they be respected.

Ms Tremblay: Yes, but 13 years after the Charter came into force, there are still provinces that do not have their school systems. Don't you think that we can put an end to this, in 1995, so that everyone has services everywhere? Do you have any objectives along that line?

Mr. Dupuy: I would not want it to be in 1995, at the end of the year, I would want it to be tomorrow.

Ms Tremblay: But just now, you told me not to do things I do listen to you a little sometimes.

Mr. Dupuy: Thanks a lot! When it comes to education, the provinces have constitutional responsibilities. And the challenge is precisely to ensure that these constitutional responsibilities are respected, and that they deliver the goods. This is the challenge, and as you said, there are several tools that we can use very forcefully.

Mr. Collet: If you would permit me, Madam Chair, to add to the first question you had, Ms Tremblay, I simply want to point out the fact that the decision made in August last year imposes an obligation on the 26 departments and agencies listed to submit plans. But the obligation to comply with section 41 rests on all The 26 associations are obliged to file plans.

Senator Rivest: Just now you referred to the recent initiative of the Government of Quebec to assist French-language communities. You pointed out that, as you understand the Quebec program, it would seem that it derives mainly from the initiatives you have taken. Has there been cooperation or discussion with a view to implementing the Quebec program in the other provinces to assist French-language communities, so as to coordinate and fund the initiatives your department has

[Texte]

appuyer des initiatives que votre ministère a déjà mises en marche, ou si simplement vous avez reçu, comme ça, l'annonce que le gouvernement du Québec prenait l'initiative et que vous n'avez, au ministère, aucune idée de ce qu'ils entendent faire avec les communautés?

[Traduction]

already set in motion, or did you simply receive the announcement, just like that, that the Government of Quebec was taking the initiative and you had no idea in the department of what they intended to do with these communities?

• 1655

M. Dupuy: La préparation de leur politique, c'est eux qui l'ont faite. C'est une politique qui est relativement récente. Probablement qu'eux-mêmes sont en train de réfléchir sur la façon de la mettre en oeuvre.

Mr. Dupuy: They were the ones who prepared their policy. It is a relatively recent policy. Probably they are themselves in the process of thinking about how it is to be implemented.

Ce que je tiens à dire, et il faut que ce soit absolument clair, c'est que je suis vraiment ouvert à toute coopération. C'était même le sens de mon introduction, que nous devons travailler le plus possible ensemble si l'on a à coeur le bien de ces communautés. Je suis heureux que cette politique existe maintenant au Québec, et j'offre toute ma coopération.

What I want to say, and this must be absolutely clear, is that I am truly open to any kind of cooperation. This was the real meaning of my introduction, that we have to work together as much as possible if we have the welfare of these communities at heart. I am happy that this policy now exists in Quebec, and I offer my full cooperation.

Le sénateur Rivest: Sans doute que dans un premier temps ils vont se concerter avec les groupes et les représentants de la communauté francophone sur les programmes. En fait, il faudrait au moins, étant donné qu'il y a tellement de besoins à combler, qu'il existe une complémentarité entre les initiatives du gouvernement canadien et du gouvernement québécois à l'égard des francophones hors Québec, pour qu'on puisse y réfléchir et essayer de voir ce que le Québec a décidé de faire finalement semble-t-il d'une façon un peu plus substantielle et significative. Cela s'ajoute aux choses que le gouvernement canadien fait déjà, toujours pour aider les communautés francophones.

Senator Rivest: Undoubtedly they will be working first with groups and representatives of the French-language community on In fact, given that there are so many needs to be met, there would first have to be complementarity between the initiatives taken by the Canadian Government and the Quebec Government with regard to Francophones outside Quebec, so that we can discuss it and see what Quebec ultimately decides to do, it seems, in a bit more substantial and meaningful manner. This is in addition to the things that the Canadian Government is already doing, again to assist French-language communities.

M. Dupuy: Mais bien sûr, je vais dans le sens de vos commentaires.

Mr. Dupuy: Of course, I agree with your comments.

M. Ringma: J'aimerais pour une minute poser une dernière question au sujet de la discussion avec M. Collet.

Mr. Ringma: I would like for a moment to ask one last question concerning the discussion with Mr. Collet.

Given you are spending \$240 million on minority language education, given there is no protocol and given there has really been some question by the Carleton School Board and others that, for example, French immersion training is no more costly than other core education, it seems there may be a misuse of tax dollars in some of the training areas.

Étant donné que vous consacrez 240 millions de dollars à l'enseignement dans la langue de la minorité, qu'il n'existe pas de protocole et que le Conseil scolaire de Carleton et d'autres se sont demandé, par exemple, si les cours d'immersion en français ne coûtent pas plus cher que d'autres cours essentiels, il semble que les deniers publics sont dépensés à mauvais escient dans certains programmes de formation.

Given we have some problems and no protocol, what checks or audit or anything else do you have in place to ensure the \$240 million is being spent properly?

Étant donné, donc, les problèmes et l'absence de protocole, quels moyens de vérification, de contrôle ou autres avez-vous mis en place pour faire en sorte que ces 240 millions de dollars soient dépensés à bon escient?

Mr. Collet: The protocol is a general agreement. The transactions we now have and continue to have with the provincial governments are very precise. They are always quite focused on very specific expenditures related to the teaching of French as either a first language or a second language in Quebec. It is very precise and Statistics Canada gives us the enrolment figures for that part of the program.

M. Collet: Le protocole est une entente générale. Les négociations que nous menons et continuons de mener avec les gouvernements provinciaux portent sur des points très précis. Elles portent presque toujours sur des dépenses très précises relatives à l'enseignement du français, langue maternelle ou langue seconde, au Québec. Ce sont des questions très précises, et Statistique Canada nous communique les données relatives aux inscriptions pour cette partie du programme.

The second part of the program in general, I do not want to get into all the details right now, is discretionary. It is to promote the development of programs which do not yet exist as opposed to funding the teaching in the classroom daily which is, as you say, the responsibility of provincial governments.

La deuxième partie du programme global, et je ne veux pas entrer maintenant dans tous les détails, est discrétionnaire. Elle vise à favoriser l'élaboration de programmes qui n'existent pas encore, plutôt qu'à financer l'enseignement quotidien en salle de classe, ce qui, comme vous le dites, est du ressort des gouvernements provinciaux.

[Text]

Through that program in British Columbia some of the money went to the development of some of the material now being used for both immersion and francophone programs. There is also the collège communautaire in Ontario. Those programs are of an enriching and developmental nature.

Some provinces started with grades 1, 2 and 3 and then developed material or the infrastructure necessary for grades 3, 4, 5, 6, 7 and so on.

• 1700

The program is to fund continually basic enrolment but also includes the support and development of programs in other areas, or the improvement of support materials as they progress and as the provincial governments choose to do so.

When we do this, within the protocol the minister signs with the provincial minister a certain amount of money for very specific expenditures. They do not go to just any kind of general revenue expenses.

Mr. Ringma: You are quite satisfied with the tracking of the money and that it is being well spent.

Mr. Collet: Yes.

Mr. Ringma: According to the report, in March 1993 cabinet approved \$112 million in new funds to assist provinces with the implementation of francophone school governance and French post-secondary education. I would like to know where this money came from. If it is new money for the program, where did it come from?

Mr. Dupuy: That was before my time. I do not know of the fiscal management at that time. Obviously year after year we have to go through a budget, and the allocation of funds has to take care of the envelope. Mr. Collet was in the business before I was.

Mr. Ringma: The decision was before your time. I understand that. However, you picked up the implementation of it part way through fiscal 1993-94.

Mr. Collet: Yes. The decision was made with the previous administration. It became part of the financial five-year framework and therefore it is utilized from the framework as we sign agreements with provincial governments.

Mr. Ringma: Did it come from a specific department? It is said to be new money.

Mr. Collet: Under the previous administration it came under the finance reserve which existed at the time.

Mr. Ringma: Page five of the report details a number of highlights in minority language education. All of the highlights deal with the initiatives for French language instruction.

Page three of the report states "the Official Languages Act gives the department the mandate to promote the development of francophone communities in a minority situation". That is only partly true because the act clearly states francophone and anglophone communities in a minority situation.

[Translation]

Grâce à ce programme, en Colombie-Britannique, une partie des fonds a servi à l'élaboration du matériel didactique utilisé dans le cadre des programmes d'immersion et des programmes destinés aux francophones. Il y a également le Collège communautaire en Ontario. Il s'agit de programmes d'enrichissement et de perfectionnement.

Certaines provinces ont commencé par les 1^{re}, 2^e et 3^e années et ont ensuite mis au point le matériel ou l'infrastructure nécessaire pour les cours de 3^e, 4^e, 5^e, 6^e ou 7^e année, etc.

Le programme vise à financer de façon permanente les inscriptions de base, mais prévoit également le soutien et l'élaboration de programmes dans d'autres domaines, ou l'amélioration des aides didactiques à mesure qu'elles évoluent et que les gouvernements provinciaux décident de les changer.

Lorsque cela se produit, en vertu du protocole, le ministre autorise, de concert avec le ministre provincial, le déblocage d'un certain montant affecté à des fins très précises.

M. Ringma: Vous êtes entièrement satisfait du suivi des fonds et convaincu qu'ils sont dépensés à bon escient?

M. Collet: Oui.

M. Ringma: Selon le rapport, en mars 1993, le Cabinet a approuvé 112 millions de dollars de nouveaux fonds pour aider les provinces à mettre en oeuvre des programmes de gestion des écoles de langue française et d'enseignement postsecondaire en français. J'aimerais savoir d'où provenaient ces fonds. S'il s'agit d'argent frais affecté au programme, d'où venait-il?

M. Dupuy: Cela se passait avant mon entrée en fonction. Je ne sais pas comment les finances étaient gérées à l'époque. Il est évident que, tous les ans, nous devons présenter un budget et que l'affectation des fonds doit tenir compte de l'enveloppe. M. Collet était déjà là avant moi.

M. Ringma: La décision a été prise avant que vous n'occupiez vos fonctions. Je comprends. Toutefois, vous avez pris en charge son application en cours de route, pendant l'exercice financier 1993-1994.

M. Collet: Oui. La décision a été prise par le gouvernement précédent. Elle faisait partie intégrante du cadre financier quinquennal, et on utilise donc ce crédit lorsque des ententes sont signées avec les gouvernements provinciaux.

M. Ringma: L'argent venait-il d'un ministère précis? Il s'agit, semble-t-il, d'argent frais.

M. Collet: Sous l'ancien gouvernement, les fonds provenaient de la réserve qui existait à l'époque.

M. Ringma: À la page 5 du rapport, on énumère certains faits saillants du programme d'enseignement en langue seconde. Il y est question uniquement des initiatives relatives à l'enseignement du français.

Il est dit à la page 3 du rapport que «la Loi sur les langues officielles confère au ministère le mandat de promouvoir l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire». Ce n'est qu'en partie vrai, car la Loi fait précisément mention des communautés francophone et anglophone en situation minoritaire.

[Texte]

I have given your wording concerning the development of francophone communities. I know there is a lot of emphasis on the francophone side but have you forgotten the obligation to anglophones or is this dealing with the separatist element in Quebec, saying we will take extra special care?

Mr. Dupuy: The obligation of the minister under the Official Languages Act applies to official languages minority communities. That is the proper expression of it. As we heard from Mrs. Tremblay, there is a good deal of attention paid to the anglophones.

Mr. Ringma: The wording of that sentence alone concerns the development of francophone communities when your charter is really to help both communities. That sends a message to me that maybe there is more emphasis on one side than there should be. Is it for political reasons?

Mr. Collet: I would have to revisit the specific wording, but it could be an unfortunate use of words. With respect to the implementation of 41 and 42 which we discussed this afternoon, l'Alliance Québec is part of the orientation committee and some of the projects being discussed are in Quebec for the anglophone minority.

• 1705

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Une dernière question. Je suis séduit par les préoccupations financières de notre collègue, M. Ringma. Combien votre ministère épargnerait-il, si les autres provinces canadiennes respectaient leurs engagements constitutionnels de la même manière que le Québec le fait à l'égard des Québécois de langue anglaise? Combien épargneriez-vous d'argent dans votre ministère que vous n'auriez pas à dépenser pour soutenir les procédures judiciaires, etc.? En avez-vous une idée? Je comprends que c'est une idée compta-

M. Dupuy: Si ma mémoire est bonne, le programme de contestation judiciaire est de l'ordre de 2,5 millions.

M. Collet: Deux virgule sept millions.

M. Dupuy: Deux virgule sept millions.

Le sénateur Rivest: Par année? Récurrent? Oui? Deux virgule sept millions, M. Ringma, que je viens de vous permettre d'épargner, si vous convainquez les autres provinces, vos collègues, de respecter leurs obligations constitutionnelles à l'égard des minorités francophones, ne serait-ce pas une bonne idée, M. Ringma? Deux virgule sept millions que je viens de vous faire épargner.

Deux virgule sept millions, le ministre m'indique que si les provinces canadiennes respectaient leurs responsabilités constitutionnelles à l'égard des droits scolaires des minorités francophones, le gouvernement canadien, qui les appuie, épargnerait 2,7 millions de dollars. Vous pourriez peut-être mettre cela dans votre comptabilité.

M. Ringma: C'est une bonne idée.

Mme Tremblay: Juste une petite note, madame la coprésidente.

[Traduction]

Je citais ce que dit le rapport au sujet de l'épanouissement des communautés francophones. Je sais que vous mettez beaucoup l'accent sur ces dernières, mais avez-vous oublié votre obligation à l'égard des anglophones, ou ces remarques visent-elles plutôt à calmer les séparatistes du Québec en leur disant que nous porterons une attention particulière aux francophones hors Québec?

M. Dupuy: L'obligation qui incombe au ministre aux termes de la Loi sur les langues officielles s'applique aux communautés de langue officielle en situation minoritaire. C'est ce que dispose la loi. Comme nous l'a dit M^{me} Tremblay, on accorde beaucoup d'attention aux anglophones.

M. Ringma: Le libellé de cette phrase se limite à l'épanouissement des communautés francophones, alors que votre mandat, en réalité, vous oblige à aider les deux communautés. En lisant cela, j'en déduis que vous accordez peut-être plus d'importance que vous ne le devriez à l'une d'entre elles. Est-ce pour des raisons politiques?

M. Collet: Il faudrait que je relise le passage en question, mais il s'agit peut-être d'un mauvais choix de termes. En ce qui concerne l'application des articles 41 et 42 dont nous avons parlé cet après-midi, Alliance Québec est représentée au sein du comité d'orientation, et certains projets à l'étude visent la minorité anglophone du Québec.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest: One final question. I am fascinated by the fiscal concerns of our colleague Mr. Ringma. How much would your department save, if the other Canadian provinces respected their constitutional commitments in the same manner as Quebec does in relation to English-speaking Quebecers? How much money would you save in your department if you did not have to spend it on court proceedings, and so forth? Do you have any idea? I understand that this involves accounting.

Mr. Dupuy: If memory serves, the Court Challenges Program costs in the order of \$2.5 million.

Mr. Collet: Two point seven million.

Mr. Dupuy: Two point seven million.

Senator Rivest: Per year? Recurring? Yes? Two point seven million dollars, Mr. Ringma, that I have just enabled you to save, if you persuade the other provinces, your colleagues, to respect their constitutional obligations to French-language minorities, would this not be a good idea, Mr. Ringma? I have just saved you two point seven million dollars.

Two point seven million, the Minister is telling me that if the Canadian provinces respected their constitutional responsibilities in terms of the educational rights of French-language minorities, the Canadian government, who funds them, would save \$2.7 million. You could perhaps put that in your accounting.

Mr. Ringma: It's a good idea.

Ms Tremblay: Just a brief note, Madam Chair.

[Text]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. Bélanger a signifié qu'il voulait poser une question. On reviendra à vous par la suite, madame Tremblay.

M. Bélanger: Pour renchérir sur le point de M. Ringma, s'il avait continué sa lecture, il verrait qu'à la page 4 du même rapport on fait allusion aux communautés minoritaires anglophones au Québec et francophones en Ontario. C'était pour corriger le tir un peu.

Il y a une question sur laquelle j'aurais peut-être aimé élaborer un peu, mais je pourrai y revenir lors d'une autre réunion, madame. C'était sur l'autoroute de l'information et sur le rôle du ministère par rapport aux langues officielles et la bretelle d'accès, mais cela risque d'être long. Alors je donne avis que j'aimerais peut-être, à un autre moment donné, revenir sur ce sujet.

Je ne sais pas si ma question est un peu mesquine, monsieur le ministre, vous m'excuserez. Ce rapport annuel 1993-1994 couvre quelle période de temps?

M. Dupuy: L'année financière.

M. Bélanger: Donc du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1994, est-ce exact? D'accord. C'est parce que je trouvais curieux qu'on retrouve les déclarations du mois d'août 1994 dans ce rapport. J'imagine que vos fonctionnaires sont tellement encouragés par les événements qu'ils ont voulu précéder le rapport de l'année suivante. Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous aviez un petit commentaire, madame Tremblay?

Mme Tremblay: Oui, c'est juste un petit ajout. À la page 3, au sujet de ce que disait M. Ringma, s'il avait lu les deux paragraphes, ils sont liés, on se réfère à la gestion scolaire. Il est donc normal, comme ce sont des problèmes de gestion scolaire, qu'on n'y parle que des francophones. Ce sont les problèmes des francophones.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le ministre, on vous remercie à nouveau de votre présence parmi nous et de vos réponses très positives. Nous nous réservons encore le droit de vous rappeler en ce qui a trait à votre rapport.

La séance est levée.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bélanger indicated that he wanted to ask a question. We shall come back to you afterward, Ms Tremblay.

Mr. Bélanger: To pursue Mr. Ringma's point, if he had continued his reading, he would see that at page 4 of the same report reference is made to minority English-language communities in Quebec and French-language communities in Ontario. Just to focus the issue a little better.

There is one question on which I would perhaps have liked to elaborate a little, but I can come back to it at another meeting, Madam Chair. It was on the information highway and on the role of the department in relation to official languages and the on-ramp, but that might be a lengthy discussion. So I give notice that I would perhaps like to come back to this subject at another time.

I don't know whether my question is somewhat petty, Mr. Minister, you will excuse me. This 1993-94 annual report covers what period of time?

Mr. Dupuy: The fiscal year.

Mr. Bélanger: So it is from April 1, 1993 to March 31, 1994, is that correct? Right. Because I found it curious that the statements from August 1994 are found in this report. I imagine that your officials are so encouraged by events that they wanted to cite from next year's report. Thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): You had a brief comment, Ms Tremblay?

Ms Tremblay: Yes, just a brief addition. At page 3, concerning what Mr. Ringma was saying, if he had read both paragraphs, they are related, they refer to school governance. It is therefore to be expected, since these are school governance. These are problems experienced Francophones.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Minister, we thank you again for being here with us and for your very positive responses. Again, we reserve the right to call you back to discuss your report.

The meeting is adjourned.

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste – lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Canadian Heritage:

Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Canadian Identity;
Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Support
Branch.

TÉMOINS

Du ministère du Patrimoine canadien:

Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne;
Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale de
programmes d'appui aux langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 29

Tuesday, May 9, 1995

Joint Chairs:

The Honourable Gérald Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 29

Le mardi 9 mai 1995

Coprésidents:

L'honorable Gérald Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee on*

Official Languages

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
des*

Langues officielles

RESPECTING:

Main Estimates for the fiscal year 1995-96, Vote 25

Annual Report 1994 of the Commissioner of Official
Languages

INCLUDING:

The Second Report to the House

CONCERNANT:

Budget des dépenses principal pour l'année financière
1995-1996, Crédit 25

Rapport annuel 1994 du Commissaire aux langues officielles

Y COMPRIS:

Le Deuxième rapport à la Chambre

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gérard Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chair: Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Associate Members

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gérard Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Membres associés

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

REPORT TO THE HOUSE

Monday, May 29, 1995

The Standing Joint Committee on Official Languages has the honour to present its

SECOND REPORT

In accordance with its Order of Reference of Tuesday, February 28, 1995, your Committee has considered Vote 25 under PRIVY COUNCIL in the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1996 and reports the same.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings (*Issue No. 26, which includes this Report*) is tabled.

Respectfully submitted,

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le lundi 29 mai 1995

Le Comité mixte permanent des langues officielles a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Conformément à l'Ordre de renvoi du mardi 28 février 1995, votre Comité a examiné le crédit 25 inscrit sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ dans le Budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996, et en fait rapport.

Un exemplaire des Procès-verbaux (*fascicule n° 26, qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

La coprésidente,

PIERRETTE RINGUETTE-MALTAIS,

Joint Chair.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 9 MAI 1995
(33)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 34, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Jean-Claude Rivest, Jean-Louis Roux.

Représentant la Chambre des communes: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais, Georgette Sheridan.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoin: Du Bureau du Commissaire aux langues officielles: Victor C. Goldbloom, Commissaire aux langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, le Comité reprend l'étude des politiques et programmes des langues officielles du Commissaire aux langues officielles ainsi que le crédit 25 Commissaire aux langues officielles sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ.

Bob Ringma soumet la motion suivante: Que le crédit 25 Commissaire aux langues officielles au montant de 11 130 000 \$ soit réduit de 11 130 000 à 0\$.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE
(Réduction d'un crédit budgétaire)

Selon *Beauchesne* – Jurisprudence parlementaire – 6^e édition, citation 955:

(955) «Les motions d'amendement visant la réduction d'un crédit sont soumis aux règles générales qui régissent les amendements.»

et en vertu de la citation 698:

(698) Il est interdit au président du comité de recevoir un amendement:

(6) s'il ne vise qu'à supprimer un article (crédit), puisqu'il suffit dans ce cas de voter contre l'article (ou le crédit) en question.

La motion d'amendement de M. Ringma telle que présentée équivaut à rejeter le crédit puisqu'elle réduit à 0. La présidence déclare donc l'amendement irrecevable.

Victor Goldbloom fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

Le crédit 25 est adopté.

Il est ordonné, — Que les coprésidents fassent rapport aux deux Chambres du Parlement du crédit 25, Commissaire aux langues officielles sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ au budget des dépenses principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1996.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 9, 1995
(33)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:34 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Center Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Jean-Claude Rivest, Jean-Louis Roux.

Representing the House of Commons: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais, Georgette Sheridan.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witness: From the Office of the Commissioner of Official Languages: Victor C. Goldbloom, Commissioner of Official Languages.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee resumed consideration of official languages policies and programs of the Commissioner of Official Languages, as well as Vote 25, Commissioner of Official Languages, under PRIVY COUNCIL.

Bob Ringma moved, — That Vote 25, Commissioner of Official Languages, to the amount of \$11,130,000 be reduced by 11,130,000 to \$0.

RULING OF THE CHAIR
(Reduction of a budgetary vote)

According to *Beauchesne* – Parliamentary Rules and Forms – 6th edition, Citation 955:

(955) "Amendments moved for the reduction of a vote are proceeded with under the general rules governing amendments.";

and under Quote 698:

(698) An amendment which is out of order on any of the following grounds cannot be put from the Chair:

(6) An amendment to delete a clause (a vote) is not in order, as the proper course is to vote against the clause (or the vote).

As moved, the motion in amendment of Mr. Ringma amounts to rejecting the vote since it would reduce it to \$0. The Chair declares the amendment out of order.

Victor Goldbloom made an opening statement and answered questions.

Vote 25 is agreed to.

Ordered, — That the Joint Chairs report to both Houses of the Parliament on Vote 25, Commissioner of Official Languages, under PRIVY COUNCIL in the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1996.

À 16 h 44, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

At 4:44 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE*[Recorded by Electronic Apparatus]*

Tuesday, May 9, 1995

*[Français]***La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre!**

Le premier sujet à l'ordre du jour est une motion déposée par M. Ringma, la semaine dernière, qui avait été suivie d'une introduction assez longue. J'aimerais faire quelques commentaires sur cette introduction quelque peu longue.

Il disait que

[Traduction]

comme les articles 76 à 81 de la partie X de la loi permet au plaignant de demander un recours judiciaire. . .

[Français]

Je crois que M. Ringma n'a sûrement pas regardé les coûts qui seraient engendrés, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des plaignants, relativement à ces articles-là si on devait passer par le processus de la cour chaque fois qu'on a une plainte.

Voici l'autre sujet.

[Traduction]

Le Comité des langues officielles n'a pas examiné la recommandation du commissaire de façon sérieuse.

[Français]

J'aimerais référer M. Ringma à sa motion qui a été adoptée unanimement le 21 février dernier et qui se lisait comme suit:

Que ce comité endosse les recommandations contenues dans le rapport du Commissaire sur les services fournis au public et que ce comité encourage le Conseil du Trésor à mettre au point un plan d'action afin de mettre sur pied ces recommandations de la manière la plus économe et la mieux appropriée possible, et que les fonctionnaires du Conseil du Trésor soient invités à comparaître devant ce comité afin d'y déposer son plan d'action dans les plus brefs délais.

Cela semble très contradictoire avec la motion déposée la semaine dernière.

J'aimerais aussi signaler à M. Ringma ses commentaires:

[Traduction]

Je participe aux délibérations de ce comité depuis au moins un an, et comme je trouve que ses délibérations ne se sont pas déroulées de façon très efficace, je propose. . .

[Français]

J'aimerais dire à M. Ringma que les membres du Comité mixte permanent des langues officielles, depuis le 21 avril 1994 jusqu'au 4 avril 1995, en l'espace d'un an, ont eu 30 réunions, alors que le comité mixte de la législature précédente avait siégé dix fois sur une période de deux ans, du 30 mai 1991 au 1^{er} juin 1993. Donc, il n'y a aucune comparaison possible entre l'efficacité et la direction de ces deux comités-là.

TÉMOIGNAGES*[Enregistrement électronique]*

Le mardi 9 mai 1995

*[Translation]***The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Order!**

The first item on the agenda is a motion that Mr. Ringma tabled last week, which was followed by a rather long introduction. I would like to make a few comments about this somewhat long introduction.

He said that

[English]

since part X of the act, section 76 to 81 allows complainants to seek a court remedy. . .

[Translation]

I believe that M. Ringma certainly hasn't looked at the cost that would be incurred, both by government and complainants pursuant to these sections if people had to go through the court process each time they had a complaint.

Here is the other item.

[English]

The official languages committee has failed to address the commissioner's recommendation in any meaningful way.

[Translation]

I would like to refer Mr. Ringma to this motion, which was adopted unanimously on February 21 last. It read as follows:

That this committee endorse the recommendations contained in the commissioner's report on service to the public and further, that this committee encourage the Treasury Board to draw up an action plan to implement their recommendations in as cost efficient and expedient manner as possible, and that Treasury Board officials be invited to appear before this committee for the purpose of tabling this action plan at the earliest possible date.

There seems to be quite a contradiction between this motion and the motion tabled last week.

I would also like to point out to Mr. Ringma that he made the following comments.

[English]

I would advocate, based on the lack of purposeful proceedings that I have experienced here in the last year or more in regards to this committee. . .

[Translation]

I would like to tell Mr. Ringma that in the space of one year, between April 21, 1994, and April 4th, 1995, the members of the Standing Joint Committee on Official Languages held 30 meetings, whereas the joint committee from the last legislature met on 10 occasions over a two year period, between May 30, 1991 and June 1, 1993. So the efficiency and direction of these two committees are in no way comparable.

De plus, j'aimerais aussi indiquer à M. Ringma que la coprésidence de ce comité rejette sa motion puisqu'il n'est pas des prérogatives de ce comité de complètement anéantir un crédit budgétaire. En fait, *Beauchesne* dit, au commentaire 698.6) de la page 214:

698. Il est interdit au président du comité de recevoir un amendement:

6) s'il ne vise qu'à supprimer un article (ou un crédit) puisqu'il suffit dans ce cas de voter contre l'article en question;

Monsieur Ringma, je regrette, mais je dois refuser votre motion.

Furthermore, I would also like to tell Mr. Ringma that the Chair of this committee rules his motion out of order, because this committee does not have the right to completely abolish a budgetary item. In fact, section 698.(6) of *Beauchesne*, page 207, states,

698. An amendment which is out of order on any of the following grounds cannot be put from the Chair:

(6) an amendment to delete a clause is not in order, as the proper course is to vote against the clause standing part of a bill.

I'm sorry, Mr. Ringma, but I have to rule your motion out of order.

• 1535

M. Ringma: On ne peut pas discuter de la motion?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, je rejette votre motion, monsieur Ringma.

M. Ringma: Alors, je rejette le Comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est la procédure parlementaire.

Monsieur le commissaire, nous retournons à l'ordre du jour normal de ce comité. Vous avez sûrement des commentaires à faire à la suite de la dernière rencontre que vous avez eue avec nous. Autrement, on va passer directement à la période de questions sur le crédit budgétaire et sur votre rapport.

M. Victor C. Goldbloom (commissaire aux langues officielles): Madame la coprésidente, je n'ai pas de déclaration liminaire à faire, mais j'aimerais déposer deux documents.

Le premier est une réponse à l'interrogation formulée par M. Ringma au sujet de la gestion budgétaire du Bureau du commissaire à partir de 1985-1986 jusqu'à l'année dernière. Vous verrez que les dépassements ont été occasionnés par des forces externes; c'est-à-dire que des ressources additionnelles ont été requises parce qu'une convention collective a été signée, ce qui a augmenté les dépenses salariales.

Il y a eu des coûts reliés à la rémunération au rendement et à la parité salariale versés aux employés. Il y a eu des coûts reliés à la rémunération tels que les prestations de maternité et de retraite pour lesquelles le Bureau du commissaire n'est pas responsable aux termes du régime des budgets de fonctionnement et, en 1988-1989, un montant additionnel a été accordé à la suite de l'adoption par le Parlement de la nouvelle Loi sur les langues officielles qui nous donnait des responsabilités accrues et qui donc engendrait des dépenses accrues.

Il n'y a pas eu de dépassement budgétaire à cause de la gestion interne du Bureau du commissaire. J'ai ce document à déposer.

Madame la présidente, une question a été formulée par M. Bellemare et par d'autres membres du Comité. J'ai ici une liste des recours judiciaires entrepris par le commissaire. Je l'ai dans les deux langues. Nous avons des copies pour le greffier.

Au moment où nous nous parlons, nous sommes devant les tribunaux relativement à 14 recours; dans 12 de ces recours, nous appuyons un plaignant contre une institution fédérale quelconque.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On passe à la période de questions. Monsieur de Savoye.

Mr. Ringma: Can't we discuss the motion?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No, Mr. Ringma, I've ruled your motion out of order.

Mr. Ringma: Well then, I rule the committee out of order.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That's the parliamentary procedure.

Dr. Goldbloom, we return to this committee's normal agenda. I'm sure you have comments to make following our last meeting with you. If not, we will move directly to questions about the appropriation and your report.

Dr. Victor C. Goldbloom (Commissioner of Official Languages): Madam Chair, I don't have an opening statement, but I would like to table two documents.

The first one is a response to Mr. Ringma's question about the financial management of the Office of the Commissioner from the 1985-86 fiscal year to last year. You will see that the overruns were due to outside forces; in other words, additional resources were required because a collective agreement had been signed, which increased salaries.

There were costs related to performance pay and pay equity for staff. There were compensation costs such as maternity and retirement benefits which the Office of the Commissioner is not responsible for, under the operating budget system. Furthermore, in 1988-1989, an additional sum was allocated after Parliament passed the new Official Languages Act, which increased our responsibilities and therefore led to increased expenditures.

There were no overruns as a result of the Office of the Commissioner's internal management. I have this report to table.

Madam Chair, Mr. Bellemare and other committee members asked me another question. I have a list here of court remedies that the commissioner has sought. It's in both languages. We have copies here for the clerk.

As we speak, we have 14 cases before the courts; in 12 of these cases, we are supporting a complainant against one federal institution or another.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We'll now move on to questions. Mr. de Savoye.

M. de Savoye (Portneuf): Bonjour, monsieur le commissaire.

M. Goldbloom: Bonjour.

M. de Savoye: C'est toujours agréable de vous recevoir et de vous soumettre nos préoccupations. J'en ai une à vous soumettre.

Vous avez probablement entendu parler du fait que le Comité de régie interne de la Chambre a décidé que les comptes rendus des comités ne feraient plus l'objet d'une traduction dans les deux langues officielles, mais qu'uniquement l'interprétation des propos que nous tenons serait faite.

• 1540

Remarquez que je ne suis pas un spécialiste de ces questions comme vous et c'est pour cela que je fais appel à votre sagesse. Dans la loi, concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada, on dit à l'article 4:

4. (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Parlement; chacun a le droit d'employer l'une ou l'autre dans les débats et travaux du Parlement.

(2) Il doit être pourvu à l'interprétation simultanée des débats et autres travaux du Parlement.

(3) Les comptes rendus des débats et d'autres comptes rendus des travaux du Parlement comportent la transcription des propos tenus dans une langue officielle et leur traduction dans l'autre langue.

Il est également dit, à l'annexe B de la Loi constitutionnelle de 1982, à l'article 18:

18. (1) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.

Dans le présent contexte, la Chambre a-t-elle légalement le droit d'arrêter d'imprimer les comptes rendus de l'ensemble des comités dans les deux langues? J'aimerais avoir votre avis.

M. Goldbloom: Madame la coprésidente, c'est un sujet qui est à mes yeux de grande importance et je me penche là-dessus en ce moment. Nous avons voulu examiner les aspects juridiques de la question et nous avons cru bon solliciter un avis d'une personne de l'extérieur.

Il me faudra encore un peu de temps pour arriver à des conclusions là-dessus. De façon préliminaire, permettez-moi d'identifier les principales questions sur lesquelles nous devons nous pencher.

D'abord, il est très évident, et la loi est claire, qu'en ce qui concerne la Chambre elle-même, une traduction, une véritable traduction, doit être fournie.

Il est également très clair qu'il y a une différence entre traduction et interprétation, et cela non seulement en termes sémantiques. Lorsque nous avons acquis le système d'interprétation simultanée, en anglais, on l'appelait *simultaneous translation* et des linguistes francophones ont insisté sur le fait que ce n'était pas de la traduction simultanée, mais de l'interprétation simultanée. Cette distinction est claire et nette dans mon esprit.

Mr. de Savoye (Portneuf): Good afternoon, Dr. Goldbloom.

Dr. Goldbloom: Good afternoon.

Mr. de Savoye: It's always a pleasure to have you with us, and to submit our concerns to you. I have one for you.

You've probably heard that the Board of Internal Economy of the House has decided that committee proceedings would no longer be translated in both official languages. Instead, just the interpretation of our remarks would be transcribed.

Now I'm not an expert in these matters, as you are, and that's why I'm asking you to share your wisdom with us. Section 4 of the act states the following about the status and use of official languages in Canada:

4.(1) English and French are the official languages of Parliament, and everyone has the right to use either of these languages in any debate and other proceedings of Parliament.

(2) Facilities shall be made available for the simultaneous interpretation of the debates and other proceedings of Parliament from one official language into the other.

(3) Everything reported in official reports of debates or other proceedings of Parliament shall be reported in the official language in which it was said and a translation thereof into the other official languages shall be included therewith.

Furthermore, in schedule B of the Constitution Act, 1982, section 18 states:

18.(1) The statutes, records and journals of Parliament shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.

Given this context, is the House legally entitled to stop printing the minutes of all the committees in both languages? What is your opinion?

Dr. Goldbloom: Madam Chair, in my view, this is an extremely important issue, and I am currently examining it. We wanted to look at all the legal aspects of the issue, and we thought it was a good idea to ask for an outsider's opinion.

I still need a while to come to some conclusions on this matter. In the interim, I will identify the main issues that we must examine, with your permission.

First of all, it's quite obvious, and the act is clear about this, that there must be a true translation of the proceedings of the House itself.

It's also quite clear that there's a difference between translation and interpretation, and not just in semantic terms. When we first introduced the simultaneous interpretation system, it was referred to as "simultaneous translation" in English, and French-speaking linguists had to insist that it wasn't simultaneous translation, but simultaneous interpretation. This distinction is quite clear in my mind.

Il y a la question de déterminer dans quelle mesure la délégation par la Chambre à un comité constitue un prolongement de l'action de la Chambre elle-même et tombe sous l'effet de l'article 4 de la loi.

Nous étudions cette question attentivement et intensément en ce moment. J'hésite toujours à m'aventurer avec une date de production de rapport, mais je dirai que dans à peu près un mois, nous devons avoir une conclusion. Si c'est possible de l'avoir avant cela, ce sera tant mieux, parce que je sais que la question préoccupe les deux Chambres et que des membres des deux Chambres se prononcent là-dessus avec beaucoup d'émotion et de conviction. Je voudrais raccourcir les délais dans toute la mesure du possible.

M. de Savoye: Je ne suis pas avocat et je ne sais pas comment les choses doivent procéder pour qu'une loi soit appliquée lorsque quelqu'un se considère lésé, mais est-ce que les gens qui actuellement se plaignent de ne plus avoir accès à ces documents—je pense entre autres aux journalistes, puisque j'ai reçu de la correspondance à cet effet—ne pourraient pas faire un recours collectif?

M. Goldbloom: Je ne suis pas avocat non plus et je ne pourrais me prononcer là-dessus.

• 1545

Je me dis spontanément que des recours devant les tribunaux prennent un certain temps, et j'ai été généreux avec moi-même en suggérant un mois. J'espère sincèrement que je pourrai vous fournir une analyse de la question plus tôt. Je préférerais ne pas aller plus loin en ce moment à cause de l'étude savante qui se poursuit.

M. de Savoye: Vous allez nous garder bien informés?

M. Goldbloom: Oui, sûrement.

M. de Savoye: Merci, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bélanger.

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): Merci, madame la présidente.

Monsieur le commissaire, je voudrais revenir encore une fois au paragraphe (7) de l'article 41 et aux plans d'action que doivent développer et présenter une série d'agences et de ministères d'ici la fin de juin.

J'ai relu l'enquête que votre Bureau a faite à ce sujet, et il semble évident, d'après les propos du rapport, qu'il y a plusieurs gens, dans ces ministères et agences, qui n'avaient pas du tout saisi la portée de cette nouvelle disposition de la loi.

Après avoir posé quelques questions ici et là, surtout au ministre du Patrimoine canadien, la semaine dernière, j'entends dire que les plans s'en viennent. Est-ce que vous êtes de cet avis?

M. Goldbloom: Oui, je suis d'avis que les plans s'en viennent. Les échos que j'ai m'indiquent que le travail en vue d'obtenir un changement de mentalité, d'attitude sera très laborieux. Il y a deux éléments qui posent des difficultés: le manque de connaissances et le manque de compréhension. Il y a donc de l'éducation à faire.

Il y a aussi, il faut le reconnaître, une certaine résistance que l'on rencontre à divers endroits, et là le travail sera plus difficile parce qu'il faudra conquérir cette résistance afin d'obtenir la collaboration requise.

We must determine to what extent the House delegating work to a committee constitutes an extension of the House's business itself, thereby coming under section 4 of the act.

We are currently studying this question carefully and intensely. I hesitate to venture a guess as to the date the report will be released, but I will say that we should have a conclusion within roughly one month. If we can come to a conclusion before then, that will be all the better, because I know that both houses are concerned about this issue, and that members of both houses have expressed their views on this matter with great emotion and conviction. I would like to shorten the deadline as much as possible.

Mr. de Savoye: I'm not a lawyer, and I don't know what the procedures are to have an act enforced when someone believes that he has been wronged, but couldn't the people who are currently complaining that they no longer have access to these documents—for instance, journalists, given that I've received correspondence to this effect—file a class action?

Dr. Goldbloom: Well, I'm not a lawyer either, so I couldn't say.

But off the cuff, I would say that court processes do take time, and I was generous with myself when I suggested one month. I sincerely hope that I will be able to provide you with an analysis of this matter earlier. I would prefer not to go any further than that at present, because of the legal study that is under way.

Mr. de Savoye: You'll keep us posted?

Dr. Goldbloom: Yes, certainly.

Mr. de Savoye: Thank you, Madam Chair.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bélanger.

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): Thank you, Madam Chair.

Dr. Goldbloom, once again I'd like to go back to subsection (7) of section 41 and the action plans that a series of departments and agencies must develop and present by the end of June.

I reread the investigation that your office carried out on this matter, and judging by the report, it seems to be quite clear that many people in these departments and agencies really haven't grasped the scope of this new provision of the act.

I made a few inquiries here and there, particularly to the Minister of Canadian Heritage, last week, and now I hear that the plans are on their way. Do you share that view?

Dr. Goldbloom: Yes, I think that the plans are on their way. Judging by what I've heard, it will take a great deal of work to change attitudes. There are two things here that are causing problems: lack of knowledge, and lack of understanding. So there is education to be done.

We must acknowledge that there also is some resistance in various places, and the work will be more difficult because we will have to overcome this resistance in order to get the co-operation that we require.

Nous avons, dans la poursuite de notre étude concernant les points de service appelés à servir le public dans les deux langues, constaté qu'à nos yeux — c'est subjectif —, il y avait plus d'ignorance que de résistance. Beaucoup de gestionnaires et d'employés avec qui nous avons pu dialoguer ont dit en quelque sorte: «Vous m'ouvrez les yeux; ça m'intéresse; j'aimerais faire mieux.» Donc, j'ai cet espoir.

Mais il faut que la conviction descende du sommet de la pyramide vers la base et c'est là qu'est le problème. Lorsque je suis en discussion avec, disons, des sous-ministres, je n'ai pas de problème significatif; c'est lorsqu'on descend au niveau des services au public, par exemple, qu'on a des problèmes. Nous avons parlé, la semaine dernière, des conditions linguistiques de travail des fonctionnaires. Là il y a plus de difficulté et il faudra insister et éduquer.

M. Bélanger: La semaine dernière, j'ai été un peu surpris de me faire dire que les plans ne seraient pas nécessairement partagés par les députés. Je pensais que ce serait des documents publics. Est-ce que le commissaire aux langues officielles aura accès à ces plans dès qu'ils seront préparés et présentés au ministère du Patrimoine canadien?

M. Goldbloom: Je pense que la réponse simple est oui. Le commissaire a le droit de requérir des documents qui ne seront pas exclus par la Loi sur l'accès à l'information, il peut convoquer des témoins et ainsi de suite. Et puisque le commissaire sera appelé à évaluer la performance des ministères et organismes concernés, il faudra que je puisse apprécier les plans à leur juste valeur.

• 1550

M. Bélanger: Est-ce que le commissaire a l'intention de partager avec quiconque voudrait bien connaître les renseignements la liste des ministères et agences qui n'auront pas soumis un plan d'action dans les délais prescrits?

M. Goldbloom: Je pense qu'il serait normal que je fasse ce rapport au Parlement.

M. Bélanger: Est-ce qu'on aura à attendre votre rapport annuel de 1995-1996 pour savoir qui n'avait pas soumis ses plans au mois de juin ou est-ce qu'on pourrait le savoir dès le mois de juillet?

M. Goldbloom: Je suis évidemment à la disposition du Comité et, si vous me posez la question, je donnerai la réponse la meilleure et la plus précise possible.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Monsieur le commissaire, vous dites que dans vos fonctions, et vous le signalez à plusieurs reprises dans votre rapport, ce qui est difficile, c'est de vous assurer que les politiques sont appliquées. En haut, au niveau des sous-ministres, c'est plus facile à appliquer, mais si le Parlement du Canada se met à lésiner sur la façon dont doit être appliquée la Loi sur les langues officielles dans l'institution même du Parlement, comme disait M. de Savoye, on voit le genre de difficulté que vous allez rencontrer au niveau d'un directeur de service, dans un ministère quelque part au Canada.

Je pense qu'au-delà de la question juridique qui a été soulevée par notre collègue, il y a un problème de motivation et d'exemple que le Parlement du Canada devrait donner au moins dans ses publications.

When we were carrying out our study of service points where the public has to be served in both official languages, we saw — and this is a subjective thing — that it was more a matter of ignorance than resistance. Many of the managers and employees that we were able to talk to said something along the lines of: "You've open my eyes, that's interesting. I'd like to do better." So I am hopeful.

But the conviction has to come down from the top of the pyramid to the base, and that's where the problem lies. When I talked to, let's say, deputy ministers, I don't have any significant problems; it's when we get down to the level of service to the public, for instance, that we have problems. Last week, we talked about the linguistic working conditions of the public servants. There is more difficulty at that level, and we will have to insist more and educate.

Mr. Bélanger: I was somewhat surprised last week when I was told that these action plans won't necessarily be shared with members of Parliament. I thought that they would be public documents. Will the Commissioner of Official Languages have access to these plans once they're prepared and presented to the Department of Canadian Heritage?

Dr. Goldbloom: I think that the easy answer is yes. The commissioner has the right to require documents that are not exempted by the Access to Information Act. He can also summon witnesses and so on. And since the commissioner will have to assess the performance of the departments and agencies concerned, I'll have to be able to assess the action plans themselves.

Mr. Bélanger: Does the commissioner intend to share with anyone who would like to have the information the list of departments and agencies that fail to submit an action plan before the deadline?

Dr. Goldbloom: I think that the normal procedure would be for me to table that list with Parliament.

Mr. Bélanger: Will we have to wait for your 1995-1996 annual report to find out who hasn't submitted their plans in June, or could we find out by July?

Dr. Goldbloom: I'm at the Committee's disposal, of course, and if you ask me the question I will give the best, most accurate answer possible.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): Dr. Goldbloom, you say that one of your duties — and several times in your report you say it's difficult — is to ensure that the policies are enforced. It's easier to enforce policies at the top, at the deputy-minister level, but if the Parliament of Canada starts to be lax about enforcement of the Official Languages Act within Parliament itself, as Mr. de Savoye was saying, we can see the kind of problem you're going to run into with a section head in some department somewhere in Canada.

I think that there's a problem that goes beyond the legal issue that our colleague raised. This is the problem of motivation, the fact that the Parliament of Canada should set an example, at least in its reports.

Ma question n'a pas trait à ce sujet-là. Je sais que vous avez rendu publique une position que vous avez prise assez fermement, et je vous en félicite, au sujet du Collège militaire royal de Saint-Jean. À cause de la décision tout à fait regrettable que le gouvernement a prise de saccager cette institution qui était la plus performante au niveau de la promotion de la dualité linguistique dans les Forces armées, il faut maintenant, puisque c'est un fait accompli, tourner nos regards vers ce qui se passe à Kingston.

Compte tenu du témoignage du ministre de la Défense nationale devant ce comité, qui a signalé ce qui est évident et que vous avez vous-même indiqué à plusieurs reprises dans vos rapports, à savoir qu'il y a une pénurie de personnel ayant une connaissance des deux langues officielles dans les Forces armées canadiennes, je dirai que le Collège de Saint-Jean remplissait cette carence-là. Là on arrive à Kingston avec beaucoup de questions qui sont soulevées dans l'opinion publique sur la mise en place de cette chose.

Est-ce que vous suivez de très près la situation transfert du Collège militaire royal de Saint-Jean à Kingston et surtout les programmes de bilinguisme dans les Forces armées, via la partie «formation des professionnels militaires»?

M. Goldbloom: Monsieur le sénateur, la réponse est oui. J'ai fait une visite au Collège de Kingston. J'ai rencontré le commandant et le recteur, des membres de la faculté et des membres senior du personnel militaire. Je me suis interrogé et je les ai interrogés concernant la disponibilité de cours dans les deux langues et spécifiquement en français, parce que tous les cours sont disponibles en anglais.

J'ai discuté avec eux du milieu environnant, de l'accueil que pourraient recevoir les militaires qui sont, pour la plupart, trop jeunes pour avoir des familles, mais les membres de la faculté ont des familles. Et il y a, évidemment, des interrelations à prévoir entre les membres de la famille du collège et la communauté qui entoure et accueille le collège.

J'ai eu droit à des explications assez détaillées et assez encourageantes. Ce sont des engagements, mais il faudra voir les résultats dans les faits. Je continuerai de suivre cette situation de près.

• 1555

J'ai mentionné, lors d'une réunion antérieure de ce Comité, qu'ayant été saisi d'une inquiétude exprimée par bien des personnes quant à une baisse importante du nombre de candidatures de la part de gens d'expression française, j'ai voulu faire la comparaison avec ce qui se passe du côté des gens d'expression anglaise. Il y a là aussi une baisse, au même pourcentage. Cela varie un peu d'une région à l'autre. La baisse est plus importante en Ontario, si ma mémoire est fidèle, ce que j'ai trouvé un peu curieux. On pourrait dire que pour les gens de l'Ouest, Kingston est loin et Royal Roads est proche, mais on ne sait pas ce qui motive une jeune personne à s'inscrire dans un collège militaire. En fait, les inscriptions doivent diminuer de façon sensible, d'à peu près 45 p. 100. Les demandes d'inscription ont diminué de 34 p. 100 des deux côtés, anglophone et francophone.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le commissaire, au lieu de faire allusion strictement au rapport annuel de 1994, j'aimerais faire allusion aux rapports en général. Certaines personnes, qui ne sont pas des amis des groupes

My question doesn't have to do with that issue. I know that you took a strong position, publicly, on the Collège militaire royal in Saint-Jean, and I congratulate you on your position. Because of the highly unfortunate decision that the government took to destroy that institution, which was doing the best job of promoting linguistic duality in the Armed Forces, now we have to look at what's going on in Kingston, given that this is a done deal.

Given the testimony by the Minister of National Defence before this Committee, who stated the obvious, and you yourself indicated this on several occasions in your reports, namely that there is a lack of bilingual staff in the Canadian Armed Forces, I would say that the College in Saint-Jean was doing something about this shortcoming. And now the public is asking a lot of questions about the transfer to Kingston.

Are you monitoring the transfer of the Collège militaire royal from Saint-Jean to Kingston very closely, particularly the bilingualism programs in the Armed Forces, through the "training of military professionals" component?

Dr. Goldbloom: Yes, Senator Rivest. I have visited the Kingston College. I met with the commander and dean, members of the faculty and senior military staff. I had questions about the availability of courses in both languages, specifically in French, given that all the courses are available in English, and I asked them these questions.

I had discussions with them about the general environment and the welcome that the soldiers could expect to receive. Most of them are too young to have families, but the faculty have families. Obviously, we have to consider how the family members of the college staff will be interacting with the surrounding community.

I received some rather detailed and rather encouraging explanations. These are commitments, but we'll have to wait to see what the actual results are. I will continue to monitor this situation closely.

During a previous meeting of this Committee I mentioned that a lot of people having expressed their concern to me about an important decrease in the number of applications by French-speaking people, I compared that situation to the one on the English-speaking side. There's a drop there also and of the same percentage. It varies a bit from one region to another. If memory serves, the decrease is greatest in Ontario which I found a bit strange. One might say that for Westerners, Kingston is far away and Royal Roads is closer, but you never know what prompts a young person to apply for military college. Actually, registration must go down markedly, by about 45%. Applications so far have decreased 34% on both sides, English and French.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Commissioner, instead of strictly dealing with the 1994 annual report, I'd like to address reports in general. Some people who are not friends of Canada's official minority groups, say that all this is a waste of

minoritaires officiels du Canada, disent que tout cela est une perte de temps. Ne faites-vous pas des recommandations et est-ce qu'il n'y a pas un suivi? En somme, est-ce qu'il y a une perte de temps?

M. Goldbloom: J'ai évidemment de la difficulté à relier mon expérience quotidienne, mon travail quotidien, à la notion de perte de temps. Ce n'est pas par orgueil que je le dis, mais mes journées sont bien remplies, notamment par des communications avec le public. Le public s'adresse au commissaire, d'après une tradition maintenant vieille d'au moins 35 à 40 ans d'ombudsman, de protecteur du citoyen. C'est la phrase que nous avons adoptée en français. N'eût été la création d'une fonction de cette nature, le public se serait trouvé, comme c'était le cas auparavant, devant la résistance d'une institution gouvernementale à répondre à ses attentes.

Lorsque l'on regarde le nombre de plaintes par année, on voit qu'il y en a à peu près 1 600 ou 1 700, dont la majorité requièrent une enquête en règle et donnent lieu à des recommandations. Ces recommandations aboutissent à des améliorations dans 82 p. 100 des cas. Il m'est donc difficile de croire que tout cela est une perte de temps.

M. Bellemare: Est-ce que les plaintes proviennent majoritairement, sinon entièrement, de francophones, comme membres d'un groupe minoritaire, ou est-ce qu'elles proviennent aussi des groupes minoritaires anglophones?

M. Goldbloom: Il y en a, mais en pourcentage moindre, puisque nous avons indiqué dans le rapport sur les points de service que les services sont disponibles dans les deux langues officielles dans la forte majorité des bureaux fédéraux au Québec. Nous avons, en chiffres ronds, 82 p. 100 de plaintes qui proviennent de gens d'expression française et 18 p. 100 de gens d'expression anglaise.

M. Bellemare: Après le suivi de ces plaintes, est-ce que les gens, francophones ou anglophones minoritaires, sont satisfaits des services du Bureau et de la solution que vous apportez?

• 1600

M. Goldbloom: En général oui, monsieur le député. Nous avons instauré un questionnaire que nous adressons au plaignant après la fermeture du dossier pour savoir s'il a trouvé les résultats satisfaisants et le personnel courtois et efficace et si la situation dont il s'est plaint est meilleure qu'auparavant. Nous avons un pourcentage — je me vante en vous donnant le chiffre — de 92 p. 100 de satisfaction de la part des gens qui répondent à notre questionnaire, et on a un taux assez élevé de réponse, entre 30 et 40 p. 100, si ma mémoire est fidèle.

M. Bellemare: Monsieur le commissaire, il peut être assez catastrophique, pour un Canadien minoritaire, de poursuivre un ministère, une section du gouvernement, surtout s'il veut aller jusqu'à la Cour suprême. Cela peut être catastrophique au point de vue financier. Est-ce que vous avez récemment entrepris des poursuites contre différents ministères et, dans l'affirmative, lesquels et à quel sujet?

M. Goldbloom: D'abord, il est tout à fait vrai que le fardeau financier que devrait assumer une personne en instance de justice, à cause d'une situation insatisfaisante avec un ministère, pourrait s'élever à 35 000\$ ou 40 000\$ pour chaque niveau, c'est-à-dire en cour de première instance, en cour d'appel et en Cour suprême. Le coût d'une telle intervention est donc dans les six chiffres.

time. Don't you make recommendations and aren't they followed up? In other words, is time wasted?

Dr. Goldbloom: Of course, I have some difficulty in considering any of my day to day experience or work as being time wasted. This isn't self congratulation, but I'm really kept busy especially with communications for the public. Traditionally, for the past 35 or 40 years, the public has seen the commissioner as an ombudsman or a *protecteur du citoyen*, which is how we describe it in French. Had it not been for the creation of such a position, the public, as was the case before that, would have been facing resistance from a government institution expected to answer expectations.

When looking at the number of complaints per year, you can see there are about 1,600 or 1,700 most of which require a full investigation and lead to recommendations. Those recommendations lead to improvement in 82% of these cases. So it's hard for me to believe that all this is a waste of time.

Mr. Bellemare: Do the complaints come mostly, if not entirely, from francophones as members of a minority group or do they also come from anglophone minority groups?

Dr. Goldbloom: There are some of the latter, but the percentage is lower because, as we indicated in the report on points of service, service is available in both official languages in the greatest number of federal offices in Quebec. If we round out our figures, 82% of complaints come from French-speaking people and 18% from English-speaking.

Mr. Bellemare: After those complaints have been followed up, are the minority francophones or anglophones satisfied with the service and solution provided?

Dr. Goldbloom: Generally speaking, yes, sir. We have drawn up a questionnaire that we address to the complainant after the file has been closed to find out whether the results were found satisfactory and the staff courteous and efficient and whether the situation that had given rise to the complaint has improved. Ninety-two percent — and I'm proud of that figure — of those who answer our questionnaire are satisfied and our answer rate is rather high, somewhere between 30% and 40%, if memory serves.

Mr. Bellemare: Commissioner, it can be rather catastrophic for a Canadian who is a member of a minority group to sue a department or a government branch, especially if it goes all the way to the Supreme Court. It could prove to be a real financial catastrophe. Have you recently undertaken any suits against any government departments, and, if so, which ones and what for?

Dr. Goldbloom: First of all, it's very true that the financial burden for anyone getting involved in such a suit because of dissatisfaction with a department could cost up to \$35,000 or \$40,000 at each level, lower court, court of appeal and finally the Supreme Court. So something like that brings you into the six figure range.

Il y a le programme de contestation judiciaire qui peut aider dans certaines situations. Mais ce qui n'est pas largement connu, c'est que le but du programme de contestation judiciaire est d'obtenir des clarifications de la jurisprudence concernant certains articles de la Constitution et de la Charte. La Loi sur les langues officielles est spécifiquement exclue. Aussi, si la jurisprudence est obtenue dans une cause, une personne qui veut se plaindre sous le même chef est refusée dans le cadre du programme de contestation judiciaire parce que la jurisprudence a déjà été obtenue.

Vous avez la liste que j'ai déposée cet après-midi même. Nous avons intenté des recours judiciaires contre Air Canada, VIA Rail, le ministère du Développement des ressources humaines, la Défense nationale, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et de nouveau contre le ministère du Développement des ressources humaines. Il y a une cause contre la Société Radio-Canada, mais ce n'est pas nous qui agissons pour le plaignant dans ce cas-là. C'est le plaignant qui a intenté une poursuite contre Radio-Canada et contre nous-mêmes. Il y a deux autres causes contre la Défense nationale et VIA Rail et nous avons, sur la deuxième page, la Fonction publique, Air Canada, etc. Lorsque notre enquête et nos recommandations n'ont pas donné satisfaction au plaignant, nous sommes là pour intervenir.

M. Bellemare: Merci, monsieur le commissaire.

Le sénateur Roux (Mille Isles): Monsieur le commissaire, vous avez en partie répondu à ma question par votre dernier commentaire.

• 1605

Si personne, ou à peu près personne, ne met en doute votre bonne foi et surtout votre détermination et celle de vos fonctionnaires à faire appliquer la Loi sur les langues officielles, je déplore personnellement qu'en-dehors de votre force personnelle de persuasion, vous ne disposiez pas d'outils vraiment puissants pour faire bouger les gens lorsqu'ils ne veulent pas bouger.

Je vous donne deux exemples. Je reviens au commentaire de M. de Savoye. Supposons que vous ayez un avis juridique qui vous dise que le Parlement n'a pas le droit d'arrêter la publication dans les deux langues officielles du Canada des documents qui émanent des comités sénatoriaux; quels seraient vos moyens d'intervention à ce moment-là? Évidemment, il y a toujours le recours devant les tribunaux, mais comme vous le disiez précédemment, c'est compliqué et très long. Dans ce cas-là, quels seraient vos moyens d'intervention?

Deuxièmement, vous avez fait des recommandations à Air Canada à l'égard de ses lignes aériennes régionales afin qu'elles soient soumises elles-mêmes à la Loi sur les langues officielles, comme l'est Air Canada. Est-ce qu'il y a eu des réactions d'Air Canada à ce sujet et, s'il n'y en a pas eu ou si elles ne vous ont pas satisfait, encore une fois, quels sont vos moyens d'intervention?

M. Goldbloom: Vous avez raison, monsieur le sénateur, de dire que c'est une force morale. Elle n'est quand même pas négligeable. Dans le cas spécifique du Parlement, qui pourrait être perçu par le commissaire comme ne respectant pas ses propres lois, il y a, selon la loi, un rapport spécial qui peut être fait par le commissaire au gouverneur en conseil, c'est-à-dire au Conseil des ministres. Aussi, il existe un pouvoir qui n'a pas été souvent utilisé, celui donnant le droit au commissaire de faire

There's the court challenges program that can help in some situations. But what's not widely known is that the purpose of the court challenges program is to obtain clarification of the jurisprudence in matters concerning certain articles of our Constitution and Charter. The Official Languages Act is specifically excluded. So if jurisprudence is obtained in a given case, anyone wishing to complain about the same subject is refused in the context of the court challenges program because the jurisprudence is already there.

You have the list I just tabled this afternoon. We have undertaken legal proceedings against Air Canada, VIA Rail, the Department of Human Resources Development, National Defence, Foreign Affairs and International Trade, and again, the Department of Human Resources Development. There's a case pending against the Société Radio-Canada but we are not acting for the complainant in that case. The complainant is proceeding both against Radio-Canada and ourselves. There are two other cases against National Defence and VIA Rail and, on the second page, we have the Public Service, Air Canada and so on. When our investigation and recommendations are not found to be satisfactory by the complainant, we are there to intervene.

Mr. Bellemare: Thank you, Commissioner.

Senator Roux (Mille Isles): Commissioner, you've partially answered my question with your last comment.

If no one, or almost, questions your good faith and especially your determination and that of your officials in implementing the Official Languages Act, I personally deplore that apart from your personal powers of persuasion, you don't have any really powerful tools to get people to move when they don't want to.

I'll give you two examples. Take Mr. de Savoye's comments. Let's say you have a legal opinion to the effect that Parliament does not have the right to stop publishing, in Canada's both official languages, documents published by Senate committees; what powers would you have then? Of course, you can always have recourse to the courts, but as you were saying before, it's complicated and very long. In that case, what could you do?

Secondly, you made recommendations to Air Canada concerning its regional airlines to the effect they should also submit to the Official Languages Act as does Air Canada itself. Has Air Canada had any reactions to that and if not or if you found they were not satisfactory, once again, what can you do?

Dr. Goldbloom: You're right, Senator, to say that its moral suasion. However, it is not negligible. In the specific case of Parliament, where the commissioner might find that it's not respecting its own legislation, the legislation provides for a special report the commissioner can make to the Governor in Council, which means Cabinet. There is also a power that has not been often used, the one giving the commissioner the right to make a special report direct to Parliament. Of course, that is

un rapport spécial directement au Parlement. Il peut ainsi évidemment sensibiliser l'opinion publique qui surveille les actions du Parlement, des élus et des sénateurs.

J'aimerais insérer dans ma réponse un complément de réponse à la question de M. de Savoye. J'ai répondu en fonction de la difficulté et du coût qu'entraîne un recours judiciaire, mais je voudrais préciser que, selon la loi, une contravention à l'article 4 permet d'intenter un recours judiciaire. Je voudrais donc apporter cette précision. Il y a le recours aux tribunaux. Le commissaire n'a pas le pouvoir d'agir de son propre chef. Il faut qu'il le fasse au nom d'un plaignant, mais il est presque toujours possible qu'un plaignant veuille aller aussi loin, surtout si le commissaire l'accompagne, le seconde et lui fournit un appui sur le plan des conseils juridiques.

Le sénateur Roux: Et dans le cas d'Air Canada?

M. Goldbloom: Dans le cas d'Air Canada, nous avons poursuivi des discussions. Air Canada continue de résister à toute définition des partenaires, comme la société les appelle, comme faisant partie intégrante de la société elle-même. Par contre, Air Canada a manifesté une bonne volonté de chercher une solution. À la bonne volonté, il faut réagir avec bonne volonté, et j'espère que ces discussions nous mèneront à une solution qui ne pourrait être autre que l'acceptation, quel que soit le régime structurel, de la part des lignes aériennes en question du fait qu'elles doivent servir le public convenablement dans les deux langues officielles, selon la loi.

• 1610

Et si elles ne reconnaissent pas être assujetties à la loi, elles devraient au moins accepter que le principe doit être respecté et que les services doivent être fournis. Évidemment, si une solution satisfaisante n'est pas obtenue, le recours judiciaire sera l'étape suivante et ultime.

M. de Savoye: Monsieur le commissaire, comme vous le savez, les organismes d'État et les ministères sont appelés à offrir au public des services dans les deux langues officielles lorsqu'ils sont dans des régions dites bilingues. Par exemple, on voit ici et là des affiches bilingues qui indiquent au public que le service est disponible dans les deux langues officielles.

Cependant, à l'époque de l'électronique, on se retrouve avec l'autoroute de l'information. Le point de départ de l'information est peut-être une région non officiellement bilingue, mais le point de réception de l'information est le monde entier et, à plus forte raison, tous les endroits où le service téléphonique est accessible au Canada.

Nous avons vu, il y a deux semaines, que la Société canadienne des postes avait sur Internet un produit d'information qui s'adressait au public et qui n'était que dans une des deux langues officielles. Les invités de ce matin-là ont réagi rapidement et ont retiré ce service d'Internet en attendant qu'il soit disponible dans les deux langues officielles.

Mais la technologie est là et je suis convaincu que beaucoup de ministères et organismes d'État rendront accessibles prochainement certaines choses par Internet. À partir du moment où cela s'adresse au public canadien — et vous me corrigerez si je suis dans l'erreur —, j'ai l'impression que cela devrait être accessible dans les deux langues officielles.

how public opinion would be made aware that it should have a look at what Parliament, its elected officials and senators are doing.

I would like to add some information to my answer to Mr. de Savoye. I answered based on the difficulty and the cost entailed by legal recourse, but I would like to point out that, according to the legislation, contravening section 4 can lead to legal recourse. I simply wanted to add this clarification. You can go to court on this. The commissioner does not have the power to act on his own. He must do so for a complainant, but it's almost always possible to find a complainant willing to go that far, especially if the commissioner goes along with the complainant and offers legal support.

Senator Roux: How about Air Canada?

Dr. Goldbloom: In Air Canada's case, we are pursuing our discussions. Air Canada still resists any definition which would describe its partners, as they are called, as being an integral part of the company itself. On the other hand, Air Canada has shown good will in trying to find a solution. You have to respond to good will with good will yourself and I do hope these discussions will lead to a solution which will be none other, whatever the operational structure, than the airlines in question accepting the fact that they must adequately serve the public in both official languages, in conformity with the act.

And if they do not recognize that they are not subject to the law, they should, at least, accept that its principle ought to be respected and that services must be provided. Of course, if there's no satisfactory solution attained, recourse to the courts will be the next and ultimate stage.

Mr. de Savoye: Commissioner, as you know, government organizations and departments are supposed to offer their services to the public in both official languages when they are located in the so-called bilingual regions. For example, here and there you have bilingual signs indicating to the public that the service is available in both official languages.

However, in this age of electronics, we now have the information highway. The information may perhaps originate in a non-officially bilingual region, but the information is meant for the whole world and, even more so, anywhere telephone service is available in Canada.

A couple of weeks ago, we saw that Canada Post had an informational product on Internet for the public but which could be found only in one of the two official languages. Our guests, that morning, reacted rapidly and withdrew this Internet service until such time as it would be available in both official languages.

But the technology is there and I'm convinced that a lot of departments and government organizations will soon make some things available over Internet. The moment this is addressed to the Canadian public — and you'll correct me if I'm wrong — I think that it should be accessible in both official languages.

Je n'ai pas fait une enquête exhaustive, mais je me suis rendu compte tout récemment que le Collège de Kingston était unilingue sur Internet. Comment réagissez-vous à cela et qu'est-ce que vous pouvez faire pour rétablir les choses ou éviter qu'elles ne se produisent?

M. Goldbloom: Tout d'abord, je peux prendre votre observation comme une plainte et faire enquête là-dessus et ensuite tirer des conclusions et formuler des recommandations. Mais le problème est vaste. Vous l'avez souligné et je m'intéresse particulièrement à cette question parce que nous sommes essentiellement au début d'une nouvelle ère et qu'il ne faudrait pas que des faits accomplis nous empêchent de faire respecter la loi en ce qui concerne, comme vous le dites justement, la communication avec le public canadien.

Je sais qu'il y aura d'ici un certain nombre de mois—je n'ai pas la date en tête—un important colloque sur l'Internet. J'ai déjà entrepris des communications avec des gens qui préparent ce colloque afin d'insister sur la place que doit avoir le français, et pas simplement dans le colloque. Le colloque est essentiellement facile. J'ai parlé avec des gens qui sont bilingues, des gens qui sont francophones, et il y a une excellente volonté pour que le colloque lui-même se déroule dans les deux langues officielles. Mais c'est Internet qui est en jeu.

Je voudrais, dans les prochaines semaines, alerter autant de monde que possible, en commençant par le gouvernement, à la nécessité d'y penser au départ et de ne pas chercher à faire du rattrapage une fois qu'une seule langue sera établie comme instrument de communication à l'échelle du pays et à l'échelle mondiale.

• 1615

M. de Savoye: Le sénateur Roux a mentionné que la loi ne vous donnait qu'une force morale pour faire appliquer les décisions. On sait que des jugements ont été rendus dans le passé où des gouvernements provinciaux ont été incités à donner un certain nombre de services pour respecter la Charte ou la loi, et vous nous disiez vous-même la semaine dernière que vous aviez rencontré des gens et discuté avec eux et que vous osiez espérer. Est-ce qu'il ne serait pas bon que la loi soit enrichie d'un amendement qui vous permettrait d'avoir une plus grande capacité d'intervention?

On sait que certaines lois ou projets de loi actuellement en débat prévoient la criminalisation de certaines omissions. Est-ce que pécher par omission ne pourrait pas également être l'objet de sanctions réelles, senties, à l'intérieur de la Loi sur les langues officielles?

M. Goldbloom: Monsieur de Savoye, vous soulevez une question fort délicate. Nous sommes un régime démocratique qui a comme principe, presque universellement respecté, que lorsqu'il s'agit de pouvoirs exécutifs, il faut que ces pouvoirs soient attribués aux élus ou aux tribunaux. Accorder à un non-élu des pouvoirs exécutifs, dictatoriaux si je puis dire, irait à l'encontre de cette philosophie fondamentale de la démocratie.

Ayant dit cela, je dois m'en remettre au bon jugement des législateurs parce que ce sont eux qui ont adopté la première Loi sur les langues officielles, de même que la deuxième, et qui ont ainsi défini les pouvoirs du commissaire et établi les limites

I didn't undertake any exhaustive investigation, but I recently noticed that the military college at Kingston was unilingual on Internet. What's your reaction to that and what can you do to set things right or avoid them happening?

Dr. Goldbloom: First of all, I'll take your comment to be a complaint and initiate an investigation and then draw conclusions and make recommendations. But it is a vast problem. You have pointed it out and I am particularly interested in this question because we're essentially at the outset of a new era and a *fait accompli* should not prevent us, as you have said so well, from having the law upheld in the area of communications with the Canadian public.

I don't know the exact date, but I know that within a few months, there's to be an important seminar on the Internet. I'm already in communication with some of the people preparing this seminar and I'm insisting on the place that must be made for French and not just in the seminar itself. The seminar is essentially easy. I've spoken to bilingual people, as well as francophones, and there is quite a will to ensure the seminar will be carried off in both official languages. But the question is with Internet.

During the coming weeks, I would like to make as many people as possible—beginning with the government itself—aware that this has to be thought about at the outset and not just try to do some catching up once a single language has been established as the sole tool of communication for our country and the whole world.

Mr. de Savoye: Senator Roux mentioned that the act endows you only with moral suasion to have your decisions implemented. And now, we know that in the past courts have handed down decisions where provincial governments were encouraged to offer a certain number of services to respect the Charter or the act and you yourself told us last week that you had met and discussed with people and that you dared hope. Wouldn't it be better to have the legislation improved by an amendment that would give you more powers of intervention?

Some legislation or certain bills now being debated provide for the criminalization of certain omissions. Couldn't sin by omission also be subject to real and weighty sanctions within the Official Languages Act?

Dr. Goldbloom: Mr. de Savoye, you are raising a very touchy question. We're in a democratic regime where, as a practically universally respected principle, when you're dealing with powers of enforcement, those powers must be left to the courts or elected officials. Putting powers of enforcement, almost dictatorship, if I may say, into the hands of a non-elected official would go contrary to the grain of this fundamental democratic philosophy.

That said, I must trust the good judgement of our law-givers because they are the ones who passed the first Official Languages Act, as well as the second, and who thus define the powers of the commissioner and established the limits of his

de ses pouvoirs. Je ne cherche pas à être un dictateur. Je pense que chacun de nous, dans son for intérieur, se dit que s'il était dictateur, il serait un dictateur bienveillant qui améliorerait les conditions de vie de ses concitoyens et concitoyennes. Je nourris ces instincts comme d'autres, mais il faudra que les députés de ce Parlement se penchent sur la question et jugent s'il est à propos d'accorder à un non-élu des pouvoirs qui dépassent ceux dont je suis investi.

M. de Savoye: Mais déjà les tribunaux ont été saisis de plaintes et ont passé jugement à l'encontre d'un contrevenant, l'intimant de rectifier la situation. On sait que lorsqu'on commet une infraction en ce qui a trait à l'automobile, par exemple, si on doit faire quelque chose, on doit le faire, sinon, il y a une amende ou l'emprisonnement. Or, il n'y a pas de «sinon» lorsque la Loi sur les langues officielles est en cause. On demande de rectifier la situation, mais il n'y a pas de mordant derrière cela.

M. Goldbloom: Il faut, à mon sens, distinguer deux éléments de la chose. On peut évidemment introduire dans une loi des pénalités, des sanctions qui sont appliquées si la personne condamnée ne respecte pas le jugement. Ce n'est pas la même chose que donner à un non-élu le pouvoir d'imposer une amende ou d'emprisonner quelqu'un. Je parle de façon hypothétique. On pourrait penser que le législateur veuille donner au commissaire le pouvoir d'ordonner à un ministère de faire telle chose pour mieux servir le public. Mais je pense qu'il est impensable de donner au commissaire aux langues officielles le pouvoir de dicter une façon d'agir à un gouvernement provincial dûment élu.

• 1620

M. de Savoye: C'est très éclairant. Je vous remercie.

M. Bélanger: Monsieur le commissaire, j'ai deux petites questions à poser. Premièrement, est-ce qu'il s'est passé quelque chose depuis la semaine dernière concernant la plainte qui avait été formulée par l'ACFO, l'Association canadienne-française de l'Ontario, au sujet du ministère du Développement des ressources humaines, dont le rapport provisoire était en discussion? Est-ce que cela a avancé depuis?

M. Goldbloom: Cela avance, oui. Nous avons eu des discussions aujourd'hui même là-dessus. Nous n'avons pas encore reçu de la part de l'ACFO l'ensemble de ses commentaires sur le texte provisoire et il nous manque aussi des commentaires de la part du ministère visé. La loi exige que nous attendions l'ensemble de ces commentaires avant de rédiger un texte définitif. Nous indiquons pour chaque rapport provisoire une date limite, mais parfois des gens ont besoin de plus de temps. Je tiens à dire, sans pouvoir aller dans les détails, que l'ACFO fait un travail extrêmement sérieux et détaillé là-dessus et un travail très utile.

M. Bélanger: Est-ce que ce rapport provisoire reste secret?

M. Goldbloom: Oui.

powers. I'm not out to be a dictator. I think that each one of us, inside, thinks that if he were a dictator, he'd be a benevolent dictator who would improve the quality of life of all men and women. I share that instinct and others, but the members of this Parliament will have to look at the question and decide whether it's appropriate to grant greater powers than those I have already to an unelected official.

Mr. de Savoye: But the courts have already received complaints and have passed judgement on the offender and ordered the situation to be corrected. Now, when you commit some traffic offence, for example, if you have to do something, then you have to do it otherwise there's a fine or jail at the end of it. Now, there is no "otherwise" where the Official Languages Act is concerned. You're asked to correct the situation, but there are no teeth.

Dr. Goldbloom: To my mind, you have to make the distinction between two elements here. Of course, you can introduce penalties and sanctions in legislation that would apply if the guilty party does not do as ordered. That's not the same thing as giving an unelected official the power to impose a fine or put someone in jail. I'm speaking hypothetically. You could think the legislator might want to give the commissioner the power to order a department to do such or such a thing to serve the public better. But I think it's unthinkable to give the Commissioner of Official Languages the power to dictate what should be done to a duly elected provincial government.

Mr. de Savoye: That is very enlightening. Thank you.

Mr. Bélanger: Mr. Commissioner, I have two short questions for you. First, has anything happened since last week with respect to the complaint made by ACFO, l'Association canadienne-française de l'Ontario, concerning the Human Resources Development Department, whose draft report was a matter of discussion? Has there been any progress since last week?

Dr. Goldbloom: Yes, things have progressed. In fact, we had two discussions today on that subject. We have not yet received from ACFO all its comments on the draft report, and we are also still waiting for some comments from the Department concerned. The Act requires that we wait for all those comments before drafting a final report. We indicate a deadline for every draft report, but sometimes people need more time. I am not able to go into the details, but I would like to point out that ACFO is doing very thorough, detailed and useful work on this subject.

Mr. Bélanger: Is the draft report still secret?

Dr. Goldbloom: Yes.

M. Bélanger: Est-ce que vous avez, dans vos statistiques, une idée assez précise du pourcentage de postes de la Fonction publique dits bilingues non impératifs qui sont dotés et où on laisse poiroter les gens d'année en année sans leur offrir la formation linguistique qu'on leur aurait peut-être promise au tout début, lors de l'embauche? Est-ce que vous savez si c'est répandu à travers la Fonction publique ou non?

M. Goldbloom: Je voudrais aller au dossier et voir ce que nous avons comme chiffres afin de donner une réponse plus détaillée.

Je peux vous dire en ce moment que jusqu'à il n'y a pas pas très longtemps, il y avait d'importantes listes d'attente pour la formation linguistique, mais ces listes d'attente semblent résorbées maintenant. Donc, il n'y aurait pas, à mon sens, de justification pour qu'une personne qui souhaite obtenir cette formation, qui a été nommée à un poste désigné bilingue mais de façon non impérative, ne puisse recevoir la formation.

Là aussi, je me permets le genre de réponse que j'ai offerte à M. de Savoye. S'il y a un cas précis, je peux prendre votre commentaire sous forme de plainte et faire enquête.

M. Bélanger: La raison initiale de votre visite ici était les prévisions budgétaires et on constate qu'il y a des réductions des ressources en personnel qui s'annoncent sur trois ans. Est-ce que le Bureau sera toujours en mesure de s'acquitter de ses tâches?

M. Goldbloom: Monsieur le député, voici ce que nous avons fait. Avant d'être saisis de l'ordre précis de grandeur des coupures, nous savions que des coupures venaient. Aussi, nous avons été appelés par le Conseil privé et le Conseil du Trésor à faire ce qu'on appelle une revue des programmes.

Poursuivant cet exercice, nous nous sommes basés sur la loi et nous avons pris chaque fonction, chaque responsabilité qu'attribue la loi au commissaire et nous nous sommes interrogés sur la possibilité pour le commissaire de s'acquitter de ses responsabilités avec un personnel moindre, égal ou supérieur à ce que nous avons présentement dans chacune des directions.

• 1625

C'est avec une telle analyse en profondeur que nous en sommes arrivés aux conclusions que nous sommes en train de mettre en application avec regret, parce que cela veut dire que nous devons réduire nos effectifs.

J'ai pris l'initiative d'écrire au Conseil privé pour dire, en résumé, que nous respectons la volonté du gouvernement de réduire de 5 p. 100 par année, sur trois années, les dépenses, les nôtres comme celles de tous les autres organismes. Dans certains cas, c'est encore davantage.

Mais je m'inquiète de la possibilité réelle pour le commissaire, après ces coupures, d'en absorber d'autres. Je m'inquiète de la possibilité de remplir les fonctions convenablement et de bien répondre aux attentes du public, des fonctionnaires et de tout le monde.

Je pense que cette inquiétude a été comprise et je serai obligé à l'avenir, si on indique que des coupures additionnelles doivent être imposées, de revoir l'exercice que nous avons poursuivi, de prendre la loi, d'examiner les responsabilités qu'elle nous confère et de m'interroger sur les ressources dont j'aurai besoin afin de bien répondre à mes obligations.

Mr. Bélanger: In your statistics, do you have a precise idea of the percentage of bilingual non-imperative positions in the Public Service which are not staffed, and where people are just left for years without being given the language training which might have been promised to them when they were first hired? Do you know whether this situation is widespread in the Public Service?

Dr. Goldbloom: I would like to check our figures so as to be able to give you a more detailed answer.

At present I can say to you that until not so long ago, there were long waiting lists for language training, but these lists now seem to have shrunk. Therefore, in my opinion, if someone has been appointed to a non-imperative bilingual position and wishes to receive language training, there would be no justification for failing to provide him or her with language training.

On this point I would give the same kind of answer that I gave to Mr. de Savoye. If a specific case is involved, I can take your comment in the form of a complaint and investigate.

Mr. Bélanger: Initially, the reason for your appearance here was to consider the Estimates, which show that staff resources will be reduced over three years. Will your Office still be able to discharge its responsibilities?

Dr. Goldbloom: I would like to explain, sir, what we have done before being informed of the exact scope of the cuts, we knew that cuts were coming. We were also asked by the Privy Council and Treasury Board to conduct what is referred to as a program review.

In the course of this process, we looked at every function and responsibility our Office is required to perform under the Act, and we examined whether this could be done with a smaller, equal or larger staff than we currently have in each of our branches.

Following such an in-depth analysis, we reached the conclusions which we are implementing at present regretfully, because they mean that we must reduce our staff.

I took the initiative to write to the Privy Council to indicate that we are complying with the will of the government to reduce expenditures by five percent each year over the next three years. This applies to us and to other agencies, and in some cases, the figure is even higher.

However, I am concerned whether, following these cuts, our Office can really absorb any others. I am concerned whether we can adequately fulfill our responsibilities and properly meet the expectations of public servants and Canadians in general.

I think that my concern has been understood. If further cuts are imposed in the future, I will have to review the process we have undertaken, examine the responsibilities entrusted to us under the act, and consider the resources I shall need in order to properly meet my obligations.

[Traduction]

Mme Sheridan (Saskatoon—Humboldt): J'ai sous les yeux une coupure de presse du *Leader-Post* de Regina en date du 26 avril 1995. L'article réagit au rapport du Commissariat aux langues officielles, surtout en ce qui concerne certaines critiques qu'avait formulées M. Denis Magnan, président de l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, sur la prestation de services en français dans notre province. M. Magnan aurait dit que le niveau de prestation de services en français était nettement plus faible en Saskatchewan qu'ailleurs, soit 50 p. 100 par rapport à 79 p. 100.

Dans vos remarques vous avez utilisé le terme «bureaux fédéraux désignés». Est-ce que ce terme s'applique particulièrement à notre province? Pourriez-vous aussi apporter une dimension humaine à ce problème et nous citer des cas précis de cette incapacité de fournir les services demandés dans 50 p. 100 des cas? Qu'est-ce que cela veut dire en réalité? Est-ce que le problème se présente surtout dans les régions à forte concentration francophone ou le trouve-t-on un peu partout dans la province? Pourriez-vous nous donner des exemples concrets des préoccupations que M. Magnan a signalées?

M. Goldbloom: Le principe s'applique à toutes les régions du pays. Il se fonde sur les unités techniques de recensement. Dans le cas de chaque unité de recensement, Statistique Canada établit le pourcentage correspondant à la population linguistique majoritaire et à la population linguistique minoritaire.

Les règlements émis par le Conseil du Trésor et adoptés il y a quelques années, renferment certains critères. Ces derniers sont un peu compliqués, mais selon le pourcentage et le nombre absolu de personnes appartenant à une population linguistique minoritaire, il faut que tous les bureaux fédéraux offrent des services dans les deux langues officielles dans une région à forte concentration de personnes parlant la langue minoritaire. Dans les régions où le nombre est moins important ce sont les bureaux fédéraux clés qui doivent assurer le service. Les bureaux fédéraux n'assurent aucun service pour les unités techniques de recensement où on décide que la population linguistique minoritaire, francophone ou anglophone, n'est pas assez importante pour justifier la prestation de tels services.

• 1630

On fait davantage appel à la technologie moderne, notamment les numéros de téléphone 1-800, de sorte que même si quelqu'un se trouve dans une région où il n'y a pas de bureau à proximité, il est toujours possible d'obtenir des renseignements et des services en composant un numéro et en ayant au bout du fil quelqu'un qui, nous l'espérons, pourra offrir le service souhaité dans la langue de son interlocuteur.

Les résultats de la Saskatchewan étaient moins favorables que ceux de toutes les autres provinces dans le sondage que nous avons fait. Je ne veux pas accorder trop d'importance aux pourcentages précis, mais il est évident que dans cette province, les gens qui s'adressent à un bureau fédéral, en personne ou au téléphone, ont quelques difficultés à se faire servir dans leur langue.

[English]

Mrs. Sheridan (Saskatoon—Humboldt): I have here in front of me a copy of a clipping of the Regina *Leader-Post* dated April 26 of this year. It's reacting to the report of the Official Languages Commission, in particular certain criticisms levelled at the delivery of service in French in Saskatchewan by Mr. Denis Magnan, who is the president of l'Association culturelle franco-canadienne in our province. His main comment was that the level of service was significantly lower, I think 50% as opposed to 79% of delivery of service in French when requested.

In your comments you used the term "designated federal offices". I wonder first of all if you could explain to me if that is a term of art that has a particular application in our province or a particular meaning in our province. Secondly, are you in a position to put this in human terms, to provide us with some examples of this failure to deliver service in 50% of the cases? What does that actually mean? Is it in concentrated francophone communities in our province? Is it sprinkled here and there? Could you put a human face on the kinds of concerns that Mr. Magnan is bringing forward?

Dr. Goldbloom: The principle applies all across the country. It is based on census units. In each census unit there is a percentage provided by Statistics Canada as to the majority language population and the minority language population.

In the regulations put forward by Treasury Board and adopted a couple of years ago there is a set of criteria. They're a bit complicated, but according to the percentages and the absolute numbers of people of a minority population, services are required to be provided in both languages by all federal offices in an area where there's a high concentration of people of the minority language; by key federal offices where it's less; and by no federal offices in some census units where it is judged that there is not a sufficient minority population, French-speaking or English-speaking, to justify providing services.

There is a greater reliance on modern technology, such as 1-800 numbers, so even if a person is in an area where an office isn't close at hand, there is a possibility of obtaining information and service by dialling a number and getting someone who will respond usefully, one hopes, in the language of that person.

Saskatchewan's results were less favourable than those of any other province in the survey we did. I don't want to attach too much importance to the precise percentages, but it's obvious there is a difficulty experienced by people who go to a federal office or call a federal office and want to receive a response in their language.

Il est également évident qu'en effectuant notre sondage, même si nous n'avons pas adopté de tactiques agressives ou trompeuses, nous avons obtenu un résultat meilleur que le citoyen moyen n'aurait probablement obtenu parce que, à cause de la nature de nos fonctions, nous savions exactement ce à quoi nous avions droit et nous le demandions donc plus explicitement.

Comme nous n'avions pas d'intérêt personnel en jeu en voulant obtenir un passeport ou quoi que ce soit, nous ne pourrions pas être intimidés, non pas que les gens derrière le comptoir soient nécessairement intimidants, mais le simple fait de se rendre dans un bureau du gouvernement est une expérience intimidante pour bien des gens.

La réalité, nous le savons, est que moins de 50 p. 100 des gens obtiennent un service satisfaisant. Nous savons que bien des gens choisissent la solution de facilité parce qu'ils peuvent se débrouiller en anglais et qu'ils se contentent donc de hausser les épaules. On leur dit que la personne qui pourrait leur répondre en français est malade aujourd'hui ou bien est partie déjeuner ou quoi que ce soit et, au lieu de revenir le lendemain ou d'attendre une heure, le client dira qu'il a besoin du service tout de suite et qu'il doit retourner travailler et il acceptera donc de se faire servir en anglais.

Dans le rapport que nous présentons, nous avons insisté fortement sur l'offre active de services. Comme je l'ai dit tout à l'heure en réponse à une question de M. Bélanger, l'éducation est un facteur important. Nous devons faire en sorte que les gens acquièrent une attitude positive et qu'ils fassent des efforts pour donner satisfaction à leur clientèle. S'ils augmentent leurs efforts, le taux de satisfaction augmentera assurément.

Vous avez demandé si nous pouvions fournir des exemples et nous l'avons fait, sans pour autant citer des cas précis que nous avons trouvés dans notre sondage. Il y a deux raisons pour lesquelles nous n'avons pas fourni de précisions sur ces cas aux ministères en cause. Tout d'abord, nous estimons que même si les chiffres globaux ont été vérifiés statistiquement et même si l'on s'est assuré de leur validité statistique, celle-ci ne vaudrait plus si l'on ventilait les données en petites unités, ministère par ministère.

L'autre raison, plus importante, est que lorsque nous nous sommes rendu dans les bureaux et avons demandé à nous entretenir avec les gestionnaires et avec les préposés, ils nous ont dit qu'ils étaient disposés à nous parler, pourvu qu'ils ne soient pas identifiés ou pointés du doigt; nous avons donc dû respecter cet engagement.

Toutefois, nous avons réuni l'ensemble de nos données et les avons ajoutées à tous les autres renseignements que nous compilons depuis un an ou deux dans le cadre d'autres enquêtes menées à la suite de plaintes, et nous avons fourni le tout au Conseil du Trésor et ministères en cause. J'ai bon espoir que l'on y donnera suite de façon plus concertée qu'il n'était possible de le faire simplement à partir de notre affirmation selon laquelle la moitié du temps, on ne pouvait pas se faire servir en français en Saskatchewan.

It is also obvious that in carrying out our survey, although we were not aggressive or deceptive, we did better than the average citizen would likely do because, by the nature of our function, we knew what we were entitled to receive so we could ask for it more explicitly.

Because we didn't have a personal investment in getting a passport or whatever, we were not liable to be intimidated, not because people behind the counter are necessarily intimidating but the fact of going to a government office is an intimidating experience for a lot of people.

We know that the human reality is less than 50% satisfactory service. We know that a lot of people will take the path of least resistance because they are able to manage in English, so they shrug their shoulders. Maybe they're told that the person who is able to answer them in French is ill today or is at lunch or whatever, and rather than come back the next day or wait an hour, they'll say they need service and have to get to back to work so they accept the service in English.

Active offer of service is something we have emphasized strongly in the report we put forward. As I indicated earlier in response to a question from Mr. Bélanger, education is an important factor. We have to cause people to develop a positive attitude and reach out. If they do, then certainly there will be greater satisfaction.

You asked if we could provide instances and we have, without providing the specific instances we found in our survey. There are two reasons why we have not provided those in detail to the departments concerned. One is we felt that although the overall figures were statistically verified and found to be statistically significant, breaking them down into small units department by department didn't come out to statistical validity.

The more important reason was that when we went into those offices and told the manager and the people behind the counter we wanted to talk with them, they said they were prepared to talk with us as long as they weren't fingered or identified. We had to respect that commitment to not identify people and specific offices in that way.

However, what we have done is take all of our data and put them together with the other information we've compiled over the last year or two through other investigations into complaints, and we have provided those specifics to Treasury Board and the departments concerned. I have reasonable hope that there will be a more focused action than was possible just on the basis of our saying 50% of the time we didn't get service in French in Saskatchewan.

• 1635

Mme Sheridan: C'est pourquoi je voulais la réponse. Souvent les pourcentages n'expliquent pas tout.

En général, vous semblez être optimiste que la situation va s'améliorer. Êtes-vous aussi optimiste à l'égard de la Saskatchewan?

Mrs. Sheridan: I guess that's why I wanted the answer; percentages don't often tell the full story.

Generally you seem hopeful that things are going to improve. Does that hopefulness apply to Saskatchewan?

M. Goldbloom: Oui.

Mme Sheridan: Est-ce que M. Magnon a des raisons d'être optimiste?

M. Goldbloom: Oui car je crois qu'essentiellement les Canadiens sont des gens de bonne volonté. C'est pour cela que je reste optimiste quant à la réaction éventuelle de la population à notre enquête.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le commissaire, nous vous remercions. Je dois vous signaler que nous avons réservé les dates du 16 et du 18 pour vous rencontrer si les deux dernières rencontres n'avaient pas été suffisantes pour répondre à nos questions concernant le crédit budgétaire 25 et votre rapport annuel. Nous vous remercions donc de vos réponses et nous vous encourageons à poursuivre vos travaux avec beaucoup de diligence.

M. Goldbloom: Merci, madame la coprésidente. Si vous souhaitez que je ne prenne pas d'engagements pour ces deux dates au cas où, je suis prêt à le faire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non. Je crois que les membres du Comité ont épuisé leurs questions concernant ces deux points particuliers. Nous avons l'intention de rencontrer le commissaire deux autres fois pour pouvoir débattre des questions budgétaires à temps pour les travaux de la Chambre, mais ce n'est pas la peine.

M. Goldbloom: Merci, madame.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'aimerais signaler aux membres du Comité que les rencontres du 16 et du 18 n'auront pas lieu.

Est-ce que le crédit 25 est adopté?

CONSEIL PRIVÉ

Commissaire aux langues officielles

Crédit 25—Dépenses du Programme 10 143 000\$

Le crédit 25 est adopté à l'unanimité

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le Comité doit-il faire rapport des prévisions budgétaires aux deux Chambres du Parlement?

Adopté à l'unanimité

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous remercie. À la prochaine rencontre!

La séance est levée.

Dr. Goldbloom: Yes, it does.

Mrs. Sheridan: Ought Mr. Magnan to be encouraged?

Dr. Goldbloom: Yes, because I think there is a basic goodwill in the mind and heart of the average Canadian. On that basis, I have to give the positive side the upper hand in my perception of how people are going to respond to our survey.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Commissioner, thank you. I must inform you that we have set aside June 16 and 18 in order to meet with you, if during the last two meetings we are not able to deal with all our questions concerning Vote 25 and your annual report. We thank you for your answers and encourage you to continue your work diligently.

Dr. Goldbloom: Thank you, Madam Joint Chair. If you prefer me not to make any other commitments for those dates in case you wish me to appear, I shall comply with the Committee's wishes.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No. I do not think the members have any other further questions on those specific points. We did intend to meet with the Commissioner on two further occasions in order to examine budgetary issues in time for the House, but I do not think it is necessary.

Dr. Goldbloom: Thank you, Madam Joint Chair.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to inform the members of the Committee that the meetings scheduled for the 16th and the 18th will not take place.

Is Vote 25 adopted?

PRIVY COUNSEL

Commissioner for Official Languages

Vote 25—Program Expenditures \$10,143,000

Vote 25 is adopted unanimously

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Should the Committee report the Estimates to both Houses of Parliament?

Adopted unanimously

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you. We shall adjourn to the call of the Chair.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return **COVER ONLY** to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette **COUVERTURE SEULEMENT** à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

Dr. Victor C. Goldbloom, Commissioner of Official Languages.

TÉMOIN

Du Bureau du Commissaire aux langues officielles:

Victor C. Goldbloom, commissaire aux Langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 30

Tuesday, June 6, 1995

Tuesday, September 26, 1995

Joint Chairs:

The Honourable Gérard Comeau, Senator

Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 30

Le mardi 6 juin 1995

Le mardi 26 septembre 1995

Coprésidents:

L'honorable Gérard Comeau, sénateur

Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee on

Official Languages

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent des

Langues officielles

RESPECTING:

Briefing Session on Sections 41 and 42 of Part VII of the *Official Languages Act*

Election of a joint Chair (House of Commons)

CONCERNANT:

Session d'information sur les articles 41 et 42 de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*

Élection d'un(e) coprésident(e) (Chambre des communes)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gérald Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chairman: Pierre de Savoye, M.P.

MEMBERS

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

ASSOCIATE MEMBERS

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Tonu Onu

Marie Louise Paradis

Joint Clerks of the Committee

Tuesday, September 26, 1995
Pursuant to Rule 66(4) of the
Senate, Jean-Robert Gauthier
replaced Jean-Louis Roux.

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gérald Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye, député

MEMBRES

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Louis Roux
Jean-Claude Rivest

Représentant la Chambre des communes:

Députés

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

MEMBRES ASSOCIÉS

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Tonu Onu

Marie Louise Paradis

Le mardi 26 septembre 1995
Conformément à l'article 66(4)
du Règlement du Sénat, Jean-Robert
Gauthier remplace Jean-Louis Roux.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

ORDER OF REFERENCE

*Extract from the Votes and Proceedings of the House of Commons
Monday, September 18, 1995*

Pursuant to Standing Order 104, your Committee recommends that members to serve on the Standing Joint Committee be as follows:

Official Languages

Members—Membres

Allmand
Bellemare
Bélanger
de Savoye

Ringma
Ringuette—Maltais
Sheridan—(7)

Associate Members—Membres associés

Silye

Tremblay (*Rimouski—
Témiscouata*)—(2)

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

*Extrait des Procès-verbaux de la Chambre des communes du lundi
18 septembre 1995*

Conformément à l'article 104 du Règlement, votre Comité recommande que les députés devant siéger au sein des Comités mixtes permanents soient les suivants:

Langues officielles

Allmand
Bellemare
Bélanger
de Savoye

Ringma
Ringuette—Maltais
Sheridan—(7)

Silye

Tremblay (*Rimouski—
Témiscouata*)—(2)

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

Robert Marleau

Clerk of the House

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 6 JUIN 1995
(34)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 10 h 05, dans la pièce 536 de l'édifice Wellington, sous la présidence de l'hon. Gérald Comeau, (*coprésident*).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: L'hon. Gérald Comeau.

Autre sénateur présent: L'hon. Jean-Robert Gauthier.

Représentant la Chambre des communes: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Bob Ringma.

Membres suppléants présents: Louis Plamondon pour Pierre de Savoye, Benoît Serré pour Warren Allmand.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: De Patrimoine canadien: Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne; Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale de programmes d'appui aux langues officielles; Charlotte Cloutier, directrice, Concertation interministérielle.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, le Comité débute une session d'information sur les articles 41 et 42 de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*.

Eugène Bellemare propose, — Que la réunion d'aujourd'hui soit reportée à une autre date et qu'elle soit publique.

Après débat, la motion, mise aux voix, est adoptée.

À 10 h 32, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

LE MARDI 26 SEPTEMBRE 1995
(35)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 9 h 05, dans la pièce 701 de l'édifice La Promenade, afin d'élire un coprésident.

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: L'hon. Jean-Robert Gauthier.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Mauril Bélanger, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais, et Georgette Sheridan.

Membre suppléante présente: Marlene Catterall pour Eugène Bellemare.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 6, 1995
(34)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met *in camera* this day at 10:05 p.m. in Room 536, the Wellington Building, the Joint Chairman, the Honourable Gérald Comeau, presiding.

Members of the Committee present

Representing the Senate: The Hon. Gérald Comeau.

Other Senator present: The Hon. Jean-Robert Gauthier.

Representing the House of Commons: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Bob Ringma.

Acting members present: Louis Plamondon for Pierre de Savoye, Benoît Serré for Warren Allmand.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witnesses: From Canadian Heritage: Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Canadian Identity; Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Support Program Branch; Charlotte Cloutier, Director, Interdepartmental Cooperation.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee began a briefing session on sections 41 and 42 of Part VII of the *Official Languages Act*.

Eugène Bellemare moved, — That the meeting be postponed to a later date and be public.

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

At 10:32 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

TUESDAY, 26 SEPTEMBER, 1995
(35)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 9:05 o'clock a.m. this day, in Room 701, La Promenade, for the purpose of electing a Joint Chairman.

Members of the Committee present

Representing the Senate: The Hon. Jean-Robert Gauthier.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Mauril Bélanger, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette Ringuette-Maltais and Georgette Sheridan.

Acting member present: Marlene Catterall for Eugène Bellemare.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Conformément à l'article 106(1) du Règlement, la cogreffière de la Chambre des communes préside à l'élection d'un coprésident.

Pierre de Savoye propose, — Que Pierrette Ringuette-Maltais soit élue coprésidente du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

La cogreffière déclare Pierrette Ringuette-Maltais dûment élue coprésidente du Comité.

La coprésidente du Comité préside à l'élection du vice-président.

Georgette Sheridan propose, — Que Pierre de Savoye soit élu vice-président du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée par vote à main levée:

POUR: 6; CONTRE: 1.

Les membres du Comité discutent des travaux futurs du Comité.

À 9 h 35, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Pursuant to Standing Order 106(1), the Joint Clerk for the House of Commons presided over the election of a Joint Chairman.

Pierre de Savoye moved, — That Pierrette Ringuette-Maltais be elected Joint Chairman of the Committee.

The question being put to motion, it was agreed to.

The Joint Clerk declared Pierrette Ringuette-Maltais duly elected Joint Chairman of the Committee.

The Joint Chairman of the Committee for the House of Commons presided over the election of a Vice-Chairman of the Committee.

Georgette Sheridan moved, — That Pierre de Savoye be elected Vice-Chairman of the Committee.

The question being put to the motion, it was, by a show of hands, agreed to:

YEAS: 6; NAYS: 1.

Members proceeded to discuss future business of the Committee.

At 9:35 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

La cogreffière du Comité

Marie Louise Paradis

Marie Louise Paradis

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, June 6, 1995

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement Électronique]

Le mardi 6 juin 1995

• 1008

The Joint Chairman (Senator Comeau): Order, please.

I want to welcome the members of the Committee, as well as the persons who will be providing us with information on the status of the implementation of sections 41 and 42 of the Official Languages Act, Part VII.

Allow me to introduce Mr. Roger Collet, assistant deputy-minister, Canadian identity. Mr. Collet, please introduce your colleagues.

Mr. Roger Collet (Assistant Deputy-Minister, Canadian Identity, Department of Canadian Heritage): Thank you, Mr. Chairman. I will introduce the persons accompanying me. They are the Director General of the Official Languages community support Branch Mr. Hilaire Lemoine, and Ms Charlotte Cloutier, Director of the Interdepartmental Co-operation Secretariat.

The Joint Chairman (Senator Comeau): Mr. Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): I would like to know why we decided to hold this meeting in camera.

The Joint Chairman (Senator Comeau): That's a very good question.

Mr. Ringma: If it is necessary that we do it this way, I support that, but I would like to know why.

The Joint Chairman (Senator Comeau): This is a briefing session, where Committee members can ask questions in a somewhat less formal way than in a public meeting. We have these briefing sessions from time to time and it was deemed useful that we have an in camera briefing session in this particular case. I have no further reasons to provide; if you would like the meetings to be public in the future, that is fine with me.

Mr. Bellemare.

• 1010

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Mr. Chairman, there are a lot of people missing today and other members of the Committee share Mr. Ringma's surprise. We don't understand why the meeting is being held in camera. Whether this is a briefing session or not, the information should not be kept secret, unless the deputy-minister tells us that the delicate matters to be discussed today make it preferable to hold the meeting in camera.

I move that we adjourn and hold another meeting where everyone will have the possibility of listening and discussing things.

The Joint Chairman (Senator Comeau): Does anyone second the motion?

Le coprésident (le sénateur Comeau): Nous allons commencer.

Je souhaite la bienvenue aux membres du Comité et aux personnes qui vont nous donner de l'information sur la situation de la mise en oeuvre des articles 41 et 42 de la partie VII de la Loi sur les langues officielles.

Permettez-moi de vous présenter M. Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne. Monsieur Collet, veuillez nous présenter vos collègues.

M. Roger Collet (sous-ministre adjoint, Identité canadienne, ministère du Patrimoine canadien): Merci, monsieur le président. Je vais vous présenter les personnes qui sont ici avec moi. Ce sont le directeur général de la Direction générale de l'appui aux communautés de langues officielles, M. Hilaire Lemoine, et la directrice du Secrétariat sur la concertation interministérielle, M^{me} Charlotte Cloutier.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Monsieur Ringma.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): J'aimerais savoir comment il se fait que nous ayons décidé de faire cela à huis clos.

Le coprésident (le sénateur Comeau): C'est une très bonne question.

M. Ringma: Si c'est nécessaire, je suis d'accord, mais j'aimerais en connaître la raison.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Il s'agit d'une session d'information où les membres du Comité peuvent poser des questions de façon un peu moins formelle qu'en séance publique. De temps à autre, on a des séances d'information de ce genre et il a été jugé utile que, dans cette situation, on ait seulement une séance d'information à huis clos. Je n'ai pas plus de raisons à vous donner. Si vous voulez demander que les séances soient publiques à l'avenir, je suis tout à fait d'accord.

Monsieur Bellemare.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le président, il manque beaucoup de gens aujourd'hui, et la surprise de M. Ringma est aussi celle des autres membres du Comité. Nous ne voyons pas pourquoi la réunion est à huis clos. Que ce soit une séance d'information ou non, l'information ne doit pas être gardée secrète, à moins que le sous-ministre ne nous dise qu'étant donné la délicatesse du sujet d'aujourd'hui, il serait préférable que la séance ait lieu à huis clos.

Je propose que l'on ajourne et que l'on revienne à une réunion où tout le monde pourra écouter et discuter.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Y a-t-il quelqu'un pour appuyer cette motion?

Mr. Bélanger has a comment to make.

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): I have a question for the witnesses. Are you going to provide information to us today that cannot be discussed in public?

The Joint Chairman (Senator Comeau): This may be the right time to ask that question.

Mr. Collet: Absolutely not.

The Joint Chairman (Senator Comeau): So, if we have unanimous consent of the members. . .

Mr. Plamondon (Richelieu): If a meeting was called, there was no doubt a good reason for that. But it seems that the Chair is not aware of that reason, nor of the reason why the meeting is being held in camera. The members of the Committee, Mr. Bellemare among them don't seem to know either. Something is wrong here.

Mr. Bélanger: You knew that there was to be a meeting.

Mr. Plamondon: I knew that there was a meeting, but someone decided that it would be held in camera. This is just a briefing session on sections 41 and 42.

The Joint Chairman (Senator Comeau): There is nothing at all unusual about holding in camera briefing sessions.

Mr. Plamondon: I'm not against the fact of holding it in camera. But everyone here today seems surprised that the meeting is to be held in camera. The official spokesperson has also asked why the meeting is being held on sections 41 and 42. Do we intend to study every section in this manner? Did the Committee wish to study sections 41 and 42?

The Joint Chairman (Senator Comeau): Why is there a meeting on section 41 and 42?

Mr. Bélanger: Because the departments and agencies must submit their plans at the end of the month. We know why we are here. What we are questioning is the closed nature of the meeting not the reason for it.

Mr. Plamondon: We aren't going to have a yearly meeting to explain sections 41 and 42.

Mr. Bélanger: No, but this is the first time that departments have to submit action plans.

Mr. Plamondon: There have been at least four. . .

Mr. Bélanger: So the previous government was not taking care of business.

Mr. Plamondon: I don't want to provoke a quarrel. We've always gotten along well in this Committee. I don't want to be partisan, but I would still like to know the purpose of this morning's meeting. . .

The Joint Chairman (Senator Comeau): I had not understood your question, Mr. Plamondon. What is the purpose of holding a meeting on sections 41 and 42? Mr. Bélanger has just answered the question.

Mr. Plamondon: That answer is satisfactory and I find it normal that we have this meeting if it concerns progress reports. But if we are to hear progress reports on every department or agency, some of those organizations, such as CSIS and the

M. Bélanger a un commentaire.

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): J'ai une question à adresser aux témoins. Est-ce qu'on va nous donner aujourd'hui des renseignements dont on ne peut discuter en public?

Le coprésident (le sénateur Comeau): C'est peut-être le bon moment pour poser cette question.

M. Collet: Absolument pas.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Donc, si le groupe y consent à l'unanimité. . .

M. Plamondon (Richelieu): Si une réunion a été convoquée, c'est sans doute parce qu'il y avait une bonne raison de la faire. Mais il me semble que le président n'est pas au courant de la raison de la réunion et de la raison du huis clos. Les membres du Comité, dont M. Bellemare, ne semblent pas au courant non plus. Il y a quelque chose qui ne va pas.

M. Bélanger: Vous saviez qu'il y avait une réunion.

M. Plamondon: Je savais qu'il y avait une réunion, mais quelqu'un a décidé qu'elle aurait lieu à huis clos. C'est juste de l'information sur les articles 41 et 42.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Disons que c'est une chose très normale d'avoir des réunions d'information à huis clos.

M. Plamondon: Ce n'est pas sur le huis clos que j'en ai. Tous les gens qui sont ici aujourd'hui semblent surpris que la réunion soit à huis clos. Le porte-parole officiel me demande aussi pourquoi il y a cette réunion sur les articles 41 et 42. Est-ce qu'on va étudier tous les articles de cette manière? Est-ce que le Comité a eu la volonté de faire l'étude des articles 41 et 42?

Le coprésident (le sénateur Comeau): Pourquoi une réunion sur 41 et 42?

M. Bélanger: Parce que c'est à la fin du mois que les ministères et agences doivent soumettre leurs plans. On sait pourquoi on est ici, nous. La seule question qu'on se pose, c'est sur le huis clos, pas sur le pourquoi de la réunion.

M. Plamondon: On ne va pas faire une réunion chaque année pour expliquer les articles 41 et 42.

M. Bélanger: Non, mais c'est la première fois que les ministères doivent soumettre des plans d'action.

M. Plamondon: Cela fait au moins quatre fois. . .

M. Bélanger: Le gouvernement précédent ne s'est donc pas occupé de ses affaires.

M. Plamondon: Je ne veux pas faire de chicane. C'est un comité où on s'est toujours bien entendus. Je ne veux pas faire de la partisanerie, mais je voudrais quand même savoir pourquoi on a une réunion ici ce matin. . .

Le coprésident (le sénateur Comeau): Je n'avais pas compris votre question, monsieur Plamondon. Pourquoi avoir une réunion sur les articles 41 et 42? M. Bélanger vient de vous le dire.

M. Plamondon: Sa réponse me satisfait, et je trouve normal qu'on ait cette réunion si c'est pour un compte rendu. Mais s'il faut faire un compte rendu sur chacun des organismes, peut-être que certains de ces organismes, comme le SCRS et la GRC, ont

RCMP may wish to avoid public scrutiny of some of the information they would have, and that would explain the closed nature of the meeting. But I am surprised. I'm surprised to see that we are holding a meeting and that all of these organizations have not come before the Committee. We're holding a meeting on sections 41 and 42, and all of the departments have not testified before your Committee.

The Joint Chairman (Senator Comeau): We'll be hearing from Heritage Canada. Heritage Canada officials will confirm that they are responsible for preparing plans to implement sections 41 and 42. That is why we are having this briefing session.

Mr. Bellemare: Mr. Chair, I think this briefing session was needed, and it is taking place now. The problem comes from the fact that the meeting is being held in camera, all of a sudden. Mr. Ringma tells us that he is concerned about that. Personally, I'm concerned if Mr. Ringma is concerned, because he is going to use this to make political hay. I want the meeting to be public. I move that it be public.

The Joint Chairman (Senator Comeau): There is a motion on the floor. Mr. Collet, you have no objections?

• 1015

Mr. Collet: Mr. Chairman, we are just as surprised as any of you by the fact that the meeting is being held in camera. That was never discussed with us. We expected to share the information publicly.

The Joint Chairman (Senator Comeau): Very well. Mr. Serré.

Mr. Serré (Timiskaming—French River): I just have a question. Who decided that the meeting would be held in camera?

The Joint Chairman (Senator Comeau): We had a similar meeting with Treasury Board and the joint chair had decided to use the same approach. I can assure you that there was no hidden motive here, nor any misunderstanding. It is a briefing session and no one intended to hide anything whatsoever. I'm quite willing to . . .

Mr. Serré: Can it be noted that in future, such decisions should be made by the committee and not just by the co-chairs?

The Joint Chairman (Senator Comeau): Agreed.

Mr. Ringma: According to *Beauchesne*, that is the way it should be done. It is up to the members of the committee to make such a decision. Thank you.

The Joint Chairman (Senator Comeau): That being said, must I have a consensus of opinion from the members of the committee? No one objects? Very well, the meeting will not be held in camera.

Mr. Collet, do you have any comments to make before we go to questions?

Yes, Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: I don't want to seem impertinent, Mr. Chairman, but the motion clearly states that the meeting is to be postponed. The public, which is generally represented by the press, is not here, and this meeting should really be open to the public. We locked the doors, and now we've declared that the meeting is a public one. I don't understand.

des choses qui ne peuvent pas être étudiées en public et que c'est la raison pour laquelle c'est à huis clos. Mais cela me surprend. Je suis surpris de voir que l'on fait une réunion et que tous ces organismes ne sont pas passés devant le Comité. On fait une réunion sur 41 et 42, et tous les ministères ne sont pas passés devant votre Comité.

Le coprésident (le sénateur Comeau): C'est le ministère du Patrimoine canadien. Nous allons attendre que les représentants du ministère du Patrimoine canadien nous confirment qu'ils ont la responsabilité de préparer les plans pour l'application de 41 et 42. C'est pour cette raison que nous avons une séance d'information.

M. Bellemare: Monsieur le président, je pense que la session d'information s'imposait, et elle a lieu maintenant. Cependant, l'accroc, c'est que tout à coup, c'est à huis clos. M. Ringma nous dit qu'il y a des inquiétudes à ce sujet. Personnellement, j'ai des inquiétudes si M. Ringma a des inquiétudes, parce qu'il va faire de la politique avec ça. Je veux que la réunion soit publique. Je le propose.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Ça a été proposé. Monsieur Collet, vous n'y voyez pas d'objections?

M. Collet: Monsieur le président, le fait d'avoir une réunion à huis clos est une surprise pour nous. On n'en avait jamais discuté avec nous. On s'attendait à partager l'information en public.

Le coprésident (le sénateur Comeau): D'accord. Monsieur Serré.

M. Serré (Timiskaming—French River): J'ai juste une question. Qui a pris la décision de tenir la réunion à huis clos?

Le coprésident (le sénateur Comeau): On a eu une réunion semblable avec le Conseil du Trésor et la coprésidente avait pris la décision d'utiliser la même approche. Je vous assure qu'il n'y avait pas de motif secret ou de malentendu. C'est une session d'information et il n'était aucunement question de cacher quoi que ce soit. Je suis prêt à . . .

M. Serré: J'aimerais qu'il soit noté qu'à l'avenir, de telles décisions devraient être prises au niveau du Comité et pas seulement par les présidents.

Le coprésident (le sénateur Comeau): D'accord.

M. Ringma: D'après *Beauchesne*, ça doit être comme ça. C'est aux membres du Comité de prendre une telle décision. Merci.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Cela étant dit, est-ce qu'il faut que j'aie un consensus des membres du Comité? Aucune objection? Donc, la réunion sera publique.

Monsieur Collet, avez-vous des commentaires à faire avant les questions?

Oui, monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Je ne veux pas paraître impertinent, monsieur le président, mais la résolution dit bien clairement qu'on doit reporter la réunion. Le public, qui est d'habitude représenté par la presse, n'est pas ici, et cette réunion doit être réellement publique. On a verrouillé les portes et on dit maintenant que la réunion est publique. Je ne comprends pas.

Mr. Ringma: I think we have to accept the situation as it is. We have to accept the information that is going to be presented to us. We can't really say that the meeting is public at this very moment, but I am here to listen to you and I hope that in future such decisions will be made by all of the members of the committee.

Mr. Bellemare: Mr. Chair, do forgive me, but I am leaving in order to make sure that this meeting does not take place.

Mr. Plamondon: A democratic primer: Mr. Bellemare, the meeting is not public because journalists are present. It is public because the proceedings of the committee are made public. Now, any reporter, or anyone at all, may obtain a copy of the minutes of all of today's proceedings. Thus, nothing prevents us from holding the meeting now. Since the witnesses took the trouble to come here, we should at least have the courtesy of listening to them. Afterwards, we may decide whether or not we want to ask questions. Since all of the proceedings will be made public, there is nothing to prevent the meeting from taking place at this time.

Mr. Chair, let the record show that all of these staff members were mobilized for this committee meeting—interpreters, researchers, secretarial staff—and all of these people are ready to work. It seems to me that we would be wasting public funds by postponing a meeting where the information to be provided is neither secret nor special in nature. This is not some kind of special debate. Heritage Canada is simply here to provide us with an overview of the situation. We want to know how the various departments and agencies are doing, as we do every year.

If there are questions concerning certain departments that are juicier than others, we will convene the departments or agencies in question, and reporters and members of the general public may come if they are interested.

• 1020

The Joint Chairman (Senator Comeau): Your comments have been duly noted.

Mr. Serré: Mr. Chairman, I ask for a vote on the motion.

The Joint Chairman (Senator Comeau): I want to make sure that we have a quorum. Do we have a quorum?

You moved a motion, Mr. Serré.

Mr. Serré: No, the motion was moved by Mr. Bellemare, seconded by Mr. Ringma. I ask that we vote on the motion.

Mr. Plamondon: Are you asking that we adjourn?

Mr. Ringma: No.

Mr. Plamondon: Our colleague, there, has moved an adjournment motion.

Mr. Ringma: I am not seconding that.

Mr. Plamondon: Mr. Bellemare has moved the motion. You may second it if you wish.

The Joint Chairman (Senator Comeau): Do you want to re-read your motion, Mr. Bellemare?

M. Ringma: Il faudra prendre la situation telle qu'elle est. Il faut accepter l'information qui nous est présentée. On ne peut pas dire à ce moment-ci que c'est public, mais je suis ici pour vous écouter et j'espère qu'à l'avenir, les décisions seront prises par tous les membres du Comité.

M. Bellemare: Monsieur le président, je m'excuse, mais je pars pour m'assurer que cette réunion n'aura pas lieu.

M. Plamondon: Il va peut-être y avoir un exercice démocratique. Monsieur Bellemare, une réunion n'est pas publique du fait qu'il y a un journaliste. Elle est publique du fait que les comptes rendus sont publics. Or tous les journalistes, tout le public, pourront avoir copie du compte rendu de tout ce qui va se dire aujourd'hui. Donc, rien ne nous empêche de faire la réunion tout de suite. Il faudrait au moins avoir la politesse d'écouter les témoins qui se sont déplacés. Ensuite on décidera si on pose des questions ou pas. Comme toutes les notes seront rendues publiques, il n'y a aucune objection à ce que cette réunion se déroule tout de suite.

Monsieur le président, je voudrais qu'il soit consigné au compte rendu que tout le personnel a été déplacé pour le Comité, que ce soit l'interprétation, le secrétariat ou le service de recherche, et que ces gens sont prêts à fonctionner. Ce serait, me semble-t-il, un gaspillage de fonds publics que de remettre une réunion qui n'a aucun caractère secret et qui n'a aucun caractère spécial. Il n'y a aucun débat spécial. C'est simplement un portrait que va nous faire le ministère du Patrimoine canadien. On veut savoir où en sont les organismes, comme on le fait chaque année.

S'il y a des questions qui sont pertinentes à certains ministères et plus croustillantes, à ce moment-là, on convoquera les ministères ou les organismes de la Couronne, et les journalistes et le public viendront si cela les intéresse.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Vos commentaires sont notés.

M. Serré: Monsieur le président, je demande le vote sur la motion.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Je veux m'assurer qu'on a un quorum. Est-ce qu'on a le quorum?

Vous avez proposé une motion, monsieur Serré.

M. Serré: Non, la motion est de M. Bellemare, appuyé par M. Ringma. Je demande le vote sur cette motion.

M. Plamondon: Demandez-vous l'ajournement?

M. Ringma: Non.

M. Plamondon: Lui, il demande l'ajournement dans sa motion.

M. Ringma: Je n'appuie pas cela.

M. Plamondon: M. Bellemare la propose. Appuyez-la si vous le voulez.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Voudriez-vous, monsieur Bellemare, relire votre motion?

Mr. Bellemare: Mr. Chair, in light of . . .

Mr. Plamondon: No, no speeches. Mr. Bellemare, please table your motion and we shall vote on it.

Mr. Bellemare: A question for our Clerk, must an adjournment motion be submitted in writing?

The Joint Chairman (Senator Comeau): Since it is an adjournment motion, you may be dispensed from writing it out.

Mr. Bellemare: Mr. Chairman, I move that this meeting be postponed and that the briefing session to be held later be a public one.

The Joint Chairman (Senator Comeau): Does Mr. Ringma second the motion?

Mr. Ringma: No. I agree, to a certain extent, that the meeting should be public. If the meeting is to be held in camera, we have to vote on that.

The Joint Chairman (Senator Comeau): Mr. Bélanger seconds the motion. Are there any other comments on the motion?

Mr. Plamondon: Mr. Chairman, may we hear the opinion of Senator Gauthier, who is a person of experience? You have a great deal of experience with committees, Mr. Gauthier. This is the debate: an in camera meeting was convened and we would like to make it public. Everyone agrees, but Mr. Bellemare claims that we must adjourn and come back another day. I am asking for your opinion, as an experienced former member of the House, and as a Senator who is responsive to our needs.

Senator Gauthier (Ontario): I did not follow the debate, Mr. Plamondon, but if you are asking for my opinion. . .

Mr. Plamondon: Yes.

Senator Gauthier: If an in camera meeting was convened, and someone moves that the meeting be a public meeting the public has not been advised that it would be a public meeting. Hence, the public is not here.

Mr. Plamondon: And the committee report is not sufficient?

Senator Gauthier: After the fact?

Mr. Plamondon: The Committee report will be published. Is that sufficient, in your experience?

Senator Gauthier: We normally invite the public to our meetings. In my opinion, it would be unusual to make an in camera meeting a public one as the meeting is about to begin. Now the committee is free to do whatever it wants.

The motion is carried; yeas, 3, nays, 1, one abstention.

The Joint Chairman (Senator Comeau): The meeting stands adjourned.

M. Bellemare: Monsieur le président, étant donné . . .

M. Plamondon: Non, pas de discours. Monsieur Bellemare, déposez-la et on va voter.

M. Bellemare: Lorsqu'on veut que la réunion soit ajournée, est-il nécessaire de présenter une motion écrite, monsieur le greffier?

Le coprésident (le sénateur Comeau): C'est une motion d'ajournement. On peut être dispensé de l'écrire.

M. Bellemare: Monsieur le président, je propose que la réunion soit remise à plus tard et que cette réunion d'information soit publique.

Le coprésident (le sénateur Comeau): La motion est-elle appuyée par M. Ringma?

M. Ringma: Non. Je suis d'accord jusqu'à un certain point qu'il faut que cette réunion soit publique. Si la réunion doit être tenue à huis clos, on doit voter.

Le coprésident (le sénateur Comeau): M. Bélanger appuie la motion. Est-ce qu'il y a d'autres commentaires sur la motion?

M. Plamondon: Monsieur le président, est-ce qu'on pourrait avoir l'opinion du sénateur Gauthier qui est un homme d'expérience? Vous avez beaucoup d'expérience au Comité, monsieur Gauthier. Le débat est le suivant. Une réunion à huis clos a été convoquée et on voudrait la rendre publique. Tout le monde est d'accord qu'elle soit publique, mais M. Bellemare prétend qu'on doit ajourner et revenir une autre fois. Je vous demande votre opinion d'homme d'expérience à la Chambre et de sénateur attentif à nos besoins.

Le sénateur Gauthier (Ontario): Je n'ai pas suivi le débat, monsieur Plamondon, mais si vous me demandez mon opinion. . .

M. Plamondon: Oui.

Le sénateur Gauthier: Si une réunion à huis clos a été convoquée et qu'au commencement de ladite réunion, quelqu'un propose que la réunion soit publique, le public n'a pas été avisé que la réunion serait publique. Donc, le public n'est pas ici.

M. Plamondon: Le compte rendu ne suffit pas?

Le sénateur Gauthier: Par la suite?

M. Plamondon: Le compte rendu sera publié. Est-ce que c'est suffisant, selon votre expérience?

Le sénateur Gauthier: Habituellement, on invite le public à venir aux réunions. D'après moi, il serait anormal de changer l'avenue d'un comité au début. Maintenant le Comité peut décider ce qu'il veut.

La motion est adoptée par 3 voix contre 1; 1 abstention.

Le coprésident (le sénateur Comeau): La séance est levée.

Tuesday, September 26, 1995

Le mardi 26 septembre 1995

• 0905

The Joint Clerk of the Committee (Mrs. Paradis): Honourable members, I see we have the quorum.

La cogreffière du comité (Mme Paradis): Honorables députés, je vois que nous avons quorum.

The first item on the agenda is the election of the joint chair for the House of Commons. I'm ready to receive motions to that effect.

Mr. de Savoye (Portneuf): May I move the nomination of Mrs. Ringuette-Maltais.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): I have a question, Madam Clerk. I'd like to be very sure about the procedure in this committee. You may know that we on this side of the House have been looking very carefully at the chairs, the vice-chairs, and all of that. It is my understanding that the joint chair of this committee is from the Senate and should be here to chair this meeting. Why is that not so?

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): When we have to elect a co-chair or a chair it is always the clerk who presides. It is never a vice-chair who does it. It has to be presided over by the clerk of the committee.

Mr. Ringma: Well, first of all, this is not a vice-chair, it is a co-chair.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): Even if it is a co-chair, the procedure for electing a chairman or a co-chair, either for the House of Commons or for the Senate... it has to be by the clerk of the committee.

Mr. Ringma: Can you quote a reference for that?

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): We could find it in *Beauchesne's*. I could try to find it for you. It is also in the Standing Orders.

Mr. Ringma: Okay. So we are going for the election of the chair.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): Co-chair for the House of Commons.

Mr. Ringma: Co-chair.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): Only.

Mr. Ringma: Okay. Thank you.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): So Mr. de Savoye moves that Mrs. Ringuette-Maltais... Mr. Allmand.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): I second the motion.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): Mr. de Savoye, seconded by Mr. Allmand, moves that Mrs. Ringuette-Maltais be elected joint chair of the committee. Is it the pleasure of the committee to adopt the motion?

Mr. Ringma: I would interrupt once again, just to test the democracy and the rules in all of this. Just before we carry on with this, I'd like to see if we couldn't have a vote by secret ballot.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): You can certainly ask for one.

Ms Catterall (Ottawa West): Madame Clerk, it is up to the committee to decide if it wants to hold a secret ballot.

I have no problem voting in public so the voters of my constituency and across Canada know where I stand on issues. I'm not sure why other members of committees seem to have a problem with that. I would oppose a secret ballot.

Notre premier sujet à l'ordre du jour est l'élection du coprésident du comité en ce qui a trait à la Chambre des communes. Je suis prête à recevoir des motions.

M. de Savoye (Portneuf): Vous me permettrez de proposer la candidature de M^{me} Ringuette-Maltais.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madame la greffière, j'aimerais bien comprendre quelle procédure nous suivons. Vous savez sans doute que notre parti suit de très près les nominations des présidents et des vice-présidents des comités puisque le coprésident de notre comité représente le Sénat, pourquoi n'est-il pas avec nous ce matin?

La cogreffière (Mme Paradis): L'élection d'un président ou d'un coprésident de comité est toujours présidée par le greffier et non pas le vice-président. C'est le greffier du comité qui préside l'élection.

M. Ringma: Dans le cas qui nous occupe, il ne s'agit pas d'élire un vice-président mais un coprésident.

La cogreffière (Mme Paradis): Même s'il s'agit d'élire un coprésident, la procédure à suivre est la même, qu'il s'agisse d'un président représentant le Sénat ou la Chambre des communes. C'est toujours le greffier du comité qui préside.

M. Ringma: Pouvez-vous me citer un règlement à l'appui?

La cogreffière (Mme Paradis): C'est sûrement dans le *Beauchesne*. J'essaierai de le trouver pour vous. Nous nous appuyons aussi sur le Règlement de la Chambre.

M. Ringma: Donc, nous élisons un président.

La cogreffière (Mme Paradis): Le coprésident pour la Chambre des communes.

M. Ringma: Le coprésident.

La cogreffière (Mme Paradis): Et uniquement le coprésident.

M. Ringma: Bien. Merci.

La cogreffière (Mme Paradis): Alors, M. de Savoye propose que M^{me} Ringuette-Maltais... Monsieur Allmand.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): J'appuie la motion.

La cogreffière (Mme Paradis): Monsieur de Savoye, appuyé par M. Allmand, propose que M^{me} Ringuette-Maltais soit élue coprésidente de ce comité. Plaît-il au comité d'adopter ladite motion?

M. Ringma: Je vous interromps à nouveau, pour vérifier quelles sont les règles démocratiques qui s'appliquent dans ce cas-ci. Avant de poursuivre, j'aimerais savoir s'il ne serait pas possible de tenir un scrutin secret.

La cogreffière (Mme Paradis): Certainement, on peut le demander.

Mme Catterall (Ottawa-Ouest): Madame la greffière, je pense que la décision de tenir un vote secret est celle du comité.

Le scrutin public ne me pose à moi aucune difficulté, car je veux que mes électeurs et tous les Canadiens connaissent mon point de vue. Je ne vois pas pourquoi cela poserait des difficultés à d'autres membres du comité. Je m'oppose à la tenue d'un scrutin secret.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): Is it the wish of the committee to hold a secret ballot?

Mr. Allmand: A point of order. As far as I know, there is provision for a recorded vote, but I've never heard of a secret ballot other than for the election of a Speaker in the House of Commons. I think it's in order to call for a recorded vote, but not a secret vote.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): It is possible.

Mr. Allmand: I'm absolutely certain I've never heard of a secret vote in any proceedings in Parliament except for the Speakership.

Mr. Ringma: The precedents I have include you, Mr. Allmand, as I understand it here. The precedents to support the idea of a secret ballot are in 1986, in the government operations committee, and in 1987, in the labour, employment, and immigration committee, supported by you—

Mr. Allmand: Those were recorded votes, Mr. Ringma. There was never a secret ballot.

Mr. Ringma: Never secret, just recorded.

Mr. Allmand: That's right. I've often called for recorded votes, in which the roll-call is called, but I know of no provision for a secret ballot other than in the election of a Speaker. The reason is that the public has a right to know what we're doing—

Mrs. Catterall: Exactly.

Mr. Allmand: —and our votes have to be on the record, except for the Speaker's election.

• 0910

In the precedents you referred to, I called for recorded votes.

Mr. Ringma: Well, Mr. Allmand, you have a fine record in Parliament, and if you say it, I take it as swearing on the Bible.

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): It is moved by Mr. de Savoye, seconded by Mr. Allmand, that Mrs. Ringuette-Maltais be elected joint chair of this committee. Is it the wish of this committee?

Motion agreed to

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): I declare Mrs. Ringuette-Maltais duly elected joint chair of this committee.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): First of all I would like to thank Mr. de Savoye and Mr. Allmand for having proposed my nomination and seconded it as joint chair for the House on this committee. I think that Senator Gauthier. . .

Senator Gauthier (Ontario): We are delighted to have you as joint chairman.

As usual, the Senate is for continuity. There won't be any election of a joint chair for the Senate today because the members from the Senate remain the same on the committee.

La cogreffière (Mme Paradis): Le comité désire-t-il procéder par vote secret?

M. Allmand: J'invoque le Règlement. Que je sache, il est possible de demander un vote inscrit, mais je n'ai jamais entendu parler d'un scrutin secret, sauf pour l'élection du Président de la Chambre. On peut bien exiger que le vote soit inscrit, mais pas qu'il soit secret.

La cogreffière (Mme Paradis): C'est possible.

M. Allmand: Je suis absolument certain de n'avoir jamais entendu parler d'un scrutin secret dans quelque assemblée parlementaire que ce soit, sauf pour l'élection du Président.

M. Ringma: Mais, sauf erreur, les précédents que l'on m'a cités vous incluent, monsieur Allmand. Pour ce qui est de la tenue d'un scrutin secret, il y a des précédents en 1986, au Comité des opérations gouvernementales, et en 1987, au Comité de la main-d'oeuvre, de l'emploi et de l'immigration; c'est même vous qui avez appuyé. . .

M. Allmand: Monsieur Ringma, il s'agissait de vote inscrit et non pas de vote secret.

M. Ringma: Jamais de scrutin secret, seulement.

M. Allmand: C'est exact. J'ai souvent demandé que le vote soit inscrit, ce qui permet de faire l'appel nominal, mais, que je sache, ce n'est que pour élire un Président qu'il est possible de tenir un scrutin secret. Tout cela, c'est parce que la population a le droit de savoir ce que font les parlementaires. . .

Mme Catterall: Exact.

M. Allmand: . . . et c'est pourquoi les votes doivent être ouverts, sauf pour ce qui est de l'élection du Président.

Vous avez rappelé des précédents au cours desquels j'ai réclamé des votes par appel nominal.

M. Ringma: Monsieur Allmand, votre réputation au Parlement n'est plus à faire et si c'est vous qui le dites, pour moi c'est parole d'Évangile.

La cogreffière (Mme Paradis): Il est proposé par M. de Savoye, appuyé par M. Allmand, que M^{me} Ringuette-Maltais soit élue coprésidente de ce comité. Est-ce la volonté de ce comité?

La motion est adoptée

La cogreffière (Mme Paradis): Je déclare M^{me} Ringuette-Maltais dûment élue coprésidente de ce comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Tout d'abord, j'aimerais remercier M. de Savoye et M. Allmand de m'avoir proposée et appuyée comme coprésidente de ce comité pour la Chambre des communes. Je crois que le sénateur Gauthier. . .

Le sénateur Gauthier (Ontario): Nous sommes très contents de vous avoir comme coprésidente.

Le Sénat, comme d'habitude, choisit la continuité. Il n'y a pas d'élection de coprésident pour le Sénat aujourd'hui parce que le Sénat a la même représentation qu'autrefois à ce comité.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We will now proceed to the election of the joint vice-chair for the House on the committee. Mrs. Sheridan, you have the floor.

Mrs. Sheridan (Saskatoon—Humboldt): It is my pleasure to move that Mr. de Savoye be joint vice-chair of this committee.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Sheridan, seconded by Mr. Bélanger, moves that Mr. Pierre de Savoye be the joint co-chair for the House on the committee.

Mr. Ringma.

Mr. Ringma: Once again, to try to get things out on the table, I have nothing but respect for Mr. de Savoye—so there's nothing there—but I wonder about the attitude of this committee, it being—

The Joint Chairman Ringuette-Maltais): Is your statement related to the election of the joint vice-chair right now?

Mr. Ringma: Yes, it is—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Okay.

Mr. Ringma: —because the attitude of this committee, in the year and a half plus that I've been sitting on it, has been, in my view, directed almost entirely toward the francophone element in Canada and rather little toward the anglophones—although it is supposed to be official languages, period, in the plural.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Your statement has nothing to do with the election and the motion before the committee. Do you have a specific argument relating to the motion before the committee?

Mr. Ringma: All right, then let's put it in this way. I'd like to put my own name forward as vice-chair, to correct what I perceive to be some of the faults. How's that?

Mr. Allmand: Quite correctly, the procedure, Madam Chair, is that we must first dispose of the motion to elect Mr. de Savoye as the vice-chair. If that motion should fail, then it's in order to put another motion to elect somebody else. Consequently, we can't consider Mr. Ringma's motion unless this motion fails.

However, in answer to his question, I guess what he's referring to is that both the chair and the vice-chair would be of the French language. That doesn't bother me at all.

In my view, the committee has been very fair to the anglophones. Last year I proposed that we should hear the townshippers association. We gave them a good hearing. Alliance Quebec appeared before the committee on two occasions. The Chateaugay Valley association appeared.

I feel that the committee has been exceedingly fair to both language groups, and it doesn't bother me that both you, as a New Brunswicker, and Mr. de Savoye, as a Quebecker, are the chair and the vice-chair of the committee.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We have before us a motion to elect Mr. de Savoye joint vice-chair of this committee. All those in favour of the motion, please say yes and all those against, please say nay.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous allons donc passer à l'élection du vice-coprésident du comité pour la Chambre des communes. Madame Sheridan, vous avez la parole.

Mme Sheridan (Saskatoon—Humboldt): J'ai le plaisir de proposer la candidature de M. de Savoye au poste de vice-coprésident du comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M^{me} Sheridan, appuyée par M. Bélanger, propose que M. Pierre de Savoye soit le vice-coprésident du Comité pour la Chambre des communes.

Monsieur Ringma.

M. Ringma: Encore une fois, je reviens sur le sujet, non pas que je n'ai pas de respect pour M. de Savoye, mais je me demande si l'attitude du comité. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vos remarques ont-elles trait à l'élection du vice-coprésident?

M. Ringma: Oui, c'est. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord.

M. Ringma: . . . à cause de l'attitude adoptée par les membres du comité depuis 18 mois que je siège ici. À mon avis, on s'est intéressé exclusivement au sort de l'élément francophone au Canada et très peu à celui des anglophones—même si je me dis qu'il s'agit du Comité des langues officielles, au pluriel.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Votre déclaration n'a rien à voir avec l'élection et la motion dont le comité est saisi. Avez-vous un argument précis concernant la motion dont est saisi le comité?

M. Ringma: Très bien, alors je dirai les choses comme ceci: je souhaiterais proposer ma candidature à la vice-présidence du comité afin de pouvoir redresser ce qui, à mon avis, ne va pas. Qu'en pensez-vous?

M. Allmand: Il faut bien dire, madame la présidente, que la procédure exige que nous nous occupions tout d'abord de la motion portant l'élection de M. de Savoye à la vice-présidence. Si cette motion est rejetée, il convient alors de présenter une autre motion pour élire quelqu'un d'autre. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous pencher sur la motion de M. Ringma à moins que celle-ci ne soit rejetée.

Toutefois, en réponse à sa question, je suppose qu'il laisse entendre que la présidente comme le vice-président sont de langue française. Pour ma part, cela ne m'inquiète absolument pas.

À mon avis, le comité s'est montré très équitable envers les anglophones. L'année dernière, j'ai proposé que nous entendions les représentants des associations cantonales. Nous leur avons consacré une séance assez longue. Alliance Québec a comparu devant le comité à deux reprises et les représentants de Chateaugay Valley ont comparu également.

Je pense que le comité a été plus que juste à l'endroit des deux groupes linguistiques et je ne m'inquiète pas du tout du fait que tous deux, vous qui venez du Nouveau-Brunswick et M. de Savoye qui vient du Québec, soyez respectivement président et vice-président du comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous avons une motion pour l'élection de M. de Savoye comme vice-coprésident de ce comité. Que tous ceux qui sont en faveur le signifient en disant oui et que tous ceux qui sont contre disent non.

Mr. Ringma: No, because I can't accept Mr. Allmand's statement—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Malais): Well, you just vote no on this motion, Mr. Ringma.

Mr. Ringma: —just a moment, Madam Chair—that you cannot go beyond just having the one motion on the floor to elect Mr. de Savoye. You can have as many nominations on the floor as you want.

• 0915

Mrs. Catterall: A point of order, Madam Chair. I don't think we can entertain debate while a vote is being taken.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Malais): No.

Mr. Ringma: We can have more than one nomination on the floor.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Malais): As the vote will say, it was—

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): A point of order. Has the nomination of Mr. Ringma been seconded?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Malais): No, we did not entertain any motion from Mr. Ringma with regard to the election.

Everyone is in favour of the vice-chair going to Mr. de Savoye, as the motion states, except for Mr. Ringma. Let that be recorded.

Congratulations, Mr. de Savoye. You are now the joint vice-chairman of the committee.

Mr. de Savoye: Thank you, Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Malais): I guess since the Senate is not sitting, or sitting in committees only. . .

Senator Gauthier: That's enough. There's gun control. You have the question on Pearson Airport. Do you want to sit there 12 hours a day? We sat on conflict of interest yesterday.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Malais): The next meeting will take place when the joint vice-chairman of the Senate will be there to discuss our program for this fall. Last June, Mr. de Savoye and Mr. Bélanger suggested respectively that the committee visit some communities where there is a minority and that it examines the issue of the French information highway. The committee also agreed to pursue the RDI issue.

If there are any other items that members feel should have priority and that they would like to add to this schedule for this fall. . .

Mr. Bélanger.

Mr. Bélanger: Madam Chair, if it is the wish of the committee, I think we should not lose sight of the whole notion of Part VII, clauses 41 and 42, of the Official Languages Act. This is a process that was initiated by the government when it modified the legislation and it could go on for several years. I'm thinking more particularly of the forty or so agencies and departments which were asked to submit an action plan before the end of last June. It might be interesting to know which

M. Ringma: Non, car je ne peux pas accepter la déclaration de M. Allmand. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Eh bien, vous venez de voter contre la motion, monsieur Ringma.

M. Ringma: —un instant, madame la présidente—qui dit que nous ne pouvons voter que sur une motion à la fois, en l'occurrence celle qui concerne l'élection de M. de Savoye. Vous pouvez accepter autant de candidatures que vous le souhaitez.

Mme Catterall: J'invoque le Règlement, madame la présidente. Je ne pense pas que nous puissions avoir un débat pendant que l'on procède au vote.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Non.

M. Ringma: Nous pouvons avoir plus d'une candidature à la fois.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Comme le dira le vote, c'était. . .

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): J'invoque le Règlement. La candidature de M. Ringma a-t-elle été appuyée?

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Non, nous n'avons pas reçu de motion de M. Ringma à cet égard.

Aux fins du compte rendu, je dirai que tout le monde, sauf M. Ringma, est d'accord pour élire M. de Savoye à la vice-présidence.

Monsieur de Savoye, félicitations. Vous êtes maintenant le vice-coprésident de ce comité.

M. de Savoye: Merci, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Étant donné que le Sénat ne siège pas, ou du moins que seuls les comités du Sénat siègent. . .

Le sénateur Gauthier: C'est suffisant. Il y a le contrôle des armes à feu, il y a la question de l'aéroport Pearson. Voulez-vous que l'on siège 12 heures par jour? Nous avons siégé au sujet des conflits d'intérêts hier.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): La prochaine rencontre aura lieu lorsque le vice-coprésident du Sénat sera présent pour discuter de notre programme de cet automne. En juin dernier, MM. de Savoye et Bélanger ont proposé respectivement que le comité rende visite à quelques communautés en situation minoritaire et qu'il examine le dossier de l'autoroute de l'information en français. Le comité s'est aussi entendu pour donner suite au dossier du RDI.

S'il y a d'autres points jugés prioritaires que les membres de ce comité voudraient ajouter au programme de l'automne. . .

Monsieur Bélanger.

M. Bélanger: Madame la coprésidente, j'aimerais qu'on ne perde pas de vue, si c'est la volonté du comité, toute la notion de la Partie VII, articles 41 et 42, de la Loi sur les langues officielles. Il s'agit d'un processus que le gouvernement a enclenché en modifiant la loi et qui risque de se prolonger pendant plusieurs années. Je pense, en particulier, à la quarantaine d'agences et ministères à qui on avait demandé de soumettre un plan d'action pour la fin de juin dernier. Il serait

departments and agencies have or have not complied with that request and what will be our evaluation of these action plans.

If the committee agrees, I would like us to continuously take this into account during our proceedings, because this is an issue that goes right to the heart of the debates in francophone and acadian communities.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Regarding that, Mr. Bélanger, we have already received a few action plans from various departments. If committee members wish to receive a copy of these plans which are quite bulky in some cases, they can obtain one from the clerk as she receives them.

Senator Gauthier: The minister responsible for Canadian Heritage must receive those plans, study them and prepare a report on them. Could we invite the minister to appear before the committee, with a few weeks' notice, to discuss clauses 40 and 41 of the Official Languages Act as well as the reports that the departments and agencies were to submit to him?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Senator Gauthier: To me, it would be important.

• 0920

Mr. Ringma: I'd like to ask about the steering committee. To build on Mr. Bélanger's remark, a meeting or continued meetings of the steering committee would be helpful. It seems to me that in the last session we had to agitate a bit in order to get the steering committee to meet, and I think it would be more efficient for this committee if that steering committee were to meet occasionally so we could put the agenda to it.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I have no objection to that, although, if possible, I like all the members of this committee to have input on the items we're going to discuss. I say this because this is not a committee of 50 people, and I think that between us we can see what items are of priority in order to seek information.

I don't recall having a meeting of the steering committee last year. Unless I have an advanced case of Alzheimer's disease, I don't think we had one.

Mr. Ringma: That's part of the problem.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): And I don't see that there were any problems in discussions of priority issues from members of this committee and in arriving at a consensus. That's a nice way in which to operate.

An hon. member: [*Inaudible—Editor*]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Maybe you don't feel this way because you're in a minority situation.

Mr. Ringma: I think so.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): So look at your minority situation in maybe a broader way.

peut-être intéressant de savoir quels ministère et agences ont accédé ou non à la demande, et ensuite quelle évaluation on fera de ces plans d'action.

Si le comité est d'accord, j'aimerais que nous en tenions compte de façon continue pendant nos délibérations, car ce sujet est au coeur des débats des communautés francophones et acadienne.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À ce propos, monsieur Bélanger, il y a déjà quelques plans d'action de différents ministères qui nous ont été transmis. La greffière en fait le cumul et si les membres du comité le désirent—car certains de ces plans d'action sont assez volumineux—, ils en auront une copie au fur et à mesure de leur réception.

Le sénateur Gauthier: Le ministre responsable du Patrimoine canadien doit recevoir ces plans-là, les étudier et en faire rapport. Est-ce qu'on ne pourrait pas inviter le ministre à comparaître devant le comité, moyennant un avis de quelques semaines, pour qu'il nous entretienne sur les articles 40 et 41 de la Loi sur les langues officielles ainsi que sur les rapports que les ministères et agences devaient lui soumettre?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

Le sénateur Gauthier: Pour moi, ce serait important.

M. Ringma: J'ai une question à poser à propos du comité directeur. Pour revenir sur ce que disait M. Bélanger, il serait bon d'organiser une ou plusieurs réunions de comité. J'ai l'impression que lors de la dernière session, nous avons dû nous démener pour que le comité de direction se réunisse. Ne serait-il pas préférable, pour notre comité, que le comité directeur se réunisse à l'occasion, afin que nous puissions lui soumettre l'ordre du jour?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je n'y vois pas d'objection, mais je tiens, dans la mesure du possible, à ce que les membres de notre comité aient leur mot à dire sur les questions dont nous allons discuter. En effet, il ne s'agit pas d'un comité de cinquante membres, et nous devrions entre nous décider des priorités, afin de chercher à nous informer à leur sujet.

Je ne me souviens pas qu'il y ait eu réunion, l'an dernier, du comité de direction. Ma mémoire me trahit peut-être, mais je ne me souviens pas qu'il y en ait eu un.

M. Ringma: C'est précisément là que le bât blesse.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Mais cela n'a pas non plus causé de problème pour les membres du comité, quand il a été question de se mettre d'accord sur les priorités. Tout a finalement bien marché.

Une voix: [*Inaudible—Éditeur*]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous n'êtes peut-être pas d'accord là-dessus, parce que vous trouvez dans la minorité.

M. Ringma: C'est bien ce que je pense.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il faudrait peut-être envisager sous un autre angle votre position minoritaire.

Mrs. Sheridan: I would like to say in response to Mr. Ringma that, given his rather intense concern with things being on the table and done in the open, I'm puzzled both by a request for a secret ballot, by the way, and also by a desire to take the workings of this committee into a steering committee when in fact, as you have so correctly stated, we as a group seem to be able to function by consensus. We're a small group. These points can be made and discussed, and I personally don't see any need for yet another meeting.

Mr. Ringma: May I respond to that?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, Mr. Ringma, you may respond.

Mr. Ringma: If it doesn't try your patience too much.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No.

Mr. Ringma: There are a number of things. We brought forward requests for witnesses—I did—which still haven't come about. These are not just anglophone witnesses; they're francophones in Ontario, for example, on which nothing has ever happened. There was the business of 24 hours' notice for motions, delays in the agenda... There were all sorts of things on which, to me, a strong chair has said, "We'll handle this just in committee, because all the committee is with me and therefore we don't need any steering committee, or other committee, to see that things are moving". That's my frustration, Madam Chair, so I just put it out.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm very sorry if you're frustrated, Mr. Ringma, but I guess that you will have to deal with that yourself.

Mr. Allmand: If I understand correctly, Madam Chair, you had suggested that we should have a meeting soon in order to discuss the future business of the committee. I presume that Mr. Ringma and all of the rest of us could bring up items at that time.

My question is, will we have a set date for our meetings, as we had last year? I believe we tried to have them either on a Wednesday afternoon or a Tuesday afternoon. I urge you to do that, because it helps us to plan our agendas. If I know that it's going to be—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's very important, and we will try to do that. I really think that Wednesday afternoon after Question Period was a very good time for most of—

Mr. Allmand: I agree.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): —the members. So if you all agree to it, we will try to stick to Wednesday afternoons after Question Period so that you will have a guideline.

Mme Sheridan: En réponse à M. Ringma, et compte tenu de son insistance pour que les questions soient traitées ouvertement, je dirai que je suis perplexe devant une demande de scrutin secret et le désir de soumettre les travaux de ce comité à un comité directeur alors qu'en fait, comme vous venez justement de le dire, notre groupe semble très bien fonctionner par consensus. Nous sommes peu nombreux, les questions peuvent donc être débattues entre nous, et je ne vois personnellement aucun avantage à tenir une autre réunion.

M. Ringma: Puis-je répondre?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Certainement, monsieur Ringma.

M. Ringma: Je ne voudrais pas mettre votre patience à l'épreuve.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Certainement pas.

M. Ringma: J'ai plusieurs remarques à faire. J'ai demandé à entendre des témoins, ce qui ne s'est pas encore fait. Il ne s'agit pas simplement de témoins anglophones, ce sont des francophones de l'Ontario, par exemple, pour lesquels rien n'a encore été fait. Il y a eu l'avis de 24 heures pour les motions, des retards dans l'ordre du jour... toutes sortes de cas pour lesquels un président énergique m'a déclaré: «Nous traiterons de cela entre nous, en comité, puisque tous les membres sont présents et nous n'avons donc pas besoin de comité directeur ou d'un autre comité pour veiller à ce que les choses se fassent.» Voilà ce qui me contrarie, madame la présidente, et je préfère le dire franchement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je suis désolée de votre contrariété, monsieur Ringma, mais vous allez devoir vous en accommoder.

M. Allmand: Si je comprends bien, madame la présidente, vous aviez proposé que nous nous réunissions sous peu afin de discuter de l'ordre du jour du comité. Je pense que M. Ringma, ainsi que nous tous, pourrions à ce moment-là proposer des sujets.

J'aimerais savoir si nos réunions auront lieu, comme l'an dernier, à date fixe? Nous avons essayé de nous réunir soit le mercredi après-midi, soit le mardi après-midi, et j'insiste pour que ces réunions aient lieu régulièrement, car cela facilite l'établissement de notre emploi du temps. Si je sais que la réunion aura lieu... .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est important, en effet, et nous nous efforcerons de nous en tenir à cela. Le mercredi après-midi, après la Période des questions, me paraissait effectivement le meilleur moment pour la plupart... .

M. Allmand: Je suis d'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): ...des membres du comité. Si vous êtes donc tous d'accord, nous nous efforcerons de nous en tenir au mercredi après-midi, après la Période de questions, afin que vous puissiez vous organiser.

• 0925

I have taken the liberty of asking a minister to be here in November. It pertains to the issue, Mr. Bélanger, sections 41 and 42, that you mentioned.

Je me suis permis de demander à un ministre de comparaître ici en novembre, relativement à la question que vous avez soulevée, monsieur Bélanger, à savoir les articles 41 et 42.

Mr. Collet, of Heritage Canada, is in charge of coordination, and we asked to meet him as soon as possible. We have been told it would be at the beginning of November.

Are there any other items?

Mr. de Savoye: As was suggested earlier, it would be useful—and you agreed to it—if the committee could meet in order to put its agenda on paper. We might for example meet next Wednesday afternoon, after the Question Period, in order to have time enough to decide on the various items. We could then discuss it among ourselves and suggest an agenda which would keep us busy for the coming year.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I agree with you, Mr. de Savoye. We shall try to have our first meeting next Wednesday but the Senate starts sitting on Tuesday and there might therefore be urgent matters which would oblige us to postpone the meeting till the following Wednesday.

Mr. de Savoye: Let us say as early as possible.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I agree.

Mr. Bélanger: Madam Co-Chair, during the summer I received a few calls from people from the Ottawa—Vanier riding concerning the performance of government agencies. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Which are howewver . . .

Mr. Bélanger: . . . which come under the legislation.

Would it be advisable to ask our research staff to set up the list of government agencies, in particular the scientific agencies, which are subject to the Official Languages Act. Such a list would allow us to know where most of the complaints come from and to decide whom we are going to invite to appear.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Certainly.

Mr. Bélanger: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Our researcher will certainly be able to bring us such a list at our next meeting.

Mr. Allmand: Just to understand Mauril better, you're suggesting that perhaps these agencies of the federal government are not corresponding to the Official Languages Act. That's the charge.

Mr. Bélanger: It's not a charge, Mr. Allmand.

Mr. Allmand: I've heard it, and it's not just scientific groups. Work that was done by government employees subject to the Official Languages Act is now contracted out to private firms who are not respecting the Official Languages Act. This is a problem, and it's not just scientific matters.

So I think Mr. Bélanger's point is well taken. If we could get a list of the principal agencies that are doing government work but are causing a problem in that they are not honouring, in one way or another, the Official Languages Act, that would be very important to look at.

C'est M. Collet de Patrimoine Canada qui est chargé de faire toute la coordination, et nous avons déjà demandé de le rencontrer le plus tôt possible. Il semble que ce sera au début de novembre.

Y a-t-il d'autres questions?

M. de Savoye: Tel qu'il a été suggéré tantôt, il serait utile que le comité—ce à quoi d'ailleurs vous avez acquiescé—se réunisse pour coucher son programme sur papier. Si on se retrouvait, par exemple, mercredi après-midi prochain, après la période des questions, on aurait le temps de déterminer les sujets qu'on aimerait aborder. On pourrait en discuter entre nous à ce moment-là et proposer un programme qui nous permettrait de voir venir l'année avec confiance.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, je suis d'accord avec vous, monsieur de Savoye. Nous allons essayer d'organiser cette première rencontre pour mercredi prochain, mais étant donné que le Sénat commence à siéger mardi, il y aura peut-être des affaires urgentes qui nous obligeront à reporter la rencontre au mercredi suivant.

M. de Savoye: Disons dans les meilleurs délais.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord.

M. Bélanger: Madame la coprésidente, j'ai reçu, au cours de l'été, quelques appels de gens du comté d'Ottawa—Vanier concernant la performance d'agences gouvernementales. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Qui sont quand même. . .

M. Bélanger: . . . qui sont assujetties à la loi.

Est-ce qu'il serait opportun de demander à notre recherchiste de dresser la liste des agences gouvernementales, surtout du côté scientifique, qui sont assujetties à la Loi sur les langues officielles? Cette liste nous permettrait de savoir d'où proviennent les plaintes le plus souvent et ainsi d'identifier des invités éventuels.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. Bélanger: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois que notre recherchiste pourra nous apporter cette liste à notre prochaine rencontre.

M. Allmand: J'aimerais être sûr de bien comprendre Mauril. Vous semblez accuser ces organismes du gouvernement fédéral de ne pas obéir à la Loi sur les langues officielles, n'est-ce pas?

M. Bélanger: Ce n'est pas une accusation, monsieur Allmand.

M. Allmand: C'est ce que j'ai entendu, et cela ne touche pas seulement des groupes scientifiques. Les travaux qui étaient exécutés par des employés du gouvernement, dans le respect de la Loi sur les langues officielles, sont à présent donnés à contrat à des entreprises privées qui, elles, ne la respectent pas. C'est un problème qui ne touche pas que les questions scientifiques.

M. Bélanger a donc raison de nous signaler cela. Si nous pouvions obtenir une liste des principaux organismes qui exécutent des travaux pour le gouvernement mais qui, d'une façon ou d'une autre, ne respectent pas la Loi sur les langues officielles, ce sera une question qu'il serait fort intéressant d'examiner.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, I agree that it would be most important to make sure that, first of all, departments, when contracting out, issue their obligation with regard to the Official Languages Act in that contract.

Senator Gauthier: Madam Chair, I would like to ask that we put at the top of the list the consortium which is building a bridge between Prince Edward Island and New Brunswick. That company or consortium doesn't obey in any way the Official Languages Act, everything is done in one language only. Tourists have to deal with people who do not speak French and I have received complaints to that effect. I would like them to be put on top of the list, so that we can have them appear and ask them questions.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): It would indeed be very interesting. We are going to be busy this fall if we want to do what we are supposed to do.

Are there any other comments? No?

I therefore adjourn this first meeting and thank you once again for your motion of confidence.

The meeting is adjourned.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il est certainement très important de veiller à ce que les ministères, en tout premier lieu, respectent leurs obligations aux termes de la Loi sur les langues officielles quand ils donnent des travaux à contrat.

Le sénateur Gauthier: Madame la présidente, est-ce que je pourrais demander qu'on mette en tête de liste le consortium qui est en train de bâtir le pont entre l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick? Cette compagnie ou consortium ne respecte pas du tout la Loi sur les langues officielles. Tout se fait dans une langue seulement. Les touristes sont obligés de transiger avec des gens qui ne parlent pas français et j'ai reçu des lettres de plaintes cet été à cet effet. Je voudrais savoir si on pourrait les mettre en tête de liste pour les faire venir et leur poser des questions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, ce serait très intéressant. Je crois que nous allons avoir un automne assez chargé si nous voulons nous acquitter de toutes nos tâches.

Est-ce qu'il y a d'autres commentaires? Non?

Alors, on va mettre fin à cette première rencontre. Je vous remercie encore une autre fois pour votre vote de confiance.

La séance est levée.

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste—lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

Tuesday, June 6, 1995:

From Canadian Heritage:

Charlotte Cloutier, Director, Interdepartmental Cooperation;
Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Canadian Identity;
Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Support, Program Branch.

TÉMOINS

Le mardi 6 juin 1995

Du Patrimoine canadien:

Charlotte Cloutier, directrice, Concertation interministérielle;
Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne;
Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale de programmes d'appui aux langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

CAI
XY12
024

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 31—Meetings Nos. 36 to 38

Wednesday, November 22, 1995

Tuesday, November 28, 1995

Tuesday, December 5, 1995

Joint Chairs:

The Honourable Gérald Comeau, Senator

Pierrette L. Ringuette—Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 31—Séances n°s 36 à 38

Le mercredi 22 novembre 1995

Le mardi 28 novembre 1995

Le mardi 5 décembre 1995

Coprésidents:

L'honorable Gérald Comeau, sénateur

Pierrette L. Ringuette—Maltais, députée

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee on

Official Languages

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent des

Langues officielles

RESPECTING:

Briefing Session on Sections 41 and 42 of Part VII of the Official Languages Act

Supplementary Estimates (A) 1995–1996, Vote 25
— Commissioner of the Official Languages under PRIVY COUNCIL

CONCERNANT:

Session d'information sur les articles 41 et 42 de la partie VII de la Loi sur les langues officielles

Budget des dépenses supplémentaire (A) 1995–1996, Crédit 25 — Commissaire aux langues officielles sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Joint Chairs: The Honourable Gérard Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chair: Pierre de Savoye, M.P.

Coprésidents: L'honorable Gérard Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye, député

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Claude Rivest
Jean-Louis Roux

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Représentant la Chambre des communes:

Députés

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Eugène Bellemare
Bob Ringma
Georgette Sheridan

Associate Members

Jim Silye
Suzanne Tremblay

Membres associés

Jim Silye
Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

(Quorum 6)

Tonu Onu

Les cogreffiers du Comité

Marie Louise Paradis

Tonu Onu

Joint Clerks of the Committee

Marie Louise Paradis

Pursuant to Rule 66(4) of the Senate:

On Tuesday, September 26, 1995:

Jean-Robert Gauthier replaced Jean-Louis Roux.

Conformément à l'article 66(4) du Règlement du Sénat:

Le mardi 26 septembre 1995:

Jean-Robert Gauthier remplace Jean-Louis Roux.

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Journals of the House of Commons of Wednesday, November 1st, 1995:

Pursuant to Standing Orders 81(5) and (6), Mr. Eggleton (President of the Treasury Board and Minister responsible for Infrastructure), seconded by Mr. Goodale (Minister of Agriculture and Agri-Food), moved,—That Supplementary Estimates (A) for the fiscal year ending March 31, 1996, laid upon the Table earlier today, be referred to the Several Standing Committees of the House as follows:

Official Languages

Privy Council, Vote 25a

ATTEST

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Journaux de la Chambre des communes du mercredi 1^{er} novembre 1995:

Conformément aux articles 81(5) et (6) du Règlement, M. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure), appuyé par M. Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire), propose,—Que le Budget des dépenses supplémentaire (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 1996, déposé sur le Bureau plus tôt aujourd'hui, soit renvoyé aux différents comités permanents de la Chambre, comme suit:

Langues officielles

Conseil privé, crédit 25a

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ROBERT MARLEAU

Clerk of the House of Commons

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 1995

(Séance n° 36)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 37, dans la pièce 536 de l'édifice Wellington, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Gérald Comeau et Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma et Pierrette Ringuette-Maltais.

Aussi présents: De la Direction des Comités du Sénat: Tonu Onu, cogreffier; Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: Du Patrimoine canadien: Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne; Charlotte Cloutier, directrice, Concertation interministérielle; Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale de programmes d'appui aux langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4) b) du Règlement, le Comité débute une session d'information sur les articles 41 et 42 de la partie VII de la Loi sur les langues officielles.

Bob Ringma dépose trois motions.

Décision de la présidente

Selon une décision du Comité prise le jeudi 17 mars 1994, les documents du Comité doivent être distribués aux membres dans les deux langues officielles en conséquence, les motions sont donc reçues en avis, seront traduites et prises en considération à la prochaine réunion du Comité.

Il s'élève un débat.

Bob Ringma propose, — Que la décision de la présidence soit renversée.

Il est ordonné, — Que la greffière organise des réunions et convoque des témoins sur les sujets suivants:

1. L'Autoroute de l'information.

2. Le rapport du Commissaire aux langues officielles intitulé «L'utilisation du français et de l'anglais devant les tribunaux au Canada».

3. Les diverses plaintes reçues concernant le ministère des Affaires étrangères.

4. Le plan d'action du Conseil du Trésor suite aux recommandations du Commissaire aux langues officielles.

5. Les nombreuses plaintes concernant Air Canada

6. Le ministère de la Défense nationale.

M. Collet commence une présentation.

À 14 heures, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, NOVEMBER 22, 1995

(Meeting No. 36)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:37 o'clock p.m. this day, in Room 536, Wellington Bldg., the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Gérald Comeau and Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma and Pierrette Ringuette-Maltais.

In attendance: From the Committees and Private Legislation Directorate of the Senate: Tonu Onu, Joint Clerk. From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witnesses: From Canadian Heritage: Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Canadian Identity; Charlotte Cloutier, Director, Interdepartmental Cooperation; Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Support, Program Branch.

Pursuant to its mandate under Standing Order 108(4)(b), the Committee held a briefing session on sections 41 and 42 of Part VII of the Official Languages Act.

Bob Ringma tabled three motions.

Ruling of the Chair

Pursuant to the decision made by the Committee on Thursday, March 17, 1994, Committee documents must be distributed to members in both official languages. Accordingly, motions were received as notices of motion. They will be translated and taken into consideration at the next meeting of the Committee.

A debate arose.

Bob Ringma moved, — That the decision of the Chair be reversed.

Ordered, — That the Clerk organize meetings and send for persons to discuss the following topics:

1. The information Highway.

2. The report of the Official Languages Commissioner entitled: "The Equitable Use of English and French before the Courts in Canada".

3. The various complaints received about the Department of Foreign Affairs.

4. The action plan of the Treasury Board following the recommendations of the Official Languages Commissioner.

5. The numerous complaints made about Air Canada

6. The Department of National Defence.

Mr. Collet commenced a presentation.

At 2:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

LE MARDI 28 NOVEMBRE 1995

(Séance n° 37)

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 30, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Gérald Comeau et Jean-Louis Roux.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Mauril Bélanger, Pierre de Savoye, Bob Ringma et Pierrette Ringuette-Maltais.

Membre suppléant présent: John Maloney pour Eugène Bellemare.

Aussi présents: De la Direction des Comités du Sénat: Tonu Onu, cogreffier; *Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement:* Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: Du Patrimoine canadien: Charlotte Cloutier, directrice, Concertation interministérielle; Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne; Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale de programmes d'appui aux langues officielles.

Conformément à l'article 108(4)b) du Règlement, le Comité poursuit une session d'information sur les articles 41 et 42 de la partie VII de la Loi sur les langues officielles.

Bob Ringma propose,—Que les membres du Comité demandent, par les présentes, que le commissaire aux langues officielles, et d'autres représentants officiels au besoin, témoignent devant le Comité permanent pour répondre, dans le détail, à des questions concernant l'utilisation, par le commissaire aux langues officielles, de fonds supplémentaires imputés au crédit 25a du Budget des dépenses supplémentaire pour l'exercice se terminant le 31 mars 1996.

Après débat, la motion est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

Bob Ringma propose,—Que le Comité décide si la coprésidente, en tant que membre de la Société nationale des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, est en conflit d'intérêts relativement à sa capacité de promouvoir l'égalité des deux langues officielles et, s'il s'avère qu'un conflit d'intérêts existe, qu'un vote soit pris immédiatement sur le maintien en fonction de la coprésidente.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Bob Ringma—(1)

CONTRE

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Gérald Comeau
Pierre de Savoye
John Maloney
Jean-Louis Roux
Georgette Sheridan—(7)

TUESDAY, NOVEMBER 28, 1995

(Meeting No. 37)

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:30 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Gérald Comeau and Jean-Louis Roux.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Mauril Bélanger, Pierre de Savoye, Bob Ringma and Pierrette Ringuette-Maltais.

Acting Member present: John Maloney for Eugène Bellemare.

In attendance: From the Committees and Private Legislation Directorate of the Senate: Tonu Onu, Joint Clerk. *From the Research Branch of the Library of Parliament:* Françoise Coulombe, Research Officer.

Witnesses: From Canadian Heritage: Charlotte Cloutier, Director, Interdepartmental Cooperation; Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Canadian Identity; Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Support Program Branch.

Pursuant to its mandate under Standing Order 108(4)(b), the Committee resumed a briefing session on sections 41 and 42 of Part VII of the Official Languages Act.

Bob Ringma moved,—That members of this Committee do hereby request the presence of the Commissioner of Official Languages and other officials as may be necessary, to appear before the Standing Committee in order to answer in detail questions relating to expenditure of additional funds for the Commissioner of Official Languages as outlined in Vote 25a of the Supplementary Estimates for the fiscal year ending March 31, 1996.

After debate, the question being put to the motion, it was agreed to unanimously.

Bob Ringma moved,—That the Committee decide whether or not the Joint Chair, as a member of the "Société nationale des Acadiens et des Acadiennes du Nouveau-Brunswick", is in conflict of interests in her capacity to promote the equality of use of both official languages and, if it were established that such conflict of interest does exist, that a vote be taken immediately on her pursuing her function as Joint Chair of the Committee.

After debate, the question being put to the motion, it was negatived on the following division:

YEAS

Bob Ringma—(1)

NAYS

Warren Allmand
Mauril Bélanger
Gérald Comeau
Pierre de Savoye
John Maloney
Jean-Louis Roux
Georgette Sheridan—(7)

Bob Ringma propose, — Que la coprésidente, Mme Ringuette-Maltaise, présente ses excuses pour ses propos tels qu'ils figurent à la page 30:15, et, plus précisément, pour avoir dit au sujet de ma présence — ou des préoccupations des anglophones — devant le Comité: «Vous vous trouvez dans la minorité».

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Bob Ringma—(1)

CONTRE

Warren Allmand John Maloney
Mauril Bélanger Georgette Sheridan—(5)
John Comeau

Roger Collet poursuit la présentation qu'il avait commencée le 22 novembre 1995 et, avec Charlotte Cloutier, il répond aux questions.

Il est ordonné, — Que le greffier convoque la Fédération des communautés francophones et acadiennes à comparaître concernant l'application des articles 41 et 42 de la Partie VII de la Loi sur les langues officielles.

À 17 h 53, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 5 DÉCEMBRE 1995

(Séance n° 38)

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 31, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltaise (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Gérald Comeau, Jean-Claude Rivest et Jean-Louis Roux.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma et Pierrette Ringuette-Maltaise.

Membre suppléant présent: John Maloney pour Mauril Bélanger.

Autre sénateur présent: Jean-Robert Gauthier.

Aussi présents: De la Direction des Comités du Sénat: Gary Levy, greffier; Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoin: Du Bureau du commissaire aux langues officielles: Victor C. Goldbloom, commissaire aux langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, le Comité entreprend l'étude du Budget des dépenses supplémentaire (A) 1995-1996, Crédit 25 — Commissaire aux langues officielles sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ.

Après avoir invoqué une question de privilège, Eugène Bellemare fait une déclaration et dépose auprès du greffier du Comité un article du «Ottawa Citizen» du samedi 1^{er} avril 1995, à titre de pièce. (*Pièce «C»*).

Bob Ringma moved, — That the Joint Chair, Mrs. Ringuette-Maltaise, apologize for her statements as reported on page 30:15 and, more specifically, for having said about his sitting in Committee, or about the concerns of Anglophones, that he was in the minority.

After debate, the question being put to the motion, it was negatived on the following division:

YEAS

Bob Ringma—(1)

NAYS

Warren Allmand John Maloney
Mauril Bélanger Georgette Sheridan—(5)
Gérald Comeau

Roger Collet resumed his presentation where he left on November 22, 1995, and, with Charlotte Cloutier, answered questions.

Ordered, — That the Clerk invite the “Fédération des communautés francophones et acadiennes” to appear before the Committee to discuss the application of sections 41 and 42 of Part VII of the Official Languages Act.

At 5:53 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, DECEMBER 5, 1995

(Meeting No. 38)

The Standing Joint Committee on Official Languages met this day at 3:31 p.m. in room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltaise, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Gérald Comeau, Jean-Claude Rivest and Jean-Louis Roux.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Bob Ringma and Pierrette Ringuette-Maltaise.

Acting Member present: John Maloney for Mauril Bélanger.

Other Senator present: Jean-Robert Gauthier.

In attendance: From the Senate Committees Directorate: Gary Levy, Clerk. From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witness: Office of the Commissioner of Official Languages: Victor C. Goldbloom, Commissioner of Official Languages.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee undertook consideration of the 1995-96 Supplementary Estimates (A), Vote 25 — Commissioner of Official Languages, under PRIVY COUNCIL.

After rising on a question of privilege, Eugène Bellemare made a statement and tabled with the Clerk of the Committee an article printed in the “Ottawa Citizen” on Saturday, April 1, 1995, as an exhibit (*Exhibit “C”*).

Lecture est donné de l'Ordre de renvoi du mercredi 1^{er} novembre 1995.

Il est ordonné,— Que le Crédit 25 — Commissaire aux langues officielles sous la rubrique CONSEIL PRIVÉ du Budget des dépenses supplémentaire pour l'exercice se terminant le 31 mars 1996, soit renvoyé au Comité mixte permanent des langues officielles.

La présidente appelle le crédit 25 — Commissariat aux langues officielles.

Victor Goldbloom fait une déclaration liminaire et dépose auprès du greffier le document intitulé «Budget des dépenses supplémentaire— Report de fonds» à titre de pièce (*Pièce «D»*) et répond aux questions.

Le crédit 25 est adopté.

Warren Allmand propose,— Que les motions qui sont présentées au comité à propos de nouvelles questions à mettre à l'ordre du jour et qui ne figurent pas à l'ordre du jour d'une réunion, ne puissent être étudiées par le Comité qu'après un délai de 24 heures, à moins qu'il y ait consentement unanime pour qu'on procède autrement.

À 16 h 36, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

The Order of Reference dated Wednesday, November 1, 1995 is being read as follows:

Ordered,— That the Supplementary Estimates for the fiscal year ending March 31, 1996, Vote 25, Commissioner of Official Languages, under PRIVY COUNCIL, be referred to the Standing Joint Committee on Official Languages.

The Chair called Vote 25, Office of the Commissioner of Official Languages.

Victor Goldbloom made an opening statement and tabled with the Clerk of the Committee a document entitled "Supplementary Estimates—Reprofiling of funds" as an exhibit (*Exhibit "D"*) and answered questions.

Vote 25 is agreed to.

Warren Allmand moved,— That motions tabled in committee regarding new items to be put on the agenda and that are not on the agenda for the meeting can only be considered by the Committee after a period of 24 hours, unless there is unanimous consent to proceed immediately.

At 4:36 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

La cogreffière du Comité

Marie Louise Paradis

Marie Louise Paradis

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, November 22, 1995

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 22 novembre 1995

• 1535

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Order, please.

Mr. Ringma.

[English]

Mr. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): I have three motions to put before the committee today, Madam Chair. I hope you and the committee will grant me perhaps 30 minutes to go through these motions.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, the clerk of this committee has received your three motions. They are in English only. Therefore, before they are distributed to the members of this committee they will be translated into French so that members of this committee will have them in both official languages.

Mr. Ringma: Madam Chair, I don't believe that is a rule, a necessity, of the committee.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): It was a ruling of this committee in a previous meeting, Mr. Ringma.

Mr. Ringma: I question the ruling, because we do have translation staff available here.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm sorry, Mr. Ringma. I have received your three motions. They will be translated and they will be given to the members of this committee in both official languages as soon as they are translated. We will deal with the three motions at the meeting of this committee next time.

Thank you very much.

Mr. Ringma: In other words, you're saying not today, and you're saying—

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm saying not today. They are in English only and we have agreed on this.

Mr. Ringma, that is the end of my statement in regard to what you're bringing forth to this committee.

We have witnesses—

Mr. Ringma: Then I'd like to question the clerk. I think it's my right to question the clerk. Indeed, I may just canvass the whole of the committee, but let's try the clerk first.

Can you tell me that it is not my right to bring forward a motion here in English only?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): It was resolved by this committee on March 17, 1994, at which time you were a member, through a motion by Senator Rivest

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre, s'il vous plaît.

Monsieur Ringma.

[Traduction]

M. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): J'ai trois motions à proposer au comité aujourd'hui, madame la présidente. J'espère que vous et le comité m'accorderez une trentaine de minutes pour vous expliquer ces motions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, la greffière de notre comité a reçu vos trois motions. Elles sont en anglais seulement. Par conséquent, avant qu'elles ne soient distribuées aux membres du comité, elles devront être traduites en français afin que les membres de notre comité les aient dans les deux langues officielles.

M. Ringma: Madame la présidente, je ne crois pas que ce soit une règle, une nécessité, du comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est une décision que notre comité a adoptée lors d'une séance antérieure, monsieur Ringma.

M. Ringma: Je conteste cette décision parce que nous avons des interprètes ici présents.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Désolée, monsieur Ringma. J'ai reçu vos trois motions. Elles seront traduites et nous les remettrons aux membres du comité dans les deux langues officielles dès qu'elles seront traduites. Le comité se penchera sur ces trois motions à sa prochaine séance.

Merci beaucoup.

M. Ringma: Autrement dit, vous dites pas aujourd'hui, et vous dites...

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, nous ne pouvons les traiter aujourd'hui. Elles sont en anglais seulement, et nous nous sommes entendus là-dessus.

Monsieur Ringma, c'est tout ce que j'ai à dire au sujet des motions que vous proposez à notre comité.

Nous avons des témoins...

M. Ringma: J'aimerais alors poser une question à la greffière. Je pense que c'est mon droit de poser une question à la greffière. J'aimerais peut-être même interroger tous les membres du comité, mais je vais commencer par la greffière.

Pouvez-vous me dire si j'ai le droit de proposer une motion en anglais seulement?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Faisant suite à une motion du sénateur Rivest—et à ce moment vous étiez membre du comité—notre comité a résolu le 17 mars 1994

[Translation]

that all documents distributed to committee members be in both official languages.

We will now move on to other matters.

[English]

Mr. Ringma: Can we then ask the committee if they support—

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): You heard what I said, Mr. Ringma. I am chairing this committee.

Mr. Ringma: All right.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): We will now move on to another matter, and we will consider your motions at the next meeting, once we have them in French and English for distribution to committee members. Thank you.

We will now move on to another subject.

[English]

Mr. Ringma: Will the committee adhere to that ruling? Let's ask the committee. We have a committee here. Does the committee agree with that ruling? Say yes or no.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): Mr. Ringma, it is out of the question that committee members reconsider this matter. The committee's decision was unanimous.

We will now move on to another item. At our last meeting, we decided on some other topics we wanted to discuss and some of the witnesses we wanted to hear from. I see from the minutes of the last meeting that one of the subjects mentioned was the one we will be studying today.

In addition, Mr. Bélanger raised the issue of the information highway in French. I believe a committee has just tabled a very important report on this question, and members of our committee should study this report.

Madam Joint Clerk, would you please take note of the various subjects mentioned and contact the witnesses for future meetings?

• 1540

So, the subjects we want to deal with include the information highway, and the latest report of the Commissioner of Official Languages, regarding language matters in the judicial system. This is a topic we should study, and we should meet with the Commissioner as soon as possible.

Would committee members like to suggest subjects and witnesses for other meetings that we would try to organize as soon as possible?

Senator Rivest (Stadacona): Is the report on the information highway already completed?

[Français]

que tous les documents distribués aux membres du comité le soient dans les deux langues officielles.

Nous allons maintenant passer à d'autres sujets de discussion.

[Traduction]

M. Ringma: Pouvons-nous alors demander au comité s'il soutient. . .

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Monsieur Ringma, vous avez entendu ce que je vous ai dit. Je préside ce comité.

M. Ringma: D'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Nous passons à un autre sujet de discussion et nous tiendrons compte de vos motions lorsqu'elles auront été distribuées, en français et en anglais, à tous les membres de ce comité lors de la prochaine séance. Merci.

Nous passons maintenant à un autre sujet.

[Traduction]

M. Ringma: Le comité va-t-il s'en tenir à cette décision? Qu'on le demande au comité. C'est un comité que nous avons ici. Le comité est-il d'accord avec cette décision? Dites oui ou non.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Monsieur Ringma, il n'est pas question que les membres du comité reviennent sur ce sujet. La décision du comité a été unanime.

Nous passons à un nouveau sujet de discussion. Lors de la dernière rencontre, nous avons décidé de certains sujets dont nous voulions discuter ainsi que des témoins que nous voulions entendre. Si je me réfère au procès-verbal de la dernière réunion, il y a, entre autres, le sujet que nous allons aborder aujourd'hui.

D'autre part, M. Bélanger avait parlé de la question de l'autoroute de l'information en français. Je crois qu'un comité vient de déposer un rapport très important sur ce sujet, et les membres de notre comité devraient se pencher sur ce rapport.

Madame la cogreffière, voulez-vous noter les différents sujets de discussion et prendre contact avec les témoins en vue des prochaines rencontres?

Donc, les sujets dont nous voulions discuter sont l'autoroute de l'information, ainsi que le nouveau rapport du commissaire aux langues officielles qui a trait à la langue au niveau du système judiciaire. C'est un dossier que nous devons examiner, et nous devrions rencontrer le commissaire dans les plus brefs délais.

Y a-t-il d'autres sujets sur lesquels les membres du comité aimeraient que l'on organise des rencontres avec les témoins dans les plus brefs délais?

Le sénateur Rivest (Stadacona): Le rapport sur l'autoroute de l'information est-il déjà fait?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Senator Rivest: That goes along with your initial decision.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you, Senator.

Mr. de Savoye (Portneuf): While there is not necessarily any urgency, I would like to mention a few subjects for future meetings. If the committee agrees, we could decide when to discuss these matters.

It has been quite a long time since we met with any officials from the Department of Foreign Affairs. There has been a growing number of complaints about the department in the last three years. It might be advisable to see how departmental officials plan to deal with these issues.

As we know, the President of Treasury Board suggested that there were some objectives to be met. It would be a good idea to get an update on the situation now, one year later.

The Department of National Defence is facing some major challenges. Our committee has made a number of suggestions. I think here again it would be a good idea to get a progress report.

There has been talk about hundreds of complaints regarding Air Canada over the last three years, so in this case as well, we should see how things stand now, possibly in reference to the report of the Commissioner of Official Languages.

Finally, the RCMP apparently ended its basic training in French. As a result, for two years, the program was available in English only. This is reportedly still the case. So I would like some clarification on that.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Would committee members like to suggest any other witnesses they would like to hear from at future meetings?

Mr. Ringma.

Mr. Ringma: With reference to the testimony of witnesses, I would like to speak to the joint clerk again on the subject of my first motion. I'm referring to citation 821(1) of Beauchesne, which reads as follows:

[English]

(1) All rulings of the Chairman may be appealed to the committee.

I would like to appeal your first ruling, citing to the committee here, "May we do these motions of mine in English or not?"

I ask the clerk, citing Beauchesne 821 —

[Translation]

The Joint Clerk of the Committee (Mrs. Paradis): The rules of a committee. . .

[English]

Mr. Ringma:—which says I can appeal it to the committee. I would like to ask the committee that.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

Le sénateur Rivest: C'est en accord avec votre première décision.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci, monsieur le sénateur.

M. de Savoye (Portneuf): Pour les travaux futurs, il n'y a pas nécessairement urgence, mais j'aimerais quand même les mentionner tout de suite. Avec la bonne volonté du comité, on pourra voir à quel moment on pourra s'y pencher.

Pour ce qui est du ministère des Affaires étrangères, cela fait un bon moment qu'on n'a pas eu l'occasion de parler à ses représentants. Il a été l'objet de plaintes en nombre croissant au cours des trois dernières années. Il y aurait peut-être lieu de vérifier comment il entend régler ces questions.

Le président du Conseil du Trésor, on le sait, nous avait laissé entendre qu'il avait certains objectifs à atteindre. Un an plus tard, il serait bon de prendre le pouls de la situation.

Le ministère de la Défense nationale a de gros défis devant lui. Nous avons, à ce comité, émis un certain nombre de vœux. Encore ici, il serait probablement temps de prendre le pouls sur le sujet.

Quant à Air Canada, on parle de centaines de plaintes depuis trois ans. Encore ici, il y aurait lieu, possiblement en se référant au rapport du commissaire aux langues, de voir où on en est.

Finalement, il y a la GRC qui a apparemment mis fin au programme d'enseignement de base en français, de sorte que ce programme, pendant deux ans, n'a été disponible qu'en anglais. Ce serait encore actuellement la situation. Donc, j'aimerais bien avoir des éclaircissements là-dessus.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Les membres du comité ont-ils d'autres suggestions en ce qui a trait aux témoignages qu'ils aimeraient entendre lors des prochaines rencontres?

Monsieur Ringma.

M. Ringma: En parlant de témoignages, j'aimerais m'adresser de nouveau à la cogreffière en ce qui a trait à ma première motion et invoquer le commentaire 821(1) de Beauchesne, qui dit en anglais, et je cite:

[Traduction]

(1) Toutes les décisions du président peuvent faire l'objet d'un appel auprès du comité.

Je veux en appeler de votre première décision, et je dis au comité: «Pouvons-nous ou non discuter de mes motions qui sont en anglais?»

Je demande à la greffière, je cite l'article 821 du Beauchesne. . .

[Français]

La cogreffière du Comité (Mme Paradis): Les règlements d'un comité. . .

[Traduction]

M. Ringma: . . .qui dit que je peux en appeler auprès du comité. C'est la question que je veux poser au comité.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): You can put your question to the members.

Mr. Ringma: Good. Then I do put it to the members: are you supportive of the chair's ruling of five minutes ago that we would not proceed with my three motions because they are only in English? Can we take a vote on that, please?

I'd like it recorded.

[Translation]

The Joint-Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): You have heard Mr. Ringma's question.

Mr. Bélanger.

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): Was the agenda of today's meeting on the notice of meeting?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Do you have a copy of the notice of meeting?

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): Yes, the agenda had been set.

• 1545

Mr. Bélanger: Does the agenda on the notice of meeting take precedence over motions that committee members wish to present today?

The Joint Clerk (Mrs. Paradis): Yes.

Mr. Bélanger: Mr. Ringma, I wasn't here when the committee debated the issue of the language in which motions should be presented. I would like to reread the minutes of that meeting. I'm sure some solid arguments were brought forward, since the decision was unanimous, particularly if Mr. Ringma was present at that meeting. So I would like to check into that.

Second, since the notice of meeting was quite clear, we should move to our agenda, that is, we should hear from the witnesses who are present. As you said, we will deal with Mr. Ringma's motions at the next meeting, without getting bogged down in the issue he raises.

The agenda has been set, and we should follow it, Mr. Ringma. I don't come here with partisan motions. You brought along your supporters, and I see some of them are leaving. But you cannot hope for sympathy from other committee members by playing this type of game.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest: Mr. Ringma, I too prepared for today's meeting on the basis of the agenda that appears on the notice of meeting. We are supposed to be discussing programs that come under sections 40 and 41 of Part VII of the Official Languages Act.

Given that you want your motions to be studied and officially passed, would you agree that we include a discussion of them on the agenda of the next meeting?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous pouvez poser votre question aux membres du comité.

M. Ringma: Bien. Alors je demande aux membres: êtes-vous en faveur de la décision que la présidente a prise il y a cinq minutes, à savoir que nous ne donnerions pas suite à mes trois motions aujourd'hui parce qu'elles sont en anglais seulement? Pouvons-nous voter là-dessus, s'il vous plaît?

Je veux que ce soit un vote par appel nominal.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, la question a été posée par M. Ringma.

Monsieur Bélanger.

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): L'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui figurerait-il dans l'avis de convocation?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Avez-vous une copie de l'avis de convocation?

La cogreffière (Mme Paradis): Oui, l'ordre du jour avait été établi.

M. Bélanger: L'ordre du jour qui figure dans la convocation a-t-il préséance sur les motions que les membres du comité veulent présenter aujourd'hui?

La cogreffière (Mme Paradis): Oui.

M. Bélanger: Monsieur Ringma, je n'étais pas présent au moment où le comité a débattu de la langue dans laquelle devaient être présentées les motions. J'aimerais avoir la possibilité de relire le procès-verbal de cette séance. Il y a sûrement eu de solides arguments d'apportés puisque la décision a été unanime, surtout si M. Ringma y était. Je voudrais donc vérifier cela.

Deuxièmement, étant donné que l'avis de convocation était assez clair, on devrait passer à l'ordre du jour, c'est-à-dire entendre les témoins qui sont ici présents. Comme vous l'avez dit, nous traiterons des motions de M. Ringma à la prochaine séance, sans achopper sur la question qu'il soulève.

L'ordre du jour a été établi et nous devons le respecter, monsieur Ringma. Je ne me présente pas ici avec des motions de parti. Vous avez amené votre galerie et je sais qu'elle est en train de se retirer. Mais vous ne pouvez espérer vous attirer la sympathie des autres membres du comité en montant des coups comme celui-là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Monsieur Ringma, je me suis également préparé en fonction de l'ordre du jour qui accompagnait la convocation et qui traite des programmes en vertu des articles 40 et 41 de la Partie VII de la Loi sur les langues officielles.

Étant donné que ce qui vous préoccupe, c'est que vos motions soient étudiées et adoptées d'une manière formelle et impérative, accepteriez-vous qu'on mette officiellement à l'ordre du jour de la prochaine séance la discussion de vos motions?

Proceeding with them right away, as you are suggesting, would cause a problem. In fact, I was the one who suggested that the motions be in both languages, because I think that it is just reasonable that this be done at the Standing Joint Committee on Official Languages. So there is that aspect as well.

In addition, the important thing is that we guarantee that your motions will be studied. We can put them on the agenda of the next meeting. So, the agenda would clearly provide for a discussion of your motions.

Mr. Ringma: I always accept the committee's decisions. My problem is with the chairperson. For a year and a half, the chair has quite frankly frustrated me every time I've tried to do anything.

Senator Rivest: We get along well. . .

Mr. Ringma: Why is it that the steering committee did not meet when we came back in September? The same thing is happening again today. The steering committee never meets, and we have no plans for the future. As a result, I never have the right to speak. That is why I raised the issue in this way today.

I think you know me well enough to realize that had there been a way of settling this matter in a reasonable fashion, I would not have proceeded in this way. I will conclude by saying that I fully accept the committee's decision.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Since I've been a member of the committee, out of politeness, we have always informed the joint clerk when we wanted it to table a motion or a resolution. Since this is the Standing Joint Committee on Official Languages, the joint clerk has the motion printed in both official languages.

It's all right if Mr. Ringma wants to present his motions in English only. I accept that. I would not want him to be smothered by bilingualism, because I have too much respect for him. But I'm sure he knows that we usually give notice of motions, whether they are in English or French. I don't know the contents of Mr. Ringma's motions. They may be very good, but I would have liked to have been informed about them ahead of time rather than being taken by surprise by these motions, particularly since we have a very heavy agenda.

• 1550

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): I guess you have the answer to your question, Mr. Ringma. We will now move on to. . .

Mr. Ringma: I would just like to say in response to Mr. Bellemare's comments, that we did give the joint clerk 24 hours' notice. So the motion was not a surprise.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): Excuse. . .

Mr. Ringma: We gave notice 24 hours ago, in accordance with the Standing Orders.

Le faire abruptement, comme vous le proposez, cause un problème. D'ailleurs, c'est moi qui avais proposé que les motions soient rédigées dans les deux langues, parce que c'est normal au Comité mixte permanent des langues officielles. Il y a cet aspect-là des choses.

Au-delà de cet aspect, l'important est que nous puissions vous donner la garantie que vos motions seront effectivement mises à l'étude. On peut les mettre à l'ordre du jour de la prochaine séance. L'ordre du jour comporterait alors, sans équivoque, un point qui nous obligerait à débattre de vos motions.

M. Ringma: J'accepte toujours les décisions du comité. Mon problème vient de la présidence. Pendant un an et demi, la présidente m'a franchement frustré à chaque fois que j'ai essayé de faire quelque chose.

Le sénateur Rivest: Nous, on s'entend bien. . .

M. Ringma: En ce qui a trait au Comité directeur, pourquoi ne s'est-il pas rencontré au retour, au mois de septembre? La même chose se produit encore aujourd'hui. Le Comité directeur ne se rencontre jamais et rien n'est prévu pour l'avenir. Donc, je n'ai jamais le droit de parole. C'est pourquoi j'ai soulevé la question de cette façon—là aujourd'hui.

Je crois que vous me connaissez assez pour savoir que s'il y avait eu moyen de régler l'affaire normalement, je n'aurais pas procédé ainsi. Je termine en disant que j'accepte totalement la décision du comité.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Depuis que je suis membre du comité, par politesse, nous avons toujours informé la cogreffière lorsque nous voulions déposer une motion ou une résolution. Comme il s'agit du Comité mixte permanent des langues officielles, la cogreffière fait publier la motion dans les deux langues.

Que M. Ringma veuille le faire seulement en anglais, c'est très bien. Je l'accepte de M. Ringma. Je ne voudrais pas qu'il s'étouffe sur le bilinguisme parce que j'ai trop d'estime pour lui. Mais il sait sûrement qu'on donne habituellement un préavis, que ce soit en anglais ou en français. Je ne connais pas le contenu des motions de M. Ringma. Elles sont peut-être très bonnes, mais j'aurais bien aimé en être informé à l'avance au lieu d'être pris par surprise par la présentation de motions alors que l'ordre du jour est déjà très chargé.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur Ringma, vous avez là un peu la réponse à votre question. Nous allons maintenant procéder à. . .

M. Ringma: J'aimerais répondre à M. Bellemare que nous avons donné au cogreffier du comité un préavis de 24 heures. Ce n'était donc pas une surprise.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Excusez. . .

M. Ringma: Nous l'avons fait il y a 24 heures, en conformité du Règlement.

Mr. Bellemare: I became aware of your motion about 20 minutes ago.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): You may have informed the clerk that you wished to put forward some motions, however committee members were not told about the fact that motions were to be presented nor about their subject matter. So we will deal with Mr. Ringma's three motions at our next meeting.

Mr. Collet, you have the floor.

Mr. Roger Collet (Assistant Deputy Minister, Canadian Identity, Department of Canadian Heritage): We would like to thank you for inviting us to discuss the implementation of sections 41 and 42 of the Official Languages Act. I would like to start by saying that our Deputy Minister, Ms Suzanne Hurtubise, regrets that she cannot be with us and sends you her greetings. She is appearing before another committee at the moment.

I would also like to introduce my officials: Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Support; and Charlotte Cloutier, Director, Inter-Departmental Cooperation, a director responsible specifically for implementing section 41 of the Official Languages Act in the Department of Canadian Heritage.

Before continuing, I would like to tell you about the binders we have brought for you. We won't go into all the details, and I would just like to tell the joint clerk that our objective was to. . .

Since this is our first meeting on sections 41 and 42, we wanted to give you all the information you will need for the next few months, and maybe even years. The binders contain a copy of my opening remarks. There is also a summary of measures included in the 1995-96 action plan for each province and territory. We have broken them down by province and territory.

They also contain the action plan of the Department of Canadian Heritage for this year. We have included as well the newsletter 41-42, which we prepared at the request of clients, and which is distributed to them, both in the community and in the departments concerned, to tell them about the progress we're making.

I will now ask you to turn to tab 2 in the binder. You will find there an overview of my opening remarks.

You will recall that in the summer of 1994, there was a Cabinet decision on a governmental accountability framework for the implementation of sections 41 and 42. Section 41 reads as follows:

The Government of Canada is committed to enhancing the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and supporting and assisting their developments; and fostering the full recognition and use of both English and French in Canadian society.

All federal government departments and institutions are required to comply with this provision.

M. Bellemare: J'ai été saisi du texte de votre motion il y a environ 20 minutes.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous avez peut-être informé le greffier du fait que vous aviez des motions à présenter, mais les membres du comité n'ont été informés ni de la présentation de ces motions ni de leur contenu. Donc, lors de la prochaine séance du comité, nous allons traiter des trois motions présentées par M. Ringma.

Monsieur Collet, la parole est à vous.

M. Roger Collet (sous-ministre adjoint, Identité canadienne, ministère du Patrimoine canadien): Nous vous remercions de votre invitation à traiter de la question de la mise en oeuvre des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles. Je voudrais tout d'abord vous transmettre les regrets de notre sous-ministre, Mme Suzanne Hurtubise, qui témoigne devant un autre comité et qui vous transmet ses salutations.

Je voudrais aussi vous présenter mes collaborateurs, Hilaire Lemoine, directeur général des Programmes d'appui aux langues officielles, et Charlotte Cloutier, directrice de la Concertation interministérielle, direction qui s'occupe plus précisément de la mise en oeuvre de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles au sein du ministère du Patrimoine canadien.

Avant de poursuivre mes remarques, je voudrais d'abord vous dire que vous trouverez, dans la documentation que nous vous avons présentés, de petits documents, des cartables. Nous n'entrerons pas dans tous les détails, et j'aimerais dire aux cogreffiers que le but était de. . .

Comme il s'agit de notre première rencontre pour discuter des articles 41 et 42, nous avons voulu vous donner toute l'information qui sera pertinente au cours des prochains mois et peut-être même des prochaines années. Vous trouverez, dans ces documents, la présentation d'ouverture que je me propose de faire. Vous trouverez aussi le sommaire des mesures incluses dans les plans d'action 1995-1996, par province et par territoire. Nous les avons catégorisées par province et par territoire.

Vous y trouverez aussi le plan d'action du ministère du Patrimoine canadien pour l'année en cours et le bulletin 41-42, un petit bulletin que nous avons fait à la demande des clients et qui est distribué à ces derniers, tant dans la communauté que dans les ministères visés, pour les informer des progrès que nous réalisons.

Je vous demande maintenant de passer à l'onglet 2 dans la présentation. Cela vous donnera un aperçu de mes commentaires d'ouverture.

Vous vous souviendrez qu'à l'été 1994, la décision du Cabinet avait été d'imposer un cadre de mise en oeuvre de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles. Je répète brièvement l'article 41 qui dit bien:

41. Le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Tous les ministères comme toutes les institutions du gouvernement fédéral sont tenus de respecter les dispositions de cet article.

Section 42 of the Act reads as follows:

The Secretary of State of Canada. . .

—who is now with the Department of Canadian heritage—

in consultation with other minister of the Crown, shall encourage and promote a coordinated approach to the implementation by federal institutions of the commitments set out in section 41. d As a result of the mandate given to the Department of Canadian Heritage, Minister Dupuis, in August 1994, made a presentation to his Cabinet colleagues. Cabinet made a decision regarding the implementation of section 41. This we call the government framework.

L'article 42 de la loi dit:

Le secrétaire d'État du Canada,

qui fait maintenant partie du ministère du Patrimoine canadien,

en consultation avec les autres ministères fédéraux, suscite et encourage la coordination et la mise en oeuvre par les institutions fédérales de cet engagement. C'est à la suite de mandat qui avait été donné au ministère du Patrimoine canadien que le ministre Dupuy, en août 1994, a fait une présentation à ses collègues du Cabinet, qui a pris la décision que nous appelons le cadre gouvernemental pour la mise en oeuvre de 41.

• 1555

As you can see from the notes at tab 2, the decision consisted of three main components.

First, there was promoting awareness and accountability among the 26 key institutions.

In its 1994 decision, Cabinet said that section 41 applied to all federal government departments, agencies and institutions. However, following lengthy consultations with the francophone and anglophone communities of Canada, we determined that there were 26 key institutions, and the Cabinet decision applies to the 26 institutions mentioned in your binder.

The decision stated, first, that these 26 key institutions would begin formal consultations—I repeat formal consultations—with representative organizations throughout the country. It stated, second, that each institution should develop an action plan, and, third, that the action plans should be tabled in the House of Commons in the context of the annual report of the Department of Canadian Heritage.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Excuse me, just a moment, Mr. Collet. The joint clerk is in the process of distributing French and English versions of the action plans of the 26 institutions covered under the memorandums of understanding.

Mr. Collet: Why do we have interdepartmental co-operation for the official language communities of this country? The idea, of course, is to promote the development of these communities and to guarantee their full participation in Canadian society as regards their culture, economy and human resources development.

These three areas were identified as a result of one year and a half of consultations by the Department of Canadian Heritage—formerly the Secretary of State Department—with representative communities. They told us these were the three main areas. The next objective was to counter assimilation and to ensure the communities' full development and participation in Canadian identity.

I would now like to make a few brief comments on the context in which we had to work following the Canadian government's decision in August 1994.

Cette décision, que vous avez à l'onglet 2, comporte trois grandes lignes.

Il y a d'abord la sensibilisation et la responsabilisation des 26 institutions clés.

Le Cabinet disait, dans sa décision de 1994, que l'exigence de 41 s'imposait à toutes les institutions, agences et ministères du gouvernement fédéral. Mais à la suite de longues consultations avec les communautés francophones et anglophones, communautés de langue officielle au Canada, nous avons établi qu'il y avait 26 institutions clés, et la décision du Cabinet s'applique à ces 26 institutions que vous retrouverez dans votre cartable.

La décision énonçait, premièrement, que ces 26 institutions clés amorceraient des consultations formelles—je dis bien formelles—avec les organismes représentatifs à travers le pays; deuxièmement, que chacune des institutions devait développer des plans d'action; et, troisièmement, que ces plans d'action devaient être présentés et déposés à la Chambre des communes dans le contexte du rapport annuel du ministre du Patrimoine canadien.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Un moment, s'il vous plaît, monsieur Collet. À ce propos, la cogreffière est justement en train de distribuer, en anglais et en français, les plans d'action des 26 organismes faisant partie des protocoles d'entente.

M. Collet: Pourquoi la concertation interministérielle pour les communautés de langue officielles au pays? C'est, bien sûr, pour le développement de ces communautés—là et pour assurer leur participation pleine et entière à la société canadienne aux points de vue culturel, économique et du développement des ressources humaines.

Ces trois secteurs avaient été retenus à la suite de consultations échelonnées sur un an et demi que le ministère du Patrimoine canadien—le Secrétariat d'État à l'époque—avait tenues auprès des communautés représentatives, qui disaient qu'il s'agissait là des trois domaines clés. Ensuite, c'était pour contrer l'assimilation et assurer leur plein développement et leur participation à l'identité canadienne.

J'aimerais faire quelques remarques sur le contexte dans lequel nous avons dû travailler à la suite de la décision du gouvernement canadien en août 1994.

The announcement made a year and a half ago led to many expectations on the part of the communities. It took a long time to ensure that the government machinery within these 26 institutions was developed, and that the institutions understood their obligations. We also had to make sure we had the tools required to begin discussions and consultations with the client groups.

I acknowledge that, seen from the outside, the many meetings of coordinators, the identification of coordinators for each department, the numerous meetings, the information kits and the guide prepared to help each of the 26 institutions to draft their plans might not seem like much in concrete terms. We often talk about our national meetings and consultations with national groups and provincial representatives of official language minority communities.

However, given the government structure within which we work, we thought it was essential to invest in this type of initial co-operation to ensure a much more efficient implementation of the provision in the long term.

In your kits you will find information about the work done and tools developed to support the 26 departments and institutions in the implementation of the section.

L'annonce a été faite, il y a un an et demi, et cela a créé beaucoup d'attentes au niveau des communautés. Il a fallu mettre énormément de temps pour s'assurer que la machinerie gouvernementale, au sein de ces 26 institutions, soit mise au point, que cette chose soit comprise par les ministères clés et que nous ayons les outils nécessaires pour entamer les discussions et les consultations avec les groupes-clients.

Je reconnais que, vus de l'extérieur, les nombreuses réunions de coordonnateurs, l'identification des coordonnateurs pour chacun des ministères, les rencontres, les trousseaux d'information et le guide qui a été rédigé pour aider chacune des 26 institutions à préparer les plans—on parle souvent de rencontres nationales et de consultations des groupes nationaux et des représentants provinciaux des communautés de langues officielles—ne semblent pas être un produit tangible.

Cependant, dans la structure gouvernementale dans laquelle nous travaillons, nous avons cru qu'il était primordial d'investir dans ce genre de collaboration initiale pour assurer le développement et la mise en oeuvre à long terme d'une façon beaucoup plus efficace.

On parle dans vos trousseaux d'explication des travaux et des outils qui ont été élaborés pour appuyer les 26 institutions et ministères dans la mise en oeuvre.

• 1600

We ensured that there was a dialogue between officials and the community. That was one of the major criticisms. The Department of Canadian Heritage and the Secretary of State Department before it had on-going discussions with groups representing the official language minority communities. However, many departments were not accustomed to having these discussions, and did not know the spokespersons in the communities. As a result, at the Minister's request, our department played a liaison role.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm sorry, but we're going to have to adjourn the meeting.

Mr. Collet, I would ask you to get in touch with the joint clerk's office to set a date for another meeting as soon as possible. I'm not talking about January or February, but rather next week.

Mr. Collet: We are available, Madam Chair. Just tell us when you would like us to come back.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): The meeting is adjourned.

Nous avons fait en sorte que les fonctionnaires et les communautés se parlent. C'était l'une des grandes critiques qui avaient été faites. Le ministère du Patrimoine canadien et le Secrétariat d'État auparavant avaient entretenu des discussions continues avec des groupes représentatifs des communautés de langue officielle. Cependant, beaucoup de ministères n'en avaient pas l'habitude et connaissaient mal les interlocuteurs des communautés. Donc, à la demande du ministre, notre ministère a assumé un rôle de liaison.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je regrette, mais nous devons ajourner les délibérations du comité.

Monsieur Collet, j'aimerais que vous communiquiez avec le bureau de la cogreffière pour fixer une autre rencontre le plus tôt possible. On ne parle ni de janvier ni de février, mais plutôt de la semaine prochaine.

M. Collet: Madame la coprésidente, nous sommes disponibles. Vous n'avez qu'à nous dire quand vous voulez que nous revenions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La séance est levée.

Tuesday, November 28, 1995

Le mardi 28 novembre 1995

• 1530

[Translation]

[Français]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Order, please.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre, s'il vous plaît.

All members have received the agenda. The first item of business is consideration of motions from Mr. Ringma.

Tous les députés ont reçu l'ordre du jour. Le premier sujet est l'étude des motions de M. Ringma.

I will now read Mr. Ringma's motions.

Mr. Allmand.

[English]

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): I'd like to speak on a point of order. The notices of this meeting, which are these green notices, say the order of business for the meeting is a briefing session on sections 41 and 42 of part VII of the Official Languages Act, and note that the witnesses on this subject will be officials from the Department of Canadian Heritage. There's no indication on the notice of meeting that we're going to deal with motions from Mr. Ringma. It's true, they're on this white agenda paper, but they're not on the official notice of meeting.

I want to put to you very strongly that when a meeting is called for a specific purpose, the meeting is to deal with this purpose unless there's unanimous agreement to the contrary at the beginning of the meeting.

I would argue, if this is the case, that we should first deal with the witnesses who have been planned for and arranged for. The least we can do is hear the motions of Mr. Ringma at the end of the meeting. They might take considerable time and I think it would be wrong to delay the original purpose of the meeting for this. At the best, they should be put on the agenda, on the notice of the meeting, for a future meeting.

In other words, when we call a meeting for a specific purpose, the members prepare for the purpose in accordance with the notice of meeting. I only heard about the motions 30 or 40 minutes ago. I'm not prepared for them. They're not on the notice of meeting. I think they're out of order for today's meeting, but by unanimous agreement they could be considered. If they are, I would argue they should be considered at the end of the meeting so we do not delay the original business of the meeting.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand, the clerk says that at the time of sending the notice of today's meeting, she had not as yet received the French version of the motion, but she wanted to make sure the notice was sent out on November 23, which was the day after our last meeting in Wellington.

I can understand that with this green notice you've received, your arguments are correct. But it was decided through a consensus of the members present at the last meeting that we would first deal with these motions today.

I don't know if any other members have comments in regard to—

Mr. Allmand: I'll respond to that.

If you passed a resolution at the last meeting that you would deal with the motions of Mr. Ringma at this meeting, this should stand. Nevertheless, it should have been on the notice of meeting, even if you didn't have the exact terms of Mr. Ringma's motions. You could have put in general terminology on the notice of meeting that we would deal with motions from Mr. Ringma.

Je vais maintenant donner lecture des motions de M. Ringma.

Monsieur Allmand.

[Traduction]

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): J'invoque le Règlement. Si l'on se fie à l'avis de convocation, autrement dit à la feuille verte, le comité se réunit aujourd'hui pour entendre des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien l'entretenir des articles 41 et 42 de la partie VII de la Loi sur les langues officielles. L'avis ne précise pas que le comité doit débattre les motions de M. Ringma. Il est vrai que l'ordre du jour, soit la feuille blanche, en fait mention, mais pas l'avis de convocation officiel comme je viens de le dire.

Je veux que vous compreniez bien que lorsqu'une réunion a été convoquée dans un but précis, l'ordre du jour ne devrait pas être modifié à moins que le comité y consente unanimement en début de séance.

S'il y a modification de l'ordre du jour, je crois qu'on devrait d'abord entendre les témoins qui ont été convoqués à comparaître devant le comité. Si nous devons débattre les motions de M. Ringma, faisons-le en fin de séance. En effet, cela nous prendra peut-être passablement de temps, et je ne pense pas qu'il convienne de retarder l'étude du sujet pour lequel cette réunion a été convoquée à l'origine. Je crois d'ailleurs que l'examen de ces motions devrait figurer à l'ordre du jour d'une réunion subséquente du comité et que l'avis de convocation de cette réunion devrait le préciser.

Autrement dit, lorsqu'une réunion est convoquée dans un but précis, les membres du comité se préparent en conséquence. Je n'ai appris l'existence de ces motions qu'il y a 30 ou 40 minutes. Je ne suis pas prêt à les débattre. L'avis de convocation n'en fait pas mention. J'estime qu'elles sont irrecevables aujourd'hui, mais si tous les membres du comité y consentent, nous devrions en débattre à la fin de la réunion pour ne pas retarder l'étude du sujet à l'ordre du jour de la réunion d'aujourd'hui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Allmand, la greffière me dit qu'au moment d'envoyer l'avis de convocation pour la réunion d'aujourd'hui, elle n'avait pas reçu la version française de ces motions. Elle voulait cependant que l'avis de convocation soit envoyé le 23 novembre, soit le jour suivant la dernière réunion que nous avons tenue à l'édifice Wellington.

Vos remarques au sujet de l'avis de convocation sont tout à fait fondées. Lors de la dernière réunion, il a cependant été décidé par consensus que ces motions figureraient à l'ordre du jour d'aujourd'hui.

• 1535

Quelqu'un d'autre a-t-il des remarques à faire à ce sujet. . .

M. Allmand: J'ai quelque chose à ajouter.

Si, à sa dernière réunion, le comité a adopté une résolution voulant que les motions de M. Ringma soient débattues aujourd'hui, il faut évidemment s'y conformer. Je continue de croire que l'avis de convocation aurait dû le préciser, et il n'était pas nécessaire pour cela qu'on ait le libellé exact de ces motions. Il aurait suffi que l'avis de convocation mentionne de façon générale que le comité allait étudier les motions de M. Ringma.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): I agree.

Mr. Allmand: I respect the fact that you decided at the last meeting to deal with these motions, but I would still argue that motions such as procedural motions should be dealt with at the end of the meeting, since we have witnesses here from the public service. I have a lot to say about those motions, and I don't think they will be dealt with in five minutes.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): It was the consensus of the members to deal with them first thing today on our agenda. If I have to go through the minutes of—

Mr. Allmand: You agreed to this as well?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): We had agreed to this.

Mr. Allmand: Then I'm bound by your decision. I think it's a bad decision, but I'll have to respect it.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): I also have to tell you, Mr. Allmand, we have a possible vote around 5:30 p.m. We have made a commitment to deal with these motions, and we will do so today.

If any other members—

Mr. Allmand: If you've passed a motion to this extent, I respect it. I only ask in future that the clerk put these things on the agenda of the meeting.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): Agreed.

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): If I recall, there was also unanimous agreement around the table that we'd only spend half an hour on this.

Mr. Allmand: So there's closure as well.

Mr. Bélanger: No.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): Let's deal with the motions right now.

[Translation]

The first motion reads as follows:

That the members of this committee do hereby request the presence of the Commissioner of Official Languages, and other officials as may be necessary, to appear as witnesses before the Standing Committee in order to answer in detail, questions relating to the expenditure of additional funds for the Commissioner of Official Languages as outlined in Vote 25a of the Supplementary Estimates for the fiscal year ending March 31, 1996.

Mr. Ringma.

[English]

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): If I may, partly in response to Mr. Allmand's intervention and partly to introduce the three motions, I have several things to say.

First, at the meeting you were not at last week, Mr. Allmand, I had a motion on the floor of this committee when the witnesses started to give their testimony. My motion was sort of brushed aside because there were several people speaking to it. Before we could come to a vote on the motion, the witnesses took over and away we went.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Je suis d'accord avec vous.

M. Allmand: Je respecte le fait que le comité ait décidé lors de la dernière réunion d'étudier ces motions, mais je continue de soutenir que des motions de procédure devraient être débattues à la fin de la séance puisque nous avons convoqué comme témoins des fonctionnaires. Moi, j'ai beaucoup de choses à dire au sujet de ces motions, et je crois qu'il faudra y consacrer plus de cinq minutes.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Il y a eu consensus la dernière fois au sein du comité pour que nous nous penchions d'abord sur ces motions aujourd'hui. Si je dois me reporter au procès-verbal. . .

M. Allmand: Il y a eu consensus là-dessus également?

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Oui.

M. Allmand: Dans ce cas, je me plie à votre décision. Je pense que c'est une mauvaise décision, mais devrai la respecter.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Je dois aussi vous informer, monsieur Allmand, qu'il est possible qu'un vote se tienne à 17h30. Nous nous sommes engagés à débattre ces motions aujourd'hui, et nous le ferons.

Quelqu'un d'autre a-t-il une remarque à faire. . .

M. Allmand: Si vous avez adopté une motion en ce sens, je la respecte. Je demande simplement qu'à l'avenir la greffière veille à ce que l'information pertinente figure sur l'avis de convocation.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): C'est entendu.

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): Si ma mémoire est bonne, par consentement unanime, nous nous sommes aussi entendus pour ne consacrer qu'une demi-heure à cette question.

M. Allmand: On a donc aussi fixé une limite au débat.

M. Bélanger: Non.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Passons tout de suite à l'étude de ces motions.

[Français]

La première motion, se lit comme suit:

Que les membres du Comité demandent, par les présentes, que le commissaire aux langues officielles, et d'autres représentants officiels au besoin, témoignent devant le Comité permanent pour répondre, dans le détail, à des questions concernant l'utilisation, par le commissaire aux langues officielles, de fonds supplémentaires imputés au crédit 25a du Budget des dépenses supplémentaire pour l'exercice se terminant le 31 mars 1996.

Monsieur Ringma.

[Traduction]

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): J'ai plusieurs choses à dire qui se rapportent en partie à l'intervention de M. Allmand et en partie à mes trois motions.

J'aimerais d'abord préciser pour la gouverne de M. Allmand qui n'était pas présent à la réunion de la semaine dernière, que le Comité était saisi d'une motion que je lui avais présenté quand les témoins ont commencé leur exposé. Ma motion a en quelque sorte été écartée parce que plusieurs personnes voulaient intervenir. Avant que nous ne puissions procéder à un vote, les témoins ont commencé à faire leur déclaration.

Part of my reason for saying this is that this committee does not operate in an orderly way. It's been part of the problem I have had ever since I've been here. This committee is a committee of Parliament—

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): Mr. Ringma, we have a motion, and it's actually your motion, up for discussion. Do you wish to comment on the motion I've just read before the committee?

Mr. Ringma: I wish to comment, Madam Chair. I have four points to make here, and they're relevant to all of the motions.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): Mr. Ringma, do you have some comments pertinent to the motion I just read to the members of this committee?

Mr. Ringma: Madam Chair, they are pertinent to all of them. They include the fact that we were discussing last week the need to have these motions of mine presented in both languages.

• 1540

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): We have dealt with that since the beginning of this committee, Mr. Ringma, and you have at all times—

Mr. Ringma: I have a point to make here. I want to make it and I'm not going to be shut off by you again.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): Is it pertinent to this motion? We are discussing—

Mr. Ringma: It is pertinent to the whole business I'm trying to put across here. Don't muzzle me, please.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): I'm sorry.

Mr. Allmand: I have a point of order. Mr. Ringma has asked for order. One of the principal rules of order is that you address the motion on the floor. You've announced a motion. I think it's in order for Mr. Ringma to address that motion and nothing else.

There are three motions. When you get to the second one, he should address that one. When it gets to the third one, he should address that one. It's not in order to discuss three motions at once when one is on the table. If he wants order and obedience of the rules of order, those are the rules of order.

Mr. Ringma: May I ask this then? Are we not trying to promote democracy here? Are we trying to squelch things by saying, you address just that?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): Mr. Ringma, for the fourth—

Mr. Ringma: I have about four main things that are relevant to the whole atmosphere of this committee.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): Mr. Ringma, we agreed last week that the members of this committee would discuss your three motions. You have three motions. We're going to do it in an orderly way, one by one. If you have other motions or comments not pertaining to the three specific motions, you are welcome to put forth another motion pertaining to the subjects you want to discuss.

Je suis d'avis que le comité ne fonctionne pas de façon ordonnée. C'est un problème que je constate depuis que j'y siége. Or, le comité est un comité du Parlement. . .

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Monsieur Ringma, nous sommes saisis d'une motion, et c'est même votre motion. Avez-vous quelque chose à ajouter au sujet de la motion que je viens de lire?

M. Ringma: Oui, madame la présidente. J'ai quatre remarques à faire qui se rapportent à chacune des motions.

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Monsieur Ringma, vos remarques se rapportent-elles à la motion que je viens de lire?

M. Ringma: Madame la présidente, mes remarques se rapportent à toutes les motions. Je voulais notamment souligner que la semaine dernière on m'a dit que je devais présenter mes motions dans les deux langues officielles.

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Le comité a abordé cette question dès le début de ses travaux, monsieur Ringma, et à chaque fois vous avez. . .

M. Ringma: J'ai une remarque à faire à ce sujet et je vais la faire. Je n'accepterai pas que vous m'empêchiez encore une fois de parler.

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Votre remarque se rapporte-t-elle à cette motion? Nous sommes saisis. . .

M. Ringma: Elle se rapporte à toute cette question. Je vous prie de ne pas me bâillonner.

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Excusez-moi.

M. Allmand: J'invoque le Règlement. M. Ringma a demandé qu'on respecte le Règlement. Or, l'un des principes de base du Règlement, c'est que les interventions doivent porter sur la motion dont est saisi le comité. Vous avez lu une motion. Je crois qu'il convient que M. Ringma intervienne sur cette motion seulement et sur rien d'autre.

Comme il y a trois motions, lorsque nous nous pencherons sur la deuxième, il pourra intervenir sur celle-là. Il fera de même lorsque nous serons saisis de la troisième. Il est contraire au Règlement de discuter de trois motions à la fois. S'il souhaite que le comité fonctionne de façon ordonnée, voilà comment nous devrions procéder.

M. Ringma: Puis-je poser une question? Cherche-t-on ici à favoriser le processus démocratique ou cherche-t-on à bâillonner les gens?

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Monsieur Ringma, pour la quatrième fois. . .

M. Ringma: J'ai quatre remarques à faire qui se rapportent au climat qui règne au comité.

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Monsieur Ringma, les membres du comité se sont entendus la semaine dernière pour discuter de vos trois motions. Nous allons étudier de façon ordonnée les motions l'une après l'autre. Si vous avez d'autres motions à présenter ou si vous voulez faire des remarques qui s'écartent des trois motions que nous avons convenu de débattre, libre à vous de présenter une quatrième motion.

Right now, we are discussing the motion I have just read to the members. For the last time, do you have some comments pertaining to this particular motion, Mr. Ringma?

Mr. Ringma: Madam Chairman, particular to this specific motion about the Commissioner of Official Languages, we have tried in the last year to get meaningful responses to questions concerning the cost of official languages. What I find now is that we have the supplementary estimates that have been tabled in the House. They have been recognized as being here. Because we do not have a steering committee, I'm afraid there isn't going to be debate on this, or that it will be debated not at a timely intervention. Because there is no steering committee, we are left asking if this will be discussed and when it will be discussed. That is the reason I've presented this motion that the supplementary estimates be discussed by this committee, as I hope will be the case with all other committees in this House.

That's really all I have to say. Do we have the intent of this committee to discuss supplementary estimates as they pertain to the official languages commissioner?

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Do members have anything else to say about Mr. Ringma's motion?

If not, we will then vote on the motion. All those in favour please say ye.

Motion carried

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Since the committee unanimously passed Mr. Ringma's motion, we will ask the Commissioner of Official Languages to come and discuss Vote 25a of the Supplementary Estimates.

The Office of the Commissioner of Official Languages has already been informed that we want to meet with its officials as soon as possible so that we can report to the House by December 10 at the latest.

[English]

We have to report to the House by December 10 at the latest. The commissioner's office has been advised that we want him to be here to answer questions from the members.

Mr. Ringma: Okay. Again, I'm not trying to be antagonistic. I'm trying to be helpful in the work of this committee. If the steering committee had been in place, I think it would have looked at this and said, let's have it on November 22 or 29 or whatever. We're not doing that. But anyway, we now have it there. That's fine; that's some progress.

En ce moment, nous discutons de la motion que je viens de lire. Pour la dernière fois, monsieur Ringma, vos remarques se rapportent-elles à cette motion?

M. Ringma: Madame la présidente, au sujet spécifiquement de cette motion qui se rapporte au commissaire aux langues officielles, nous avons essayé au cours de l'année d'obtenir des réponses détaillées aux questions que nous nous posons au sujet des coûts de la mise en oeuvre de la Loi sur les langues officielles. Le budget des dépenses supplémentaire qui est de notre ressort a été déposé à la Chambre. Comme ce comité ne s'est pas doté d'un comité directeur, je crains qu'il n'y ait pas de débat sur le budget supplémentaire ou qu'il ait lieu à un moment inopportun. En l'absence d'un comité directeur, on peut se demander si cette question fera l'objet d'un débat. Voilà pourquoi j'ai proposé que le comité discute du budget supplémentaire qui le concerne et j'espère que tous les comités de la Chambre en feront autant.

Voilà vraiment tout ce que j'ai à dire à ce sujet. Le comité est-il d'accord pour que nous discutons des fonds réservés au commissaire aux langues officielles dans le budget des dépenses supplémentaire?

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Y a-t-il des députés qui aimeraient ajouter quelque chose en ce qui a trait à la motion de M. Ringma?

Non? Nous passerons alors au vote sur la motion. Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

La motion est adoptée

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le comité a adopté à l'unanimité la motion de M. Ringma. Donc, nous demanderons au commissaire aux langues officielles de venir discuter du crédit 25a du Budget des dépenses supplémentaire.

Le Bureau du commissaire a déjà été averti que nous voulions le rencontrer dans les plus brefs délais afin que l'on puisse faire rapport à la Chambre au plus tard le 10 décembre prochain.

[Traduction]

Nous devons en faire rapport à la Chambre d'ici le 10 décembre au plus tard. Le commissaire a été avisé que nous voulions lui poser des questions.

M. Ringma: Je ne cherche pas l'affrontement. J'essaie simplement d'être utile au comité. Si le comité s'était donné un comité directeur, je crois que celui-ci aurait décidé d'étudier la question le 22 ou le 29 novembre, par exemple. Ce n'est pas ce que nous avons décidé de faire. Tant pis, c'est maintenant prévu. C'est un progrès.

• 1545

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I will now read Mr. Ringma's second motion:

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vais maintenant donner lecture d'une deuxième motion de M. Ringma:

That the committee rule on whether the Joint Chair, as a member of an organization called the Société nationale des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, sits in a conflict of interest with regard to her ability to advance the equality of both official languages and, that if such a conflict is found to exist that a vote be held immediately on whether to sustain the Joint Chair.

I would like to make a few technical remarks on the motion.

[English]

The committee cannot rule; the chairs rule.

[Translation]

The motion refers to an organization called the Société nationale des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick. I would like to make the following correction. The organization in question is the Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick.

I would like to say to members of this committee that I certainly hope the Reform Party did not spend huge sums of its constituents' money to hire spies to find out which organizations I work for, because that is very public information.

Mr. Ringma, I am a member not only of the Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, but also of the Conseil économique du Nouveau-Brunswick, the Sainte-Anne de Madawaska Chamber of Commerce, the Edmundston Chamber of Commerce, the Grand-Sault District Chamber of Commerce, in New Brunswick, and so on. I am also a member of a number of non-profit organizations that support very wealthy causes.

I would also like to read to you the mission statement of the Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick:

The Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick acts as a liaison with the provinces' anglophone, Aboriginal and ethnocultural communities as well as with all members of the international Francophonie.

I am very proud of the organization's past, current and future accomplishments. I certainly do not feel my membership puts me in a conflict of interest because, you see, I am also part of two political associations, namely the Liberal Party of New Brunswick and the Liberal Party of Canada, two organizations that promote linguistic duality from coast to coast, unlike some other political parties in this House that fail to adhere to that reality.

I must also point out that the Official Languages Act is an extraordinary tool and I firmly believe in supporting the francophone community throughout the country, as well as the anglophone community in Quebec. . .

I would also like to add that if I were an anglophone residing in the province of Quebec, I would probably be a member of Alliance Québec, an organization I am very familiar with, by the way.

Those are all my comments. Whether or not they offend some people in this room, those are the facts. I swear that is the truth, the whole truth.

Que le Comité décide si la coprésidente, en tant que membre de la Société nationale des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, est en conflit d'intérêts relativement à sa capacité de promouvoir l'égalité des deux langues officielles et, s'il s'avère qu'un conflit d'intérêts existe, qu'un vote soit pris immédiatement sur le maintien en fonction de la coprésidente.

J'aimerais faire quelques remarques techniques au sujet de la motion.

[Traduction]

Le comité ne peut pas rendre de décision, c'est la présidence qui le fait.

[Français]

La motion mentionne un organisme qui s'appelle la Société nationale des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick. J'aimerais apporter la correction suivante. L'organisme en question s'appelle la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick.

Sur ce, j'aimerais dire aux membres de ce comité que j'espère que le Parti réformiste n'a pas dépensé des sommes extraordinaires de l'argent de ses partisans pour embaucher des agents secrets pour trouver dans quelles associations je milite, parce que ce sont des choses tout à fait publiques.

Monsieur Ringma, je fais partie non seulement de la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, mais également du Conseil économique du Nouveau-Brunswick, de la Chambre de commerce de Sainte-Anne-de-Madawaska, de la Chambre de commerce d'Edmundston, de la Chambre de commerce District de Grand-Sault, au Nouveau-Brunswick, etc. Je fais aussi partie d'un nombre considérable d'organisations à but non lucratif qui font toutes la promotion de très bonnes oeuvres.

J'aimerais aussi vous faire part de l'énoncé de mission de la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick:

La Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick établit des relations constructives avec les communautés anglophone, autochtone et ethnoculturelles de la province, de même qu'avec l'ensemble de la Francophonie internationale.

Je suis très fière des réalisations passées, actuelles et sûrement à venir de cette organisation. Je ne me sens nullement en conflit d'intérêts parce que, voyez-vous, en même temps, je fais partie de deux associations politiques qui s'appellent respectivement le Parti libéral du Nouveau-Brunswick et le Parti libéral du Canada, deux organisations qui font la promotion de la dualité linguistique d'un océan à l'autre, contrairement à certains autres partis politiques en cette Chambre qui n'adhèrent nullement à cette réalité.

Je dois aussi vous dire que la Loi sur les langues officielles est un outil tout à fait extraordinaire et que je suis persuadée que mon appui à la communauté francophone à travers le pays, ainsi qu'à la communauté anglophone au Québec. . .

J'ajouterai que, si j'étais anglophone et résidente de la province de Québec, j'aurais probablement une carte de membre d'Alliance Québec, une organisation que je connais très bien d'ailleurs.

Voilà mes commentaires. Qu'ils aient ou non offusqué certaines personnes dans cette salle, ce sont des faits. C'est la réalité et toute la vérité, je le jure.

• 1550

Do any other members have something to say?

[English]

Mr. Ringma: Am I allowed to bring up a point of order, or am I just not heard here at all? Am I non-existent as a member of this committee?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, when you ask to discuss a motion and it is brought forth in front of this committee, I think every member of this committee has the right to comment on the motion without disrespect from any other members around this table. As you ask for respect, I think that respect engenders respect.

I made my comments. I'm sorry you tried to interrupt me, but I made the comments and the floor is open to any other member around this table who has comments to make pertinent to this motion.

Mr. Ringma, the floor is yours.

Mr. Ringma: I don't think you have the right, as the chair, to make political aspersions while commenting on that motion, to say things that are... you are acting as a spokesman for the Reform Party. This is entirely wrong. You are not a spokesman for the Reform Party. You impugn things to us that are simply not true. I resent that. That is why I made a point of order.

Let me continue to say that the atmosphere in this committee ever since I've been a member—and that's nearly two years now—has been an atmosphere of the promulgation, propagation, and promotion of the French language, certainly not of both official languages. That is a very important point. I've pretty much kept my cool. I've tried to be one against the world, as it were. I don't think it's fair for democracy. I don't think it's fair for this Parliament or for this committee.

The atmosphere here has been totally... whoever the witnesses are, with some exceptions. I will say that I managed to get as witnesses testifying here the Chateaugay Valley English-Speaking Peoples Association. I've tried to get others to testify, for instance the francophones of eastern Ontario. But because we did not have a steering committee, that hasn't come about. There have been some. We've even talked about both sides of the French immersion question.

The atmosphere here has been totally one of promoting the French language, and occasionally we have some little dissertation relative to the English language. Certainly when it comes to discussing the English language, we've had no real discussion of the Quebec provincial language laws, Bill-101 and their subsequent laws, in this committee.

You can look at all of the testimony, all of the proceedings of this committee for the last almost two years, and you'll find that it bears out my statement.

Therefore, I say turn things around. Would an anglophone president of the Alliance for the Preservation of English in Canada, APEC, be tolerated as a chair? I think, without question, the answer would be no. No way.

Y a-t-il d'autres députés qui ont quelque chose à dire?

[Traduction]

M. Ringma: Puis-je invoquer le Règlement, ou n'accorde-t-on aucune attention à mes propos? Ne suis-je pas membre de ce comité?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, lorsque vous demandez que nous discussions d'une motion et que nous le faisons, je crois que tous les membres du comité ont le droit d'intervenir et qu'ils devraient pouvoir compter sur le respect de leurs collègues. Vous qui tenez tant au respect devriez savoir que le respect engendre le respect.

Voilà ce que j'avais à dire. Je regrette que vous ayez essayé de m'interrompre. Y a-t-il quelqu'un d'autre qui veut maintenant intervenir sur cette question?

Monsieur Ringma, vous avez la parole.

M. Ringma: Je ne crois pas que vous ayez le droit, comme présidente, de dénigrer ainsi un parti politique en disant, au sujet de cette motion... vous vous faites le porte-parole du Parti réformiste. C'est absolument faux. Vous n'êtes pas le porte-parole du Parti réformiste. Vous nous attribuez de fausses intentions. Je n'aime pas cela. Voilà pourquoi j'ai invoqué le Règlement.

Permettez-moi de poursuivre. Je suis membre de ce comité depuis près de deux ans, et j'ai toujours constaté qu'il s'est attaché à promouvoir et à favoriser non pas l'usage des deux langues officielles, mais celle du français. C'est un point très important. J'ai jusqu'ici gardé mon calme. Je me suis senti presque seul contre le monde entier. Je ne pense pas que ce soit bon pour la démocratie. Je ne pense pas que ce soit bon pour ce Parlement ou pour ce comité.

Le même point de vue a toujours été exprimé, quels que soient les témoins que nous ayons entendus, à quelques exceptions près. C'est vrai que j'ai réussi à obtenir que nous entendions les représentants de la Chateaugay Valley English-Speaking Peoples Association. J'ai aussi essayé d'obtenir que nous invitions à comparaître des francophones de l'est de l'Ontario. Or, comme ce comité ne s'est pas donné de comité directeur, aucune décision n'a été prise à cet égard. Certains des témoins que nous aurions aimé entendre ont bien comparu devant le comité. Nous avons même discuté des avantages et des inconvénients de l'immersion en français.

L'ambiance qui règne ici montre que le comité se consacre exclusivement à la promotion de la langue française et que nous avons très exceptionnellement des petites discussions sur la langue anglaise. S'agissant de la langue anglaise, nous n'avons jamais eu de véritables discussions sur les lois provinciales du Québec en matière linguistique, notamment sur la Loi 101 et sur les lois qui l'ont suivie.

Tous les témoignages que nous avons entendus, toutes les délibérations que nous avons eues depuis près de deux ans confirment la justesse de l'observation que je viens de faire.

Aussi je trouve qu'il est temps de renverser la vapeur. Accepterait-on comme président de ce comité un anglophone qui serait président de l'Alliance for the Preservation of English in Canada, APEC? Je crois pouvoir affirmer sans aucun doute qu'on répondrait non. Pas question.

It's because I find that your affiliation is really reflected in your attitude to the committee that I've brought about the motion. I would really love to hear other comments on it.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm certain that a member of whatever organization... you've mentioned APEC... I've never been a distinguished guest speaker at any meeting of the Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick. But for the purpose of informing the members of this committee, I can say that on November 24 Mr. Ringma was a very distinguished guest speaker at APEC in Ottawa.

• 1555

Mr. Ringma: What does that have to do with the chair of this committee?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That's just for your information, since APEC was brought up around this table.

[Translation]

Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye (Portneuf): Out of respect for you, since you are the person concerned here, I did not want to interrupt your explanations. However, I am distressed that a member of our committee would think you might be in a conflict of interest just because you belong to an organization that is, in fact, well known and works very openly and publicly.

If you had not spoken first, I would have suggested you rule the motion out of order, because the mere fact of ruling it in order means that someone could table a similar motion aimed at anyone around this table.

You are currently chair of the committee, but anyone of us could be called upon to replace you. When will we be the victims of a motion dealing with our involvement with some association?

You have to have substantiated, serious and indisputable grounds for making allegations of conflict of interest, which is not the case here.

I would therefore ask you, Madam Chair, to rule this motion out of order.

[English]

Mr. Allmand: On a point of order, Madam Chairman, while I respect what Mr. de Savoye is attempting to do, it should have been done before the motion was open to discussion. I presume that when you started commenting on the motion yourself and accepted the intervention of Mr. Ringma, you had decided to receive the motion. Now it's been discussed by three members. Usually the time to rule a motion out of order is before the discussion actually starts.

Now that you've opened it for discussion, I would also like to discuss it and I think other members of the committee would as well.

Si je propose cette motion, c'est que je trouve que votre attitude aux séances du comité est teintée par votre appartenance au groupe en question. J'aimerais bien savoir ce que les autres en pensent.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je suis sûre qu'une personne qui serait membre de quelque association... vous avez parlé de l'APEC... Je n'ai jamais été une distinguée conférencière à aucune assemblée de la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick. Je tiens toutefois à faire savoir aux membres du comité que, le 24 novembre dernier, M. Ringma était un très distingué conférencier invité à la réunion de l'APEC qui a eu lieu à Ottawa.

M. Ringma: En quoi ce que vous dites a-t-il rapport avec la présidence du comité?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je l'ai simplement dit pour la gouverne des membres puisqu'il a été question ici de l'APEC.

[Français]

Monsieur de Savoye.

M. de Savoye (Portneuf): Par respect pour vous, parce que vous étiez la première concernée, je n'ai pas voulu interrompre vos explications. Cependant, je trouve regrettable qu'un membre de notre comité estime qu'il y a possibilité que vous soyez en conflit d'intérêts sur la seule base de votre appartenance à un organisme qui, somme toute, est bien connu et oeuvre de façon ouverte et publique.

Si vous n'aviez pas pris la parole dès le départ, je vous aurais suggéré de déclarer cette motion irrecevable, parce que le simple fait de la recevoir indique qu'il serait possible pour quelqu'un d'autre de présenter ultérieurement une telle motion à l'égard de n'importe qui autour de cette table.

Vous êtes aujourd'hui à la présidence de ce comité, mais n'importe lequel d'entre nous peut être appelé à vous remplacer. À quel moment serons-nous, chacun et chacune d'entre nous, victimes d'une motion faisant état de notre association à tel ou tel groupement?

Pour alléguer une situation de conflit d'intérêt, on doit pouvoir se fonder sur des motifs explicites, sérieux et indiscutables, ce qui n'est pas le cas.

Je vous demande donc, madame la présidente, de juger cette motion irrecevable et hors d'ordre.

[Traduction]

M. Allmand: J'invoque le Règlement, madame la présidente. La démarche de M. de Savoye est peut-être louable, mais il aurait dû présenter sa requête avant qu'on ne commence à débattre de la motion. À partir du moment où vous avez vous-même engagé la discussion sur la motion et que vous avez accepté l'intervention de M. Ringma, j'ai conclu que vous aviez décidé que la motion était recevable. Trois autres membres du comité en ont maintenant discuté. Pour décider qu'une motion est irrecevable, il faut généralement le faire avant qu'on ne commence à en discuter.

Maintenant que vous avez vous-même engagé la discussion sur la motion, je voudrais moi aussi en discuter et je crois que d'autres membres du comité voudraient aussi se prononcer.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bélanger, you have the floor.

[English]

Mr. Bélanger: In a way I'm glad this motion is before us, Mr. Ringma, so we can defeat it. I suspect the vote will be. . . I hope it will be lopsided and that you will vote alone on your motion. I would even encourage you to vote against it yourself, because what you're doing here is not quite acceptable, sir, to the workings of this committee.

I am a member of ACFO, the Association canadienne-française de l'Ontario. I pay \$25 a year to be a member of the local chapter. I do that with pride because actually—you might even approve of this—it's our way in the organization of trying to become self-sufficient in terms of funds, trying not to depend on the goodwill of the government. That would not put me in a conflict of interest, sir, and if you think it does, that's a very good example of the difficulties this country is experiencing.

Being a retired officer of the armed forces and being a member of an association and speaking on behalf of it, I would argue that anybody in the history of this Parliament who has been in such a position would be in a conflict of interest. Our responsibility here is not to determine who may or may not be in conflict of interest, perceived or otherwise. There are laws for that.

I think, sir, that impugning our chair is poisoning the atmosphere. As much as you don't want the atmosphere poisoned—and I respect that—I would hope that you wouldn't contribute to that poisonous atmosphere yourself. That's point number one.

Second, to believe that this committee is acting erroneously by promoting official languages is to not understand the Official Languages Act. I understand that your party wishes to abolish it. That is the official position. But the role of this committee is to observe, to question and to prod those whose responsibility it is to make sure that law is properly applied. That includes the promotion of both official languages in minority situations both inside and outside Quebec.

I have never objected to you inviting witnesses from Alliance Québec or from groups promoting the English language—groups promoting English, not groups attacking the French language as you may want to do at some time. You have to be consistent here.

We're trying to be constructive, not poisonous, yet you've put motions on this floor that are totally destructive. I hope you consider voting against that motion yourself.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bélanger, la parole est à vous.

[Traduction]

M. Bélanger: D'une certaine façon, je suis heureux que nous soyons saisis de cette motion, monsieur Ringma, parce que nous pourrions ainsi la rejeter. Je pense bien que le vote sera. . . J'espère qu'il sera complètement disproportionné et que vous serez seul à voter pour votre motion. Je vous encourage d'ailleurs à voter vous-même contre la motion, puisque ce que vous faites là ne cadre pas du tout, monsieur, avec la façon dont notre comité fonctionne.

Je suis moi-même membre de l'ACFO, l'Association canadienne-française de l'Ontario. Je paye 25\$ par an pour être membre de la section locale de cette association. Je le fais avec fierté, puisque c'est un moyen—qui pourrait même récolter votre approbation—de tenter d'assurer l'autonomie financière de notre association, pour que nous n'ayons pas à dépendre de la bonne volonté du gouvernement. Je ne suis pas pour autant en situation de conflit d'intérêts, monsieur, et si vous croyez que je le suis, vous montrez par là pourquoi nous avons tellement de problèmes au Canada.

Ayant été officier des forces armées et étant membre d'une association et parlant au nom de cette association, je soutiens que tous les parlementaires qui nous ont précédés et qui faisaient partie d'associations semblables auraient été en situation de conflit d'intérêts. Ce n'est pas à nous qu'il incombe de déterminer qui pourrait être en situation de conflit d'intérêts, que le conflit soit réel ou perçu. Il existe des lois à cet égard.

Il me semble, monsieur, qu'en vous en prenant à la présidente du comité, vous empoisonnez l'atmosphère ici. Vous dites que vous ne voulez pas d'une atmosphère empoisonnée—et je vous comprends—et il me semble donc que vous ne devriez pas contribuer vous-même à empoisonner l'atmosphère. Voilà ma première observation.

Par ailleurs, si vous dites que le comité est dans l'erreur en faisant la promotion des langues officielles, c'est que vous ne comprenez pas la Loi sur les langues officielles. Je crois savoir que votre parti souhaite l'abolition de cette loi. C'est la position officielle de votre parti. Cependant, notre comité a pour mandat d'observer, d'interroger et d'aiguillonner ceux qui ont pour tâche de veiller à ce que la loi soit bien appliquée. La responsabilité qui incombe à ces personnes englobe notamment la promotion des langues officielles en situant minoritaire tant au Québec qu'à l'extérieur du Québec.

• 1600

Je ne me suis jamais opposé à ce que vous invitiez des témoins d'Alliance Québec ou de groupes qui font la promotion de la langue anglaise—je dis bien de groupes qui font la promotion de la langue anglaise et non pas de groupes qui s'en prennent à la langue française comme vous voudrez peut-être le faire à un moment donné. Il faut être conséquent.

Nous tentons, non pas d'empoisonner l'atmosphère, mais d'être constructifs, alors que vous présentez à notre comité des motions dont le caractère est on ne peut plus destructif. J'espère que vous songerez sérieusement à voter vous-même contre votre motion.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): Madam Sheridan.

Mrs. Sheridan (Saskatoon—Humboldt): Thank you, Madam Chair. As the other speakers have said, I am not surprised by the motion before us today, but I am offended. I am not surprised because it's typical of the position taken by the members of Mr. Ringma's party.

But without getting into those side issues, I find this motion unacceptable in its very personal attack upon you as our chair. It's particularly ironic given that this is the official languages committee where, among other things, we look at the official languages of our country, the language of work. That our chair would be a member of an organization that... I don't know very much about this organization, but I'm sure it's concerned with the advancement of cultural and linguistic values of a certain group of Canadians. It defies logic, but as I say, I'm not surprised.

I feel I must speak out today because I am the only member of Parliament from western Canada present today on the committee, and I sometimes think that Mr. Ringma's party thinks it is the voice of the west. I want it on the record that I find this motion to be shameful and despicable, and I can't think of another word from the thesaurus to add to that. It certainly doesn't represent the views of a lot of people from the west.

I'm just wondering if Mr. Ringma knew that I subscribe to our francophone newspaper in Saskatchewan, *L'Eau vive*, if he wants to question my credentials for sitting on this committee. God knows I do read it, and it probably skews my vision of Canada when I read that newspaper.

In my riding of Saskatoon—Humboldt there are very small francophone communities, 3% of the total population, and yet St-Isidore-de-Bellevue, Prud'homme, Vonda, *et une autre* are the heart of the francophone community in Saskatchewan and *les fransaskois et les fransaskoises* put on a festival this year to celebrate that portion of our culture.

So without giving you an apple-pie speech, I have to say that when I've attended this committee I've seen Mr. Ringma either leave in a huff because he's unhappy with what's happening, or making the kinds of motions we have today where we're wasting a lot of time on something that in my opinion is deliberately intended to destroy this committee rather than assist in any meaningful debate.

Mr. Ringma says he wants respects for the rules. Along with respect for the rules comes respect for individuals. I think before you're so quick to impugn someone's personal integrity by suggesting that a membership in this organization disqualifies you for the chair or for the position you hold, you should think very carefully about it. This is something I see members of the Reform Party do all the time, as if they have some kind of monopoly on self-righteousness or sanctimony, and I'm sick of it.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Madame Sheridan.

Mme Sheridan (Saskatoon—Humboldt): Merci, madame la présidente. Comme d'autres l'ont dit avant moi, je ne suis pas surprise par la motion dont nous sommes saisis, mais j'en suis offusquée. Je ne suis pas surprise parce qu'elle cadre tout à fait avec la position de membres du parti de M. Ringma.

Sans toutefois vouloir engager le débat sur ces questions connexes, je trouve que la motion est inacceptable parce qu'elle constitue une attaque très personnelle contre vous qui siégez comme présidente de notre comité. La motion est particulièrement ironique du fait que nous sommes ici au Comité des langues officielles où nous avons pour mandat, entre autres choses, de nous intéresser aux langues officielles du Canada, à la langue de travail. Que notre présidente appartienne à une association qui... je ne sais pas grand-chose de cette association, mais je suis sûre qu'elle vise l'avancement des valeurs culturelles et linguistiques d'un certain groupe de Canadiens. La motion défie toute logique, mais, je le répète, je n'en suis pas surprise.

Je me sens l'obligation de prendre la parole aujourd'hui parce que je suis la seule députée de l'ouest du Canada à siéger au comité aujourd'hui, et j'ai parfois l'impression que le parti de M. Ringma s' imagine qu'il est le porte-parole de l'Ouest. Je tiens à faire savoir publiquement que je trouve cette motion honteuse et ignoble, et je n'arrive pas à trouver d'autres synonymes à ajouter à la liste. La motion ne représente certainement pas l'opinion de bien des gens de l'Ouest.

Soit dit en passant, je me demande si M. Ringma sait que je suis abonnée à notre journal francophone de la Saskatchewan, *L'Eau vive*, au cas où il se demanderait si j'ai bien ce qu'il faut pour siéger à ce comité. Le ciel est témoin que lis ce journal et ma vision du Canada s'en trouve sans doute déformée.

Ma circonscription de Saskatoon—Humboldt comprend de très petites localités francophones, qui représentent 3 p. 100 seulement de la population totale. Saint-Isidore-de-Bellevue, Prud'homme, Vonda et une autre localité sont toutefois le cœur de la communauté francophone de la Saskatchewan et les Fransaskois et Fransaskoises ont organisé cette année un festival pour célébrer cet élément de notre culture.

Sans toutefois vouloir me livrer à de pieuses déclarations d'intention, je dois dire que, depuis que j'assiste aux séances de ce comité, j'ai vu M. Ringma ou bien partir en claquant la porte parce qu'il était mécontent de ce qui se passait ou bien présenter des motions du genre de celle dont nous sommes saisis aujourd'hui qui entraînent un énorme gaspillage de temps parce que nous devons débattre de motions qui, à mon avis, ont pour but exprès de détruire le comité au lieu d'apporter une contribution utile au débat.

M. Ringma dit qu'il veut qu'on respecte les règles. Or, le respect des règles va de pair avec le respect des personnes. Il me semble que vous devriez y réfléchir à deux fois avant de vous attaquer à l'intégrité personnelle de quelqu'un en disant que son appartenance à telle association la rend inapte à occuper la présidence ou quelque autre poste. J'ai l'habitude de voir ce genre d'attaque de la part des membres du Parti réformiste; c'est comme s'ils avaient le monopole de la droiture ou de la morale, et j'en ai ras-le-bol.

I want to put my strongest vote of confidence in you, Madam Chair. I've come to know you over the past two years. I know you are a fair-minded individual. And I would add for Mr. Ringma's consideration. He talks about a poisoned atmosphere. I say, look to the source. I also say in response to his comment that he feels he's one against the world that when you're in a world where suddenly everyone is opposing the view you put forward, you might say to yourself, perhaps it's me. Perhaps my point of view isn't the wrong one. You would benefit from the remarks people have made to you—I think, to Mr. Ringma, with patience and respect. I say these comments with respect, but I must say, little patience.

• 1605

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): Any other comments?

Mr. Allmand.

[English]

Mr. Allmand: Madam Chair, we've all come to Parliament and to the committees of Parliament as representatives of political parties, as people with strong political views. We all come from various regions; we come with various mother tongues, mostly English or French, but some with other mother tongues; and we come as members of various political or quasi-political organizations.

It is totally against the tradition of Parliament to suggest that because we belong to organizations that are from our ethnic group or our language group or that are to promote the interests of our community, we're not eligible to be the chair of a committee. As a matter of fact, I'm a member of Alliance Québec. I'm a member of lots of other organizations much more radical than Alliance Québec, the Committee for Peace in Ireland. . . I could go on and on —

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): You don't have to list them.

Mr. Allmand: I can recall that when I was first elected as chair of the justice committee, my eligibility for that position was questioned by members of the Reform Party because I'd taken strong positions on justice issues.

What's important is that you, as chair, despite your background, apply the rules of the House fairly. When you apply the rules, you put aside your political considerations. You always recognize, as the rules and tradition dictate, the member of the official opposition party first; then you go to the Reform Party. I haven't seen you waver in the application of those rules.

The fact that you belong to an organization that promotes the rights of Acadian people is quite reasonable, and that I belong to an organization that promotes the rights of anglophones in Quebec is quite reasonable. Neither of those organizations, by the way, has any policies against the other language. They're for their own group.

On the other hand, I must say about APEC, which was referred to by Mr. Ringma, that I've read their documentation and they're totally against the French language in Canada as an official language. Their writings, day in and day out, are opposed

Je tiens à dire que vous avez mon entière confiance, madame la présidente. Je vous connais depuis deux ans maintenant, et je sais que vous êtes une personne équitable. J'ajoute, à l'intention de M. Ringma, qui parle de l'atmosphère empoisonnée qui règne ici, qu'il n'a qu'à en chercher la source. Par ailleurs, quand il dit qu'il a l'impression d'être seul contre tout le monde, je répondrai que, quand vous êtes seul de votre côté dans un monde où tout le monde s'oppose à votre point de vue, vous avez peut-être intérêt à vous demander si ce n'est pas vous qui êtes dans l'erreur. Vous pourriez tirer parti des observations que d'autres vous font, avec patience et respect, il me semble. Je le dis avec respect, mais je dois avouer que ma patience a atteint ses limites.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Y a-t-il d'autres commentaires?

Monsieur Allmand.

[Traduction]

M. Allmand: Madame la présidente, tous les parlementaires et nombre de comités représentent ici des partis politiques et ont donc des convictions bien ancrées. Nous venons de diverses régions et avons diverses langues pour langue maternelle, quoi que le plus souvent il s'agisse de l'anglais ou du français. Nous appartenons aussi à diverses organisations politiques ou quasi-politiques.

Il va tout à fait à l'encontre de la tradition parlementaire d'affirmer que le fait d'appartenir à une association qui représente notre groupe ethnique ou linguistique ou qui défend les intérêts de notre collectivité nous rend inaptes à assurer la présidence d'un comité. Il se trouve que je suis moi-même membre d'Alliance Québec et d'associations bien plus radicales encore comme le Comité pour la paix en Irlande. . . Je pourrais en énumérer beaucoup. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Il est inutile de les énumérer.

M. Allmand: Quand j'ai été élu pour la première fois président du Comité de la justice, des députés du Parti réformiste ont contesté mon admissibilité à ce poste en raison de positions fermes que j'avais prises dans le dossier de la justice.

Ce qui importe, c'est que vous, comme présidente, malgré votre origine, appliquez équitablement les règlements de la Chambre. Lorsque vous le faites, vous mettez en veilleuse votre parti pris politique. En application des règlements et de la tradition, vous accordez toujours d'abord la parole aux représentants de l'Opposition officielle puis à celui du Parti réformiste. Je ne vous ai jamais vu déroger à cette règle.

Votre adhésion à une association qui défend les droits du peuple acadien est tout à fait raisonnable, tout comme l'appartenance à une association qui défend les droits des anglophones au Québec. Ni l'une ni l'autre association, d'ailleurs, n'a pris position contre l'autre langue; elle défend les intérêts de leur propre groupe.

En revanche, j'ai lu les publications de l'APEC, dont M. Ringma a parlé, et cette association est tout à fait contre le français, langue officielle au Canada. Toute sa propagande est contre. Cette association veut qu'il n'y ait qu'une seule langue

to that. They want one official language in Canada. In any case, I'm sure that if somebody was a member of APEC and they would be a good chairman of a committee, and they could put that aside and apply the rules of the committee fairly, we would accept that individual.

So I'm against this motion very strongly because it is contrary to our entire tradition in Parliament. Nobody could be the chair of any committee because we all belong to organizations that promote political ideas of one sort or another.

I also want to take issue with Mr. Ringma when he says that nobody speaks up for anglophone rights here. I've been doing it for thirty years, not just the last two years. He has suggested only one organization that I know of to appear before the committee, and that was the Chateaugay Valley group, and I supported them. The record will show that I strongly supported them. It was my motion that invited the townshippers, the English-speaking weeklies of Quebec, and the Alliance Québec group.

By the way, because in Quebec we're in the minority position, we also support inviting minority language groups from other provinces, such as the francosaskois, the Acadians, and so on. I come from a linguistic minority in Quebec. Mr. Ringma comes from the majority in his own province and the majority in Canada. He does not represent a minority group; he represents a majority group both in his province and in the country.

I want to urge strongly that we reject this motion. I support Mauril when he says that perhaps Mr. Ringma should rethink the motion, because by passing a motion such as this, he could never be the chair of a committee either. He comes from a political party with very strong views on language rights. If we were to take that into consideration, then we might never elect him. We may not have elected as vice-chair my friend from the Bloc Québécois because he has certain views. Still, we think when he acts as chair he acts fairly. Mr. Ringma might act fairly if he were chair. The fact that you have background in different communities, in different organizations, doesn't mean you can't be chair.

• 1610

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): May I say I'm getting used to this kind of treatment. I've gone from physical abuse in the House to verbal and now written abuse from that party.

[Translation]

Any other comments?

Mr. Ringma.

[English]

Mr. Ringma: As much for Mrs. Sheridan's information as anyone's, I'd like to reiterate that I'm a Canadian who's lived all across Canada. I've lived in Quebec. I've learned the French language. I love Quebec and Quebecers and all people of Canada. I would not have learned the French language if I didn't have this sentiment.

officielle au pays. Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que si un membre de l'APEC s'acquittait correctement de ses tâches de président de comité et pouvait être neutre et appliquer équitablement les règles, nous pourrions accepter cette personne.

Je suis donc tout à fait contre cette motion parce qu'elle est contraire à toute la tradition parlementaire. Personne ne pourrait présider un comité parce que nous appartenons tous à des associations qui avancent telle ou telle idée politique.

Je m'inscris également en faux contre M. Ringma lorsqu'il affirme que personne, ici, ne prend la défense des anglophones. Je le fais depuis 30 ans, et pas seulement depuis les deux dernières années. Il n'a parlé que d'une seule association qui a comparu ici à ma connaissance, et il s'agissait du Chateaugay Valley Group, et j'étais pour. Le compte rendu attestera que j'ai fermement appuyé ce groupe. C'est grâce à une motion que j'ai moi-même présentée qu'ont été invitées l'Association des anglophones de l'Estrie, celle des hebdomadaires anglophones du Québec et Alliance Québec.

Par ailleurs, comme nous sommes en situation minoritaire au Québec, nous sommes pour le fait d'inviter également ici les groupes de langue minoritaire, des autres provinces, comme les Fransaskois, les Acadiens, etc. J'appartiens à la minorité linguistique du Québec. M. Ringma appartient à la majorité linguistique de sa province et du Canada. Il ne représente pas un groupe minoritaire; il représente un groupe majoritaire aussi bien dans sa province que dans le pays.

Je vous invite fortement à rejeter cette motion. Je suis d'accord avec Mauril lorsqu'il dit que M. Ringma devrait réfléchir à nouveau à sa motion parce que si on l'adoptait telle quelle, lui-même ne pourrait jamais devenir président d'un comité non plus. Il appartient à un parti politique qui a des idées bien arrêtées sur les droits linguistiques. Si nous devions en tenir compte, nous pourrions ne jamais l'élire. Nous aurions pu ne pas élire comme vice-président mon collègue du Bloc québécois à cause de certaines de ses vues. Pourtant, lorsqu'il fait office de président, il agit de façon impartiale. M. Ringma pourrait agir avec impartialité s'il était président. Le fait d'avoir des attaches dans divers groupes et diverses associations n'interdit pas que vous puissiez être président.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'ajouterai que je commence à m'habituer à être traitée de cette façon. De la part de ce parti, j'ai subi des mauvais traitements en actes à la Chambre, puis en paroles et enfin par écrit.

[Français]

Y a-t-il d'autres commentaires?

Monsieur Ringma.

[Traduction]

M. Ringma: Pour le bénéfice de Mme Sheridan et de tous les autres, je répète que je suis un Canadien qui a vécu partout au pays. J'ai vécu au Québec. J'ai appris le français. J'ai de l'affection pour le Québec et les Québécois et toute la population canadienne. Je n'aurais pas appris le français si je n'éprouvais pas ce sentiment.

Perhaps naively, I came here as a first-time politician two years ago with the idea we could express our opinions, we could help the unity of our country by working positively together on all factors. Of course our view is different from the Liberal one or the Conservative one, but it's not that different if you come down to basics.

But my experience in this committee over the past two years—and you have not been here this long, nor has Mauril—has been that we've had some positive moments. We've been able to work together to try to get things moving better for everyone who requires service in both languages. But the essential atmosphere in this room and in this committee has been negative. It has. The consequence of this are these motions. They are motions driven out of frustration, saying you're here, you're working against the odds. The frustration comes to a certain level and you say this is enough and let's get it out.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We will now vote on the motion.

[English]

Mr. Allmand.

Mr. Allmand: Mr. Ringma, you've said this committee is interested only in francophone rights. I've found whenever I've come across a violation of anglophone rights in virtue of the Constitution or of the Official Languages Act that I've been able to have it taken up by this committee and by the Office of the Commissioner of Official Languages. When there were allegations from the Sainte-Anne-de-Bellevue veterans' hospital that there was unfairness towards the anglophone veterans, we had a full investigation by the official languages commission. On two or three occasions I was able to raise it at this committee.

I find on the whole that the committee deals with the infractions or the violations whether they're against anglophones or francophones. I've never found the committee has been unfair in dealing with legitimate complaints. I'm talking over a long period of time, not just the present Parliament.

An hon. member: We don't want to debate it, but. . .

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): It's outside this motion, really.

[Translation]

We will now vote on the motion.

All those in favour of the motion please say yea.

[English]

Mr. Ringma: Can we have a recorded vote?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Sure, we can have a recorded vote for your pleasure, Mr. Ringma.

[Translation]

All those in favour of the motion please say yea.

Naïvement peut-être, en néophyte de la politique que j'étais il y a deux ans, j'ai cru qu'on pouvait exprimer ses opinions et favoriser l'unité nationale en collaborant ensemble en tous points. Évidemment, notre avis est différent de celui des Libéraux ou des Conservateurs, mais pas tant que cela si l'on va au fond.

Mais ce que j'ai connu ici au comité depuis deux ans—et vous n'êtes pas ici depuis tout ce temps, pas plus que Mauril—m'a montré que nous avons pu collaborer. Nous avons pu coopérer pour améliorer les choses pour tous ceux qui ont besoin de services dans les deux langues. Mais l'ambiance dans cette salle et dans ce comité a été négative. Oui. Le résultat, ce sont ces motions. Elles sont nées du sentiment d'exaspération qu'on éprouve quand on doit lutter contre le courant. Arrivé à un certain point, on se dit que ça suffit et qu'il faut que ça sorte.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La motion est maintenant mise aux voix.

[Traduction]

Monsieur Allmand.

M. Allmand: Monsieur Ringma, vous avez dit que le comité ne s'intéresse qu'aux droits des francophones. Chaque fois que je constate une atteinte aux droits des anglophones prévus dans la Constitution ou dans la Loi sur les langues officielles, j'ai toujours pu en saisir le comité et le Bureau du commissaire aux langues officielles. Quand le bruit a couru que les anciens combattants de langue anglaise étaient injustement traités à l'hôpital de Sainte-Anne de Bellevue, il y a eu une enquête approfondie du Commissaire aux langues officielles. À deux ou trois reprises, j'ai pu soulever la question au comité.

J'ai trouvé que, dans l'ensemble, le comité s'occupe de ces infractions, peu importe qui est visé, anglophones ou francophones. Le comité n'a jamais fait preuve de partialité lorsque les plaintes étaient fondées. Et je remonte loin en arrière, je ne parle pas uniquement de la législature actuelle.

Une voix: Nous ne voulons pas en débattre, mais. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Cela n'a vraiment rien à voir avec la motion.

[Français]

La motion est maintenant mise aux voix.

Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

[Traduction]

M. Ringma: Peut-on tenir un vote par appel nominal?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Bien sûr, pour vous faire plaisir, monsieur Ringma, nous pouvons tenir un vote par appel nominal.

[Français]

Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien le signifier à haute voix.

[English]

Mr. Allmand: I think what he means by a recorded vote is that the clerk will call the roll and we'll be registered. I'd ask the clerk to do the roll call.

Mr. Ringma: Beauchesne's 815.

[Translation]

Motion defeated 7 to 1

• 1615

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): We will now move on to the third motion.

Senator Roux (Thousand Islands): Madam Chair,

[English]

on a question of privilege and for the record, I would like to oppose very firmly what Mr. Ringma stated this afternoon, that the atmosphere of this committee is negative and the committee is promoting the French language and not promoting the two official languages. I think this is unfair and untrue.

Thank you.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): Mr. Ringma's third motion reads as follows:

That the Joint Chair, Mrs. Ringuette–Maltais, apologize for her remarks as they appear on page 30:15 and, specifically, for her reference to my presence or to the concerns of anglophones before this committee as being: "in a minority situation".

I hope all committee members have received a copy of page 30:15 of the minutes. If you wish, I could read it to you.

Mr. de Savoye: Point of order. I would like to have it in front of me and take time to read it before going any further.

Mr. Allmand: I think we should postpone the discussion because I do not have page 30:15 and do not understand the thrust of the motion. For example, I do not know exactly what the minority situation refers to. This motion is very difficult to understand.

[English]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): I think you have to read the official *Minutes of Proceedings and Evidence* of this committee. The clerk will bring you some copies.

Mr. Bélanger: Are we going to deal with this today, Madam? I don't think we should bring this up again.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette–Maltais): No, we have to deal with it now.

We need to do some work on our witness who has been here for the last meeting and this meeting. Maybe while we get the *Minutes of Proceedings and Evidence* to put you in context, I'll explain that it is in regards to our first meeting when we had a discussion after the elections of the co-chair and vice-chair of this committee.

[Traduction]

M. Allmand: Je pense qu'il veut que la greffière fasse l'appel et inscrive les votes. Je demanderais à la greffière de faire l'appel.

M. Ringma: Le commentaire 815 de *Beauchesne*. . .

[Français]

La motion est rejetée par 7 voix contre 1

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Nous passons maintenant à la troisième motion.

Le sénateur Roux (Mille Isles): Madame la présidente,

[Traduction]

je pose une question de privilège et pour les fins du compte rendu, je veux m'inscrire vigoureusement en faux contre les affirmations de M. Ringma cet après-midi selon lesquelles l'ambiance du comité est négative et que le comité protège le français et non les deux langues officielles. C'est injuste et c'est faux.

Merci.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): La troisième motion de M. Ringma se lit comme suit:

Que la coprésidente, Mme Ringuette–Maltais, présente ses excuses pour ses propos tels qu'ils figurent à la page 30:15, et, plus précisément, pour avoir dit au sujet de ma présence—ou des préoccupations des anglophones—devant le Comité: «Vous vous trouvez dans la minorité».

J'espère que tous les membres du comité ont reçu une copie de la page 30:15 du compte rendu officiel. Si vous le voulez, je peux en faire la lecture.

M. de Savoye: J'en appelle au Règlement. J'aimerais l'avoir entre mes mains et prendre le temps de la lire avant d'aller plus loin.

M. Allmand: Je crois qu'on doit retarder la discussion, parce que je n'ai pas la page 30:15 et que je ne peux même pas comprendre le sens de la motion. Par exemple, je ne connais pas la signification exacte de la situation minoritaire dont il est question. Cette motion est très difficile à comprendre.

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Il faudra lire les *Procès-verbaux et témoignages* du comité. La greffière vous en apportera des copies.

M. Bélanger: Allons-nous nous occuper de cette question, madame la coprésidente? Je ne pense pas qu'il y ait lieu de soulever à nouveau la question.

La coprésidente (Mme Ringuette–Maltais): Non, il faut s'en occuper maintenant.

Il faut s'occuper un peu de notre témoin qui était ici lors de notre dernière séance également. Pendant que nous essayons d'obtenir une copie des *Procès-verbaux et témoignages*, pour vous situer, je vous dirai que cela concerne la première séance, lorsque nous avons eu une discussion après l'élection des coprésidents et du vice-président du comité.

We were talking about the different subjects and issues,

[Translation]

the various issues committee members thought were priorities and wanted to deal with. At the time, Mr. Ringma had said the steering committee might draw up the list of priorities. I pointed out that the steering committee had never met since its members felt we could all agree on the subjects to be dealt with, on the priorities, and on the witnesses we wanted to invite to this committee.

Again on this point about the steering committee, all members seemed to agree with me that everyone could express their priorities for the subjects we would deal with. I told Mr. Ringma:

[English]

maybe you don't feel this way because you're in a minority situation.

• 1620

[Translation]

I will give you a few minutes to read the proceedings. My credibility is again being challenged. However, I do not apologize for making those statements, as they are being questioned, again, from the standpoint of the Reform philosophy.

So I will let you read page 30:15 and give you time to comment on it.

[English]

Mr. Allmand: Madam Chair, I'm now reading the record. From what I understand, when you were saying to Mr. Ringma that he was in a minority situation you meant with respect to votes or the —

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I meant with respect to the steering committee and the fact that because of the composition of the House and this committee, Mr. Ringma is a minority here because he's the sole representative from his party.

Mr. Allmand: I see. That's how I understood it. It has nothing to do with language.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Absolutely not. I think the members around this table know me better than that.

Mr. Ringma: Well, that's more to the point.

Mr. Allmand: Could we have the vote for discussion?

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Are you ready to vote?

[English]

Mr. Ringma: I'd like to have a little more discussion or say a few words, if you wouldn't mind.

On parlait de choses différentes.

[Français]

des différents dossiers que les membres du comité voyaient comme prioritaires et désiraient traiter. À ce moment-là, M. Ringma avait parlé du Comité directeur pour faire la liste des priorités. J'avais indiqué que le Comité directeur ne s'était jamais rencontré étant donné que ses membres ne laissaient pas sous-entendre qu'on ne pouvait pas s'entendre tous ensemble sur les sujets à traiter et l'ordre de priorité à donner aux différents dossiers et aux témoins que nous voulions voir comparaître devant ce comité.

Toujours à propos du Comité directeur, l'ensemble des membres semblaient partager mon point de vue, à savoir que tous pouvaient faire part de leurs priorités sur les sujets à traiter. J'ai dit à M. Ringma:

[Traduction]

vous n'êtes peut-être pas d'accord là-dessus parce que vous vous trouvez dans la minorité.

[Français]

Je vous laisse quelques minutes pour lire le compte rendu. Il est toujours question de ma crédibilité. Cependant, je dois vous avouer que je ne présenterai aucune excuse pour les propos qu'on me reproche, encore une autre fois avec une philosophie réformiste.

Donc, je vous laisse le temps de lire la page 30:15 et, par la suite, vous pourrez commenter.

[Traduction]

M. Allmand: Madame la présidente, je lis actuellement le compte rendu. D'après ce que je vois, lorsque vous dites à M. Ringma qu'il se trouve dans la minorité, vous parliez des votes ou de...

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je voulais dire par rapport au comité directeur et qu'à cause de la composition de la Chambre et du comité, M. Ringma se trouve dans la minorité ici parce qu'il est le seul représentant de son parti.

M. Allmand: Je vois. C'est ce que j'avais compris. Cela n'a rien à voir avec la langue.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Absolument pas. Je pense que les membres du comité me connaissent mieux que cela.

M. Ringma: Voilà qui est encore plus pertinent.

M. Allmand: Pourrait-on mettre la motion aux voix pour qu'on puisse en discuter?

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Êtes-vous prêts pour la mise aux voix?

[Traduction]

M. Ringma: J'aimerais qu'on en discute un peu plus ou que je puisse dire quelques mots, si vous le voulez bien.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Go ahead, Mr. Ringma.

Mr. Ringma: I don't think your remarks there that I'm in a minority situation... In fact, what they indicated to me was part of what we've been going through today on the other motions. Indeed, what you said was you, Bob Ringma, are in a minority and you'd better stay there. I think that minority position stands for the anglophone versus the francophone and not just the Reform. It pertains to my position as a single member versus the rest, and that is what I've been trying to talk about here today. It's very, very much a fact that you're a minority, Ringma; that's why you'd better feel it and that's the only reason you're bringing this up.

In point of fact, as I keep saying, the discussion was on the steering committee and the good that the steering committee could do in directing things, in having a smooth flow of work. But frankly, I had to question your twist on it, so I do question it.

I've heard part of your rebuttal right now, Madam Chair, saying your intent was only to refer to me as a Reformist. Is that true? I ask you.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Any further comments?

Mr. de Savoye: No.

[English]

Mr. Ringma: Again, can we have a recorded vote?

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Madam Clerk, Mr. Ringma would like a recorded vote.

Senator Roux: I abstain, since I was not at that meeting.

Motion defeated 6 to 1

Mr. Bélanger: Point of order. Could we have a recorded vote on Mr. Ringma's first motion or is it too late?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): The Committee has already dealt with that motion.

Mr. Bélanger: I would like the record to show that it was unanimous. It is important for people to recognize that when Mr. Ringma tables a motion, it is not automatically rejected. In fact, one of the three was carried unanimously.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That will be indicated in the minutes of the meeting.

Now let's move on to the second order of business, introduction of witnesses.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Allez-y, monsieur Ringma.

M. Ringma: Je ne pense pas que ce que vous avez dit là à propos du fait que je me trouvais dans la minorité... En fait, ce que ces propos me montrent fait partie de ce que j'ai subi aujourd'hui à propos des autres motions. En réalité, ce que vous avez dit, c'est que vous, Bob Ringma, êtes en situation minoritaire et vous feriez bien d'y rester. Je pense que la situation de minoritaire s'applique au fait d'être anglophone plutôt que francophone et pas seulement au fait d'être un réformiste. C'est lié au fait que je suis seul contre les autres et c'est ce dont j'essayais de parler ici aujourd'hui. C'est tout à fait lié au fait que moi, Ringma, je suis en situation minoritaire. Vous vouliez que je me le tienne pour dit et c'est la seule raison pour laquelle vous y avez fait allusion.

Il se trouve, comme je m'évertue à le dire, que la discussion portait sur le comité directeur et l'utilité que celui-ci pourrait avoir dans l'organisation et la bonne marche des travaux. Mais pour être honnête, il fallait que je conteste le sens que vous lui avez donné, et c'est ce que je fais.

Je viens d'entendre une partie de votre réplique, madame la présidente. Vous avez dit que vous ne parliez que du fait que j'étais réformiste. Est-ce bien le cas? Je vous pose la question.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Y a-t-il d'autres commentaires?

M. de Savoye: Non.

[Traduction]

M. Ringma: Je demande à nouveau un vote par appel nominal.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame la cogref-fièrre, M. Ringma demande un vote par appel nominal.

Le sénateur Roux: Je m'abstiens, parce que je n'étais pas présent à cette réunion.

La motion est rejetée par 6 voix contre 1

M. Bélanger: J'invoque le Règlement. Serait-il possible d'avoir un vote par appel nominal sur la première motion de M. Ringma ou est-il trop tard?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le comité a déjà disposé de cette motion.

M. Bélanger: J'aimerais quand même signifier que c'était unanime. Je crois qu'il est important que les gens se rendent compte que, lorsque M. Ringma présente des motions, elles ne sont pas automatiquement rejetées. En effet, une des trois a été adoptée à l'unanimité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ce sera indiqué dans le procès-verbal du comité.

Nous passons maintenant au deuxième point de l'ordre du jour, soit la présentation des témoins.

• 1625

[English]

Mr. Allmand: I have one point of order as a final comment. I hope that in the future we deal with these sorts of items of business at the end of scheduled meetings so that the witnesses can leave the room and we can deal with this amongst ourselves. This is the tradition in dealing with these things. When we call a whole lot of witnesses, we should give priority to that and deal with these other housekeeping things at the end.

I'm not putting it in terms of a motion.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We will now hear from the witnesses who had started last week. We had to adjourn the meeting because of a fire alarm.

You have the floor, Mr. Collet.

Mr. Roger Collet (Assistant Deputy Minister, Canadian Identity, Heritage Canada): For committee members who were not here last week, I would like to introduce my colleague; Mr. Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Program Branch, Department of Canadian Heritage, and Ms Charlotte Cloutier, Director of Interdepartmental Cooperation at the same branch.

I would also like to mention

[English]

for members who were not here last week, we have here those binders that we would gladly distribute. They look monumental, but the majority of the material is a list we have prepared for the members of this committee of the *plans d'action* per province. They're for your reference in the coming months.

I would also like to bring to your attention that you may want to go to item 2, where you will have the guide I will be following for my presentation under *l'onglet 2*.

I will not start from the beginning, Madam Chair. I will simply proceed to situate about where we were when the alarm went off and then proceed to finish the presentation, and of course make ourselves available to answer your questions.

We were at the point in our discussion of presenting the fact that in August of 1994 the federal government had decided, through a cabinet decision, to come out with an instrument that would give section 41 of the Official Languages Act a little more teeth in the implementation.

The decision involved specifically the identification of 26 institutions, departments and agencies of the federal government to meet and to prepare, but first of all to consult with the official languages communities, which are the anglophones in Quebec and the francophones outside Quebec. The idea was to consult with those communities in the preparation of plans and then subsequently to present those plans to the Department of *Patrimoine*, to be included in the report of the Minister of the Department of Canadian Heritage in his annual report presented in the spring of every year.

[Traduction]

M. Allmand: J'aimerais invoquer le Règlement et faire une dernière observation. J'espère qu'à l'avenir, nous débattons de ces points de l'ordre du jour à la fin de la réunion pour que les témoins puissent quitter la salle et que nous puissions en discuter entre nous. C'est ainsi que nous réglons ces choses d'ordinaire. Comme nous invitons une série de témoins, nous devrions leur donner la priorité et régler les questions d'intendance après.

Ce n'est pas une motion que je propose.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous allons maintenant entendre les témoins qui avaient commencé la semaine dernière. Nous avons dû ajourner la séance à cause d'une alerte incendie.

La parole est à vous, monsieur Collet.

M. Roger Collet (sous-ministre adjoint, Identité canadienne, ministère du Patrimoine canadien): Pour les membres du comité qui n'étaient pas ici la semaine dernière, j'aimerais présenter mes collègues: M. Hilaire Lemoine, directeur général de la Direction générale des langues officielles au ministère du Patrimoine canadien, et Mme Charlotte Cloutier, directrice de la Concertation interministérielle dans la même direction.

J'aimerais aussi mentionner

[Traduction]

pour les députés qui n'étaient pas ici la semaine dernière, nous avons ici des classeurs que nous nous ferons un plaisir de vous remettre. Ils sont épais, mais ils contiennent surtout les plans d'action par province préparés à l'intention des membres du comité. Vous pourrez vous y reporter dans les mois qui viendront.

À l'onglet 2, vous trouverez l'essentiel de mon exposé.

Je ne vais pas commencer au début, madame la présidente. Je vais me contenter de vous indiquer où nous étions lorsque l'alarme s'est fait entendre, après quoi je terminerai l'exposé. Nous serons ensuite à votre disposition pour répondre à vos questions.

Je rappelais le fait qu'en août 1994, le gouvernement fédéral avait décidé, par une décision du Cabinet, de trouver un mécanisme pour assurer de façon un peu plus vigoureuse l'application de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles.

Il s'agissait de désigner 26 institutions, ministères et organismes du gouvernement fédéral pour qu'ils consultent les collectivités de langues officielles, c'est-à-dire les anglophones du Québec et les francophones de l'extérieur du Québec. L'objet des consultations était de préparer les plans d'action qui devaient être présentés au ministre du Patrimoine, qui, lui, devait les inclure dans son rapport annuel présenté chaque printemps.

Therefore, I was making the point that you have the 26 institutions. First, they have consultations with communities, which were very strongly recommended and necessarily based on some of the criticisms and positive reactions we had received from both the anglophone community in Quebec and the francophone community in the rest of Canada. Secondly, there's the preparation of the plans.

[Translation]

I would also like to point out that our client groups asked us to divide this work into three broad categories, and we did so. The categories were the cultural sector, the economic sector and the human resources development sector. The groups felt that was the best way to focus on implementing section 41.

Je disais donc que 26 entités sont concernées. Il y a d'abord eu des consultations avec les collectivités, qui avaient été très fortement recommandées et inspirées des critiques et des commentaires favorables reçus de la communauté anglophone du Québec et de la communauté francophone du reste du Canada. Deuxièmement, il y a eu la préparation des plans.

[Français]

Je souligne également que nous avons, à la demande des groupes clients, divisé ce travail en trois grandes catégories. Ces catégories étaient le secteur culturel, le secteur de l'économie et le secteur du développement des ressources humaines. C'était, selon ces groupes, la façon de mettre l'accent sur la mise en oeuvre de l'article 41.

• 1630

It is also important to note that the Cabinet decision of August 1994 did not mean all departments, institutions and federal government agencies no longer had to implement section 41, but rather that 26 of them had to present action plans. So the section must still be implemented and that requirement does apply to all federal government institutions.

Before talking about our achievements, I would like to give you a little background about the context of our work and give you some idea of the scope of it.

Communities had huge expectations after the announcement a year and a half ago. We knew they would and we were very aware of the challenge ahead of us.

The first task was to set up a number of basic structures. The government is a huge machine. If you want things to move forward, you must first set up the structures. The role of Heritage Canada was to lay the foundations. We therefore did what was necessary to get things going.

Canadians and committee members may be under the impression that the meetings, coordinators, committees, information kits, etc. were just a make-work project for civil servants to give the impression they were doing something. I hope that my answers to your questions will clearly show that was not the case.

One has only to think of the number of people involved. There were officials from the departments and from 26 institutions, from all levels, in every region of the country and in each case the administrative organization was different. The officials often knew very little about the official languages communities. Moreover, hundreds of community groups in every part of the country were unfamiliar with federal institutions, as is the case with the majority of Canadians, and knew even less about how to get through the bureaucratic maze.

First of all, we had to get everyone on the same wavelength. We had very little time to do this since the action plans had to be submitted by June of 1995. In addition, we were involved in many projects and activities that we wanted to continue.

Il faut aussi souligner que la décision du mois d'août 1994 du Cabinet n'enlevait rien à l'obligation de tous les ministères, institutions et agences du gouvernement fédéral de voir à la mise en oeuvre de l'article 41, mais demandait à 26 d'entre eux de présenter des plans d'action. Donc, l'exigence de la mise en oeuvre demeure toujours et s'applique à toutes les institutions fédérales.

Avant d'aborder nos réalisations, j'aimerais résumer le contexte dans lequel nous devons travailler pour accomplir notre tâche et parler de l'ampleur de l'initiative à poursuivre.

Après l'annonce, il y a un an et demi, les attentes étaient énormes chez les communautés. Nous le savions et étions très conscients du défi.

Dans un premier temps, beaucoup de structures de base devaient être mises en place. Le gouvernement est une grosse machine. Des structures doivent être mises en place si on veut que les choses avancent. Le rôle du ministère du Patrimoine canadien était de poser les fondations. Nous avons donc fait ce qu'il fallait pour mettre la machine en branle.

À première vue, tant pour les Canadiens que pour les membres du comité, les réunions, les coordonnateurs, les comités, les troupes d'information, etc. peuvent sembler être du travail accompli par des fonctionnaires pour donner l'impression qu'ils font quelque chose. En répondant à vos questions, j'espère vous convaincre qu'il ne s'agissait pas là simplement d'une impression.

Qu'on songe simplement au nombre de personnes en cause. On parle de fonctionnaires des ministères et de 26 institutions, de tous les niveaux hiérarchiques, répartis dans toutes les régions du pays et ayant une organisation administrative différente dans chaque cas. Ces fonctionnaires connaissaient souvent peu les communautés de langues officielles. De plus, des centaines de groupes communautaires répartis dans toutes les régions du pays ne connaissaient pas bien, comme la majorité des Canadiens, les institutions fédérales et encore moins bien les boutons servant à faire fonctionner la machinerie.

Il fallait d'abord mettre tout ce monde sur la même longueur d'onde. Nous n'avions que peu de temps à notre disposition puisque les plans d'action devaient être soumis en juin 1995. De plus, nombre de projets et d'activités étaient en cours et nous voulions les poursuivre.

We felt that initially we had to mobilize the troops. We took steps to ensure that officials and communities talked to each other. We built bridges and mobilized people from every region of the country to ensure that they understood what this initiative was about and what was expected of them. This was what was behind the meetings, the information kits and the reports of meetings held between various officials.

Secondly, we had to prepare the action plans.

[English]

The institutions and communities had the opportunity to meet across the country, both at the national level and at the provincial level. They have made an impressive effort to reflect on the issues, the communities and their priorities, and the institutions on what they can do to help communities realize projects related to these priorities.

Each federal institution has submitted an action plan. While I admit these plans might not be perfect, it is a first step. A momentum has developed and the departments and institutions are building on their progress.

[Translation]

Mr. Bélanger: I apologize for interrupting the witness. I know that I may look as though I'm just trying to get even, however, it is important to point out that one of our colleagues, Mr. Ringma, is leaving. We have spent an hour listening to him and dealing with his motions and, now that we're beginning to examine something important, he's leaving. I would like this to be recorded in the minutes.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): Mr. Collet, you may continue.

[English]

Mr. Allmand: Although I appreciate what Mr. Bélanger has tried to say, it is against the rules for any of us to comment on the absence or presence of any of the members, because it could be done equally against one of us one day, as it could be against him. While I know the point he's making, I don't think we should do that.

Mr. Bélanger: I sit corrected, Mr. Allmand. Thank you.

• 1635

Mr. Allmand: If we accept a rule for one, it applies to all of us.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): The record will not include the comments from Mr. Bélanger, nor those of Mr. Allmand.

[Translation]

Mr. Collet, you may continue.

[English]

Mr. Collet: The purpose is to make in-depth changes to the way federal institutions work so that this exercise becomes an integral part of their normal operations.

Selon nous, la première étape était celle de la mobilisation des troupes. Nous avons fait en sorte que les fonctionnaires et les communautés se parlent. Nous avons bâti des ponts et mobilisé des gens de toutes les régions du pays pour qu'il comprennent en quoi consistait cette initiative et ce qu'on attendait d'eux. Voilà ce à quoi ont servi les réunions, les trousseaux d'information et les rapports de réunions entre fonctionnaires.

Deuxièmement, il fallait assurer la préparation des plans d'action.

[Traduction]

Des institutions et des communautés ont eu l'occasion de tenir des réunions partout au pays, au niveau national et provincial. Elles ont fait des efforts impressionnants pour réfléchir au problème, à la situation des communautés, à leurs priorités et à la façon dont les institutions pouvaient aider les communautés à réaliser leurs projets en fonction de ces priorités.

Chaque institution fédérale a soumis un plan d'action. Même s'ils ne sont pas parfaits, c'est un premier pas. L'élan est donné et les ministères et les institutions continuent de progresser.

[Français]

M. Bélanger: Je m'excuse d'interrompre le témoin. Je sais que cela aura l'air d'une vengeance, mais il est important de souligner le départ de l'un de nos collègues, M. Ringma. Nous avons passé une heure à l'écouter et à disposer de ses motions et maintenant que l'on commence l'étude de quelque chose d'important, il quitte. J'aimerais que ce soit noté au procès-verbal.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Monsieur Collet, vous pouvez poursuivre.

[Traduction]

M. Allmand: Même si je comprends ce que M. Bélanger essaie de dire, il est contraire aux règlements de commenter l'absence ou la présence d'un député car lui-même pourrait être la personne visée la prochaine fois. Je sais ce qu'il essaie de dire, mais je ne crois pas que ce soit admissible.

M. Bélanger: Je m'en excuse, monsieur Allmand. Merci.

M. Allmand: S'il y a une règle, elle doit s'appliquer à tous.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Seront biffés du compte rendu les propos de M. Bélanger et de M. Allmand.

[Français]

Monsieur Collet, vous pouvez poursuivre.

[Traduction]

M. Collet: L'objectif est d'apporter des changements en profondeur à la façon dont les institutions fédérales travaillent pour que cette opération fasse partie intégrante de leur façon normale de procéder.

[Translation]

Our role is therefore to continue working with institutions and communities to help them set priorities so that they can comply with the new directive. I would now like to continue the presentation.

We had already begun working with the communities and the departments—the 26 institutions—, both at the national and provincial levels. We had also requested and developed a prototype as well as a plan to assist our colleagues in the 26 institutions in the preparation of their action plans.

According to a Cabinet decision made in August of 1994, we were to set up an orientation committee to be chaired by the Assistant Deputy Minister from the Department of Heritage Canada. This was done.

The committee was given a mandate to advise the Department of Heritage Canada on the implementation of the Cabinet decision on section 41 of the Official Languages Act. The committee includes eight representatives from communities and seven representatives from institutions or federal departments. You will find the terms of reference of this committee at the end of your document.

As I said earlier, the mandate was therefore to advise. The first committee meeting was held in September 1995 and it was recommended that performance indicators be established for the implementation of the August 1994 decision.

We are in the process of establishing performance indicators which will be reviewed by the orientation committee at its next meeting, to be held in Moncton, in February.

The departments prepared action plans in June; however, these plans were not submitted to us until the end of July. Each of the 26 institutions developed a plan.

Before concluding, I would like to give the committee some sense of what some of these recommendations are about. It should be noted that I'm referring to specific action plans. Obviously, the machinery that has been set up for the ongoing implementation of these action plans is an investment for the future.

For instance, at the Department of Heritage Canada, the action plans included setting up a theatre in Sudbury and plans for a theatre here, in Ottawa. This project is still at the discussion stage.

The National Film Board, one of the 26 institutions, is consulting with the communities. The Board opted to make film collections available to organizations in different provinces and to various official language minority institutions across the country.

The National Arts Centre is currently talking to community representatives about the possibility of making its Atelier available to them. This is not happening by chance, this is a result of departments and agencies working together. And that is just one example. Economically speaking, Industry Canada is proposing to hook up 1,000 rural communities to the Internet so that official language communities can communicate with rural and urban libraries right across the country.

[Français]

Notre rôle est donc de poursuivre notre action auprès des institutions et des communautés en vue de les aider à établir des priorités pour répondre à la nouvelle directive. J'aimerais maintenant poursuivre la présentation.

Nous avons déjà amorcé l'approche entre les communautés et les ministères—les 26 institutions—, tant au niveau national qu'au niveau provincial. Nous avons aussi demandé et mis au point un prototype et un plan pour la préparation des plans d'action pour nos collègues des 26 institutions.

Selon la décision du Cabinet d'août 1994, nous devons mettre sur pied un comité d'orientation sous la présidence du sous-ministre adjoint au ministère du Patrimoine canadien, ce qui a été fait.

Le comité a pour mandat de conseiller le ministère du Patrimoine canadien sur la mise en oeuvre de la décision du Cabinet ayant trait à l'article 41 de la Loi sur les langues officielles. Le comité est composé de huit représentants des communautés et de sept représentants d'institutions ou de ministères fédéraux. Vous avez le mandat de ce comité à la fin de votre document.

Le mandat, je le répète, était donc de conseiller. La première réunion du comité a eu lieu en septembre 1995, et le comité a alors recommandé d'établir des facteurs de rendement pour la mise en oeuvre de la décision d'août 1994.

Nous sommes en train d'établir des facteurs de rendement qui seront revus par le comité d'orientation à sa prochaine réunion, à Moncton, au mois de février.

Les plans d'action ont été préparés par les ministères en juin et des plans nous ont été présentés seulement vers la fin de juillet. Chacune des 26 institutions a développé un plan.

Avant de terminer, j'aimerais donner au comité le sens de certaines de ces recommandations. Remarquez bien que je parle ici de plans d'action concrets. Évidemment, toute la machinerie qui a été établie pour la mise en oeuvre continue de ces plans d'action est un investissement pour les années futures.

Au ministère du Patrimoine canadien, par exemple, les plans d'action incluaient l'établissement d'un théâtre à Sudbury et un projet de théâtre ici, à Ottawa. Ce dernier projet en est encore au stade des discussions.

L'Office national du film, l'une des 26 institutions, est en consultation avec les communautés. Elle a choisi de mettre à la disposition des organisations des collections de films, cela dans différentes provinces et diverses institutions minoritaires de langues officielles à travers le pays.

Le Centre national des arts est actuellement en train de discuter avec des représentants de la communauté de la disposition de l'atelier. Ces choses-là ne se font pas par accident. C'est le résultat d'une concertation interministérielle et interagences. Et j'en passe. Simplement sur le plan économique, Industrie Canada se propose de brancher sur Internet 1 000 communautés rurales pour permettre aux communautés de langues officielles de communiquer avec les bibliothèques rurales et urbaines à travers le pays.

Western Economic Diversification Canada is providing financial assistance for the construction of the *Cité francophone*, in Edmonton, and is participating in the bilingual municipalities project in Manitoba. These projects were announced a few months ago.

I do not have time to go into the other activities, but there are more. The Department of Human Resources Development, further to intensive consultation with associations representing official language youth groups in Canada, developed and set up a Youth Exchange Program which it will be financing. This program is slated to begin next April.

These examples give you an idea of what is contained in some of the plans. Moreover, in your kit, you have details of these plans broken down by province. As for things to come in the future, these will be announced in the Department of Canadian Heritage report, which appears every year and which will include the action plans that will be tabled in the House.

My colleagues and I have already begun going ahead with the next steps. We are conducting consultations in order to prepare the action plans for next year.

Over the past few months, a consensus has emerged amongst many members of the community and many organizations; indeed, we are seeking to develop multi-year as opposed to annual plans. The people definitely want to participate in the consultation process and to plan for a two to five-year period, which has advantages. The suggestions are coming both from client groups and from departments. They are all saying that if this investment is to be made, it is better to plan on a multi-year basis because this makes financial planning easier.

We will therefore complete the action plans after on-going consultation with the communities, as planned. These plans will be submitted to the Department of Canadian Heritage towards the end of March. The same process will then be repeated. This is an ongoing process.

There are a lot of other things that I could tell you, but I would like to give you some time to ask us some questions, if you so desire. This summarizes what we have done.

The Joint Chair (Senator Comeau): Thank you very much for your comments. We will begin the question period with Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: I appreciated your presentation. I have several questions for you. I do not know whether I will have enough time to ask all of my questions during the first round, but allow me to start.

You talked about what was at stake for the communities when departments began working together. Among other things, you talked about countering assimilation. We know that this is a tremendous problem. Take, for instance, language of work in the public service. The Commissioner of Official Languages told us that, even in the National Capital Region, the percentages are quite frightening; only 11 per cent of francophone federal public servants working in the federal public service can draft their reports exclusively or primarily in French. I will say no more on this matter.

The income gap between francophones and minority anglophones is growing. Between 1977 and 1991, the gap grew from 9.9 per cent to 14.1 per cent.

Le ministère de la Diversification de l'Ouest canadien participe au financement de la construction de la Cité francophone, à Edmonton, ainsi qu'à la mise en oeuvre du projet des municipalités bilingues au Manitoba. Ces projets ont été annoncés il y a quelques mois.

Faute de temps, j'en passe encore. Le ministère du Développement des ressources humaines, à la suite de consultations intensives avec les associations représentatives de la jeunesse de langues officielles au Canada, a élaboré et mis sur pied le programme Stages pour jeunes et il le finance. Sa mise en oeuvre est prévue pour le début d'avril prochain.

Tout cela vous donne une idée de certains des plans. D'ailleurs, dans votre trousse, vous les avez en détail par province. Quant aux choses à venir, il y aura le rapport du ministre du Patrimoine canadien, qui paraît chaque année et qui inclura les plans d'action qui seront déposés en Chambre.

Mes collègues et moi avons déjà entrepris les prochaines étapes. Il s'agit de consultations en vue de la préparation des plans d'action pour l'an prochain.

Il s'est dégagé, au cours des derniers mois, un consensus chez beaucoup de membres de la communauté et d'organismes: en effet, on cherche à développer des plans pluriannuels plutôt qu'annuels. Les gens veulent absolument travailler au processus de consultation et planifier pour une période de deux à cinq ans, ce qui est intéressant. Il s'agit d'autant de suggestions venues de groupes clients ou des ministères. Ils disent tous que si on doit faire cet investissement, il vaut mieux le faire sur une base pluriannuelle, car c'est meilleur pour la planification financière.

Donc, tel que prévu, nous aurons les plans d'action après une consultation continue auprès des communautés. Ils seront présentés vers la fin de mars au ministre du Patrimoine canadien. Ensuite le même processus reprendra. C'est un processus continu.

Il y a beaucoup d'autres choses à dire, mais j'aimerais vous laisser le temps de nous poser des questions, si vous le désirez. Cela résume les démarches que nous avons entreprises.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Merci beaucoup pour vos commentaires. Nous allons commencer la période de questions avec M. de Savoye.

M. de Savoye: J'ai apprécié votre présentation. J'ai plusieurs questions à vous poser. Je ne sais pas si j'aurai le temps de les poser toutes pendant ce premier tour, mais permettez-moi de débiter.

Vous avez mentionné les enjeux de la concertation interministérielle pour les communautés. Vous parlez, entre autres, de contrer l'assimilation. On sait que dans ce domaine-là, il y a d'énormes problèmes. Je pense notamment à la langue de travail de la Fonction publique. Le commissaire aux langues officielles nous indiquait que, même dans la région de la Capitale nationale, il y avait des pourcentages assez effrayants: 11 p. 100 des fonctionnaires fédéraux francophones de la Fonction publique fédérale peuvent rédiger leurs rapports en français tout le temps ou la plupart du temps. Je n'irai pas plus loin.

L'écart de revenu entre les francophones et les anglophones des minorités s'accroît. Entre 1977 et 1991, l'écart est passé de 9,9 p. 100 à 14,1 p. 100.

• 1645

As far as the level of education is concerned, we still have problems. Yes, there are challenges and when you talk about fighting assimilation, you are certainly targeting an important issue.

I have read what you have prepared. You say that this is an action plan, and you mention that needs studies have been done, but you do not appear to talk about how these studies were conducted nor do you refer to their conclusions. When you talk about needs studies you shouldn't be dealing with something superficial, you should be dealing with something that identifies, with supporting data, the critical elements in each of the minority communities.

You talk about submitting annual progress reports. Of course, you have explained that performance criteria will ultimately be established. However, as I see it, when you implement an action plan, you must immediately identify what has to be delivered as well as your acceptability criteria. If you put off establishing your performance criteria, often you'll wind up adjusting these criteria so that they match what you're able to deliver. You have no target in front of you. You set the target after the fact. It's a lot easier, but that is not the objective.

I went through this document that you submitted to us in a binder, a very thick one I might add, and I realized that for each of the provinces, the first 17 pages, which dealt with national measures, were identical. I would have found it much easier to read this document and you could have saved some paper by indicating just once, and at the outset, what these national measures were. The binder would have been thinner and I could probably have brought it in my briefcase. As it is, I left it behind because I had to bring other documents. This is a suggestion for the next time. It will make life easier for us and perhaps it will avoid giving us the impression that there is more than there actually is.

I also had an opportunity—and you will understand that I'm giving you my personal opinion and that you are free to provide me with any clarification as to your intent—to look at the action plan submitted by Health Canada on June 30, 1995.

Simply put, Health Canada says that its action plan is divided into six groups of activities. The fifth is the recognition of official language minorities and sensitivity to their needs. At the national level, the department will contribute as follows:

When appropriate the Minister of Health will mention official language communities in her speeches.

I would like to know if you reviewed the action plans that were submitted to you with a critical eye. Did you accept these types of objectives without batting an eye? And if so, why?

After thinking about it, I decided to examine Canadian Heritage's action plan and I will get back to this. Now, do you feel that the Commissioner of Official Languages will be able to assure this committee, sometime down the road, that he will be able to audit your results? Did you consult with the Commissioner of Official Languages to make sure that it was in fact possible to conduct such an audit?

Pour ce qui est de la scolarisation, on a encore des problèmes. Bref, oui, il y a des défis et lorsque vous parlez de contrer l'assimilation, vous ciblez certainement un domaine important.

Je lis ce que vous avez préparé. Vous dites que c'est un plan d'action et vous mentionnez que des études de besoins ont eu lieu, mais vous ne semblez pas parler de la façon dont ces études ont été conduites ni de leurs conclusions. Lorsqu'on parle d'études de besoins, on ne devrait pas avoir quelque chose de superficiel, mais quelque chose qui identifie, chiffres à l'appui, les éléments critiques dans chacune des communautés minoritaires.

Vous parlez de faire rapport annuellement sur les résultats obtenus. Bien sûr, vous nous expliquez que des critères de rendement seront ultérieurement établis. De la façon dont je vois les choses, lorsqu'on met en place un plan d'action, on identifie immédiatement ce qui doit être livré ainsi que les critères d'acceptabilité. Reporter dans le temps l'établissement de ces critères de rendement fait en sorte que, bien souvent, ils seront ajustés à ce qu'on pourra livrer. On n'a pas de cible devant soi. On la fixe une fois qu'on est arrivé. C'est plus facile, mais ce n'est pas l'objectif.

J'ai pris connaissance de ce document que vous nous avez remis dans un cartable, fort épais d'ailleurs, et je me suis rendu compte que pour chacune des provinces, les 17 premières pages, qui portaient sur les mesures nationales, étaient identiques. On aurait simplifié ma lecture et on aurait économisé du papier en inscrivant au départ les mesures nationales une seule fois. Le cartable aurait été moins épais et j'aurais probablement pu l'apporter dans mon porte-documents. Je m'en suis privé parce que j'avais d'autres documents à transporter. Donc, c'est une suggestion pour la prochaine fois, pour nous simplifier la vie et peut-être pour éviter de donner l'illusion qu'il y en a plus qu'en réalité.

J'ai aussi eu l'occasion—vous comprenez que ce sont des opinions que j'émetts et que vous aurez toute latitude pour m'éclairer quant à vos intentions—de regarder le plan d'action de Santé Canada daté le 30 juin 1995.

Santé Canada dit, très simplement, que son plan d'action va suivre six courants d'activités. Le cinquième est la reconnaissance des minorités de langue officielle et la sensibilité à leur égard. Le ministère contribuera donc, au niveau national, de la manière suivante:

Lorsqu'il y a lieu, la ministre de la Santé fera mention dans ses discours des communautés de langue officielle.

J'aimerais savoir si vous avez été critique des plans d'action qui vous ont été remis. Est-ce que vous avez accepté sans sourciller un objectif de ce genre? Et si oui, pourquoi?

Toute réflexion faite, je voulais voir le plan d'action de Patrimoine Canada et j'y reviendrai. Bref, comment pensez-vous que le commissaire aux langues officielles sera en mesure d'informer ultérieurement ce comité de ses possibilités de faire un audit des résultats que vous aurez obtenus? Est-ce que vous vous êtes assurés auprès du commissaire aux langues officielles qu'il était possible de faire un tel audit?

Mr. Collet: I will try to take the questions in the order they were asked. If I have forgotten any, I'll make adjustments as I go.

First of all, I have nothing to add to your comments about assimilation and the challenges we face.

I'll take your question about the needs analysis right away. I would like to point out that I did not use the words "needs analysis". What we agreed to do as a department, was to ensure that consultations were held with official language communities in Canada.

Mr. de Savoye: I would like you to specify the purpose of those consultations.

• 1650

Mr. Collet: During the course of our consultations, before the Cabinet decision, when I chaired the consultations with the officials, several departments wondered what was meant by promoting the development of official language communities in Canada. Many people did not distinguish between that and the requirements of the Official Languages Act as far as Treasury Board services were concerned, something you refer to in your preamble. They were constantly going back to the issue of problems in their services, in such and such a place, on such and such a point, etc, but this was not what this was all about.

The Official Languages Act of 1988 committed the federal government and its institutions to promoting the development of communities. The Cabinet decision was based on this commitment and included a very clear comment explaining that we had to ensure that the action plans were prepared in consultation with the communities, because it was really necessary to be informed.

I want to be very clear. I am not saying that we will not eventually conduct needs analyses which will be integrated into the plan. This is what we are hoping to achieve with the multi-year plans. However, the first stage is one of consultations. I want to be very clear about this point. The purpose of the first stage is to ensure that the communities, be they national or regional communities, have an opportunity to communicate at the national level or with the regional offices and tell us how far they have come in their particular region.

I admit we weren't yet at a point where we could show a plan and a complete list of needs. However, I probably agree with you that that should be the next step. With the multi-year plans that we are now drawing up, communities themselves are much more ready to set out a plan concerning their needs and even to set priorities. That is the process we are now finalizing. But I'd like to specify that what you have in your binder is tied to the first process, which didn't include complete studies of needs, and that wasn't its point.

The intent was to consult so that later, each department could set its action plan, to follow up on those initial consultations.

Mr. de Savoye: To better understand the process of your consultations, could you tell us who you consulted? For instance, the Société des Acadiens. . .

M. Collet: Je vais essayer de prendre les questions dans l'ordre dans lequel elles ont été posées. Si j'en ai oublié, je m'ajusterai.

Premièrement, je n'ai rien à ajouter aux commentaires que vous avez faits sur l'assimilation et les défis.

Je prends tout de suite la question sur les études de besoins. Je voudrais préciser que je n'ai pas employé les mots «études de besoins». Ce que nous avons convenu de faire, comme ministère, c'était d'assurer qu'il y ait des consultations avec les communautés minoritaires de langue officielle au Canada.

M. de Savoye: Je vais vous demander de préciser l'objet de ces consultations.

M. Collet: Il est arrivé, au cours des consultations tenues avant la décision du Cabinet, alors que je présidais les consultations auprès des fonctionnaires, que plusieurs ministères demandent ce que c'était que promouvoir le développement des communautés de langue officielle au Canada. Beaucoup de gens ne faisaient pas la distinction entre cela et les exigences de la Loi sur les langues officielles en ce qui a trait aux services qui relèvent du Conseil du Trésor, ce à quoi vous avez fait allusion dans votre préambule. Ils revenaient constamment sur le thème des problèmes qu'ils pouvaient avoir dans leurs services, à telle place, sur tel point, etc. Mais ce n'est pas là la question.

La Loi sur les langues officielles de 1988 a ajouté un engagement de la part du fédéral et de ses institutions à promouvoir le développement des communautés. Donc, la décision du Cabinet était fondée là-dessus et comportait un commentaire très clair expliquant qu'il fallait d'abord s'assurer que les plans d'action soient faits en consultation avec les communautés, puisqu'il était vraiment nécessaire de s'informer.

Je veux être bien clair. Mon intention n'est pas de dire qu'il ne faut pas arriver éventuellement à faire des études de besoins qui seront traduites dans un plan. C'est l'espoir que suscitent les plans pluriannuels. Mais la première étape devait être celle des consultations. Donc je veux bien clarifier ce point: le but de la première étape était de s'assurer que les communautés, tant nationales que régionales, aient l'occasion de communiquer avec le niveau national ou avec les bureaux régionaux et puissent dire: «Voilà en nous en sommes dans notre coin».

Nous n'en étions pas encore à montrer un plan et une liste complète des besoins, je l'admets. Cependant, je suis probablement d'accord avec vous que ce devrait être la prochaine étape. Avec les plans pluriannuels que nous sommes en train de faire, les communautés elles-mêmes sont beaucoup plus prêtes à établir un plan de leurs besoins et même à établir des priorités. C'est la démarche que nous sommes à mettre au point. Mais je veux préciser que ce que vous avez dans votre cartable correspond à la première démarche, qui ne comportait pas d'études complètes des besoins, et que ce n'en était pas l'objectif.

L'intention était de consulter pour que, par la suite, chaque ministère établisse son plan d'action, pour donner suite à cette consultation préliminaire.

M. de Savoye: Pour mieux comprendre le processus de vos consultations, voulez-vous nous dire qui vous avez consulté? Par exemple, la Société des Acadiens. . .

The Joint Chair (Senator Comeau): Mr. de Savoye, could you ask your question again during the second round?

Mr. de Savoye: It's just to understand properly.

Mr. Collet: The consultations were held at a regional level, by the communities, in each of the provinces, which is to say by representative agencies, by the spokespersons of the economic, cultural and other sectors. In Ontario, there was the cultural organization ACFO, which is the Association canadienne française de l'Ontario, the coalition, the elderly, daycare centres, etc. . .

I want to emphasize this point and make sure that it is very clear that I'm not trying to claim that we shouldn't eventually have clear needs studies. However, that was not the aim of the first stage, of the first year, which we are talking about right now.

Secondly, as to action plans, the test of their productivity will be in the performance that follows their implementation. We don't intend to wait two years to make them known. We intend to do this as of February to move forward even more quickly. What does that mean?

As to the binders, I'll ask my colleague, Ms Cloutier, to explain them to you when I'm finished. There's a reason for this. With your permission, we'll come back to it.

Concerning our action at the Department of Health that you spoke of, Mr. de Savoye, one has to understand the role that used to be played by the Secretary of State with regard to the Official Languages Act. That department, during the reorganization of June 1993, became the Department of Canadian Heritage. Its role is to promote, and since the Cabinet decision, it must provide an implementation framework.

Once again, in the consultations we held with the client communities, we felt that they had a real fear, be it the anglophones in Quebec or francophones elsewhere in Canada, when it came to letting officials make the implementation decisions involving the 26 institutions.

• 1655

They wanted that to be left up to Parliament. That is why action plans are not submitted to the Canadian Heritage Department so that it may undertake a thorough critical and official analysis. They are tabled for insertion in the report to Parliament, so that the critical review may be carried out at the House of Commons. That was a real concern amongst the groups.

I'll try to answer your question informally. We tried as much as possible to make comments, even more so because some departments have asked us to, just as they've asked us to give them a hand in organizing the second stage. But we were not given the official critic's role in this case.

Thirdly, the Commissioner of Official Languages has, I believe, all the documents that we handed in concerning the action plans. Right from the start, we explained the process so that he could prepare for it and, in my opinion, he will be quite capable of carrying out a thorough assessment of their implementation and commenting it. It will be another normal avenue, comparable to dealing with the matter of services.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Monsieur de Savoye, est-ce que vous pourriez reprendre votre question au deuxième tour?

M. de Savoye: C'est seulement pour bien comprendre.

M. Collet: Les consultations se sont faites au niveau régional, par les communautés, dans chacune des provinces, c'est-à-dire par les organismes représentatifs, par les porte-parole des secteurs économique, culturel, etc. En Ontario, il y avait l'organisation culturelle, l'ACFO, la coalition, les personnes âgées, les garderies, etc.

Je veux bien préciser ce point et m'assurer qu'il est bien clair que je ne cherche pas à prétendre qu'il ne faut pas aboutir éventuellement à des études de besoins claires. Cependant, ce n'était pas le but de la première étape, de la première année, dont on parle en ce moment.

Deuxièmement, en ce qui concerne les plans d'action, leur critère de rendement sera celui du rendement de la mise en oeuvre. Nous n'avons pas l'intention d'attendre deux ans pour les faire connaître. Nous avons l'intention de le faire dès le mois de février pour pousser encore plus avant. Qu'est-ce que cela veut dire?

Pour ce qui est des cartables, je vais demander à ma collègue, Mme Cloutier, de vous les expliquer quand j'aurai terminé. Il y a une raison à cela. Si vous me le permettez, nous y reviendrons.

À propos de notre action au ministère de la Santé dont vous avez parlé, monsieur de Savoye, il faut bien comprendre le rôle qui a été autrefois attribué au Secrétariat d'État en ce qui a trait à la Loi sur les langues officielles. Ce ministère, lors de la réorganisation de juin 1993, est devenu le ministère du Patrimoine canadien. Il joue un rôle de promoteur et, depuis la décision du Cabinet, il doit fournir un cadre de mise en oeuvre.

Encore là, dans les consultations que nous avons eues avec les communautés clientes, nous avons senti qu'il existait chez elles une véritable crainte, que ce soit chez les anglophones du Québec ou chez les francophones d'ailleurs au Canada, devant la perspective de laisser aux fonctionnaires la décision concernant la mise en oeuvre des 26 institutions.

Ils voulaient que ce soit laissé au Parlement. C'est pourquoi les plans d'action ne sont pas soumis au ministère du Patrimoine canadien pour qu'il en fasse une analyse critique rigoureuse et officielle. Ils sont déposés pour insertion dans le rapport au Parlement, afin que la critique se fasse à la Chambre des communes. C'était vraiment une préoccupation des groupes.

Je vais répondre à votre question de façon informelle. Nous avons essayé, en autant que nous le pouvions, de faire des commentaires, d'autant plus que certains ministères nous l'ont demandé, comme ils nous demandent de leur donner un coup de main dans l'organisation de la deuxième étape, mais nous n'avions pas un rôle de critique officiel.

Troisièmement, le commissaire aux langues officielles a, je crois, tous les documents que nous avons remis sur les plans d'action. Dès le début, on a expliqué le processus pour qu'il puisse s'y préparer et, à mon sens, il sera tout à fait en mesure de faire une vérification rigoureuse de leur mise en oeuvre et de les commenter. Ce sera une autre avenue normale, tout comme lorsqu'on traite de la question des services.

I'll now ask Ms Cloutier to answer your questions concerning the binders.

Ms Charlotte Cloutier (Director, Interdepartmental Cooperation, Department of Canadian Heritage): The document before you is essentially a working paper developed to allow communities and departments in each of the provinces to look at a relatively simplified form of the action plans of the 26 federal institutions for their province.

As the action plans were developed by departments in a national perspective, there are measures which may have an impact on each of the communities in the provinces and territories.

For instance, in Saskatchewan, people are presently meeting to work on measures included in the action plans of the different departments, measures which have an impact on them, in their province. We therefore wanted to have a working tool which allowed people to coordinate their actions amongst themselves, in each of the provinces and territories, while considering the planned national measures.

[English]

The Joint Chair (Senator Comeau): Monsieur Allmand.

Mr. Allmand: Sections 41 and 42 of the Official Languages Act are very important sections, in my view, which weren't in the previous Official Languages Act. They deal with the enhancement of the minority language communities and the fostering of the full recognition of both English and French.

This manual or whatever you want to call it that you gave us is entitled "Implementation of Sections 41 and 42 of the Official Languages Act". When I turn to tab 3, under action plans for 1995-96, principal measures for Quebec, the measures listed, for example, under the Department of Canadian Heritage have nothing to do with Quebec. By the way, I've read the entire section. None of the things in there have anything to do with Quebec.

For example, it says to initiate discussions with la Fédération de la jeunesse canadienne française and propose French-language sporting activities for young francophones living outside Quebec. Second, it says to support the regional offices in the negotiation of agreements on school management in British Columbia, Newfoundland, Nova Scotia, Ontario and the Northwest Territories. Another one deals with the Faculté Saint-Jean in Alberta.

I'm at a loss to understand this manual. I don't know who made it up. In addition, I don't know whether "principal" is spelled correctly in English. That's a minor matter.

Could somebody answer this? Why are these put down under action plans for Quebec, under principal measures?

Ms Cloutier: Could you repeat them, Mr. Allmand?

Mr. Allmand: I could go through the entire section. This is tab 3, a summary of measures included in the 1995-96 action plans for Quebec. There's a similar section for each province. I didn't read the sections for the other provinces.

Je vais demander à Mme Cloutier de bien vouloir répondre à la question des cartables.

Mme Charlotte Cloutier (directrice, Concertation interministérielle, ministère du Patrimoine canadien): Le document que vous avez devant vous est essentiellement un document de travail qui a été élaboré afin de permettre aux communautés et aux ministères, dans chacune des provinces, de regarder sous une forme relativement simplifiée ce que contiennent les plans d'action des 26 institutions fédérales pour leur province.

Comme les plans d'action ont été élaborés par les ministères dans une perspective nationale, il y a des mesures susceptibles d'avoir un impact sur chacune des communautés dans les provinces et les territoires.

Par exemple, en Saskatchewan, les gens se réunissent actuellement pour travailler sur les mesures qui sont incluses dans les plans d'action des différents ministères et qui ont un impact chez eux, dans la province de la Saskatchewan, par exemple. On voulait donc avoir un instrument de travail qui permette aux gens de coordonner leurs actions entre eux, dans chacune des provinces et territoires, en tenant compte des mesures nationales prévues.

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur Comeau): Monsieur Allmand.

M. Allmand: Les articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles sont des articles très importants, à mon avis, qui n'existaient pas dans la version précédente de la loi. Il y est question de favoriser l'épanouissement des minorités de langue officielle et de promouvoir la pleine reconnaissance du français et de l'anglais.

Ce manuel ou ce classeur est intitulé «Mise en oeuvre des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles». Sous l'onglet 3, intitulé Principales mesures—Québec Plans d'action 1995-1996—je ne trouve, par exemple, sous ministère du Patrimoine canadien, rien qui concerne le Québec. D'ailleurs, j'ai lu toute cette partie et rien de ce qui s'y trouve n'a de rapport avec le Québec.

Par exemple, on dit «entreprendre des discussions avec la Fédération de la jeunesse canadienne-française sur des projets d'activités en français pour les jeunes francophones vivant à l'extérieur du Québec.» Ensuite, on parle d'«appuyer les bureaux régionaux dans la négociation d'ententes sur la gestion scolaire avec la Colombie-Britannique, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.» Plus loin on parle de la Faculté Saint-Jean en Alberta.

Je n'arrive pas à comprendre ce document. J'ignore qui l'a préparé. Je ne suis pas certain que le mot «principal» soit bien épilé en anglais. C'est un détail.

Quelqu'un pourrait-il me répondre? Pourquoi est-ce que cela figure dans Principales mesures—Québec Plans d'action?

Mme Cloutier: Pourriez-vous répéter ces points, monsieur Allmand?

M. Allmand: Je pourrais vous citer toute la partie. Il s'agit de l'onglet 3, Principales mesures—Québec Plans d'action 1995-1996. Il existe une partie semblable pour chaque province. Je n'ai pas lu celle des autres provinces.

Mr. de Savoye: The first 17 pages are identical for every province. That was the point I wanted to make—

Mr. Allmand: That's right and they're all general.

Mr. de Savoye:—that under Quebec you won't find anything else than Quebec.

Mr. Allmand: But when you come to the specific—

[Translation]

You're right, but in certain specific ways, there is no relation to Quebec and the minority groups in Quebec. For instance, we speak of the Fédération de la jeunesse canadienne-française; that's for young francophones who live outside of Quebec. The Faculté Saint-Jean, in Alberta, is not for Quebec.

• 1700

[English]

To negotiate agreements on school management in British Columbia, Newfoundland, Nova Scotia, Ontario and the Northwest Territories has nothing to do with Quebec.

There's another one that says that in cooperation with the communities, make the provincial government more aware of French language post-secondary training needs outside of Quebec.

They then produced an educational CD-ROM entitled "Oh! Canada!" in cooperation with the Centre franco-ontarien sur les ressources pédagogiques. I await an explanation on this, unless it's a total mistake.

Mr. Collet: I have to admit the presentation would certainly have to be reviewed, but as we explained, the first part—

Mr. Allmand: I understood that.

Mr. Collet: This is an instrument of information. We thought that because a lot of those groups have national organizations and provincial organizations, it was appropriate to inform them of the action plans taken at the national level. So there is a repeat to those.

Mr. Allmand: Excuse me, but I was listening to the exchange between you and Mr. de Savoye. When you have in these things action plans with respect to the various provinces, one would expect that it would relate to plans relating to that province.

I have limited time, but I have another point that's similar. Under tab 2, it says "Examples of Interdepartmental Coordination Successes". Under Quebec it has "Transformation and renovations (Morris College)" and "Youth Training Initiative (Alliance Quebec)". That's fine, but when you put at the top "Coordination Successes", one begs the question of whether or not there are a lot of failures that you don't have marked down here.

In other words, why is it worded that way? Why wouldn't we have an entire list of the projects for Quebec or New Brunswick? Why just the successes? I'd be interested in knowing what you consider to be the failures.

M. de Savoye: Les 17 premières pages sont identiques pour toutes les provinces. C'est ce que je voulais dire. . .

M. Allmand: C'est exact, et elles sont très générales.

M. de Savoye: . . . que dans la partie sur le Québec, vous ne trouverez rien sauf ce qui concerne le Québec.

M. Allmand: Mais lorsqu'on arrive aux mesures précises. . .

[Français]

Vous avez raison, mais sous certains aspects particuliers, il n'y a aucune relation avec le Québec et les groupes minoritaires du Québec. Par exemple, on parle de la Fédération de la jeunesse canadienne-française; c'est pour les jeunes francophones demeurant en dehors du Québec. La Faculté Saint-Jean, en Alberta, ce n'est pas pour le Québec.

[Traduction]

Appuyer la négociation d'ententes sur la gestion scolaire avec la Colombie-Britannique, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest, cela n'a rien à voir avec le Québec.

Plus loin, on dit: «sensibiliser, de concert avec les collectivités, les gouvernements provinciaux aux besoins en matière de formation postsecondaire en langue française à l'extérieur du Québec».

Puis il est question de la réalisation d'un CD-ROM éducatif intitulé: «Oh! Canada!», avec le concours du Centre franco-ontarien sur les ressources pédagogiques. J'attends qu'on m'explique cela, à moins que ce ne soit carrément une erreur.

M. Collet: Je dois admettre que la présentation pourrait certainement être améliorée, mais comme nous l'avons expliqué, la première partie. . .

M. Allmand: J'ai compris.

M. Collet: C'est un instrument d'information. Comme bon nombre de ces groupes ont des associations nationales et provinciales, nous avons pensé qu'il convenait de les informer des plans d'action élaborés au niveau national. Ces mesures sont donc répétées.

M. Allmand: Excusez-moi, mais j'ai écouté le dialogue entre vous et M. de Savoye. Lorsque vous énumérez dans la partie provinciale des plans d'action qui concernent plus d'une province, nous pourrions nous attendre à ce que vous mentionniez des activités qui se passent dans cette province.

Je n'ai pas beaucoup de temps, mais je voudrais soulever un autre point semblable. À l'onglet 2, il y a une partie intitulée: «Exemples de succès de concertation interministérielle». À la rubrique Québec, je lis: «Transformation et restauration (Morris College)» et «Youth Training Initiative (Alliance Québec)». C'est très bien, mais comme vous avez intitulé cette partie «Succès de concertation», je suis forcé de me demander s'il y a beaucoup d'échecs qui ne sont pas mentionnés dans cette liste.

En d'autres mots, pourquoi l'avoir formulé de cette façon? Pourquoi ne pas donner la liste complète des projets pour le Québec ou le Nouveau-Brunswick? Pourquoi juste les succès? Cela m'intéresserait de savoir quels projets, d'après vous, ont été des échecs.

[Translation]

Ms Cloutier: Perhaps I could come back to what I was saying before. We prepared a summary, including nationwide measures, for each of the provinces.

[English]

If you are in Quebec, you want to know what you'll get from these action plans. There are some national measures that will have implications for the province of Quebec. We have listed national measures at the beginning. For Quebec, for example, provincial measures are then listed on pages 15 and 16. In some cases there would also be regional measures for western Quebec, for example.

[Translation]

Mr. Allmand: This is very muddled. I appreciate the explanation you've given, but based on my experience as an MP, I found the manual very difficult to understand.

[English]

Ms Cloutier: It has to be said that the Minister of Canadian Heritage will present his report to Parliament with measures for each department. This book was prepared to include the measures for each province.

Mr. Allmand: Well, I'm from Quebec. I would like to know what you're doing with respect to sections 41 and 42 in Quebec. I'm also interested in knowing what you're doing in New Brunswick. I'm trying to find out from reading this book, but it's not helpful. I say that in the most positive way I can, but I would suggest that you redo it in another way so that we can understand it.

Mr. Collet: For the purpose of discussion, sir, I appreciate your comments in terms of the organization of the document. We will take due notice.

You may want to go to the presentation I used on page 10, tab 2. You have there, as examples, some of the things that have been done. If you want to proceed—

Mr. Allmand: I don't have a page 10 in tab 2. I have page 8. Maybe you have page 10 in the French.

Again, I think simply listing the successes under tab 2 is not a good thing. I would like to know whether or not they're successes and what the projects were. That insinuates that there has been an evaluation and you have considered some a success.

[Français]

Mme Cloutier: Peut-être pourrais-je reprendre ce que j'ai dit plus tôt. Nous avons préparé pour chacune des provinces un sommaire incluant les mesures d'envergure nationale.

[Traduction]

Si vous êtes au Québec, vous voudrez savoir ce que vous obtiendrez de ces plans d'action. Il y a des mesures nationales qui ont des répercussions au Québec. Nous avons énuméré les mesures nationales au début. Pour le Québec, par exemple, les mesures provinciales sont ensuite énumérées aux pages 17 et 18. Dans certains cas, il y a aussi des mesures régionales pour l'ouest du Québec, par exemple.

[Français]

M. Allmand: C'est très confus. J'apprécie l'explication que vous avez donnée, mais, me fondant sur mon expérience de député, j'ai trouvé le manuel très difficile à comprendre.

[Traduction]

Mme Cloutier: Il faut dire aussi que le ministre du Patrimoine canadien déposera au Parlement un rapport qui contiendra les mesures pour chaque ministère. Ce document comprend les mesures pour chaque province.

M. Allmand: Eh bien, je suis québécois. Je voudrais savoir ce que vous faites en vertu des articles 41 et 42 au Québec. Je voudrais également savoir ce que vous faites au Nouveau-Brunswick. J'essaie de trouver la réponse dans ce document, mais il ne m'est pas utile. Je vous le dit de la façon la plus positive possible, mais je vous suggère de le refaire autrement pour que nous puissions le comprendre.

M. Collet: Aux fins de la discussion, monsieur, j'apprécie vos commentaires sur l'organisation du document. Nous en prenons bonne note.

Je vous demanderais de prendre la page 10 de ma présentation, à l'onglet 2. Vous y trouverez, à titre d'exemples, certaines choses que nous avons faites. Si vous voulez. . .

M. Allmand: Je n'ai pas de page 10 à l'onglet 2. J'ai une page 8. Il y a peut-être une page 10 dans le texte français.

Encore une fois, je pense que ce n'est pas une bonne idée d'énumérer simplement les succès. J'aimerais savoir quels sont les projets, qu'ils aient donné ou non des résultats. Cela laisse entendre que vous avez fait une évaluation et que vous avez déterminé que certains projets avaient été un succès.

• 1705

Mr. Collet: What is meant by that is. . . As this was a new initiative, and as I explained earlier, very time-consuming in getting it going, the purpose is to say those projects that were brought to completion.

Mr. Allmand: That's a totally different thing.

Mr. Collet: For instance, the youth training initiative was carried through initiated by members of the alliance who discussed with us. We have no responsibility except that we think it was a good project. We did our homework with the Department of Human Resources Development. Eventually it was funded under the Department of Human Resources Development, which is an example.

M. Collet: Ce que cela veut dire c'est. . . Comme c'est une nouvelle initiative, comme je l'expliquais tout à l'heure, qui a pris beaucoup de temps à mettre en oeuvre, notre objectif était de donner la liste des projets qui ont été menés à terme.

M. Allmand: C'est une toute autre affaire.

M. Collet: Par exemple, pour le projet de formation de la jeunesse ce sont les membres de l'Alliance qui en ont eu l'idée et qui en ont discuté avec nous. Nous n'en sommes pas du tout responsables, mais nous pensons que c'est un bon projet. Nous avons fait des démarches auprès du ministère du Développement des ressources humaines. Au bout du compte, ce ministère a accepté de financer cette initiative. Voilà un exemple.

Mr. Allmand: I'm familiar with the project. It's a good one but again, the language used is misleading. What you meant is projects brought to completion, which is a different thing.

Mr. Collet: It's the same thing for the transformation of Morrin College.

Mr. Allmand: I'm not questioning that. I'm looking at the top of the page. What are the other projects?

In any case, I'm extremely interested in what we're doing under sections 41 and 42. I will have to read this at greater length, but it's not easy to read and it has confusing language. It's misleading. We'll have to speak to Mr. Dupuy, the minister, and have him give us some material that's easier for us to understand.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Maybe what seems to be confusing is the fact that within certain provinces you have national institutions that are within that province but have a national —

Mr. Allmand: A college in Alberta is not a project that comes out of the action plans in Quebec, unless we in Quebec are contributing money to it or something. When I read the list it didn't make sense to me. It's a good thing we're doing something about this college in Alberta, but it should be under the Alberta section.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Mr. Collet: On page 17, under Quebec, as we've explained, the first part deals with national plans. I'm sorry if it's confusing, but this was an instrument developed for utilization by all the client groups in the 26 institutions. We will verify it, but if you will go to page 17 it says "*mesures provinciales*", and then it indicates all of them that are part of *le plan d'action*. We have that for every province.

[Translation]

Mr. Bélanger: I have a few more general comments, or rather a question. It has to do with a comment that you made to explain that our role wasn't necessarily to criticize, but rather to transmit the criticism to the House. I'm all for that. But to do so, we'll need tools.

My first question is the following. What you've done is useful, in the sense that it gives us a lateral or horizontal overview. It might however be necessary to also provide us with a vertical overview of the plans, categorized by department or agency. Can we get that?

Mr. Collet: Yes, Madam Chair.

Mr. Bélanger: Do official language minority communities have access to the plans?

Mr. Collet: Absolutely.

Mr. Bélanger: So we could obtain their criticisms?

Mr. Collet: Yes, absolutely.

Mr. Bélanger: Is the department trying to get these criticisms?

M. Allmand: Je connais ce projet. C'est un bon projet mais, encore une fois, votre façon de présenter les choses est trompeuse. Il s'agit des projets qui ont été menés à terme, ce qui est différent.

M. Collet: La même chose vaut pour la transformation du Collège Morrin.

M. Allmand: Je n'en doute pas. Je lis le titre en haut de la page. Y a-t-il d'autres projets?

Quoi qu'il en soit, ce que nous faisons en vertu des articles 41 et 42 m'intéresse énormément. Je devrai passer plus de temps à lire ce document, mais il n'est pas facile à consulter et le texte n'est pas clair. Il nous induit en erreur. Nous devons parler à M. Dupuis, le ministre, et lui demander de nous fournir des documents qui sont plus faciles à comprendre.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La confusion est peut-être attribuable au fait qu'il y a dans certaines provinces des institutions nationales qui ont une importance nationale. . .

M. Allmand: Un collège en Alberta n'est pas un projet qui fait partie des plans d'action pour le Québec, à moins que le Québec y contribue financièrement ou autrement. J'ai beau lire la liste, elle n'a aucun sens. C'est bien que nous fassions quelque chose pour ce collège en Alberta, mais c'est dans la partie sur l'Alberta qu'il faudrait en parler.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. Collet: À la page 17, sous le titre des mesures provinciales au Québec, comme nous l'avons déjà expliqué, la première partie traite des plans nationaux. Je m'excuse si c'est mêlant, mais c'est un document que nous avons préparé pour qu'il soit utilisé par tous les groupes clients au sein des 27 institutions. Nous vérifierons, mais si vous regardez à la page 17, toutes les mesures qui se trouvent sous le titre «mesures provinciales» font partie du plan d'action. Nous avons fait la même chose pour chaque province.

[Français]

M. Bélanger: J'ai quelques commentaires d'ordre un peu plus général, ou plutôt une question. Elle a trait à un commentaire que vous avez fait pour expliquer que notre rôle n'en pas nécessairement de critiquer, mais de transmettre la critique à la Chambre. Moi, je le veux bien. Mais, pour ce faire, il va nous falloir des outils.

Ma première question est la suivante. Ce que vous avez fait est utile, en ce sens que ça nous donne une vue d'ensemble latérale ou horizontale. Il serait toutefois peut-être nécessaire de nous fournir aussi une vue d'ensemble verticale des plans catégorisés par ministère ou agence. Est-ce qu'on peut obtenir ça?

M. Collet: Oui, madame la présidente.

M. Bélanger: Est-ce que les communautés minoritaires de langue officielle ont accès aux plans?

M. Collet: Absolument.

M. Bélanger: On pourrait donc obtenir leurs critiques.

M. Collet: Oui, tout à fait.

M. Bélanger: Est-ce que le ministère cherche à obtenir cette critique?

Mr. Collet: Yes. First of all, there are the comments made to us during the preparation of the next plans. They say: "Listen, we thought this item was out of order or we thought that thing was poorly done".

Secondly, eight representatives of communities were appointed to the steering committee. They made suggestions to us. They were all suggestions made by representative agencies from all over the country, suggestions that are on a list that we followed. Then, representatives appointed to the steering committee made direct criticisms, to me and my team, at each meeting.

Mr. Bélanger: I've looked for the list of the members of that committee in this, and I haven't found it. Is it in there?

Mr. Collet: Is the list in there?

Ms Cloutier: The names aren't included, but it is available; we'll send it to you.

Mr. Collet: We will send it to you.

Mr. Bélanger: I know the two from Ontario, because you've already mentioned them to me, but I don't know the others.

Mr. Collet: I will have the list sent to you.

Mr. Bélanger: That's the group that meets next February.

Mr. Collet: Yes.

Mr. Bélanger: I see. Therefore, should we wish to make any criticism, it is up to us to get our act together and do so. That's fine.

• 1710

If I may, I have two further questions. The first concerns the position of Treasury Board. Am I right in believing that Treasury Board is now excluded from the list of 26 agencies or departments?

Mr. Collet: Treasury Board is still included among the 26 agencies. It has not submitted a plan because its primary responsibility is in the area of services. Treasury Board is responsible for official languages services. Its representatives stated that they wanted to focus on that. As you know, there is a lot of work to be done. They say that they want to focus on that legislative responsibility they have towards the Canadian government. They table an annual report.

Mr. Bélanger: Who decided that Treasury Board would be excluded for now or would not be required to submit a plan?

Mr. Collet: The decision was taken following a discussion between ministers.

Mr. Bélanger: Between ministers. The initial decision was to include it, was it not?

Mr. Collet: Yes, and that is why the answer to your question is that they are not excluded. Subsequently, the deputy minister and the Secretary of the Treasury Board discussed this issue.

Mr. Bélanger: Do they intend to submit a plan this year or are they excused from doing so? They are not excluded, but are they excused? Is that the case? This should be looked at again.

M. Collet: Oui. Il y a premièrement les commentaires qui nous sont faits à l'occasion de la préparation des prochains plans. Ils disent: «Écoutez, l'année dernière, on a trouvé ce point hors d'ordre ou on a trouvé que telle chose était mal faite».

Deuxièmement, huit représentants des communautés sont nommés au comité d'orientation. Ils nous ont fait une suggestion. Ce sont toutes des suggestions faites par des organismes représentatifs de partout au pays, suggestions qui sont sur une liste qu'on a suivie. Ensuite, les représentants nommés au comité d'orientation nous font directement, à moi-même et à mon équipe, des critiques lors de chaque rencontre.

M. Bélanger: J'ai cherché la liste des membres de ce comité là-dedans et je ne l'ai pas trouvée. Est-ce qu'elle y est?

M. Collet: Est-ce que la liste est là-dedans?

Mme Cloutier: Les noms ne sont pas inclus, mais elle est disponible; on va vous l'envoyer.

M. Collet: On va vous la faire parvenir.

M. Bélanger: Je connais les deux de l'Ontario, car vous me les avez déjà indiqués, mais je ne connais pas les autres.

M. Collet: Je vais vous faire parvenir la liste.

M. Bélanger: C'est le groupe qui se réunit en février prochain.

M. Collet: Oui.

M. Bélanger: D'accord. Donc, c'est à nous de nous organiser pour qu'il y ait des critiques si on en veut. C'est parfait.

J'ai deux autres questions, si vous me le permettez. La première concerne la position du Conseil du Trésor. Est-ce que j'ai raison de croire que le Conseil du Trésor est maintenant exclu et ne fait plus partie de la liste des 26 agences ou ministères?

M. Collet: Le Conseil du Trésor fait encore partie des 26 agences. Le Conseil du Trésor n'a pas soumis de plan parce que sa première responsabilité est du côté des services. C'est le Conseil qui a la responsabilité des services de langues officielles. Ses représentants ont déclaré qu'ils voulaient se concentrer là-dessus. Comme on le sait, il y a toutes sortes de travaux à faire. Ils disent qu'ils veulent concentrer leurs efforts sur cette responsabilité statutaire qu'ils ont vis-à-vis de tout le gouvernement canadien. Ils présentent un rapport annuel.

M. Bélanger: Qui a décidé que le Conseil du Trésor serait exclu pour l'instant ou pouvait s'abstenir de soumettre un plan?

M. Collet: C'est une décision qui a fait suite à une discussion entre ministres.

M. Bélanger: Entre ministres. La décision première était de l'inclure, n'est-ce pas?

M. Collet: Oui, et c'est pour cela que la réponse à votre question est qu'ils ne sont pas exclus. Ensuite le sous-ministre et le secrétaire du Conseil du Trésor ont eu une discussion à ce sujet.

M. Bélanger: Est-ce qu'ils ont l'intention de soumettre un plan cette année ou si on les excuse? Ils ne sont pas exclus, mais on les excuse? C'est ça? Il faudrait y revenir.

Let us turn now to the departmental plan for manpower training. I do not have it in front of me, and I would have to analyze it carefully to determine the plan for each province. What will be the impact on the department of the announcement made yesterday by the Prime Minister concerning manpower training? Have you had time to think about that? Is there an impact?

Mr. Collet: We have not had time to do so. We have not even had a briefing on that. As you know, Mr. Axworthy will be making an announcement. We may perhaps be able to inform you at that time, but not at the moment. Madam Chair, we have no idea about this.

Mr. Bélanger: I would like to make two positive comments. I encourage you to proceed with multi-year plans, of two or three years. I think that is a very good step. However, you should not always be in the planning stage. Things also have to be implemented. I also think that it is very good to go up to the end of March 1996, so that the planning year is the same as the tax year. I think progress has been made here, and this should make things easier.

Third, I would like there to be a set format for the plan. This was suggested by the Fédération des communautés francophones et acadiennes. I know that this was suggested last year. It might perhaps be necessary to consider imposing it so as to make it easier to make comparisons and offer criticism. Thank you.

The Joint Chair (Senator Comeau): Senator Roux.

Senator Roux: First, I would like to make a small correction before asking a question. On page 16, "Principle measures—Quebec", the third paragraph reads as follows:

Involving the Anglophone associations concerned in studies on the financial difficulties of institutions such as the Centaur Theatre and the National Theatre School.

It should just be pointed out that the National Theatre School is not an anglophone but rather a "co-lingual" institutional. That is how its founders, of whom I am one, described the institution since the courses are given either in French or English depending on the wishes of the students who, it should be noted, come from absolutely every province in Canada.

My question is as follows. In the strategic plan of the federal government, one of the challenges in interdepartmental consultation and co-operation to help communities is to counter assimilation. This is a very important point for me, and one about which I feel very sensitive. I would point out that during the referendum campaign, I often had heated discussions with people from the other side and was frequently asked what the federal government was doing to prevent assimilation.

• 1715

I must say that I did find it a little difficult to answer that question—please don't tell that to Mr. Dupuy—because it is a very difficult issue to deal with.

When referring to assimilation, I am obviously not talking about the assimilation of the anglophone minority in Quebec, because I do not believe that they are in danger, but rather about the assimilation of francophone minorities outside

Parlons maintenant du plan du ministère pour la formation de la main-d'oeuvre. Je ne l'ai pas devant moi et il faudrait que je le décortique pour savoir quel est le plan pour chaque province. Quel sera l'impact sur le ministère de l'annonce qui a été faite hier par le premier ministre quant à la formation de la main-d'oeuvre? Est-ce qu'on a eu le temps d'y penser? Est-ce qu'il y a un impact?

M. Collet: On n'a pas eu le temps de le faire. On n'a même pas eu de breffage là-dessus. Comme vous le savez, M. Axworthy fera une annonce. On pourra peut-être vous aviser à ce moment-là, mais pas maintenant. On n'a aucune idée là-dessus, madame la présidente.

M. Bélanger: J'aimerais faire deux commentaires positifs. Je vous encourage à aller du côté de plans pluriannuels, de deux ou trois ans. Je pense que c'est une très bonne initiative. Il ne faut quand même pas être toujours en planification. Il faut aussi réaliser des choses. Je pense aussi que c'est une très bonne chose qu'on aille jusqu'à la fin de mars 1996, qu'on s'agence avec les années fiscales. De ce côté, je pense qu'il y a des progrès qui se font et qui devraient faciliter la chose.

Troisièmement, j'aimerais que l'on impose un format de plan. C'est une chose qui a été suggérée par la Fédération des communautés francophones et acadienne. Je sais qu'on a suggéré cette chose l'an dernier. Il serait peut-être nécessaire de penser à l'imposer afin de faciliter la comparaison et la critique. Merci.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Monsieur le sénateur Roux.

Le sénateur Roux: D'abord, j'aimerais faire une petite rectification avant de poser une question. À la page 17, «Principales mesures—Québec», au troisième paragraphe, on dit:

Impliquer les associations anglophones concernées dans le cadre d'études sur les difficultés financières d'institutions telles que le Centaur Theatre et l'École nationale de théâtre.

Il faudrait simplement souligner que l'École nationale de théâtre n'est pas une institution anglophone, mais une institution «colingue». C'est la façon dont les fondateurs, et j'en suis un, ont qualifié l'institution étant donné que l'enseignement s'y donne ou en français ou en anglais suivant le désir des élèves, qui viennent, soit dit en passant, d'absolument toutes les provinces du Canada.

Ma question est la suivante. Dans ce plan stratégique du gouvernement fédéral, on voit que l'un des enjeux de la concertation interministérielle pour les communautés est de contrer l'assimilation. C'est un point qui m'est extrêmement cher et j'y suis très sensible. Je vous dis en passant que durant la campagne référendaire, j'ai souvent eu des confrontations avec des gens de l'autre camp et souvent on m'a demandé ce que le gouvernement fédéral faisait contre l'assimilation.

Je dois dire que je nageais un petit peu lorsque j'avais à répondre à une telle question—n'allez pas le répéter à M. Dupuy—, parce que c'est un phénomène qui est extrêmement difficile à maîtriser.

Quand je parle d'assimilation, je ne parle évidemment pas de l'assimilation de la minorité anglophone au Québec, car je pense qu'elle n'est pas en danger, mais de l'assimilation des minorités francophones hors Québec. Est-ce que vous croyez

Quebec. Among the measures that will be taken, do you consider that there are some which will curb or at least control such assimilation? I don't have any figures in front of me, but it seems to be taking place at an ever faster rate?

Mr. Collet: Madam Chair, in the answer I will try to give to you, I would like to stress that we have to consider all activities related to official languages and the promotion of official languages, the linguistic duality of the federal government, and interprovincial co-operation where appropriate. We should not consider only the implementation of sections 41 and 42 of the Official Languages Act.

I would refer to education assistance programs which promote education in the first and second language across the country, and community-support programs of the Department of Canadian Heritage, and now a new concept is being added. In addition to the key work being done by the Department of Canadian heritage, the former Secretary of State Department, to promote bilingualism and both official language minority communities in Canada, we want federal institutions to ensure the development of such communities, as provided for in their respective mandates.

If I may, Madam Chair, and if as a public servant I might be allowed to reveal my Franco-Manitoban roots, I would say that outside school and university issues, progress has been achieved. Moreover, this can be seen from the statistics compiled by Statistics Canada. For example, in the case of young people under 20 years of age, there has been a substantial change in terms of school drop-out rates. We can provide you with statistics on this. There are other programs focusing on this. It should also be added that the federal Department of Health, when preparing its strategic plans and adjustments, also tries to promote their development, within of course the term of its mandate. The same is true of the Department of Transport, Human Resource Development, etc.

Changes will not be seen overnight. Assimilation has been rooted over many years; it has taken time. It will also take time to eradicate it and reverse the process, and we must all work together on this. But there are signs of change.

For example, when the *Cité collégiale* opened four years ago in Ontario, if I remember correctly there were approximately 1,700 students. A year and a half later, there were 3,000. And now you have a new institution.

The establishment of this type of institution, which was of course made possible thanks to provincial-federal co-operation, clearly shows that... education came first. At least we have stopped assimilation. We haven't completely reversed the process, but every year we are managing to change it.

As an institution, the Federal government has also become more involved in terms of the Official Languages Act. We think that could make all the difference because one of the results is economic development which contributes enormously to the long-term survival of these communities.

que dans les mesures qui vont être prises, il y en a qui vont parvenir à freiner ou du moins à maîtriser cette assimilation qui, pour le moment—je n'ai pas de chiffres devant moi—, se fait à un rythme accéléré?

M. Collet: Madame la présidente, je veux souligner que, dans la réponse que je vais tenter de vous donner, il faut considérer l'ensemble de toutes les activités relevant des programmes de langues officielles et de promotion des langues officielles, de la dualité linguistique du gouvernement fédéral et y inclure la collaboration interprovinciale s'il y a lieu. Il ne faut pas s'arrêter seulement à cette activité de la mise en oeuvre des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles.

Je parle des programmes d'aide à l'éducation qui promeuvent l'enseignement dans la langue première et la langue seconde dans tout le pays et du programme d'appui aux communautés du ministère du Patrimoine canadien, et on ajoute maintenant un nouveau concept. En plus du travail de pointe que fait déjà le ministère du Patrimoine canadien, l'ancien Secrétariat d'État, pour ce qui est de la promotion du bilinguisme et des deux communautés linguistiques de langues minoritaires au Canada, on veut que les institutions du gouvernement fédéral voient au développement de ces communautés—là, chacune selon leur mandat, ce qui enrichit ce développement.

Si vous me le permettez, madame la présidente, et s'il m'est permis comme fonctionnaire de dévoiler mes racines franco-manitobaines, je dirai qu'en dehors des domaines scolaire et universitaire, des progrès ont été accomplis. D'ailleurs, les statistiques de Statistique Canada le démontrent. Par exemple, dans la population des moins de 20 ans, il y a eu un changement substantiel au point de vue du décrochage scolaire. On peut vous faire parvenir ces statistiques. Ce sont là d'autres programmes. Et il faut ajouter que le ministère fédéral de la Santé, quand il fait sa planification stratégique et ses ajustements, voit lui aussi à leur développement, dans le cadre de son mandat, bien sûr, de même que les ministères des Transports, du Développement des Ressources humaines, etc.

Les changements ne se manifesteront pas du jour au lendemain. L'assimilation s'est enracinée pendant de nombreuses années; elle a mis bien du temps à se faire. Pour la déraciner et inverser le processus, il faudra du temps également et faire tous ensemble des efforts. Mais il y a des indicateurs de changement.

Par exemple, lorsque l'institut collégial a ouvert ses portes en Ontario, il y a quatre ans, il y avait, si je me rappelle bien, à peu près 1 700 élèves; un an et demi plus tard, il y en avait 3 000. Et vous avez maintenant une nouvelle institution.

Les démarches montrent, entre autres, que la mise sur pied de ce genre d'institutions, certaines grâce à la collaboration provinciale-fédérale, est au coeur... C'est l'éducation qui est venue d'abord. Au moins, on a enrayé l'assimilation. On n'en a pas complètement détourné le cours, mais à chaque année, on vient à bout de l'infléchir.

De plus, on vient ajouter un enrichissement du côté de l'institution du gouvernement fédéral qui, elle, s'est engagée dans la Loi sur les langues officielles. Nous pensons que cela pourrait faire toute la différence parce que là on s'embarque, entre autres, dans le développement économique qui compte énormément pour la survie à long terme de ces communautés.

• 1720

Senator Roux: Can we expect in the future, when the results of this strategy have been assessed, to have statistics available on this subject?

Mr. Collet: That is our intention, Senator.

Senator Roux: Thank you.

Mr. Collet: If I may, Madam Chair, a question was asked of me earlier. I don't remember who asked it, but I want to make sure I answer.

There was a reference to critical analysis. That is in the report to Parliament, but ministers can also be requested to appear as witnesses before this committee.

Mr. Bélanger: We would need to have the plans.

Mr. Collet: The plans are available. We have arranged them by province at the request of the communities. They are also available by department.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Collet, I know that departments must report to the House. However, it is the responsibility of our committee to examine the actions taken by government departments with respect to the Official Languages Act. Our committee can examine or comment on the actions of government departments, as well as make recommendations.

Mr. de Savoye: Since you have put things in writing, I would like you to tell us how you would relate the point I'm going to make to Sections 41 and 42. These sections seek to enhance the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and to promote the full recognition and use of both English and French in Canadian society.

In the issues you talk about Canadian identity. How do you see Canadian identity and why do you consider that it is an issue in terms of Sections 41 and 42?

With respect to the National Capital Commission, you mention, among the Principal Measures, as you do on page 4 of each section:

Initiate discussions to explore the possibility of a collaborative effort with the Department of Canadian Heritage to update, produce and market an educational tool designed to promote Canadian unity.

However, Canadian unity is one concept, whereas Canadian identity is another. How would you define these two concepts so as to clarify their relationship to Sections 41 and 42? Personally, I have difficulty in doing so.

Mr. Collet: I shall try to answer by pointing out that these questions are to some degree a matter of policy. Committee members might perhaps wish to ask them again of our minister when he appears before you.

Mr. de Savoye: I am referring to your presentation. Are you aware of that?

Mr. Collet: Yes, I see.

Le sénateur Roux: Peut-on espérer que, dans le futur, lors d'une évaluation du résultat de cette stratégie, on pourra avoir des statistiques à ce sujet?

M. Collet: C'est notre intention, monsieur le sénateur.

Le sénateur Roux: Merci.

M. Collet: Si vous le permettez, madame la présidente, une question m'a été posée plus tôt. Je ne sais plus qui me l'a posée, mais je veux m'assurer d'y répondre.

On parlait de la critique qui se fait. Il y a le rapport au Parlement, mais également, les ministères peuvent toujours être assignés comme témoins à ce comité.

M. Bélanger: Il faudrait avoir les plans.

M. Collet: Les plans sont disponibles. Nous les avons disposés par province à la demande des communautés. Ils sont aussi disponibles par ministère.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Collet, je crois que les ministères doivent rendre compte à la Chambre. Cependant, notre comité a la responsabilité de remettre en question l'action des différents ministères en ce qui a trait à la Loi sur les langues officielles. Il peut remettre en question ou commenter l'action des différents ministères, ainsi que faire des recommandations.

M. de Savoye: Puisque vous avez écrit ces choses, j'aimerais que vous nous disiez comment vous reliez les éléments dont je vais faire mention aux articles 41 et 42. Ces articles, je le rappelle, visent l'épanouissement des minorités francophones et anglophones et à promouvoir la pleine reconnaissance de l'usage des deux langues officielles.

Dans les enjeux, vous parlez de l'identité canadienne. Comment voyez-vous l'identité canadienne et pourquoi considérez-vous que c'est un enjeu eu égard aux articles 41 et 42?

Dans les principales mesures envisagées, pour ce qui est de la Commission de la Capitale nationale, vous mentionnez, en page 4 de chacune des sections:

Entamer des pourparlers quant à une possibilité de collaboration avec le ministère du Patrimoine canadien pour la mise à jour, la production et le marketing d'un outil éducatif visant à promouvoir l'unité canadienne;

Or, l'unité canadienne est un concept, alors que l'identité canadienne en est un autre. Comment définissez-vous ces deux concepts de manière à préciser leur association avec les articles 41 et 42? Personnellement, j'ai de la difficulté à le faire.

M. Collet: Je vais tenter de vous répondre tout en précisant que ces questions relèvent un peu du domaine politique. Les membres du comité voudront peut-être les poser à notre ministre lorsqu'il se présentera devant eux.

M. de Savoye: Je fais référence à votre présentation; en êtes-vous conscient?

M. Collet: Oui, je suis d'accord.

Mr. de Savoye: I presume that you are presenting a position which you are able to defend.

Mr. Collet: Yes, Mr. de Savoye. But I wish to clarify one point. I work in a department which has a mandate defined by Parliament. That is what I was referring to. Obviously, positions are prepared by the Department of Canadian Heritage. This refers to what was discussed in committee, when the Bill was adopted. The issue of identity was discussed at that time. Once Parliament adopted the legislation, we made plans in accordance with the mandate of the department.

Mr. de Savoye: So, what do you understand your mandate to be?

Mr. Collet: With all due respect, I would like to make the following comment. Matters of policy are the responsibility of the minister.

• 1725

When the Department of Canadian Heritage refers to developing and fostering, we are talking about Canadian identity. I believe that is a term used in the bill to establish the Department of Canadian Heritage.

Canadian identity varies enormously. In the legislation, there is also reference to the realities of geographical and physical diversity, the people embodying such diversity, both official languages, the Charter, etc. That is in the legislation creating the Department of Canadian Heritage.

Official languages are a reality in the federal government, and it is the responsibility of our department to promote them. Therefore, this represents the relationship we have to sections 41 and 42 when we talk about Canadian identity. This is also found in the Bill creating the Department of Canadian Heritage, which was debated last winter and adopted by Parliament. The reality of the bilingual identity of Canada is part of this. We foster and promote it, because that is provided for in the legislation.

Mr. de Savoye: I asked you how you would define the issue, because you can't just say that it is in the mandate of the department or in the legislation creating the department. You are making an issue of it.

An issue is something very specific. It is critical, something on which action must be taken; otherwise you miss the boat. This is the relationship I am asking you to clarify for me.

Mr. Collet: The Official Languages Act talks about supporting and assisting the development of communities. This means that communities must be able to flourish. That is part of the issue. If Canadian identity has one characteristic element that is official languages, then one of our responsibilities is to foster development. Therefore, through such measures, we try to support the development of these communities so that they become part of the Canadian reality and contribute to it. That is how the link is established.

Mr. de Savoye: And Canadian unity?

M. de Savoye: J'imagine que vous présentez des choses que vous êtes capable de défendre.

M. Collet: Oui, monsieur de Savoye. Mais je veux clarifier un point: je fonctionne dans un ministère qui a un mandat défini par le Parlement. C'est ce à quoi je fais allusion. Il est certain qu'on prépare ces choses au sein du ministère du Patrimoine canadien. Cela fait référence à ce dont on a discuté au comité, quand le projet de loi a été adopté. La question de l'identité avait été posée à ce moment-là. Une fois que le Parlement a adopté cette chose, nous planifions nos instruments en nous attachant au mandat du ministère.

M. de Savoye: Alors, comment avez-vous compris votre mandat?

M. Collet: J'aimerais, avec tout le respect que je vous dois, faire le commentaire suivant. Lorsqu'il est question de politiques, de *policy*, cela relève du domaine ministériel.

Au ministère du Patrimoine canadien, quand nous faisons référence au développement et à la promotion, nous parlons de l'identité canadienne. Je crois que c'est le terme utilisé dans le projet de loi sur le ministère du Patrimoine canadien.

L'identité canadienne varie énormément. Dans la loi, on parle aussi des réalités de la diversité autant géographique que physique, des populations qui la composent, des deux langues officielles, de la Charte, etc. C'est dans la loi créant le ministère du Patrimoine canadien.

Les langues officielles sont une réalité à l'intérieur du gouvernement fédéral, et leur promotion a été confiée à notre ministère. Donc, c'est le lien que nous faisons par rapport aux articles 41 et 42 quand nous parlons d'identité canadienne. On retrouve cela dans le projet de loi créant le ministère du Patrimoine canadien, celui dont on a discuté l'hiver dernier et qui a été adopté par le Parlement. Nous accrochons à cette réalité la réalité de l'identité bilingue du pays. On en fait la promotion parce que cela est prévu dans la loi.

M. de Savoye: Je vous demandais comment vous définissiez l'enjeu, parce que là il ne s'agit pas simplement de dire que c'est dans la mission du ministère ou dans la loi constituant le ministère. Vous en faites un enjeu.

Un enjeu, c'est bien spécifique. C'est une chose critique, une chose sur laquelle on doit agir, sans quoi on manque le bateau. C'est ce lien que je vous demande de préciser pour éclairer ma lanterne.

M. Collet: Pour ce qui est des langues officielles, si on veut les promouvoir... La Loi sur les langues officielles parle du développement des communautés. Cela veut dire que ces communautés doivent être capables de s'épanouir. Cela fait partie de l'enjeu. Si l'identité canadienne a un élément caractéristique, soit les langues officielles, eh bien, l'une de nos responsabilités est d'en promouvoir l'épanouissement. Donc, par ces gestes, nous essayons de soutenir l'épanouissement de ces communautés pour qu'elles puissent faire partie de la réalité canadienne et y contribuer. C'est comme cela.

M. de Savoye: Et l'unité canadienne?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Perhaps I should not have. . .

Mr. de Savoye: It's at 1.15, on page 35.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Canadian identity is necessarily. . .

Mr. de Savoye: Canadian unity.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): . . . Canadian unity.

Mr. de Savoye: These are two different concepts, each having its own value.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): They each have their own value and very many similarities.

Mr. Collet: I shall try to answer. Unity means the reality of the country. It means both official languages, one language being in the majority in one part of the country, being an official language minority in a province and in the opposite position in the rest of the country.

Therefore, certain factors can be identified by defining the realities of the country, particularly official languages, which are the subject of legislation adopted by the Canadian Parliament. This is a factor in our unity. It is as simple as that. Such unity should be promoted. This means respecting both official languages and fostering the development of such communities. The logical result is a contribution to Canadian unity.

Mr. de Savoye: I think that this educational tool will serve only as recognition of the fact that there are two official languages in Canada.

Mr. Collet: Yes, and that they are known.

Mr. de Savoye: Exclusively.

Mr. Collet: And the reality of two official language communities goes together with this.

Mr. de Savoye: You are to be commended.

Mr. Collet: Thank you.

Mr. Bélanger: Perhaps the mandate of the NCC should also be checked. Perhaps it really does contain a reference to national unity. I wouldn't object to that. I would like to put a question to our three witnesses if I may.

• 1730

I know that it is not your role to criticize. You may perhaps remember that last spring I raised certain concerns regarding a few government agencies, particularly CIDA. It has been suggested that CIDA did not appear to pay much attention to section 41, or rather that it was not considered very relevant within the agency.

Are you ready to venture a comparison between some of the plans? Would you like to make any general comments about departments or agencies which have performed well or achieved better results than others?

Mr. Collet: In view of the mandate entrusted to the Department of Canadian Heritage, it would not be appropriate for me to make comments to this committee on any initial attempt to prepare actual plans. I think it would be inappropriate for us to do so.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je n'aurais peut-être pas dû. . .

M. de Savoye: C'est à 1.15, à la page 35.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): L'identité canadienne est nécessairement. . .

M. de Savoye: L'unité canadienne.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): . . . l'unité canadienne.

M. de Savoye: Ce sont deux concepts qui ont tous deux leur valeur.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ils ont chacun leur valeur ainsi que de très grandes similitudes.

M. Collet: Je vais essayer de répondre. L'unité, c'est la réalité du pays; ce sont deux langues officielles, une majorité d'une langue officielle dans une partie du pays, une minorité de langue officielle dans cette même province et l'inverse dans le reste du pays.

Donc, là encore, on peut identifier des éléments par la définition des réalités du pays, notamment les langues officielles qui font l'objet d'une loi adoptée par le Parlement canadien. C'est un élément d'unité. C'est aussi simple que cela. Il s'agit de promouvoir l'unité. Cela veut dire le respect des deux langues officielles et le développement de ces communautés. La suite logique est une contribution à l'unité canadienne.

M. de Savoye: Je crois comprendre que cet outil éducatif ne visera que la reconnaissance du fait qu'il y a deux langues officielles au Canada.

M. Collet: Oui, et leur connaissance.

M. de Savoye: Exclusivement.

M. Collet: Et la réalité des deux communautés de langues officielles au Canada; ça va ensemble.

M. de Savoye: Vous avez beaucoup de mérite.

M. Collet: Merci.

M. Bélanger: Il faudra peut-être vérifier aussi le mandat de la CCN. On y parle peut-être réellement d'unité nationale. Je ne verrais pas d'objection à cela. J'aimerais poser une question à nos trois témoins, si vous me le permettez.

Je sais que votre rôle n'est pas de critiquer. Vous vous souviendrez peut-être qu'au printemps dernier, j'avais soulevé certaines craintes relativement à quelques-unes des agences gouvernementales, en particulier l'ACDI. On avait entendu dire qu'à l'ACDI, on ne semblait pas porter tellement attention à l'article 41 ou plutôt que cela n'avait pas tellement de pertinence à l'Agence.

Êtes-vous prêt à vous aventurer et à comparer quelques-uns des plans? Avez-vous des commentaires d'ordre général à faire sur des ministères ou agences qui auraient bien fait, ou mieux fait, ou qui seraient plus avancés que d'autres dans leur développement?

M. Collet: Par souci du respect du mandat qui est confié au ministère du Patrimoine canadien, il ne serait pas approprié que, lors d'un premier effort pour faire des plans d'action, je fasse des commentaires sur ces plans à ce comité. Je pense que ce serait mal venu de notre part.

Mr. Bélanger: We will ask the Commissioner of Official Languages.

Mr. Collet: Among others. We did refer to other possibilities, such as inviting agencies or departments to appear before this committee.

Mr. Bélanger: Madam Chair, if I may I would like to propose that we invite the Fédération des communautés francophones et acadiennes to appear as soon as possible before our committee.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Fine. I will take your request into consideration and send out the invitations. Mr. Collet, it might also be quite interesting if you could give the clerk the action plans we were discussing so members of the committee can study them and decide whether they should invite witnesses in that regard.

Mr. Collet: We will send them to the clerk.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you.

Mr. de Savoye: When you propose an action plan, it is necessary to provide for enough resources, otherwise, it's nothing but empty words.

In your opinion, what resources have various organizations and departments agreed to provide? Has money been specifically set aside to implement these action plans? Will this be done every year with the resources available? Is there a will to proceed?

Mr. Collet: First, I would simply like to emphasize that the purpose of the implementation of Cabinet's decision was simply to ensure that the federal government in the normal course of business, understand the needs of Canada's minority language communities and adapt to them.

There was never any question that our department would find huge amounts of money. In any case, that doesn't happen anymore. It's the way things are now. In a year and a half, because the first plan was a little late, we will probably be able to give you, Mr. de Savoye, a better idea of how the money was spent, including amounts.

• 1735

But I want to point out that the resources for these projects came from money the department already had.

Agencies are in the same situation. So it is up to each department, including ours, to ensure that their services respect the Official Languages Act. They have to do so with the resources at their disposal. The same applies to section 41.

We have specific figures for certain activities held in various parts of the country. After a full year and a second series of plans, it might be easier to pinpoint differences more specifically and maybe even to quantify them.

In conclusion, I'd like to add that in many cases we are not dealing with subsidies but services.

M. Bélanger: On le demandera au commissaire aux langues officielles.

M. Collet: Entre autres. On a bien mentionné les autres avenues, y compris inviter des agences ou des ministères à ce comité.

M. Bélanger: Madame la présidente, j'aimerais proposer, si vous me le permettez, qu'on invite le plus tôt possible la Fédération des communautés francophones et acadienne à venir témoigner devant le comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord. Je prends note de votre demande et je ferai les invitations. Il serait peut-être aussi fort intéressant, monsieur Collet, que vous remettiez au greffier les plans d'action dont nous venons de discuter afin que les membres du comité puissent en prendre connaissance et voir s'il y a lieu d'inviter des témoins là-dessus.

M. Collet: Nous les ferons parvenir au greffier.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci.

M. de Savoye: Lorsqu'on propose un plan d'action, on comprend qu'il est nécessaire d'y affecter des ressources; sinon, on écrit de belles pages qui n'iront pas plus loin.

Selon vous, quelles ressources les divers organismes et ministères consentent-ils? Y a-t-il des sommes d'argent qui ont été spécifiquement ciblées pour la mise en oeuvre de ces plans d'action? Est-ce que ce sera fait bon an mal an avec les ressources des gens en place? Quelle est la volonté au niveau des moyens de procéder?

M. Collet: Dans un premier temps, j'aimerais simplement souligner que le but de la mise en oeuvre de la décision du Cabinet était simplement de s'assurer que le gouvernement fédéral, dans l'ordre des choses ordinaires, cherche à comprendre les besoins des communautés de langues officielles minoritaires au Canada et s'y adapte.

Il n'a jamais été question que notre ministère aille chercher des montants faramineux. D'ailleurs, cela n'existe plus. C'est dans l'ordre normal des choses. Au bout d'un an et demi, parce que le premier plan est venu un peu plus tard, on pourra sans doute, monsieur de Savoye, vous donner une idée plus précise des dépenses qui auront été réorientées, avec des chiffres à l'appui.

Je peux cependant vous dire que les ressources pour les projets provenaient de sommes dont le ministère disposait déjà.

Dans les agences, la situation est la même. Donc, il revient à chacun des ministères, y compris le nôtre, de s'assurer que leurs services satisfont aux exigences de la Loi sur les langues officielles. Ils doivent le faire avec les ressources dont ils disposent. C'est la même chose pour la mise en oeuvre de l'article 41.

Nous connaissons certains chiffres quant à certaines activités particulières qui ont été tenues dans diverses parties du pays. Après une année complète et dans une deuxième série de plans, on verra peut-être plus précisément les différences et il sera peut-être possible de les chiffrer.

En terminant, j'aimerais ajouter qu'il faut bien comprendre que, dans bien des cas, on ne parle pas de subventions, mais bien de services.

For instance, the federal government can play a role by supporting a daycare program. Having, for instance, assessed the daycare needs of an official language minority community in Saskatchewan, the government may support daycare services through an agreement with the provincial government, thus benefiting people living in Saskatoon, Prince Albert, Regina and Gravelbourg. This would be a regular service. It does not necessarily mean finding additional money. That's what we're aiming for.

Mr. de Savoye: I'd like to believe that faith can move mountains. I would like to focus on certain measures which the Department of Canadian Heritage intends to introduce, such as the Museums Assistance Program. You mentioned funding cultural activities through this structure. But don't forget that between 1993 and 1995, the budget was reduced from 10 million dollars to 7 million dollars. The Cultural Initiatives Program budget fell from 12.7 million dollars to 10.5 million dollars. So how will it be possible to implement new measures?

On the one hand, there's talk of funding cultural activities, whereas on the other hand, budgets are shrinking. Is your faith so strong? My own faith is usually grounded in the harsh realities of life.

Mr. Collet: Mr. de Savoye, our faith is always grounded in the harsh realities of life.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Collet: I agree that we have to deal with reduced budgets. It's a government decision which I don't want to get into. You also have to remember that these programs fund projects which will end some day. Afterwards, that money will become available.

The reason why colleagues in other sectors of the department are forecasting support for those institutions and cultural activities is because we have made them a priority. As we worked on our plans, we established priorities and possibilities. Some projects need funding for a year or two to be completed. Therefore, despite reductions, money becomes available. But I agree that there is less money to go around.

The Joint Chair (Senator Comeau): I would like to ask you a question before you leave. It follows up on an answer you provided Mr. Bélanger regarding consultation on the exemption for Treasury Board, which is not obliged to prepare a plan. You said this decision had been taken by ministers. Were communities consulted regarding this decision?

• 1740

Mr. Collet: Not that I am aware of. However, Senator, I know that the communities said they were concerned at meetings with our minister and at their regular meetings. They also put their concerns down in writing.

The Joint Chair (Senator Comeau): Isn't it one of Cabinet's objectives that there be consultation before a decision is made, or are ministers exempt from this rule?

Par exemple, le gouvernement fédéral peut agir par la voie d'un programme de garderies. Après avoir compris les besoins en garderies de la communauté minoritaire de langue officielle en Saskatchewan, le gouvernement accordera son appui aux garderies par le biais d'une entente avec le gouvernement provincial, de telle façon que les populations de Saskatoon, Prince Albert, Regina et Gravelbourg s'en trouveront favorisées. C'est donc un service régulier. On ne parle pas nécessairement d'engager des sommes supplémentaires. C'est ce que nous visons.

M. de Savoye: Je veux bien croire que la foi déplace des montagnes. Je m'arrête à certaines des mesures que le ministère du Patrimoine canadien entend mettre de l'avant, par exemple le programme d'aide aux musées. Vous parlez du financement d'activités culturelles par l'entremise de cette structure. Il faut comprendre qu'entre 1993 et 1995, ce budget a été réduit de 10 millions de dollars à 7 millions de dollars. Le budget du programme d'initiatives culturelles est passé de 12,7 à 10,5 millions de dollars. Comment peut-on croire qu'il sera possible de mettre en oeuvre de nouvelles mesures?

Ici, on parle du financement d'activités culturelles, alors que les budgets rétrécissent comme une peau de chagrin. Votre foi est-elle donc si grande? La mienne a plutôt tendance à s'attacher aux dures réalités de la vie.

M. Collet: Monsieur de Savoye, la nôtre est toujours rattachée aux dures réalités de la vie.

Des voix: Ah, ah!

M. Collet: Il faut tenir compte des budgets réduits, j'en conviens. C'est une décision gouvernementale dont je ne veux pas discuter davantage. Il faut aussi tenir compte du fait que ces programmes financent certains projets qui ont une fin. Par la suite, ces sommes deviendront disponibles.

Si des collègues d'autres secteurs du ministère prévoient un appui aux institutions ou aux activités culturelles, c'est qu'on leur a accordé la priorité. On s'est assis et on s'est dit au fur et à mesure qu'on préparait des plans: «Voici les priorités et voici les possibilités». Certains projets requièrent du financement pendant un an ou deux et se terminent là. Donc, même s'il y a eu des réductions, il y a de l'argent qui devient disponible. Mais je suis d'accord qu'il y en a moins.

Le coprésident (le sénateur Comeau): J'aimerais vous poser une question avant que vous ne partiez. Elle a trait à une réponse que vous avez donnée à M. Bélanger au sujet de la consultation portant sur l'exemption accordée au Conseil du Trésor, qui n'est pas obligé de préparer un plan. Vous disiez que la décision avait été prise par les ministres. Y a-t-il eu des consultations auprès des communautés en ce qui a trait à cette décision?

M. Collet: Pas que je sache. Cependant, monsieur le sénateur, je sais que les communautés, lors de rencontres avec notre ministre et lors de leurs rencontres régulières, ont communiqué leur inquiétude à cet égard. Elles l'ont aussi communiquée par écrit.

Le coprésident (le sénateur Comeau): N'est-ce pas l'un des objectifs du Cabinet qu'il y ait consultation avant la prise de décision, ou les ministres sont-ils exemptés de cela?

Mr. Collet: I am not sure.

The Joint Chair (Senator Comeau): It was decided that Treasury Board would be exempt from preparing a plan.

Mr. Collet: No. The decision was. . .

The Joint Chair (Senator Comeau): . . . taken by Cabinet.

Mr. Collet: Yes, by the ministers and deputy ministers.

The Joint Chair (Senator Comeau): There is a big difference between ministers and deputy ministers.

Mr. Collet: The decision was taken at two levels, in the sense that Treasury Board already has a big responsibility in ensuring that government services are implemented. At the time of the decision, Treasury Board already had a lot on its plate. I was not there, but that's basically what happened. It was an administrative decision.

The Joint Chair (Senator Comeau): I don't know if you understand what I'm getting at. One of Cabinet's objectives was to ensure that action plans were prepared, and if they weren't, organizations would at least be consulted. In this case, were there consultations, yes or no?

Mr. Collet: I must say that Treasury Board was there at some of our briefing sessions. As for the action plans, Treasury Board is accountable to the House, as are the 26 other institutions. That might be the appropriate forum to raise this issue.

It is not up to us, from administration. . .

The Joint Chair (Senator Comeau): That's not what I'm suggesting.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Malais): Mr. Allmand, do you have a brief question?

[English]

Mr. Allmand: When Senator Roux was speaking he said—and it's correct—that there's no risk of the anglophone community in Quebec being assimilated. The risk in Quebec for the anglophone community is losing their institutions and perhaps moving away, which they've done in large numbers. They risk losing such institutions as their schools, their theatre companies and so on because of a declining English-speaking population.

Montreal isn't a great problem. I see that in Montreal you have supported English-speaking institutions. That's a good thing, but I'm concerned about the areas outside of Montreal, the eastern townships, the Gaspé, the region of the Outaouais, the Pontiac and so on.

There isn't much time now. I'd be interested in knowing, one way or another, what's being done in those areas of the province where there were historically strong anglophone communities, but it's their institutions I'm worried about. I think in accordance with section 41, "enhancing the vitality of the . . . linguistic minority communities", you will support the institutions.

Mr. Collet: We will. We do this. This is the first year, and some of the activities happen to be in Montreal and some in Quebec City. The consultation with the anglophone minority in Quebec is done via Alliance Québec and its affiliate groups. There are lists of areas that we're looking at and we will gladly make this available to the committee.

M. Collet: Je n'en suis pas certain.

Le coprésident (le sénateur Comeau): On a décidé que le Conseil du Trésor serait exempté d'avoir à préparer un plan.

M. Collet: Non. La décision a été. . .

Le coprésident (le sénateur Comeau): . . . prise par le Cabinet.

M. Collet: Oui, par les ministres et les sous-ministres.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Il y a une grosse différence entre les ministres et les sous-ministres.

M. Collet: La décision a été prise aux deux niveaux, en ce sens que le Conseil du Trésor a déjà la responsabilité considérable de voir à la mise en oeuvre des services gouvernementaux. Au moment de la décision, le Conseil du Trésor en avait plein les mains. Je n'étais pas là, mais c'est un peu le sens de ce qui s'est passé. Ce fut une décision administrative.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Je ne sais pas si vous comprenez ce que je veux dire. Un des objectifs du Cabinet était de faire en sorte que l'on prépare des plans d'action et, à défaut de cela, les communautés devaient au moins être consultées. Dans ce cas-ci, y a-t-il eu, oui ou non, des consultations?

M. Collet: Il faut que je vous dise que le Conseil du Trésor est présent lors de certaines de nos rencontres d'information. En ce qui a trait aux plans d'action, le Conseil du Trésor doit répondre à la Chambre, comme n'importe laquelle des 26 institutions. Donc, la question pourrait être soulevée là.

Ce n'est pas à nous, de l'administration. . .

Le coprésident (le sénateur Comeau): Ce n'est pas ce que je propose.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): Monsieur Allmand, vous avez une courte question?

[Traduction]

M. Allmand: Lorsque le sénateur Roux a pris la parole il a dit—et avec raison—que la collectivité anglophone du Québec ne risque pas d'être assimilée. Ce que risque les anglophones du Québec, c'est de perdre leurs institutions et peut-être de décider de partir, ce qu'ils ont été nombreux à faire. Ils risquent de perdre des institutions comme leurs écoles, leurs compagnies de théâtre, etc., à cause de la baisse de la population anglophone.

À Montréal, ce n'est pas un grand problème. Je vois qu'à Montréal vous avez appuyé les institutions anglophones. C'est une bonne chose, mais je m'inquiète des régions à l'extérieur de Montréal, comme l'Estrie, les Cantons de l'Est, la Gaspésie, la région de l'Outaouais, le Pontiac, etc.

Il ne reste plus beaucoup de temps. Je voudrais savoir, d'une façon ou d'une autre, ce qui se fait dans ces régions de la province où il y avait dans le passé de fortes collectivités anglophones, mais c'est de leurs institutions que je m'inquiète. Je pense que conformément à l'article 41, qui vous engage à favoriser l'épanouissement des minorités linguistiques, vous appuyerez leurs institutions.

M. Collet: Nous le ferons. Nous le faisons. C'est la première année, et il se trouve que certaines activités se déroulent à Montréal et d'autres à Québec. Nous consulterons la minorité anglophone du Québec par l'entremise d'Alliance Québec et de ses groupes affiliés. Il y a des listes de domaines que nous examinons et nous serons heureux de les fournir au comité.

• 1745

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to thank our witnesses. You mentioned a meeting in March, and committee members are looking forward to what will result from that meeting. In the meantime, we await your plans. Thank you for being so forthcoming and for answering our questions so precisely.

I would like to tell committee members that they will receive Mr. Allmand's notice of motion in both official languages. We can discuss it at our next meeting on Thursday. We have also asked to meet with the Official Languages Commissioner. We hope to meet him on Thursday as well.

The joint clerk will let you know as soon as possible. Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: With your leave, we could perhaps ask the Commissioner, at the next meeting, to give us a brief opinion on what we have heard here this afternoon.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Fine. Senator Roux.

Senator Roux: I had asked to speak at the beginning of the meeting but I did not want to insist since I did not want to delay our deliberations.

I do not want my comments to be perceived as assigning blame. A meeting of this committee had been called for last Wednesday, November 22. My office received the notice of meeting on Monday November 20. In my opinion, the notice betrayed a partial lack of consultation between the co-chairs. Extremely important debates were to be held that Wednesday, as well as a crucial vote in the Upper Chamber on Bill C-68, the legislation on gun control.

I was asked to put in a token appearance, but I refused, since I thought it would be insulting to the committee to say: "Here I am, acknowledge my presence, but I don't care about this committee's work nor about what is happening in the Senate". I was told that the vote in the Senate would only take place at 5:30. But the debates preceding the vote that afternoon were extremely important, and I wanted to hear for myself what would be said. Therefore, in the future, I hope there is more consultation between the co-chairs so that such situations can be avoided.

But I am certainly not blaming anyone.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I understand what you are saying, Senator. I must admit that the committee is currently undergoing a slight administrative reorganization. Normally, the co-clerks consult each other to determine the availability of committee members. Please rest assured that things should proceed normally from now on. At our last meeting, we decided that the committee would meet on Tuesdays and Thursdays at 3:30. We will try to follow the schedule as much as possible.

The meeting stands adjourned.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'aimerais remercier nos témoins. Vous avez parlé d'une rencontre en mars, et les membres du comité ont très hâte de connaître les résultats de cette rencontre. Entre-temps, nous attendons vos plans. Nous vous remercions de votre bienveillance et de l'exactitude de vos réponses.

J'aimerais dire aux membres du comité qu'ils recevront, dans les deux langues officielles, un avis de motion de M. Allmand. Nous en discuterons lors de notre prochaine séance, prévue pour jeudi. Nous avons également demandé à rencontrer le commissaire aux langues officielles. Nous espérons pouvoir le faire jeudi également.

La cogreffière vous en informera dans les plus brefs délais. Monsieur de Savoye.

M. de Savoye: Avec votre permission, nous pourrions peut-être, lors de notre prochaine séance, demander au commissaire de nous donner un avis rapide sur ce que nous venons d'entendre cet après-midi.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est bien. Sénateur Roux.

Le sénateur Roux: Je vous avais demandé la permission de parler en début de séance et je n'ai pas voulu insister pour ne pas retarder le déroulement de la séance.

Je ne voudrais surtout pas que mes commentaires aient un caractère de blâme. Mercredi dernier, le 22 novembre, une séance de ce Comité avait été convoquée. J'ai reçu la convocation à mon bureau le lundi 20 novembre. Or, je crois que cette communication dénotait un manque partiel de consultation entre la coprésidente et le coprésident. Ce mercredi-là, il y avait des débats extrêmement importants et un vote crucial à la Chambre haute sur le projet de loi C-68 sur le contrôle des armes à feu.

On m'a demandé de venir faire acte de présence et j'ai refusé, parce que je trouvais que c'était faire injure au comité que de simplement dire: «Je suis là, marquez ma présence, mais ce qui se déroule au comité et au Sénat ne m'intéresse pas plus que cela». On m'a fait remarquer que le vote au Sénat ne serait pris qu'à 17h30. Or, les débats qui ont eu lieu cet après-midi-là étaient extrêmement importants, et je voulais être présent pour entendre tout ce qui s'y disait. Donc, je souhaite qu'à l'avenir, il y ait une meilleure consultation entre la coprésidente et le coprésident pour que de telles situations soient évitées.

Ce n'est surtout pas un blâme que je vous adresse.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je comprends ce que vous dites, monsieur le sénateur. Je dois vous avouer que nous procédons actuellement à une légère réorganisation administrative du comité. Normalement, les cogreffiers se consultent pour déterminer la disponibilité de chacun. Soyez assuré que les choses devraient maintenant se passer plus normalement. Nous avons résolu, lors de la dernière rencontre, que les séances du comité se tiendraient les mardis et les jeudis, à compter de 15h30. Nous essayerons autant que possible de respecter cet horaire.

La séance est levée.

Tuesday, December 5, 1995

Le mardi 5 décembre 1995

• 1530

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Order.

Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): I wish to raise a question of privilege in order to make a clarification.

I'm referring to the minutes of the committee meetings held last April 4th where the member from the Reform Party moved that witnesses be invited to present a particular point of view on the cost of French immersion.

I was against this proposal to the effect that the committee would invite witnesses representing a group that had, recently, given the presentation to a forum on immersion program.

The member from the Reform Party also wanted to invite an individual who had already filed complaints regarding the use of French in the Public Service.

Following the publication of this meeting minutes, two witnesses, Mrs. Nash and Mrs. Milstone, believed that I had been referring to them, which was not the case. I know Mrs. Nash and she has been interested in the teaching of both English and French for a long time. I do not know Mrs. Milstone.

I have never referred to these women, nor did I refer to anyone else. We know the intentions of the member from the Reform Party who tabled a motion to abolish the budget of the Office of the Commissioner of Official Languages who has been given a mandate to fund French immersion programs. Here I am referring to the minutes of May 4th, 1995, page 4.

When I talked about the witnesses suggested by the member from the Reform Party, I was referring to an article written by William Johnson of the *Montreal Gazette*, which had given an account of the forum, held in Ottawa, on French immersion programs. According to the article, certain participants felt that immersion programs were a fraud, a failure and a conspiracy. The article went on to state that the named speaker wanted to cancel these courses. I have included a copy of Mr. Johnson's article.

The member from the Reform Party wanted to hear witnesses that could demonstrate the negative aspect of immersion programs. Here I'm referring to the minutes of the committee meeting held on April 4, 1995, pages 36 to 40.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Good.

Mr. Bellemare: I have attached the newspaper article to the committee minutes that I have tabled.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): The clerk will take the documents tabled by Mr. Bellemare. We will now turn to the agenda.

• 1535

We are happy to welcome the Commissioner here. We will begin by turning the floor over to you. Perhaps you would like to clarify certain aspects of the supplementary estimates now under review. We will then turn the floor over to the committee members.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre.

Monsieur Bellemare.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Je désire faire une mise au point par le biais d'une question de privilège.

Je fais référence au compte rendu de la réunion du comité du 4 avril dernier où le député du Parti réformiste avait proposé que des témoins soient invités à présenter un certain point de vue sur les coûts de l'immersion en français.

Je m'étais opposé à cette proposition voulant que le comité invite des témoins représentant un groupe qui avait, peu de temps auparavant, fait une présentation à un forum sur les programmes d'immersion.

Le député du Parti réformiste voulait aussi inviter une personne qui avait déjà formulé des plaintes concernant l'utilisation du français dans la Fonction publique.

Après la publication du compte rendu de cette réunion, deux témoins, Mme Nash et Mme Milstone, ont cru que je me référais à elles, ce qui n'était pas le cas. Je connais la première et elle s'intéresse depuis longtemps à l'enseignement de l'anglais et du français. Je ne connais pas la deuxième.

Je n'ai jamais fait allusion à ces dames, ni à quiconque. On connaît les intentions du député du Parti réformiste qui a déposé une motion visant à abolir le budget du bureau du commissaire aux langues officielles dont le mandat est d'appuyer financièrement les programmes d'immersion en français. Je me réfère en cela au compte rendu du 4 mai 1995, page 4.

Lorsque j'ai fait allusion aux témoins que proposait le député du Parti réformiste, je faisais référence à l'article de William Johnson, du *Montreal Gazette*, qui avait donné un compte rendu du forum sur les programmes d'immersion en français, forum qui avait eu lieu à Ottawa. Selon l'article, certains intervenants avaient donné l'impression que les programmes d'immersion étaient une fraude, un échec et une conspiration. On avait cité l'orateur principal comme voulant faire annuler ces cours. J'inclus une copie de l'article de M. Johnson.

Le député du Parti réformiste cherchait à faire entendre des témoins qui pourraient démontrer le côté négatif des programmes d'immersion. Je me réfère en cela au compte rendu de la séance du comité du 4 avril 1995, pages 36 à 40.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est bien.

M. Bellemare: Je joins l'article de journal au compte rendu du comité que j'ai déposé.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Mme la greffière va prendre les documents déposés par M. Bellemare. Nous poursuivons maintenant notre ordre du jour.

Nous sommes ravis, monsieur le commissaire, de vous recevoir. Nous allons tout d'abord vous donner la parole. Vous avez peut-être des explications à apporter sur le budget des dépenses supplémentaires qui est à l'étude. Nous passerons ensuite la parole aux membres du comité.

Mr. Victor C. Goldbloom (Commissioner of Official Languages): Thank you, Madam Chair. If I've understood you correctly, you are inviting me to explain the figures that appear in the supplementary estimates. I would happy to do this.

[English]

I will be able to provide some additional figures to the members of the committee.

Let me begin by explaining that this is not an overrun of expenditures, but quite the opposite.

It used to be that at the end of a fiscal year moneys that had not been spent returned automatically to the consolidated funds. A policy was subsequently adopted because the result was that in many instances federal institutions would seek in the last weeks of the fiscal year to spend money left over, in order not to have it return into the consolidated funds. In order to inhibit that tendency, the policy was adopted that up to 5% of the budget could be carried over to the following year.

The situation has been precisely that in the Office of the Commissioner of Official Languages for the last two years. The money that is carried over, being withdrawn from the accounts of the previous year, has to appear in the accounts of the subsequent year, and appears in the form of an additional credit.

I shall ask for the distribution of figures, which I have in both languages, that will indicate that we have in fact spent less than the predicted expenditures, less than the authorized expenditures. It is on the basis of that performance that we have been able to carry over the amount represented by the item shown in the supplementary budget.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Goldbloom, have you finished your presentation?

Mr. Goldbloom: I would simply like to point out that, in 1993-1994, we could have spent \$11,513,000 when in fact we spent only \$11,398,000. In 1994-1995, we could have spent \$11,091,000 and we spent only \$10,750,000.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): We will now turn to questions. Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye (Portneuf): If I've understood you correctly, Mr. Goldbloom, you are telling us that not only did you not spend your entire budget over the past two fiscal years but you have in fact accumulated a slight surplus that the regulations allow you to carry over to the next year.

Mr. Goldbloom: That's right.

• 1540

Mr. de Savoye: On the one hand, you certainly deserve to be congratulated for having successfully managed your organization while remaining within your budget envelope. Believe me, not every department can claim to do this?

On the other hand, given the tremendous need to ensure that official languages rights are being respected, may I encourage you to feel free to spend all of the money that is available to support, as best you can, the enforcement of the Official Language Act? I have nothing further to add, madam Chair.

M. Victor C. Goldbloom (commissaire aux langues officielles): Merci, madame la présidente. Si je comprends bien, vous m'invitez à fournir des explications concernant le montant qui paraît au budget supplémentaire. Je serai heureux de le faire.

[Traduction]

Je pourrai fournir aux membres du comité des chiffres supplémentaires.

Permettez-moi tout d'abord de vous expliquer que nous ne demandons pas ces crédits supplémentaires parce que nos dépenses ont dépassé les prévisions, bien au contraire.

Auparavant, à la fin de l'exercice financier, les crédits non utilisés retournaient automatiquement au Trésor public. Une nouvelle politique a été adoptée à cet égard car, sous l'ancien régime, il arrivait souvent que les institutions fédérales cherchaient à dépenser dans les dernières semaines de l'exercice financier tous les crédits qui leur restaient pour qu'elles n'aient pas à les retourner au Trésor public. Pour contrer cette tendance, on a donc adopté une politique selon laquelle 5 p. 100 du budget pouvait être reporté sur l'exercice suivant.

C'est précisément ce que nous faisons depuis deux ans au Bureau du commissaire des langues officielles. Comme ils sont rayés des comptes de l'exercice précédent, les crédits reportés doivent figurer dans les comptes de l'exercice suivant, sous forme de crédit supplémentaires.

Je demanderai qu'on distribue les chiffres que j'ai fait préparer dans les deux langues officielles et qui vous montreront que nous avons en fait dépensé moins que ce qui était prévu, moins que le montant autorisé. C'est précisément ce qui nous a permis de reporter le montant qui figure dans le poste du budget supplémentaire.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur le commissaire, est-ce que cela termine votre présentation?

M. Goldbloom: Je voudrais seulement souligner qu'en 1993-1994, nous aurions pu dépenser 11 513 000\$ alors que nous n'avons dépensé que 11 398 000\$. En 1994-1995, nous aurions pu dépenser 11 091 000\$, et nous n'avons dépensé que 10 750 000\$.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Nous allons maintenant passer à la période de questions. Monsieur de Savoye.

M. de Savoye (Portneuf): Si je vous comprends bien, monsieur le commissaire, vous êtes en train de nous expliquer que non seulement vous n'avez pas dépassé tous vos budgets dans les deux derniers exercices financiers, mais aussi que vous avez accumulé un léger surplus que le règlement vous autorise à reporter à l'exercice suivant.

M. Goldbloom: Exactement.

M. de Savoye: D'une part, vous méritez certainement des félicitations pour avoir réussi à gérer votre organisme tout en restant à l'intérieur de votre enveloppe budgétaire. Ce n'est pas le lot de tous les ministères, croyez-moi!

D'autre part, étant donné que les besoins en matière de respect des langues officielles sont si grands, puis-je me permettre de vous encourager à ne pas hésiter à dépenser tous les sous disponibles pour soutenir de votre mieux l'application de la Loi sur les langues officielles? Je n'ai rien d'autre à ajouter, madame la présidente.

Mr. Goldbloom: I am grateful for your encouragement.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Gauthier.

Senator Gauthier (Ontario): Mr. Goldbloom, you are responsible for ensuring that the Official Languages Act is being properly enforced. Because of your mandate, you should be aware of changes that have been made in federal institutions to comply with this act.

In this time of budget constraints, in order to ensure compliance with the act and a better use of resources—as my colleague and friend stated earlier—, which federal institutions are, in your opinion, in need of some prompting, which could be done by, for instance, an appearance before the Official Languages Committee? Would you like this committee to focus on certain institutions in particular?

Mr. Goldbloom: Senator Gauthier, you are asking me to prepare a negative list, which is always somewhat difficult to do. We do have problems with certain institutions and several of them have already made an appearance before the committee. For instance, we discussed Canada Post's new addressing standard, this problem has not yet been resolved and I'm still working on it.

We are experiencing some problems with Air Canada. We have discussed this matter here, as a committee, particularly the issue of Air Canada's responsibilities towards its partners, namely, the lines that have an arrangement with Air Canada's main lines. I'm always reluctant to name departments, but the committee records will reveal that National Defence is one of those departments which has problems, particularly in the area of government responsibilities towards the families of military personnel.

Senator Gauthier: No doubt you have analyzed how section 41 of the Official Languages Act is being implemented. Out of the 26 federal institutions that you have examined—I would imagine that you have, as I have, read the report submitted to Canadian Heritage—, are there any that need to be prompted somewhat?

Mr. Goldbloom: First of all. . .

Senator Gauthier: Perhaps I can help you. Are you prepared to provide us with your analysis of the reports on sections 41 and 42?

Mr. Goldbloom: We have not yet completed these analyses, however, obviously, I will have to submit a report. If I may, I would like to give you a brief explanation of what took place. Last year, I evaluated the implementation of Part VII of the Act, sections 41 and 42 in particular.

When word got out that this study was in progress, it was obvious, according to the assessment given by various minority official language communities, that there were significant shortcomings in the way that the legislation was being implemented. Consequently, the government took it upon itself to prepare a new action plan focusing on this issue and announced this measure in August, during the *Congrès mondial des Acadiens*.

M. Goldbloom: Je vous suis reconnaissant de cet encouragement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le sénateur.

Le sénateur Gauthier (Ontario): Monsieur le commissaire, vous avez la responsabilité de voir à la bonne marche de la mise en application de la Loi sur les langues officielles. De par votre mandat, vous devez être au courant des changements qui ont été faits dans les institutions fédérales pour respecter la loi.

Dans la présente période de restrictions budgétaires, pour assurer le respect de la loi ainsi qu'une meilleure utilisation des ressources—comme le disait mon collègue et ami—, quelles sont, à votre avis, les institutions fédérales qui auraient besoin d'être stimulées en comparaisant devant le Comité des langues officielles, par exemple? Y a-t-il des institutions sur lesquelles vous voudriez que le comité se penche?

M. Goldbloom: Monsieur le sénateur, vous m'invitez à constituer un palmarès négatif. Il est toujours un peu difficile de le faire. Nous avons des problèmes avec certaines institutions et plusieurs sont déjà passées devant le comité. Nous avons discuté de la nouvelle norme d'adressage de Postes Canada, par exemple. C'est un problème qui n'est toujours pas résolu et je continue d'y travailler.

Nous avons certains problèmes avec Air Canada. Nous en avons parlé devant le comité, notamment en ce qui concerne la responsabilité d'Air Canada envers ses partenaires, les lignes qui sont en relations avec les grandes lignes d'Air Canada. J'hésite toujours à nommer des ministères, mais les annales du comité révéleront entre autres que la Défense nationale présente certains problèmes, notamment dans le domaine des responsabilités du gouvernement à l'endroit des familles des militaires.

Le sénateur Gauthier: Vous avez sans doute fait une analyse de l'application de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles. Est-ce que parmi les 26 institutions fédérales que vous avez examinées—j'imagine que vous avez pris connaissance tout comme moi des rapports soumis à Patrimoine Canada—, il y en a qui ont besoin d'être stimulées un peu?

M. Goldbloom: D'abord. . .

Le sénateur Gauthier: Peut-être puis-je vous aider. Êtes-vous prêt à nous faire part de vos analyses des rapports sur les articles 41 et 42?

M. Goldbloom: Ces analyses ne sont pas encore terminées, mais évidemment, il faudra que j'en rende compte. Permettez-moi d'expliquer un peu ce qui s'est passé. J'ai entrepris l'an dernier une évaluation de la mise en application de la partie VII de la loi, notamment des articles 41 et 42.

Lorsqu'il est devenu de notoriété générale que cette étude était en cours, il était évident, d'après l'appréciation de cette mise en application par les diverses communautés de langues officielles en situation minoritaire, qu'il y avait d'importantes déficiences. Le gouvernement a entrepris d'établir un nouveau plan d'action dans ce domaine et l'a annoncé au mois d'août, à l'occasion du Congrès mondial des Acadiens.

• 1545

As a result of this measure, some federal institutions were identified.

Senator Gauthier said that there were 26, but there are now 27—and we requested an action plan from each of these institutions.

Senator Gauthier: That is my question. Have you reviewed these actions plan? Are you satisfied with them?

Mr. Goldbloom: No, no.

Senator Gauthier: You're not satisfied with them?

Mr. Goldbloom: If I may continue, I would like to draw some important aspects to the committee's attention.

Senator Gauthier: Very well.

Mr. Goldbloom: Before we began our review, we noted, amongst other things, that even if section 41 and 42 created an obligation for the Government of Canada and for what was then the Department of Secretary of State—today known as Canadian Heritage—responsibility for coordination, the required horizontal relationship between this department and the others deprived it of any authority to impose standards and action plans.

We thought that this new policy would give the Department of Canadian Heritage a bit more authority. We have noted that the Department is receiving action plans however, as far as I know, they have not begun to analyze them. I therefore felt that it was incumbent upon me to assume this responsibility. We have, for this purpose, developed an analysis grid, that we are now using to analyze all of the action plans. We have received all of them. We still need a bit more time to complete this work.

Mr. Gauthier, you have seen the action plans, some are only one page in length, others, however, are quite lengthy. I will certainly be commenting these action plans and I will complete this as quickly as possible, however I still need a bit more time before I can provide those concerned with my evaluation.

Senator Gauthier: Could you please tell us how much more time you will need to review these plans? Will you be able to make your initial comments by next February?

Mr. Goldbloom: Yes, certainly by the first few months of the year. Indeed, it is a matter of weeks and not months.

Senator Gauthier: Mr. Goldbloom, have you read the bill on employment insurance that was introduced by the Minister of Human Resource Development? If so, what comments would you like to make?

I am asking you this question knowing very well that training will be devolved to the provinces—I am fully aware of the importance of this step—, but, as you know, the required number of francophones living in the provinces are not always there to justify receiving services.

Par la suite, un certain nombre d'institutions fédérales ont été identifiées.

Monsieur le sénateur a dit qu'il y en avait 26, mais il y en a maintenant 27—et un plan d'action a été sollicité de la part de chacune de ces institutions.

Le sénateur Gauthier: C'est là qu'est ma question. Avez-vous examiné ces plans d'action? En êtes-vous satisfait?

M. Goldbloom: Non, non.

Le sénateur Gauthier: Vous n'en êtes pas satisfait?

M. Goldbloom: Si vous me permettez de continuer, il y a des éléments importants que je voudrais apporter au comité.

Le sénateur Gauthier: D'accord.

M. Goldbloom: L'une des observations que nous avons faites avant d'entreprendre notre étude était que, même si les articles 41 et 42 imposaient une obligation au gouvernement du Canada et imposaient au ministère du Secrétariat d'État du temps—aujourd'hui Patrimoine Canada—une responsabilité de coordination, les relations nécessairement horizontales entre ce ministère et les autres le privaient d'une autorité pour imposer des normes et des plans d'action.

Nous pensions que la mise en application de cette nouvelle politique donnerait au ministère du Patrimoine canadien un peu plus d'autorité. Nous avons constaté que le ministère reçoit les plans d'action mais, que je sache, il ne procède pas à leur analyse. J'ai donc cru de mon devoir d'en prendre la responsabilité. Nous avons, à cette fin, développé une grille d'analyse, que nous sommes en train d'appliquer à tous les plans d'actions. Nous les avons tous reçus. Il faudra encore un peu de temps pour terminer ce travail.

Vous avez vu, monsieur le sénateur, les plans d'action. Il y en a qui n'ont qu'une page, mais il y en a d'autres, par contre, qui sont assez épais. Je les commenterai certainement et j'espère pouvoir le faire aussitôt que possible; mais pour le moment, j'ai besoin d'en encore un peu de temps pour être en mesure d'en fournir l'appréciation aux intéressés.

Le sénateur Gauthier: Pourriez-vous nous dire pendant combien de temps encore vous pensez étudier ces plans? Est-ce que vous pourrez nous faire vos premiers commentaires en février prochain?

M. Goldbloom: Oui, dans les premiers mois de l'année certainement. C'est, en fait, une question de semaines, et non de mois.

Le sénateur Gauthier: Avez-vous pris connaissance, monsieur le commissaire, du projet de loi sur l'assurance-emploi présenté par le ministre du Développement des ressources humaines? Si vous l'avez fait, quels sont vos commentaires?

Je vous pose la question sachant très bien que la formation va être dévolue aux provinces—je suis absolument conscient de l'importance de cette chose-là—, mais comme vous le savez, les masses critiques francophones en province ne sont pas toujours là pour justifier la prestation des services.

If it is left up to the clients rather than the institution to request services, we will have problems in Ontario. That, I can guarantee. The *Cité collégiale*, in Ottawa, will be losing millions of dollars because a troubling number of young people are going to opt for the English system, because the programs they need for their training will not exist in French. If you have studied this bill, I would like to obtain a copy of it; is not, could you undertake such a study so that we could know your views on the issue?

Mr. Goldbloom: I have not yet been able to study the details of this bill, much less do an analysis. I will certainly do so.

Meanwhile, it is well-known that I received, about a year and a half ago, a formal complaint from the *Association canadienne française de l'Ontario* with respect to occupational training in this province. I have almost completed my work on this matter.

• 1550

I should point out that, according to the Official Languages Act, when a complaint is filed, the report belongs to the complainant. I am not authorized to make this report public, but the complainant could choose to do so.

In the days ahead, we are going to submit our final report to ACFO. We have submitted it to the federal department to get their comments. Since we have no authority at the provincial level, we acted as ambassadors. It is essential that we get this message out so that the system can be improved.

Senator Gauthier: Thank you.

[English]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): As a preface, I've been witness in the past to the waste of money in the department that I served in, National Defence, because of the existing system of spending at the end of the year. So I'm very sympathetic with Treasury Board and the government having come up with this plan in 1993 to save money by taking back to those who know how to manage their budget well. So I'm in favour of the system. I think it's good.

I would now take a slightly different tack from my friend, Mr. de Savoye. He is gone and that's too bad. But he is saying "Spend it all." I wonder, given the financial climate we're in now, where the debt load of the federal government is just so terribly high, and worsening by the day, if there isn't some other way of encouraging a further step down this road of savings we're in the midst of.

Mr. Goldbloom: We're very conscious of the obligation to be prudent in the use of public funds. If you look at the figures I've tabled, you'll see our authorizations have gone down from \$11.5 million to \$10.8 million to \$10.5 million. We are going through a process of necessarily reducing some of our activities.

This reduction in budget translates itself necessarily into a reduction of personnel. We've come down from 155 to 124. We have had to give up one sector of activity, which is the proactive evaluation of the performance of federal departments.

Si la liberté est donnée aux clients plutôt qu'à l'institution, on va avoir des problèmes en Ontario, je puis vous l'assurer. La *Cité collégiale* ici, à Ottawa, accusera des pertes de plusieurs millions de dollars parce qu'un nombre inquiétant de jeunes vont opter pour le système anglais, parce que le programme nécessaire à leur formation n'existera pas en français. Si vous avez fait une étude de la loi, j'aimerais l'obtenir; sinon, pourriez-vous en faire une pour nous ayons votre avis sur la question?

M. Goldbloom: Je n'ai pas encore pu prendre connaissance en détail de la loi, encore moins en faire l'analyse. Je vais certainement le faire.

Entre-temps, il est de notoriété publique que j'ai reçu, il y a environ un an et demi, une plainte en bonne et due forme de la part de l'Association canadienne-française de l'Ontario portant sur la formation professionnelle dans cette province. J'ai presque terminé ce travail.

Je dois souligner que, selon la Loi sur les langues officielles, lorsqu'il y a plainte, le rapport appartient au plaignant. Je n'ai pas le droit de le rendre public, mais le plaignant a ce loisir.

Nous allons, dans les jours qui viennent, remettre le rapport final à l'ACFO. Nous l'avons envoyé au ministère fédéral pour obtenir ses commentaires. N'ayant pas d'autorité au palier provincial, nous avons été diplomates. Il faut absolument que le message soit répandu afin que le système soit amélioré.

Le sénateur Gauthier: Je vous remercie.

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur Ringma.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Je vous dirai, en guise de préface, que j'ai moi-même été témoin du gaspillage d'argent qui se faisait au ministère où j'ai travaillé, à savoir la Défense nationale, à cause de la pratique voulant qu'on dépense tout avant la fin de l'exercice. Je comprends parfaitement que le Conseil du Trésor et le gouvernement aient adopté cette nouvelle politique en 1993 qui encourage l'économie en récompensant ceux qui savent bien gérer leur budget. Je suis donc pour le nouveau régime. Je crois qu'il est excellent.

Je dois toutefois vous dire que je ne suis pas tout à fait du même avis que mon collègue, M. de Savoye. C'est dommage qu'il soit parti. Selon lui, il faudrait tout dépenser. Je me demande si, dans l'actuel contexte financier, où l'endettement du gouvernement fédéral atteint un niveau horrible et continue à s'accroître avec chaque jour qui passe, il n'y aurait pas moyen d'encourager les institutions fédérales à s'engager encore plus avant dans la voie de l'économie.

M. Goldbloom: Nous sommes très conscients de l'obligation que nous avons d'utiliser les fonds publics avec circonspection. Si vous vous reportez aux chiffres que j'ai déposés, vous constaterez que les crédits autorisés ont été ramenés de 11,5 millions de dollars à 10,8 millions de dollars, puis à 10,5 millions de dollars. Nous nous efforçons donc de réduire certaines de nos activités.

Ces compressions budgétaires se traduisent forcément par des compressions de personnel. Ainsi, notre effectif a été ramené de 155 à 124. Nous avons dû renoncer à un secteur d'activités, à savoir l'évaluation prévisionnelle du rendement des ministères fédéraux.

Because of downsizing, there are compensations to be paid to those who take early retirement and so on. This has to come out of our budget. And therefore the carry-over has been valuable in allowing us to meet those obligations without cutting back more drastically in the exercise of our responsibilities.

Mr. Ringma: Let me then ask a final question. If you look at your department and you look at the others, what would induce you to save even more, to decide you have to pull your belt in even more, presuming there is an example given by the government itself and other departments?

Mr. Goldbloom: In our case, as you know, our primary activity is responding to complaints received from Canadian citizens. As long as we receive the current volume of complaints, we have to have the human resources and the other monetary resources to be able to respond.

This makes it difficult at the present time for us to envisage more severe cutbacks than those we have accepted. I say "accepted" because as an officer of Parliament I am not directly subject to direction from Treasury Board. But because of the general situation, we have agreed to follow the same pattern, which is a reduction of 5% per year over a three-year period. I have had to say, and it may one day be necessary for me to discuss this with the committee, that there has to be a limit below which we can't go without losing our ability to function in terms of what the law requires us to do.

• 1555

Mr. Ringma: Or a change in terms of reference. Thank you.
[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): I have a very brief question for you because, unfortunately, I have to leave. While watching television either this week or last week, I was intrigued to find out that certain Criminal Code provisions that guaranteed the right of all Canadian citizens to a trial in either French or English have never been proclaimed because of a technical error that has apparently been made by the Department of Justice or the Attorney General. As a result, an accused in Vancouver was not able to be tried in French. I was told that this matter had been turned over to the Office of the Commissioner.

Mr. Goldbloom: I am grateful to the Senator for having asked this question, which is an important one. I would like to provide some explanations.

First of all, this concerns an opinion found in a decision rendered by a judge from British Columbia, and today I was just informed that as a result of our legal services forwarding documentation on the subject to the lawyer representing this person, the judge in question apparently changed his decision and agreed to recognize that Section 530.1 of the Criminal Code was, in fact, in force in British Columbia.

La décroissance des effectifs nous oblige toutefois à verser des indemnités, notamment à ceux qui prennent une retraite anticipée. Ces montants doivent être pris sur notre budget. Aussi les montants qu'on nous permet de reporter nous sont utiles en ce sens qu'ils nous permettent de nous acquitter de ces obligations sans avoir à effectuer des réductions encore plus radicales dans l'exercice de nos fonctions.

M. Ringma: Permettez-moi donc de vous poser une dernière question. Si vous comparez votre bureau à d'autres organismes fédéraux, qu'est-ce qui vous inciterait à économiser encore davantage, à décider que vous devez vous serrer la ceinture encore plus, en supposant que le gouvernement et d'autres ministères prêchent par l'exemple?

M. Goldbloom: Comme vous le savez, notre principal secteur d'activités consiste à donner suite aux plaintes que nous recevons des Canadiens. Tant que nous continuerons à recevoir le même nombre de plaintes, nous devons disposer des ressources humaines et financières nécessaires pour pouvoir y donner suite.

Il nous est donc difficile d'envisager des réductions encore plus importantes que celles que nous avons déjà acceptées. Je dis «acceptées», parce que, à titre de représentant officiel du Parlement, je ne suis pas directement soumis aux consignes du Conseil du Trésor. Cependant, étant donné le contexte général dans lequel nous nous trouvons, nous avons accepté de nous plier à la même règle que tout le monde, à savoir de réduire nos dépenses de 5 p. 100 par an sur une période de trois ans. Je dois vous dire, et il me faudra peut-être en discuter un jour avec le comité, qu'il y a une limite aux réductions que nous pouvons effectuer sans que notre capacité à nous acquitter du mandat que nous confère la loi n'en soit compromise.

M. Ringma: Votre mandat pourrait toujours être modifié. Merci.
[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): J'ai juste une petite question parce que, malheureusement, je dois partir. J'ai été intrigué d'apprendre, cette semaine ou la semaine dernière, à la télévision, que certaines dispositions du Code criminel garantissaient un procès en français ou en anglais à tous les citoyens canadiens, mais n'avaient pas été proclamées à cause d'une erreur technique, semble-t-il, du ministère de la Justice ou du procureur général. Cela a eu comme conséquence qu'un justiciable accusé d'un crime, à Vancouver, n'a pas pu bénéficier d'un procès en français. On m'a dit que le Bureau du commissaire avait été saisi de ce dossier.

M. Goldbloom: Je suis reconnaissant au sénateur d'avoir soulevé la question, qui est importante. Il y a des explications que j'aimerais fournir.

D'abord, il s'agit d'une opinion contenue dans un jugement rendu par un juge de la Colombie-Britannique, et je viens d'être informé aujourd'hui même qu'à la suite de la transmission, par nos services juridiques, à l'avocat représentant la personne en question d'une documentation sur le sujet, le juge en question aurait modifié son jugement et accepté de reconnaître que l'article 530.1 du Code criminel est en effet en application en Colombie-Britannique.

Apparently this confusion resulted from the impression that these provisions had to be proclaimed. However, Section 94 of the Official Languages Act adds to Section 530.1 of the Criminal Code. In addition, Section 95 stipulates that Section 530 and others shall come into force in any of the Provinces of Quebec, Nova Scotia, British Columbia and others in respect of offences punishable on summary conviction and so on and so forth on a day fixed by proclamation.

Section 530.1 shall come into force in a province in respect of offences punishable on summary conviction and, in respect of indictable offences, on the day the Official Languages Act is assented to. As Royal Assent has been given, Section 530.1 of the Criminal Code is indeed in force in British Columbia.

This does not necessarily mean that it is easy to obtain a trial in French, however,—and here I am referring to the Report on Equitable Use of English and French before the Courts in Canada which I released a few days ago—New Westminster does have Court Houses that have staff—judges and other officials—who are capable of conducting a trial in French. It is therefore possible to have access to the justice system, in French, in this province.

Senator Rivest: That is to British Columbia's credit.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Is that all, senator Rivest?

Senator Rivest: Yes.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand.

[English]

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Thank you. Commissioner, despite the savings you've brought about in your budget and the reductions you mentioned in personnel and in budget, do you feel you still have enough resources to effectively deal with the complaints made to your office?

• 1600

Mr. Goldbloom: The answer is yes, we do. We are working with a smaller team, and as I indicated earlier, in addition to dealing with complaints received from the public, we did have a pattern, a tradition, of doing audits of federal departments. We simply don't have the staff to do those, so we have to be more selective and analyse the performance of federal departments in the light of complaints received.

Also, as I'm sure you know, we have undertaken a number of systemic studies using our own personnel, of which the one on the administration of justice is one.

Mr. Allmand: Do you still have your regional offices?

Mr. Goldbloom: Yes, we do.

La confusion semble découler de l'impression qu'il fallait une proclamation. Mais le fait est que, dans la Loi sur les langues officielles de 1988, l'article 94 a ajouté à l'article 530.1 du Code criminel. Ensuite, il y a eu l'article 95 qui prévoit que les articles 530 et autres n'entrent en vigueur dans les provinces de Québec, de Nouvelle-Écosse, de Colombie-Britannique et autres à l'égard des infractions punissables et ainsi de suite qu'à une date fixée par une proclamation.

L'article 530.1 entre en vigueur dans une province dans le cas d'infractions punissables par procédure sommaire et, dans le cas d'actes criminels, à la date de la sanction royale de la Loi sur les langues officielles. Cette sanction royale ayant eu lieu, l'article 530.1 du Code criminel est bel et bien en application en Colombie-Britannique.

Cela ne veut pas dire qu'il est nécessairement facile d'obtenir un procès en français, mais il y a quand même—et je fais allusion au Rapport sur l'utilisation équitable du français et de l'anglais devant les tribunaux au Canada que j'ai rendu public il y a quelques jours—à New Westminster des tribunaux qui ont un personnel—juges et autres—capable de tenir un procès en français. Il y a donc certaines possibilités dans cette province pour que l'accès à la justice en français ne soit pas exclu.

Le sénateur Rivest: C'est tout à l'honneur de la Colombie-Britannique.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest, c'est tout?

Le sénateur Rivest: Oui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Allmand.

[Traduction]

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Je vous remercie. Monsieur le commissaire, croyez-vous que, en dépit des économies que vous avez réalisées par rapport à vos prévisions budgétaires et des réductions de personnel et des dépenses que vous avez effectuées, vous avez quand même les ressources nécessaires pour donner aux plaintes que vous recevez la suite qu'elles méritent?

M. Goldbloom: Oui, nous sommes toujours en mesure d'y donner suite. D'abord, nous travaillons avec une plus petite équipe et, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous avons renoncé à cet autre secteur d'activité traditionnelle, qui consistait à effectuer des vérifications auprès des ministères fédéraux. Nous n'avons tout simplement plus les ressources nécessaires pour effectuer ces vérifications, de sorte que nous devons être plus sélectifs et évaluer le rendement des ministères fédéraux à la lumière des plaintes que nous recevons.

Nous avons par ailleurs, comme vous le savez sûrement, entrepris un certain nombre d'études systémiques, notamment sur l'administration de la justice, en faisant appel uniquement à notre personnel.

M. Allmand: Avez-vous toujours vos bureaux régionaux?

M. Goldbloom: Oui.

Mr. Allmand: You haven't cut back those offices?

Mr. Goldbloom: No, we have not. That was a decision that we were called upon to make because in the process of program review that the government undertook one of the questions that was put to us was, do you need your regional offices? My answer was a firm yes.

In fact, over the last two or three years we have decentralized a good deal of the complaint handling to the regional offices. That brings them into more direct and more personal contact with the complainants. Unless the complaint is of great complexity and requires that the central team be involved, we try to have things dealt with locally to the degree that it's reasonable to do so.

So we felt that our regional offices were absolutely indispensable to us, and essentially, not only have we not cut back on the number of offices but also we have not cut back on the personnel in those offices. The cutbacks have been essentially at the central office in Ottawa.

Mr. Allmand: So you still have the regional office in Montreal.

There has been a suggestion that this committee and your commission—not you yourself, but the entire operation—have been less than balanced in their response to the anglophone and francophone communities. There has been a suggestion that both this committee and your office are more biased, let us say, toward the francophone community rather than toward the anglophone community in carrying out the obligations under the act.

With respect to the office in Montreal, in answering that question generally, or your response to that suggestion, could you tell us how many complaints you get from anglophones in the province of Quebec, both through the office in Montreal and at your head office in Ottawa, and, despite its minority situation in Quebec, how that compares with the complaints from the francophone community?

Mr. Goldbloom: I'll have to ask my colleagues if they can provide me with the absolute figures, but in terms of proportion, over 80% of our complaints come from French-speaking Canadians across the country.

When we look back at the systemic study that I brought out in February on the ability of federal offices designated to serve the public in both languages to provide that service, we found that in Quebec over 98% of the offices that we visited were able to provide service in English. In the rest of Canada, the figure was 72% of offices able to provide services in French. So that immediately gives us an indication of why the complaints we receive are in much higher proportion from French-speaking Canadians.

In terms of the interest that I and my office take in the English-speaking community of Quebec, I have visited with Alliance Quebec on many occasions. I was recently in the Gaspé for the annual meeting of CASA, the Committee for Anglophone Social Action. I have met with Outaouais Alliance and with the Voice of English Québec in Quebec City and a few months ago spent a substantial period of time with a whole group of community organizations in the Eastern Townships,

M. Allmand: Vous n'avez pas réduit le nombre de ces bureaux?

M. Goldbloom: Non. C'est une décision que nous avons été amenés à prendre parce que, dans le cadre de l'examen des programmes qu'a lancé le gouvernement, on nous a notamment demandé si nous avions vraiment besoin de nos bureaux régionaux? J'ai répondu par un oui catégorique.

Depuis deux ou trois ans, nous avons d'ailleurs décentralisé en bonne partie le traitement des plaintes de manière à accroître le rôle des bureaux régionaux, qui sont ainsi en contact plus direct et plus personnel avec les plaignants. A moins qu'il ne s'agisse d'une plainte très complexe qui exige la participation de l'équipe centrale, nous tentons de faire en sorte que les plaintes soient dans la mesure du possible réglées au niveau local.

Nous étions donc d'avis que nos bureaux régionaux nous étaient absolument indispensables et non seulement nous n'avons pas réduit le nombre de ces bureaux, mais nous n'y avons effectué aucune réduction de personnel. Les réductions ont touché essentiellement le bureau central à Ottawa.

M. Allmand: Alors, vous avez toujours votre bureau régional à Montréal.

On a donné à entendre que notre comité et votre bureau—pas vous-même, mais l'ensemble de votre bureau—n'accorde pas un traitement équitable aux communautés anglophone et francophone respectivement. On donne à entendre que notre comité et votre bureau sont plus favorables, disons, à la communauté francophone qu'à la communauté anglophone dans l'exercice des obligations que leur confère la loi.

Voulez-vous dire, en réponse générale à cette question ou à la suggestion qui a été faite, combien de plaintes vous recevez des anglophones du Québec tant à votre bureau de Montréal qu'à l'administration centrale à Ottawa et nous dire comment cela se compare, malgré la situation minoritaire des anglophones au Québec, aux plaintes que vous recevez de la communauté francophone?

M. Goldbloom: Je devrai demander à mes collègues s'ils peuvent me fournir les chiffres absolus, mais en pourcentage, plus de 80 p. 100 de nos plaintes nous viennent de francophones des différentes régions du Canada.

Si nous nous reportons à l'étude systémique que j'ai publiée en février sur la capacité des bureaux fédéraux désignés pour servir le public dans les deux langues officielles, nous constatons qu'au Québec, plus de 98 p. 100 des bureaux où nous nous sommes rendus étaient en mesure de fournir le service en anglais. Dans le reste du Canada, 72 p. 100 des bureaux était en mesure d'offrir le service en français. On comprend donc sans trop de difficulté que le pourcentage de plaintes que nous recevons des francophones des différentes régions du Canada soit bien plus élevé.

Pour ce qui est de l'intérêt que mon bureau et moi-même portons à la communauté anglophone du Québec, j'ai rencontré à maintes reprises les représentants d'Alliance Québec. Je suis allé récemment à l'Assemblée annuelle du CASA, Committee for Anglophone Social Action, en Gaspésie. J'ai rencontré des représentants d'Outaouais Alliance et de Voice of English Québec à Québec, et il y a quelques mois, j'ai eu une rencontre assez longue avec une multitude d'associations communautaires

under the auspices of the townshippers, but not only the English-Speaking Townshippers' Association itself, listening to and responding to the concerns of at least fifteen different community organizations, in different fields of endeavour.

• 1605

In addition, I have, over these four and a half years, been in fairly regular communication with elected officials of the provincial government in Quebec—with the premier of the province on more than one occasion, with the ministers of education particularly, and with other ministers—to put forward the concerns for equitable consideration of the English-speaking community about school enrolment, equal opportunities on the job market, and the need for non-French-speaking Quebecers to have comparable competitive skills in French, as a job skill, in order to compete fairly on the job market.

So I feel we respond as appropriately as possible to the needs that are there, that we recognize. As it turns out, next week I'll be meeting with the English-speaking community of Quebec again. They will be coming to visit me. I've also met with the Quebec Community Newspaper Association on more than one occasion, to examine with them their concerns about the financial vitality of their member newspapers and their concerns about fairness in the financial support given by the Government of Canada to French-speaking and English-speaking community newspapers across the country.

Mr. Allmand: Thank you. Whenever I get a complaint on violation of language rights, not only do I follow it up myself but I always refer it to either your office or the regional office, and I've had no return complaints that you're not dealing with their complaints adequately. I guess I will hear that if you start cutting back too much.

Mr. Goldbloom: Thank you.

[Translation]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Goldbloom, earlier you mentioned that the Regional Complaint Service had been centralized.

Mr. Goldbloom: Decentralized.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Does that mean that your Atlantic offices receive complaints?

Mr. Goldbloom: Yes. We receive a considerable number of complaints every year at the Moncton regional office, and this is where we process them.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Is it not true that, quite recently, back in the spring, complaints were sent from the Atlantic regional office to the Montreal office?

Mr. Goldbloom: Because of sick leave and annual leave, we had to ask the Montreal office to assist the Atlantic regional office on a temporary basis, but this is not a common practice. This was done simply to help the Moncton team, which had too much work.

des Cantons de l'Est; cette rencontre avait notamment été organisée par les citoyens et pas seulement par l'English-Speaking Townshippers' Association, et j'ai eu l'occasion d'entendre les préoccupations d'au moins 15 associations communautaires différentes, travaillant dans divers secteurs, et de répondre à leurs problèmes.

En outre, depuis mon entrée en fonction il y a quatre ans et demi, j'ai eu des contrats assez réguliers avec les représentants élus du gouvernement provincial à Québec—j'ai rencontré à plus d'une reprise le premier ministre de la province et j'ai aussi rencontré certains de ses ministres, notamment le ministre de l'Éducation—pour leur faire part des préoccupations de la communauté anglophone qui souhaite bénéficier d'un traitement équitable relativement à l'inscription scolaire, aux possibilités d'emploi et à l'obligation pour les Québécois non francophones d'avoir une maîtrise du français comparable à celle des francophones pour pouvoir soutenir la concurrence sur le marché du travail.

J'estime donc que nous répondons aussi bien que nous le pouvons aux besoins qui s'expriment, aux besoins que nous reconnaissons. Il se trouve que, la semaine prochaine, je rencontrerai à nouveau des représentants de la Communauté anglophone du Québec, qui viendront me rendre visite. J'ai également eu des entretiens à plus d'une reprise les représentants de la Québec Community Newspaper Association pour discuter avec eux de leurs préoccupations relatives à la vitalité financière de leurs journaux membres et au traitement équitable sur le plan de l'aide financière accordée par le gouvernement canadien aux journaux communautaires francophones et anglophones des différentes régions du pays.

M. Allmand: Je vous remercie. Chaque fois que je reçois une plainte portant sur la violation des droits linguistiques, je fais moi-même un suivi, mais je transmets également la plainte à votre bureau ou au bureau régional, et jamais personne ne s'est encore plaint à moi que vous ne vous en n'étiez pas occupé comme il convenait. Je suppose que je commencerai à entendre des échos si vous commencez à effectuer des réductions trop importantes.

M. Goldbloom: Merci.

[Français]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le commissaire, vous avez mentionné, tout à l'heure, que le service des plaintes en région avait été centralisé.

M. Goldbloom: Décentralisé, madame.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce à dire que vos bureaux de l'Atlantique reçoivent les plaintes?

M. Goldbloom: Oui. Nous recevons un nombre considérable de plaintes chaque année au bureau régional de Moncton, et c'est là qu'elles sont traitées.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Tout récemment, au printemps, n'a-t-on pas envoyé les plaintes du bureau régional de l'Atlantique au bureau de Montréal?

M. Goldbloom: À cause de congés de maladie et de vacances, nous avons été dans l'obligation de demander au bureau de Montréal de prêter main-forte temporairement au bureau régional de l'Atlantique, mais ce n'est pas une pratique courante. C'était tout simplement pour aider l'équipe de Moncton qui était débordée.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Hence, if I've understood you correctly, complainants send their Atlantic Region complaints directly to the Moncton office.

Mr. Goldbloom: That's right.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): What amount of your budget is earmarked for travel expenses for your staff and yourself?

• 1610

Mr. Goldbloom: About \$325,000 for the entire staff.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): And your staff comprises how many employees?

Mr. Goldbloom: One hundred and twenty-four. Last year, we had a staff of 155.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Do you have an established travel policy?

Mr. Goldbloom: Yes, any amount greater than a \$1,000 requires my personal approval. Moreover, we have cut down on travel. However, when an office is responsible for four provinces, as is the case with the Moncton office, it is impossible to do away with travel. It is essential that the members of the team travel to the various provinces. This year I travelled to Prince Edward Island and New Brunswick. As far as I am concerned, madam Chair, this is an important aspect of our role.

I am not by nature a person who likes to remain in his ivory tower, so that when the clientele is experiencing problems, I prefer to go to them and rather hear about their problems and to find solutions rather than resolve everything at a distance.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Hence your personnel has to abide by established travel policies.

Mr. Goldbloom: Yes, there are rules.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Could you possibly send us a copy of these rules?

Mr. Goldbloom: I would be pleased to provide you with what we have. Nevertheless, I do not know whether in fact we have a document that deals with this matter specifically. I have been told that we follow the general policy laid down by Treasury Board and that we have no other policies that are specific to us, with the exception of the point I referred to earlier, namely, that every expenditure in excess of \$1,000 had to be submitted for my approval.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I have a third small question, if the members of the committee do not object.

Earlier, we talked about the federal-provincial agreement on manpower training. If I'm not mistaken, back at the beginning of 1994, committee members told both you and the President of the Treasury Board about the need to ensure that any federal-provincial agreement or any federal agreement dealing with suppliers complied with the Official Languages Act. Have you followed-up on this, Mr. Goldbloom?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, si je comprends bien, les plaintes de la région atlantique sont envoyées directement par les plaignants au bureau de Moncton.

M. Goldbloom: Absolument.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Quel montant de votre budget est alloué aux frais de déplacement de votre personnel et aux vôtres?

M. Goldbloom: C'est à peu près 325 000\$ pour l'ensemble du personnel.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Et votre personnel totalise combien d'employés?

M. Goldbloom: Cent vingt-quatre. Nous en avons 155 l'an dernier.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce que vous avez une politique d'établie quant aux déplacements?

M. Goldbloom: Oui, tout montant supérieur à 1 000\$ requiert mon approbation personnelle. Nous avons, par ailleurs, réduit le nombre de déplacements. Mais lorsqu'un bureau est responsable de quatre provinces, comme c'est le cas du bureau de Moncton, il est impossible d'abolir tout déplacement. Il faut absolument que les membres de l'équipe se rendent dans les différentes provinces. Je suis moi-même allé à l'Île-du-Prince-Édouard cette année et au Nouveau-Brunswick. Pour moi, madame la présidente, c'est un aspect important de notre rôle.

Je ne suis pas, de tempérament, une personne qui aime rester dans sa tour d'ivoire, de sorte que lorsque la clientèle a des problèmes, j'aime mieux aller sur place écouter les problèmes et chercher des solutions que de le faire à distance.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, les déplacements de votre personnel obéissent à des politiques établies.

M. Goldbloom: Il y a des règles, oui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce que c'est possible de nous faire parvenir une copie de ces règles?

M. Goldbloom: Il me fait toujours plaisir de vous fournir ce que nous avons. Je ne sais pas, toutefois, si nous avons un document spécifique qui porte là-dessus. On m'informe que nous suivons la politique générale édictée par le Conseil du Trésor et que nous n'avons pas d'autre politique qui nous est propre, à part le point que j'ai souligné précédemment, à savoir que toute dépense dépassant 1 000\$ doit être soumise à mon approbation.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'ai une troisième petite question, si les membres du comité n'y voient pas d'inconvénient.

On a parlé tout à l'heure de l'entente fédérale-provinciale concernant la formation de la main-d'oeuvre. Dès le début de 1994, si je ne m'abuse, les membres de ce comité ont insisté auprès de vous et du président du Conseil du Trésor pour que toute entente fédérale-provinciale ou fédérale avec un fournisseur soit assujettie à la Loi sur les langues officielles. Y avez-vous donné suite, monsieur le commissaire?

Mr. Goldbloom: Yes, Mrs. Ringuette-Maltais. Every time there has been privatization or an agreement transferring federal responsibilities to another body, we have insisted that the language rights of Canadians be upheld and respected by the new body responsible for delivering this service.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Does that include sections 41 and 42 which have been in force since August of 1994?

• 1615

Mr. Goldbloom: With respect to sections 41 and 42, this is a general obligation that Parliament has imposed on the Government of Canada. If a responsibility is transferred to another body, this obligation remains. The government must ensure that the interests and the needs of the minority official language communities are taken into account.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Considering how very busy people are, perhaps they at times experience gaps in their memory or perhaps their memory is selective. Hence it would be appropriate both for our committee and your office to try to refresh the memory of those individuals responsible for negotiating such agreements.

Mr. Goldbloom: Certainly, madam Chair.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: I have two questions. The first pertains to the Juneau Committee and the second pertains to a publication put out by Citizenship and Immigration.

Did the Commissioner intervene in the deliberations of the Juneau Committee, which, among other things, is reviewing the mandate of the CBC, to ensure that its recommendations take the needs of the francophone community outside Quebec into account?

Mr. Goldbloom: Yes, madam Chair. I wrote to the committee specifically about that matter.

Mr. Bellemare: Is it possible to obtain a copy of this letter and of the reply once the Commissioner has in fact received one?

Mr. Goldbloom: Certainly.

Mr. Bellemare: Did the Commissioner remind the Minister of Citizenship and Immigration that it is inconceivable that his department put out a publication, entitled *Newcomers Introduction to Canada*, giving a biased image of Canada, namely, stating that most Canadians speak English, except in Quebec and certain regions of New Brunswick, where most people speak French?

I find this comment to be both absurd and offensive with respect to the anglophone population in Quebec and the francophone population outside Quebec, especially the francophone community in Ontario, which is very sizable in the Eastern and Northern parts of the province.

Mr. Goldbloom: I do not believe that I took any direct action with the Minister regarding this publication. I will check to determine whether or not we have a file on that matter.

I would like to point out that I'm very irritated by any attempt to portray the country in simplistic terms, referring to Quebec as though all of French Canada could be found inside Quebec and referring to the other provinces and territories as English Canada.

M. Goldbloom: Oui, madame. Chaque fois qu'il a été question de privatisation ou d'entente qui ferait passer une responsabilité fédérale à une autre instance, nous avons insisté pour que les droits linguistiques des Canadiens soient maintenus et respectés par la nouvelle instance responsable du service.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce que cela inclut les articles 41 et 42 qui sont en vigueur depuis août 1994?

M. Goldbloom: En ce qui concerne les articles 41 et 42, c'est une obligation générale que le Parlement a imposée au gouvernement du Canada. Si une responsabilité est transférée à une autre instance, cette obligation demeure. La responsabilité du gouvernement est de s'assurer que les intérêts et les besoins des communautés de langues officielles en situation minoritaire soient respectés.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Étant donné que les gens sont très occupés, peut-être leur arrive-t-il d'avoir des trous de mémoire ou une mémoire sélective. Aussi serait-il opportun que tant notre comité que votre bureau s'emploient à rafraîchir la mémoire des personnes responsables de conclure de telles ententes.

M. Goldbloom: Certainement, madame.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: J'ai deux questions. La première concerne le comité Juneau et la deuxième, une publication de Citoyenneté et Immigration.

Le commissaire est-il intervenu auprès du comité Juneau, qui étudie, entre autres, le mandat de la Société Radio-Canada, pour s'assurer que ses recommandations tiennent compte des besoins de la communauté francophone hors Québec?

M. Goldbloom: Oui, madame la présidente. J'ai écrit au comité Juneau précisément dans ce sens-là.

M. Bellemare: Est-il possible d'avoir une copie de cette lettre ainsi que de la réponse lorsque le commissaire la recevra?

M. Goldbloom: Certainement.

M. Bellemare: Le commissaire est-il intervenu auprès du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration pour lui rappeler qu'il est inconcevable qu'une publication de son ministère intitulée *Le Canada et les nouveaux arrivants* fasse une publicité biaisée du Canada, à savoir que la plupart des Canadiens et des Canadiennes parlent anglais, sauf au Québec et dans certaines régions du Nouveau-Brunswick, où la majorité parle français?

Je trouve ce commentaire absurde et offensant envers la population anglophone du Québec et envers la population francophone hors Québec, spécifiquement celle de l'Ontario, qui est très importante à l'est et au nord de la province.

M. Goldbloom: Je ne crois pas être intervenu directement auprès du ministre concernant cette publication. Je vais vérifier si nous avons un dossier là-dessus.

Je tiens à souligner que je suis vivement indisposé par tout effort de donner un portrait simpliste du pays qui parle du Québec comme si le Québec renfermait l'ensemble de la francophonie canadienne, et des autres provinces et des territoires comme du Canada anglais.

This is not English Canada. Canada has two language groups. Nearly a million people in the provinces outside Quebec speak French as their mother tongue, and I cannot turn a blind-eye to any description of Canada that does not reflect this reality.

Mr. Bellemare: So you've said that you are going to check to see if you have a file on that matter. If there isn't one, are you suggesting you'll open one up and are you also suggesting telling the Minister to correct the text?

Mr. Goldbloom: The fact that an MP who's a member of this committee has brought this problem to my attention means that I will look into it. My answer is therefore yes.

Mr. Bellemare: Thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

[English]

Mr. Ringma: I would just like to draw the committee's attention to the fact that we passed a motion at the last meeting requesting that the commissioner come here to be questioned specifically on supplementary estimates. While some of the questions have indeed been targeted on that, it seems there are a lot of them that are going way off the target.

• 1620

I guess it's a temptation, because the commissioner is here and we'd like to ask him about other things, but I think it's perhaps—

Mr. Allmand: I have a point of order. There is a long tradition in the parliamentary committees, when ministers or officials are appearing on their estimates, that any questions relating to their administration may be put to them—as a matter of fact, it's quite appropriate, with respect to spending estimates or the spending of money—as to how in fact they are spending that money. Questions relating to the number of personnel, their regional offices, and so on are quite in order.

I don't cast any aspersions on Mr. Ringma for raising the question, but this is a long, long tradition with respect to the examination of estimates.

Mr. Ringma: So the sky's the limit.

Mr. Allmand: Yes, when you have estimates before you—anything relating to administration, good or bad. It's a chance to examine the commissioner, in this case.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, do you have any questions?

Mr. Ringma: No, thank you. I'm glad I brought it up. I think we're straying, but if you say it's good parliamentary procedure, then fine, so be it.

Mr. Allmand: Check with the Clerk of the House.

Ce n'est pas le Canada anglais. Le Canada est composé de deux éléments linguistiques. Presque un million de personnes dans les provinces autres que le Québec ont le français comme langue maternelle, et je ne peux laisser passer une description du Canada qui ne tienne pas compte de cette réalité.

M. Bellemare: Vous avez donc dit que vous alliez vérifier si vous aviez un dossier sur le sujet. S'il n'y en a pas, est-ce que vous vous proposez d'en ouvrir un et est-ce que vous vous proposez aussi de dire au ministre de corriger ce texte?

M. Goldbloom: Le fait qu'un député, membre de ce comité, porte un problème à mon attention m'oblige à m'y pencher. La réponse est donc oui.

M. Bellemare: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

[Traduction]

M. Ringma: Je veux simplement signaler au comité le fait qu'à notre dernière réunion nous avons adopté une motion demandant que le commissaire compare devant nous pour que nous puissions l'interroger précisément sur le budget des dépenses supplémentaire. Certaines des questions ont effectivement porté sur le budget supplémentaire, mais il me semble qu'il y en a un grand nombre qui s'éloignent beaucoup du sujet.

Je suppose qu'il est tentant du fait que le commissaire est là et que nous voulons lui poser des questions sur bien d'autres choses, mais je crois qu'il faudrait peut-être. . .

M. Allmand: J'invoque le Règlement. Il y a une longue tradition aux comités parlementaires qui veut, lorsque les ministres ou les fonctionnaires viennent témoigner sur leurs prévisions budgétaires, nous puissions leur poser n'importe quelles questions sur l'administration de leur ministère—je dirais même qu'il convient parfaitement de leur poser ces questions relativement à leur prévisions des dépenses—pour savoir comment ils dépensent les crédits qui leur sont accordés. Il est donc parfaitement acceptable de leur poser des questions concernant le nombre de leurs employés, leurs bureaux régionaux, etc.

Je ne fais aucun reproche à M. Ringma parce qu'il a soulevé la question, mais il s'agit là d'une tradition qui remonte à très loin en ce qui concerne l'étude des prévisions budgétaires.

M. Ringma: Alors, tout est permis.

M. Allmand: Oui, quand nous étudions les prévisions budgétaires—tout ce qui touche à l'administration, bon ou mauvais. Il se trouve aujourd'hui que nous avons l'occasion d'interroger le commissaire sur ce sujet.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, avez-vous des questions?

M. Ringma: Non, merci. Je suis heureux d'avoir soulevé la question. Je crois que nous éloignons du sujet, mais, si vous dites que c'est tout à fait acceptable selon la procédure parlementaire, soit.

M. Allmand: Vérifiez auprès du greffier de la Chambre.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Okay. Mr. Ringma, do you have any additional questions for the commissioner?

Mr. Ringma: No, thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Do any members of this committee have questions for the commissioner?

[Translation]

Do the members of the committee have any other questions for the Commissioner? No?

So I'll put the question concerning the vote we've just considered.

PRIVY COUNCIL

Commissioner of Official Languages

Vote 25a—Commissioner of Official Languages—Programs
Spending\$386,571

Vote 25a carried

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'd like to thank you, Commissioner, for answering our questions. I'd just like to remind you that any documents that you may want to get to the members of the committee must be sent to the Clerk, who will distribute them.

Mr. Goldbloom: Certainly.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much.

[English]

Mr. Allmand, we just have a quorum.

[Translation]

The next order of business is the consideration of a motion by Mr. Allmand. Do the members of the committee want me to read the motion or do they want us to start debate immediately?

The motion is the following:

Moved that motions presented to the Committee relating to new business, not on the agenda for a scheduled meeting, may only be considered by the committee after a delay of 24 hours, unless there is unanimous agreement to the contrary.

Are there any questions?

Mr. Allmand.

[English]

Mr. Allmand: There are similar motions in other committees, and as a matter of fact the House of Commons has a similar rule. In the House of Commons you can't just present a motion or a bill and have it discussed immediately. The purpose is to give members a chance to be prepared to discuss the motion properly, and also to ensure that the scheduled business of the meeting is not interrupted by random motions being presented here and there throughout the business of the meeting. I simply wanted to make sure we had a similar rule in this committee as we have had in other committees.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, avez-vous d'autres questions à poser au commissaire?

M. Ringma: Non, merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Les autres membres du comité ont-ils des questions pour le commissaire?

[Français]

Est-ce que les membres du comité ont d'autres questions pour le commissaire? Non?

Alors je vais mettre aux voix le crédit que nous venons d'étudier.

CONSEIL PRIVÉ

Commissaire aux langues officielles

Crédit 25a—Commissaire aux langues officielles—Dépenses du
Programme\$386,571

Le crédit 25a est adopté

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous vous remercions, monsieur le commissaire, d'avoir répondu à nos questions. Je vous rappelle que toute documentation que vous désirez faire parvenir aux membres du comité doit être envoyée au greffier qui en fera la distribution.

M. Goldbloom: Certainement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci beaucoup.

[Traduction]

Nous avons tout juste le quorum, monsieur Allmand.

[Français]

Le prochain sujet à l'ordre du jour est la prise en considération d'une motion de M. Allmand. Est-ce que les membres du comité désirent que je lise la motion ou s'ils désirent que nous en débattions immédiatement?

La motion se lit comme suit :

Il est proposé que les motions qui sont présentées au Comité à propos de nouvelles questions à mettre à l'ordre du jour et qui ne figurent pas à l'ordre du jour d'une réunion ne puissent être étudiées par le comité qu'après un délai de 24 heures, à moins qu'il y ait consentement unanime qu'on procède autrement.

Y a-t-il des questions?

Monsieur Allmand.

[Traduction]

M. Allmand: D'autres comités ont adopté des motions semblables, et la Chambre elle-même a une règle analogue. À la Chambre des communes, on ne peut pas présenter une motion ou un projet de loi et obtenir qu'on en discute immédiatement. Le but est de permettre aux membres du comité de se préparer à discuter de la motion comme il convient et d'éviter que les travaux prévus pour une séance en particulier ne soient interrompus par des motions intempestives qui sont présentées sans aucun préavis. Je voulais simplement m'assurer que notre comité avait une règle semblable à celle qui existe dans d'autres comités.

Mr. Ringma: I think I tend to support the direction in which the motion is going, but I would like clarification, particularly with the clerk, as to whether this applies to matters of committee procedure or to any type of motion, including the matter that is before the committee. Does it differ from past practices? In the past you've said to me, or I've been told by the clerk, that 24 hours' notice is required, and this is ostensibly the same.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No. Mr. Ringma, I think you have to differentiate between notice of motion and bringing forth your motion. This is about bringing forth your motion.

• 1625

If you bring forth a motion to this committee, we give it to the clerk, and it has been the standard practice since the beginning of this committee that the motion is discussed at the next meeting of the committee. That's always been the practice here. Actually, what Mr. Allmand is doing with this motion is putting it in black and white.

Mr. Allmand: To help, Mr. Ringma, you'll notice it says that the motion would have to relate to new business. If you were to present a motion to amend something that was on the floor, that wouldn't require 24 hours' notice.

For example, today we were dealing with supplementary estimates, vote 25. My motion would not prevent you from moving an amendment or something relating to vote 25. But if you or I were to bring up something totally new, we'd have to wait 24 hours.

I didn't realize it was a practice of the committee. Perhaps what it's doing is putting into writing that rule you say you've been referred to in the past.

Mr. Ringma: So we still are required 24 hours' notice—

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No, from the time you table your motion in this committee to the clerk, we have at least 24 hours before commenting.

The usual practice of our meetings is on Tuesday and Thursday. That's not cast in stone; we could have a meeting of this committee today and tomorrow. But what this says is, at least give the members 24 hours to prepare in order to have a good discussion about the motion that was tabled.

Mr. Ringma: I'm trying to reiterate the sequence. We must still first give 24 hours' notice for a motion to the clerk, and then after that—

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No.

Mr. Allmand: The way I see it, Mr. Ringma—it comes to the same thing as what you're saying—if you or I present a motion, this means it cannot be taken up for 24 hours, but since you've presented it, it's distributed to the committee and therefore notice has been given.

M. Ringma: Je crois que la motion va dans le bon sens, mais je voudrais obtenir un éclaircissement, plus particulièrement de la greffière, afin de savoir si cette motion s'applique aux questions de procédure ou à n'importe quel type de motions, y compris celle dont le comité est saisi. Nous écartons—nous de la pratique suivie jusqu'à maintenant? Vous m'avez déjà dit, ou plutôt la greffière m'a déjà dit, qu'il fallait donner un préavis de 24 heures semble identique à la règle que nous suivons déjà.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, monsieur Ringma, je crois qu'il faut distinguer entre l'avis de motion et la présentation d'une motion. Il s'agit ici de présenter une motion.

Si vous soumettez une motion au du comité, nous la remettons à la greffière, et selon la règle que nous suivons depuis que notre comité a commencé à siéger, nous débattons de la motion à la prochaine séance du comité. C'est ce que nous avons toujours fait ici. En fait, avec cette motion, M. Allmand dit les choses noir sur blanc.

M. Allmand: Si cela peut vous aider, monsieur Ringma, je vous signale que la motion précise qu'il doit s'agir de nouvelles questions. Si vous deviez présenter une motion visant à modifier une motion dont le comité serait déjà saisi, vous n'auriez pas besoin de donner un préavis de 24 heures.

Aujourd'hui, par exemple, nous examinons le budget des dépenses supplémentaire, crédit n° 25. Ma motion ne vous empêcherait pas de proposer une modification ou autre chose relativement au crédit n° 25. Mais si l'un de nous deux voulait présenter quelque chose de tout à fait nouveau, il nous faudrait attendre 24 heures.

Je ne savais pas que cela se faisait déjà au comité. Ainsi, ma motion a peut-être pour effet de concrétiser la règle à laquelle vous dites qu'on vous a renvoyé par le passé.

M. Ringma: Nous sommes toujours tenus de donner un préavis de 24 heures. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, à partir du moment, à une séance du comité, où vous remettre votre motion à la greffière, nous avons au moins un délais de 24 heures avant d'en discuter.

Nous avons l'habitude de nous réunir les mardis et les jeudis. Ce n'est pas une règle immuable nous pourrions tenir une séance du comité aujourd'hui et une autre demain. La motion dit en fait qu'il faut donner aux membres un avis d'au moins 24 heures pour leur permettre de se préparer et de discuter convenablement de la motion déposée.

M. Ringma: J'essaie de voir dans quel ordre les choses doivent se passer. Nous sommes toujours tenus de donner un préavis de 24 heures de toute motion que nous présentons à la greffière, puis. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non.

M. Allmand: Voici, monsieur Ringma—cela revient en fait à ce que vous dites—si l'on de nous présente une motion, il y aurait obligatoirement un délai de 24 heures avant qu'elle puisse être débattue, mais si vous présentez votre motion et que le texte en a été remis au comité, vous avez donné le préavis requis.

You don't say in 24 hours I'll present a motion. You present the motion and it's dealt with after 24 hours. It's so that you know what my motion is and I know what your motion is, 24 hours in advance. We're not taken by surprise, either one of us.

Mr. Ringma: To that extent, I think it's a good thing.

[Translation]

Mr. Bellemare: I'd like some more specific information.

If I understand correctly, the 24-hour notice does not mean that you have to give your motion to the Clerk 24 hours before the meeting, but rather that the committee must have 24 hours notice before the matter is raised. Is that it?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Exactly.

Mr. Bellemare: So 24 hours after presenting a motion, we can debate it.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That's exactly it.

[English]

I think, Mr. Ringma, that's the grey area. I hope you understood what Mr. Bellemare said, that it's 24 hours within the committee meeting that you've tabled your motion to the clerk of the committee. You don't have to call the clerk prior to that process—and it was never the case within this committee—and say that tomorrow you'll table a motion, and then after it's tabled you require at least 24 hours. That's not the case. You give notice by tabling to the clerk.

Now, I don't know if the motion is clear enough on that issue.

Mr. Allmand: I think it is. It says that motions presented to the committee relating to new business not on the agenda may be considered only after a delay of 24 hours.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, it is clear.

Mr. Allmand: Unless there's unanimous agreement. Unanimous agreement could always be. . .

[Translation]

The Joint Chair (Senator Comeau): As a matter of information, Mr. Allmand, should the motion be moved in committee or can it be tabled with the Committee Clerk?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): With the Committee Clerk.

[English]

Mr. Allmand: Personally, I would also give it to the clerk to facilitate the business of the committee. What I'm trying to avoid by this motion is having people coming in and surprising other members of the committee.

• 1630

Let's say we're called to discuss the Department of Transport but somebody comes in and presents a motion that we do something with respect to the Department of National Defence. It catches us by surprise; therefore, you can't take it up for 24 hours.

Vous ne dites pas: dans 24 heures, je présenterai une motion. Vous présentez votre motion et nous l'étudions après un délai de 24 heures. C'est pour que vous puissions prendre connaissance de ma motion ou que je puisse prendre connaissance de la vôtre 24 heures au préalable. Ainsi ni l'un ni l'autre ne sommes pris au dépourvu.

M. Ringma: Alors, c'est une bonne chose.

[Français]

M. Bellemare: J'aimerais avoir une précision.

Si je comprends bien, l'avis de 24 heures ne veut pas dire qu'il faut donner sa motion au greffier 24 heures avant la réunion, mais plutôt que le comité doit avoir un avis de 24 heures avant d'être saisi de la motion. C'est cela?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela.

M. Bellemare: Donc 24 heures après qu'on a présenté sa motion, on peut en débattre.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est justement cela.

[Traduction]

Je crois que c'est là une zone grise, monsieur Ringma. J'espère que vous avez compris ce qu'a dit M. Bellemare; il a dit que le délai de 24 heures court à partir du moment à la séance de comité où vous déposez votre motion auprès de la greffière. Vous n'avez pas besoin d'appeler la greffière au préalable—cela n'a jamais été le cas à ce comité—pour lui dire que demain, vous déposerez une motion et attendre ensuite au moins 24 heures après l'avoir déposée. Ce n'est pas le cas. Vous donnez avis de votre motion en la déposant auprès de la greffière.

Bon, je ne sais pas si la motion est assez claire à cet égard.

M. Allmand: Je crois qu'elle l'est. Elle dispose que toute motion qui est présentée au comité relativement à un nouveau sujet qui ne figure pas à l'ordre du jour, ne peut être étudiée qu'après un délai de 24 heures.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, la motion est claire.

M. Allmand: À moins qu'il y ait consentement unanime. Avec le consentement unanime, on pourrait toujours. . .

[Français]

Le coprésident (le sénateur Comeau): À titre d'information, monsieur Allmand, est-ce que la motion doit être présentée au comité ou si elle peut être présentée au greffier du comité?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Au greffier du comité.

[Traduction]

M. Allmand: Pour ma part, j'en remettrais aussi le texte à la greffière pour faciliter les travaux du comité. Ce que je veux éviter par cette motion, c'est qu'on vienne présenter une motion et qu'on prenne les autres membres du comité au dépourvu.

Mettons que nous soyons convoqués pour discuter du ministère des Transports et que quelqu'un arrive et présente une motion concernant le ministère de la Défense nationale. La motion nous prendrait au dépourvu; par conséquent, il faudrait attendre 24 heures pour en débattre.

[Translation]

The Joint Chair (Senator Comeau): If Mr. Ringma has a very important motion that he wants to discuss at the next meeting of the committee but that that meeting is only in two weeks, must he wait until the next meeting to table his motion?

[English]

Mr. Allmand: No, I would think he could. . . Let's say it's the summertime, and a week before we sit he sends a motion to the clerk and asks the clerk to distribute it to us. As long as we get it in advance, if there is 24 hours' notice, I would say that would be acceptable.

What I'm opposed to is being caught by surprise and having to disrupt the business of a meeting that's been scheduled. I think you're all right as long as you get it to the members so that they all know about it at least 24 hours beforehand.

[Translation]

The Joint Chair (Senator Comeau): I understand that that is the purpose of your motion. On the other hand, the way it's written does not seem very clear.

[English]

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No, I think what—

Mr. Allmand: Mine has to do with motions presented at the meeting.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, it's at a meeting.

Mr. Allmand: It's not against what you're saying, but—

The Joint Chair (Senator Comeau): Okay.

Mr. Allmand: As a matter of fact, I would agree, but mine has to do with motions presented to the meeting. It's to avoid—

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, that's what this motion says.

[Translation]

The Joint Chair (Senator Comeau): Agreed.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Are there any other comments concerning this motion?

[English]

Mr. Ringma: I think I'm getting it. I believe I fully understand your intent. You want at least 24 hours' notice. As a member of this committee, you want to see it at least 24 hours in advance so that you can look at it—

Mr. Allmand: That's right, to be prepared.

Mr. Ringma: Correct. I think that's laudable, but I still think there is a requirement here, at least in practice, to give 24 hours' notice to the clerk.

[Français]

Le coprésident (le sénateur Comeau): Si M. Ringma a une motion très importante dont il veut débattre à la prochaine réunion du comité mais que la réunion n'a pas lieu avant deux semaines, doit-il attendre à la prochaine réunion pour déposer sa motion?

[Traduction]

M. Allmand: Non, il me semble qu'il pourrait. . . Supposons que ce soit l'été et qu'une semaine avant que nous recommencions à siéger, il envoie une motion à la greffière en lui demandant de nous en remettre le texte. Dans la mesure où nous obtenons le texte à l'avance, avec un préavis de 24 heures, il me semble que cela serait acceptable.

Ce que je veux éviter, c'est que nous soyons pris au dépourvu et que nous ayons à interrompre les travaux prévus pour une séance. Je crois qu'il n'y aurait pas de problème dans la mesure où vous feriez remettre le texte aux membres du comité afin qu'ils puissent en prendre connaissance au moins 24 heures à l'avance.

[Français]

Le coprésident (le sénateur Comeau): Je comprends que c'est là le but de votre motion. Par contre, la façon dont elle est écrite n'est pas tellement claire.

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, je crois que. . .

M. Allmand: Ma motion concerne les motions qui sont présentées à une séance du comité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, il s'agit de motions présentées à une séance du comité.

M. Allmand: Cela ne va pas à l'encontre de ce que vous dites, mais. . .

Le coprésident (le sénateur Comeau): D'accord.

M. Allmand: Je suis d'ailleurs d'accord avec vous là-dessus, mais ma motion concerne les motions qui sont présentées à une séance du comité. C'est pour éviter. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, c'est ce que dit la motion.

[Français]

Le coprésident (le sénateur Comeau): D'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce qu'il y a d'autres commentaires à propos de cette motion?

[Traduction]

M. Ringma: Je crois en saisir le sens. Je crois bien comprendre l'objet de votre motion. Vous voulez un préavis d'au moins 24 heures. En tant que membre de ce comité vous voulez un préavis d'au moins 24 heures pour que pouvoir en prendre connaissance. . .

M. Allmand: C'est cela, pour me préparer.

M. Ringma: Exact. Je crois que c'est louable, mais il me semble que nous sommes toujours tenus, du moins dans la pratique, de donner un préavis de 24 heures à la greffière.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No, Mr. Ringma. Just to inform you, as far as I know, the members of this committee have never required any member to give to the clerk notice of his or her intent to table a motion at the next committee meeting. I don't recall that we had that motion or that requirement.

Mr. Allmand: Maybe I can be helpful. There's another rule in the rules of the House of Commons whereby members of a committee—I believe it's three members—can oblige the chair to call a meeting on any item of business suggested. For example, if Mr. Maloney, Mrs. Sheridan and I all wanted the committee to meet to discuss a certain item of business, we could sign the thing, hand it in to you and the clerk. . .

Is it four? It's four, I'm being told.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): For an emergency meeting.

Mr. Allmand: It doesn't say. It's just for a meeting that can be forced. The members don't have to wait for the chair to call the meeting. Four members can get together to oblige him or her to call it on a specific item of business. It could be bilingualism in Air Canada, it could be bilingualism at the port of Montreal. And another thing, by the way, is that you specify.

Mr. Ringma: But that's a quite separate thing. The thing I'm looking at apparently comes from this briefing book. It says:

Notice for new business:

That, unless there is unanimous consent of the three parties, twenty-four (24) hours' notice must be given to the members of the Committee before any new item of business is considered by the Committee

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, those are rules and motions within the House of Commons. At this committee, we have never put this requirement for the members of the committee.

Mr. Ringma: You haven't?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No.

Mr. Ringma: I feel it has been put on me, but we'll take it away. Let's take the blues, we'll look at them and we'll study them to see—

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No. As far as I know, as joint chair, it has never been put on you or any members of this committee since the beginning.

Mr. Allmand: It has to be adopted.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I guess we'll now get to the question.

Mr. Allmand: Yes.

[Translation]

Motion carried unanimously

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, monsieur Ringma. Pour votre information, à ma connaissance, les membres du comité n'ont jamais exigé qu'un de leurs membres donne avis à la greffière de leur intention de déposer une motion à la prochaine séance du comité. Je ne me souviens pas que nous ayons eu une motion ou une exigence en ce sens.

M. Allmand: Je peux peut-être apporter une précision utile. Le Règlement de la Chambre des communes prévoit que les membres d'un comité—je crois qu'il doit s'agir de trois membres—peuvent obliger la présidence à convoquer une réunion sur n'importe quel sujet. Par exemple, si M. Maloney, Mme Sheridan et moi-même voulions tous que le comité se réunisse pour discuter d'un point en particulier, nous pourrions signer une requête en ce sens, et la remettre à la greffière et à vous-même. . .

Est-ce quatre? Oui, on me dit qu'il en faut quatre.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Dans une situation d'urgence.

M. Allmand: Ce n'est pas ce que ça dit. On parle simplement d'une réunion qui peut être imposée, c'est-à-dire que les députés n'ont pas besoin d'attendre que la présidence convoque les membres. Quatre membres du comité peuvent s'entendre pour contraindre le président, ou la présidente, à convoquer une réunion sur une affaire précise. Ça pourrait être le bilinguisme à Air Canada, ou au port de Montréal. Une autre chose est exigée, c'est que vous précisiez de quoi il s'agit.

M. Ringma: Ça c'est complètement autre chose. Moi je me reporte ici à ce manuel d'information, où l'on dit:

Avis d'un nouvel ordre du jour:

Sauf consentement unanime des trois partis, les membres du comité qui désireraient proposer un nouvel ordre du jour sont tenus de donner un préavis de 24 heures.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, il s'agit-là des règles concernant les motions de la Chambre des communes. Ici nous n'avons jamais rien exigé de tel des membres du comité.

M. Ringma: Vraiment?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non.

M. Ringma: Il me semble pourtant que l'on m'a imposé ce genre de contrainte, mais nous pouvons nous en passer. Reprenons les blues, et on pourra étudier la question. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non. Comme coprésidente je peux dire que ni vous, ni aucun autre membre du comité, depuis le début, n'avait été obligé de procéder ainsi.

M. Allmand: Il faut donc l'adopter.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Votons, dans ces conditions.

M. Allmand: Oui.

[Français]

La motion est adoptée à l'unanimité

• 1635

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Before adjourning the meeting, I'd like to say that we have a meeting next Tuesday, at 3:30 p.m., in this room, with the Fédération des communautés francophones et acadiennes, to follow up on Mr. Collet's presentation.

Senator Roux (Mille Isles): Will there be a meeting on Thursday?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): No, we won't have a meeting Thursday because the Clerk was unable to get hold of all the witnesses for that date. So our next meeting will be Tuesday next.

The meeting is adjourned.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Avant de lever la séance, j'aimerais vous dire que nous aurons une réunion mardi prochain, à 15h30, dans cette salle, avec la Fédération des communautés francophones et acadienne pour faire suite à la présentation de M. Collet.

Le sénateur Roux (Mille Isles): Y aura-t-il une réunion jeudi?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, nous n'aurons pas de réunion jeudi parce que Mme la greffière n'a pas pu joindre tous les témoins pour cette date-là. Donc, notre prochaine réunion aura lieu mardi prochain.

La séance est levée.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste – lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

Wednesday, November 22, 1995 (Meeting No. 36)

From Canadian Heritage:

Charlotte Cloutier, Director, Interdepartmental Cooperation;
Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Canadian Identity;
Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Support,
Program Branch.

Tuesday, November 28, 1995 (Meeting No. 37)

From Canadian Heritage:

Charlotte Cloutier, Director, Interdepartmental Cooperation;
Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Canadian Identity;
Hilaire Lemoine, Director General, Official Languages Support,
Program Branch.

Tuesday, December 5, 1995 (Meeting No. 38)

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

Victor C. Goldbloom, Commissioner.

TÉMOINS

Le mercredi 22 novembre 1995 (Séance n° 36)

Du Patrimoine canadien:

Charlotte Cloutier, directrice, Concertation interministérielle;
Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne;
Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale de
programmes d'appui aux langues officielles.

Le mardi 28 novembre 1995 (Séance n° 37)

Du Patrimoine canadien:

Charlotte Cloutier, directrice, Concertation interministérielle;
Roger Collet, sous-ministre adjoint, Identité canadienne;
Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale de
programmes d'appui aux langues officielles.

Le mardi 5 décembre 1995 (Séance n° 38)

Du Bureau du commissaire aux langues officielles:

Victor C. Goldbloom, commissaire.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

CAI
XV12
-024
SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 32—Meeting Nos. 39 and 40

Tuesday, December 12, 1995

Thursday, December 14, 1995

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Comeau, Senator

Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 32—Séances n°s 39 et 40

Le mardi 12 décembre 1995

Le jeudi 14 décembre 1995

Coprésidents:

L'honorable Gerald Comeau, sénateur

Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee on

Official Languages

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent des

Langues officielles

RESPECTING:

Study on the administration of Sections 41 and 42 of Part VII of the Official Languages Act

CONCERNANT:

Étude de l'application des articles 41 et 42 de la partie VII de la Loi sur les langues officielles

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

STANDING JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairmen: The Honourable Gérard Comeau, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Vice-Chairman: Pierre de Savoye, M.P.

MEMBERS

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Jean-Claude Rivest

Jean-Louis Roux

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand

Mauril Bélanger

Eugène Bellemare

Bob Ringma

Georgette Sheridan

ASSOCIATE MEMBERS

Jim Silye

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Marie Louise Paradis

Joint Clerk of the Committee

Thursday, December 14, 1995
Pursuant to Rule 66(4) of the
Senate, Sharon Carstairs replaced
Jean-Louis Roux.

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gérard Comeau, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-président: Pierre de Savoye, député

MEMBRES

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Jean-Claude Rivest

Jean-Louis Roux

Représentant la Chambre des communes:

Députés

Warren Allmand

Mauril Bélanger

Eugène Bellemare

Bob Ringma

Georgette Sheridan

MEMBRES ASSOCIÉS

Jim Silye

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

La cogreffière du Comité

Marie Louise Paradis

Le jeudi 14 décembre 1995
Conformément à l'article 66(4)
du Règlement du Sénat, Sharon Carstairs
remplace Jean-Louis Roux.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 12 DÉCEMBRE 1995

(Séance n° 39)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 32, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Représentant le Sénat: Gérald Comeau, Jean-Claude Rivest et Jean-Louis Roux.

Représentant la Chambre des communes: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye et Pierrette Ringuette-Maltais.

Aussi présents: De la Direction des comités du Sénat: Gary Levy, cogreffier; *Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement:* Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: De la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada: Jacques Michaud, président; Yvon Samson, directeur général.

Conformément à l'article 108(4)b) du Règlement, le Comité poursuit son étude sur l'application des articles 41 et 42 de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*.

Jacques Michaud fait une présentation liminaire et avec Yvon Samson répond aux questions.

À 16 h 45, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 14 DÉCEMBRE 1995

(Séance n° 40)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 15 h 15, dans la pièce 209 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Représentant le Sénat: Gérald Comeau et Sharon Carstairs.

Autre sénateur présent: Jean-Robert Gauthier.

Représentant la Chambre des communes: Mauril Bélanger, Pierrette Ringuette-Maltais et Georgette Sheridan.

Aussi présents: De la Direction des comités du Sénat: Tonu Onu, cogreffier; *Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement:* Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Le Comité entreprend l'étude de ses travaux futurs.

Il est convenu, — Que le Comité entreprenne le plus tôt possible une étude intensive sur l'application des articles 41 et 42 de la Partie VII de la *Loi sur les langues officielles* et particulièrement les 27 plans d'actions soumis au ministère du Patrimoine canadien.

Il est convenu, — Que Alliance Québec soit invité à comparaître sur le même sujet.

Il est convenu, — Que le Conseil privé soit invité à comparaître pour discuter de son rôle en vertu de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 12, 1995

(Meeting No. 39)

[Translation]

The Joint Committee on Official Languages met at 3:32 p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Representing the Senate: Gérald Comeau, Jean-Claude Rivest and Jean-Louis Roux.

Representing the House of Commons: Mauril Bélanger, Eugène Bellemare, Pierre de Savoye and Pierrette Ringuette-Maltais.

In attendance: From the Senate Committees Directorate: Gary Levy, Joint Clerk. *From the Research Branch of the Library of Parliament:* Françoise Coulombe, Research Officer.

Witnesses: From the «Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada»: Jacques Michaud, president; Yvon Samson, executive director.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee continued its consideration of the implementation of sections 41 and 42 in Part VII of the *Official Languages Act*.

Jacques Michaud made an introductory presentation and, with Yvon Samson, answered questions.

At 4:45 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, DECEMBER 14, 1995

(Meeting No. 40)

[Translation]

The Joint Committee on Official Languages met *in camera* at 3:15 p.m. this day, in Room 209, West Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Representing the Senate: Gérald Comeau and Sharon Carstairs.

Other Senator present: Jean-Robert Gauthier.

Representing the House of Commons: Mauril Bélanger, Pierrette Ringuette-Maltais and Georgette Sheridan.

In attendance: From the Senate Committees Directorate: Tonu Onu, Joint Clerk. *From the Research Branch of the Library of Parliament:* Françoise Coulombe, Research Officer.

The Committee began consideration of its future work.

It was agreed, — That the Committee would carry out as soon as possible an intensive study of the implementation of sections 41 and 42 in Part VII of the *Official Languages Act*, particularly the 27 action plans submitted to the Department of Canadian Heritage.

It was agreed, — That Alliance Québec would be asked to appear in order to discuss this subject.

It was agreed, — That the Privy Council would be asked to appear in order to discuss its role under Part VII of the *Official Languages Act*.

Il est convenu, — Que Poste Canada soit invité à comparaître pour discuter des normes d'adressage.

Il est convenu, — Que le dossier de formation professionnelle soit étudié et que le président du Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne soit invité à comparaître ainsi que le doyen de la Formation à la Cité collégiale et le sous-ministre de Développement des Ressources humaines.

À 16 h 16, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La cogreffière du Comité

Marie Louise Paradis

It was agreed, — That Canada Post would be asked to appear in order to discuss addressing standards.

It was agreed, — That the issue of occupational training would be addressed and the following persons asked to appear: the president, "Comité d'adaptation des ressources humaines de la francophonie canadienne"; the dean of training, "Cité collégiale"; and the Deputy Minister, Human Resources Development Canada.

At 4:16 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Marie Louise Paradis

Joint Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, December 12, 1995

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 12 décembre 1995

• 1530

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order, dear colleagues. We are very pleased to welcome the witnesses from the Fédération des communautés francophones et acadienne. We have with us the Federation's president, Mr. Jacques Michaud, and its general director, Mr. Samson.

Gentlemen, you are normally given the floor for a certain period and then the members of the committee, in turn, question you on the matters that are of particular interest to them. You have the floor.

Mr. Jacques Michaud (Président, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada): Thank you, Madam.

We have a document to complement our presentation today. It is in French only. We would ask your permission to distribute it, if that is possible.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The clerk of this committee and I cannot distribute it, according to a resolution of this committee. However, you are free to do so yourselves. If the members of the committee agree, you are welcome.

Senator Rivest (Stadacona): The principle is sound. In any event, we will still get it.

Mr. Michaud: Thank you.

Senator Rivest: It must be done without the knowledge of the chairwoman.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): There is no need to be in a conflict of interest, here.

Mr. Michaud: We will try to do it fairly discreetly. We thank you anyway.

• 1535

Dear Joint Chairman, distinguished members of the Standing Joint Committee on Official Languages, the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada wishes to thank you for allowing us to share with you today our observations concerning the action plans of the departments and institutions affected by the implementation of section 41, Part VII, of the Official Languages Act.

Our presentation will be confined to some general observations on what should in our opinion be improved in the development of these action plans. We will be emphasizing a number of possible approaches aimed at improving the process that is under way. For a detailed analysis of the action plans, we refer you to the companion document, which we have just distributed discreetly.

A brief historical reminder, if you will. Section 41, for the implementation of Part VII of the Official Languages Act, was enacted by the government of Canada in 1988, as we well know. In August 1994 the Parliament of Canada decided to establish some mechanisms for the implementation of section 41.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre, chers collègues. Il nous fait grand plaisir d'accueillir les témoins de la Fédération des communautés francophones et acadienne. Nous avons parmi nous son président, M. Jacques Michaud, ainsi que son directeur général, M. Samson.

Messieurs, normalement, on vous laisse la parole pendant une certaine période de temps et, ensuite, les membres du comité, à tour de rôle, vous interrogent sur les sujets qui les intéressent de très près. On vous laisse la parole.

M. Jacques Michaud (président, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada): Merci, madame.

Nous avons un texte qui complète notre présentation d'aujourd'hui. Il est uniquement en français. On vous demanderait la permission d'en faire la distribution, si c'est possible.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le greffier de ce comité et moi-même ne pouvons en faire la distribution, selon une résolution de ce Comité. Par contre, vous avez toute liberté de le faire vous-mêmes. Si les membres du comité l'acceptent, vous êtes les bienvenus.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Le principe est sauf. De toute façon, nous l'aurons quand même.

M. Michaud: On vous remercie.

Le sénateur Rivest: Ce doit être fait hors de la connaissance de la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il ne faut pas se trouver en conflit d'intérêts, ici.

M. Michaud: Nous essaierons de le faire de façon assez discrète. Nous vous remercions de toute façon.

Chère coprésidente, distingués membres du Comité mixte permanent des langues officielles, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada tient à vous remercier de nous permettre aujourd'hui de vous faire part de ses observations concernant les plans d'action des ministères et des institutions visés par la mise en oeuvre de l'article 41, partie VII, de la Loi sur les langues officielles.

Notre présentation se limitera à des observations générales sur ce qui, à notre avis, doit être amélioré dans l'élaboration de ces plans d'action. Nous insisterons sur quelques pistes de solutions qui visent à bonifier le processus en cours. Pour une analyse détaillée des plans d'action, nous vous référons au document d'accompagnement, que nous venons de distribuer discrètement.

Un bref rappel historique, si vous le voulez bien. L'article 41, pour la mise en oeuvre de la partie VII de la Loi sur les langues officielles, a été adopté par le gouvernement du Canada en 1988, comme nous le savons bien. C'est au mois d'août 1994 que le Parlement du Canada a décidé d'implanter des mécanismes pour la mise en oeuvre de l'article 41.

[Text]

[Translation]

Last April, the key federal departments and institutions conducted a consultation with the national, provincial and territorial organizations to learn about the needs of the Francophone and Acadian community in Canada. Following this consultation, they tabled the initial action plans in June 1995.

En avril dernier, les ministères et les institutions fédérales clés ont mené une consultation auprès des organismes nationaux, provinciaux et territoriaux afin de connaître les besoins de la communauté francophone et acadienne du Canada. À la suite de cette consultation, ils ont déposé les premiers plans d'action en juin 1995.

We are aware of the difficulties generated by the turn to implementing section 41 of the federal Official Languages Act. Profound changes will have to be made within the different government departments, particularly at the level of the bureaucracy, as is proper. However, we remind the members of the committee that there has been a political will since August 1994, and we are proud of this. This political will was confirmed by the Prime Minister, Mr. Chrétien, at our meeting in January 1995, and when the Prime Minister made a commitment during the referendum not to abandon the Francophone communities of Canada and Acadia.

Nous sommes conscients des difficultés qu'engendre le virage de la mise en oeuvre de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles du Canada. Des changements profonds devront s'effectuer au sein des différents ministères, notamment au niveau de la bureaucratie, comme il se doit. Cependant, nous rappelons aux membres du comité qu'il existe une volonté politique depuis août 1994 et que nous en sommes fiers. Cette volonté politique a été confirmée par le premier ministre, M. Chrétien, lors de notre rencontre au mois de janvier 1995 et quand le premier ministre s'est engagé, lors du référendum, à ne pas laisser tomber les communautés francophones du Canada et de l'Acadie.

We would like to present to you the major difficulties there are at this time, as we perceive them. There is great difficulty in receiving the action plans, and this is one of our major problems. The interdepartmental coordination office of the Department of Canadian Heritage, which is responsible for section 42 coordination, has refused to send us some copies of the action plans.

Nous aimerions vous exposer les principales difficultés qu'il y a en ce moment telles que nous les percevons. Il y a une énorme difficulté à recevoir les plans d'action, et c'est un de nos principaux problèmes. Le Bureau de la concertation interministérielle chargé de la coordination de l'article 42 au sein du ministère du Patrimoine canadien a refusé de nous faire parvenir des copies des plans d'action.

The Federation approached some key institutions to get a copy of the action plans. It was not until last November 21, just a few weeks ago, that we received a final copy of one action plan in particular, five months after these plans had been tabled.

La Fédération a fait des démarches auprès des institutions clés pour recevoir une copie des plans d'action. Ce n'est que le 21 novembre dernier, il y a à peine quelques semaines, que nous recevions, cinq mois après le dépôt de ces plans d'action, une dernière copie d'un plan d'action en particulier.

The Fédération des communautés francophones et acadienne was concerned by the fact that the Treasury Board was exempted from the duty to submit an action plan, but we have just received a letter from Treasury Board indicating that it has reversed this decision and will now be part of the action plans and be incorporated in the implementation of section 41. This is already a very good sign and it is very encouraging to receive such a letter. We were well aware that the exemption of the Treasury Board created a bad precedent for the entire process of implementing section 41 of the Official Languages Act.

La Fédération des communautés francophones et acadienne était préoccupée par le fait que le Conseil du Trésor était exempté de l'obligation de soumettre un plan d'action, mais on vient tout juste de recevoir une lettre du Conseil du Trésor indiquant qu'il a renversé cette décision et qu'il fera dorénavant partie de ces plans d'action et s'intégrera à la mise en oeuvre de l'article 41. C'est déjà un très bon signe et c'est très encourageant de recevoir une telle lettre. On savait bien que l'exemption du Conseil du Trésor créait un mauvais précédent dans toute cette démarche de mise en oeuvre de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles.

Most of the departments and institutions appear to be unaware of the nature and implications of section 41 of the Official Languages Act, and this is a matter of great concern to us.

La plupart des ministères et des institutions ne semblent pas connaître la nature et la portée de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles, et cela nous préoccupe énormément.

• 1540

In their view, the implementation of section 41 is limited to providing some services in both official languages. I think, if I may allow myself a comment, that there is some confusion about Part VII and Part IV, which deals with services in the official languages.

Pour ces derniers, la mise en oeuvre de l'article 41 se limiterait à donner des services dans les deux langues officielles. Je crois, si je peux me permettre un commentaire, qu'il y a confusion sur la partie VII et la partie IV, qui porte sur les services en langues officielles.

Most of the action plans that have been submitted are not plans. Few of them contain new actions designed to achieve these objectives. Most do not designate any responsible official regionally or nationally, other than the appointed coordinator. Consequently, no time-line is provided in the budget. Finally, the action plans do not contain any evaluation measures, which means that an institution will not be able to evaluate its performance or its commitment.

La plupart des plans d'action soumis ne sont pas des plans. Peu d'entre eux contiennent de nouvelles actions en vue d'atteindre ces objectifs. La plupart ne désignent pas de responsable au niveau régional ou national, mis à part le coordonnateur attitré. Conséquemment, on ne prévoit aucune échéance au budget. Enfin, les plans d'action ne contiennent pas de mesures d'évaluation, ce qui implique que l'institution ne sera pas en mesure d'évaluer sa performance ou son engagement.

[Texte]

The consultation model recommended by Canadian Heritage for learning the needs of the Francophone and Acadian communities is, in our view, inadequate. An annual meeting between the federal institutions and departments and the national organizations is not the ideal framework for achieving this objective. This annual meeting is scheduled, apart from everything else, to enable the two groups to talk to each other and draw up an assessment of the implementation measures taken by the affected departments or institutions. We cannot deny the importance of these encounters, but they do not suffice to advance the implementation process.

All the issues pertaining to knowledge of the needs of our communities are based on an assumption that is false from the outset: that the communities must inform the federal agencies of their needs, that this is a responsibility that is given to the communities.

It is true that the communities must be able to speak out about their development and growth. However, most of the federal institutions in question simply use the consultations organized by the Department of Canadian Heritage to learn about these needs. In our view, this is very restrictive. For example, the Société Saint-Thomas d'Aquin is at the Charlottetown consultation at the same time as it is participating in workshops, including a meeting of 26 regional coordinators it is to hold. It is to work with them to acquaint them with the needs of their community. It is an impossible task, as you can imagine.

Section 41 provides that institutions must adapt their programs, review their criteria and adopt special incentives adapted to the needs of the communities.

The institutions and departments confine themselves to the current criteria in their programs, which are not conceived in terms of the needs of Canada's francophone communities. They do not seem to realize that this is precisely one of the causes of the problems that we foresee in relation to section 41. Instead of preparing a true action plan, some departments strive to show that they should not be affected by section 41. This might be called a lack of will and a waste of energy.

Several departments have submitted supposed plans detailing their participation in the implementation of part IV of the Official Languages Act. The coordinators of the departments and institutions who are responsible for implementing section 41 are, for the most part, well-intentioned, we cannot deny this. But we believe that they do not have the necessary authority to make the changes that are needed internally, and to get the department or institution to comply with the spirit of section 41 of the Official Languages Act.

[Traduction]

Le modèle de consultation pour connaître les besoins des communautés francophones et acadienne préconisé par Patrimoine Canada est, selon nous, inadéquat. Une rencontre annuelle entre les institutions, les ministères fédéraux et les organismes nationaux n'est pas le cadre idéal pour atteindre cet objectif. Cette réunion annuelle est prévue, malgré tout, pour permettre aux deux groupes de se parler et de faire un bilan des mesures de mise en oeuvre des ministères ou institutions visés. On ne peut nier l'importance de ces rencontres, mais elles ne suffisent pas pour faire avancer la mise en oeuvre.

Toutes les questions ayant trait à la connaissance des besoins de nos communautés sont basées sur un postulat qui est faux au départ: on croit que les communautés doivent faire part de leurs besoins aux agences fédérales; c'est une responsabilité qu'on remet aux communautés.

Il est vrai que les communautés doivent être en mesure de s'exprimer sur leur développement et sur leur épanouissement. Cependant, la plupart des institutions fédérales visées ne se servent que des consultations organisées par le ministère du Patrimoine canadien pour connaître ces besoins. Selon nous, c'est très limitatif. Par exemple, la Société Saint-Thomas d'Aquin se retrouve à la consultation de Charlottetown en même temps qu'elle participe à des ateliers, dont une réunion de 26 coordonnateurs régionaux qu'elle doit tenir. Elle doit intervenir auprès d'eux pour leur faire connaître les besoins de leur communauté. C'est une tâche impossible, comme vous pouvez l'imaginer.

L'article 41 stipule que les institutions doivent adapter leurs programmes, réviser leurs critères et adopter des mesures incitatives particulières à l'égard des communautés en fonction de leurs besoins.

Les institutions et les ministères se cantonnent derrière les critères actuels de leurs programmes, qui ne sont pas conçus en fonction des besoins des communautés francophones au Canada. Elles ne semblent pas se rendre compte que c'est justement l'une des causes du problème que nous prévoyons relativement à l'article 41. Plutôt que de faire un véritable plan d'action, certains ministères s'évertuent à démontrer qu'ils ne devraient pas être visés par l'article 41. On pourrait peut-être appeler cela un manque de volonté et un gaspillage d'énergie.

Plusieurs ministères ont soumis de supposés plans qui détaillent leur participation à la mise en oeuvre de la partie IV de la Loi sur les langues officielles. Les coordonnateurs et coordonnatrices des ministères et des institutions qui ont la responsabilité de la mise en oeuvre de l'article 41 sont, pour la plupart, des gens de bonne volonté, nous ne pouvons pas le nier. Mais nous croyons que ces derniers n'ont pas l'autorité nécessaire pour apporter les changements qui s'imposent à l'interne et pour amener le ministère ou l'institution à respecter l'esprit de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles.

• 1545

The first year of drafting action plans has shown that the coordinating mechanism put forward by Canadian Heritage was ineffective and that its present form necessitated some modifications.

La première année de rédaction des plans d'action a démontré que le mécanisme de coordination mis de l'avant par Patrimoine Canada était inefficace et que sa forme actuelle nécessitait des modifications.

[Text]

The Department of Canadian Heritage seems to want to limit itself to tabling action plans in Parliament and pretends that these plans will be debated there. We think it is illusory to think that Parliament could be asked to debate these plans.

This initial year of activities has also highlighted the absence of any procedure for auditing the action plans of the departments and institutions, and the latter's lack of accountability.

We would like to suggest to you some potential solutions that we have examined. It is imperative, in our view, that Canadian Heritage revise its information and coordination strategy and acquaint the departments and institutions in question with the implications of section 41 of the Official Languages Act.

The content of the action plans and the meeting between the national organizations and the coordinators of the affected agencies and institutions have demonstrated that the federal officials have failed to understand the distinction between the obligation to provide services in both official languages and the obligation to link such services to the implementation of section 41 of the Act. We therefore speak of the distinction that must be made between Part IV and Part VII.

To improve coordination, the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada recommends that the Privy Council be mandated for a three-year period to provide back-up for the Department of Canadian Heritage.

Knowledge of the needs of the communities is the responsibility of the affected departments and agencies, and not the converse. There is no reason for proceeding differently, which is not to say that the communities cannot express their needs within the framework of sessions organized for the target groups.

It is the departments and institutions of the federal government that plan the government services that are made available to the community. They are the ones who must take the responsibility to identify the needs of our communities. We suggest that the activity of these federal institutions be more proactive.

As to decision-making, the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada would like to suggest that the joint committee, to secure the implementation of section 41 of the Official Languages Act, directly affect the government's decision-making and planning process. It should ensure that the decisions taken by the affected departments and institutions are focused on the development and vitality of the Francophone and Acadian communities, in accordance with the intention of Part VII of the Act.

It is our wish that in the development and implementation of federal policies and programs, the federal government agencies keep in mind that Part VII covers the development of services, services that will guarantee the vitality and development of our Francophone communities in the spirit and image of Canada.

[Translation]

Le ministère du Patrimoine canadien semble vouloir se restreindre à déposer les plans d'action au Parlement canadien et prétend que ces plans y seront débattus. Nous croyons que c'est se leurrer que de penser qu'on pourrait demander au Parlement de débattre de ces plans.

Cette première année d'activités a également mis en lumière l'absence d'un mécanisme de vérification des plans d'action des ministères et des institutions et l'absence d'imputabilité de ces derniers.

Nous aimerions vous suggérer quelques pistes de solutions que nous avons examinées. Il est impératif, d'après nous, que Patrimoine Canada revoie sa stratégie d'information et de coordination pour faire connaître aux ministères et institutions visés la portée de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles.

Le contenu des plans d'action et la rencontre des organismes nationaux et des coordonnateurs et coordonnatrices des agences et institutions visées ont fait la preuve que les fonctionnaires fédéraux ne comprenaient pas la distinction entre l'obligation de donner des services dans les deux langues officielles et l'obligation de les lier à la mise en oeuvre de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles. Donc, on parle de la distinction qu'on doit faire entre la partie IV et la partie VII.

Pour améliorer la coordination, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada recommande que le Conseil privé soit mandaté, pour une période de trois ans, pour épauler le ministère du Patrimoine canadien.

La connaissance des besoins des communautés est la responsabilité des ministères et agences visés et non l'inverse. Il n'y a aucune raison justifiant qu'on procède différemment, ce qui ne veut pas dire que les communautés ne peuvent pas exprimer leurs besoins dans le cadre de sessions organisées pour les groupes cibles.

Ce sont les ministères et les institutions du gouvernement fédéral qui planifient les services gouvernementaux qui sont offerts à la population. C'est à eux de prendre la responsabilité d'identifier les besoins de nos communautés. Nous suggérons que l'activité de ces institutions fédérales soit plus proactive.

Quant à la prise de décision, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada aimerait suggérer que le comité mixte, pour assurer la mise en oeuvre de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles, touche directement le processus de décision et de planification du gouvernement. Pour ce faire, on doit voir à ce que les décisions prises par les ministères et les institutions visés soient axées sur le développement et l'épanouissement des communautés francophones et acadienne, comme le veut la partie VII de la loi.

Qu'il s'agisse de l'élaboration ou de la mise en oeuvre des politiques et des programmes fédéraux, nous espérons que les agences gouvernementales fédérales considéreront que la partie VII vise le développement des services, services qui garantiront l'épanouissement et le développement de nos communautés francophones dans l'esprit et l'image du Canada.

[Texte]

In other words, the departments and institutions in question should not wait until the decisions are taken before contemplating the implementation of section 41 of the Act. Quite the contrary, the factors affecting the development and vitality of the Francophone and Acadian communities must be integrated into the entire federal process, that is, into the planning and decisions of the affected departments and institutions.

These changes imply that the federal institutions should review their traditional practices and carry out a review and assessment of program criteria aimed at promoting access to these programs in the Francophone and Acadian communities. Only in light of such an assessment will they be in a position to initiate actions that are responsive to the needs of the Francophone and Acadian communities.

• 1550

Concerning the role of the Department of Canadian Heritage, the implementation of section 41 is the responsibility of this department as a coordinator. Tabling the action plans in the House is a formality with which we agree. However, it should not be thought that this is the appropriate place in which to debate these plans. That would be a waste of time for our members of Parliament.

Finally, the Federation is of the view that if the government wishes to demonstrate how serious it is in implementing section 41, it should establish an effective supervisory mechanism. To define this mechanism, the Federation would recommend the establishment of an audit mechanism reporting to the Department of Canadian Heritage. Once developed by the Auditor General, it could be assigned to the Department of Canadian Heritage.

The official languages auditor would be given a different mandate from that of the present Commissioner of Official Languages. The official languages auditor would be authorized to conduct a painstaking examination of how the departments and institutions are fulfilling their responsibilities under section 41. The fact that an outside auditor could have a mandate to audit the expenditures of the departments and institutions would add an accountability dimension that is now lacking in the entire process of developing and implementing the action plans.

Accountability would also make the affected departments and institutions responsible, forcing them to assign the implementation of section 41 to someone inside the department or institution with sufficient authority to bring about the change in culture that is indispensable for full compliance with the spirit of the Act.

In this way, the mandate of the official languages auditor would be integrated with that of the auditor general. It would be his or her role to assist the auditor general in the performance of his general auditing duties and to report annually on the government's record in implementing section 41 of the Official Languages Act.

By creating a position of official languages auditor, the Canadian government would send a clear message to the departments and institutions in question, indicating to them that they are accountable and that the action plans and their implementation will be audited annually by an independent auditor with sufficient authority to recommend to the government the necessary remedial measures. Furthermore, the government would be unambiguously affirming that

[Traduction]

Autrement dit, les ministères et les institutions visés ne doivent pas attendre que les décisions soient prises pour envisager la mise en oeuvre de l'article 41 de la loi. Bien au contraire, il faut que les facteurs visant le développement et l'épanouissement des communautés francophones et acadienne soient intégrés dans tous le processus fédéral, c'est-à-dire dans la planification et les décisions des ministères et institutions visés.

Ces changements impliquent que les institutions fédérales doivent revoir leurs pratiques traditionnelles en procédant à une révision et à une évaluation des critères de programmes afin de favoriser leur accès aux communautés francophones et acadienne. C'est seulement à la lumière de cette évaluation qu'ils seront en mesure d'amorcer des actions qui répondront aux besoins des communautés francophones et acadienne.

Pour ce qui est du rôle du ministère du Patrimoine canadien, la mise en oeuvre de l'article 41 est la responsabilité de ce ministère en tant que coordonnateur. Le dépôt en Chambre des plans d'action est une formalité sur laquelle nous sommes d'accord. Néanmoins, il ne faut pas croire que c'est l'endroit où de tels plans devraient être débattus. Ce serait une perte de temps pour nos parlementaires.

Enfin, la Fédération considère que si le gouvernement veut démontrer son sérieux dans la mise en oeuvre de l'article 41, il doit mettre en place un mécanisme de vérification efficace. Ce mécanisme, la Fédération veut le définir en recommandant la mise sur pied d'un mécanisme de vérification relevant du ministère du Patrimoine canadien. Une fois élaboré par le vérificateur général, ce mécanisme pourrait être confié au ministère du Patrimoine canadien.

Le vérificateur aux langues officielles serait doté d'un mandat différent de celui de l'actuel commissaire aux langues officielles. Le vérificateur aux langues officielles serait investi du pouvoir d'examiner minutieusement la façon dont les ministères et les institutions s'acquittent des responsabilités conférées par l'article 41. Le fait qu'un vérificateur externe puisse avoir le mandat de vérifier les dépenses des ministères et des institutions ajouterait une dimension d'imputabilité qui fait défaut à tout le processus d'élaboration et de mise en oeuvre des plans d'action.

L'imputabilité des ministères ou des institutions visés aurait pour effet de les responsabiliser et cela exigerait qu'ils confient le mandat de la mise en oeuvre de l'article 41 à une personne qui jouit à l'interne d'un niveau d'autorité suffisant pour créer le changement de culture indispensable pour refléter fidèlement l'esprit de la loi.

Ainsi, le mandat du vérificateur aux langues officielles serait intégré à celui du vérificateur général. Son rôle consisterait à aider le vérificateur général à s'acquitter de ses fonctions générales en matière de vérification et à faire rapport annuellement sur le bilan du gouvernement en matière de mise en oeuvre de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles.

En créant un poste de vérificateur aux langues officielles, le gouvernement canadien enverrait un message clair aux ministères et aux institutions visés, en leur indiquant qu'ils sont imputables et que les plans d'action ainsi que la mise en oeuvre seront vérifiés annuellement par un vérificateur indépendant jouissant d'un pouvoir suffisant pour recommander au gouvernement les mesures de correction qui s'imposent. Par ailleurs, le gouvernement affirmerait sans détours non

[Text]

development and growth are possible, but also that it has established the means to ensure that the goals are met.

Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You refer to effective auditing mechanisms, to the auditor and to the implementation of sections 41 and 42. Do you think this role could also be played by the Commissioner of Official Languages, who already has various ways of conducting such auditing since he has established some contact with the official languages communities across the country?

• 1555

Mr. Michaud: I think the major element would be to put the responsibility for making recommendations in terms of both the business plans of the different departments and the recommendations for the implementation of section 41 at a higher level.

The idea of using the hierarchy is important, in our view. It would indicate how serious we are about implementing section 41. It is important that the auditor general be able to conduct both a financial audit and an audit of the place occupied by section 41 implementation in the financial statements.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Samson.

Mr. Yvon Samson (General Director, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada): The Commissioner of Official Languages obviously has a role in making recommendations to the departments and Parliament. Unless I am mistaken, he has neither the mandate nor the authority to criticize the departments in such a way as to impose some. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The Commissioner presents an annual report which, in my opinion, attempts to reflect the actual content of the complaints he has received. He always makes very solid recommendations to the various departments. It might be worth thinking about that.

Mr. de Savoye (Portneuf): I followed your presentation with interest. I had studied it in the written document. Of course, I agree with you that the vitality of the Francophone and Acadian communities should be promoted. However, I read in your 1977 report, *Les héritiers de Lord Durham* [The Heirs of Lord Durham], that the national rate of anglicization at that time was estimated at 27%. You and I know that Statistics Canada reported more recently that this rate had increased, between 1986 and 1991, to 31.4% and 35.9%, which represents a rate of increase in assimilation, in five years, of 15%.

I understand therefore your urgency in insisting that the federal government do its duty in applying the Official Languages Act, in particular sections 41 and 42.

Two weeks ago, we had an opportunity to meet with the people from the Department of Canadian Heritage, who informed us of how they are dealing with the action plans. I note that it was especially hard for you to learn about these action plans. You have not been the only ones in that situation.

[Translation]

seulement que le développement et l'épanouissement sont possibles, mais aussi qu'il a mis en place des moyens pour veiller à la réalisation des objectifs.

Nous vous remercions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous parlez de mécanismes de vérification efficaces, du vérificateur et de la mise en oeuvre des articles 41 et 42. Croyez-vous qu'il serait possible que ce rôle soit aussi joué par le commissaire aux langues officielles, qui a déjà différentes façons de faire cette vérification puisqu'il a établi un contact avec les communautés de langues officielles à travers le pays?

M. Michaud: Je crois que l'élément principal serait de placer à un niveau supérieur la responsabilité de faire des recommandations, tant du côté des plans d'affaires de nos différents ministères que du côté des recommandations en vue de la mise en oeuvre de l'article 41.

L'idée d'utiliser la hiérarchie est importante pour nous. Cela indiquerait le sérieux de la mise en oeuvre de l'article 41. Que le vérificateur général soit capable de faire à la fois une vérification financière et une vérification de la place qu'occupe, dans les états financiers, la mise en oeuvre de l'article 41, est un élément important.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Samson.

M. Yvon Samson (directeur général, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada): Le commissaire aux langues officielles a évidemment un rôle de recommandation auprès des ministères et auprès du Parlement. À moins que je ne me trompe, il n'a ni le mandat ni l'autorité de critiquer les ministères de façon à imposer une certaine. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le commissaire présente un rapport annuel qui, selon moi, tente de refléter le contenu réel des plaintes reçues. Il fait toujours des recommandations très fermes aux divers ministères. Peut-être y a-t-il là matière à réflexion.

M. de Savoye (Portneuf): J'ai suivi votre exposé avec intérêt. J'en avais pris connaissance dans le document écrit. Bien sûr, je suis d'accord avec vous pour que soit favorisé l'épanouissement des communautés francophones et acadienne. D'ailleurs, j'avais lu dans votre rapport de 1977, intitulé: «Les héritiers de Lord Durham», que le taux national d'anglicisation à l'époque était évalué à 27 p. 100. Vous savez comme moi que Statistique Canada nous indiquait plus récemment que ce taux était passé, entre 1986 et 1991, à 31,4 p. 100 et à 35,9 p. 100, ce qui représente un taux d'accroissement de l'assimilation, en cinq ans, de 15 p. 100.

Je comprends donc l'empressement que vous mettez à insister pour que le gouvernement fédéral s'acquitte de son devoir d'appliquer la Loi sur les langues officielles, en particulier les articles 41 et 42.

Il y a deux semaines, nous avons l'occasion de rencontrer les gens du ministère du Patrimoine canadien qui nous ont fait part de leur manière de traiter les plans d'action. Je prends note du fait qu'il vous a été particulièrement difficile de prendre connaissance de ces plans d'action. Vous n'avez pas été les seuls dans cette situation.

[Texte]

I note as well that you say that most of the action plans that have been submitted are not action plans. That is what I argued as well, two weeks ago. You say that the action plans do not contain any evaluation measures, which I deeply regret, because it will be hard to assess their performance if we don't know what the intended objectives were.

You also say that the consultation format for finding out the needs of the communities is inadequate. I am happy to know your opinion on this score, since I had some misgivings that the action plans would not really reflect essentially what the representatives of the communities probably wanted to see reflected in these plans. It seemed there was a communications gap. What you say helps me understand the reason for this gap.

You say, and I made the said criticism to the department's representatives, that the Department of Canadian Heritage seems to want to limit itself to tabling the action plans in Parliament, on the pretence that these plans will be debated there. I am well aware that if that were to happen, it would be terribly inadequate.

• 1600

But where you are really being creative is in this auditing mechanism. Madam Chairman expressed a theory, a variant on the implementation of the mechanism, but I would like to go more into the merit of the thing. We have action plans, an Act, a section 41 and a section 42. We want to ensure that things are done correctly and lead to some tangible results.

If the government failed to follow up on your recommendation concerning the auditing mechanism, in some form or other—parenthetically, I would remind you that even the auditor general, although he is abundantly read and quoted, does not always have the pleasure of seeing his recommendations implemented—what would be the utility of the action plans in countering the growing rate of assimilation of the Francophones outside Quebec and the difficulties faced by *le fait français* in developing outside Quebec?

Mr. Michaud: It is not easy to answer that question. It is true that the Francophone and Acadian communities in Canada are largely preoccupied by the issue of assimilation in Canada, and rightly so, I think.

I strongly hope that 50 years from now we can still say in Canada, on a Canada-wide scale, that we are part of this image of Canada. That is why we must work unrelentingly to ensure that sections 41 and 42 are implemented with the least possible delay, in order to ensure a Canada-wide presence for *la francophonie*.

Our presentation today paints a fairly negative image, since the communities, in August 1994, were very encouraged to learn that section 41 of Part VII of the Official Languages Act was going to be implemented. Mr. Dupuy had made the announcement in one of our communities in Eastern Canada. A year and a half later, we feel that the acceleration is not occurring at the pace we would have desired.

We cannot deny, of course, that there are some departments or some institutions that seem to have a clear understanding of the spirit of Part VII of the Act. I could, for example, cite some initiatives by Industry Canada. This has encouraged us. But it does not put an end to assimilation in all the far corners of our country.

[Traduction]

Je prends aussi note du fait que vous dites que la plupart des plans d'action soumis n'en sont pas. C'est ce que j'ai également prétendu, il y a deux semaines. Vous mentionnez que les plans d'action ne contiennent pas de mesures d'évaluation, ce que je déplore, parce qu'il sera difficile d'évaluer leur performance si on ne sait pas quels objectifs étaient visés.

Vous dites également que le format de consultation pour connaître les besoins des communautés est inadéquat. Je suis heureux de connaître votre opinion sur ce point, car j'avais le pressentiment que les plans d'action ne traduisaient pas vraiment l'essentiel de ce que les représentants des communautés auraient sans doute voulu voir transparaître dans ces plans. Il y avait comme un décalage dans la communication. Ce que vous dites m'aide à comprendre le pourquoi de ce décalage.

Vous dites, et j'en faisais d'ailleurs le reproche aux représentants du ministère, que le ministère du Patrimoine canadien semble vouloir s'en tenir à déposer les plans d'action au Parlement canadien, en prétendant que ces plans d'action y seront débattus. Je sais bien que si cela devait être, ce serait drôlement inadéquat.

Mais là où vraiment vous êtes créatifs, c'est avec ce mécanisme de vérification. M^{me} la présidente a émis une hypothèse, une variante sur la mise en oeuvre du mécanisme, mais je voudrais aller plus au fond des choses. On a des plans d'action, une loi, un article 41 et un article 42. On veut s'assurer que les choses se fassent correctement et conduisent à des résultats tangibles.

Si le gouvernement ne donnait pas suite à votre recommandation sur le mécanisme de vérification, sous une forme ou sous une autre—j'ouvre une parenthèse pour vous rappeler que même le vérificateur général, bien qu'il soit abondamment lu et cité, n'a pas toujours le plaisir de voir ses recommandations suivies—, quelle utilité auraient les plans d'action pour contrer le taux d'assimilation grandissant des francophones hors Québec et les difficultés qu'a le fait français à se développer à l'extérieur du Québec?

M. Michaud: Il n'est pas facile de répondre à cette question. Il est vrai que les communautés francophones et acadiennes du Canada sont grandement préoccupées par la question de l'assimilation au Canada, et avec raison, je crois bien.

J'espère bien que d'ici 50 ans, on pourra toujours dire au Canada, de façon pancanadienne, qu'on fait partie de cette image du Canada. C'est pour cette raison—là qu'on doit travailler d'arrache-pied à s'assurer que la mise en oeuvre des articles 41 et 42 se fasse dans les plus brefs délais, pour assurer une présence pancanadienne de la francophonie.

Notre présentation d'aujourd'hui peint une image assez négative, puisque les communautés, au mois d'août 1994, étaient très encouragées d'apprendre qu'on allait faire la mise en oeuvre de l'article 41 de la partie VII de la Loi sur les langues officielles. M. Dupuy en avait fait l'annonce dans une de nos communautés de l'Est du pays. Un an et demi plus tard, nous sentons que l'accélération ne se fait pas au rythme qu'on aurait souhaité.

Il ne faut pas nier non plus qu'il y a certains ministères ou certaines institutions qui semblent bien connaître l'esprit de la partie VII de la loi. Je pourrais citer, par exemple, certaines initiatives d'Industrie Canada. Cela nous a encouragés. Mais cela ne met pas fin à l'assimilation dans tous les petits bouts de notre pays.

[Text]

It would appear that this department has the intention of understanding clearly Part VII of the Act and has even reconsidered some monitoring criteria to allow for the enhancement and development of our communities. We congratulate the persons in this department and we hope the same thing will happen elsewhere, although we have had some discouraging indicators this week.

We can talk about the problems we have had this week with the Department of Human Resources Development. However, I think the anomalies that have been pointed out to us could be remedied. We hope that, with time, they will be. As a result of our discussions it appears that this will be the case.

Section 41 should be the tool that will enable us to limit the assimilation of our Francophone communities, not only in Canada but also internationally. If we sincerely believe in this linguistic duality as a means of defining Canada coast to coast, we will have to work harder to speed up the results that section 41 could bring about for us.

• 1605

I don't know if I am answering your question, but I don't have a crystal ball. I think section 41 can make a difference in relation to assimilation, but we have to work at it.

Mr. de Savoye: My question, very succinctly, was the following: there are some action plans and you seem to be saying there is a major problem in relation to those action plans. There are no provisions, and it will go nowhere if we don't have some auditing mechanism.

Mr. Michaud: That is correct.

Mr. de Savoye: I am given to understand, then, that if this auditing mechanism is not implemented, you do not believe in the action plans.

Mr. Michaud: That is absolutely what we fear, a year and a half later. Without that mechanism, without that auditing process, and we do not have it yet, the process is not going forward at the pace that would enable us to arrest the assimilation and be an integral part of Canada's image, as it is understood.

Mr. de Savoye: Now that you have answered my first question, I would like to have a further explanation. What is your timeline? Should those mechanisms be implemented within three months, six months, in a year, in two years, in five years? What is the time frame that will enable the action plans to be credible?

Mr. Michaud: It is too late to speak of August 1994. The auditing system should be in place as of now to ensure that the plans for 1996-97 are subject to auditing under the new system.

So, we hope this audit system will be in place by the end of March and that the auditor will be able to make some recommendations that will be reflected within the next year.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I will now recognize Mr. Bélanger.

[Translation]

Il semble que ce ministère ait l'intention de bien comprendre la partie VII de la Loi et ait même reconsidéré certains critères d'encadrement pour permettre l'épanouissement et le développement de nos communautés. Nous félicitons les personnes de ce ministère et nous espérons, bien qu'on ait eu quelques indices de découragement cette semaine, que la même chose se fera ailleurs.

On peut parler des problèmes que nous avons eu cette semaine avec le ministère du Développement des ressources humaines. Cependant, je crois que les anomalies qui nous ont été signalées pourraient être corrigées. Nous espérons qu'avec le temps, elles le seront. À la suite de nos discussions, il semble que ce sera le cas.

L'article 41 doit être l'outil qui va nous permettre de restreindre l'assimilation de nos communautés francophones, non seulement au Canada, mais aussi sur le plan international. Si nous croyons sincèrement dans cette dualité linguistique pour définir le Canada de façon pancanadienne, nous devons travailler plus fort pour accélérer les résultats que pourrait nous apporter l'article 41.

Je ne sais pas si je réponds à votre question, mais je n'ai pas de boule de cristal. Je crois que l'article 41 peut faire la différence en ce qui a trait à l'assimilation, mais nous devons y travailler.

M. de Savoye: Ma question, de façon très synthétique, était la suivante: il y a des plans d'action et vous semblez dire qu'il y a un gros problème en ce qui a trait à ces plans d'action. Il n'y a pas de mesures, et cela ne mènera nulle part si on n'a pas de mécanisme de vérification.

M. Michaud: C'est cela.

M. de Savoye: Je dois donc comprendre que, si ce mécanisme de vérification n'est pas mis en oeuvre, vous ne croyez pas aux plans d'action.

M. Michaud: C'est absolument ce que l'on craint, un an et demi plus tard. Sans ce mécanisme, sans ce processus de vérification, et nous ne l'avons pas encore, le processus n'avance pas au rythme qui pourrait nous permettre d'arrêter l'assimilation et d'être partie intégrante de l'image du Canada, comme on le comprend.

M. de Savoye: Maintenant que vous avez répondu à ma première question, j'aimerais avoir une autre précision. Quel est votre échéancier? Est-ce que ces mécanismes-là doivent être mis en oeuvre dans trois mois, dans six mois, dans un an, dans deux ans, dans cinq ans? Quel est l'échéancier qui va permettre que les plans d'action soient crédibles?

M. Michaud: Il est trop tard pour parler d'août 1994. Le système de vérification devrait être en place dès maintenant pour assurer que les plans de l'année 1996-1997 fassent l'objet d'une vérification selon le nouveau système.

Donc, nous espérons que ce système de vérification sera en place à la fin de mars et que le vérificateur sera en mesure de faire des recommandations qui vont se refléter dans la prochaine année.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vais maintenant céder la parole à M. Bélanger.

[Texte]

Mr. Bélanger (Ottawa—Vanier): I would like to thank our guests today for the work they are doing to help us, in turn, help the government in the implementation of these sections of the Official Languages Act.

I would like instead to think about the positive things, because it must nevertheless be noted, and you have done so, that there is some progress. It may be a bit slow, but there is some progress, especially since, between 1988 and 1993 not much was done regarding the implementation of these sections of the Act. In 1994, there was the decision of the Privy Council to subject at least a certain number of agencies and departments to the Act and to begin enforcing it.

During our meeting two weeks ago with the representatives of the Department of Canadian Heritage, there was a discussion of some very simple initiatives that might improve things. It was suggested that we ask that the plans of the agencies and departments in question be submitted on a fiscal-year basis. Do you agree with the suggestion that the next plans be submitted at the end of April?

Mr. Michaud: At the end of March.

Mr. Bélanger: Do you agree with that?

Mr. Michaud: Yes.

Mr. Bélanger: Secondly, it was said that the plans might, at some point, sooner than later, to repeat someone else's words, become multi-year. Do you have any comment to make about that?

Mr. Michaud: Yes. We would like the plans to be multi-year, but adjusted each year. We think they should be reviewed annually.

Mr. Bélanger: What would be the ideal? Two-year, three-year, four-year plans?

Mr. Michaud: Three-year plans at least.

Mr. Bélanger: Many institutions, agencies or individuals are affected by this major question, and I would like to focus a little on the role of our committee.

I would like to know whether you have some suggestions about the way in which the members of the committee could help. For example, would you agree that we should call certain agencies to appear? Would you be prepared to suggest some to us? I would like to know your opinion on this.

Mr. Michaud: It would probably be appropriate for you to approach certain government departments or agencies.

[Traduction]

M. Bélanger (Ottawa—Vanier): Je voudrais remercier nos invités d'aujourd'hui pour le travail qu'ils font pour nous permettre, à notre tour, d'aider le gouvernement dans la mise en oeuvre de ces articles de la Loi sur les langues officielles.

J'aimerais plutôt penser à ce qui est positif, parce qu'on doit constater quand même, et vous l'avez fait, qu'il y a du progrès. C'est peut-être un peu lent, mais il y a du progrès, surtout que de 1988 à 1993, il ne s'est pas fait grand-chose quant à la mise en oeuvre de ces articles de la loi. En 1994, il y a eu la décision du Conseil privé d'assujettir au moins un certain nombre d'agences et de ministères à la loi et de commencer la mise en oeuvre.

Il a été question, lors de notre rencontre d'il y a deux semaines avec les représentants du ministère du Patrimoine canadien, de quelques initiatives très simples qui pourraient peut-être améliorer les choses. Il a été question que l'on demande que les plans des agences et ministères visés soient soumis sur la base d'une année financière. Êtes-vous d'accord sur la suggestion que les prochains plans soient soumis à la fin d'avril?

M. Michaud: À la fin de mars.

M. Bélanger: Êtes-vous d'accord sur cela?

M. Michaud: Oui.

M. Bélanger: Deuxièmement, on avait dit que les plans pourraient à un moment donné, plus tôt que plus tard pour reprendre les paroles de quelqu'un d'autre, devenir pluriannuels. Avez-vous un commentaire à faire à ce sujet?

M. Michaud: Oui. Nous aimerions que les plans soient pluriannuels, mais ajustés à chaque année. Nous pensons qu'ils devraient être révisés annuellement.

M. Bélanger: Que serait l'idéal? Des plans de deux, trois, quatre ans?

M. Michaud: Des plans d'au moins trois ans.

M. Bélanger: Plusieurs institutions, organismes ou individus sont touchés par cette grande question, et j'aimerais qu'on se concentre un peu sur le rôle de notre comité.

J'aimerais savoir si vous avez des suggestions sur la façon dont les membres du comité pourraient aider. Par exemple, est-ce que vous seriez d'accord qu'on fasse comparaître certaines agences? Seriez-vous prêts à nous en suggérer? J'aimerais connaître votre opinion là-dessus.

M. Michaud: Il serait probablement bon que vous fassiez certaines interventions auprès de certains ministères ou agences gouvernementales.

• 1610

We cited earlier the example of Human Resources Development Canada. I think that in the evolution of the French fact in Canada, education and training are extremely important. Not to mention the restructuring of Canada; we should keep in mind that this country now has a question mark over it. We are trying to find out how we can serve the people of Canada more effectively. Human Resources Development Canada is an extremely important element.

On a cité plus tôt l'exemple de Développement des ressources humaines Canada. Je crois que dans l'évolution du fait français au Canada, l'éducation et la formation sont des éléments d'une extrême importance. Sans parler de restructuration du Canada, on doit considérer que le Canada est remis en question actuellement. On cherche à savoir comment on va mieux desservir la population canadienne. Développement des ressources humaines Canada est un élément extrêmement important.

[Text]

Could this committee encourage Human Resources Development Canada to adhere to section 41 as a means of responding more effectively to the needs of a significant component of the Canadian image, that is, the Francophone community?

Mr. Bélanger: I have two more small questions. First, I would like to say to you that some members of this committee and the parliamentary secretary to the President of the Treasury Board have already intervened. I would like that to be acknowledged and I would also like to thank the Minister, in his absence, for agreeing to review this so promptly.

I am going to come back to the question of the auditor and quote to you section 56 of the Official Languages Act:

56.(1) It is the duty of the Commissioner to take all actions and measures within the authority of the Commissioner with a view to ensuring recognition of the status of each of the official languages and compliance with the spirit and intent of this Act in the administration of the affairs of federal institutions.

I think the Commissioner still has a direct mandate in regard to sections 41 and 42.

Mr. Samson: The Commissioner has a role and he has been playing that role for several years. However, it is necessary to have some authority, and I concede that the Commissioner also has some authority with Parliament. But whether it is the Commissioner, the Privy Council or even Canadian Heritage, if it wishes to give itself this mandate, it must be able to do it. There must be some accountability somewhere. The Commissioner or the auditor, or whoever, must be responsible.

Mr. Michaud: Anyway, those are situations we wanted to present to you. To make some progress on this, we would be prepared to consider any course of action that could ensure that the departments will adhere to section 41 in some accountable way, that is, that they make some investment if they really want to guarantee the vitality and development of our Francophone and Acadian communities in Canada.

Mr. Bélanger: I will come back to this later, if you so allow, Madam Chairman.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): All right. Senator Rivest.

Senator Rivest: During the meetings we had earlier, there was a lot of talk about timelines, monitoring provisions, action plans and audits, as you raise in your brief. But can we not agree at the outset, as our colleague Mr. Bélanger was saying, that this committee could at least say that the action plans that have been submitted are not action plans?

It may be that some departments are content to list the services in both official languages that the Act requires them to provide to individuals who speak French, or English when it involves the minority in Quebec.

[Translation]

Ce comité pourrait-il pousser Développement des ressources humaines Canada à adhérer à l'article 41 pour mieux répondre aux besoins d'une partie importante de l'image canadienne, c'est-à-dire la francophonie?

M. Bélanger: J'ai deux autres petites questions. Premièrement, je voudrais vous faire remarquer que des membres de ce comité et le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor sont déjà intervenus. Je voudrais que l'on reconnaisse cela et je voudrais aussi remercier le ministre, en son absence, d'accepter de revoir cela aussi rapidement.

Je vais revenir à la question du vérificateur et vous citer l'article 56 de la Loi sur les langues officielles:

56.(1) Il incombe au commissaire de prendre, dans le cadre de sa compétence, toutes les mesures visant à assurer la reconnaissance du statut de chacune des langues officielles et à faire respecter l'esprit de la présente loi et l'intention du législateur en ce qui touche l'administration des affaires des institutions fédérales, . . .

Je crois que le commissaire a quand même un mandat direct en ce qui a trait aux articles 41 et 42.

M. Samson: Le commissaire a un rôle et il joue ce rôle depuis quelques années. Cependant, il faut avoir une certaine autorité, et je concède que le commissaire a aussi une autorité auprès du Parlement. Mais que ce soit le commissaire, le Conseil privé ou même Patrimoine Canada, s'il veut se donner ce mandat, il doit être capable de le faire. Il faut qu'il y ait une imputabilité quelque part. Il faut que le commissaire ou le vérificateur, peu importe, soit responsable.

M. Michaud: D'ailleurs, ce sont des situations qu'on a voulu vous présenter. Pour faire avancer le dossier, nous serions prêts à considérer n'importe quelle piste qui pourrait nous assurer que les ministères adhèrent à l'article 41 de façon imputable, c'est-à-dire qu'ils investissent s'ils veulent vraiment garantir l'épanouissement et le développement de nos communautés francophones et acadienne au Canada.

M. Bélanger: Je reviendrai plus tard, si vous le permettez, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord. Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Lors des réunions que nous avons eues antérieurement, on a beaucoup parlé d'échéanciers, de mesures de contrôle, de plans d'action et de vérifications, comme vous l'évoquez dans votre mémoire. Mais au départ, ne peut-on pas convenir, comme le disait notre collègue, M. Bélanger, que ce comité pourrait au moins dire que les plans d'action qui ont été soumis n'en sont pas?

Peut-être que certains ministères se contentent d'énumérer les services dans les deux langues officielles que la loi les oblige à fournir aux individus qui parlent français, ou anglais quand il s'agit de la minorité au Québec.

[Texte]

But section 41 is not that. It is also that, but it is much more. It is the assistance to the Francophone communities outside Quebec and the Anglophone community in Quebec. It is rather distressing to see, and I think this is the observation that you are making, that there is some preliminary work to be done first in regard to this audit mechanism. You have done it with the government, but our committee must do some preliminary work, namely, to tell the departments that that is not what is involved: "You have limited yourselves to listing the services available to individuals who speak French outside of Quebec and who speak English in Quebec, when that is not what is involved". It is also necessary to help and support the minority language communities. It is therefore much more. That is my first question.

[Traduction]

Or, ce n'est pas cela, l'article 41. C'est aussi cela, mais c'est beaucoup plus. C'est l'aide aux communautés francophones à l'extérieur du Québec et anglophones au Québec. Il est assez désolant de voir, et je pense que c'est le constat que vous faites, qu'il y a d'abord un travail préliminaire à faire quant à ce mécanisme de vérification. Vous l'avez fait auprès du gouvernement, mais notre comité doit faire un travail préliminaire, à savoir dire aux ministères que ce n'est pas de cela qu'il s'agit: «Vous vous êtes contentés de faire le point sur les services disponibles aux individus qui parlent français en dehors du Québec et qui parlent anglais au Québec, alors que ce n'est pas cela». Il faut aussi aider et soutenir les communautés de langue minoritaire. C'est donc beaucoup plus. C'est là ma première question.

• 1615

I think it is very important that our committee, very firmly and very clearly, and insofar as there are parliamentarians here from the House of Commons and the Senate, be able to say that we fully support your... There is a signal to be given. If we want an audit and we ask the auditor for one, he must tell us that these are not genuine action plans, that this is not at all in the spirit of section 41. Those are my initial thoughts. I think you agree with me.

Second, it is necessary to provide adequate assistance to the minority language communities. The way in which we have proceeded, and no doubt there was no other way, is fairly molecular; each department or agency covered by section 41 does not come up with the product required by section 41. But even if it did, who would look at all the economic and sociocultural needs? They vary considerably according to the location, if only physically, and according to the demographics of each of the language communities that are supposed to be supported.

I have the impression that we are caught in a mechanism that means that each of the departments is going to appear with its own thing, discharge itself of its responsibility and go away. There are some departments that are much more important to the support of a minority language community. While Industry Canada, for example, is very important in the urban communities, it is the Department of Agriculture that should be more effective in the minority communities in a rural setting.

How could we select the three, four or five priority agencies for a given minority community, which are not always necessarily the same ones, and coordinate their action? How can we tell a department it is more important that its selective action be more effectively expressed in this region of Canada than in some other region? We are not at that point. They haven't even understood yet the meaning of section 41.

First, do you agree with me that there is a problem in regard to the understanding of the meaning of section 41, and, second, do you agree that genuine support of the communities does not consist only in providing services, which are often inadequate, to individuals in both official languages?

Je pense qu'il est très important que notre comité, d'une façon ferme et très claire, et dans la mesure où il y a ici des parlementaires de la Chambre des communes et du Sénat, puisse dire qu'on appuie totalement votre... Il y a un signal à donner. Si on veut une vérification et qu'on la demande au vérificateur, il faut qu'il nous dise que ce ne sont pas de vrais plans d'action, que ce n'est pas du tout dans l'esprit de l'article 41. C'est là mon premier élément de réflexion. Je pense que vous êtes d'accord avec moi.

Deuxièmement, il faut accorder une aide adéquate aux communautés de langues minoritaires. La façon dont nous avons procédé, et sans doute n'y avait-il pas une autre façon de faire, est assez moléculaire; chaque ministère ou organisme visé par l'article 41 n'arrive pas avec le produit exigé par l'article 41. Mais même s'il y parvenait, qui regarderait l'ensemble des besoins économiques et socioculturels? Ils varient considérablement selon la localisation, ne serait-ce que physique, et selon la démographie de chacune des communautés de la langue qu'on veut soutenir.

J'ai l'impression qu'on est pris dans un mécanisme qui fait que chacun des ministères va se présenter avec son affaire, se décharger de sa responsabilité et se retirer. Il y a des ministères qui sont beaucoup plus importants pour le soutien d'une communauté de langue minoritaire. Même si, par exemple, Industrie Canada est très important dans les milieux urbains, c'est plutôt le ministère de l'Agriculture qui devrait être plus efficace dans les communautés minoritaires vivant en milieu rural.

Comment pourrait-on choisir les trois, quatre ou cinq organismes prioritaires pour une communauté minoritaire donnée, qui ne sont pas toujours nécessairement les mêmes, et coordonner leur action? Comment dire à un ministère qu'il est plus important que son action sélective soit mieux articulée dans telle région du Canada que dans telle autre? On n'en est pas là. Ils n'ont même pas encore compris le sens de l'article 41.

D'abord, êtes-vous d'accord avec moi qu'il existe un problème quant à la compréhension du sens de l'article 41 et, deuxièmement, êtes-vous d'accord que le soutien véritable des communautés ne consiste pas seulement à dispenser des services, souvent inadéquats, aux individus dans les deux langues officielles?

[Text]

How are the particular needs and the particular provisions for each of the minority communities, whose needs differ, to be determined? They may all be Francophone communities, but the same plan should not necessarily be implemented in an urban setting, in a rural setting, in the Maritimes, in British Columbia, in Northern Ontario, in other words everywhere. Do you understand?

Mr. Michaud: I think you are completely right. In regard to your first observation, yes, we think that Part VII of the Official Languages Act has not been understood. This is a huge concern among us. Furthermore, in the interdepartmental meeting last Friday, we were told that the various departments were still at the stage of creating awareness of it. You are not advancing very rapidly on the implementation of an Act when you are still in the process of educating people to the fact that it exists and trying to convince them that Part VII is not the same thing as Part IV. We are not yet at the stage of getting across the idea that there is a difference between these two parts.

So this is a huge concern. We have not yet got past that stage. We might have to wait a long time before the problem of assimilation is resolved in our Francophone communities.

Your second question has to do with what we call the regionalization of Part VII of the Official Languages Act. We have it on paper here. We are encouraged by the fact that it has existed since August 1994 on Parliament Hill. But has it got as far, for example, as Edmonton, Alberta? We are not really encouraged by the fact that it has been regionalized. How will those departments regionalize the action plans to meet the needs, or even understand the needs in the regions which, as you were saying, differ greatly from one to another?

[Translation]

Comment va se faire la détermination des besoins particuliers et des mesures particulières pour chacune des communautés minoritaires dont les besoins sont différents? Ce sont peut-être toutes des communautés francophones, mais le même plan ne doit pas nécessairement être mis en oeuvre en milieu urbain, en milieu rural, dans les Maritimes, en Colombie-Britannique, dans le Nord de l'Ontario, enfin partout. Comprenez-vous?

M. Michaud: Je pense que vous avez tout à fait raison. Pour ce qui est de votre premier constat, oui, on estime que la partie VII de la Loi sur les langues officielles n'a pas été comprise. C'est une énorme préoccupation chez nous. D'ailleurs, lors de la rencontre interministérielle de vendredi dernier, on a compris que les différents ministères en étaient toujours au stade de la sensibilisation. On n'avance pas très rapidement dans la mise en oeuvre d'une loi quand on est toujours en train de sensibiliser les gens au fait qu'elle existe et d'essayer de les convaincre que la partie VII n'est pas la même chose que la partie IV. On n'en est pas encore au stade de faire comprendre la différence entre ces deux parties.

Donc, c'est une énorme préoccupation. On n'a pas encore dépassé ce stade. On pourrait attendre longtemps avant que le problème de l'assimilation soit réglé dans nos communautés francophones.

Votre deuxième question porte sur ce que nous appelons la régionalisation de la partie VII de la Loi sur les langues officielles. Nous avons cela sur papier ici. Nous sommes encouragés du fait qu'elle existe depuis le mois d'août 1994 sur la Colline parlementaire. Mais est-elle rendue, par exemple, à Edmonton, en Alberta? On n'est pas vraiment encouragés par le fait que cela a été régionalisé. Comment ces ministères-là vont-ils régionaliser les plans d'action pour répondre aux besoins, ou même comprendre les besoins en région qui, comme vous le disiez, sont très différents d'une région à l'autre?

• 1620

Are those plans organized in such a way that the various departments can know about those communities whose needs they are prepared to recognize? As we read the plans, it is not about to happen. So this is a concern, and this is where an auditor could make the difference. The auditor could say: "This is not a plan; you haven't indicated to me how you are going to do it in Edmonton, Alberta."

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): By proposing an official languages auditor, you are proposing in short a new position, a new activity. We would consequently have a new service, a group of people who are going to work together. This entails some spending in a period of cutbacks.

As for us, we are in favour of the official languages, since we want the development of English in Quebec and of French elsewhere, but there must nevertheless be some criticism of proposals that might be very good but are being presented at the wrong time.

Ces plans-là sont-ils organisés de façon à ce que ces différents ministères puissent connaître les communautés dont ils sont prêts à reconnaître les besoins? Ce n'est pas pour maintenant, selon la lecture que l'on fait des plans. Donc, c'est une préoccupation, et c'est là qu'un vérificateur pourrait faire la différence. Le vérificateur pourrait dire: «Ce n'est pas un plan; vous ne m'avez pas indiqué comment vous allez faire à Edmonton, en Alberta».

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): En proposant un vérificateur aux langues officielles, vous proposez en somme un nouveau poste, une nouvelle activité. Par conséquent, on aurait un nouveau service, un groupe de personnes qui vont travailler ensemble. Cela implique des dépenses en période de coupures.

Quant à nous, nous sommes en faveur des langues officielles, car nous voulons le développement de l'anglais au Québec et du français ailleurs, mais il faut tout de même faire un peu de critiques sur des propositions qui pourraient être très bonnes, mais qui seraient présentées au mauvais moment.

[Texte]

It may be a bit precipitous, because you seem to be criticizing the Commissioner of Official Languages. That is how I understand you. In proposing the creation of such a position, you are saying in some ways that the Office of the Commissioner cannot do this work. So this is obviously a criticism of the Office of the Commissioner, a criticism that I have a lot of difficulty in accepting, unless you give me some explanations, some evidence.

You were saying that his position should be independent of the Department of Canadian Heritage and, later, that it should not be assigned to the Department. It's a little mixed up.

The implementation must begin. Why not let the Commissioner do his work and later, if there are some problems "I don't want to invent some, because you will think these are things I am thinking about" you can then say that we need a police, an outside auditor, who would even go and audit the Commissioner of Official Languages if he was not doing his work well, going and observing and making the necessary recommendations?

Then, if you have such an official, there will have to be some follow-up. This means that you will have a legal outfit that will prosecute the agencies and individuals who have been charged with violating the regulations or the Act. It seems to me that your suggestion is a bit negative. I will take the liberty of acting as devil's advocate. Shouldn't you have said: "The Office of the Commissioner of Official Languages should establish some targets and see whether, after one year, those targets have been reached." If they haven't, why not? If they have, were they set appropriately?

Mr. Michaud: I will try to respond. The situations we presented to you this afternoon are situations we would be prepared to alter if the process that has been established were one that could guarantee us that the implementation of section 41 will be done effectively.

We think that an independent auditor would ensure greater accountability. We could then establish all the elements we needed to ensure the advancement of the implementation of section 41.

I am not sufficiently acquainted with the entire governmental organization to state that if the Commissioner of Official Languages were given the mandate to do the audit, we could be assured that all the elements of that audit would enable him to make a criticism or a recommendation that would assist the implementation of section 41. I don't know.

If you give him that role, he might be able to ascertain that the departments are accountable in their approach to developing section 41 implementation plans. It might be possible for the Commissioner to assume that role.

[Traduction]

C'est peut-être un peu précipité, parce que là, vous semblez faire la critique du commissaire aux langues officielles. C'est ainsi que je vous comprends. En proposant la création d'un tel poste, vous dites en quelque sorte que le Bureau du commissaire ne peut faire ce travail. Donc, c'est évidemment une critique du Bureau du commissaire, une critique que j'ai beaucoup de difficulté à accepter, à moins que vous me donniez des explications, des preuves.

Vous disiez que ce poste devait être indépendant du ministère du Patrimoine canadien et, ensuite, qu'il ne devait pas être confié au ministère. C'est un peu mêlé.

La mise en oeuvre doit commencer. Pourquoi ne pourrait-on pas laisser le commissaire faire son travail et ensuite, s'il y a des problèmes — je ne veux pas en inventer, parce qu'on va penser que ce sont des choses auxquelles je pense —, vous pourrez à ce moment-là dire qu'il nous faut une police, un vérificateur externe, qui irait même vérifier le commissaire aux langues officielles si ce dernier ne faisait pas bien son travail en allant observer et faire les recommandations qui s'imposent?

Ensuite, si vous avez un tel fonctionnaire, il faudra un suivi. Cela veut dire que vous aurez un côté juridique qui va poursuivre les organismes et les individus qui auront été accusés d'avoir contrevenu aux règlements ou à la loi. Il me semble que votre suggestion est un peu négative. Je vais me permettre de me faire l'avocat du diable. N'auriez-vous pas dû dire: «Le Bureau du commissaire aux langues officielles devrait établir des objectifs et voir si, au bout d'un an, ces objectifs ont été atteints. S'ils ne l'ont pas été, pourquoi? S'ils l'ont été, étaient-ils bien fixés?»

M. Michaud: Je vais tenter de répondre. Les situations qu'on vous a présentées cet après-midi sont des situations qu'on serait prêts à modifier si le processus mis sur pied en était un qui pourrait nous garantir que la mise en oeuvre de l'article 41 sera faite de façon efficace.

Nous croyons qu'un vérificateur indépendant assurerait une meilleure imputabilité. On pourrait alors mettre en place tous les éléments dont on aurait besoin pour assurer l'avancement de la mise en oeuvre de l'article 41.

• 1625

Je ne connais pas assez bien toute l'organisation gouvernementale pour affirmer que, si on donnait au commissaire aux langues officielles le mandat de faire la vérification, on pourrait s'assurer que tous les éléments de cette vérification — là lui permettraient de faire une critique ou une recommandation qui permettrait la mise en oeuvre de l'article 41. Je ne le sais pas.

Si vous lui donnez ce rôle-là, peut-être pourrait-il s'assurer que les ministères soient imputables dans leur démarche pour développer des plans de mise en oeuvre de l'article 41. Il est peut-être possible que le commissaire assume ce rôle-là.

[Text]

Mr. Bellemare: What is the role of the Department of Canadian Heritage in all this?

Mr. Michaud: If my understanding is correct, it acts as a coordinator.

Mr. Samson: Section 42 gives it the mandate to coordinate the efforts by the Canadian government to implement section 41. However, it could receive the plans and table them in Parliament without doing any critique of them.

Senator Rivest: How does the Department of Canadian Heritage judge those plans? Does it consider them to be good?

Mr. Samson: It might be appropriate for you to ask the Minister to come and appear before you. He might be able to answer that question.

Mr. Bellemare: I am not convinced. I think the Commissioner ought to do his job. I think he is doing it correctly, and that if there are some criticisms, they ought to be formulated. If there are some duties that should be added to his role, this ought to be done. However, if it is impossible for him to do the job, some tools or ways should then be found to have this audit done and get the section implemented. It would then be necessary even to force people. How will we do that? Only Parliament could do it.

Mr. Michaud: It is necessary to ensure that there is an audit process. There does not appear to be one at this time, and this causes us some problems in regard to the involvement of the different departments in the implementation of section 41.

If the suggestion were made through this joint committee that there be, through the Commissioner, an audit process that would help make the different departments or government agencies accountable, this might perhaps respond as well to this concern that we have, a year and a half later, namely, that this Act has not been taken sufficiently seriously.

Mr. Bellemare: Do you have an example to give us?

Mr. Michaud: The document that we submitted to you earlier describes some«

Mr. Bellemare: I hesitate. This report has how many pages? I haven't read it all.

Mr. Michaud: I would not want to cite a single example to«

Mr. Bélanger: We'll do it for you.

Mr. Michaud: Do you wish to do so, Mr. Bélanger?

Mr. Bélanger: There are at least a half-dozen plans.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Comeau.

The Joint Chairman (Senator Comeau): I have a brief question. You say that one of your major problems has to do with the issue of receiving the plans. I think you received the final plan last November 18.

Given the Cabinet directive, which was to consult your group, I do not understand the reasons why the 26 agencies or departments did not seek out your support or at least your opinion in developing the plans. I don't understand, because there shouldn't be anything secret in the preparation of the plans.

[Translation]

M. Bellemare: Quel est le rôle du ministère du Patrimoine canadien dans tout cela?

M. Michaud: Si j'ai bien compris, il joue le rôle de coordonnateur.

M. Samson: L'article 42 lui donne le mandat de coordonner les efforts déployés par le gouvernement canadien quant à la mise en oeuvre de l'article 41. D'un autre côté, il pourrait recevoir les plans et les déposer au Parlement sans en faire une critique.

Le sénateur Rivest: Comment le ministère du Patrimoine canadien juge-t-il ces plans-là? Juge-t-il qu'ils sont bons?

M. Samson: Il serait peut-être bon que vous demandiez au ministre de venir comparaître devant vous. Il pourrait peut-être répondre à cette question-là.

M. Bellemare: Je ne suis pas convaincu. Je trouve que le commissaire doit faire son travail. Je crois qu'il le fait correctement et que si on a des critiques, on doit les formuler. S'il y a des tâches à ajouter à son rôle, on doit le faire. Cependant, s'il lui est impossible de réussir à la tâche, on devra alors trouver des outils ou des moyens de faire faire cette vérification et la mise en oeuvre de l'article. Il faudrait alors même forcer les gens. Comment ferions-nous cela? Seul le Parlement pourrait le faire.

M. Michaud: Il faut s'assurer qu'il y ait un processus de vérification. Il ne semble pas y en avoir un en ce moment et cela nous cause des problèmes face à l'implication des différents ministères dans la mise en oeuvre de l'article 41.

Si on suggérait, par l'intermédiaire de ce comité mixte, qu'il y ait, par le biais du commissaire, un processus de vérification qui permettrait de rendre imputables les différents ministères ou agences gouvernementales, cela pourrait peut-être répondre aussi à cette préoccupation que nous avons, un an et demi plus tard, à savoir que cette loi n'a pas été prise assez au sérieux.

M. Bellemare: Avez-vous un exemple à nous donner?

M. Michaud: Le document qu'on vous a remis plus tôt décrit certaines. . .

M. Bellemare: J'hésite. . . Ce rapport a combien de pages? Je ne l'ai pas tout lu.

M. Michaud: Je ne voudrais pas citer un seul exemple pour. . .

M. Bélanger: On va le faire pour vous.

M. Michaud: Voulez-vous le faire, monsieur Bélanger?

M. Bélanger: Il y a au moins une demi-douzaine de plans.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Comeau.

Le coprésident (le sénateur Comeau): J'ai une brève question. Vous dites qu'une de vos difficultés principales porte sur la question de recevoir les plans. Je pense que vous avez reçu le dernier plan le 18 novembre dernier.

Étant donné la directive du Cabinet, qui était de consulter votre groupe, je ne comprends pas les raisons pour lesquelles les 26 organismes ou ministères n'ont pas cherché votre appui ou du moins vos avis dans l'élaboration des plans. Je ne comprends pas, parce qu'il ne devrait pas y avoir de secret dans la préparation des plans.

[Texte]

Do you have some idea? I am trying to find a reason why the departments did not seek your full collaboration in the development of the plans.

Mr. Michaud: We ask ourselves the same question, too. We met twice in a year and a half. Those two meetings were coordinated by the department, which wanted to ensure that a dialogue was established between the government departments, the federal agencies and our community.

[Traduction]

Avez-vous une idée? J'essaie de trouver une raison pour laquelle les ministères n'auraient pas cherché votre pleine collaboration dans l'élaboration des plans.

M. Michaud: On se pose la même question également. Depuis un an et demi, nous nous sommes rencontrés à deux reprises. Ces deux rencontres avaient été coordonnées par le ministère, qui voulait s'assurer qu'un dialogue s'établisse entre les ministères, les agences fédérales et notre communauté.

• 1630

However, there is some follow-up to do subsequently. We always thought that at these meetings the communities would manage to make these departments aware of all our needs. It was an initiation to a process. We hoped that at some point they would have shared these plans with us and we could have told them: "You have understood the needs and how to respond to them. We are satisfied and we think it could work."

We never got through that stage with those whom we wanted to call our partners, those with whom we would like to work in a partnership. We remain perplexed by this.

The Joint Chairman (Senator Comeau): It was suggested earlier that the committee could sometimes be of some use, and the opportunity should be seized before Madam Joint Chairman does so. We too received today a letter from the President of the Treasury Board informing us that the exemption in question was raised and that will now be a plan for the Treasury Board. This may be an indication of the usefulness of the Official Languages Committee. We do get results from time to time.

Mr. Samson: If you will allow me, I will reply in part to what Mr. Bélanger said earlier. It would be useful if these institutions appeared before you and explained their initiatives and the obstacles they face in implementing section 41.

We would like to suggest to you as a priority CIDA, Foreign Affairs, Health Canada, the Canadian Broadcasting Corporation, Human Resources Development Canada, Status of Women and Industry Canada. This will give you an indication of the two types of action plans. There are some that are strong, others that are sort of in between and others that are extremely weak.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I think it was just noted that the responsibility for implementing sections 41 and 42 does not fall solely on Canadian Heritage, but also on our committee which has been looking into this since the fall.

We should ascertain that agencies such as the Office of the Commissioner of Official Languages, which is responsible for the overall application of the Official Languages Act, does not attend solely to complaints concerning language services, which is one of its tasks. In the next report of the Commissioner, we should see some comments and recommendations on the various government departments, on the entire process that has been undertaken, etc. That way, we could have some continuity when the departments appear before us.

Cependant, il y a un suivi à faire par la suite. On a toujours pensé que lors de ces rencontres, les communautés en arriveraient à sensibiliser ces ministères à tous nos besoins. C'était une initiation à un processus. On espérait qu'à un certain moment, ils auraient partagé ces plans avec nous et qu'on aurait pu leur dire: «Vous avez compris les besoins et la façon d'y répondre. On est satisfaits et on croit que cela pourrait fonctionner».

On n'a jamais franchi cette étape avec ceux qu'on aurait aimé appeler nos partenaires, ceux avec qui nous aimerions travailler en partenariat. On reste perplexes devant cette question.

Le coprésident (le sénateur Comeau): Il était question, plus tôt, que le comité puisse parfois être d'une certaine utilité, et il faut saisir l'occasion avant que M^{me} la coprésidente le fasse. Nous aussi, nous avons reçu aujourd'hui une lettre du président du Conseil du Trésor nous indiquant que l'exemption en question était levée et qu'il y aura maintenant un plan pour le Conseil du Trésor. C'est peut-être une indication quant à l'utilité du Comité des langues officielles. On obtient des résultats de temps à autre.

M. Samson: Si vous me le permettez, je répondrai en partie à ce que M. Bélanger a dit plus tôt. Il serait utile que ces institutions comparaissent devant vous et expliquent leurs initiatives et leurs obstacles relativement à la mise en oeuvre de l'article 41.

On voudrait vous suggérer en priorité l'ACDI, les Affaires étrangères, Santé Canada, la Société Radio-Canada, Développement des ressources humaines Canada, Condition féminine et Industrie Canada. Cela vous donnera une indication des deux types de plans d'action. Il y en a qui sont forts, d'autres qui sont plutôt moyens et d'autres qui sont extrêmement faibles.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois qu'on vient de constater que la responsabilité de la mise en oeuvre des articles 41 et 42 ne relève pas uniquement de Patrimoine Canada, mais également de notre comité qui s'en est occupé dès l'automne.

Nous devons nous assurer que des organismes comme le Bureau du commissaire aux langues officielles, qui est responsable de l'application intégrale de la Loi sur les langues officielles, ne s'occupe pas seulement des plaintes quant aux services linguistiques, ce qui fait partie de ses tâches. Dans le prochain rapport du commissaire, on devrait voir des commentaires et des recommandations sur les différents ministères, sur tout le processus qui a été engagé, etc. De cette façon-là, on pourrait retrouver une certaine continuité lorsque les ministères se présenteraient devant nous.

[Text]

[Translation]

As Senator Comeau noted, the Treasury Board did not need to appear before us. It had wind of what this committee was doing and it responded. In future, the departments that have to appear before us in regard to language services will also have to tell us how they are implementing sections 41 and 42.

Comme le faisait remarquer le sénateur Comeau, le Conseil du Trésor n'a pas eu besoin de se présenter devant nous. Il a eu vent de ce que faisait ce comité et il a réagi. À l'avenir, les ministères qui devront se présenter devant nous en ce qui a trait aux services linguistiques devront aussi nous dire comment ils mettent en oeuvre les articles 41 et 42.

• 1635

Mr. Bélanger: I would like to think aloud about the steps our committee might take between sessions. Would it be appropriate to have a one-or two-day meeting with the representatives of the Department of Canadian Heritage to enable them to present to us the standard format of the plans they are developing and asking the agencies to submit, and then we will meet with the 26 agencies, one after the other?

M. Bélanger: J'aimerais réfléchir à haute voix sur les démarches que notre comité pourrait entreprendre pendant l'intersession. Serait-il de mise qu'on ait une rencontre d'une journée ou deux avec les représentants du ministère du Patrimoine canadien pour leur permettre de nous présenter le format standard des plans qu'ils sont à développer et qu'ils demanderont aux agences de soumettre, et qu'ensuite nous rencontrions les 26 agences, les unes après les autres?

Personally, I hope so. I know that such a thing is easier for someone like me who lives close to Parliament. We could perhaps even travel as a committee if you wish, Madam Joint Chairman, Mr. Joint Chairman.

Personnellement, je le souhaite. Je sais qu'une telle chose est plus facile pour quelqu'un comme moi qui habite près du Parlement. On pourrait peut-être même se déplacer en tant que comité si vous le désirez, madame la coprésidente, monsieur le coprésident.

I wonder if it isn't necessary to give a good push to this process. I tend to have the impression that instead of an audit, at this stage, we need instead to give a good kick in the right place to get things moving.

Je me demande s'il n'y aurait pas lieu de donner un bon coup de pouce à ce processus. J'ai plutôt l'impression qu'au lieu de vérification, à ce stade-ci, on a plutôt besoin de donner un bon coup de pied à la bonne place pour faire avancer cela.

Secondly, with regard to auditing, the Commissioner, when he appeared last week, said he was developing a kind of instrument for auditing and analysis, and that he proposed to report on this analysis of the plans submitted as of February.

Deuxièmement, en ce qui a trait à la vérification, le commissaire, lorsqu'il a comparu la semaine dernière, a dit qu'il était à développer un genre d'instrument de vérification et d'analyse, et qu'il se proposait de rendre compte de cette analyse des plans soumis dès février.

There is also the Minister of Canadian Heritage, who is to report annually to Parliament, and who told us himself, in the committee, that he intended to report on the plans and on this exercise.

Il y a aussi le ministre du Patrimoine canadien qui doit faire rapport annuellement au Parlement et qui nous a dit lui-même, au comité, qu'il avait l'intention de faire rapport sur les plans et sur cet exercice.

As to auditing, personally, I think we should perhaps wait a while longer to see if there really is cause for an audit. I would hope that we will set aside a day or two to provide that boost.

Quant à la vérification, personnellement, je pense qu'il faudrait peut-être patienter encore un peu pour voir si on a vraiment matière à vérification. J'é mets le voeu qu'on se réserve une journée ou deux pour donner ce coup de main-là.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We could debate it in camera. Is that possible this week?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On pourrait débattre de cela à huis clos. Est-ce possible cette semaine?

Mr. Bélanger: All right. I would like to hear some comments on the consultation that the Federation or components of the Federation have had with the agencies of the Department of Canadian Heritage. I would also like us not to overlook Alliance Quebec, assuming that it is Alliance Quebec that the Department was to consult.

M. Bélanger: D'accord. J'aimerais entendre quelques commentaires sur la consultation que la Fédération ou des composantes de la Fédération ont eue avec les agences du ministère du Patrimoine canadien. J'aimerais aussi qu'on ne néglige pas Alliance Québec, en supposant que ce soit Alliance Québec que le ministère devait consulter.

Senator Rivest: I share somewhat the concerns that Mr. Bélanger has just raised. Concerning your idea of auditing, it may not be necessary to have an auditor, but as Mr. Bellemare was saying, it will be necessary to conduct such an audit through the services of the Commissioner. I agree that someone should do an audit, but we are not yet at the point of creating a position of auditor. That is my feeling.

Le sénateur Rivest: Je partage un peu les préoccupations que M. Bélanger vient d'évoquer. Quant à votre idée de vérification, il ne sera peut-être pas nécessaire d'avoir un vérificateur, mais comme M. Bellemare le disait, il faudra faire une telle vérification par l'entremise des services du commissaire. Qu'il y ait quelqu'un qui fasse une vérification, je suis d'accord, mais nous n'en sommes pas rendus au point de créer un poste de vérificateur. C'est là mon sentiment.

[Texte]

Personally, I would focus our actions on the Minister of Canadian Heritage. His responsibility is clear with regard to section 41. He should also get annoyed sometimes and not only table plans. Do you think he might be bad-tempered occasionally?

I see my colleague, Senator Roux, who knows the Minister well. Do you think, Senator, that your friend Mr. Dupuy can be bad-tempered occasionally, because, clearly, some plans are totally unacceptable? I wouldn't give him a C in a strong fourth-year high school class. Some departments and agencies have literally rid themselves of that obligation, and it seems to me that the person primarily responsible to Parliament is the Minister of Canadian Heritage.

It is not enough for him to say that he has a lot of things to do. He must at least say that he will also perform his role. If we can support the Minister's action, we will do so, but it must come from him. I think this reflects somewhat the concerns of all the members of the committee.

There is something else, and perhaps we should discuss it with the Minister. You noted earlier in your remarks that it is quite evident that the achievement of the objectives of section 41 fits within the framework of federal services, because it is federal legislation.

• 1640

But what is involved is the existence, the duration and the vitality of the minority language communities in their clearly identified setting. There is also all the action of the provincial governments, which is extremely important because it includes schools, hospitals, etc.

You did not raise it, but have there been efforts by the federal government or agencies to coordinate these activities with what has been done in terms of each of the provinces in providing services to the minority communities?

The survival of the minority community in a given environment will not occur only. Even if we achieve all the objectives of section 41, if there is no junction and if the federal government pays no attention to the indifference of certain provincial governments, the rate of assimilation will continue to increase in some communities. There really must be some leadership in this. You have to shake things up a bit.

Mr. Michaud: In our view you are completely right to be concerned with the fact that the regionalization in section 41 has not proceeded at the pace we would like in our provinces or territories. That is why, at this critical moment in Canadian history, we feel we should hit hard on section 41, to ensure it is clearly understood throughout Canada.

It is true that some provinces, for example in vocational training, have completely failed to understand that there is a linguistic duality in Canada and that they are part of this linguistic duality since they are members of the Canadian confederation. This is a concern, and we would like each provincial or territorial government to be aware of it and to assume this responsibility.

[Traduction]

Personnellement, je concentrerais nos actions vers le ministre du Patrimoine canadien. Sa responsabilité est claire à l'égard de l'article 41. Il doit aussi se fâcher à l'occasion et non pas seulement déposer les plans. Pensez-vous qu'il pourrait avoir mauvais caractère à l'occasion?

Je vois mon collègue, le sénateur Roux, qui connaît bien le ministre. Croyez-vous, sénateur, que votre ami, M. Dupuy, peut avoir mauvais caractère à l'occasion, parce que, manifestement, certains plans sont totalement inacceptables? Je ne lui donnerais pas un C dans une classe forte de secondaire IV. Certains ministères et organismes se sont débarrassés littéralement de cette obligation-là et il me semble que le premier responsable face au Parlement est le ministre du Patrimoine canadien.

Il ne suffit pas qu'il dise qu'il a beaucoup de choses à faire. Qu'il dise au moins qu'il va aussi jouer son rôle. Si on peut épauler l'action du ministre, on le fera, mais il faudra que cela vienne de lui. Je pense que cela rejoint un peu les préoccupations de l'ensemble des membres du comité.

Il y a autre chose et il faudrait peut-être en parler avec le ministre. Vous avez évoqué plus tôt dans vos remarques qu'il est bien évident que la réalisation des objectifs de l'article 41 s'inscrit dans le cadre des services fédéraux, parce que c'est une loi fédérale.

Mais il s'agit de l'existence, de la durée et de l'épanouissement des communautés linguistiques minoritaires dans leur milieu bien identifié. Il y a aussi toute l'action des gouvernements provinciaux qui est extrêmement importante parce qu'il s'agit d'écoles, d'hôpitaux, etc.

Vous ne l'avez pas évoqué, mais y a-t-il eu des efforts de la part du gouvernement fédéral ou d'organismes pour coordonner ces activités avec ce qui se faisait au niveau de chacune des provinces pour fournir des services aux communautés minoritaires?

La survie de la communauté minoritaire dans un milieu donné ne se fera pas uniquement. . . Même si on atteint tous les objectifs de l'article 41, s'il n'y a pas de jonction et si le gouvernement fédéral se désintéresse de l'indifférence de certains gouvernements provinciaux, le taux d'assimilation va continuer de croître dans certaines communautés. Il faut vraiment qu'il y ait du leadership là-dedans. Il faut brasser la cage un peu.

M. Michaud: Selon nous, vous avez complètement raison de vous préoccuper du fait que la régionalisation de l'article 41 ne se fait pas sentir au rythme qu'on voudrait dans nos provinces ou nos territoires. Pour cette raison, en ce moment critique de notre histoire canadienne, on sent qu'on doit frapper fort sur l'article 41 pour s'assurer qu'il soit bien compris partout au Canada.

Il est vrai que certaines provinces, par exemple face à la formation professionnelle, n'ont pas du tout compris qu'il y a une dualité linguistique au Canada et qu'elles font partie de cette dualité linguistique étant donné qu'elles font partie de la Confédération canadienne. C'est une préoccupation, et nous aimerions que chaque gouvernement provincial ou territorial en soit conscient et assume cette responsabilité.

[Text]

[Translation]

Senator Rivest: Vocational training is urgent, with the announcement by Mr. Axworthy, which refers it to the provinces. You see what will happen to the working men and women in the minority communities.

Mr. Michaud: This is a very good example. It is a source of great concern.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Are there further questions?

Thank you very much for your presentation. Rest assured that your comments and suggestions today will be examined seriously by the members of this committee. In this regard, at Mr. Bélanger's suggestion, may I suggest to the members of the committee that on Thursday of this week we organize an in camera meeting to discuss the possibilities of a meeting in January to develop an action plan? Would you agree?

The Joint Chairman (Senator Comeau): It will be a bit difficult for me, but go ahead.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much, and we will take advantage of the opportunity to wish you season's greetings and a new year that is filled with prosperity.

Mr. Michaud: You too.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The sitting is adjourned.

Le sénateur Rivest: La formation professionnelle, c'est urgent, avec l'annonce de M. Axworthy qui renvoie cela aux provinces. Vous voyez ce qui va arriver aux travailleurs et travailleuses dans les communautés minoritaires.

M. Michaud: C'est un très bon exemple. C'est très préoccupant.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Y a-t-il d'autres questions?

Nous vous remercions beaucoup pour votre présentation. Soyez assurés que vos commentaires et suggestions d'aujourd'hui seront étudiés sérieusement par les membres de ce comité. Sur ce, à la suggestion de M. Bélanger, puis-je suggérer aux membres du comité que, jeudi de cette semaine, nous organisons une rencontre à huis clos pour échanger sur les possibilités d'une rencontre en janvier afin d'élaborer un plan d'action? Seriez-vous d'accord?

Le coprésident (le sénateur Comeau): Ce sera un peu difficile pour moi, mais allez-y.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On vous remercie beaucoup et on va profiter de l'occasion pour vous souhaiter de joyeuses Fêtes et une année 1996 remplie de prospérité.

M. Michaud: À vous de même.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

Tuesday, December 12, 1995
(Meeting No. 39)

From the "Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada":

Jacques Michaud, President;
Yvon Samson, Director General.

TÉMOINS

Le mardi 12 décembre 1995
(Séance n° 39)

De la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada:

Jacques Michaud, président;
Yvon Samson, directeur, général.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

199732

